

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES

PRÉSENTÉE A LA

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA SARTHE

DE 1789 A L'AN IV

PAR

L'Abbé M. GIRAUD

PARIS

JOUBE & C^{IE}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES
PRÉSENTÉE A LA
FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI

SUR

L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE LA SARTHE



DE 1789 A L'AN IV

PAR

L'Abbé M. GIRAUD

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A
SON ÉMINENCE
LE CARDINAL DUBOIS
ARCHEVÊQUE DE ROUEN
PRIMAT DE NORMANDIE

*HOMMAGE DE RESPECTUEUSE RECON-
NAISSANCE ET DE TRÈS FIDÈLE ATTACHEMENT*

Gloria hominis ex honore patris sui
(Eccli. III, 13).

Omni tempore diligit qui amicus est
(Prov. XVII, 17).

PRÉFACE

A quelques années d'intervalle, deux hauts fonctionnaires de la Sarthe, appelés à juger leur administrés, esquisaient de la contrée et de ses habitants des tableaux dont les lignes principales se ressemblent. Pays surtout agricole, écrivait le préfet Auvray, après l'agent national du district du Mans, Claude Franchet. Un de leurs prédécesseurs, le premier procureur général syndic, Pierre Mortier des Varennes, avait déjà observé, en 1789, que le département était pauvre en industries et peu ouvert au commerce.

Comme le remarquait encore le baron Auvray, la nature de leurs occupations ne pouvait manquer d'influer sur le caractère des habitants : ils étaient « laborieux, un peu intéressés, lents, ennemis des nouveautés ».

C'était là noter avec beaucoup de justesse les traits essentiels du conservatisme un peu étroit de nos Manceaux. Mais cette description trop brève, trop sommaire, négligeait d'indiquer les nuances qui différenciaient ce fonds commun de réalisme : bon sens ferme, peu capable d'étonnement et relevé d'une pointe de suffisance, chez les gens du nord et du nord-est ; chez ceux de l'ouest, impénétrabilité volontaire que trahissent parfois les soudaines échap-

pées d'une sensibilité trop vivement atteinte ; scepticisme de surface, volontiers frondeur et légèrement agressif des contrées qui bordent la Touraine ; aménité détachée, toute imprégnée de douceur angevine, des régions de la Flèche et de Sablé.

Quelle action les réformes législatives du domaine religieux et la crise qui s'ensuivit ont-elles eue sur ces populations diverses de caractère ? Voilà un des objets de cette étude.

Il est évident que la conduite de cette masse médiocrement homogène ne pouvait pas être uniforme. Il n'y a donc rien d'étonnant que l'on ait accepté ici des mesures combattues ailleurs ; que les décrets des assemblées aient tantôt suscité des adhésions cordiales encore que tardives, tantôt rencontré des résistances tenaces. Car les paysans sarthois sont peu enclins à suivre les nouveautés et moins encore à s'engager les premiers dans des voies inconnues. Sagement éloignés de tout excès par leur prudence native, par leur instinct de la mesure, ils se tiennent inconsciemment en garde contre la chaleur de leurs sentiments, même les mieux enracinés. Mais leur fidélité n'est pas moins remarquable et la profondeur, la solidité de leur attachement n'a d'égale que la lenteur circonspecte avec laquelle ils donnent leur sympathie. Méfiants et réservés à l'égard de ce qui troublerait la tranquillité d'autrui, ils défendent la leur, avec une persévérance qui n'est pas exempte d'âpreté. Il suffisait de ce que les réformes révolutionnaires avaient de radical et d'absolu, de la précipitation avec laquelle elles furent votées, puis engagées, pour menacer leur paix religieuse et leur causer une vive émotion.

D'autre part la conduite du corps ecclésiastique en ces

circonstances ne pouvait manquer d'avoir sa répercussion sur un peuple qui l'honorait généralement de son respect, de sa confiance, de son estime et de sa sympathie. Quelle fut cette attitude ? Comment le clergé s'est-il comporté en présence du cataclysme qui l'a dépouillé de ses biens, jeté bas du premier rang de l'ancienne hiérarchie sociale, arraché de ses églises et destitué des fonctions sacrées, jusqu'à reconnues culte d'État ? Voilà une seconde question à résoudre, qui n'est pas moins importante que la précédente.

L'évolution religieuse dans la Sarthe, de 1789 au début de l'an IV, tel est en résumé l'objet du présent essai. Que si le choix de ces limites et de ces dates soulevait quelques critiques, nous pourrions nous couvrir de l'autorité d'un écrivain contemporain et dire, après lui, qu'« en histoire toute coupure est arbitraire ». Mais nos préférences peuvent se défendre par des raisons plus solides que cette impertinente fin de non-recevoir.

En principe et du point de vue canonique, la juridiction de Mgr de Gonssans continue de s'étendre sur tout son ancien territoire, jusqu'à l'acceptation du Concordat par Rome ; son exercice est seulement gêné, entravé par les mesures persécutrices. Juridiquement encore, mais cette fois au regard du droit civil, elle cesse du jour où Prudhomme de la Boussinière, élu selon les formes établies par la Constituante, est installé en sa place.

En fait, l'administration de son troupeau échappe en grande partie à l'ancien pontife, depuis qu'il a été légalement dépossédé, plus encore depuis son émigration, vers la moitié de 1792. Dès avril 1791, une fraction assez importante du clergé et des fidèles se soustrait à son obéissance, parce qu'elle reconnaît l'évêque constitutionnel pour son légitime pasteur. Bien plus, faute de liberté suffisante, lui-même

ne régit plus directement la portion qui lui reste attachée. Rien que pour la Sarthe, les circonstances l'ont contraint d'étendre les pouvoirs ordinaires de ses prêtres, de partager aussi le reste de sa juridiction entre quelques ecclésiastiques de confiance, maintenus au Mans. En réalité, dans cette Église décapitée, des groupes de supérieurs temporaires, indépendants ou presque les uns des autres, détiennent par délégation la plénitude de l'autorité. Pratiquement, ce sont ces organes provisoires qui gouvernent au nom du chef absent. Le démembrement de la juridiction ecclésiastique a suivi la nouvelle distribution politique des territoires ; la Sarthe peut donc faire l'objet d'une étude séparée.

D'autre part, après la déportation des insermentés en fin d'août 1792, les constitutionnels restent seuls pour représenter le catholicisme. C'est une religion tronquée, déformée que la leur, parce qu'ils ont rompu, distendu à tout le moins, le lien qui les unissait avec Rome : telle quelle, les populations mancelles la retiennent opiniâtrement. Garnier de Saintes imposera, sans trop de peine, à ces ecclésiastiques de caractère amoindri l'abdication de leur état ; les commissaires de la Convention feront taire les cloches, dépouilleront les églises des ornements et vases sacrés, après frimaire an II ; l'œuvre de déchristianisation, qu'ils entreprirent sous le couvert de la loi du 1^{er} nivôse se heurtera à une résistance tenace et de chaque jour.

L'étude de cette lutte pacifique, silencieuse mais obstinée ne donnerait qu'une connaissance inexacte des sentiments religieux de nos compatriotes du XVIII^e siècle, si elle n'était pas complétée par l'examen des manifestations multiples, qui se produisirent spontanément pour la restauration du culte. Ces démonstrations populaires nous conduiront jusqu'au début de l'an IV. L'on sait que le premier Code qui

organisa à peu près entièrement le régime de la séparation
est du 7 vendémiaire de cette année-là.

Auprès de ceux qui objecteraient que *l'Histoire de l'Église
du Mans durant la Révolution* a déjà résolu ces problèmes
nous devons tenter aussi de justifier notre entreprise. Faut-
il donc s'interdire de reprendre des sujets déjà traités, pour
la fallacieuse raison que tout aurait été dit ?

Non, tout n'a pas été dit et, pour vaste qu'ait été le champ
d'observation de Dom Piolin, peut-être même à cause de
son ampleur, l'érudit bénédictin a négligé des points impor-
tants, qui sont abordés ici. La question de la propriété ecclé-
siastique dans la Sarthe, de son étendue, des ressources
qu'elle a procurées au Trésor est de celles-là. Celles du
ralliement à la Constitution civile, du semi-constitution-
nalisme n'ont été posées qu'ici, après la découverte de
documents jusqu'alors inexplorés. Sur les relations entre
l'opposition aux lois antireligieuses et la chouannerie sar-
thoise des obscurités persistaient, que l'on a essayé de dis-
siper.

Une honnêteté élémentaire impose à l'historien de dé-
crire les choses comme il les aperçoit. De là le caractère
hypothétique de quelques-unes de ses conclusions, le
recours aux affirmations atténuées, quand l'explication cer-
taine des faits lui échappe. Dans leur sphère beaucoup plus
modeste, l'érudit et à plus forte raison le simple chercheur
sont aussi strictement liés par le devoir de l'impartialité.
Nous ne proclamerons point la nôtre. Chacun la contestera
à son gré ; tant que la preuve d'un parti pris quelconque
n'aura pas été administrée contre elle, elle restera hors
d'atteinte.

Des erreurs se seraient glissées dans ce travail qu'elles
ne seraient point imputables à la volonté de l'auteur ; elles

proviendraient de l'infidélité de sa vision. Mais le regard même n'est point sans protection contre l'inexactitude. En étendant le champ de l'observation, en présentant un grand nombre d'objets à comparer, l'abondance des pièces examinées limite déjà les écarts de la perception. Si par ailleurs il est possible d'ajouter au simple recoupage une vérification continue des documents, depuis leur origine jusqu'à leur point d'arrivée, les garanties en faveur de la vérité s'en accroîtront d'autant.

Le présent essai croit répondre à ces conditions. Les chartriers privés lui ont fourni leur contribution, lorsqu'il a été facile d'y accéder. Néanmoins les emprunts les plus considérables ont été faits aux archives administratives et judiciaires. Fonds national et dépôt du département ont été consultés. Pour distinguer mieux les circonstances des faits, pour les dégager de toute interprétation surajoutée, volontairement ou non, par les autorités chargées de les juger, il a paru utile de les prendre le plus près possible de leur source. Les archives de toutes les communes de la Sarthe ont été visitées, à cette intention.

La nouveauté de ce travail est due surtout à l'ampleur de cette documentation. Ce n'est pas un vain souci d'originalité qui a dicté nos observations sur le ralliement à la Constitution civile, sur le tiers-parti des semi-constitutionnels, nos rectifications aux thèses reçues sur la chouannerie dans la Sarthe. Les trouvailles inattendues déconcertent d'abord plus qu'elles ne satisfont. L'intelligence ne recouvre la paix qu'après de longues perplexités, quand elle a acquis la conviction qu'elle est en possession du vrai, auquel elle sent que tout doit être sacrifié.

Nous exprimons notre vive gratitude à tous ceux qui se sont intéressés à ce travail, qui nous ont aidé de leurs con-

seils, favorisé dans nos recherches : à MM. Aulard, professeur à l'Université de Paris, L. Legrand et L. Celier des Archives nationales, J. L'Hermitte et P. Blin, archiviste et sous-archiviste de la Sarthe ; à M. le vicaire général Le-febvre ; à MM. les abbés L. Calendini, E. Chambois, J. Des-vignes, L. Didion ; à MM. le Dr Delaunay et R. Triger, président de la Société historique et archéologique du Mainé.

BIBLIOGRAPHIE

Documents manuscrits et imprimés ont été consultés pour la composition de ce travail. Trois principales sources manuscrites vont être indiquées ci-dessous : archives nationales, archives départementales, archives communales. Avant d'énumérer le détail des apports fournis par chacune d'elles, il n'est pas inutile de donner quelques éclaircissements préalables sur l'utilisation des archives départementales.

La série V est exclusivement consacrée au clergé des époques révolutionnaire et concordataire. Mais les documents relatifs à la première de ces périodes sont peu nombreux, car beaucoup de pièces détachées ont été classées dans la série L. Même les articles V $\frac{21}{1-5}$ ne sont point indépendants de celle-ci, parce qu'ils ne sont que les registres de l'ancien bureau du clergé, constitué le 5 août 1790. Les registres de la série Q (Domaines nationaux) proviennent aussi d'un démembrement de la même série. Par contre les affaires ressortissant à l'administration générale, et qui se traitèrent sous la rubrique « Bien public », de 1789 à l'an IV, ont été maintenues dans la série générale L.

La consultation simultanée de ces diverses catégories de registres s'impose. En effet, s'ils se reproduisent le plus souvent, il arrive que des arrêtés aient été omis ou

simplement analysés aux registres des bureaux, pendant qu'ils sont inscrits au registre général du Directoire ou du Conseil général. Le phénomène inverse n'est pas rare non plus. De ces lacunes les unes ont pour cause la négligence, les autres la désorganisation des bureaux provenant de départs de secrétaires pour l'armée. Tel était le désordre, à la fin de janvier 1793, que le Conseil général dut intervenir. Il ordonna alors qu'à l'avenir « tout arrêté serait inséré au procès-verbal de ses séances », au moins avec une analyse des rapports préparatoires, et qu'il en serait délivré, dans les vingt-quatre heures, une copie collationnée pour être remise aux bureaux compétents (L 29 [bis], f° 132).

Trois autres causes d'omissions s'ajoutent à celles-là.

La publication d'un *Bulletin du département* a été décidée, en juin 1793 (L 30, p. 283, 306, 657). Dans ce périodique, d'abord intermittent puis quotidien, ont été insérés des arrêtés et surtout des proclamations, dont parfois il n'est fait que mention sommaire aux registres administratifs. Or il ne reste que de rares numéros de ce Bulletin, qui serait si précieux pour l'histoire de la Sarthe.

La création d'organes provisoires d'administration a pu faciliter, de temps à autre, la tâche de l'administration départementale ; mais elle n'a pas toujours été sans aggraver le désordre des archives. De ces comités les uns ont eu une existence trop éphémère pour laisser des traces de leur action ; les autres ont souvent eu, à leur origine, des attributions mal définies ; les bureaux ordinaires, ignorant à qui d'entre eux ressortissait l'inscription des mesures prises par ces institutions temporaires, ont négligé de les insérer. Les lacunes provenant de ce fait sont d'autant plus regrettables qu'elles appartiennent à une des périodes des plus embrouillées de l'histoire du département. Citons, parmi ces organes adjoints, le *Comité central*, créé le

25 juillet 1792 (L 29, f° 7) ; le *Bureau militaire*, qui fonctionne en septembre de la même année (*ibid.*, f° 38 v.) ; le *Comité de sûreté publique*, formé en février 1793 (L 35, arrêté du 19 février) et fondu, en avril, dans le *Comité de surveillance et de sûreté générale* (L 30, p. 4-10), remplacé lui-même, le 29 septembre, par un *Comité de correspondance* (L 30, p. 627).

Enfin les menaces des Vendéens contre le Mans, puis leur entrée dans la ville ont suspendu toute tenue de registres, du 20 au 24 frimaire, an II (L 30, p. 778), fait disparaître une partie des pièces détachées et jeté un grand désordre dans celles qui restèrent (L 538, f° 12. — L 537, f° 45 v.).

Un *Inventaire sommaire* de la série L a été édité, en 1893, par MM. J. Dunoyer de Segonzac et J. Chavanon, archivistes (un vol. in-4°, Le Mans, Monnoyer). Pour les séries Q et V, il existe des inventaires manuscrits très succincts aux archives départementales. M. J. L'Hermitte, archiviste de la Sarthe, en a publié un résumé substantiel, dans son « État général des Archives départementales de la Sarthe en 1912 » (Cf. *La Révolution dans la Sarthe et les départements voisins*, n^{os} 23 et 27, fasc. III des t. VII et VIII, juillet-septembre 1912 et 1913).

Sous le couvert des remarques qui précèdent, les documents consultés peuvent donc être classés de la manière suivante.

MANUSCRITS

ARCHIVES NATIONALES

SÉRIE B [Élections et votes]

B. III. *Transcription de pièces concernant la convocation des États généraux.*

Vol. 7 ; Vol. 78.

SÉRIE C [Procès-verbaux des Assemblées nationales et pièces annexes].

C. 138 (Assemblée Législative) [Dossier n° 71].

C. 180 (Convention) [d°].

SÉRIE D [Missions des représentants du peuple et Comités des Assemblées].

D. § I. *Missions des représentants du peuple dans les départements.*

Cart. 22. Mission de Génissieu (9 registres concernant la Sarthe, cotés A¹⁻⁹).

D § IV bis. *Comité de division* (Législative et Convention).

Cart. 103. Nombreuses pétitions de paroisses qui demandent leur conservation.

D. XIX. *Comité ecclésiastique* (Constituante).

Cart. n°s 6, 14, 47, 48, 50, 51, 54, 55, 56, 58, 60, 64, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 79, 91, 97, et feuilles de travail n°s 99 à 103.

D. XXIX. *Comité des rapports* (Constituante).

Cart. n°s 27, 32, 33, 39, 43, 47, 52, 57, 64, 67, 69, 72.

SÉRIE F [Administration générale de la France]

F^{1°} III. *Esprit publics et élections.*

F^{1°} III. Sarthe, cart. 1, 5, 7, 8, 10.

F⁷ *Police générale.*

F^{7*} 169¹⁻³, B; F^{7*} 430, B²; F^{7*} 431, B³. (Registres).

Cart. 7197, 7199, 7217, 7229, 7234, 7262, 7266, 7322, 7444, 7630.

F¹⁰. *Cultes.*

Cart. 311, 469, 881, 882, 883, 1016, 1118, 1119.

SÉRIE Q [Titres domaniaux].

Q¹. *Vente des biens domaniaux.*

Cart. 147 et 148.

SÉRIE A F II [Conseil exécutif provisoire ; Convention ; Comité de Salut public]

Cart. 138.

SÉRIE A F IV [Consulat et Empire, Papiers Caprara].

Cart. 1887, 1888, 1889, 1890.

SÉRIE B B [Versements du ministère de la Justice].

BB³ cart. 12.

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

GÉNÉRALITÉS

A) *Législation, instructions, décisions, circulaires et lettres des Comités des Assemblées, des ministres et des représentants en mission.*

SÉRIE L : 1 à 27 ; 123 et 184 ; 185 à 193 ; 283 et 284.

SÉRIE Q : $\frac{Q\ 21}{29\ à\ 32}$ et $\frac{Q\ 21}{37\ à\ 41}$

B) *Correspondance avec les autres départements et les armées de l'Ouest.*

SÉRIE L : 126 ; 194 et 195.

C) *Conseil général du département.*

Délibérations, L 28 à 30 [Registres généraux].

Arrêtés et proclamations, L 32 et 33.

D) *Directoire du département*

Délibérations, L 31, 71, 101 à 110, 46 [plumitif], 111 à 114 (Registres généraux).

Minutes des arrêtés, L 38 à L 55.

Expéditions des arrêtés, L 35 à 37.

Correspondance [active] générale (Président, Directoire et P. G. S.), L 153 à 156 (Registres).

Minutes de la correspondance générale, L 128 et 129.

Correspondance du P. G. S. (13 messidor an III-14 vend. an IV)
L 168.

E) *Documents divers relatifs à l'histoire politique et militaire du pays (par communes).*

L 253 à 282 ; L 215.

F) *Districts*

District de Saint-Calais, L 385 à 412.

District de Château-du-Loir, L 413 à 455.

District de la Ferté-Bernard, L 456.

District de la Flèche, L 457 à 461.

District de Fresnay, L 462 à 475.

District de Mamers, L 476 à 525.

District du Mans, L 526 à 578.

District de Sablé, L 579 à 583.

District de Sillé-le-Guillaume, L 584 à 599.

G) *Tribunaux* (Série L supplément)

Tribunal criminel de la Sarthe, liasses non classées.

Tribunal du district de la Flèche, liasses non classées.

Tribunal du district de Fresnay, liasses non classées.

Tribunal du district du Mans, liasses non classées.

Tribunal du district de Sablé, liasses non classées et registres.

Justice de paix, L 616 à 685.

CLERGÉ ET CULTES

A) *Biens*

a) **Revenus** d'après déclarations et inventaires.

L 358 à 366 (chapitres et communautés).

L 339 à 353 (clergé séculier).

L 354 à 357 (mobilier, ornements, argenterie, titres et papiers des églises).

b) **Aliénation** (série départementale $\frac{Q\ 21}{1-50}$).

$\frac{Q\ 21}{1-2}$ État général des biens nationaux de première origine (par districts, cantons et paroisses).

$\frac{Q\ 21}{3}$ Évaluations; $\frac{Q\ 21}{13}$ Visites et montrées.

$\frac{Q\ 21}{4}$ Soumissions; $\frac{Q\ 8}{9}$ Soumissions par les municipalités.

$\frac{Q\ 7}{43}$ Arrêtés pour l'affichage, la mise en vente des biens nationaux et les « difficultés qui pourront naître à raison de leur aliénation ».

$\frac{Q\ 21}{12}$ Location de biens nationaux.

$\frac{Q\ 21}{17-18}$ Liquidation des droits incorporels au profit de la nation.

$\frac{Q\ 21}{21}$ Liquidation des rachats et droits féodaux et autres droits sur les domaines nationaux.

$\frac{Q\ 21}{42-43}$; $\frac{Q\ 21}{15-16}$; $\frac{Q\ 21}{45-46}$ Enregistrement des arrêtés du directoire départemental en matière de biens nationaux.

$\frac{Q\ 21}{5-7}$ Adjudications définitives faites dans le département.

$\frac{Q\ 21}{23-26}$ et $\frac{Q\ 21}{29-32}$ Correspondance relative aux biens nationaux.

L 367 à 371. Envoi des cloches et argenterie des églises aux fonderies et hôtels des monnaies.

c) Traitements.

Reprendre la Série L 339-353 qui contient un certain nombre d'arrêtés du directoire pour liquidation des traitements.

$\frac{V\ 21}{2-4}$ Arrêtés du directoire portant fixation des traitements.

$\frac{V\ 21}{1}$ Correspondance relative à la fixation des traitements.

B) Personnes et cultes

(Serments, abdications, organisation constitutionnelle, poursuites.)

L 100 ; L 72 à 76. Arrêtés du bureau du bien public (Registres).

L 77. Arrêtés du bureau de police générale (Registre).

L 82. Arrêtés du bureau de police administrative militaire (Registre).

L 127 et 133. Correspondance du bureau du Bien public (Registre).

L 198 $\frac{bis}{a-n}$ et 199. Élections.

L 134. Correspondance secrète du bureau de police (Registre).

L 374. Serments.

L 375. Abdications.

L 376 à 380. Poursuites.

L 604 à 606. Poursuites (Comité de surveillance générale).

L 600 à 603 et 607 à 613 (Comités de surveillance des communes).

L 336 à 338. Conseils et commissions militaires.

L 299 et 300 ; L. 308 à 310. Sûreté publique.

L 285 à 291. Vendée et chouannerie.

$\frac{Q\ 21\ bis}{5}$ Listes des émigrés, condamnés à mort et déportés du département.

ARCHIVES COMMUNALES

Registres de délibérations — des communes d'Assé-le-Boisne (1790, an IV); Saint-Aubin-des-Coudrais, Avesnes, Avezé, Ballon (I et II, 1788-an IV); Beaumont-la-Chartre; Beaumont-sur-Sarthe (I à VII, 1624-an VII); Bernay-en-Champagne (1787-1867); Saint-Biez-en-Belin (an II-1839); Bonnétable (I à IV, 1789-an IV); Bourg-le-Roi (cahiers I à X); Le Breil (I-II, 1787-1845); Brette (1787-an IV); Briosne (1793-an III); Brûlon (1788-an XI); Saint-Calais (I-V, 1788-an IV); Saint-Calez-en-Sonnois (ans II-VI); Challes (I-II, 1788-1843); Champagné (1789-an VII); Champfleury (I-II, 1790-an III); La Chapelle-du-Bois (1788-an IV); La Chapelle-Huon (1793); La Chartre-sur-Loir (1791-an IV); Chassé (1793-1874); Château-du-Loir (I-IV, 1793-an V); Chemiré-en-Charnie (1787-an V); Cherizay (1790-1870); Cogners (I-II, 1787-1792); La Flèche, Ste-Colombe (1790, an-III); Connerré (I-II, 1789-an V); Cormes (1789-1888); Saint-Cosme-de-Vair (1792-an III); Coudrecieux (an III); Coulans (an II-1843); Courcival (an III-1847); Crissé (1790-1806); Crosnières (1790-an III); Saint-Denis-des-Coudrais (1790-an III); Saint-Denis-d'Orques (1790-an IV); Dissay-Sous-Courcillon (1789-an III); Dollon (an III-1837); Écommoy (I à IV, 1790-an IV); Épineu-le-Chevreuil (1787-an IV); Fercé (1790, an V); La Flèche (Reg. III, ans II-IV); Fresnay (I à IV, 1773-an III); Saint-Georges-de-la-Couée (cahiers I à IV, 1788-an II); Saint-Germain-d'Arcé (1790-1792); Saint-Germain-de-la-Coudre (1790-1838); Saint-Gervais-de-Vic (1788-an IV); Saint-Jean-de-la-Motte (1790-1835); Saint-Jean-des-Échelles (1793-1837); Lammay (1791-1832); Longnes (1790-1837); Loué (1790-an IV); Louzes (1792-an VI); Grand-Lucé (ans II-IV); Luceau (1788-1823); Le Lude (I-III, 1790-an VI); Saint-Maixent (I-II, 1791-1866); Malicorne (I-II, 1788-an IV); Mansigné (1790-1831); Marolles-les-Braults (I-V, 1790-an VIII); Saint-Mars-de-Locquenay (an II-1841); Saint-Mars-d'Outillé (1788-1793); Saint-Mars-la-Brière (1790-1854); Mayet (I-II, 1790-1830); La Milesse (1789-1842); Montabon (1790-1830); Montfort-le-Rotrou (ans II-IV); Montmirail (1792-an V); Mont-Saint-Jean (an III-1831); Nogent-le-Bernard (1790-an II); Noyen (1790-an III); Oisseau-le-Petit (1792-an VII); Saint-Ouen-de-Mimbré (1790-an IV); Saint-Ouen-sous-Ballon (an II-1810); Parigné-l'Évêque (1793-an IV); Piacé (1790-1792); Saint-Pierre-de-Chevillé (1792-1809); Saint-Pierre-du-Lorouer (1788-1790); Pont-de-

Gennes (1790-1811) ; Précigné (I-II, 1789-an IV) ; Préval (1790-1838) ; Rahay (1787-1794) ; Saint-Rémy-des-Monts (1792-1838) ; Saint-Rémy-du-Plain (1792-1829) ; Rouessé-Fontaine (an III-1821) ; Rouessé-Vassé (I-II, 1793-1806) ; Rouez-en-Champagne (1787-an IV) ; Rouillon (I-II, 1790-an III) ; Rouperroux (an III-1861) ; Sablé (1756-1790) ; Saosnes (1790-an IV) ; Savigné-sous-Lude ; Sillé-le-Guillaume (I à III, 1784-an III) ; Solesmes (1792-1825) ; Souigné-sous-Ballon (1790-an IV) ; Tassé (1790-1830) ; Tennie (1787-1807) ; Théligny (1790-an VII) ; Thorigné (1793-an IV) ; Tuffé (ans II-IV) ; Saint-Ulphace (1790-1813) ; Valennes (1790-1838) ; Vallon (1791-an II) : Vancé (I à V, 1787-an IV) ; Verneil-le-Chétif (1789-1815) ; Vernie (1789-1838) ; Saint-Vincent-du-Lorouer (ans III-IV) ; Vion (an II-1828) ; Yvré-le-Pôlin (1793-an III).

Manuscrits divers. — Docteur Augustin Boucher, *Mémorial...* exposant les événements de la Révolution relatifs à la Flèche et à ses environs (Bibliothèque de la ville de la Flèche).

Trimestres des curés et vicaires, curés pensionnés, religieux et religieuses et rentes sur le clergé (1791 à 2^e trimestre 1793) (A. M. de Fresnay).

R. A. Négrier de la Crochardière, *Observations sur la ville du Mans et sur la province du Maine*, avec un tableau de tous les bénéfices du diocèse du Mans, au moment de la Révolution, les noms de tous ceux qui avaient des places à la même époque (Bibl. de la ville du Mans, Ms en 5 vol. in-4^o, sous. n^o 21).

Registre de serments des ecclésiastiques (1790, an XI) (A. M. de Saint-Pierre-du-Lorouer).

Serments des ecclésiastiques (liasse) (A. M. de Tresson).

Registre de délibérations du bureau de la charité (1730-1829) (A. M. de Vibraye).

IMPRIMÉS

OUVRAGES GÉNÉRAUX

A. Aulard, *Etudes et leçons sur la Révolution française* (séries I-VII), 7 vol., in-12, Paris, Alcan.

A. Aulard, *Le culte de la Raison et le culte de l'Être Suprême*, in-12, Paris, Alcan, 1909.

A. Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, in-8^o, Paris, Armand Colin, 1903.

- A. Anlard, *Recueil des actes du Comité de Salut public, avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil exécutif provisoire*, in-8°, Paris, Imprimerie nationale (24 vol. parus, 1889-1915).
- P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, 3 in-8° parus, Paris, Plon-Nourrit.
- C. Latreille, *L'opposition religieuse au Concordat, de 1792 à 1803*, in-12, Paris, Hachette, 1910.
- M. Mario, *La vente des biens nationaux pendant la Révolution*, in-8°, Paris, Champion, 1908.
- A. Mathiez, *Rome et le clergé français sous la Constituante*, in-8°, Paris, Armand Colin, 1911.
- Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires de 1787 à 1860* (1^{re} série, États généraux), 7 in-8°, Paris, Dupont, 1867-1875.
- J. Meilhac, *Les serments pendant la Révolution* (publié par l'abbé F. Uzureau), in-12, Paris, Lecoffre, 1904.
- L. Misermont, *Le serment de liberté-égalité*, in-8°, Paris, Gabalda, 1914.
- L. Sciout, *Histoire de la Constitution civile du clergé*, 4 in-8°, Paris, Didot, 1872-1881.
- Abbé Sevestre, *La déportation du clergé orthodoxe pendant la Révolution*, in-8°, Paris, Edition de documents d'histoire, 1913.
- Abbé Sicard, *L'ancien clergé de France* (Les évêques avant la Révolution), in-8°, Paris, Lecoffre, 1912.
- Abbé Sicard, *Le clergé de France pendant la Révolution*, 2 in-8° parus, Paris, Lecoffre.
- H. Wallon, *Les représentants du peuple en mission de la justice révolutionnaire*, in-8°, Paris, Hachette, 1889.

OUVRAGES LOCAUX

OUVRAGES DE FOND

- A. Bellée et V. Duchemin, *Cahiers des plaintes et doléances des paroisses de la province du Maine*, 4 in-16, Le Mans, Monnoyer, et Paris, Champion, 1881-1892.
- A. Bellée, *L'ancien chapitre de la Cathédrale du Mans*, in-8, Le Mans, Monnoyer, 1875.

- Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire* (publié par Célestin Port), 2 in-8^{es}, Paris, Champion.
- Th. Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans* (dans la collection de l'Institut des provinces de France), in-4^e, Paris, Derache, 1845.
- II. Chardon, *Histoire religieuse de Marolles-les-Braux*, in-8^e, Le Mans, de Saint-Denis, 1906
- *Les Vendéens dans la Sarthe*, 3 in-16, Le Mans, Monnoyer, 1869-1872.
- Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine Népveu de la Manouillère*, 2 in-8^{es}, avec table séparée, Le Mans, Pellechat, 1878.
- *Mémoires de Le Prince d'Ardenay*, in-8^e, Le Mans 1880.
- G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*, 3 in-8^{es}, Mamers, Fleury, 1909.
- J.-P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution, le premier Empire et les premières années de la Restauration* (publiés par Dom P. Piolin), in-8^e, Le Mans, Leguicheux-Gallienne, 1874. (Le 1^{er} chapitre publié séparément par le chanoine Pichon, 36 pages, in-8^e, Laval, Goupil, s. d...).
- Histoire persane*, extraite d'un manuscrit arabe trouvé dans les ruines de Palmyre (ouvrage attribué à Dom Gallais, bénédictin de Saint-Vincent du Mans), in-8^e, Paris, 1789.
- L. Maître, *Tableau du Maine pendant les assemblées provinciales et la convocation des députés aux États généraux*, in-8^e, Paris, 1868.
- P. Mautouchet, *Le conventionnel Philippeaux*, in-8^e, Paris, Société nouvelle de librairie, 1900.
- Abbé Pauloin, *La chouannerie du Maine et pays adjacents*, 3 in-18, Le Mans, Monnoyer, 1875.
- Th. Perrin, *Les Martyrs du Maine*, 2 in-12, Paris, Librairie reproductive, s. d.
- Abbé F. Pichon, *Vie de M. Marquis-Ducastel*, in-8^e, Le Mans, 1913.
- Dom P. Piolin, *Histoire de l'Eglise du Mans durant la Révolution*, 4 in-8^{es}, Le Mans, Leguicheux-Gallienne, 1868-1871.
- A. Proust, *Archives de l'Ouest*, t. IV, in-8^e, Paris, Librairie internationale.
- J. R. G. F., Prudhomme de la Boussinière, *Le catholicisme de l'Assemblée nationale démontré par la discipline des premiers siècles et les procès-verbaux du clergé, ou Instruction pasto-*

rale dogmatique sur les contestations qui divisent le clergé de France, in-8°, Le Mans, Monnoyer, 1792.

— *Exposition des principes catholiques des prêtres assermentés du département de la Sarthe*, in-8°, Le Mans, Monnoyer, an III.

P. Renouard, *Histoire du Maine*, 2 in-12, Le Mans, Fleuriot, 1811.

Chanoine Savare, *Mémoires inédits*.

Mémoires du comte Alexandre de Tilly, 3 in-8°, Paris, 1800.

R. Triger, *L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, in-8°, Mamers, Fleury et Dangin, 1889,

PÉRIODIQUES

Affiches du Maine (et à partir du 8 octobre 1792) **Affiches du Mans et du département de la Sarthe** (1789-an IV, 2 vol.).

Affiches de la Flèche (fin décembre 1790 à 20 septembre 1792), 2 vol.

Le Courrier patriote du département de la Sarthe (5 février 1792 à 21 juillet 1793), 1. vol.

Le Défenseur de la Vérité ou l'Ami du genre humain (Journal de Philippeaux (2 février 1792 à 10 frimaire an II), 2 vol.

Journal général du département de la Sarthe (6 mars 1791 à 29 janvier 1792), 1 vol.

(Les cinq ouvrages précédents ont été communiqués par la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe).

Anjou historique : *Un rapport sur la guerre de Vendée* (octobre 1793-janvier 1894).

Annales Fléchoises.

L. Calendini, *Le Lude; notes d'histoire religieuse* (1904).

— *L'instruction à la Flèche au XVIII^e siècle* (t. VI).

— *Histoire anecdotique de la Révolution à la Flèche* (t. VI et VII)

— *Trois mois dans un grenier* [1793-1794] (t. VII).

— *La municipalité de Sainte-Colombe* (t. VIII, novembre et décembre ; t. IX, n° 44, 45 ; t. X, n° 48).

— *Les Vendéens à la Flèche* (n° 49).

— *Saint-Mars-de-Cré* (n° 49).

— *Rétractations de serments, au diocèse du Mans de 1791 à 1801* (n° 59, 61).

— *Les religieux de Mélnais de 1790 à 1798* (n° 52).

— *Un foyer de Petite-Église* (n° 75).

- *Cause de M. Laigneau de Langellerie* (n° 71).
- *M. Laigneau de Langellerie* (n° 73).
- *Les jeunes années de M. Laigneau de Langellerie* (n° 78).
- P. Calendini, *Le château de la Varenne et l'évêque d'Angers en 1785* (1903).
- *Le serment scolaire à la Flèche, en 1792* (n° 60).
- D^r Candé, *Chez les PP. Récollets du Lude* (1903).
- *Comment on vivait jadis à la Flèche : Mœurs et religion des Fléchois, au XVIII^e siècle* (T. VIII, septembre-octobre).
- *Les dessous d'une dénonciation* (n° 71).
- Em. L. Chambois, *Notes sur le collège du Grand-Lucé* (1904).
- *A propos de la succession d'un curé de Tresson, en 1760* (1906).
- L. Froger, *Notes sur les établissements de charité à Château-du-Loir, avant 1789* (t. VI).
- *Les produits de la terre à Cré-sur-Loir, à la fin du XVIII^e siècle* (n° 61).
- H.-M. Legros, *Un curé confesseur de la foi* (n° 68-70).
- *Un vicaire martyr sous la Terreur* (nos 71 et 72).
- M. Leveau, *Les Cordelières de Noyen* (1903).
- *Le Collège de Noyen* (1903).
- H. Roquet, *Cérans-Foulletourte* (1903).
- *Yvré-le-Fôlin*, (nos 48, 49, 52 ; 56-58).
- Fr. Ubald, *Le nécrologe des Récollets de Château-du-Loir* [1626-1789] (1904).
- P. Ubald d'Alençon, *Les Cordelières de Noyen* (nos 68 et 69).
- F. Uzureau, *Les religieuses de la Flèche, en 1790* (1903).
- *Un récollet de la Flèche, en 1789* (1903).
- *Les paroisses des archiprêtres de la Flèche et du Lude avant Concordat* (1903 et 1904).
- *Les chapitres, abbayes et prieurés des archiprêtres de la Flèche et du Lude, avant la Révolution* (1904).
- *Les députés du tiers état fléchois à l'Assemblée Générale d'Angers* [mars 1789] (t. VIII).
- *Monseigneur de Lorry, évêque d'Angers* (n° 58).
- *Le cahier de N.-D. du Pé* (n° 59).
- *Le Jansénisme à la Flèche* [1749 1752] (n° 73).
- *Les Jansénistes contre le collège de la Flèche* (n° 75).
- Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne (2^e série).**

- D^r P. Delaunay, *Les brigands de Fontaine-Daniel* (n° 64).
- Abbé J. Gillard, *Lassay, ses écoles, ses collèges* (n°s 7 et 8).
- A. Grosse-Duperron, *Tableau de la province du Maine* [1762-1767],
(n°s 74-79; 81-83; 87; 91-94 bis; 98-99).
- A. Joubert, *Les troubles de Craon, du 12 juillet au 10 septembre 1789* (n° 4).
- E. Laurain, *L'émeute du 3 août à Laval* (n° 79).
- Dom Ch. Lecoq, *La vente des biens nationaux et la dépréciation des assignats* (n° 101).
- Querau-Lamerie, *L'instruction publique à Laval avant le XIX^e siècle : Le collège de Laval* (n°s 4-7); *Les petites écoles à Laval pendant la Révolution* [1791-1800] (n°s 14 et 15).
- *L'abbé Chatizel de la Néronière, curé de Soulaines en Anjou* (n° 42).
- *Lettres de Michel René Maupetit, député à l'Assemblée nationale Constituante* (n°s 51; 52; 54-56; 58; 59; 63-73).
- *Les chouans de la Basse-Mayenne* (n°s 89-92; 94-99; 101; 102; 104-106; 108-116; 119).
- *Correspondance de Dupont Grandjardin avec son fils* [1791-1793] (n° 103).
- J.-M. Richard, J.-B. Duchemin de Mottejean (n° 100).
- Abbé E. Sevestre, *Enquête sur le clergé de l'an IX à l'an XIII* (n°s 94; 94 bis; 96-99; 101).
- Em. Sinoir, *Charles-François d'Orlodot* (n° 97).
- Abbé F. Uzureau, *Lettre à Dorlodot évêque de la Mayenne* (n° 62).
- La Révolution dans la Sarthe et les départements voisins**
- P. Blin, *Ephémérides sarthoises pendant la Révolution* n°s 21, 29 à 36, 41-42.
- J. L'Hermitte, *Procès-verbaux de la formation de l'assemblée administrative du département de la Sarthe* (n° 20).
- M. Giraud, *Les revenus du Chapitre Saint-Julien du Mans, d'après ses déclarations de 1790* (n° 19).
- *Le cahier des plaintes, doléances et remontrances du tiers état de la ville et communauté de Sillé-le-Guillaume* (n° 28).
- P. Mautouchet, *Effets de la fuite à Varennes sur l'esprit public au Mans* (n° 24).
- H. Roquet, *Le cahier de Château-l'Hermitage en 1789* (n° 24).
- Revue historique et archéologique du Maine.**
- V. Alouis et L. Hervé, *Lucé et ses environs aux XVII^e et XVIII^e siècles* (1890 et 1891).

- M^{is} de Beauchesne, *L'ancien collège de Sablé* (1912).
- Abbé L. Besnard, *La première visite pastorale de Mgr de Jouffroy-Gonsans à Beaumont-le-Vicomte* (1906).
- *Les filles de N.-D. à la Ferté-Bernard et les clarisses de Beaumont* (1909).
- S. de la Bouillèrie, *Monographie de la paroisse et commune de Cros-mières* (1882).
- L. Calendini, *La première visite pastorale de Mgr de Jouffroy-Gonsans* (1906).
- *Le clergé français à Munster* (1910).
- *Vendéens morts à Sainte-Croix*, [1793-1794] (1913).
- *Nos prêtres noyés à Nantes* (1914).
- D^r P. Delaunay, *Un médecin pédagogue au XVIII^e siècle : Jean-Verdier* (1911).
- *Un édile fertois : Le D^r Verdier du Clos* (1912).
- L. Denis, *Notes sur l'enseignement public dans l'ancien diocèse du Mans* (1892).
- *Foulletourte* (1893).
- *La confrérie des prêtres du doyenné de Beaumont* (1896).
- R. Deschamps la Rivière, *Le théâtre au Mans pendant la Révolution* (1901 et 1902).
- V. Duchemin et R. Triger, *Les premiers troubles de la Révolution dans la Mayenne* (1887 et 1888).
- L. Esnault et L. Froger, *La communauté d'habitants de Changé* (1909).
- G. Fleury, *L'abbaye cistercienne de Perseigne* (1878).
- *L'église Saint-Nicolas de Mamers* (1885).
- *Le prieuré et l'église N.-D. de Mamers* (1895).
- *Le monastère de la Visitation de Mamers* (1897).
- *Les établissements hospitaliers de Mamers* (1898).
- *Le rôle du commissaire du Directoire exécutif près de l'administration communale du canton rural de Mamers* (1902).
- *De l'organisation des assemblées municipales créées par l'édit de juin 1787* (1902).
- *Les œuvres de Véron de Fortbonnais* (1913 et 1914).
- L. Froger, *Les établissements de charité à Sillé-le-Guillaume* (1891).
- *La paroisse et l'église N.-D. de Saint-Calais* (1895).
- *La paroisse de Lombron de 1450 à 1789* (1896 et 1897).
- *N.-D. de Torcé* (1898).
- *La paroisse de Tresson* (1900).

- *La collégiale Saint-Pierre à Saint-Calais* (1901).
- *Visite de l'église Saint-Martin de Pontlieue en 1786* (1904).
- *Le culte public à Arnage avant 1791* (1906).
- *Le culte public à Thorigné de 1790 à 1802* (1907).
- *Rouillon ecclésiastique* (1907).
- *La paroisse de Montfort-le-Rotrou* (1913).
- Chan. Froger et abbé H. Devaux, *La paroisse de Pirmil* (1914).
- Dom Guilloreau, *L'abbaye d'Étival-en-Charnie et ses abbesses [1109-1790]* (1901 et 1902).
- A. Joubert, *Le collège de Requeil [1676-1793]* (1885).
- R. de Lantivy, *Les Vendéens au Mans en 1793* (1913).
- H.-M. Legros, *Les gardes nationales et les volontaires [1792-1793]*, (1912 et 1913).
- R. de Linières, *Le prieuré conventuel de la Fontaine-Saint-Martin* (1905).
- E. de Lorière, *Asnières-sur-Vègre* (1904).
- L. Merlet, *Clermont-Gallerande* (1894).
- P. Moulard, *Documents inédits sur le collège de l'Oratoire du Mans [1784-1788]* (1892).
- M.-J. Pallu du Bellay, *Mémoire sur la chouannerie dans l'arrondissement de Château-Gontier* (1911).
- Queruau-Lamerie, *L'abbé Cotelle de la Blandinière* (1894).
- Abbé Reeb, *Le collège-séminaire de l'Oratoire, au Mans* (1911).
- H. Roquet, *Saint-Jean-de-la-Motte* (1891),
 - *Saint-Gervais-en-Belin* (1899).
 - *Moncé-en-Belin* (1901 et 1902).
- E. Toublet, *L'église et la paroisse de Lavaré* (1898).
 - *Le collège d'Auvers-le-Hamon* (1913).
- R. Triger, *Le régiment de Chartes-Dragons* (1888).
 - *Les travaux publics au Mans, à l'époque de la Révolution, et l'ingénieur Bruyère* (1895 et 1896).
 - *La prise du Mans par les chouans, le 15 octobre 1799* (1899).
 - *La bataille du Mans en 1793* (1903).
 - *La restauration des églises et presbytères par voie administrative, au XVIII^e siècle* (1905).
 - *Sainte-Suzanne* (1907).
 - *L'ancien évêché du Mans avant la Révolution* (1910).
 - *Une prison du Mans pendant la Révolution : la maison d'arrêt de l'évêché [1793-1805]* (1913).

- F. Uzureau, *La sénéchaussée de la Flèche et les élections du Tiers en 1789* (1903).
- *Les paroisses angevines de la Mayenne et de la Sarthe* (1910).
- *Angers contre le Mans et la Flèche* [1790] (1914).
- J. Vavas seur, *La paroisse de Contres-en-Vairais* (1898).
- *Champannant religieux et féodal* (1906).
- L'Union historique et littéraire du Maine (1893-1894) et La Province du Maine (1895-1914).
- A. Angot, *Lettres de M. Marie, prieur-curé de Rouillon* [1790-1791] (t. V).
- L. Calendini, *Rétractations de religieuses* [1792-1795] (t. XVII).
- *Mgr de Sagey, ancien vicaire général du Mans, évêque de Tulle* (t. XX).
- Em. L. Chambois, *Notes et remarques extraites des registres de la paroisse du Crucifix au Mans* (t. X).
- Alb. Coutard, *L'abbé Pineau, curé de Vallon* (t. III).
- R. Deschamps la Rivière, *Antoine Maguin, curé constitutionnel de la Couture et le clergé constitutionnel manceau, de 1791 à 1794* (t. XVI et XVII).
- L. Froger, *Les revenus et les charges d'un curé de campagne au XVIII^e siècle* (t. III).
- *La confrérie des prêtres du doyenné de Vallon* (t. VI).
- *Les églises et les presbytères de l'arrondissement de Saint-Calais, en 1801* (t. XIII).
- *Les églises et les presbytères de l'arrondissement de la Flèche, en 1801* (t. XIII).
- *Les églises et les presbytères de l'arrondissement de Mamers, en 1801* (t. XIV).
- *Les églises et les presbytères de l'arrondissement du Mans, en 1801* (t. XIV).
- A. Lacroix, *Les agissements des chouans à Saint-Mars-la-Bruyère, en 1795* (t. XXII).
- H. Roquet, *Ponthouin* (t. XII).
- F. Uzureau, *Les divisions administratives du pays fléchois, avant la Révolution* (t. XIV).
- *La guerre des chouans, en 1795* (t. XV).
- *Un ennemi des chouans* (t. XXII).
- J. Vavas seur, *Moncé-en-Saosnois* (t. IX).
- *Contribution à l'histoire de Nauvay* (t. XII).

BROCHURES

- Adresse à tous les fidèles qui veulent persévérer dans la communion catholique, apostolique et romaine, imprimée particulièrement pour ceux du diocèse du Mans, 32 pages in-8°, s. l. n. d.*
- Adresse à tous les habitants de la nouvelle paroisse de N.-D. du Pré, par André-Pierre Ledru, leur pasteur constitutionnel (1791), 18 pages in-16, Le Mans, Pivron.*
- Adresse de la municipalité du Mans à MM. les administrateurs du département de la Sarthe, suivie de la réponse, 8 pages in-8°, s. l. n. d.*
- Adresse de la Société des Amis de la Constitution du Mans suivie de Discours de M. Thommeret, curé de Noisy-le-Sec, prononcé lorsqu'il prêta son serment civique, 29 pages in-12, Le Mans, Monnoyer, 1791.*
- Adresse populaire aux habitants des campagnes, par l'auteur du Journal des Laboureurs, réimprimée par ordre du Directoire du département de la Sarthe (1791), 16 pages in-8°, Le Mans, Pivron.*
- Antidote spécifique contre les catéchismes à l'usage des fidèles de la campagne, par M. M., curé de Sainte-Colombe, 21 pages in-8°, La Flèche, Delafosse, 1791.*
- Avertissement et ordonnance de M. l'évêque du Mans relativement à l'intrusion des nouveaux pasteurs dans son diocèse, 16 pages in-16, s. l. n. d.*
- Combats et triomphes de la religion dans la Révolution, 71 pages in-12, 1795, s. l.*
- [Déclaration, par la Boussinière, que l'Ordonnance de Mgr de Gonsans est nulle de plein droit, et prorogeant le temps pascal jusqu'à la Pentecôte] (25 avril 1791), s. l. n. d.*
- Discours du Père Rhétoricien du collège de l'Oratoire du Mans, lors de sa prestation de serment, suivi de Discours des députés de la Société des Amis de la Constitution du Mans à MM. les Professeurs du Collège de l'Oratoire du Mans qui ont prêté serment, 15 pages in-8°, Le Mans, Pivron.*
- Discours prononcé dans l'Eglise du Mans, le dimanche 16 août 1789..., par M. l'abbé Paillé, 14 pages in-16, Le Mans, Pivron, 1789.*

Discours prononcé dans le temple de la Raison par le citoyen Marat-Cincinnatus Jourdain, le décadi 10 pluviôse an II, imprimé par ordre de la municipalité, 8 pages in-4°, Le Mans, Pivron.

Discours prononcé, le jeudi 30 juin 1791, devant la Société patriotique du Mans, par J.-J. Costin, docteur ès-lois, ci-devant bénédictin de Saint-Maur et professeur de droit canonique en l'abbaye Saint-Étienne et Université de Caen, venant renouveler dans son sein le serment prononcé le dimanche 26 juin, dans l'église cathédrale et paroissiale du département, comme vicaire supérieur du Séminaire constitutionnel de la Sarthe, 18 pages in-8°, Le Mans, Monnoyer.

Discours prononcé par M. Cosme Damien Rapicault, curé constitutionnel de Mézeré, au service célébré pour le repos des âmes de nos frères d'armes morts à Paris le 10 août 1792, 8 pages in-8°, La Flèche, Delafosse.

Discours prononcé par M. Huet, curé de Chevillé, à l'occasion du serment exigé des fonctionnaires publics, 8 pages in-8°, La Flèche, Delafosse, s. d.

Discours prononcé par l'abbé Le Tourneur-Vossery, nommé curé de Champfleury, au nom des autres curés nouvellement élus, en présence du corps électoral du district de Fresnay..., 4 pages in-12, s. l. n. d.

Discours prononcé par M. Louis Chauveau, curé de Saint-Germain-du-Val, dans l'assemblée des Amis de la Constitution de la Flèche, le 25 septembre 1791, 7 pages in-8°, La Flèche, Delafosse.

Discours prononcé par M. Maguin, curé de la paroisse de la Couture, au Mans, le 8 mai 1791, lors de son installation, 4 pages in-12, Le Mans, Pivron.

Discours prononcé par M. Maguin, curé de la Couture, le dimanche 19 juin, avant la messe paroissiale, 13 pages in-8°, Le Mans, Pivron, 1791.

Discours prononcé par M. Prudhomme, évêque du département de la Sarthe, lors de son installation à la Cathédrale du Mans, le dimanche 10 avril 1791, 8 pages in-4°, Le Mans, Monnoyer, 1791.

Extrait des registres des délibérations capitulaires de l'Église du Mans, suivi de Déclaration de M. l'Évêque du Mans en réponse à l'acte capitulaire du 19 novembre 1790, 15 pages in-16, s. l. n. d.

Justification des prêtres catholiques qui se sont fait décerner acte de leur soumission aux lois de la République, 37 pages in-16, an III, s. l.

Le décret de l'Assemblée nationale sur les biens du clergé considéré dans son rapport avec la nature et les lois de l'institution ecclésiastique, par M. l'abbé L., 8 pages in-8°, Le Mans, Pivron (publié par les Amis de la Constitution du Mans).

Légitimité du serment civique exigé des fonctionnaires ecclésiastiques, par M. Grégoire, curé d'Embermesnil, réimprimé par ordre du Directoire du département de la Sarthe, 26 pages in-4°, Le Mans, Pivron, 1791.

Lettre adressée à M. le Syndic général du clergé du diocèse du Mans par M. l'abbé de Montesquiou, agent général du clergé de France, du 28 février 1789, à l'occasion des États généraux, 12 pages in-12, s. l. n. d.

*Lettre de M. de Montesquiou, député à l'Assemblée nationale, à M*** (1790), 11 pages, in-8°, s. l.*

Lettre de M. Doucet, curé de Saint-Pierre-les-Olivettes, à M. l'évêque de Béziers sur sa déclaration à MM. les administrateurs du département de l'Hérault, en réponse à leur arrêté du 27 octobre 1790, suivie d'Adresse du Chapitre de Clermont-Ferrand à l'Assemblée nationale, lue dans la séance du jeudi 16 décembre, par M. Grimaud, professeur en théologie, député de ce ci-devant clergé, 15 pages in-8°, Le Mans, Monnoyer, s. d.

Lettre des curés de la ville du Mans à Mgr l'Évêque de la même ville, député à l'Assemblée nationale, suivie de Réponse de M. l'Évêque du Mans aux curés de la même ville, 7 pages, in-8°, s. l. n. d.

Lettre de M. l'Évêque du Mans à Messieurs les électeurs du département de la Mayenne (1791), 16 pages, in-8°, s. l.

Lettre du citoyen Le Coz, évêque métropolitain d'Ille-et-Vilaine, 27 pages, in-12. Le Mans, Monnoyer, an III.

Lettre pastorale de M. l'Évêque du département de la Sarthe, qui indique des prières pour demander à Dieu la cessation des dangers de la Patrie, la prospérité des armes de la nation et les bénédictions du ciel sur les fruits de la terre (septembre 1792), 10 pages, in-4°. Le Mans, Monnoyer, 1792.

- R. Houdayer, *Les élections et l'esprit public dans le département de la Sarthe, de 1789 au 18 brumaire an VIII*, 72 pages, in-8°. Le Mans, 1911.
- Manuel de mes paroissiens ou lettres instructives sur la divine constitution de l'Église catholique, apostolique et romaine*, 118 pages, in-16, 1795, s. l..
- Mémoire justificatif de la conduite de F. G. Besnard, en tant que prêtre assermenté*, 116 pages, in-8°. Mamers, 1796.
- Mon apologie*, 22 pages, in-16, s. l. n. d.
- Mon petit mot à M. Prudhomme de la Boussinière, évêque constitutionnel du département de la Sarthe*, 32 pages, in-8°. Paris, s. d.
- Procès-verbal de la fête du 20 prairial, célébrée dans la commune du Mans en l'honneur de l'Être Suprême, l'an II*, 8 pages, in-4°. Le Mans, Pivron.
- Procès-verbal du synode tenu au Mans, les 23-25 septembre 1800*, 27 pages, in-8°. Le Mans, Monnoyer, an IX.
- Prône d'un bon curé sur le serment civique exigé des évêques et des curés...*, 14 pages, in-8°, s. l. n. d.
- Réponse d'un curé à la profession de foi du curé de Bérus, proche Alençon*, 16 pages, in-8°. Paris, Crapart.

OUVRAGES DIVERS

- L. Biernawski, *Un département sous la Révolution française (L'Allier de 1789 à l'an III)*, in-8°. Moulins, Grégoire, 1909.
- I. Boullier, *Mémoires ecclésiastiques concernant la ville de Laval et ses environs pendant la Révolution*, in-8°. Laval, Godbert, 1847.
- Ch.-L. Chassin, *La préparation de la guerre de Vendée*, 3 in-8°. Paris, Dupont, 1892.
- *La Vendée patriote*, 4 in-8°. Paris, Dupont, 1893-95.
- *Les pacifications de l'Ouest*, 3 in-8°. Paris, Dupont, 1896-1899.
- D^r P. Delaunay, *La Mayenne révolutionnaire*, in-8°. Laval, Goupil, 1906.
- Duchemin-Descepeaux, *Lettres sur l'origine de la chouannerie et les chouans du Bas-Maine*, 2 in-8°. Paris, Bricon, 1833.
- *Souvenirs de la chouannerie*, in-8°. Laval, Feillé, 1852.

- Abbé F. Gaugain, *Histoire de la Révolution dans la Mayenne*, 2 in-8^{os}. Laval, Chailland, s. d.
- F. Le Coq, *Documents authentiques pour servir à l'histoire de la Constitution civile du clergé dans le département de la Mayenne*, 2 in-8^{os}. Laval, Chailland, s. d.
- J. Morvan, *Les chouans de la Mayenne*, in-8^o. Paris, Calmann-Lévy, 1900.
- F. Murlot, *La fin de l'ancien régime et les débuts de la Révolution dans la généralité de Caen*, in-8^o. Paris, Société de l'Histoire de la Révolution française, 1913.
- P. Pisani, *L'Église de Paris et la Révolution*, 4 in-8^{os}, Paris, Picard, 1908-1911.
- A. Rebillon, *La situation économique du clergé, à la veille de la Révolution, dans les districts de Rennes, de Fougères et de Vitré*, in-8^o, Rennes, Oberthur, 1913.
- H. Robert, *L'instruction au XVIII^e siècle dans les anciennes paroisses de la circonscription primaire de Sillé-le-Guillaume*, in-8^o, Mamers, Fleury et Dangin, 1898.
- A. Roussel, *Un évêque assermenté, Le Coz*, in-8^o. Paris, Lethielloux, 1898.
- *Correspondance de Le Coz*, 2 in-8^{os}, Paris, Picard, 1900-1903.
- J. Sauzay, *Histoire de la persécution révolutionnaire dans le département du Doubs de 1789 à 1801*, 10 in-8^{os}. Besançon, Turbergue, 1867-1873.
- E. de la Sicotière, *Louis de Frotté et les insurrections normandes*, 2 in-8^{os} (avec table séparée), Paris, Plon-Nourrit, 1889.
-

CHAPITRE PREMIER

Religieux et religieuses dans le diocèse.

- I. — Les maisons religieuses au Mans et dans le diocèse, à la fin du XVIII^e siècle ; la population de ces établissements. — Congrégations hospitalières et enseignantes. — Répartition générale par districts.
- II. — État moral des communautés de femmes ; attachement général à leurs maisons et à la vie religieuse. — Affaiblissement du sens religieux dans les congrégations d'hommes. — Symptômes de décadence au cours du siècle : fermeture de monastères et insuffisance du recrutement.
- III. — Résultats de cette décadence ; perte d'influence dans les domaines religieux et économique ; l'opinion contre les bénéficiers simples et contre la fortune des réguliers. Tableau du revenu des communautés sarthoises.

L'on ne peut s'empêcher de regretter que la presse mancelle ignore le reportage, à la fin du XVIII^e siècle. Les *Affiches du Maine*, l'unique périodique du temps, ne sont guère qu'un recueil d'informations administratives et d'annonces sorties des cabinets d'officiers ministériels. Quand d'autres feuilles s'y adjoignent, en 1791 et 1792, *Journal général du département de la Sarthe*, *Courrier patriote*, *Défenseur de la vérité*, les discussions politiques sont devenues si vives qu'elles absorbent toute l'attention de publicistes sans expérience. Fascinés qu'ils sont par le drame passionnant dont ils fixent les péripéties, ces nouveaux venus ne songent pas à décrire la scène où il se joue. Les mémoires et correspondances de l'époque ne sont pas moins décevants. Une femme notera bien, en

mars 1789, que « le Mans est plein de carrosses au point que l'on se croirait à Paris » ; ce sera l'unique détail concret offert aux esprits curieux de pittoresque. Quant aux documents officiels, procès-verbaux, délibérations, ils sont condamnés à ne point se départir de la sécheresse obligatoire des comptes rendus administratifs.

Soit donc pauvreté naturelle d'imagination chez les Manceaux, soit influence de la littérature analytique du siècle, soit enfin insuffisance de moyens pour un journalisme trop récent, la tragédie révolutionnaire dans la Sarthe semble se jouer dans un décor irréel, entre personnages abstraits. Les attitudes qui traduisent leurs sentiments, les gestes qui les expliquent ne sont pas même esquissés, tant est grande l'attirance qu'exercent la succession fiévreuse des événements et l'intensité des passions en conflit.

Il ne sera pas hors de propos, semble-t-il, de tracer sommairement les grandes lignes de ce cadre, de situer dans leur milieu les acteurs, que l'on verra s'agiter au cours de ces journées d'histoire locale qui vont de 1789 à la fin de 1795. Un tableau de l'état matériel et moral du clergé dans la Sarthe ne sera pas superflu, au début de cet essai. Il indiquera en outre les sentiments du peuple pour les différentes classes de ce clergé, pour les institutions ecclésiastiques, pour la religion elle-même. Ces prémisses, posées dès l'abord, aideront à comprendre le bouleversement opéré dans l'Église du Mans et les résistances qu'il rencontra.

1

Le Mans, à la fin du XVIII^e siècle, est une ville presque monacale, toute remplie d'églises et de couvents. Deux grandes abbayes occupent de vastes terrains sur la rive droite de la Sarthe. L'une est celle des Bénédictines de Saint-

Julien-du-Pré ; dans l'autre, celle de Beaulieu, résident des Augustins de la Congrégation de France ou Génovéfains. Sur la rive gauche, où sont entassés la plupart des 16.000 habitants de la ville, les couvents forment une ligne à peu près ininterrompue, appuyée à ses deux extrémités sur la rivière. Vers le nord, s'élève la puissante abbaye de Saint-Vincent ; au sud, l'Hôpital général, desservi par une congrégation locale, s'adosse à la butte du Greffier. Entre ces deux points, sept maisons religieuses enserrent l'agglomération d'une sorte de ceinture continue. Ce sont, du nord au midi, le collège de l'Oratoire, puis les Cordeliers et les Jacobins, timidement glissés, comme des parents pauvres, entre cet illustre collège-séminaire et les riches Ursulines. Par l'importante abbaye des Bénédictins de la Couture et la maison beaucoup plus modeste des Minimes, ces religieuses rejoignent les Visitandines, qui touchent elles-mêmes à l'Hôpital déjà cité. Les Capucins et les Dominicaines des Maillets, au nord ; vers le sud, le séminaire de Coëffort, dirigé par les prêtres de la Mission, sont posés en sentinelles avancées, comme des forts détachés du front de cette enceinte. Tous ces établissements plongent dans la campagne par leurs enclos, entre lesquels courent des sentiers plutôt que des rues, sortes de couloirs étroits, bordés de murs ou de haies vives, contournés comme des chemins de ronde, impropres à une circulation un peu active.

Dans l'agglomération circonscrite de cette manière, l'évêché, voisin de l'Oratoire, et trois Chapitres offrent aux regards un groupe à peu près compact d'édifices religieux. La cathédrale, avec ses hautes murailles et sa forêt d'arcboutants, en est le monument de beaucoup le plus considérable. Elle sert d'église au Chapitre Saint-Julien. Les chanoines de la Collégiale de Saint-Pierre-la-Cour ont la leur près du palais des anciens comtes du Maine, l'Hôtel

de ville actuel. Entre les deux s'élève celle, toute modeste, des Confrères de Saint-Michel-du-Cloître. Le Séminaire Saint-Charles, ancien couvent des Filles-Dieu, changé par Monseigneur de Froullay en établissement de secours pour les prêtres âgés et infirmes, se rattache au même groupe.

Seize paroisses se partagent ce qu'on appelle alors « Ville et Faubourgs ». Cinq sont situées sur la rive droite de la Sarthe : la Madeleine, près l'abbaye de Beaulieu : Saint-Germain ; Saint-Julien-du-Pré, à côté du monastère des Bénédictines ; Saint-Jean-de-la-Cheverie et Saint-Gilles-des-Guérets. Des onze autres, trois n'ont pas d'édifice qui leur soit propre pour l'exercice du culte. Celle du Crucifix se dessert dans l'église cathédrale, au haut du côté gauche de la nef et, depuis 1771, au bout de la croisée du même côté. Le clergé du Grand Saint-Pierre fait ses offices dans l'église de la collégiale de ce nom ; enfin Saint-Ouen-des-Fossés, qui a pour curé un des membres de l'Oratoire, célèbre les siens dans la chapelle du Collège de cette Congrégation.

Quelques-unes, les plus anciennes, ont leurs églises pendues au versant de la croupe sur laquelle s'élevait la cité primitive, assises sur les terrasses étroites qui divisent le flanc escarpé de ce coteau, perdues dans le dédale des ruelles qui s'y entrecroisent : ce sont celles de Saint-Pierre le Réitéré — l'Enterré, comme dit le peuple, par corruption du titre latin *Iteratus*, — Saint-Hilaire, Saint-Pavin de la Cité et Saint-Benoît. Celle de Gourdainne seule a été prise pour ainsi dire sur la rivière et construite dans un marécage desséché, au bas de la colline. Des trois dernières, Saint-Vincent et la Couture s'appuient aux monastères des mêmes noms ; Saint-Nicolas, qui est au cœur de la ville, a été détaché de la Couture depuis cinq cents ans.

De quelque côté que l'œil se tourne, tout tend donc à

suggérer à l'esprit la pensée religieuse ; mais tout lui rappelle aussi, non sans importunité quand il est sollicité par les idées d'indépendance, la place considérable que le clergé détient encore en cette fin du XVIII^e siècle : tours, flèches, clochers et clochetons des trente églises, chapelles et oratoires de la ville ; cloîtres des couvents, constructions monumentales des grands monastères, masse imposante de l'évêché. Les détails ne sont pas moins obsédants, irritants, pour celui qui glisse vers l'anticléricalisme. Les uns sont des vestiges de la suzeraineté persistante des corporations ecclésiastiques, comme ces plaques de cuivre apposées aux maisons, pour indiquer celles sur lesquelles le Chapitre cathédral étend sa juridiction. Les autres signifient une propriété plus complète et plus absolue. Ce sont des groupes entiers d'édifices appartenant aux grands corps religieux, sortes de cités traversées par des voies dont les noms mêmes indiquent leur affectation ecclésiastique : Cloîtres de Saint-Julien et de Saint-Michel ; rues du Doyenné, des Chanoines ou des Chapelains, etc., sans compter les demeures isolées, disséminées dans les autres parties de la ville et que détiennent à vie canoniale les membres des différents Chapitres.

Il n'est pas jusqu'aux costumes qui, pour des hommes férus de nouveautés, ne soient l'occasion ou le prétexte d'une sorte d'exaspération. Soutanes de prêtres, coules de bénédictins, scapulaires et manteaux de Jacobins ou de Minimes, habit blanc des « coquettes Maillets » ou vêtement sévère des sœurs de l'Hôpital, c'est-à-dire « robe de ras gris, avec six plis à la quarre devant et derrière, tablier de sarge, mouchoir quarré de toile blanche au col et cornettes unies sans aucun fraisis à la tête » : voilà le spectacle qui s'offre le plus souvent à leurs yeux. Car, à moins qu'il ne rencontre soit des magistrats, soit d'autres officiers royaux ou seigneuriaux, ce sont des religieux et des

prêtres surtout que le promeneur croise, dans ses flâneries à travers la ville : chanoines attardés à discuter de graves questions de préséance, à la sortie de l'office, ou qui s'en « vont faire, dans les maisons de la ville, quelques parties de jeu » ; confrères de Saint-Michel, « répandus çà et là, dans toutes les boutiques pour causer avec les uns et les autres », au grand scandale de Messieurs du Chapitre de Saint-Julien (1) ; moines bénédictins, partant pour la campagne avec le cabriolet du monastère ; frères laïcs des ordres mendiants, en tournées de quête pour leur couvent.

Tous ces représentants d'une doctrine que les philosophes proclament intolérante ne sont-ils point trop nombreux pour des esprits jaloux de leur indépendance, avides de pouvoir discuter librement sur tous les sujets ? N'y a-t-il point trop de prêtres, peut-être même trop d'églises, pour ces fils des déistes, prêts à crier que sont inutiles les intermédiaires entre l'homme et la divinité ? Trop de moines et de couvents — intelligences amoindries par une culture surannée et biens improductifs — pour les adeptes des économistes, impatientes de mettre hommes et terres en pleine valeur ? Trop de domaines ecclésiastiques enfin au gré de toute une classe de gens plus riches de convoitises que pourvus de propriétés ? Comment la multitude des bénéficiers, de ces parasites grasement rentés sur les biens de l'Église, n'exciterait-elle pas l'envie des hobereaux à l'avoir médiocre ; des bourgeois avides d'augmenter leurs fortunes ; des innombrables gagne-petit des carrières libérales, hommes d'affaires besogneux de titres variés et de fonctions mal définies qui gravitent autour des seigneurs, des abbés et des moines : avocats, procureurs, notaires

1. Cf. *Mémoire pour les maires, échevins, habitants et communauté de la ville du Mans, demandeurs en rapport du brevet de suppression de la confrérie de Saint-Michel...*, 47 pag. in-4°, Paris, P. G. Simon, 1772.

royaux, seigneuriaux ou apostoliques, féodistes, commis-saires à terrier, etc. ? Les cahiers de 1789 donneront une première réponse à ces questions.

Il n'est guère de ville un peu importante dont les établissements religieux ne présentent une image en réduction du chef-lieu du département. Avec des populations respectives de 3.512 et de moins de 2.000 habitants. Saint-Calais et Sillé-le-Guillaume ont, le premier un Chapitre et une abbaye de Bénédictins, l'autre un Chapitre et un couvent de Minimes. On trouve de même, à Château-du-Loir, un prieuré de Bénédictines et un couvent de Récollets ; les Bernardines ont bâti leur abbaye, à une demi-lieue de là, dans la paroisse de Bannes. De toutes ces villes secondaires, La Flèche, qui a été distraite de l'ancienne province d'Anjou, est la plus riche en congrégations. L'Hôpital Saint-Joseph, le Petit-Fontevrault, Notre-Dame ou l'Ave, la Madeleine, la Visitation sont autant de maisons de religieuses qui, dans cette agglomération de 8.000 habitants environ, voisinent avec les Capucins, les Carmes, les Récollets, enfin avec le grand Collège Royal, que les Doctri-naires desservent depuis la suppression de la Compagnie de Jésus ; les Cordelières sont disparues depuis 1785 seulement.

Une plus longue énumération serait fastidieuse. L'on n'entreprendra donc pas de fournir une liste des couvents dispersés à travers le diocèse, dans les localités moins considérables. A la suite des détails qui viennent d'être donnés quelques chiffres d'ensemble offriront plus d'intérêt.

Les grands établissements de réguliers qui subsistent dans la Sarthe, à la veille de la Révolution, se montent au total d'une cinquantaine. Ils sont peuplés par un personnel d'à peu près six cent vingt religieux ou religieuses ; car

cent soixante-douze hommes se distribuent entre trente monastères, contre quatre cent cinquante femmes pour vingt-quatre maisons seulement. Bénédictins et Bénédictines sont les plus nombreux. Ils occupent, avec leur cent soixante-dix-huit sujets, dix abbâyes ou prieurés, dont six appartiennent aux cent trente-trois religieuses de l'ordre. Leurs couvents sont répartis entre tous les districts, sauf ceux de la Ferté-Bernard et de Mamers, qui n'en comptent aucun. Par contre ce dernier enferme dans son territoire deux maisons de Cisterciens, celles de Perseigne et de Tironneau ; les deux autres, Champagne et l'Épau, sont situées l'une à Rouez, l'autre à Yvré-l'Évêque. A elles quatre, elles réunissent vingt-trois religieux, auxquels leur règle rattache les neuf Bernardines de Bannes. Les différentes branches de la famille franciscaine comprennent quatre établissements de Récollets, à la Flèche, au Lude, à Château-du-Loir et à la Ferté-Bernard, pour vingt-huit membres seulement ; deux de Capucins, l'un au Mans et l'autre à la Flèche, pour sept religieux ; deux de Minimes, au Mans et à Sillé-le-Guillaume, pour six personnes. Celui des Cordeliers au Mans est réduit à quatre individus ; enfin les Cordelières de Sablé atteignent à elles seules un nombre égal à celui des Récollets pris ensemble. Ce sont là presque uniquement des couvents de mendiants ; il est donc tout naturel qu'ils se trouvent dans les villes où les quêtes sont faciles et les aumônes abondantes, où les occasions de s'employer, de prêcher et de vicarier sont aussi plus fréquentes.

Les Chartreux, qui n'ont pas le même souci d'assurer leur existence quotidienne, sont établis à l'extrême limite ouest du diocèse. Ils sont treize pour habiter Notre-Dame du Parc. C'est une solitude pittoresque, à l'entrée des forêts de la Charnie, qui bientôt se changera en un camp, d'où les troupes républicaines observeront les insurgés de

la région de Brûlon, puis contiendront les chouans de la Mayenne. Comme eux, les Prémontrés sont fixés à la campagne : ceux de Vaas sur le bord du Loir ; ceux du Perray-Neuf à petite distance de Précigné, dans les bois marécageux qui séparent ce bourg de Sablé. L'une de leurs deux abbayes n'a plus, en 1790, que sept religieux résidents et l'autre cinq ; il est vrai que toutes deux ont détaché quelques prêtres profès, pour remplir les fonctions du ministère pastoral dans les prieurés-cures à leur nomination.

Les chanoines réguliers de la Congrégation de France ou Génovéfains se partagent de même entre leurs bénéfices-cures et leurs abbayes de Beaulieu-lès-le-Mans, de Mélinais près de la Flèche ou leur prieuré de Château-l'Hermitage. Dans ces trois maisons restent environ vingt membres, profès ou novices. Leur adjoindre les sept Carmes de la Flèche et les sept Jacobins du Mans c'est achever la nomenclature des établissements d'hommes dans la Sarthe, car les deux ermites de Camaldules de la Flotte et Bessé disparaissent au début de la Révolution.

Nous avons déjà énuméré un total de cent soixante-deux sujets pour les couvents de Bénédictines, de Cisterciennes ou de Franciscaines. Elles sont aussi « agrégées à l'ordre bénédictin, avec l'habit et le voile de Saint-Benoît », ces religieuses de Notre-Dame ou de l'Ave, qui ont essaimé, en 1634, de la Flèche à la Ferté-Bernard ; l'on en trouve onze dans la seconde de ces villes et trente-six dans la première. Ce dernier chiffre est encore à peu près celui de chacune des trois maisons que les Visitandines ont au Mans, à la Flèche et à Mamers, celui aussi des Ursulines du Mans. Ni les Dominicains des Maillets, ni les Dames du Petit-Fontevault, ni les Augustines de la Perrigne ne s'élèvent à pareil nombre, pas plus que les religieuses de la Madeleine.

Encore que ces dernières soient employées au relève-

ment des femmes coupables, qu'elles aient pour objet unique et très spécial de fournir une retraite plus ou moins acceptée à leur repentir, nous abordons avec elles la classe des congrégations charitables. Parmi ces instituts voués aux œuvres d'assistance, la plupart n'admettent que des vœux simples. Mais leurs constitutions sont des plus diverses, si bien qu'il est difficile, en l'état actuel des archives hospitalières de la Sarthe, de déterminer à quels ordres connus ces religieuses se rattachent, le nombre des établissements qu'elles desservent et celui des sujets qui s'y emploient.

Les « Hospitalières de Saint Joseph », qui ont des maisons à Laval, à Moulins, à Baugé et à Montréal (Amérique), desservent l'Hôtel-Dieu de la Flèche depuis deux siècles et demi ; elles sont vingt et une choristes, six converses et deux tourières, lors de l'inventaire fait par les commissaires du district, le 9 août 1790 (1). Les « gouvernantes de l'Hôpital Saint-Anne de la ville du Lude » ne sont point liées par des vœux absolus ; elles vivent sous la règle de la Congrégation de la Providence de Saumur (2). Les douze sœurs de l'Hôpital de la Miséricorde de la même ville « ne sont astreintes à aucun vœu religieux, et celles qui sont admises dans ladite maison n'y entrent que par un seul acte de réception de l'administration et d'après une preuve de capacité et de bonnes mœurs » (3). Ce sont là les établissements les plus importants de la Sarthe, avec l'Hôpital Général du Mans et ses vingt et une religieuses. Des Lazaristes sont préposées au soin des malades, dans les hôpitaux de Fresnay et de Sablé (4). Seize sœurs de la Chapelle-au-

1. A. N., F¹⁹ 611^A.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. Sœurs Lazaristes ou de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul. Cf. Th. Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*, p. 229, 231, 232.

Riboul (1), et une vingtaine de religieuses libres desservent, d'après Cauvin, dix autres hôpitaux. La plupart sont d'ailleurs également chargées de l'instruction gratuite des filles pauvres, soit par clause de l'acte de leur fondation, soit par convention spéciale avec les habitants des paroisses où elles sont fixées. Des maisons de charité, tenues par des membres des mêmes instituts, assurent aussi l'enseignement et l'assistance des malades à domicile, dans une cinquantaine de paroisses; la plupart n'ont été fondées que pour deux ou trois religieuses.

Quoique cette dernière classe de congréganistes n'ait pas de statut légal, en 1789, et que le directoire du département leur ait refusé, par arrêté du 15 mars 1793, le bénéfice de la loi du 18 août 1792, « parce qu'elles ne vivaient pas en commun » (2), nous les ferons entrer dans le compte total des religieuses du département, comme faisant à peu près les mêmes vœux que les autres. Voilà donc au moins une centaine de sujets à ajouter aux quatre cent cinquante femmes que nous avons dit affiliées aux grands ordres.

Comment se distribue tout ce monde de réguliers entre les différents districts? La question ne se pose que pour les maisons importantes. Sœurs Lazaristes ou Tulardines sont trop peu nombreuses, trop isolées aussi pour que leur action, pendant la Révolution, ait une importance marquée dans une région quelconque de notre pays. D'autre part leurs revenus déjà modestes sont grevés de charges au profit de l'enseignement ou de l'assistance: ils n'entrent donc

1. Congrégation de la Charité de la Chapelle-au-Riboul, fondée en la paroisse de ce nom, par Marie Brunet, veuve Tulard, en 1679, approuvée par lettres patentes de 1721. Les sœurs étaient appelées aussi Tulardines, du nom de leur fondatrice ou sœurs de la Charité de Sillé-le-Guillaume. Cf. Th. Cauvin, *op. cit.*, p. 229.

2. A. D., V $\frac{21}{4}$, p. 316.

pas dans la catégorie des biens proprement ecclésiastiques. Ils relèveraient plutôt d'un travail relatif à l'instruction et à l'hospitalisation que d'une étude limitée strictement aux objets religieux. Mais nous n'avons pas les mêmes raisons d'exclure de cette répartition les congrégations mixtes, mi-contemplatives et mi-hospitalières ou enseignantes, comme les Visitandines, les Ursulines ou les Hospitalières de la Flèche et du Lude. Celles-là font des vœux solennels, forment des corporations ecclésiastiques reconnues par la loi et possèdent des revenus propres. A tous ces titres elles tombèrent sous le coup des décrets des 20/26 mars, 14-20/22 avril et 18/23 juin 1790 ; elles furent par suite astreintes aux formalités d'inventaire et d'administration de biens fixées par ces lois, toutes dispositions dont les maisons de charité furent exemptées.

Si donc l'on essaie de saisir d'un coup d'œil rapide la manière dont se groupent les grands établissements de religieux dans la Sarthe, au commencement de la Révolution, on remarquera de suite qu'ils sont très inégalement répartis entre les districts. Celui du Mans en renferme seize, en y comprenant l'Hôpital général, le Collège de l'Oratoire, et le Séminaire de la Mission. Le total est un peu moindre dans la circonscription de la Flèche et n'atteint que quinze maisons. Ce nombre s'abaisse à quatre pour chacun des districts de Château-du-Loir, de Mamers et de Sillé-le-Guillaume, à trois pour ceux de Sablé et de la Ferté-Bernard ; Fresnay ne comprend, dans son territoire, que l'abbaye de Monsort et Saint-Calais, depuis que les Camaldules ont quitté leur dernier ermitage, est réduit à sa seule abbaye de Bénédictins. Tous ces chiffres ne paraîtront peut-être pas indifférents quand nous constaterons, au cours de cette étude, combien diversement furent accueillies, dans le département, les mesures adoptées par les pouvoirs législatifs en matière religieuse. Il est vrai que la

seule connaissance du nombre des établissements congréganistes serait insuffisante pour expliquer leurs attitudes et qu'il est indispensable de savoir aussi quel esprit les animait.

II

Pour quelques-unes des communautés d'hommes cette tâche est relativement facile : mendiants et prêcheurs sont assez répandus, assez en contact avec le monde laïque pour qu'il nous soit parvenu quelque chose de ce qu'ils étaient et de l'opinion que l'on avait d'eux. L'entreprise est possible encore pour ceux sur lesquels leurs travaux littéraires ou scientifiques jettent un peu de lumière ; mais elle est plus ardue, lorsqu'il s'agit par exemple des religieuses strictement vouées à la contemplation. C'est qu'il y a plus que les grilles de leurs cloîtres à les tenir à distance de ce que leur timidité effrayée appelle « le siècle ». Ces femmes, qui sous l'influence d'une haute pensée chrétienne se renoncent volontairement, se sont fait du silence une règle et de l'oubli d'elles-mêmes un principe absolu. Identique pauvreté de l'habitation, identique simplicité d'une nourriture commune, identique régularité des gestes et des attitudes dans les exercices religieux, identique sévérité d'un costume uniforme, tout leur rappelle qu'elles ont fait profession d'atténuer jusqu'à disparition les caractères qui les distingueraient les unes des autres ; il n'est pas jusqu'au nom qu'elles reçoivent, en échange de celui qu'elles tenaient de leur famille et qu'elles portaient dans le monde, qui n'achève d'effacer en elles les signes extérieurs de l'individualité. Comment donc connaître, dans une si absolue et si sublime abnégation du moi, l'intime pensée de ces

femmes volontairement appliquées à détruire en elles tout désir personnel ? Il faudra les importunes curiosités des pouvoirs publics, les indiscrettes formalités des inventaires pour rompre leur silence et les obliger à entr'ouvrir à regret le voile de l'anonymat qui les enveloppe.

Une lettre de Treilhard, du 12 mars 1790, les invitait, au nom du Comité ecclésiastique de l'Assemblée nationale, à indiquer si elles songeaient ou non à quitter leurs maisons; les commissaires des districts leur posèrent la même question au mois d'août, lors des inventaires. Or, des réponses que reçurent les uns et les autres, il appert qu'à ces dates l'ensemble des sujets est fermement résolu à maintenir la vie commune. Le bloc qu'ils forment ne révèle aucune cassure, aucune fêlure appréciable ; à peine s'y produisit-il une scission insignifiante, l'abandon de la vie religieuse par un ou deux membres, qui met dans une lumière plus éclatante la fidélité des autres. Perrine Hudault, une des chanoinesses régulières de Saint-Augustin, a quitté sa communauté de la Perrigne, en 1790. Le 20 décembre de la même année, elle écrit, de Varrains, au Comité ecclésiastique de la Constituante, qu'elle n'en est sortie que pour se rendre à Saumur, près d'une sœur qui la désirait ; qu'à ses démarches pour rentrer son abbesse oppose un refus absolu. Elle « confesse donc sa faute » et demande au Comité de lui faciliter son retour dans cette maison, dont elle est religieuse depuis vingt ans (1). Quelle intervention lui valut son pardon, de quel prix dut-elle le payer, on l'ignore ; toujours est-il qu'elle se retrouve dans son monastère lorsqu'il fut évacué, par ordre du district, en septembre 1792. Madeleine David, du même ordre, ne témoigna pas un égal repentir après son éloignement. Elle

1. A. N., DXIX, 72.

quitta ses sœurs, le 12 juin 1791, pour se retirer à Château-du-Loir, dans sa famille d'abord, puis à l'Hôtel-Dieu, où elle fut pensionnaire de 1794 à l'an IV (1).

Y a-t-il là un déchet qui mérite d'être compté ? Qui voudrait opposer à la fidélité de plus de quatre cents religieuses les deux défections qui viennent d'être citées ? Or ce sont les seules défaillances que l'on ait découvertes parmi elles, et toutes deux se sont produites dans la même maison.

L'idéal religieux semble d'ailleurs bien amoindri à l'époque qui nous occupe, dans cette abbaye de la Perrigne : tel est du moins le jugement que suggère l'exposé des raisons fournies à l'Assemblée nationale pour la conserver. Les termes de la lettre de la supérieure, Marie-Thérèse Gain de Montagnac, sont à citer, pour justifier cette sévère appréciation. « La communauté, attachée à ses devoirs, est habituée à une vie aisée, éloignée des vieillesse (*sic*) et de la pauvreté, mais goûtant un bien-être, qui ne se trouve pas dans toutes les maisons religieuses » (2). — De nombreux établissements ont été fermés au cours du XVIII^e siècle, parce qu'ils étaient dépourvus de ressources ; le langage de l'abbesse est-il ici simple précaution de femme avisée et instruite par l'expérience, qui veut se garantir contre des éventualités qu'elle redoute ? Certaines de ses expressions n'en seraient pas moins dignes de critique et l'on ne peut s'empêcher de remarquer combien les habitudes de vie facile, dont se réclame l'intéressée, contrastent avec l'idéal monastique, tel que nous l'imaginons.

Sont-elles bien plus ferventes les Bénédictines de la Fontaine-Saint-Martin, qui s'abaissent à mettre en paral-

1. A. M. de Saint-Corneille, *Délib.*, p. 116. — A. M. de Château-du-Loir, *Reg. des certificats de résidence*.

2. A. N., DXIX, 6.

lèle avec leur bienfaisance, la douceur du climat et la salubrité de l'air qu'elles respirent ? (1). Il est vrai que l'exposé de tels motifs leur obtiendra peut-être de conserver leur prieuré, en le transformant en maison d'éducation ; mais que d'obstacles à vaincre pour changer leurs espérances en réalités ! Elles ne sauraient guère prétendre donner chez elles, à si grande distance de toute ville, l'instruction que la bourgeoisie demande pour ses filles à cette époque. Elles pourraient moins encore recevoir journellement chez elles, comme le font les Bénédictines de Montsort, « maîtres de danse, de dessin et d'instruments, qui viennent compléter l'enseignement donné aux jeunes pensionnaires, dans l'intérieur de l'établissement, par les religieuses qui en font partie » (2).

Les Bénédictines mitigées d'Étival-en-Charnie ont mieux gardé l'esprit de leur institut. Elles n'ambitionnent d'autre liberté que celle de vivre et de mourir tranquilles dans leur asile, au fond d'une campagne qui fait leur félicité, où, éloignées du tumulte et de la dissipation du monde, elles continueront de remplir plus facilement leurs engagements. Les sentiments sont les mêmes, mais exprimés en termes bien plus élevés, chez les Bénédictines de Saint-Maur à Château-du-Loir. « Le local de notre situation, écrivent-elles, est dans un endroit retiré ; mais, quoique notre séjour soit peu agréable, il nous plaît ; nous y vivons dans une concorde et une paix fraternelle que rien n'a encore troublée. Quelles actions de grâce n'avons-nous pas à rendre à l'auguste assemblée qui nous a laissé la liberté de vivre et de mourir dans l'asile que nous avons choisi ; daignez recevoir l'effusion de notre reconnaissance... (3) »

1. A. N., DXIX, 6.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

Il serait difficile d'entendre un langage plus émouvant, plus vibrant de l'intensité du sentiment religieux qui l'inspire ; dans les espoirs enthousiastes qu'il révèle, nul dégoût ne perce du genre de vie qu'ont embrassé celles qui le tiennent, nul désir de profiter de la liberté qui leur est offerte pour faire l'essai des plaisirs du monde. Les Élisabethines de Sablé n'éprouvent pas plus d'attrait pour ceux-ci. Pourtant elles sont cloîtrées et toute leur occupation a été longtemps de chanter et de psalmodier le bréviaire ; toutefois, pour gagner d'être conservées, elles avaient ouvert, dans le premier semestre de 1790, une école gratuite pour jeunes filles (1) : la municipalité de la ville s'était entremise auprès de l'Assemblée nationale et avait obtenu son agrément pour cette fondation. « Nous sommes seize religieuses, conclut leur lettre à Treilhard, toutes désireuses de mourir dans notre maison et de nous perpétuer ; on ne nous a jamais rien donné que trois quartiers de vigne ; le bien que nous avons est tout parvenu des dots des religieuses ; nous n'avons jamais rien demandé à l'État ni au roi » (2).

Serait-ce leur pauvreté qui rendait ces filles si généreuses et si fières ? Les religieuses de Notre-Dame à la Ferté-Bernard, n'avaient pas besoin d'un pareil stimulant. Leur revenu net, à la fin de l'ancien régime, est de près de 7000 livres pour neuf choristes et deux converses : il les tient à l'abri du besoin et assurerait à chacune des moyens d'existence suffisants, si elles rentraient dans le siècle. Mais elles sont bien éloignées d'y songer et c'est avec effusion qu'elles remercient l'auguste Assemblée nationale du décret bienfaisant qui leur permet de vivre et de mourir dans la maison et l'état qu'elles ont choisi librement ; elles n'ont donc d'autre désir à formuler que de voir les repré-

1. A. D., L 581, f° 6. — A. N., DXIX, 54.

2. A. N., DXIX, 6.

sentants de la nation accorder une protection particulière à une communauté contente en tous points de son sort (1).

Une telle unanimité chez toutes ces femmes est le plus bel hommage qu'elles puissent rendre à leur vocation, le témoignage le plus expressif de la fidélité avec laquelle elles ont gardé leur ferveur première. A quelque âge et sous quelques influences qu'elles soient entrées au couvent ; qu'en s'y enfermant elles aient, comme on l'a prétendu pour d'autres, cédé aux sollicitations de leurs familles, obéi aux suggestions de leurs maîtresses ou simplement à l'inclination de leur cœur et à l'appel de Dieu, un fait se dégage de ce faisceau indivisible de leurs déclarations, clair, évident, indéniable : c'est que leur vie présente leur suffit. Elles repoussent la liberté qu'on leur offre, comme un présent sinon dangereux du moins sans attrait pour elles : les seuls plaisirs auxquels elles s'attachent sont les joies intimes de la conscience et la satisfaction de la vie en commun. Celle-ci a tant de douceur pour elles qu'on les verra, une fois jetées hors du cloître, se réunir de nouveau, reconstituer de petits groupements, reprendre, autant que faire se pourra, leurs habitudes anciennes et les pratiques pieuses momentanément interrompues.

Leur attachement à ce saint idéal, leur ardeur à le tenir hors de toute atteinte contraste étrangement avec l'indifférence dont les religieux font preuve. On aimerait à voir ceux-ci séduits par les perspectives nouvelles que la législation ouvre devant eux, passionnés pour la liberté, pressés de jouir des droits qui leurs sont rendus, ou au contraire énergiques et obstinés dans leur refus d'en profiter. Une attitude aussi ferme dénoterait chez eux la survivance de quelque chose de viril, elle montrerait des hommes

échauffés encore par le sentiment religieux ou enflammés d'un bel enthousiasme pour les prérogatives que leur accorde la Constitution. Mais, à de rares exceptions près, ces moines sont de glace, incapables de porter sur aucun objet un zèle qui leur manque. Une vie trop molle a attiédi, dans ces cœurs sans générosité, les belles ardeurs d'autrefois ; à travers ces derniers rameaux de l'arbre monastique ne coule plus qu'une sève alanguie. Des âmes qui se meuvent dans des corps de vieillards, voilà le spectacle qui nous attend le plus souvent, en visitant les abbayes et les couvents d'hommes, à la suite des commissaires chargés de les inventorier. Entrons-y avec les officiers municipaux, à qui cette opération fut confiée, en avril et mai 1790. Ne nous attardons pas présentement à dresser avec eux les états de lieux ordonnés par la loi du 20/26 mars de la même année, à compter l'argenterie, le linge ou les pièces du mobilier. Assistons seulement en leur compagnie, à la comparaison des religieux, que prévoyait le premier article de ce décret. La condition seule des consciences intéresse en ce moment. Sans vouloir recueillir les éléments d'un réquisitoire ni ceux d'une apologie, dressons donc le procès-verbal le plus exact possible des dispositions d'esprit de tous ces hommes.

La loi n'a fait à aucun d'entre eux une obligation explicite de manifester ses volontés : elle a seulement chargé les délégués des municipalités de recevoir « la déclaration de ceux qui voudront s'expliquer sur leurs intentions de sortir des maisons de leur ordre ou d'y rester » (1). C'est avec ce mandat que se présentent, le 27 avril, à l'abbaye Saint-Vincent, René Levasseur, Pierre Philippeaux et Louis Hourdel, commissaires nommés par le corps municipal du Mans, assistés de Jacques Ménard de la Mouchetière, subs-

1. Duvergier, *Collection des lois, décrets, etc.*, t. I, p. 125.

titut du procureur de la commune. Des dix-sept bénédictins, qui résident en cette vaste et riche maison, trois sont absents, Dom de Gennes, le bibliothécaire ; Dom Cléret et Dom Rageot de Latouche. Quatre affirment qu'ils sont dans l'intention de rester dans la maison : ce sont le prieur Dom Jehors, le sous-prieur Dom Lemerle, un des sénieurs Dom Girou et Dom Doisteau. Dom Guillaume Marie Blouet, « plein de respect et de soumission aux décrets présents et futurs de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi, a déclaré qu'il ne peut s'expliquer sur son décret du 20 mars dernier, relativement à la déclaration qu'il doit faire s'il entend sortir du cloître ou y rester, à raison qu'il a vu dans un papier public (le *Journal général de France*) que l'Assemblée s'est proposé de l'expliquer d'après la motion de M. Bouche, en date du mercredi 21 avril..., qu'elle a décrété de faire une loi qui doit assurer l'état, la tranquillité et les espérances des religieux qui voudront sortir de leur cloître. Lorsqu'il aura une connaissance parfaite de cette loi décrétée et sanctionnée par le roi, il fera la dite déclaration au greffe de la municipalité du Mans... » Les huit derniers religieux gardent le silence sur leurs projets d'avenir (1). Comme eux, neuf de leurs confrères de l'abbaye de la Couture refusent tout éclaircissement sur leurs desseins ; ils se réservent la faculté de « s'expliquer en temps et lieu » ; deux bénédictins de la même maison, Dom Bellegarde et Doin Choisy annoncent leur désir de se retirer dans leurs familles respectives. Dom Herman est plus catégorique et « dit être dans l'intention de sortir de la Congrégation ». Peut-être a-t-il été gagné à ce parti par son collègue, Dom Antoine Rabany, « associé correspondant du collège académique des Philalèthes de Lille, en Flandre ». Celui-ci avait manifesté sa volonté de

désert son institut, mais seul, dans une lettre qu'il écrivait au Comité ecclésiastique, le 22 mars 1790. De larges extraits de ce mémoire sont à citer. Il révèle en effet, avec une lamentable précision, les effets dissolvants produits dans les monastères, par les lois qui interdisaient les vœux et fixaient le traitement des religieux disposés à se séculariser (1).

« ...Pourquoi, dit-il, ceux qui voudraient s'empressez de jouir du bien précieux que votre sagesse vient de leur rendre se trouvent-ils encore retenus par les débris des fers qui sont tombés de leurs mains?... Faites cesser enfin cette longue anarchie qui désole des asiles moins consacrés aujourd'hui à la piété qu'à l'ennui et au désœuvrement. Je n'ai jamais sollicité la suppression du corps dans lequel j'avais fait vœu de mourir ; peut-être aurais-je pu y vivre heureux et content ; mais vous avez regardé les institutions monastiques comme contraires à la nature et à la société ; c'est à moi de me soumettre avec résignation à la sagesse de vos décrets... Tout languit maintenant dans les cloîtres ; chacun se trouve étranger et isolé ; tous sentent qu'ils ne sont plus dans leur état et qu'ils ne trainent plus qu'avec peine une existence précaire. Mais les plus impatients sans doute ce sont les jeunes gens qui ont le regret de perdre dans l'oisiveté un temps précieux, qui serait mieux employé à améliorer leur sort en se rendant utiles à la société » (2).

Qu'on interroge les bénédictins de Saint-Calais ou les Cisterciens, leurs réponses ne diffèrent guère de celles que nous venons de recueillir dans les plus importants monastères d'hommes de la Sarthe. A Saint-Calais, quatre religieux sur six ne croient pas devoir s'expliquer sur leurs intentions ; Dom Bodineau veut rester dans la seule mai-

1. Lois des 13/19 février et 18-20/26 février 1790.

2. A. N.. DXIX, 47.

son à laquelle il appartient, mais Dom Noirot « déclare affirmativement vouloir quitter le cloître » (1). A l'Épau, un seul cistercien est du même avis ; les cinq autres entendent continuer de vivre dans leur abbaye jusqu'à sa suppression (2). A Tironneau, qui est également de l'ordre de Cîteaux, la proportion est renversée et quatre religieux désirent se retirer, contre deux qui restent. Parmi ces derniers Dom Augustin Rocquais, le prieur, informe les officiers municipaux de Saint-Aignan, sa commune, que « si l'Assemblée nationale juge à propos de conserver sa maison, il y restera par les vœux de stabilité qu'il y a faits ; si elle est supprimée, la condition énoncée dans ses vœux étant détruite, il se retirera dans son particulier avec sa pension ». Dans l'abbaye de Champagne, les moines ne connaissent pas encore le régime auquel seront assujettis ceux qui resteront en religion. Ils diffèrent donc de s'expliquer sur leur option, jusqu'au moment où les décrets les auront mis à portée de faire un choix conforme aux principes de leur liberté, de leur tranquillité et de leur conscience (3). A l'unanimité des membres présents, les Génovéfains de Beaulieu et les Capucins du Mans se proposent de continuer la vie commune (4). Les premiers seuls obtiendront satisfaction ; et leur abbaye, désignée en 1791, par le directoire du département, pour servir de retraite aux religieux non mendiants, ne sera évacuée que le 6 septembre 1792. Enfin, si l'on excepte leur procureur, Jean Pillon, tous les Prémontrés de Vaas déclarent, le 10 mai 1790, profiter de la liberté que leur accorde la Constituante ; l'un d'eux ajoute même n'avoir rien tant à cœur que de sortir de son couvent dès qu'il le jugera à propos (5). Les Récollets, le plus relâché

1. A. N., F¹⁹611².

2. A. D., L 358.

3. A. N., F¹⁹611².

4. *Ib.*, DXIX, 68. A. D., L 358.

5. A. D., L 362.

de tous les ordres, sont disposés pour la plupart à se disperser.

N'insistons donc pas. Les citations qui viennent d'être faites suffisent et au delà pour justifier ce qui a été dit de l'attiédissement de la vie religieuse et de l'affaiblissement des caractères, dans les couvents d'hommes. De toute cette plate uniformité rien ou à peu près n'émerge : l'œil fatigué cherche en vain, dans la plaine aux lignes vagues et aux contours indécis, la saillie ou la dépression qui rompra la monotonie désespérante du spectacle. Nous nous heurtons à un mutisme étrange, dépourvu même de l'attrait que conservent certains silences obstinés, du don qu'ils ont de piquer la curiosité de l'esprit et de provoquer la recherche de causes qui n'existent pas ici.

La vie morale s'étiole donc visiblement. La vie intellectuelle languit également, même chez les bénédictins. Depuis que, par peur du jansénisme, le visiteur de la province de Bretagne a détruit l'académie des sciences ecclésiastiques de Saint-Vincent, l'on chercherait en vain dans leurs maisons des émules de Dom Colomb et de Dom Rivet. Dom Laceron a bien recueilli des matériaux pour écrire une histoire du Maine ; mais rien ne reste de ses recherches, qui permette de juger son œuvre. Quant au catalogue de la bibliothèque de Saint-Vincent, dressé en vingt-cinq ans par Dom de Gennes, il n'est pas un titre suffisant pour mériter à son auteur la qualification d'érudit.

Si inquiétants que soient ces symptômes de décadence, ils ne sont pas ceux d'un mal sans remède. Sous la cendre qui l'enveloppe un peu de feu subsiste encore que le souffle d'une réforme énergique rallumerait ; un de Rancé rendrait à ces âmes engourdies leur élan vers l'idéal. Car elles

ont conservé mieux que de simples souvenirs de leurs enthousiasmes anciens ; la fidélité à la règle, un zèle pour l'entretien des édifices religieux, dont les manifestations seront relevées dans un instant.

Le cnré de Nouans, auquel il faut toujours recourir quand on veut connaître les mœurs du temps, montre les cloches des abbayes bénédictines sonnant aux heures habituelles, les moines exacts dans leur assistance aux offices. Semblable constatation est faite par les rédacteurs du cahier de Brûlon, si emportés d'ailleurs contre les religieux. « Il y en a, disent-ils, qui prient Dieu depuis le matin jusqu'au soir et même une grande partie des nuits ; qui jeûnent les années entières ; enfin il y en a qui suivent leur règle dans la plus grande rigueur... » (1)

Néanmoins si l'on excepte quelques individualités, ces hommes spirituels s'animalisent ; leur idéal s'abaisse ; l'esprit religieux va s'affaiblissant et les couvents se meuvent du ralentissement de la ferveur. En faut-il une preuve plus manifeste que la fermeture de bon nombre d'entre eux au XVIII^e siècle ? Sans doute les causes extérieures ont leur part d'influence dans ces disparitions : mise en comende ; ruines survenues à la suite de la banqueroute de Law ; législation sans bienveillance ; réunions de bénéfices et parfois fantaisies somptuaires d'un Grimaldi, qui, pour embellir son palais épiscopal, tentera de supprimer les Cordeliers. Toutefois il faudrait un travail spécial pour déterminer exactement l'action de chacune de ces causes. Encore les conclusions à en tirer ne pourraient-elles s'appliquer à tout le diocèse qu'à la condition de s'appuyer sur une quantité suffisante de monographies, consacrées à des établissements particuliers et convenablement choisis. Pour nous, bornons nous à citer quelques noms et à donner

1. Bellée et Duchemin, *Cahiers de plaintes et doléances de la province du Maine*, t. I, p. 275.

une liste, qui n'aura pas la prétention d'être complète, des maisons religieuses éteintes en une cinquantaine d'années.

Depuis la suppression de l'abbaye bénédictine de la Pelice, par lettres patentes de 1731 (1), jusqu'à celle de l'ermitage Saint-Gilles de Bessé, en 1786 (2), une dizaine au moins de couvents ou de prieurés conventuels sont disparus de la Sarthe. Ce sont, en 1743, le prieuré de Mamers (3) et celui des Filles-Dieu au Mans (4); en 1749, la maison des Clarisses de Beaumont-le-Vicomte (5); vers 1764, le prieuré de Vivoin (6); en 1769, celui de Tuffé (7); en 1771, l'abbaye de Grammont-en-Bercé (8) et l'établissement des Cordelières de Noyen (9). En 1772, le Chapitre de Saint-Pierre-la-Cour, auquel la Chapelle du Gué-le-Maulny avait déjà été réunie en 1741, s'annexe encore les chapellenies, jusque-là distinctes, qui appartenaient à son bas-chœur (10). Vers 1780 se ferme le monastère de Saint-Denis, à Saint-Calais (11) et, en 1785, celui des Cordelières de la Flèche (12); le départ des deux derniers Camaldules de Bessé clôt momentanément cette funèbre liste. Une à une ces maisons se sont fermées, avec les années; il n'en est resté que quelques femmes qui s'en sont allées, les yeux pleins de larmes, songer dans un autre couvent à l'asile

1. Th. Cauvin, *Géographie ancienne du diocèse du Mans*, p. 195.

2. Arch. de M. l'abbé Lemay; *Chroniques paroissiales de Bessé-sur-Braye*, p. 143.

3. Cauvin, *op. cit.*, p. 214.

4. Pesche, *Dictionnaire topographique, historique et statistique de la Sarthe*, t. IV, p. 394.

5. Abbé L. Besnard, *Un monastère de Clarisses à Beaumont-le-Vicomte*, p. 170.

6-7-8. Cauvin, *op. cit.*, p. 212, 213, 217.

9. A. D., L 110, f° 49.

10. Pesche, *op. cit.*, t. III, p. 200.

11. Cauvin, *op. cit.*, p. 216.

12. A. D., L 40.

d'où elles avaient été arrachées ; des cloîtres vides ; des métairies et des champs, que des héritiers empressés s'étaient peut-être partagés par avance. Le clergé n'a pas été le moins prompt à recueillir ces successions, à en précipiter même au besoin l'ouverture, par des réunions d'établissements qui végétaient ; une histoire du Séminaire Saint-Charles, fondé en 1731 par Monseigneur de Froullay pour le soulagement des prêtres âgés et infirmes, serait fort instructive sur ce point. La longue procédure entamée, dès 1770, par le Chapitre Saint-Julien, pour s'annexer la confrérie de Saint-Michel, fourmille de détails intéressants dans le même sens.

Non moins suggestive que les constatations ci-dessus serait l'étude des fluctuations de la population des couvents pendant le XVIII^e siècle. Les éléments en font défaut pour la plupart ; mais certains chiffres, que corroborent d'autres données, montreraient une diminution générale du nombre des sujets, dans la dernière moitié du siècle. La Pelice compte cinq religieux en 1697 et un en 1731 (1) ; le prieuré conventuel de Mamers est réduit à quatre religieux en 1743, quand il est réuni à l'abbaye de Saint-Lau-mer (2) ; les chiffres pour les Camaldules tombent de cinq à deux, entre 1767 et 1786 (3). Les pertes pour ces maisons sont parallèles à celles que subissent les Capucins du Mans, descendus à cinq, en 1789, de trente qu'ils étaient en 1700 ; elles sont confirmées implicitement par Cosnard pour les Jacobins de la même ville (4). Les importantes et somptueuses abbayes des bénédictins n'échappent pas à la loi commune. C'est un curé de la Sarthe, fils d'un de

1. Cauvin, *op. cit.*, p. 125.

2. J.-P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution*, p. 26.

3. *Chroniques paroissiales de Bessé-sur-Braye*, p. 142.

4. Ch. Cosnard, *Histoire du couvent des Fr. Prêcheurs du Mans*, p. 149.

leurs fermiers généraux, leur ancien élève et leur ami, qui avertit lui-même de la mesure prise, vers 1750, pour remédier à la pénurie des vocations. Il avait été résolu qu'afin de procurer dans la suite assez de recrues pour peupler les divers monastères, on « recevrait gratis de jeunes élèves de treize à quatorze ans, auxquels on laisserait la liberté de faire leurs vœux à vingt-un ans ou de se retirer dans le monde, sans répétition quelconque des frais que leur instruction, nourriture et entretien auraient pu occasionner » (1).

Les résultats de cette pratique furent heureux, à en croire l'auteur qui la cite, et c'est pour cela sans doute que se trouve encore à Saint-Vincent et à la Couture une quantité appréciable de jeunes religieux, en 1789. Pour d'autres ordres et d'autres maisons, les marques de sénilité sont manifestes ; si l'on pèse l'âge des leurs sujets, on ne peut s'empêcher d'en prévoir la disparition par défaut de recrutement. Aucun des sept Récollets de Château-du-Loir n'a moins de cinquante ans, en 1790, et deux ont dépassé la soixantaine, dont l'un même est né en 1725 (2). Deux sur huit des religieux du même ordre, au Lude, sont sexagénaires et cinq quinquagénaires (3). Parmi les sept prêtres de l'abbaye de Champagne, deux ont plus de soixantedix ans ; trois sont relativement jeunes, dont le moins âgé a vingt-sept ans et les autres trente-huit et trente-neuf ans. A l'Épau la situation est plus inquiétante. Les âges respectifs y sont de quatre-vingt-trois ans pour le prieur, quatre-vingt-un ans pour Dom Morel de Corberon, soixante-quinze ans pour Dom Renault ; eux décédés, il ne resterait que trois religieux dont la naissance est postérieure à 1745.

1. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. I, p. 195, note a.

2. A. D., L 362.

3. A. M. du Lude, DI, f^{os} 34-38 et 129.

III

Cette disparition progressive des réguliers a dû logiquement aboutir à des conséquences désastreuses pour eux, dans tous les domaines. La diminution des sujets les a mis d'abord dans l'impossibilité d'assurer les services religieux qu'ils remplissaient autrefois. De là sont venues des réunions d'établissements secondaires aux maisons plus importantes ; c'est ainsi que la seule abbaye de la Couture s'est annexé les prieurés de Pontvallain, de Saint-Denis-du-Maine, de Pontlieue, d'Avoise, de Bernay, de Saint-Sauveur de Neuvy, de Mareil-en-Champagne, de Lavaré et de Volnay (1).

Pour exercer les fonctions ecclésiastiques et continuer les cérémonies auxquelles le peuple était accoutumé, il a fallu aussi recourir au clergé séculier. De la sorte s'explique la fondation de quatre vicariats à Mamers, lorsque le prieuré de cette ville fut réuni à l'abbaye Saint-Laumer de Blois (2).

Il serait intéressant de noter les progrès de cet envahissement, par les séculiers, des ministères autrefois remplis par les réguliers ; de compter les difficultés qui ne pouvaient manquer de naître de cette collaboration forcée : prétentions en matière de préséances ; luttes pour élévation de traitements ; procès engagés pour substituer les derniers venus aux ayants-droit, dans la perception de la dime. Des transactions se font entre intéressés ; mais les concessions réciproques demeurent insuffisantes. Sous la poussée des circonstances, les sympathies vont de ceux qui désertent leurs fonctions à ceux qui les remplissent effectivement.

1. A. D., G 445, f^os 9, 10.

2. J.-P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution*, ch. I, p. 27.

Une sorte de droit nouveau s'élabore ainsi confusément, qui trouvera sa formule dans un de nos cahiers de doléances. « Que le gouvernement y est-il dit, adopte un système général qui assure une honnête subsistance à messieurs les curés et qu'on supprime entièrement les dîmes, qui ne doivent appartenir qu'aux vrais pasteurs et non à des moines ou à des Chapitres inutiles » (1). Les religieux ne pourront se défendre contre cette marée montante. L'Assemblée du clergé, en mars 1789, marquera l'échec définitif de leurs tentatives de résistance à cet envahissement.

De même qu'il enlevait aux réguliers la capacité d'exercer nombre d'offices proprement religieux, de même le défaut de recrutement leur rendait difficile sinon impossible de gérer leurs biens par eux-mêmes. Leurs fortunes eussent été mobilières qu'ils y eussent suffi ; mais le fardeau d'immeubles, répartis quelquefois entre cinquante ou soixante paroisses, était trop pesant pour leurs épaules. Il fallut renoncer à la surveillance personnelle de tant de métairies, de bordages, de moulins, etc. Force leur fut donc de se décharger sur des tiers de cette lourde administration. Emploi de fermiers généraux ; location de dîmes aux curés à des conditions désavantageuses ; aliénations déguisées par baux emphytéotiques : tels furent les moyens auxquels ils recoururent.

Les religieux perdirent de ce fait un second point de contact avec les populations. La rupture de cet autre lien, qui les rattachait à elles, augmenta d'autant la désaffection déjà signalée il y a un instant. L'exploitant de la terre fut incliné de plus en plus à regarder le propriétaire légitime comme un simple détenteur de fait, aux droits peu clairs

1. Bellée et Duchemin, *Cahiers... de la province du Maine*, t. IV, p. 56.

sinon mal fondés. Le retournement de l'opinion, commencé par la mise en commende, fut achevé par suite de l'insuffisance des vocations. Contre le parasitisme, auquel les circonstances avaient peu à peu réduit les réguliers, les protestations s'élevèrent bientôt, avec une véhémence qui se fait jour à chaque page des cahiers de 1789. Sous des formes variées, ces revendications se ramènent à celles qu'exprimèrent impitoyablement les habitants de Fresnay. « Les biens ecclésiastiques, qui forment dans l'état une masse immensément considérable, ont cessé, depuis un temps immémorial, d'être employés suivant leur primitive destination. Ils doivent servir à la construction, l'entretien, la décoration des églises ; à la nourriture et l'entretien simple et modeste des ministres de la religion ; le surplus devrait être employé pour le soulagement des malades, la nourriture de l'indigent, la pauvre veuve et l'orphelin. Aujourd'hui les revenus ecclésiastiques sont accumulés sur la teste des prélats, des abbés commendataires, des moines et des chanoines, sans aucune utilité réelle pour le peuple (1) ».

Le produit des biens détourné en trop grande partie de son but, voilà en effet la grande tare qui pèse sur les propriétés d'Église, en 1789. La mise en commende, qui ne cesse de s'étendre ; l'assignation de pensions sur les abbayes, sur les prieurés, dévorent tantôt un quart ou un tiers, tantôt la moitié et plus des ressources. Autant que l'on peut s'en tenir aux chiffres du dernier Pouillé du diocèse, l'abbé commendataire de la Pelice levait 10.000 livres sur un produit total de 21.527 livres ; celui de Perseigne 8.000 livres contre les 15.000 qui restaient à la mense conventuelle ; à Tironneau l'excédent au profit de la commende était de 4.000 livres. Le prieur de Château-l'Her-

1. Bellée et Duchemin, *Cahiers... de la province du Maine*, t. II, p. 326.

mitage recevait de même 7.000 livres contre les 6.000 livres allouées aux Génovéfains.

Par suite de ces prélèvements les ordres les plus pauvres étaient contraints de laisser leurs habitations se délabrer ; de chicaner aux congruistes une élévation de traitement, aux pauvres les aumônes qu'ils leur devaient, aux paroisses les réparations d'église auxquelles ils étaient tenus. La parcimonie, à laquelle ils étaient obligés, tourna en mauvais exemple, que des congrégations plus riches ne dédaignèrent quelquefois point d'imiter.

Car — et c'est là un autre vice des institutions de l'époque — les fortunes de certaines communautés étaient vraiment hors de proportion avec le nombre de leurs membres. Les bénédictins de la Couture tiraient de leur maison et des prieurés réunis 71.777 livres pour seize sujets. A Saint-Vincent, un égal nombre de religieux jouissait d'un revenu brut de 118.821 livres, auquel s'adjoignaient près de 20.000 livres annuelles de pots-de-vin, les lods et ventes, les redevances en nature et le produit des bois. Quel contraste entre cette opulence et la pauvreté de quelques ordres de femmes ! Sans doute le prieuré de la Fontaine-Saint-Martin rapporte près de 1.000 livres à chacune de ses douze sœurs ; mais il ne revient que 392 livres par tête à celles du Petit-Fontevault, 269 livres à celles de Mon-sort, 167 livres à celles de l'Ave.

Déterminer les ressources nettes de chacune des maisons religieuses de la Sarthe exigerait un travail spécial, qui n'aboutirait d'ailleurs qu'à des conclusions approximatives. C'est que, pour être vraiment satisfaisantes, celles-ci devraient être établies d'après une base uniforme, pour laquelle des documents complets sont indispensables. Or les omissions sont innombrables dans le Pouillé de 1772 ; les estimations du département pour la fixation des traite-

ments n'existent guère que pour les congrégations de femmes ; des déclarations de 1790 une partie fait défaut. Ces lacunes seraient-elles comblées qu'une concordance serait à instituer entre les chiffres provenant des différentes sources pour le même établissement. Or, il n'est pas jusqu'aux déclarations, quand il y en a plusieurs pour une seule communauté, qui ne présentent des écarts notables entre elles. Elles laissent toutes à désirer par ailleurs, car elles ne supputent pas les charges à défalquer du revenu brut, ou elles négligent des objets importants dans leur estimation : immeubles conventuels avec leurs enclos, bois, redevances en nature, plus-value annuelle à tirer de la ventilation des pots-de-vin.

Sous le couvert de ces réserves, le tableau suivant indiquera le produit des principaux couvents.

ÉTABLISSEMENTS	REVENUS D'APRÈS				
	POUILLÉ	DÉCLARATIONS OU INVENTAIRES		ESTIMATION DU DÉPARTEMENT	
		brut	net		
DISTRICT DE SAINT-CALAIS					
Bénédictins	»	»	»	»	»
Gué-de-Launay	Commend ^{re}	4 000 ^l	»	»	»
	Couvent.	»	»	»	»
DISTRICT DE CHATEAU-DU-LOIR					
Vaas	Commend ^{re}	»	»	»	»
	Couvent.	3.000 ^l	»	»	»
Bénédictines	—	»	»	»	»
Bonlieu	—	»	»	»	10.072 ^l 7 ^s 6 ^d
DISTRICT DE LA FERTÉ-BERNARD					
La Pelice	Commend ^{re}	10.000 ^l	»	»	21.527 ^l 2 ^s 7 ^d
Notre-Dame	—	»	»	6.311 ^l 12 ^s	6.470 ^l 7 ^s 1 ^d
DISTRICT DE LA FLÈCHE					
Collège	—	»	»	»	»
Carmes	—	»	»	»	»
Mélinais	—	»	»	»	»
Château l'Hermitage ..	Commend ^{re}	7.000 ^l	»	»	»
	Couvent.	6.000 ^l	29.413 ^l 16 ^s	»	»
La Fontaine St-Martin ..	—	»	»	»	11.093 ^l 9 ^s 2 ^d
Fontevault	—	»	»	»	3.920 ^l
La Madeleine	—	»	»	»	2.929 ^l 4 ^s 6 ^d
Notre-Dame	—	»	»	»	6.031 ^l 1 ^s 3 ^s 6 ^d
Hôpital St-Joseph	—	»	»	»	5.668 ^l 15 ^s 2 ^d
Visitation	—	»	»	»	5.045 ^l 15 ^s 6 ^d
DISTRICT DE FRESNAY					
Monsort	—	5.000 ^l	»	»	8.563 ^l 19 ^s
DISTRICT DE MAMERS					
Perseigne	Commend ^{re}	8.000 ^l	»	»	»
	Couvent.	15.000 ^l	»	»	10.360 ^l 8 ^s
Tironneau	Commend ^{re}	10.000 ^l	20.000 ^l	»	»
	Couvent.	6.000 ^l	»	»	»
Visitation	—	3.000 ^l	»	»	»

Les noms des maisons de religieuses sont en italique.

ETABLISSEMENTS	REVENUS D'APRÈS			
	POUILLÉ	DÉCLARATIONS OU INVENTAIRES		ESTIMATION DU DÉPARTEMENT
		brut	net	
DISTRICT DU MANS				
Beaulieu.....	Commend ^{re}	»	»	»
	Couvent.	10.000 ^l	13.367 ^l 7 ^s	»
Cordeliers.....	—	»	2.155 ^l 9 ^s 10 ^d	»
La Couture.....	Commend ^{re}	»	»	»
	Couvent.	30.000 ^l	71.777 ^l 3 ^s 3 ^d	»
L'Épau.....	Commend ^{re}	»	»	»
	Couvent.	»	9.952 ^l 6 ^s	»
		»	7.760 ^l 14 ^s	»
Grammont.....	Commend ^{re}	4.000 ^l	»	»
	Couvent.	2.000 ^l (supprimé en 1771)	»	»
Jacobins.....	—	2.000 ^l	»	»
Minimes.....	—	»	2.268 ^l 8 ^s 3 ^d	»
La Mission.....	—	»	34.405 ^l 17 ^s 3 ^d	»
Oratoire.....	—	»	»	»
		»	7.897 ^l 8 ^s 2 ^d	»
St-Vincent.....	Commend ^{re}	»	»	»
	Couvent.	22.000 ^l	118.821 ^l 7 ^s 6 ^d	»
La Perrigne.....	—	6.000 ^l	13.671 ^l 8 ^s	»
Le Pré.....	—	»	30.100 ^l	29.286 ^l
Les Maillets.....	—	»	9.941 ^l 10 ^s	»
Ursulines.....	—	»	»	7.498 ^l 18 ^s 3 ^d
		»	27.886 ^l 16 ^s 4 ^d	28.082 ^l 10 ^s 10 ^d
Visitation.....	—	»	32.092 ^l	»
DISTRICT DE SABLÉ				
Le Perray Neuf.....	Commend ^{re}	»	6.074 ^l 10 ^s	»
	Couvent.	»	5.074 ^l 10 ^s	11.361 ^l 11 ^s
Solesmes.....	—	»	»	»
Cordelières.....	—	»	»	»
DISTRICT DE SILLÉ-LE-GUILLAUME				
Champagne.....	Commend ^{re}	9.000 ^l	»	»
	Couvent.	»	18.140 ^l 8 ^s	»
Chartreux.....	20.000	(bois non compris)	»	»
Minimes.....	—	»	»	»
Etival en Charnie.....	—	»	»	24.976 ^l

Les noms des maisons de religieuses sont en italique.

CHAPITRE II

Le clergé séculier et l'état religieux du diocèse

- I. — Le clergé. — L'Évêque ; son caractère ; ses réformes et les obstacles qu'il rencontra ; laisser aller de ses prédécesseurs ; indépendance juridique des curés. — Les Chapitres ; leurs revenus. — Le Chapitre cathédral ; ses rapports avec l'évêque, avec les administrations civiles, avec le clergé.
- II. — État des paroisses de la Sarthe. — Le clergé paroissial : habitués, vicaires, curés. — Condition matérielle des curés : revenus, habitation, mode de vie.
- III. — Valeur morale du clergé des paroisses ; son indépendance à l'égard de l'évêque et des Chapitres. — Sa valeur intellectuelle ; individualisme dans le clergé. — Divergences en matière de discipline : jansénisme et gallicanisme.
- IV. — Influence du clergé et ses causes ; charité des curés ; leurs fondations scolaires et hospitalières ; leurs attributions politiques. — Attachement des populations au culte ; les pratiques religieuses : devoir pascal ; sanctification du dimanche ; observation du Carême. — Dépravation des mœurs : alcoolisme ; naissances illégitimes.

I

La loi du 26 février et du 4 mars 1790, en remaniant les circonscriptions administratives préparait une nouvelle distribution des diocèses. Celle du 12 juillet, 24 août de la même année acheva la réorganisation religieuse. Même ainsi amputé de la majeure partie de son territoire, le diocèse du Mans restait important. Quatre cent qua-

rante-trois cures et environ un millier de prêtres, étaient en effet dévolus à la juridiction épiscopale.

Les rapports de ce clergé avec son évêque, sa condition matérielle et morale, la part donnée à la religion dans la vie des fidèles sont à étudier maintenant. Ainsi sera complété le tableau de l'état religieux de la Sarthe, commencé au chapitre précédent.

L'Évêque. — Le siège de Saint-Julien était occupé, en 1789, par Mgr François Gaspard de Jouffroy-Gonssans, transféré du diocèse de Gap, en 1777. Le 27 juin 1778, il avait pris possession par procureur et, trois jours plus tard, fait son entrée solennelle dans la ville épiscopale. Il y arrivait précédé d'une réputation de vertu, que ses nouveaux diocésains ne lui disputèrent jamais. Un des curés de la cathédrale, celui que les électeurs désignèrent pour lui succéder en 1791, notait bientôt, dans ses registres paroissiaux, qu'il était « le prélat le plus régulier de tout le royaume » (1). Les épithètes de « zélé », de « dévot » étaient accolées à son nom par un de ses chanoines, qui observait en outre qu'il n'était « pas courtisan ».

S'il lui fallait assigner une place parmi ses collègues, ce désintéressement personnel, la simplicité d'un caractère trop droit, trop ferme pour se plier aux subtiles combinaisons de la politique le feraient ranger parmi ceux qu'en a nommés : « prélats évangélistes » (2). Le témoignage de Renouard, curé jureur d'Izé, abdicataire, mort bibliothécaire de la ville du Mans, est très explicite à ce sujet. « Monseigneur de Jouffroy-Gonssans, écrit-il, fut transféré de l'évêché de Gap, où il faisait beaucoup de bien à celui du Mans, où il en fit encore davantage, en y rétablissant

1. A. M. du Mans, *Registres paroissiaux du Crucifix*.

2. Abbé Augustin Sicard, *les Évêques avant la Révolution* (15^e édition), Ch. X.

l'ordre, le calme, la tranquillité. La première vertu d'un évêque est l'amour de la paix. A une grande régularité de mœurs, notre prélat joignait la bonté du cœur et une certaine simplicité chrétienne, qui donnait un éclat solide à ses vertus. Son discernement lui fit choisir quelques coopérateurs, qui secondèrent ses vues pacifiques et tolérantes. Quoique dévot, il était inaccessible aux suggestions du faux zèle et de la persécution. Adoptait-il un projet sage et utile, il en poursuivait l'exécution avec une constance qui le faisait toujours réussir et écartait, sans nul ménagement ni considération, tous ceux qui auraient tenté d'y mettre obstacle » (1).

Une égale tenacité, mais tempérée de plus de souplesse, eût sans doute mieux servi les vertueux desseins de l'évêque. Les brusques alternatives, où se jetait parfois sa volonté, donnaient à sa fermeté réelle des allures d'autoritarisme cassant, ou de faiblesse indéfendable. Elles nuisirent au succès de ses réformes. De toutes ses créations, seule l'institution des retraites ecclésiastiques subsiste encore. Mais il fallut bientôt abandonner la collation des cures au concours, inaugurée en 1784. D'autre part le synode de 1788, convoqué pour la refonte des statuts diocésains, faillit dégénérer en manifestations scandaleuses contre le pontife et contre les Chapitres.

C'est que les circonstances et les mœurs dressaient plus d'un obstacle entre les projets de restauration religieuse et leur exécution. Entraves héritées de l'incurie des deux évêques précédents, difficultés nées de l'indépendance que le droit et leurs revenus assuraient aux curés, toutes ces causes convergeaient pour annihiler les efforts du zélé prélat.

Plus occupés de plaire au pouvoir que de régir leur

église, Nosseigneurs de Froullay-Tessé et de Grimaldi n'avaient guère pris soin de leur diocèse. Vivant le plus souvent, le premier à la cour, l'autre dans son château d'Yvré, ils avaient ou a peu près laissé tomber tout leur pouvoir aux mains de leurs vicaires généraux. Quels abus s'étaient glissés dans les nombreuses paroisses abandonnées à elles-mêmes, sans confirmation, sans visite pastorale, pendant quarante ans et plus, on le devine. Monseigneur de Gonssans entreprit de les visiter méthodiquement et en personne. Mais ni les fatigues qu'il s'imposa, ni son intrépidité à braver les intempéries et le mauvais état des chemins, ni son affectation de refuser l'hospitalité somptueuse des nobles, pour recevoir celle plus simple des curés, ne pouvaient compenser assez vite les négligences de ses prédécesseurs. La dignité de sa vie, sa grandeur morale étaient incapables de rendre tout d'un coup son prestige à l'autorité spirituelle, avilie par un Grimaldi, déshonorée presque par sa recherche ouverte des plaisirs, par ses préférences affichées pour les sociétés joyeuses et galantes.

Le statut des curés, l'indépendance qu'ils tenaient de leur condition juridique étaient une autre cause de faiblesse pour le gouvernement épiscopal. Le choix de leurs vicaires leur appartenait pratiquement. Autre point plus important : la collation de la majeure partie des cures échappait en fait au pouvoir de l'évêque. Qu'un prêtre ait pris ses grades, qu'il ait recours à un présentateur, plus simplement qu'il obtienne d'un confrère une résignation en sa faveur : sa nomination est assurée, en vertu de la législation canonique alors en vigueur. Sans doute son chef ecclésiastique peut tenter de faire opposition. Le candidat à la cure en sera quitte pour se faire envoyer en possession civile et obtenir le *visa* de l'évêque ou du Métropolitain. Ainsi

furent pourvues en 1784, la cure de Neuvy-en-Champagne, en 1785, celle d'Aubigné : les résistances de Monseigneur de Gonssans furent vaines. Qu'elle était donc justifiée la mélancolique réflexion du prélat : « Je fais un prêtre quand je veux et non un curé ».

Par les moyens qui viennent d'être indiqués, sur les seize cures du diocèse qui furent l'objet de mutations, en 1789, quatorze ont pratiquement échappé à la collation épiscopale. Quarante-cinq sont à la présentation du Chapitre de Saint-Julien ; soixante-trois à celle des moines de la Couture ; à peu près autant à celle des Bénédictins de Saint-Vincent. Qu'on y joigne celles qui relèvent des autres Chapitres, des abbayes de Saint Calais, de Vaas, de Saint-Aubin d'Angers, de Saint-Laumer de Blois, etc, on trouvera qu'au total trois cent quarante-huit paroisses sont soustraites de ce chef à la nomination de l'évêque. Pauvre prince à la souveraineté plus nominale qu'effective, le chef de l'Église mancelle ne jouit d'une puissance complète et réelle de désignation que pour une soixantaine de cures de la Sarthe ! (1)

Si du moins il pouvait, quand il le juge nécessaire, révoquer ou même se contenter de déplacer ses subordonnés ! Mais le droit l'a désarmé sur ce point ; puis l'usage ne connaît qu'exceptionnellement la distinction concordataire, établie entre cures et « dessertes » ou succursales. Une fois entré en possession de son bénéfice, le curé n'en peut-être exclus par l'évêque qu'à la suite d'un procès canonique ; en fait, il est inamovible. Il n'est pas jusqu'à la faculté de punir même légèrement qu'il ne puisse disputer à son supérieur ecclésiastique, au besoin devant les tribunaux. Citons en exemple la conduite du turbulent curé de Gourdaïne, Turpin du Cormier. Joueur de cartes

1. A. D., G 445.

enragé autant que janséniste fougueux, il avait éprouvé, en 1784, des pertes qui firent scandale au Mans. Le bruit fait autour d'elles était d'autant plus fâcheux que le caractère emporté et opiniâtre du curé lui avait attiré des ennemis ; que certains de ses partenaires jouissaient d'une réputation douteuse ; enfin qu'il réclamait lui-même, pour ses paroissiens pauvres, des secours apparemment exagérés. Après enquête, Monseigneur de Gonssans lui imposa une retraite de trois mois au séminaire. Le bouillant et vindicatif pasteur obéit. Mais il protesta que l'évêque avait outrepassé ses droits ; entreprit de saisir la juridiction civile ; fit établir que, dans l'espèce, les statuts de Monseigneur de Froullay étaient indûment invoqués par son successeur, plus encore qu'ils étaient attaquables en droit : bref, il se multiplia tellement qu'il tint son adversaire en échec jusqu'à la Révolution (1).

Fait d'importance limitée, prétendra-t-on, parce qu'il ne serait qu'une manifestation passagère de ressentiments personnels. Nous en conviendrions, s'il était isolé ; si mille autres symptômes ne témoignaient, à la même époque, d'une volonté persévérante, chez les pasteurs du second ordre, d'élargir leur indépendance ; si enfin l'agitateur en question fût resté sans appui. Mais, entre tous les incidents scandaleux du triste synode de 1788, ce ne fut pas l'un des moindres que de voir cet ecclésiastique mutiné commencer de parler avant la lecture des statuts, malgré les défenses réitérées de l'évêque ; « messieurs les curés prévenus, se plaindre tout haut qu'on ne l'entendait point, le faire changer de place et venir au milieu de l'assemblée,

1. Abbé G. Esnault, *Mémoire du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 87. — Cf. *Mémoire à consulter et consultation pour M^e François Turpin du Cormier...*, appelant comme d'abus, 26 p. in 4^e, Paris, Simon et Nyon, 1785.

l'écouter pendant plus d'un quart d'heure et battre des mains à la fin, comme à un spectacle » (1).

Les Chapitres. — Les revenus de la mense épiscopale, s'ils ne la tiraient pas de la condition inférieure des évêchés *crottés*, n'étaient pas considérables pour le temps. D'après le directoire départemental, ils s'élevaient annuellement à 57.188 livres 72 sols 3 deniers (2). C'était près de moitié moins que les recettes nettes des chanoines de Saint-Julien, un peu plus du tiers de celles des six Chapitres que comprenait le nouveau diocèse. Le produit de leurs biens de toute nature approchait de 170.090 livres par année. Cette somme était d'ailleurs très inégalement répartie entre eux. Le plus modeste de tous, celui de Saint-Nicolas, à Montmirail, ne percevait que 836 livres 13 sols, à distribuer entre quatre chanoines (3). Quatre des cinq prébendes de Pruillé-l'Éguillé donnaient un total de 6.734 livres 17 sols 6 deniers (4). Dans sa déclaration de 1790, la collégiale Saint-Pierre, à Saint-Calais, porta son revenu à 7.291 livres 5 deniers pour six chanoines (5). Enfin les recettes des Chapitres de Sillé-de-Guillaume et de Saint-Pierre-la-Cour, au Mans, étaient notablement plus élevées, puisqu'elles furent fixées respectivement, par arrêtés départementaux, à 10.676 livres 15 sols 6 deniers et à 5.2526 livres 12 sols 6 deniers, pour des groupes de dix et de dix-neuf chanoines (6).

1. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 167.

2. A. D., V $\frac{21}{3}$, p. 143.

3. *Ib.*, L 109, f. 107.

4. *Ib.*, V $\frac{21}{4}$, *passim*.

5. *Ib.*, L 362.

6. *Ib.*, V $\frac{21}{4}$, p. 63 ; V $\frac{21}{2}$, p. 29.

De toutes ces associations, la plus riche sans contredit était le Chapitre cathédral dit de Saint-Julien, car son revenu net était de 111.738 livres 1 sols 11 deniers (1). La part revenant à chacun des chanoines était donc de près de 3.000 livres. Encore le cumul des bénéfices augmentait-il l'avoir du plus grand nombre. L'abbé Paillé, vicaire général, tirait de la chantrerie 4.166 livres et du prieuré de Saint-Étienne 2.400 livres; son confrère l'abbé Duperrier-Dumourier recevait 499 livres 11 sols 8 deniers de son archidiaconé de Montfort, 120 livres de sa pension sur l'abbaye de Blangy. L'abbé de la Briffe-Ponssan, doyen du Chapitre et grand archidiacre, prieur de Placé, de Saint-Étienne et de Saint-Christophe, percevait à ces différents titres une somme annuelle de 9.736 livres 14 sols 9 deniers, etc.

Au reste sa qualité de conseil du chef du diocèse, son antiquité, le milieu où il se recrutait, le grand nombre des bénéfices auquel il présentait donnaient à ce grand corps la première place après l'évêque dans l'Église du Mans. Les longues absences de Monseigneur de Grimaldi, sa nonchalance dédaigneuse en matière d'administration, son souci visible de gagner les sympathies de ses chanoines avaient grandi le pouvoir modérateur que ceux-ci tenaient déjà du droit. Quand Monseigneur de Gonssans entreprit de reconquérir le terrain perdu, il se heurta souvent à leurs revendications plus ou moins fondées. Opposition du Chapitre aux nominations de l'abbé Pichon comme chanoine, en 1782, de l'abbé Berthelot du Gage, en 1784; remise de ses lettres de grand vicaire, en 1788, par Duperrier-Dumourier, sous prétexte qu'il se devait à sa compagnie, alors en conflit avec le prélat; enfin et par-dessus tout contestations avec celui-ci, au sujet du synode de la même année: voilà les principaux incidents de la lutte

1. *Ib.*, L 71, p 436.

entre l'évêque et les chanoines. L'accord ne se rétablit entre les deux pouvoirs, leur entente ne fut parfaite que devant le décret de suppression des grands corps ecclésiastiques. Ils se trouvèrent réunis alors dans un commun refus de se prêter à l'exécution de la loi.

C'est dans la protestation remise, à ce moment, au district du Mans que les chanoines invoquèrent l'ancienneté de leur compagnie. Se flattaient-ils que l'argument aurait quelque poids sur des administrateurs investis du pouvoir exécutif ? Du moins à ces autorités nées de la veille, appuyées sur le terrain mouvant de la faveur populaire, mal assises en définitive, il suggérerait, non sans hauteur, qu'un pouvoir discuté et médiocrement affermi serait peut-être impuissant à jeter bas une institution plusieurs fois séculaire.

Rien jusque-là dans les rapports entre la puissante compagnie et le département n'avait fait pressentir une attitude si fière. Une courtoisie pleine de prévenances, d'égards réciproques avait présidé à leurs relations comme elle avait été en usage avec les représentants des anciennes juridictions : échevins, juges au présidial, à l'élection, etc... Si, au cours du siècle, le Chapitre avait montré une susceptibilité un peu ombrageuse, pour tout ce qui touchait sa dignité, il avait limité à deux points les mesures destinées à protéger celle-ci. Son action s'était bornée à ne pas déroger, par l'admission dans son sein d'ecclésiastiques peu qualifiés par leur rang social ; à empêcher aussi les empiètements de la collégiale voisine de Saint-Pierre-la-Cour.

Parce qu'elle portait le titre de « Sainte-Chapelle », qu'elle était protégée par le comte de Provence, prince apanagiste du Maine, cette dernière, en plus d'une circonstance, s'était posée en société sinon égale du moins à peu près indépendante. Après avoir marqué les distances, par

la concession d'un costume distinctif aux chanoines de Saint-Julien, Monseigneur de Grimaldi, avait engagé ceux-ci dans un procès contre leurs collègues et rivaux. L'initiative usurpatrice prise par ces derniers, lorsqu'ils avaient fait célébrer un service solennel à la mémoire de Louis XV, en avait fourni l'occasion.

Une intransigeance presque identique se révèle dans le soin jaloux avec lequel le Chapitre cathédral surveillait son recrutement. L'opposition faite à la nomination de l'abbé Desiles, aumônier de Grimaldi mais fils d'un chaisier de Saint Julien ; les brimades dirigées contre l'abbé Riballier, nommé chanoine serve sous la pression de M. de Rouillon (1), sont des témoignages indiscutables de cet ostracisme. Les murmures d'une partie des membres de l'illustre compagnie, « lorsqu'il avait été question d'avoir des chanoines dont la famille était de peu de chose », ne sont pas moins significatifs.

De cet exclusivisme apparent, le bas clergé ne semble pas avoir tenu rigueur aux chanoines. C'est que, malgré tout, ils n'étaient pas une association absolument réservée aux fils de la noblesse et de la haute bourgeoisie ; qu'un bon nombre de ses membres était pris en fait parmi les

1. *Chanoine serve* : titulaire de prébende, fondée en 1208 par le chanoine Jean de la Chapelle, pour suppléer les chanoines qui ne pouvaient remplir toutes les obligations de leur charge, faute d'avoir reçu les ordres sacrés. Le chanoine serve ne pouvait être que prêtre, ou diacre sur le point de recevoir la prêtrise ; il était rigoureusement tenu à la résidence ; il devait être toujours prêt à suppléer ses confrères, notamment dans la célébration de la messe pour les morts, qui devait se dire tous les jours après prime. (Cf. A. Bellée, *l'Ancien Chapitre cathédral du Mans*, p. 24.) — Pierre II Jacques René de Rouillon, lieutenant criminel en la sénéchaussée du Maine et siège présidial du Mans, maire du Mans en 1765. La seigneurie de Rouillon avait été acquise par sa famille, de l'abbaye de Beaulieu, au xvii^e siècle. (Cf. Pesche, *Dictionnaire historique... de la Sarthe*, t. IV, p. 668).

ecclésiastiques de la province ; que le mérite y donnait accès comme la naissance et la protection des grands. Enfin toute morgue était bannie d'ordinaire dans les rapports quotidiens entre les prêtres du haut-clergé et leurs inférieurs. Les accusations véhémentes du procureur des confrères de Saint-Michel, l'abbé Fouet, contre « l'odieux despotisme du corps cathédralitique », ne doivent pas donner le change. Des circonstances particulières et le moment où parurent ces dénonciations expliquent l'acrimonie de la requête à l'Assemblée nationale, où elles sont contenues. Depuis une soixantaine d'années les chanoines avaient entrepris d'obtenir du pouvoir royal la suppression de ce petit chapitre, que sa qualité de bas-chœur de Saint-Julien désignait comme une dépendance de leur compagnie. Leur objectif était de s'annexer la mense de cette modeste confrérie de prêtres et de clercs. Leurs convoitises avaient été contenues en échec, grâce surtout à l'appui de l'Hôtel de Ville du Mans. Les deux institutions étant menacées de disparaître, par suite de la Constitution civile, il était habile, de la part de la plus faible, de charger ses adversaires auprès de la Constituante comme de démontrer sa propre utilité. De là la violence, mêlée de modestie, du factum envoyé à l'Assemblée.

Une dernière cause achève d'expliquer la prestige du Chapitre Saint-Julien et les sentiments du clergé inférieur à son égard. Il s'agit du grand nombre de bénéfices qui relevaient de lui. Dans la seule ville du Mans, il nommait à une centaine de chapelles ou prestimoines, aux cures du Crucifix et de Saint-Gilles-des-Guérets. Il présentait encore à celle de Gourdain, et, alternativement avec les moines de Saint Vincent, à celle de Saint-Hilaire. Les chanoines choisissaient aussi leur doyen, en dehors de toute intervention épiscopale. Enfin sur les quarante paroisses de l'ancien diocèse, pour lesquelles ils jouissaient du pou-

voir de collation, trente-quatre appartenaient à la Sarthe. Leur droit de présentation s'étendait sur neuf autres.

A l'influence que le corps canonial tirait de cette situation privilégiée s'en ajoutait une autre ; il la tenait de sa double condition d'important propriétaire foncier et de gros décimateur, dans la plupart des mêmes paroisses. Quant aux droits seigneuriaux qu'il y conservait, il est difficile de démêler s'ils lui valaient encore quelque avantage moral, à la veille de la Révolution. La juridiction sur une partie de la ville du Mans n'était plus guère que nominale, à ce moment-là. La baronnie de Courgenard, les seigneuries d'Allonnes, Asnières, Bannes, etc., étaient à apprécier plus pour leurs produits réels que pour le prestige dont ils auréolaient encore notre Chapitre. La féodalité en général était en effet trop discutée, vers 1789, pour laisser une autorité sérieuse aux derniers seigneurs ecclésiastiques.

II

L'ancien diocèse du Mans comptait 732 paroisses (1). Il en fut distrait 324 par l'acte de délimitation du département, arrêté le 8 mars 1790 (2). Elles étaient destinées aux futurs diocèses de Laval, Blois, Chartres, Séez. Quatre cent huit étaient retenues pour la Sarthe, avec six succur-

1. Ce chiffre est celui de Pesche (*Dictionnaire historique de la Sarthe*, t. III, p. 106). Dom. Piolin (*Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 12) adopte celui de 733 paroisses d'après Cauvin (*Géographie du diocèse du Mans*, p. 138) ; mais le tableau que donne ce dernier auteur (*ibid.*, p. 138-139-153) n'en contient en fait que 730, celles de Souigné-sous-Vallon et Vilaines-sous-Lucé ayant été omises par inadvertance. Le nombre auquel il faut s'arrêter est donc réellement de 732.

2. C.-J. L'Hermitte, *Procès-verbaux de la formation de l'assemblée administrative du département de la Sarthe*, dans *La Révolution dans la Sarthe*, n° 21, p. 16, note 1, et 22, note 1.

sales (1). Trois du diocèse de Chartres — Champrond, Mel-
leray et Montmirail (2) — devaient s'y ajouter, ainsi que
que trente-trois autres à détacher du diocèse d'Angers (3).
Le groupement définitif ainsi constitué comprenait donc
444 paroisses et six succursales (4). C'est sur cet ensemble

1. L'ancien diocèse comptait neuf succursales. La Sarthe en con-
serva six. Ce sont celles d'Arnage, succursale de Pontlieue, dans la
Quinte du Mans; de Congé-les-Guérets, succursale de Vivoin, au
doyenné de Beaumont-le-Vicomte; du Creux, succursale de Brulon,
au doyenné de ce nom; de Saint-Rémy-de-Sillé, dans le doyenné
de Sillé-le-Guillaume, succursale de la paroisse N.-D. de la même
ville; de Saint-Antoine-de-Rochefort, succursale de Cherré, au
doyenné de la Ferté-Bernard. — On pourrait y ajouter Roezé devenu
simple succursale de la Suze. L'unique curé des deux communautés
résidait depuis longtemps dans cette dernière ville, avec le titre de
« curé de Roezé et la Suze ». Quelle que soit l'époque où Roezé per-
dit sa qualité primitive, au profit de l'agglomération voisine, le
Dictionnaire topographique... du Maine de le Paige (art. Roezé et
la Suze) fait foi qu'en 1772, date de sa publication, Roezé n'avait
plus qu'un simple desservant.

2. Th. Cauvin (*op. cit.*, p. 245) fait venir à tort ces trois paroisses
du diocèse de Blois.

3. Le total de 33 paroisses est emprunté à Pesche (*op. cit.*, t. I,
p. CCCCLXV et CCCCLXVII), à condition toutefois de compter les
communautés de Parcé et de Précigné, chacune pour les deux pa-
roisses qu'elle avait à la Révolution. Cauvin (*op. cit.*, p. 246 et 413)
réduit ce chiffre à 32. C'est qu'il néglige la paroisse de Mélinais, réu-
nie à Sainte-Colombe, en 1790 ». Cf. A. M. de la Flèche, *Répertoire
des baptêmes faits par la paroisse de St.-J.-B. de Mélinais, 1790, in
fine.*)

4. Malgré la contradiction apparente, il n'y a pas de désaccord
réel entre ce chiffre et celui de 424 communes, donné par Pesche (*op.
cit.*, p. CCCCLXVIII et suiv.) Le décompte, fait ici sous le rapport de
l'administration religieuse, est donné par cet auteur du point de
vue de l'administration civile. Or, pour celle-ci, la ville du Mans,
qui comprenait seize paroisses, ne formait qu'une commune. Pour
elle encore les deux paroisses de Château-du-Loir, Dangeul, Noyen,
Parcé, Précigné, Sablé, Sillé-le-Guillaume, sont réduites respective-
ment à une seule commune; Saint-Cosme est fusionnée avec N.-D.
de Vair, sous le nom de Saint-Cosme de Vair; Saint-Chéron avec
Mézières-sous-Lavardin. De même les succursales d'Arnage et de

que devait s'exercer la juridiction de l'évêque constitutionnel. A l'origine du moins et provisoirement, car le titre I de la Constitution civile (art. 15-18) ordonnait, dès juillet 1790, un remaniement de ces circonscriptions primitives, par dislocation, suppression et annexion d'un certain nombre d'entre elles.

Indépendamment de ces démembrements à venir, une délimitation ferme des territoires s'imposait. L'imprécision que signale Armand Brette, entre les bornes des provinces, se retrouvait entre maintes paroisses de la Sarthe. La Commission intermédiaire du Maine décidait, en décembre 1789, d'écrire au contrôleur général des Finances que la division des forêts ne pouvait être effectuée selon son désir, parce qu'il était absolument impossible de connaître les limites de chaque paroisse (1). En 1791, l'administrationregistra des contestations multiples, dans les partages des territoires entre communautés contiguës : les Mées et Courgains ; Brette et Saint-Mars-d'Outillé ; Sainte-Sabine et Mézières-sous-Lavardin, etc. Quarante-quatre paroisses du district du Mans étaient encore aux prises à ce sujet, en mars 1792. Le directoire alarmé observait que la confection des états de sections, empêchée par ces divergences de vues, allait faire accumuler deux années d'impositions sur les contribuables (2). D'autre part la confusion s'augmentait par la persistance du régime des tournes, en certaines régions : à Sainte-Cérotte et Saint-Gervais-de-Vic, pour le lieu de Villebautru ; entre Avesnes et Marolles-les-Braults, pour les communaux, etc.

Une distribution rationnelle de ces paroisses, calquée sur celle de l'administration civile, ne fut décidée qu'au

Congé-les-Guérets sont réunies aux paroisses de Pontlieue et de Vivion dont elles dépendaient, etc.

1. A. D., C 91, f° 72 v°.

2. *Ib.*, L 526, p. 329.

synode de 1800 (1); c'est celle qui fut adoptée pendant la période concordataire. Jusque-là le refus du serment par Monseigneur de Gonssans, les difficultés rencontrées par son successeur constitutionnel dans la réorganisation de son diocèse, firent maintenir l'ancien cadre des doyennés. Les 33 paroisses sorties de l'Anjou restèrent donc partagées entre les archiprêtres de la Flèche et du Lude. Parmi les 408 qui provenaient du Maine, le grand doyenné conserva les 43 relevant de la Ville et Quinte. Le grand archidiaconé garda celles de ses doyennés de Ballon, de Beaumont-le-Vicomte, de Sonnois, de Fresnay, de Lignières, à l'exception de quatre qui passèrent au diocèse de Séez. Les doyennés d'Oizé et de Château-du-Loir, dans l'archidiaconé de ce nom, ne furent pas entamés; mais celui de la Chartre perdit 11 sur 22 de ses paroisses, attribuées aux diocèses de Tours et de Blois, avec le doyenné de Trôo. Les doyennés de Montfort, Bonnétable, la Ferté-Bernard, Saint-Calais, dans l'archidiaconé de Montfort, cédèrent 11 paroisses au diocèse voisin. De tout l'archidiaconé de Passais, 28 paroisses seulement du doyenné de Sillé-le-Guillaume appartinrent à la Sarthe. Enfin, dans l'archidiaconé de Sablé, les doyennés de Vallon (31) et de Clermont (10) gardèrent seuls leur intégrité; à l'exception des paroisses de Gastines, Sablé, Solesmes, Souvigné, ceux de Sablé en deçà et au delà de l'Ouette entrèrent dans le diocèse de Laval; il en fut de même de sept des vingt-six paroisses ressortissant au doyenné de Brûlon.

Aussi bien toutes ces juridictions superposées disparurent du moment où la Constitution civile fut appliquée. Archidiacres et doyens ruraux cessèrent alors d'exercer les fonctions attachées antérieurement à leurs titres. Quant au clergé constitutionnel, il s'évertua en vain à constituer

1. *Extrait du procès-verbal du Synode des 23-25 septembre 1800*, pp. 61-64.

une hiérarchie un peu ferme, après le rétablissement de la liberté des cultes.

Le clergé paroissial. — Quatre cent quarante-six curés étaient préposés au gouvernement de ces quatre cent quarante-quatre paroisses ; car, dans la ville du Mans, le Crucifix et N.-D. du Pré avaient respectivement deux pasteurs. Le nombre des vicaires était sensiblement le même ; les paroisses qui en possédaient plusieurs compensaient et au delà le déficit provenant de celles qui n'en avaient pas. A côté d'eux les aumôniers des communautés et des hôpitaux, puis quelques principaux de collèges complétaient les cadres normaux du clergé séculier. Au degré inférieur appartenaient une centaine environ de prêtres habitués : chapelains, sur lesquels les titulaires de bénéfices se déchargeaient de leurs obligations, curés ou vicaires retirés. Vivant isolés dans les campagnes, les uns et les autres formaient des groupes plus importants dans les villes principales ; J.-P. Fleury en comptait une vingtaine à Mamers en 1780.

La condition matérielle de ces trois classes d'ecclésiastiques présentait des différences considérables. Celle des habitués était plus que modeste, quand elle ne confinait pas à la misère. Il était minime le traitement de l'abbé Rousin, titulaire d'une pension de 100 livres sur le séminaire de Saint-Charles, payé en outre 250 livres pour « dire la messe, les fêtes et les dimanches, dans la chapelle du Bois de Macquilly ». Malgré leur patrimoine, Nicolas Plu, ancien vicaire de la Bosse, et Jean Huteran, vicaire sacristain à la Ferté-Bernard, n'étaient pas plus riches, l'un avec les 150 livres que lui versait le même séminaire, l'autre avec les ressources qu'il tirait de la desserte de la chapelle Sainte-Barbe-de-Cornoue. Le maigre revenu de 300 livres, que percevait chacun des confrères de Saint-Michel, les eût condamnés à l'extrême

pauvreté, si la plupart d'entre eux n'y avaient pas joint la recette des chapelles, dont ils étaient titulaires. Encore cet appoint était-il quelquefois bien modique, puisqu'il ne s'élevait qu'à 28 livres 15 sols pour Jacques Cabaret; — à 66 livres 4 sols pour Julien Chereau; à 172 livres 16 sols pour Julien Rigault, chapelain de l'Hôpital général du Mans. Dans un si mince budget, il n'était guère possible de faire état de l'honoraire des messes, parce qu'il était de 12 sols l'une seulement et surtout parce qu'il était d'un produit trop incertain. Comment s'étonner dès lors du triste spectacle donné par ces parias du clergé; de leur avidité à saisir les occasions de grossir leurs recettes, riches sépultures ou somptueux mariages, de leurs compétitions enfin dans cette course au casuel? M. Grosse-Duperron a décrit le misérable état de ceux qui vivaient à Mayenne (1). Pour sombre que soit le tableau, les couleurs n'en sont point trop chargées, en ce qui concerne les habitués de la Sarthe.

La situation des vicaires était plus supportable. Même aux plus dépourvus, l'espoir d'obtenir un jour une cure, refusé à la classe précédente, inspirait de la patience et donnait courage. Des conditions meilleures adoucissaient aussi leur vie. Les paroisses n'étaient pas rares où le collège, à défaut de « la maison du vicariat », leur offrait une demeure leur appartenant en propre. Si le domaine adjacent était presque nul, du moins jouissaient-ils d'une demi-indépendance à n'être pas contraints de cohabiter avec leur curé. La plupart du temps ce dernier fournissait à ses auxiliaires la majeure partie de leur traitement; 150 à 500 livres leur revenaient de ce chef. Une fondation pieuse, pour assurer une première messe, ou quelque petit bénéfice augmentait leurs émoluments fixes. Pourtant, dans l'ensemble, ceux-ci

1. A. Grosse-Duperron, *l'Église de N.-D. de Mayenne*, t. I, ch. VII.

demeuraient insuffisants. Il fallait donc s'abaisser au rôle humiliant de solliciteurs et quémander la glane (1).

Ils ne dépendaient guère de l'évêque que pour recevoir de lui leurs pouvoirs. Choisis et rétribués par les curés, ils étaient à peu près complètement dans la main de ceux qui les avaient librement pris pour collaborateurs. Or le soin de leur temporel absorbait en grande partie l'activité des pasteurs ; le plus lourd poids du ministère retombait donc en général sur les vicaires. Avec leurs curés ils partageaient confessions et administration des sacrements ; alternativement avec eux ils vquaient à la prédication. Mais la plupart du temps, le soin des catéchismes leur incombait en entier. L'enseignement dans les écoles ne pesait guère que sur eux. Les obligations de certains s'aggravaient, dans les villes, de ce que la besogne était mal répartie. J.-P. Fleury a gardé le plus pénible souvenir de ce défaut d'organisation. Levé chaque jour à quatre heures, les baptêmes, confessions, catéchismes, visites des pauvres absorbaient ses loisirs ; or ceux-ci étaient rares pour un prêtre occupé à la formation de nombreux enfants destinés au sacerdoce. Le repos, la tranquillité qui lui étaient si nécessaires, la nuit, étaient souvent troublés par l'administration de l'extrême-onction à des mourants, qui n'étaient pas ses pénitents. C'est que « le clergé de Mamers, composé de douze prêtres, ne connaissait aucun ordre ; que chacun en faisait le moins qu'il pouvait » (2).

Plus d'une surprise attend celui qui étudie d'un peu près la condition matérielle des pasteurs de paroisse, dans la

1. *Glane* : épis abandonnés ou fruits que l'on glane. — Quête que font les sacristes et les bedeaux dans leurs paroisses, au jour de l'an et à Pâques, et pour leur propre compte... Cf. *Vocabulaire du Haut-Maine*, 291. — Autrefois, quête des vicaires.

2. J.-P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution*, p. 28.

Sarthe. L'insuffisance des revenus du bas-clergé, pris en bloc, sa pauvreté même sont passées en lieu commun. Sous ce rapport les cahiers de doléances du Maine ne démentent pas ceux des autres provinces. Or, en ce qui concerne les curés Sarthois, cette pauvreté était toute relative en 1789.

Pour dissiper sur ce point, le préjugé reçu, les déclarations, exigées des intéressés par la loi du 24 juillet/24 août 1790, seraient suffisantes. Mais, quoiqu'elles fournissent des renseignements précis et fondés, leurs conclusions ne sont point à accepter sans discussion. C'est que les revenus et les charges n'y ont point été évalués d'après des principes uniformes. Dans leurs recettes, certains curés ont fait entrer le casuel, malgré l'exclusion ordonnée par le décret précité. D'autres ont, à tort, évalué leurs aumônes parmi les obligations auxquelles ils auraient été tenus de par la loi. Les uns ont défalqué de leur produit brut les frais de réparation des immeubles ; les autres ont négligé d'en faire état, ou les ont calculés à des taux différents. L'on trouve là, par conséquent, la variété, la confusion, qui seront signalées dans les déclarations de biens des communautés.

Il est donc préférable de se reporter aux arrêtés, pris par le département, pour la fixation des traitements. Le contrôle des municipalités puis des districts, qui a précédé ces décisions, diminue les chances d'erreur. D'autre part l'adoption d'une base uniforme de supputation permet de comparer la recette nette des différentes cures, par suite de classer celles-ci d'après l'importance de leurs ressources. Encore est-il indispensable de remarquer que, dans le cas de cumul de bénéfices, la ventilation n'a souvent pas été opérée entre le produit de chacun ; que des conclusions successives ont quelquefois été adoptées par l'administration, pour la même cure. Ainsi les chiffres de 7.815 livres, de 6.657 livres 8 sols ont-ils remplacé tour à tour celui de

8.707 livres 76 sols 16 deniers pour Marolles-les-Braults. C'est sous réserve de ces observations que la classification ci-dessous doit être acceptée.

Les revenus nets de 384 cures seulement sont connus. Parmi les 60 dont on ignore le produit, la plupart ne laissaient sans doute qu'un revenu inférieur aux 1.200 livres fixées par la loi du 12 juillet/24 août 1790. Presque toutes les cures des villes étaient dans ce cas. Cent douze n'atteignaient pas ce minimum légal ; 123 rapportaient de 1.200 à 2.000 livres ; 90 de 2.000 livres à 3.000 livres ; 33 de 3.000 à 4.000 livres. Les 26 autres étaient de meilleur rendement. Parmi celles-ci, Bonnétable donnait 8.485 livres 11 sols ; Pincé, 6.464 livres 9 sols 6 deniers ; Congé-sur-Orne, 5 840 livres 18 sols 4 deniers ; le curé de Maigné recevait 5.581 livres 6 sols 8 deniers pour quatre bénéfices. Les deux cures de Parcé fournissaient un revenu total de 7.417 livres 1 sol 5 deniers ; celles de Sablé, 6.657 livres 7 sols 7 deniers ; celles de Dangeul 5.573 livres 8 sols 2 deniers ; Saint-Pierre-de-Précigné se montait, à lui seul, à 3.580 livres, etc.

Les conclusions de M. Armand Rebillon, pour les recteurs des districts de Rennes, Fougères et Vitré, sont donc applicables aux curés manceaux. « Depuis la misère de certains congruistes jusqu'à l'aisance largement assurée de certains décimateurs, on rencontre parmi eux, en définitive, tous les degrés de fortune... Entre les gros bénéficiaires et le prolétariat des vicaires et des plus pauvres recteurs, se révèle une nombreuse classe moyenne, une véritable bourgeoisie ecclésiastique, formée d'une notable partie des curés décimateurs... » (1)

De cette large aisance, de l'accroissement qu'elle avait

1. A. Rebillon, *La Situation économique du clergé, à la veille de la Révolution, dans les districts de Rennes....* p. C et CCXXI.

reçu au cours du XVIII^e siècle, les signes extérieurs abondent. On les trouve surtout dans les confortables maisons habitées par nos pasteurs et dont bon nombre avaient été refaites en entier, depuis une vingtaine d'années. Entre autres exemples, Jean Julien Gainé, curé de Saint-Jean-du-Bois, avait « fait rebâtir son presbytère par les fondements, d'avril 1783 à avril 1784 » (1). D'autres avaient été « reconstruits à neuf » : ceux de Beaufay et de Saint-Ouen-de-Mimbré; celui de la Chapelle-aux-Choux, en 1774; celui de la Chapelle-Saint-Fray, en 1775; celui de Saint-Georges-le-Gaultier, en 1776; celui de Saint-Mars-de-Locquenay, en 1784. Le 20 septembre 1779, le prieur curé de Domfront-en-Champagne profitait de la présence de Mgr. de Gonsans pour faire bénir sa nouvelle demeure, au milieu d'un clergé d'environ trente ecclésiastiques. C'était « un très beau presbytère, qui n'était clos et vitré que de la veille », et que venait de faire bâtir l'abbé Le Pelletier de Feu-musson, le futur député aux États généraux (2).

A l'exception du curé de Tuffé, avec son « manoir », aucun peut-être de ses confrères n'aurait pu comparer sa maison avec ce somptueux immeuble, aux spacieux appartements, aux chambres nombreuses, vastes et confortables. Néanmoins, outre les pièces indispensables : cuisine et décharge ou « lavanderie », salle à manger, chambre personnelle, beaucoup avaient un salon ; tous un nombre variable de chambres froides ou à feu, celles-ci situées le plus souvent au premier étage. Le pauvre logis du curé de Pezéle-Robert, où les planchers sont de terre battue, les cloisons de planches ou de colombage, la cuisine en même temps à usage de salle à manger, est probablement unique à cette époque (3).

1. A. M. de Saint-Jean-du-Bois, *État-civil*, 15 mai 1784.

2. A. M. de Domfront-en-Champagne, *État-civil*, 1779.

3. A. D., L 348.

Dans les paroisses rurales — et sur ce point l'accord reste complet avec M. Rebillon — la dîme constituait d'ordinaire le plus clair du revenu. A Bonnetable, elle était évaluée à 8.000 livres, pour une déclaration totale de 8.531 livres ; à Marolles-les-Braults, 6.500 livres, pour un chiffre global brut de 9.015 livres 16 sols ; à Brains, elle produisait 4.334 livres contre les 708 livres 14 sols 4 deniers du temporel. Le tableau très instructif des recettes des cures du district de Mamers, publié par M. G. Fleury, confirme amplement les quelques résultats indiqués ci-dessus. Sauf pour Thoigné et Saint Rémy-du-Plain, où les dîmes s'équilibraient à peu près avec les fruits du domaine, pour Nauvay, Blèves et Chassé, où elles étaient inférieures, il appert qu'elles formaient en général le meilleur produit des bénéfices curiaux (1).

Que sa perception fût affirmée — et c'était le cas le plus fréquent — ou effectuée directement par les ayants-droit, c'était toujours en nature que cet impôt parvenait aux curés. Cette particularité, le fait aussi qu'ils faisaient presque tous valoir les terres, prés, bois et vignes qui constituaient leur temporel, conditionnent à la fois leur habitation et leur mode d'existence.

Sous la « maison manable » ou principal corps de logis, des caves, pour les vins provenant du domaine ; au-dessus, des greniers qui renfermeront les grains jusqu'à l'époque de leur vente. De toutes les dépendances, la plus considérable est l'ample grange dimeresse. Là seront déposées provisoirement les dîmes vertes ; resserrés les foin ; entassées les gerbes ; battus, triturés et vannés blés, orges, avoines ; ramassés les chanvres, en attendant leur broyage. Dans son prolongement ou en retour d'équerre,

1, G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*, t. III, p. 4-10.

sont édifiés le « bussard » ou cellier, avec pressoir ; le fournil pour boulanger et cuire le pain ; les écuries pour le « coursier » du maître de maison et ses chevaux de trait. Les toits à porcs voisinent avec les étables, où s'abritent les vaches que nourrit le domaine. Une large cour entourée de murs, contient l'ensemble, et quelquefois jardins et vergers avec lui.

Dans l'enclos, un logement a été prévu à l'usage des domestiques. Pour le temps de la récolte, de nombreux travailleurs sont temporairement indispensables : huit métiviers et trois tireurs de dîmes, à Chauffour (1) ; dix femmes pour scier le blé et cueillir le chanvre, à Mareil-sur-Loir (2). Six hommes et autant de chevaux ont été employés à ramasser la dime de Saint-Ulphace, en 1790 (3). Le curé de Neuvy-en-Champagne a payé, cette année-là, pour recueillir la sienne, trois cent trente-cinq journées d'hommes et de chevaux et deux cent quatre-vingt-dix-huit autres, pour ensemençer son temporel, en faire la récolte, opérer le trituration des grains (4). La présence de tout ce monde de « journaliers » ou tâcherons ; le va-et-vient continu des fermiers, des bordagers, qui livrent eux-mêmes leurs dîmes ou emmènent les pailles qu'ils ont rachetées ; les soins du bétail et de la basse-cour exigent le concours permanent d'un personnel fixe. Celui-ci comprend, à Coulans, « deux domestiques, dont l'un expérimenté particulièrement à remuer, venter, cribler les grains et les mettre en état d'être vendus » ; une cuisinière et une vachère leur sont adjoints. Le plus souvent un ménage remplit tout l'emploi. L'homme suffit aux gros travaux du domaine ; la femme a

1. A. D., L 341.

2. *Ib.*, L 347.

3. *Ib.*, L 350.

4. *Ib.*, L 348.

l'entretien du bétail et la charge de nourrir les auxiliaires étrangers. Qu'elle soit jeune, alerte, vigoureuse, la lourdeur de sa tâche le rend nécessaire. Aussi comprend-on l'opposition des curés, quand Mgr de Goussans prétendit défendre d'avoir des servantes au-dessous de quarante-cinq ans ; leurs « justes objections » ; leur insistance à « faire voir l'impossibilité où ils seraient de faire valoir leurs cures », si la prohibition recevait l'approbation du synode (1).

Quel contraste entre cette maison curiale et le presbytère de « l'homme d'œuvres » des dernières années du XIX^e siècle ! La distance est grande aussi de ces curés « demi-bourgeois » demi-fermiers, qui ne portaient guère l'habit ecclésiastique qu'à l'église, aux desservants tels que les avaient faits cinquante ans de concordat : modestes rentiers préoccupés surtout de ménager leur tranquillité, ou petits fonctionnaires conduisant de haut leur paroisse. Insouciant ou absorbée par les intérêts temporels, l'existence d'un trop grand nombre de pasteurs, à la veille de la Révolution n'évoque-t-elle pas spontanément le tableau que M. André Chevrillon a tracé de celle du Rév. Abraham Plymley ? « Six jours sur sept il cultive sa terre, roulant lentement dans sa tête des images de fumures, de labours, de moissons ; sur le tard, le samedi soir, il se rappelle ses devoirs de pasteur (2) ». « Je trouvais à Nouans, écrit Besnard, tous les avantages que j'avais pu désirer : revenu plus que suffisant ; liberté et indépendance, presbytère vaste, grand et bon jardin à moitié entouré de pièces d'eau empoissonnées, une exploitation agricole toute montée, une population peu nombreuse, une contrée fertile et plantée comme un jardin » (3). Combien de nos curés

1. A. M. de la Guierche, *État civil*, 1788.

2. André Chevrillon, *Syndney Smith*, p. 282.

3. Cf. Besnard, *Souvenir d'un nonagénaire*, t. I, p. 287.

lui ressemblaient, dont l'idéal s'était abaissé par un contact trop prolongé avec la terre, par la fréquentation trop exclusive des seigneurs et des principaux habitants de leurs communes, chez qui le couvert était habituellement mis ! La perspective de rompre brusquement avec cette vie facile obscurcira les pensées de plus d'un et fera fléchir les résolutions, quand sonnera l'heure de prêter le serment.

III

Quelle est la valeur morale de ce clergé ? L'on vient d'insinuer que le désintéressement, la fermeté de caractère n'était pas l'apanage de l'universalité. Faire cas, dans le jugement à porter sur ses mœurs, des scandaleuses *Matinées de l'ex-curé de Champagné* (1) serait à tout le moins imprudent. L'anonymat de ce factum, son cynisme même en rendent l'origine suspecte ; il n'est probablement qu'un pamphlet insidieux contre le clergé. Fût-il sorti de la plume d'un prêtre qu'il serait impossible de tirer argument de là contre la moralité des curés sarthois. Les trop nombreux mariages de prêtres, dans la sinistre période de l'an II, ne fourniraient pas non plus une preuve contre l'ensemble, en raison des circonstances où ils furent contractés. Tout au plus, des aveux impudemment criés par quelques malheureux, des révélations qu'ils ont crument faites touchant leur vie antérieure, doit-on conclure à des désordres qui furent rares. La dignité de vie de la masse reste hors de cause. Le plus éloquent hommage rendu à sa vertu lui vient des cahiers de paroisses. Aussi bien que l'absence totale de critique, l'unanimité dans les protestations de

1. *Matinées de l'ex-curé de Champagné*, 30 pages, in-8°, Genève.

respect, d'estime, de sympathie est un des plus beaux titres de gloire de ces pasteurs.

Au regard de la discipline ecclésiastique, l'extrême liberté dont jouissaient les curés manœuvres est devenue difficile à apprécier exactement ; le changement introduit dans les mœurs par un siècle de centralisation concordataire rend malaisé un jugement équitable à ce sujet.

Ils ignorent Rome, plus qu'ils ne la méconnaissent ; ils ne songent guère à revendiquer contre elle les droits de l'État ni même les libertés de l'Église gallicane. Ils se reposent sur les Assemblées générales du clergé, auxquelles ils ne sont point conviés, pour défendre ses franchises, s'il en est besoin. Quelque éclairés qu'ils soient, ils abandonnent aux Universités où ils ont pris leurs grades les discussions sur la nature de la primauté pontificale, sur l'extension des pouvoirs respectifs du siège apostolique et des conciles généraux, etc. Pratiquement, pour la plupart d'entre eux, les travaux du ministère, la gestion de leurs biens ont relégué ces questions parmi les exercices d'école. Ils s'en souviendront seulement, et pour garder la liberté de leur jugement, le jour où le Souverain Pontife voudra leur imposer une attitude hostile à la Constitution civile. D'ailleurs ils sont unanimement attachés en principe à la chaire de Pierre ; ceux-mêmes qui prêteront le serment ne seront pas les moins énergiques à protester de leur volonté de ne pas rompre avec elle. Enfin le silence absolu qu'ils gardent tous à ce sujet, dans la rédaction de leurs doléances, témoigne encore de l'orthodoxie de leurs sentiments. Il contraste vivement en effet avec leurs ambitions en ce qui concerne les prérogatives de l'évêque, des chanoines et des réguliers. Rien n'indique donc chez eux la moindre tendance séparatiste et, s'ils inclinaient consciemment ou non vers quelque erreur touchant à la constitu-

tion de l'Église, il appert que ce serait vers une sorte de presbytérianisme mitigé.

De leur indépendance à l'égard de l'évêque, il a été dit un peu plus haut en quoi elle consistait et ce qui la fondait. Leurs rapports avec les Chapitres accusent nettement chez eux une volonté ferme, persévérante, de détendre, sinon de briser les liens traditionnels qui les entravaient. Ces intentions ne s'étalèrent pleinement que dans les réunions où furent élus les députés aux États généraux ; mais elles s'étaient manifestées plus d'une fois auparavant. Dans ce synode de 1788 qui est comme le prototype des assemblées de mars 1789, le clergé inférieur formula, avec une insistance marquée, une réclamation qu'il renouvela explicitement dans son cahier de doléances. Sa prétention, inouïe en ce siècle hiérarchisé, ne tendait à rien moins qu'à bouleverser l'ordre ecclésiastique établi. Elle eût abouti que nos curés auraient obtenu le pas sur les Chapitres. Leur pression fut telle que, sans l'inclémence du temps, ils auraient refusé de précéder les confrères de Saint-Michel, dans la procession extérieure qui devait clore le synode (1). Le Chapitre cathédral resta cette fois à l'abri de leurs atteintes. Mais ce qu'ils n'osèrent pas alors contre la puissante corporation, ils l'avaient tenté, quelques années plus tôt, contre ses membres pris individuellement. Le 28 mars 1782, une assemblée du clergé s'était réunie pour nommer deux députés à la Chambre ecclésiastique. Les deux élus furent les chanoines Chesneau de la Drouerie, doyen de Saint-Pierre-la-Cour, et Marin Huet, du Chapitre Saint-Julien. Les choix se firent sans difficulté. « Mais M. Desbois, curé du Crucifix, et plusieurs autres représentèrent à Mr l'Évêque et même requirèrent que la première place qui viendrait à vaquer serait pour

1. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 168.

un curé de la ville ». Cette réquisition dut être inscrite au livre des délibérations de la Chambre, avec ce considérant significatif que, « pour représenter tous les curés du diocèse qui composaient le plus grand nombre de bénéfices, il était juste qu'il y eût plusieurs d'entre eux en ces places » (1). L'occasion, manquée cette fois, se retrouva en 1786. L'abbé Buon, curé de Saint-Hilaire, fut alors élu syndic du clergé — « la plus belle place du diocèse » — contre le vicaire général Duperrier-Dumourier, candidat des chanoines (2).

S'affranchir des moines, auxquels ils disputent leurs dîmes ; de l'évêque, dont ils cherchent à restreindre les pouvoirs juridictionnels ; des Chapitres, auxquels ils contestent leurs privilèges : ainsi se résument les tendances de nos curés, à la veille de la Révolution.

Le vrai mal qui ronge ce clergé c'est, en définitive, un individualisme poussé à l'extrême. Pour des raisons multiples, il n'y a pas ou il n'y a plus de respect de la hiérarchie ; les supérieurs sont sans autorité et les inférieurs sans subordination. Au zèle pour la conquête des âmes s'est trop souvent substitué l'esprit de coterie ; à la place de la cohésion, qu'il eût fallu opposer à l'envahissement de l'esprit philosophique, l'on trouve fréquemment de mesquines divisions sur des questions d'intérêts, d'ambition ou de vanité. Contre l'ennemi qui s'infiltré, qui gagne chaque jour de nouvelles parties de l'opinion, les intelligences ne semblent pas songer à faire bloc ; les volontés, occupées par ailleurs, n'ont guère d'autre souci que de faire appel à un protectionnisme qui se refuse.

Au lieu de prétendre instituer la guerre à la pensée, à coups de textes législatifs, n'eût-il pas été opportun de faire

1. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 31.

2. *Ibid.*, p. 139.

cesser le spectacle de divisions affligeantes, de montrer moins d'âpreté à soutenir des intérêts secondaires et trop terrestres, de faire preuve en un mot de plus de vertu et d'esprit évangélique ? C'est du moins l'avis d'un certain nombre de prêtres et non des moindres, qui ne se rencontrent pas seulement dans les rangs des futurs constitutionnels. « Ministres de Jésus-Christ, écrit le chanoine Savare, que nous étions coupables ! L'esprit de prière, cette ferveur recommandée par les prophètes, n'était plus notre apanage ; nous ne comptons plus que le revenu de nos bénéfices ; nous n'en considérons pas les obligations. Nous n'étions plus que des chiens muets, *non valentes latrare* ; nous étions pour le peuple souvent un objet de scandale plutôt qu'un sujet d'édification » (1).

L'attachement ferme à un corps de doctrine unanimement accepté aurait pu maintenir l'unité menacée. Mais, en 1789, sauf sur le terrain strictement dogmatique, l'union n'existe pas réellement. Entre futurs constitutionnels et réfractaires de demain il n'y a pas de différence de sentiments sur ce qu'ils appellent « le dépôt sacré » et que nous nommons le dogme pur ; mais que de divergences d'opinions quand il s'agit des théories sur la constitution sociale de l'Église, sur les limites de ses pouvoirs et les droits de la hiérarchie ! Que de discussions ouvertes, de contradictions élevées dans la conduite pratique de ces prêtres, à l'égard des mesures prises par leur évêque particulier ou même par le Souverain Pontife ! Le temps n'est pas éloigné où l'un d'eux, stigmatisant ces oppositions chez les insertementés, tracera de leurs déchirements un lamentable tableau. « Par suite de leurs dires, ils ont recommencé et réparé toute la besogne des conformistes ; les uns ont rebaptisé, les autres n'ont suppléé que les cérémonies... ;

1. Chanoine Savare, *Mémoires inédits*, chap. II.

tous ou presque tous ont renouvelé les mariages célébrés par les assermentés...; ceux-ci ont reconfessé simplement, ceux-là reconfessant ont exigé qu'on leur promît de ne point aller à nos messes, au cas que nous reprissions nos fonctions... (1) » Il est plus près encore le moment où les ultramontains, les derniers jansénistes, les tenants du gallicanisme aussi bien ecclésiastique que parlementaire — car celui-ci même a de nombreux adhérents dans le clergé — se heurteront dans un furieux conflit d'opinions.

Tout d'abord les prétentions des curés à restreindre le pouvoir épiscopal, chuchotées timidement jusqu'en 1789, hautement proclamées dans l'Assemblée préparatoire aux États généraux, vont se faire impérieuses et agressives. Réclamer, dans l'ordre administratif ecclésiastique, la liberté de choisir leurs vicaires et celle de refuser les candidats que les prélats voudraient imposer *invito parcho*, tel est le terme extrême des exigences formulées dans le cahier des doléances du clergé manceau (2). Deux ans après, les pasteurs du second ordre frappés de suspense resteront en fonctions; ils investiront leurs collaborateurs de pouvoirs de juridiction (3), que le droit canonique leur interdit de conférer sous peine d'invalidité. Il est vrai que les plus hardis des gallicans jureurs iront seuls jusqu'à ce point; les plus timorés resteront en deçà. Ceux-ci reconnaîtront bien à l'État la puissance de légiférer souverainement en matière de discipline religieuse, que les ultramontains continueront de lui dénier; mais ils se refuseront à communiquer *in divinis* avec les intrus. Entre le groupe des prêtres qui adhéreront pleinement à la Constitution civile

1 *Mémoire justificatif de F.-G. Besnard*, p. 69.

2. *Cahier des doléances et souhaits du clergé de la sénéchaussée du Maine*, ch. V, art. 8.

3. Cf. *Adresse à tous les fidèles qui veulent persévérer... particulièrement pour ceux du diocèse du Mans*, p. 10.

et celui des opposants, ils se tiendront dans une sorte de *semi-constitutionnalisme*, position également éloignée de l'acceptation complète et du rejet total de la législation ecclésiastique nouvelle. Mgr de Jouffroy-Gonssans interdit-il d'entrer en relations avec les usurpateurs, dans l'exercice de leurs fonctions, par l'assistance à la messe et à leurs offices ? Ils lui obéiront, quoiqu'ils aient juré malgré ses instructions. Mais, à côté d'eux, des intransigeants renchériront sur la défense épiscopale ; ils refuseront jusqu'aux rapports de la vie ordinaire même avec les simples conformistes (1). Par contre des hommes d'ailleurs éclairés et fermes enfreindront les ordonnances épiscopales. Le curé de Boessé-le-Sec, qui se sera dérobé devant l'obligation du serment, laissera ses paroissiens assister à la messe de l'intrus, sans inquiéter leur conscience (2). L'abbé Lochery, vicaire rétracté de la Flèche, communiquera avec les assermentés et assistera exactement à tous leurs offices (3).

A vrai dire, il n'est pas indispensable d'anticiper sur les événements, comme on vient de le faire, pour découvrir ces divergences doctrinales, dont la Petite-Église sera la dernière manifestation. Au cours du XVIII^e siècle, le Jansénisme a semé, un peu partout à travers le Maine, son esprit d'insubordination et les germes de discorde, qui se développeront en 1791. M. Grosse-Duperron en a signalé quelques effets, dans une des villes de l'ancien diocèse qui appartient aujourd'hui à la Mayenne (4). Une de nos paroisses fournit, sur ce sujet, des renseignements à la fois plus précis et plus directement intéressants pour nous.

Une mission donnée à Assé-le-Boisne, en 1723, par les capucins d'Alençon, fit surgir, entre eux et le curé Leur-

1. Cf. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. II, p. 36 et 131.

2. A. D., L 374.

3. *Journal général du département*, n° 19 (10 juillet 1791), p. 150.

4. A. Grosse-Duperron, *l'Église Notre-Dame de Mayenne*, t. I, p. 116.

son, une curieuse polémique : la conduite à tenir envers les Jansénistes avérés en fait tout l'objet. Dans les lettres échangées par les adversaires, l'on retrouve les caractères principaux de la lutte entre conformistes et insermentés, sur la communication *in divinis*: même opposition de principes, même antagonisme de conduite. Un prêtre nommé Maignée, originaire d'Assé et demeurant au collège de Navarre, à Paris, s'était rangé parmi les appelants de la bulle *Unigenitus*. Le P. Tranquille, directeur de la mission, déclara en chaire que, cet ecclésiastique étant schismatique notoire, les fidèles ne devaient « ni assister à sa messe ni recevoir les sacrements de sa main, même à l'article de la mort ». En vain le curé objectait-il que l'évêque du Mans ne lui ayant pas interdit de célébrer la messe, les paroissiens ne pouvaient être taxés de péché s'ils y assistaient ; son adversaire ripostait inlassablement que l'indulgence épiscopale ne saurait les disculper. Il entreprenait même d'établir, à grand renfort de textes dogmatiques, « qu'on devait sortir de l'église lorsqu'il célébrait » (1). Quel précieux document pour la connaissance des dispositions d'une partie de notre clergé est encore le testament du P. Palémon Gallot, dernier prieur des Camaldules de la Flotte, décédé le 15 mai 1767, « aimé et regretté universellement pour ses vertus et mérites » ! « Je déclare, écrit-il, qu'ayant toujours vécu dans une entière soumission à l'Église catholique, apostolique et romaine, je veux lui demeurer fidèlement soumis. Je crois tout ce qu'elle croit ; je condamne tout ce qu'elle condamne..., rejette par conséquent la Constitution *Unigenitus*, qui n'a été jusqu'à présent, dans l'Église comme dans l'État, qu'une source de troubles et de divisions » (1).

1. Arch. de M. l'abbé Prud'homme, *Lettres du curé Leurson et des capucins d'Alençon*. Lettre VII.

2. [Minute du] test. du P. Gallot, (Chartrier de M. le comte de Partz).

Ce sont sans doute uniquement des faits particuliers qui viennent d'être allégués : on les grossirait facilement des noms de quelques ecclésiastiques ; regrettons plutôt que l'histoire nous manque de la diffusion de la secte à travers le diocèse et de l'influence qu'elle y prit. En attendant que l'érudition projette sur ces ténèbres la lumière de conclusions motivées, il est légitime de supposer que les doctrines jansénistes furent largement répandues chez nous. Cette conjecture a pour elle mieux que le mérite de la simple vraisemblance, si l'on se rappelle combien le collège de l'Oratoire du Mans, fut florissant au XVIII^e siècle. Par la masse des élèves, qu'il recrutait dans la bourgeoisie de toute la province, il semait dans les classes élevées l'esprit et les pratiques du Jansénisme ; par l'enseignement qu'y recevaient les étudiants de théologie, c'était notre clergé qui s'imprégnait de ses principes réprouvés. Quant à l'attachement des maîtres aux idées dont il s'inspirait, la conduite d'un Grimaldi, par ailleurs si dégagé des soucis de sa charge épiscopale, suffirait à la faire préjuger, à défaut d'autres témoignages contemporains. Le P. Roy, professeur de philosophie et le P. Perrier, professeur de théologie, ayant été surpris, celui-là à faire soutenir une thèse de morale condamnée, celui-ci à dicter un traité de la grâce contraire à l'orthodoxie, l'évêque demanda leur remplacement. Après avoir fait le geste d'abandonner ces compromettants personnages, leurs supérieurs les couvrirent ; il ne fallut rien moins que le transfert des cours de théologie aux Lazaristes et les nombreuses démarches de l'évêque à Paris pour les évincer définitivement (1). Quoi qu'il en soit de ces incidents, qui firent scandale au Mans, on retrouverait facilement croyons-nous des traces de si

1. Cf. J. P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution*, p. 8-10. — Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. I, p. 169-171 ; 173 ; 179-180 ; 182 ; 187.

funestes leçons, dans le clergé manceau, au commencement de l'ère concordataire. Il serait possible en effet d'établir, par la similitude des principes et l'analogie des règles de conduite, une véritable parenté intellectuelle entre les derniers Jansénistes connus chez nous et ceux de nos prêtres qui adhérèrent à la Petite-Église.

Les tendances divergentes, que l'on a coutume de rassembler sous le nom général de gallicanisme, devaient également aboutir logiquement aux différences de conduite que nous avons signalées plus haut ; logiquement aussi la situation intermédiaire que l'Église gallicane tenait entre Rome et Versailles, comme on disait alors, c'est-à-dire entre l'Église et l'État, devait entraîner scission dans le clergé de France, lorsque sa condition privilégiée viendrait à cesser. Quelle que fût sa dépendance des deux pouvoirs souverains entre lesquels il se mouvait, celui-ci jouissait en réalité d'une grande liberté par rapport à l'un et à l'autre. Il entretenait auprès du roi un agent général, sorte de ministre sans portefeuille ; il avait des assemblées périodiques, où il fixait la quotité de l'impôt qu'il paierait au Trésor ; il maintenait avec tenacité le principe que la contribution ainsi fournie par lui était un don volontaire spontanément consenti. Sa situation politique de premier corps de l'État, sa fortune considérable, le nombre de ses Universités et la science de leurs membres en faisaient une corporation très influente, qui occupait une place immense dans l'ordre social ancien, une force qu'il était difficile de plier.

Son indépendance de Rome n'était pas moins grande. Il était prompt à faire appel aux libertés de l'Église gallicane, savait rappeler que les Bulles papales n'avaient d'autorité en France qu'après leur enregistrement ; il n'admettait pas l'infailibilité du Pontife suprême ; il professait enfin que

les décisions prises par Rome ne trouvaient leur valeur absolue et définitive que dans leur ratification par l'Église universelle.

Comment s'étonner, avec de semblables doctrines, que la condamnation de la Constitution civile ait produit peu d'effet sur nos ecclésiastiques, qu'ils se soient séparés sur les questions capitales du serment et de l'intrusion, suivant le tour de leurs esprits, les tendances de leurs caractères ou leurs intérêts présumés? Quand fut supprimé l'état résultant du concordat de 1515, rien ne restait, ni doctrines, ni influence hiérarchique, qui pût les orienter tous dans une direction unique. Pour peu que certains eussent reçu les ordres sacrés, plutôt par volonté de leurs familles ou désir de se faire une situation que par inclination personnelle, ils devaient fatalement, le jour où serait bouleversé tout l'ordre ancien, renoncer à leur ministère et se tourner vers d'autres carrières. Quelques-uns même avaient pu avoir une vocation réelle, qui, l'ayant laissée entamer par l'esprit du siècle, seraient naturellement amenés à suivre les autres dans leur apostasie.

IV

Le peuple manceau accepte ce clergé tel qu'il est; il l'estime; il l'aime et veut le conserver. Sur tous ces points, les cahiers des doléances des paroisses du Maine sont unanimes. Si des réformes sont désirées dans les institutions ecclésiastiques, elles ne visent guère la situation des pasteurs des campagnes que pour l'améliorer, la rehausser, grandir leur autorité. Comment expliquer cette universelle sympathie, l'attachement général des fidèles pour leurs curés?

Dans certains cas par la douceur, l'aménité de caractère, la dignité de vie des individus. Le curé de Saint-Calais, Nicolas Drouelle, demande-t-il d'habiter à l'Hôtel-Dieu de la ville, parce que le refus de serment l'oblige de quitter son presbytère? La municipalité regrette que les circonstances rendent cette faveur impossible. Mais elle proteste que « sensiblement affligée de perdre son pasteur, auquel elle est attachée, elle se fera le plus grand plaisir tant qu'il sera en son pouvoir, de lui offrir un logement à l'abbaye » (1) Le 25 mai 1791, les électeurs du district de Sablé choisissent l'abbé Rouillard, vicaire de Saint-Christophe-en-Champagne, pour remplacer le curé insermenté de Brûlon. Ce qui le désigne aux suffrages c'est « son amour pour le public et particulièrement pour la classe indigente. » Aussitôt les habitants de Brûlon s'abouchent avec lui. Ils le recevront avec d'autant plus de plaisir qu'il est « le seul capable de remplacer Messieurs Beucher, curé et vicaire de leur paroisse, qui se sont toujours conduits d'une manière irréprochable et à faire regretter que leurs opinions religieuses n'aient pu s'accorder avec les décrets de l'Assemblée nationale, sur la Constitution civile » (2). Michel-Geoffroy Mauny, curé de la Couture, meurt en 1786, « aimé, craint et respecté de sa paroisse, où il faisait beaucoup de bien » (3); l'abbé Huard son successeur pourra-t-il égaler sa réputation? Il conquiert si bien les sympathies que l'on retrouvera à grand-peine, cinq ans plus tard, un prêtre sermenté pour le remplacer; que les trois premiers élus se récuseront; que l'intrus Maguin ne put se dispenser de faire un vif éloge de son administration, le jour où lui-même fut installé.

1. A. M. de Saint-Calais, D. II, n° 206.

2. A. M. de Brûlon, D I, f° 71.

3. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 138 et 253.

La cause la plus générale de la popularité des pasteurs ruraux est leur bienfaisance. L'exemple de J.-P. Fleury, « dimant les garçons au troisième » dans une famille de quinze enfants, est évidemment resté isolé. Rares aussi sont sans doute ceux qui distribuent jusqu'au tiers de leur revenu, comme le fait le curé de Villaines-sous-Malicorne, « à raison du grand nombre des pauvres et de leur grand besoin » (1). Mais le chiffre élevé des curés qui inscrivent leurs aumônes parmi les charges de leurs bénéfices atteste leur charité (2). A la veille même de la Révolution, les *Affiches du Maine* citaient, avec une admiration mêlée d'attendrissement, un trait de cette bienfaisance. Le curé de C..., après avoir secouru, le 5 janvier 1789, trente-cinq à quarante pauvres, envoya vendre au Mans sa montre et les boucles de ses souliers ; le lendemain, il en distribuait le montant aux malheureux, revenus solliciter son assistance (3). Quelques mois plus tard les habitants de Tassé rendaient hommage à l'abbé Graverang, dans leur Cahier de doléances. « Les manœuvres et journaliers de la paroisse, disaient-ils, ne subsistent en partie que par les aumônes d'un curé à qui la médiocrité de son bénéfice ne laisse souvent que des désirs impuissants » (4).

Déjà remarquable et par le nombre de ceux qu'il exerce et par la multitude des infortunes qu'elle soulage, la charité des pasteurs manœuvres a d'autres caractères à noter. Sa prévoyance judicieuse d'abord et le soin qu'elle prend, par endroits, de secourir l'incapacité de travail : le souci qu'elle a aussi d'ajouter à l'assistance matérielle les œuvres qui

1. A. D., L 350.

2. Cf. *Ib.*, L 340 (Brains) ; L 345 (Le Luart) ; L 350 (Thorigné) ; etc.

3. *Affiches du Maine*, n° 3 (19 janvier 1789), p. 12.

4. Bellée et Duchemin, *Cahiers de plaintes et doléances...*, t. IV, p. 162.

élèveront le niveau intellectuel et moral des campagnes.

De là les multiples institutions qu'elle fonde, les ressources qu'elle assure à celles qui existaient antérieurement. C'est ainsi qu'en 1762 le curé de Châtillon, Louis Fresneau, lègue 2.000 livres d'argent à l'hôpital de la Maladrerie, à la Chartre-sur-Loir (1). Ainsi encore l'abbé Lorient de la Borde, mort curé de Marolles-les-Braults, fonde une école de charité à Montilliers (Maine-et-Loire), sa première paroisse. En 1783, il établit à Marolles des sœurs de charité, qu'il charge de l'enseignement et du soin des malades. Successivement il achète pour elles, la maison de Belle-Vue, pour 1.200 livres, puis divers immeubles dont le prix s'élève à 10.818 livres. Afin d'assurer l'entretien des religieuses, il leur constitue encore une rente de 400 livres sur le clergé de France, par le versement d'un capital de 10.000 livres. Ses dispositions testamentaires leur laissent enfin une somme de 10.110 livres. Entre temps il « destinait 15.000 livres aux pauvres du Mans pour aider à leur faire apprendre des métiers » (2).

Les fondations d'écoles, au XVIII^e siècle, témoignent d'une égale sollicitude pour les enfants des familles indigentes. En 1772, M^e Le Joyant, curé de la Quinte, établit deux écoles de charité, dans sa paroisse ; l'enseignement devait y être gratuit pour les pauvres. En 1784, M^e Rouilly du Clos, curé de Saint-Germain-de-la-Coudre, institue une école semblable, avec charge pour les sœurs, « de montrer aux jeunes filles pauvres à lire, écrire, calculer et de les instruire surtout des principes de leur religion ». Les clauses analogues se retrouvent plus ou moins explicitement dans toutes les fondations d'écoles. Celles-ci sont particu-

1. Abbé L. Denis, *Histoire de la ville et du château de la Chartre*, p. 170 (in-8°, la Chartre. J. Moire, 1901).

2. H. Chardon, *Histoire religieuse de Marolles-les-Braults*, p. 74 et 89-95.

lièrement nombreuses depuis 1700. L'ouvrage de M. Robert en signale une trentaine, dans cette période, pour le nord-ouest de la Sarthe seulement ; sur ce total, vingt-une étaient dues, en tout ou en grande partie, à la générosité des pasteurs manceaux. L'intervention de Mgr de Tressan, l'ordre qu'il donnait à tous ses curés et doyens, par le statut de 1672, de créer dans leurs paroisses au moins une école pour les garçons et une autre pour les filles produisait ses fruits (1)

Le prestige qui rejaillit sur les curés sarthois d'un exercice de la charité si général, si actif, ajoute à l'autorité qu'ils tiraient de leur culture intellectuelle et des services qu'ils rendaient par elle. Il se mêle aussi étroitement à l'influence politique dont jouissait le corps entier du clergé. Ce n'est pas seulement ni même surtout à sa condition de premier ordre dans la société ancienne qu'était due cette influence. Elle tenait plutôt aux liens étroits qui unissaient l'Église et l'État, à la double qualité de ministres du culte et de fonctionnaires publics que cette union conférait aux mêmes individus. Les mariages qu'ils célébraient sont à la fois sacrements et contrats pour l'ordre temporel. Ce double caractère, spirituel et légal, est attaché également aux baptêmes qu'ils administrent et aux sépultures qu'ils font. Les registres aussi, où ils inscrivent ces actes essentiels de la vie, servent d'état civil comme ils remplissent les conditions du *Liber status animarum*. Même quand la loi du 20 septembre 1792 aura séparé ces attributions, l'idée de l'ancienne fusion survivra longtemps dans les imaginations. Le choix des curés pour officiers publics, dans la très grande majorité des communes, leur maintien dans cette fonction, jusque vers la moitié de l'an II, témoignent de la persistance de ce souvenir. Enfin leur

1. F. Robert. *L'instruction au XVIII^e siècle dans les anciennes paroisses de la circonscription primaire de Sillé-le-Guillaume.*

rôle d'auxiliaires officiels des médecins ajoutaient à cette influence. (1)

Ainsi s'expliquent, pour une bonne part, l'attachement de la population à ses curés; les pétitions qu'elle fera, en 1791 et 1792, pour les conserver; sa vigilance à les soustraire aux recherches de leurs ennemis, quand ils seront réduits à l'exercice clandestin du culte.

A l'exception de quelques cas peu fréquents chez nous, c'est même surtout à cet exercice du culte que tiennent nos paysans. L'empressement des foules à se rendre aux offices, sitôt qu'un léger rayon de liberté fera espérer la résurrection religieuse, d'autre part la pression des fidèles pour imposer la réouverture des églises, vers la fin de l'an II, voilà autant de marques de ce sentiment. Mais à beaucoup il sera indifférent que la messe soit célébrée par un jureur ou par un réfractaire; la religion leur paraîtra inchangée

1. Partout dans le Maine, au XVIII^e siècle, le curé de campagne est le missionnaire de l'hygiène, l'interprète des avis officiels au cours des épidémies, et l'homme des premiers secours. C'est aux pasteurs des paroisses que l'on distribue, dans un but prophylactique, le mémoire du D^r Vétillart sur l'ergot de seigle; à eux que l'on s'adresse pour attirer, aux cours d'accouchement de M^{me} du Coudray, les matrones de campagne. On va même jusqu'à les transformer, en l'occurrence, en répétiteurs d'obstétrique! Certains s'érigent en consultants pour les cas difficiles, et font réciter gravement, à ces sages-femmes d'occasion, le *Catéchisme de l'art des accouchements*! A eux encore on confie les boîtes fumigatoires et l'on adresse les instructions sur les secours d'urgence à donner aux noyés. A eux toujours, l'intendant demande de « détruire le préjugé qui règne dans les provinces sur l'Inoculation » de la petite vérole. Le Bureau d'Agriculture du Mans, de son côté, leur confie le soin de divulguer les recettes éprouvées contre la rage; et maint chanoine ou curé, comme M^{re} L. Plat, Le Joyant, Froger ou Pilon, se fait guérisseur. Ce sont eux enfin qui deviendront les auxiliaires tout désignés des médecins et les informateurs des subdélégués, dans la lutte contre les épidémies.

Le curé est généralement comptable du pain, de la viande et des bouillons que l'Intendant fait distribuer « aux contagiés ». Et son rôle ne se borne point au ravitaillement des malades. D'après les inten-

tant que les rites anciens seront observés. Demandes de des-servants, sans condition d'orthodoxie; réclamation des anciens pasteurs, à défaut seulement des prêtres constitutionnels, tout contribue à démontrer que ce sont surtout les cérémonies traditionnelles du culte que l'on veut conserver.

Est-il légitime d'inférer de ces manifestations que la population sarthoise était ou à peu près unanime à pratiquer la religion catholique, à en suivre les offices, à en observer les prescriptions? Les affirmations de portée un peu étendue ne sont guère faciles en ces matières, par suite de la rareté des documents, de l'étroitesse aussi des régions pour lesquelles ils renseignent.

Le terme de « communiant's », employé pour recenser les habitants, n'autorise pas à croire que tous fussent exacts à remplir le devoir pascal. Le curé de Thoigné, dans un mémoire justificatif adressé au district de Mamers, obser-

tions de Sa Majesté, la distribution des « Remèdes du Roi » est confiée « aux sœurs grises où il y en a d'établies, aux curés des paroisses ou aux personnes les plus charitables ». Lorsque le médecin des épidémies, fatigué ou mandé en d'autres lieux, abandonne la tâche; lorsque les chirurgiens y renoncent, tout retombe sur les épaules des curés et des sœurs de charité. Le médecin laisse à l'ecclésiastique, en partant, « la façon de remédier ces maladies ». C'est lui qui, le docteur absent, délivrera les *billets* qui convoquent, en cas urgent, le chirurgien le plus proche. Quand le chirurgien Le Royer, de Gorron, va soigner en 1770 les malades de Vieuvy, c'est le curé Carré qui se charge de réclamer à l'Intendant des honoraires, en promettant de prier « le Seigneur pour la conservation du Roy. » En 1779, l'abbé Launay, curé de Ruillé-le Gravelais, admonestait ses paroissiens du haut de la chaire « d'avoir grand soin des malades, et surtout de les garder dans une grande propreté et de tenir également leurs maisons très nettes et très propres, afin que la mauvaise odeur n'infectât pas les malades ni ceux qui les gouvernaient ». — Maintes fois, au cours des épidémies du XVIII^e siècle, des curés furent mortellement atteints dans l'exercice de leur ministère spirituel et temporel. (Communication de M. le Dr Delaunay, extraite de son travail inédit sur l'Assistance aux épidémies dans le Maine).

vait que, bien avant 1792, une partie de ses paroissiens pré-avait contracté la mauvaise habitude de se passer des sacrements (2). D'après l'abbé René Janvier, un petit nombre des habitants de Changé les reçoit une fois l'année ou même s'abstient ; les autres s'en approchent avec respect et plusieurs fois l'an (3). Au Mans enfin, la confession du temps de Pâques n'est pas le fait de tous ; qu'on en juge par les mauvais vers d'une *Chanson sur les Messieurs prêtres du nouveau régime* :

Nous n'irons plus à confesse ;
C'est décidé ;
Ceux qui ont fait gras le Carême
Sont renvoyés,
N'ayant point demandé la permission
A nos prêtrailles
Depuis quinze ans que nous nous en passons ;
Ce sont là nos miracles. (4)

S'il n'y a ordinairement personne à la Cathédrale pour les exercices de l'Avent, sur semaine, en 1784 (1), tout le monde se porte en foule au catéchisme, les dimanches et fêtes, à Mamers (2), pendant le même temps. Quant à l'assistance à la messe et aux vêpres, elle est générale à Nouans (3). A Changé, les habitants fréquentent régulièrement l'église et suivent les offices avec assez de révérence et d'application (4). J.-P.-Fleury cite avec admiration la pré-

1. A. D. L 360.

2. A. M. de Changé, *État civil*, 1774.

3. Arch. de M. R. Triger (*Lettres adressées à Prudhomme de la Boussinière*).

4. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 105.

5. J.-P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution*, ch. I, p. 30.

6. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. I, p. 302.

7. A. M. de Changé, *État civil*, 1774, *in fine*.

sence d'une foule considérable, à la Milesse, pour la messe du XXIV^e dimanche après la Pentecôte de l'année 1788. « L'église se trouva si remplie que nous ne pûmes faire ni l'aspersion ni la procession... Je prêchai sur les dispositions nécessaires pour se préparer dignement, pendant l'Avent, à célébrer la naissance de Jésus-Christ... L'attention, la tranquillité de ce peuple nombreux me retinrent contre mon ordinaire près d'une heure » (1). Il n'est pas jusqu'au silence gardé sur ce sujet, par les mandements épiscopaux, qui n'autorise à conclure que la sanctification du dimanche est satisfaisante dans le diocèse.

Cependant le juge de paix du canton de Bessé signale que les plus assidus aux offices, en thermidor an III, sont ceux qui s'abstenaient à la fin de l'ancien régime (2). C'est dans les mêmes milieux que se recrutaient, d'après Philipeaux, « les faquins » qui affectaient d'aller entendre, en mars 1792, les prônes anticonstitutionnels des curés de Sainte-Croix et de Saint-Pavin des Champs, « pharisiens de tout sexe et de tout plumage, la plupart ne croyant pas en Dieu ; courtisans, financiers, maltôtiers... ci-devant gentilshommes, chevaliers, écuyers, aspirants, à la noblesse... Presque tous les chefs de cette clique, ajoutait le fougueux patriote, sont connus pour n'avoir aucune religion ; avant la Révolution, ils tournaient le christianisme en ridicule et n'allaient point à la messe » (3).

À la faveur du relâchement introduit par les premiers mouvements d'émancipation populaire, l'exemple de la désertion des églises commence d'être imité dans les campagnes, vers 1790. Le 13 août de cette année-là, la municipalité de Fresnay remit en vigueur les ordonnances

1. J. P.-Fleury, *op. cit.*, ch. I, p. 14.

2. A. D., L 256.

3. *Défenseur de la vérité*, n° 5 (1^{er} mars 1792), p. 48, et 6 (8 mars), p. 50.

royales de 1673, 1724, et 1771, sur la police des cabarets. Elle prohiba l'entrée de ces établissements, « pendant l'office divin, même aux particuliers voisins qui s'y présenteraient sous prétexte qu'ils ne seraient pas demeurants dans la ville » (1). Les nombreux arrêtés de ce genre pris dans d'autres communes, avec des considérants analogues (2) ; les condamnations prononcées contre les délinquants témoignent d'un fléchissement général dans la ponctualité avec laquelle les cérémonies religieuses étaient suivies. Dès auparavant du reste, le repos dominical était imparfaitement observé, au témoignage de J.-P. Fleury. « Pendant tout le temps que j'ai exercé le saint ministère, je n'ai pu en finir, écrit-il, avec les cabaretiers, les perruquiers, les tailleurs, les cordonniers, les ouvrières en linge, à cause de la violation de l'abstinence et des dimanches et fêtes » (3).

Car, au dire d'Y. Besnard, l'usage des viandes et graisses, pendant le temps et aux jours prohibés par la loi ecclésiastique, a commencé de se répandre vers 1770 (4). L'introduction par Mgr de Grimaldi des dîners en gras et maigre, les vendredis et samedis ; le retrait par le même prélat de la suspense portée contre les ecclésiastiques qui enfreindraient l'abstinence ; le relâchement général des mœurs ont fait glisser les caractères vers la vie facile et sensuelle. « Nous vivons, dit *l'Instruction pastorale sur le Carême* de 1789, dans un siècle où une orgueilleuse philosophie, sous prétexte d'éclairer les hommes, ne craint pas de renverser les lois les plus respectables et les plus sacrées ; née dans le sein de la volupté et de la mollesse,

1. A. M. de Fresnay, D III, f° 7.

2. Cf. A. M. de Ballon, D I, f° 8 ; de Bonnetable, D II, f° 6 ; de Beaumont-la-Chartre, *Délib.* (21 octobre 1790) ; d'Épineu-le-Chevreuil, *Délib.* (26 juin 1791), etc.

3. J.-P. Fleury, *op. cit.*, ch. I, p. 31.

4. Y. Besnard, *op. cit.*, t. I, p. 196.

c'est surtout contre les pratiques de mortification et de pénitence qu'elle s'élève avec plus d'audace : ses pernicieuses leçons ont fait en peu de temps les progrès les plus alarmants. La capitale a été la première à secouer le joug de la loi et les provinces n'ont pas tardé à suivre et à imiter son exemple. La transgression est devenue presque générale. L'homme peu aisé en renvoie l'observance au riche, l'artisan à l'homme désœuvré et le grand se prévaut de son rang, le riche de son opulence, pour s'en exempter. L'abus est monté à un tel point qu'on peut le regarder comme une des marques les plus sensibles de la dépravation des mœurs dans ce royaume... Inutilement chercherait-on parmi nous le Carême ; on ne l'y trouverait plus » (1).

En réalité les croyances ne sont pas ou ne sont plus assez fortes pour retenir sur la pente qui conduit aux désordres. Les disputes et les rixes sont peu fréquentes, mais, au dire des curés, leur rareté tient surtout à la douceur naturelle des Manceaux. Puis, quand il s'en produit, elles sont souvent assaisonnées de blasphèmes.

Rien que d'après les arrêtés sur la police des auberges, l'on peut juger que l'alcoolisme commence à faire sa funeste apparition. Mais le curé de Nouans atteste en plus que les cabarets de son bourg ne désemplassent pas, les dimanches et fêtes depuis la fin de la première messe jusqu'au soir, sauf pendant les offices ; que l'intempérance, même dans un ecclésiastique, n'a rien de choquant (2). Les beuveries des habitants de Changé désolent René Janvier, comme les danses qui les accompagnent à journée entière. Car la danse fait fureur, les dimanches et jours de fêtes, et avec

1. *Instruction pastorale de Mgr l'Illustrissime et Révérendissime évêque du Mans sur le Carême*, 19 pages in-4°, le Mans, Monnoyer, 1789.

2. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. I, p. 291.

elle le libertinage des mœurs (1). En quittant le Mans, au mois d'octobre 1783, les dragons de Monsieur sont suivis de « beaucoup de regrets des filles et femmes de la ville ; beaucoup de chansons paraissent, tant sur les femmes comme il faut que sur les filles du commun » (2). Les unions tardivement contractées en vue de masquer des relations illicites sont assez ordinaires. Le chiffre des naissances illégitimes est très élevé. L'Hôpital général du Mans enregistre, pour la province, 1.734 entrées d'enfants exposés, du 21 janvier 1786 au 3 mars 1790 (3), soit plus de 35 par mois ; parmi eux beaucoup sont des bâtards. Car « le nombre des bâtards est prodigieux en France, par suite de la misère et de la dépravation » (4).

Quelles sont les causes de cette dissolution des mœurs ? Selon Mgr de Gonssans, la philosophie, qui laisse la foi au rang des simples opinions ; la pauvreté, au dire de Philippeaux ; le luxe, si l'on en croit Étienne Beucher et un certain nombre de cahiers de doléances. Mais l'ignorance religieuse, dont René Janvier se plaint et que Fleury retrouve jusque chez « les dévotes » qui reçoivent la communion quotidienne, n'y est pas étrangère.

Sous l'apparence d'une pratique religieuse à peine entamée, la décadence se précipite. Elle se décèle, ici et là, par la disparition d'anciennes confréries : à Changé, à Mamers, à Marolles-les-Braults, à Nogent-le-Bernard, etc. Sans doute l'arrêt du Parlement du 18 avril 1760, abolissant toutes celles qui n'étaient pas autorisées par lettres-patentes, porta à plus d'une un coup mortel. Mais une histoire de leur

1. A. M. de Changé, *État civil*, 1774, in fine.

2. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 72.

3. Arch. de l'Hôpital du Mans, *Registre des procès-verbaux des enfants exposés*, n° 14.

4. Philippeaux, *Projet de législation civile*, p. 17.

évolution prouverait vraisemblablement que l'attachement pour beaucoup d'elles avait notablement diminué, au cours du XVIII^e siècle. La constatation en a été faite pour celle de Saint-Martin à Pontlieue (1). L'abbé R. Janvier en fait également l'aveu formel pour celle de Changé. Celle-ci disparut, en 1771, par suite des progrès de « l'ivrognerie, de l'impiété, des danses » (2).

Autre symptôme d'affaiblissement de la foi : malgré que l'état ecclésiastique continue d'offrir aux enfants de la bourgeoisie des situations enviables, les vocations cléricales se font plus rares. La moyenne annuelle des ordinations sacerdotales, qui s'élève à quarante-sept au début du siècle pour le Maine, tombe à trente-neuf, dans la période de 1767 à 1781, et à trente-cinq, pour celle de 1784 à 1788 (3).

C'est que l'exemple de l'immoralité pénètre de la haute société dans les classes moyennes, en attendant qu'il s'infilte dans les campagnes. Les femmes frivoles, « qui se dépêchent de vivre » : une Jouye des Roches, une comtesse de Broc, une Richard de Fondville ; les hommes pervers ou débauchés : un Savonnière, un Bailly de Saint-Mars, un de Saint-Aignan et ce roué de comte de Tilly, etc., entraînent dans leur sillage tout un monde de robins, juges, procureurs, notaires. Ceux-ci, avec moins d'élégance, se piquent d'imiter le libertinage des mœurs et de l'esprit de leurs maîtres. Parmi eux, des cyniques tournent les sacrements en dérision et blasphèment « la pâte empoisonnée » que les prêtres distribuent à Pâques ; (4) « les juges haïssent

1. Abbé L. Froger, *La confrérie Saint-Martin à Pontlieue, Province du Maine* (avril 1904).

2. A. M. de Changé, *État civil*, 1774, in fine.

3. A. D., G 373 à 409.

4. *Défenseur de la vérité*, n° 5 (1^{er} mars 1792, p. 48).

la calotte » (1); les anticléricaux de village proclament qu'ils « n'ont jamais aimé les prêtres » (2). Viennent les luttes nées de la Constitution civile ! Cette minorité inquiète, mal contenue jusque-là par les mœurs ambiantes, va s'y précipiter, avec toute l'impatience des contraintes subies dans le passé, et les conduire jusqu'à la suppression du culte.

1. A. D. L Suppl. (Tribunal du district de Sablé).

2. *Ibid.*, L 258 (Champagné).

CHAPITRE III.

Préliminaires des États généraux

- I. — La misère, au Maine, au début de 1789; les espérances nées de la convocation des États généraux. — Manifestations politiques en faveur des États provinciaux, du doublement des tiers; libelles : *Dialogue entre un gentilhomme et un curé manceau*; *Lettre à M. B... curé D. P. au Mans*, etc.
- II. — Les assemblées des trois ordres au Mans. — L'assemblée du clergé et ses principaux membres. Difficultés pour la vérification des pouvoirs; exclusion des religieux titulaires de bénéfices. — Élection des députés. — Discussion et adoption du cahier du clergé; les protestations. Demandes particulières aux curés du Mans; le clergé et la proportionnalité de l'impôt.
- III. — La réforme religieuse, d'après les cahiers du clergé et du tiers état. Demande de suppression partielle des ordres religieux par le tiers; ses sympathies pour le clergé séculier. Vœux des deux ordres pour la modification de la condition des vicaires et du clergé pour celle des curés. — Motions en matières de biens ecclésiastiques: propriétés foncières; dîmes; droits seigneuriaux.
- IV. — Vœux communs en faveur de la création d'écoles et d'œuvres d'assistance et de leur dotation.

I

L'hiver de 1788 avait été long et rude. Un bon nombre de registres paroissiaux tracent le plus désolant tableau de ses rigueurs. « L'hiver a été terrible, écrit le curé de Souigné-sous-Ballon. La gelée a tenu pendant trois mois sans discontinuer. Elle a commencé le 15 novembre et n'a fini

que le 15 février suivant. Le froid, pendant tout ce temps, l'a emporté sur le grand hiver de 1709. La glace était d'une épaisseur inconcevable. Les moulins étaient arrêtés sur les rivières dont le cours était le plus véhément ; on craignait partout la famine. La calamité était à un tel point qu'il mourait beaucoup de personnes de froid et de misère. Tous les travaux quelconques étaient arrêtés. Les riches ont fait des prodiges de charité » (1).

Les descriptions des curés voisins, de La Guierche, de Montbizot, ne sont pas moins sinistres. L'abbé Jarret de la Mairie ajoute un autre trait inquiétant à cette peinture. Il n'y avait point eu d'eau, depuis le commencement d'octobre jusqu'à la fin de l'année ; beaucoup de terres n'avaient pas été ensemencées ; les blés que l'on avait pu semer avaient été enfouis, « pour la plus grande partie, dans la poussière, ce qui faisait que le grain était levé très clair » (2).

Toutes ces causes réunies expliquent la cherté des grains, en 1789 ; les soucis des administrations ; les graves préoccupations qui leur venaient, dès le début de l'année, des désordres occasionnés par la misère. « Les pauvres, continue le curé de Soulligné, allaient en bandes couper du bois dans les taillis des riches, vert ou sec, gros et menu, des pièces de bois même d'utile emploi et des futaies même entières, sans que l'on osât s'y opposer. »

Toutes ces calamités furent oubliées pour un instant, aussitôt que se tinrent les assemblées qui préparèrent les États généraux. Un souffle de généreux enthousiasme passa alors sur le pays tout entier ; il semblait que le peuple fût près de voir « consolider et assurer à perpétuité le bonheur de la France » (3). Ainsi préjugait-il des mesures

1. A. M. de Soulligné-sous-Ballon, *État civil*, 1788, 1789.

2. A. M. de Nogent-le-Bernard, *État civil*, 1788.

3. Bellée et Duchemin, *Cahiers de plaintes et doléances de la province du Maine*, t. IV, p. 283 (Villainès-la-Carelle).

qu'il attendait : « ce sera dans ce moment et jamais avant que l'agriculture sera encouragée, que le commerce deviendra florissant, que toutes les choses se trouveront rangées dans leur ordre juste et naturel et qu'enfin la nation sera heureuse » (1). Le Maine, pourtant si réservé, si lent à s'échauffer, n'échappa point à la griserie de ces capiteux espoirs. Ouvriers et paysans, marchands et laboureurs s'accordèrent à exprimer au roi « toute leur reconnaissance, pour l'heureuse révolution que sa bonté leur préparait » (2) ; à saluer la disparition de « l'âge de fer, seul représenté jusqu'à ce jour par le siècle présent », l'avènement de « l'âge d'or, où ils allaient voir revivre les anciens droits de la nation » (3). Ces illusoire prévisions d'une félicité définitive furent tenaces. Le désenchantement ne pénétra que tard dans les masses, peu à peu déçues par l'insuccès des constitutions successivement essayées. Seuls des esprits clairvoyants furent bientôt ramenés vers une plus juste conception de l'avenir et se firent une idée à peu près exacte des réformes désirables et possibles.

A vrai dire, les préliminaires de la convocation des États généraux n'avaient déjà pas été sans agiter vivement les esprits. Un *Arrêt du Conseil d'État* du 8 août 1788 avait fixé la réunion des députés au 1^{er} mai suivant ; postérieurement, une *Déclaration du roi* avait ordonné la recherche des moyens propres à organiser une représentation équitable des trois ordres, notamment du tiers. Le 22 octobre, une décision du même conseil avait donné satisfaction à l'assemblée révolutionnaire, réunie à Vizille le 8 juin, et reconnu les états du Dauphiné.

Ces événements et ces mesures éveillèrent le Maine à la

1. Bellée et Duchemin, *Cahiers de plaintes de la province du Maine*, t. I, p. 293 (Brûlon).

2. *Ibid.*, t. I, p. 73 (St-Aubain-des-Coudrais).

3. *Ibid.*, t. I, p. 48 (Assé-le-Riboul).

vie politique. Le 3 novembre, deux cent cinquante personnes réclamèrent spontanément « de la justice et de la bienfaisance de Sa Majesté » la restitution de leurs anciens droits. Elles supplièrent le prince de « rétablir les états provinciaux, de fixer à des époques certaines le retour de leur convocation, de les assimiler enfin pour le pouvoir à ceux qui étaient déjà institués » dans le Hainaut et le Dauphiné. Ecclésiastiques, nobles et membres du tiers état se rencontrèrent, ce jour-là, dans la revendication du droit de la province « à ne recevoir que les lois qu'elle aurait consenties ». Évêque, Chapitres et curés de la ville du Mans, religieux, curés et vicaires des villes et des paroisses rurales confondirent leurs signatures, au bas du Mémoire qui fut rédigé à cet effet et envoyé au directeur général des finances, par l'intermédiaire de Monsieur frère du Roi (1). Quant au doublement des députés du tiers, le clergé sarthois y resta indifférent. Une assemblée générale de la ville du Mans s'était tenue, le 3 décembre, pour en discuter. Les délégués des seize paroisses, ceux des compagnies et corporations s'y étaient prononcés pour la double représentation du troisième ordre. La Flèche, Mamers, Beaumont, suivirent cet exemple, sans tarder. Le *Résultat du Conseil* du 27 décembre remplit leur vœu. *Les Affiches du Maine* en rendirent compte, le 12 janvier 1789, sans que le monde ecclésiastique prît parti.

Les décisions royales mentionnées jusqu'ici n'avaient tranché que des questions de principe. Les détails pratiques de convocation des assemblées préparatoires de chaque ordre, de rédaction des cahiers de désignation des futurs députés aux États généraux furent déterminés plus tard, par le *Règlement* du 24 janvier. Des explications et des récla-

1. A. Proust, *Archives de l'Ouest*, t. IV, p. 131-139 (*Mémoire de la province du Maine tendant à obtenir le rétablissement de ses états provinciaux*).

mations surgirent presque aussitôt. Les unes donnent des indications précieuses sur l'influence du clergé, sur l'intérêt qu'avaient les partis à se l'attacher. Les autres font ressouvenir de ses divisions intestines et présager l'agitation de son assemblée particulière.

Au premier groupe appartient un *Dialogue entre un gentilhomme et un curé manceau*, paru vers la moitié de mars. Le principal rôle y est tenu par le prêtre, que son interlocuteur, hobereau confiné dans ses terres et qui ne lit pas même la gazette, consulte sur les qualités nécessaires aux députés de la noblesse. Enthousiaste ou légèrement prétentieux notre curé promet de le satisfaire, mieux encore de lui tracer un portrait du représentant idéal, convenant aux trois ordres de la nation. Il veut des députés à la fois indépendants du pouvoir et habiles. Pour assurer cette indépendance chez un noble, deux conditions sont indispensables : « connaître la cour et en être désabusé ; n'y posséder par conséquent aucune charge et n'en désirer aucune, afin d'être inaccessible à la corruption et supérieur à la crainte ». Quant à l'habileté requise, elle exige, à son avis, une habitude des affaires qui rende capable de les traiter avec aisance, une certaine perspicacité d'esprit sans laquelle il est impossible de saisir d'un coup d'œil une question compliquée. Elle présuppose encore de vastes connaissances en politique intérieure, extérieure et en matière économique. Par suite, « tout homme qui n'a pas voyagé, ou qui, ayant parcouru les pays étrangers, n'a pas observé dans toutes leurs nuances les détails de leur commerce, rapporté aux intérêts de la France, doit être exclu pour cela seul du nombre de ceux auxquels l'on peut penser » pour la députation.

Placer ces judicieuses observations dans la bouche d'un curé c'était, de la part de l'auteur du dialogue, rendre hommage au sens politique des prêtres manceaux pris dans leur

ensemble. C'est vers le corps entier du clergé que se tourna Véron de Fortbonnais, à son patriotisme éclairé qu'il s'adressa. L'article 43 du Règlement du 24 janvier avait décrété que chaque ordre nommerait ses députés séparément, à moins qu'il ne préférât y procéder en commun. Dans une « *lettre [ouverte] à M. B..., curé D. P. au Mans* », l'illustre économiste demanda, le 4 mars, que les délégués de la province s'entendissent pour profiter de cette faculté et élire leurs députés par un « scrutin général ». Comme s'il eût pressenti la transformation prochaine des États généraux en Assemblée constituante, il exposait qu'il n'était plus seulement question d'accorder quelques secours fiscaux, au moment où il écrivait, ni de représenter la détresse de quelques cantons. A son dire, il s'agissait de « créer en France une seule nation, un seul droit public, une seule force, partant de reconnaître au peuple entier un droit égal à la nomination des représentants » (1).

Ces propositions si sages, si élevées devaient rester sans écho. Elles n'avaient guère de chance d'être acceptées du corps ecclésiastique, en raison de ses divisions intestines. Dans le temps même où elles paraissent, un des coryphées de l'assemblée du clergé faisait appel aux passions de ses collègues. Le 18 février, avait été publiée une « *Lettre d'un curé du diocèse du Mans à Messieurs ses confrères, à l'occasion de la tenue prochaine des États généraux* ». L'auteur y traçait succinctement les obligations des trois ordres et déclarait que « l'état ecclésiastique destinait, aux dépenses de la nation, une partie proportionnelle de ses biens patrimoniaux et de ses bénéfices ». Après cette sorte d'introduction, il exprimait ses craintes « que les pasteurs du second ordre du diocèse ne pussent être, par leurs députés particuliers et pris parmi eux, les témoins actifs et les

1. Bibl. nat., Lb 39, n° 1365, plaquette in-8°, signée V. D. F.

administrateurs des réformes » à voter par l'Assemblée nationale. Dans un long exposé des griefs passés des curés manceaux, de l'inutilité de ses propres « dire, réclamations, réquisitoires, protestations, lettres, requêtes » dans les questions de décimes, d'élections à la Chambre diocésaine, il justifiait ses soucis ; il expliquait son inquiétude que « les concessions, accordées par le Règlement du 24 janvier, ne fissent pas sortir le second ordre de l'humiliation et de l'avilissement où la prépondérance des sujétions l'avait jusqu'à cet instant, enseveli. »

La lettre insinuait seulement la nature de cette sujétion, en demandant que, comme le tiers, le clergé nommât ses députés « par la voie du scrutin » ; en proposant que ses élus, à l'exception des évêques, fussent indemnisés de leurs frais de représentation par une taxe sur le revenu des curés. Les préventions du bas-clergé contre ses supérieurs apparaissaient ainsi suffisamment, quoiqu'elles ne fussent éclairées que d'une demi-lumière. Mais l'auteur avait désigné nettement, un peu plus tôt, les pouvoirs oppresseurs qui tenaient, selon lui, « le second ordre dans l'esclavage et dans les fers » (1). « C'étaient, à son dire, l'évêque, dont la part était trop grande dans la fixation des décimes. C'étaient encore les Chapitres qui, avec la complicité du prélat, s'adjudageaient toutes les places dans la Chambre diocésaine et qui, grâce à cet accaparement, faisaient retomber la charge des impositions sur « la classe des curés la plus nombreuse et [collectivement] la plus opulente des contribuables » du clergé (2).

En même temps que le curé de Gourdainne récriminait contre le haut clergé, l'abbé Louis-Jacques Chollet tentait

1. A. Proust, *op. cit.*, t. IV, p. 145 (*Lettre d'un curé du diocèse du Mans, etc.*).

2. Cf. *Mémoire à consulter et consultation pour M^e François Turpin du Cormier.*

d'intéresser le directeur général des finances au sort des vicaires. Vicaire lui-même, il écrivait que « le tiers état de l'ordre ecclésiastique gémissait dans une honteuse dépendance ». Pour réformer les abus dont ses confrères étaient victimes, le solliciteur demandait qu'ils fussent représentés dans les assemblées provinciales et aux États généraux : eux seuls étaient capables de défendre convenablement leur cause (1).

II

Au cours de février et dans la première semaine de mars, les paroisses du Maine avaient rédigé leurs cahiers de doléances ; elles avaient en même temps nommé leurs députés à l'assemblée du tiers état, comme les y obligeait l'article 24 du Règlement du 24 janvier. Simultanément les corps ecclésiastiques, Chapitres et congrégations, avaient désigné les mandataires qui, en vertu de l'article 10, devaient les représenter à l'assemblée du clergé et remettre les cahiers de leurs communautés respectives : les « ecclésiastiques possédant bénéfice » avaient été assignés à comparaître en personne à cette assemblée. Le 16 mars avait été indiqué pour la réunion générale des trois ordres.

Ce jour-là, à 9 heures du matin, les dix-sept cent cinquante-quatre députés du clergé, de la noblesse et du tiers inaugurèrent leurs travaux, en assistant à la messe du Saint-Esprit, que l'évêque célébra dans l'église de la Couture. La cérémonie terminée, le grand sénéchal, marquis de Faveroles, prononça le discours d'ouverture ; il y fit appel à la

1. A. N., B III, vol. 78, p. 130 (*Lettre du vicaire de Boulluire, près le Mans, à Mgr. le Directeur général des finances*).

concorde. Après la réplique du procureur du roi, les députés prêtèrent serment, puis se séparèrent. Le tiers resta à la Couture, où il devait tenir ses séances ; la noblesse se rendit à la salle des actes de l'Oratoire ; le clergé dans l'église des Jacobins.

Il comptait neuf-cent-quarante-deux votants, présents ou représentés (1). Ce chiffre eût été un peu plus élevé, si les prêtres de l'Oratoire n'avaient pas été écartés. Par une lettre du 4 mars, ils avaient exposé à Necker les raisons qui devaient faire lever, en faveur des Oratoriens, l'exception prononcée contre les séminaires, collèges et hôpitaux. Car l'article 11 du Règlement du 24 janvier avait exclu des assemblées « les établissements publics à la conservation desquels tous les ordres avaient un égal intérêt. » Les professeurs du Collège du Mans, laissés sans réponse, furent éliminés de plein droit (2).

Le 25 mars, le tiers avait clos ses séances ; le 27, les nobles terminaient les leurs. Le clergé ne se sépara que six jours plus tard. La longueur de ses opérations ferait préjuger, à elle seule, combien elles furent laborieuses. Deux objets surtout soulevèrent des tempêtes : la question de la représentation des ordres religieux et des Chapitres, puis la discussion du « *Cahier des doléances et souhaits*. »

A défaut de Monseigneur de Gonssans, dont l'autorité était trop incertaine, l'abbé de Beaulieu, François-Xavier de Montesquiou, aurait pu imposer un calme relatif dans la succession des séances. Sa qualité d'agent général du clergé de France, son intelligence des affaires religieuses, son éloquence insinuante devaient lui assurer, semble-t-il, une influence prépondérante. Il n'en fut rien. Son discours

1. Cf. *Liste de l'ordre du clergé de la province du Maine*, 54 p. in-4°. Le Mans, Pivron, 1789.

2. A. Proust, *op. cit.*, t. IV, p. 150.

d'ouverture resta sans effet. Les invitations pathétiques à « conserver l'esprit de paix et de charité » qu'il y multiplia ; ses exhortations à maintenir entre les différentes classes d'ecclésiastiques l'union la plus étroite, « afin de parer aux coups que l'on se disposait à leur porter, de ne fournir aucune arme à leurs ennemis », furent inutiles. Avec le vent d'égalité qui commençait à souffler, les services passés cessaient d'entrer en compte ; il ne fallait qu'être élevé en dignité pour se voir tenir en suspicion. Le nombre faisait déjà loi et des hommes nouveaux se substituaient aux autorités anciennes. Sympathiques d'avance, en raison même de leurs fonctions qui les tenaient au rang des autres, on allait les voir prendre un ascendant incontesté sur la foule, jetée sans expérience dans la vie publique et grisée de sa toute-puissance subite. Il leur suffirait, pour cela, de pénétrer ses aspirations, de leur donner un relief puissant, de paraître les suivre tout en les dirigeant. Qu'ils joignissent à ces aptitudes les dons personnels d'une parole entraînant, comme le curé d'Ernée ; de l'éloquence familière, comme l'abbé Berthereau — « la plus riche imagination et le plus fécond anecdotier du royaume » ; — « une voix sonore, des poumons vigoureux et la voix chaleureuse » comme le prieur de Domfront-en-Champagne ; leur succès était assuré. Les personnages de second plan, les curés de Gourdain et d'Evron, réussiraient à moins de frais ; la fougue intempérante de leur caractère leur tiendrait lieu d'habileté et, en l'absence de talents supérieurs, ils s'imposeraient par la violence de leurs discours.

Les portraits de ces tribuns ont été esquissés, leurs menées décrites dans une relation humoristique, que son auteur, dom Gallais, bénédictin de Saint-Vincent, a intitulée « *Histoire persane* » ; aux dénominations qu'ils portent, dans cette allégorie imitée de Montesquieu, les con-

temporains ont substitué les noms véritables. Un autre compte rendu de l'époque corrobore et explique cette narration dialoguée. Il est l'œuvre de deux témoins oculaires, les chanoines Barrau et Livré qui, sous le nom de « *Précis historique de l'assemblée du clergé* (1) » l'ont rédigé pour leurs confrères de Saint-Pierre-la-Cour. C'est à ces deux sources que sera puisé le récit des incidents qui se produisirent dans la dite assemblée.

La première difficulté surgit, à l'occasion de la vérification des pouvoirs. On l'avait entreprise le 16 mars, aussitôt après la constitution des bureaux provisoires. Sur l'âge à exiger des membres appelés à voter, sur le contrôle des procurations apportées par les représentants des absents, l'accord ne fut pas long à se faire. Il en alla tout autrement, quand il s'agit de déterminer quels étaient ceux des chanoines et des moines qui seraient qualifiés pour prendre part aux séances. Non que l'on élevât des doutes sur la régularité des délégations, données à quelques-uns par les assemblées capitulaires de leur corps ; rien n'indique qu'une pression, même légère, eût été exercée à ce sujet. Les contestations portaient sur un autre point ; le *Précis historique* les formule ainsi : « *Les chanoines bénéficiaires et religieux titulaires, qui étaient censés avoir voté en leur Chapitre, à la nomination de leurs députés, pourraient-ils encore se présenter à l'assemblée à raison de leurs bénéfices ou titres ?* »

Deux réponses pouvaient se faire à cette question, qui se fondaient l'une et l'autre sur le Règlement du 24 janvier. L'article 10 imposait à chaque communauté d'hommes ou de femmes de tenir une assemblée particulière, d'y rédiger son cahier de doléances, d'y désigner enfin, pour être représentés par eux à l'assemblée électorale, un nombre de

1. A. D., G 514, f° 8.

députés proportionnel à celui des membres de la communauté. Il offrait une première solution. La seconde s'appuyait sur l'article 12 du même règlement ; or celui-ci ordonnait l'assignation de tous les ecclésiastiques pourvus d'un bénéfice, réguliers aussi bien que séculiers, à comparaître, en personne ou par procureur, à la réunion générale du clergé. Forts de cette disposition, beaucoup de chanoines et de moines se présentèrent aux premières séances. Étaient-ils assez nombreux pour enlever aux curés la majorité sur laquelle ils comptaient ? Non, puisque ceux-ci, « étant dix contre un, restaient les plus forts dans tous les cas. » Mais l'occasion était tentante, pour les prêtres des paroisses, d'évincer leurs rivaux, de terminer ainsi, par un triomphe éclatant, les luttes racontées aux chapitres précédents. Ils ne la laissèrent point échapper.

Leurs orateurs avancèrent deux raisons pour faire exclure leurs adversaires. En vertu de l'article 10 précité, les chanoines auraient « consommé leurs droits, en nommant leurs députés » ; quant aux religieux, leurs titres étaient moindres encore, parce qu'« ils n'étaient pas censés les propriétaires de leurs bénéfices. »

Il serait oiseux de s'attarder à discuter aujourd'hui ces motifs ; aussi continuons-nous le récit des incidents nés de cette controverse. En vain les chanoines et les réguliers voulurent défendre leur cause ; ils furent d'abord à peu près écoutés, mais ils ne tardèrent pas à ne l'être plus. Lorsque l'un d'eux se levait pour parler, aussitôt trois ou quatre cents voix lui criaient : Bas ! Bas ! silence ! silence ! Au contraire lorsqu'un curé ouvrait la bouche, pour les condamner, il était écouté avec la plus grande attention ; à peine avait-il fini de s'exprimer qu'il était applaudi.

Plusieurs séances s'étaient inutilement passées à discuter cette question, lorsqu'on prit enfin le parti de se confor-

mer au règlement et de nommer quatre commissaires, pour aller discuter et juger la difficulté « conjointement avec le grand sénéchal. » La majorité, persévérant dans son ostracisme, désigna quatre de ses membres, au mépris de toute équité. En vain l'évêque voulut persuader aux curés « combien il était injuste qu'ils fussent en même temps juge et partie dans leur propre cause... ; il fallut céder au grand nombre » (1). Par un expédient heureux, le sénéchal mit fin à ses embarras préliminaires : la commission qui se rendit près de lui fut, sur son ordre, composée de deux curés, d'un chanoine et d'un religieux. Ainsi les deux camps opposés purent défendre leurs points de vue respectifs.

Les raisons des uns et des autres entendues, intervint la sentence provisoire qui admettait les chanoines bénéficiers à l'assemblée et en excluait les religieux titulaires, comme n'étant point propriétaires de leurs bénéfices. Les réguliers se retirèrent donc, en accusant de trahison le commissaire élu par les Chapitres. Ils avaient escompté vainement son appui près du juge. Leur déception fut si grande qu'ils couvrirent de malédictions ce « petit homme brun, maigre et saccadé... aux yeux pleins d'un feu sombre, à la bouche dangereuse... vain, ambitieux et souple qui toujours couvrait ses desseins hypocrites du masque de la religion » (2). Ni la lettre de dom Laceron au garde des sceaux, ni le « Mémoire » des bénédictins du diocèse au conseil des ministres n'eurent assez de poids pour faire rapporter cette décision. L'appui du procureur général de la Congrégation de Saint-Maur ; celui de l'évêque de Tarbes, abbé commendataire de Saint-Vincent ; l'exemple allégué des villes de Bazas, de Bordeaux et de Tours, où la même contestation avait été tranchée en faveur des religieux, furent également inefficaces. La demande en exclusion des archidiaques, en-

1. *Précis historique.*

2. *Histoire persane*, p. 38.

voyée par les curés au directeur général des finances, n'eut pas plus de succès (1).

Exhortations de l'évêque ; avances du prieur de Saint-Vincent, dom Jehors, et de l'abbé de la Pelice, Le Franc des Fontaines ; appels à l'union et à la modération par l'abbé de Montesquiou : rien n'avait pu entamer le bloc des membres du bas-clergé manseau. Leur coalition fit de même adopter leurs doléances et rejeter celles de la minorité ; elle assura aussi d'emblée la nomination de leurs candidats à la députation. Au dire des rédacteurs du *Précis historique*, la promptitude avec laquelle se fit l'élection prouve un accord concerté entre les curés. La cabale était facile à apercevoir. Quiconque entra dans le lieu des séances y voyait courir des billets, où étaient inscrits les noms de ceux que l'on se proposait de députer ; les curés chuchotaient les uns aux autres : « C'est le tour d'un tel aujourd'hui » ; et ce tel était effectivement élu.

Les noms des curés de Bouère, Bourdet ; de Teillé, Berthereau ; d'Ernée, Grandin ; de Domfront-en-Champagne, Le Peletier de Feumusson furent ainsi proclamés successivement. Restait à désigner un cinquième candidat, car le *Règlement du 15 mars* (2) avait accordé enfin une cinquième députation à la province. Monseigneur de Gonssans fut choisi, « d'abord par acclamations, ensuite par la voix du scrutin, pour rendre sa nomination légale (3) ». L'hommage ainsi rendu au chef du diocèse était médiocre, parce que trop peu empressé ; l'honneur qu'on lui faisait pouvait passer moins pour l'expression d'une sympathie tardive que

1. A. Proust, *op. cit.*, p. 154-158.

2. *Règlement fait par le Roi pour autoriser la sénéchaussée du Maine à envoyer cinq députations aux États généraux*, du 15 mars 1789 ; petit in-4°, Paris, Imprimerie royale, 1789.

3. R. Triger, *L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, p. 144.

pour un acte de politiques prévoyants et soucieux de ménager l'avenir. Ce fut du moins ce que jugèrent quelques hauts dignitaires du clergé, si l'auteur de *l'Histoire persane* est véridique. Mais, dit-il, « la gloire est si douce au cœur des vieillards ! C'est une fleur dont le parfum n'est souvent agréable que lorsqu'on n'en voit pas la tige. Les vieillards ne voient presque plus : ils sentent encore. L'archi-mage [l'évêque] accepta » (1).

A partir de ce jour, nos curés députés appartiennent à l'histoire générale du pays. Ni leur ralliement au troisième ordre, à Versailles, ni leur rôle effacé à la Constituante, ni enfin leur adhésion à *l'Exposition des principes sur la Constitution civile du clergé* et aux différentes protestations de la droite de l'Assemblée nationale n'offrent d'intérêt pour ce travail. A dater du mois de mai, leur influence a cessé de s'exercer sur leurs collègues ou sur les fidèles qui leur étaient confiés. Ils n'ont maintenu le contact ni avec les uns ni avec les autres, en quittant la Sarthe pour la capitale, sauf peut-être par une correspondance qui n'a laissé que des traces insignifiantes. Ils sortent du champ de l'histoire locale, à part l'évêque, qui y fut retenu par les nécessités de l'administration du diocèse, en particulier par l'application de la Constitution civile. Au lieu de les suivre dans leur carrière parlementaire, l'on examinera donc la manière dont fut adopté le cahier général de doléances, qui leur fut remis « avec des pouvoirs fort étendus ».

Une fois résolue, par le grand sénéchal, la difficulté qui divisait haut et bas-clergé, les membres exclus de l'assemblée s'étaient retirés. Les autres s'occupèrent immédiatement de la rédaction de leurs remontrances. Pendant deux

1. *Histoire persane*, p. 62.

jours, six commissaires, choisis parmi les réguliers et les chanoines, s'occupèrent de fondre en un seul les cahiers particuliers, remis par ces corporations à leurs députés respectifs ; les bénéficiers simples élaboraient le leur de leur côté. En même temps, les curés établissaient, par doyennés, ceux qui les concernaient ; puis ils les groupaient, en les fusionnant par archidiaconés. L'ensemble de ces opérations préliminaires aboutit à la production de dix cahiers qu'il fallut réduire en un seul. Pour ce faire, dix rédacteurs furent désignés : un par les chapitres, un autre par les religieux, un troisième par les simples titulaires, les sept derniers par les archidiaconés. Ces dix délégués employèrent deux nouvelles journées à composer le cahier général, dont la discussion en assemblée plénière commença immédiatement.

Juste-là l'entente avait régné dans les différents bureaux chargés du travail dont il vient d'être parlé. Mais, aussitôt que fut repris le contact direct entre les fractions opposées de notre clergé, l'accalmie de ces quatre jours se changea de nouveau en tempête. C'est que « la lecture rapide et souvent interrompue » des articles provisoires aboutissait uniformément à l'adoption des corrections, retranchements ou additions réclamés par la seule majorité. Les membres présents des Chapitres « se concertèrent donc entre eux. Ils avaient tous remarqué que non seulement on n'avait point eu égard à leurs doléances particulières mais qu'encore les curés avaient inséré certaines dispositions contraires à leurs propriétés réelles et honorifiques, à la juridiction ecclésiastique et à l'ordre hiérarchique ». Faute d'obtenir que l'on fit état de leurs réclamations sur tous ces points, il ne leur restait que la voie des protestations. Ils y recoururent, dans les séances très animées des 27 et 28 mars, et gagnèrent ainsi que leurs desiderata essentiels fussent inscrits à la fin du cahier de la province.

Parmi les membres de cette minorité agissante on remarque les députés du Chapitre cathédral, les chanoines Livré, de Saint-Pierre-la-Cour, et Fouré, de Sillé-le-Guil-laume. L'évêque et les réguliers se joignirent à eux et re-vendiquèrent leurs privilèges particuliers. Enfin, quand on recueillit les signatures, trente-deux curés, dont vingt-deux de la Sarthe, se détachèrent de la coalition formée par leurs collègues pour adhérer à ces restrictions. Ils désavouèrent donc certaines dispositions du cahier général, notamment celles qui portaient atteinte au droit sacré de propriété, spécialement reconnu dans le même cahier, et celles qui pouvaient préjudicier à la juridiction de l'Église et aux règles de la discipline ecclésiastique. Déjà plusieurs des pasteurs de la campagne avaient rejoint leurs paroisses sans attendre la fin des séances ; ils marquaient ainsi qu'ils supportaient mal l'intransigeant parti pris de la majorité. Ces départs, l'empressement du plus grand nombre à regagner leur domicile, sitôt l'élection de leurs candidats assurée, enfin les éliminations du début font tomber le nombre total des signataires à moins de trois cents ; c'était moins du tiers des ecclésiastiques inscrits sur la *Liste de l'ordre du clergé de la Province du Maine*. La certitude du succès ou au contraire le sentiment de l'inutilité de leurs efforts avaient amené la majeure partie de l'assemblée à s'abstenir d'authentifier ses opérations.

Deux détails d'inégale importance restent à mentionner. Il s'agit d'une part d'un désaccord qui faillit s'élever entre le clergé et le tiers état, d'autre part d'une réclamation spéciale aux curés du Mans. Sous couleur de retour au droit commun, ils demandèrent de « n'être visités, à l'ave-nir, que par le seigneur évêque ou autre commissaire qu'il jugerait à propos de nommer, sans qu'aucun archidiacre

pût prétendre le droit de visite (1) ». C'était là rouvrir le procès engagé par le clergé de la ville, pour obtenir cette exemption de juridiction. Le projet de conciliation esquissé à ce sujet en 1788, d'après La Manouillère, avait donc échoué. L'attitude de ce groupement, infime en nombre, témoigne aussi de l'unanime concordance des efforts du bas-clergé pour élargir son indépendance, pour évincer tout pouvoir intermédiaire entre l'évêque et lui.

Pendant que séculiers et réguliers donnaient le spectacle affligeant de leurs dissensions, la noblesse et le tiers état les envoyaient saluer, par des délégations choisies dans leur sein. Les démarches ainsi faites n'étaient point de pure courtoisie ; elles s'inspiraient de motifs plus immédiatement pratiques. Les mandataires des nobles, aussi bien que ceux du tiers, exprimèrent en effet le désir que les membres du clergé acceptassent de « contribuer aux charges de l'État, chacun en proportion de ses facultés » ; leurs ordres respectifs avaient donné l'exemple et voté une motion inspirée de ce principe. Les ecclésiastiques assemblés adoptèrent le même vœu ; ils déclarèrent encore que, « dès le premier moment de leur réunion, ils l'avaient formulé unanimement ». Mais quelques incidents se produisirent dans la suite, qui pourraient faire soupçonner des arrière-pensées regrettables chez les prêtres manceaux. La commission, qu'ils envoyèrent auprès du troisième ordre, commença par « oublier de laisser une copie de la délibération qui portait ce vœu. » Sur l'observation que le tiers « désirait pouvoir conserver dans ses archives un monument du sacrifice que le clergé faisait de ses privilèges pécuniaires », une nouvelle députation partit des Jacobins, pour remettre la copie réclamée. Mais celle-ci restait muette

1. Dom Piolin, *l'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 454.

sur la manière de fixer les contributions ; elle n'indiquait de préférence ni pour une taxation séparée, telle qu'elle était en usage sous l'ancien régime, ni pour l'inscription des ecclésiastiques sur un rôle commun à toutes les classes de la nation. Le tiers s'était prononcé en faveur de ce dernier procédé ; il insista. Réponse lui fut faite que « le clergé de ce diocèse craignait de faire une loi particulière », qu'en conséquence « il en référerait aux États Généraux » (1).

Nos prêtres se réservaient-ils donc ? N'avaient-ils donné à la motion qui leur était soumise qu'une banale adhésion de principe, sans intention d'engager l'avenir ? Malgré les menus incidents racontés ci-dessus, nous ne le croyons pas. Vote unanime, spontané, de la proportionnalité de l'impôt ; réponses concordantes faites à la noblesse et au tiers état ; enfin inscription, au cahier de doléances, d'une demande que les contributions fussent « également réparties entre les citoyens de tous les ordres » : ces manifestations réitérées prouvent abondamment que le clergé manceau n'entendait ni retirer une concession, qu'il avait faite de son propre mouvement, ni maintenir ses anciennes immunités financières. Les gentilshommes, qui avaient renoncé aux leurs, gardèrent également le silence sur les moyens à employer, pour réaliser la péréquation de l'impôt.

III

L'on a exposé, au paragraphe précédent, dans quelles conditions le cahier du clergé du Maine fut discuté et adopté ; il est temps de passer à l'examen de son contenu. Il se divise en soixante-quinze articles, répartis eux-mêmes

1. *Précis historique.*

en cinq chapitres. De ceux-ci le dernier seul est consacré à des objets ecclésiastiques et religieux ; il traite secondairement de l'instruction et de l'assistance. Son développement considérable trahit l'importance attachée par ses rédacteurs aux objets qu'il contient. Si l'on y joint quelques points, dispersés dans les autres parties, ses trente-deux articles enferment le plan d'une réorganisation complète de l'Église gallicane. A ce titre, il mérite d'être regardé de près, confronté aussi avec la constitution de l'ordre ecclésiastique méditée par le peuple de la province.

Cette comparaison ne peut se faire qu'avec le cahier du tiers état ; car, pour des raisons qui échappent, la noblesse n'a pas cru devoir formuler un seul vœu relatif aux matières religieuses. Au reste, vouloir faire cadrer ligne à ligne les deux codes de réformes proposés à cette étude serait une entreprise chimérique : autre est le point de vue où se sont placés les prêtres manceaux, pour élaborer le leur, autre celui des juristes qui ont rédigé les doléances du troisième ordre. Cela suffit pour que les perspectives soient différentes, pour que des objets soient négligés par les uns qui sont au contraire longuement développés par les autres. D'un regard même rapide, il est aisé de voir combien le texte voté par le clergé est moins ample, moins approfondi, moins complet que l'autre, qui le déborde de toutes parts. C'est que, clairvoyants autant que résolus dans leur décision de réformer toute la machine politique et sociale, les hommes du tiers n'ont pas seulement dressé un plan général de constitution. Ils ont encore envisagé le rapport des parties de l'ordre nouveau conçu par eux, déterminé l'importance relative de chacune, fixé jusqu'aux détails de leur fonctionnement, aussi bien en matière religieuse que dans les domaines politique, administratif, judiciaire ou économique. Au contraire, soit pour réserver les droits du pou-

voir central, soit désir secret de retoucher seulement quelques parties de l'édifice social, de ne redresser que les abus les plus criants, soit enfin qu'il n'ait pas entrevu les progrès futurs de la Révolution, notre clergé n'a pas poussé aussi loin ses investigations.

Statut des biens ecclésiastiques, statut des personnes, statut des œuvres, tout a donc été atteint dans le cahier du tiers : le premier ordre ne s'est guère occupé que de la condition des personnes. Encore les curés manceaux ont-ils limité ou à peu près leurs ambitions à l'extension de leurs privilèges personnels. A en juger par exemple d'après le silence qu'ils gardent sur ce sujet, le sort futur des religieux leur aurait été indifférent.

Les représentants du peuple ne s'en désintéressaient pas de même. Fixer à vingt-cinq ans pour les hommes, à vingt et un pour les femmes, l'âge minimum où les vœux solennels pourraient être prononcés ; limiter les maisons de réguliers, par extinctions successives dans l'avenir ou par suppression immédiate des moins peuplées ; réduire enfin à un seul tous les ordres mendiants : tel fut le programme qu'ils remirent à leurs députés aux États généraux. Ils les invitèrent simultanément à ne pas perdre de vue qu'ils étaient seulement les mandataires des habitants des paroisses. Au reste, les modifications, restrictions, suppressions ainsi proposées étaient voulues par une importante majorité, soit par les bailliages secondaires et par huit des douze divisions de la sénéchaussée du Maine. Les quatre autres divisions, plus absolues dans leurs exigences, demandaient indirectement la destruction totale de la vie religieuse, par la mise en vente de tous les biens des réguliers (1).

1. *Cahier des plaintes, doléances et remontrances du tiers état de la province du Maine* (Tit. I, art. I) dans *Archives parlementaires*.

Deux courants d'opinion se partageaient donc le Maine sur cette question, l'un modéré, l'autre radical. Tous les deux se retrouvent dans les cahiers des paroisses de la Sarthe. Saint-Christophe-en-Champagne avait demandé que « tous les ordres monastiques fussent réduits à quatre » (1); Laigné-en-Belin, qu'ils fussent « tous confondus dans un seul d'hommes et un seul de femmes, dans chaque ville » (2); Briône se serait contenté de la suppression de tous les « religieux mendiants, comme étant presque inutiles aux fidèles et très à charge aux villes et aux campagnes » (3). Les habitants de Domfront-en-Champagne et ceux de Saint-Aubin-des-Coudrais exprimèrent le même vœu, ces derniers en termes forts durs. « Les quêteurs de toute espèce et de tout pays, disent-ils..., est (*sic*) une surcharge bien incommode. Un certain respect religieux qu'imprime la vie d'un homme qu'on sait ou qu'on croit être consacré à Dieu, oblige ceux-mêmes qui auraient besoin de recevoir des aumônes, de leur en faire. D'ailleurs, il n'arrive que trop souvent que la conduite de ces quêteurs détruit l'impression avantageuse qu'on en avait conçue et la change en mépris » (4).

Rude langage, que dépassent encore en violence les cahiers de Fercé, d'Épineu-le-Chevreuil et de Brûlon ! Écoutons celui-ci : « Il y a un trop grand nombre de religieux, de moines..., puisque les uns possèdent des biens immenses, dont une partie devrait-être employée au soulagement des pauvres, et les autres, en allant mendier, arrachent aux malheureux la portion qui leur était destinée et

taires ; Cahier des sénéchaussées et bailliages aux États généraux de 1789, par Mavidal et Laurent, t. III.

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. I, p. 473.

2. *Ibid.*, t. II, p. 315.

3. *Ibid.*, t. I, p. 459.

4. *Ibid.*, t. I, p. 69. — Cf. aussi t. I, p. 132 (Ballon).

nécessaire pour leur subsistance et dont ces moines mendiants font souvent un fort mauvais usage... Que font d'ailleurs les moines, les religieux, de leurs biens immenses, qui leur ont été donnés pour le soulagement des malheureux et le gouvernement des paroisses ? Les uns employent leurs revenus, qu'ils ne connaissent pas eux-mêmes, tant ils sont considérables, à faire de superbes maisons, des châteaux, *des palais*, qui ne sont pas toujours destinés à des œuvres pies. Il y en a d'autres riches et trop riches qui prient Dieu, il est vrai, depuis le matin jusqu'au soir, et même une grande partie des nuits, qui jeûnent les années entières ; enfin il y en a qui suivent leurs règles avec la plus grande rigueur : mais avec leurs prières, leurs jeûnes et leurs trésors, ils ne soulagent point les malheureux ; par conséquent ils sont nuisibles à la société et principalement aux pauvres » (1).

Logiquement cette diatribe devait conclure à la suppression de tous les couvents. Ses auteurs reculèrent devant cette hardiesse ; ils se contentèrent de réclamer une réduction des ordres religieux et l'affectation de ceux qui seraient conservés à des œuvres d'utilité publique. « En général, disent-ils, les collèges qui existent sont faibles, peu faits pour former la jeunesse, et les pensions y sont ruineuses. Il semble qu'on devrait en créer, où l'éducation serait plus sûre et moins coûteuse. Les bénédictins, dont la science est plus connue..., semblent propres à tous égards à tenir des collèges » (2). Tel est aussi à peu près le désir des habitants de Rahay : emploi des « moines rentés à enseigner gratis le latin, depuis le commencement jusqu'à la philosophie ». L'assemblée de paroisse de Saint-Rémy-du-Plain veut « que l'on rende les communautés de religieux

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. I, p. 274.

2. *Ibid.*, t. III, p. 477.

et de religieuses utiles à l'État..., principalement à l'instruction de la jeunesse et aux soins des malades » (1).

La conservation des réguliers n'est consentie, partout ici que dans des vues d'intérêt public ; nulle part elle ne s'inspire du respect de la liberté individuelle ni de considérations religieuses. Aussi bien l'hostilité contre les institutions monastiques est presque unanime, dans le département. Il y a, chez la plupart, un parti arrêté de « réformer l'Église, de la dépouiller de tous ses hors-d'œuvres qui, n'étant que l'ouvrage des hommes, ne sont que des accessoires devenus inutiles, comme les abbés, prieurs, chanoines et religieux » (2).

L'ensemble du clergé n'est point l'objet de la même aversion. Les novateurs les plus osés, ceux qui se vantent d'appartenir à un siècle « où l'on y voit clair », se défendent de vouloir toucher à ce qu'ils dénomment « l'ordre hiérarchique tel que Jésus-Christ l'a institué lui-même ». Ils ne refusent pas leurs sympathies ; ils les réservent pour « les bons et utiles pasteurs des paroisses » (3). Ce sont en effet les curés des campagnes que visent expressément les paysans manceaux, quand ils se déclarent « convaincus qu'il faut, pour le bien de la religion, conserver à l'état ecclésiastique et aux membres qui le composent toute la protection, le rang et les honneurs dus aux ministres des autels » (4). C'est d'eux encore qu'ils proclament le « ministère nécessaire » (5) ; en leur faveur, qu'ils veulent constituer « des rentes ou des domaines, pour faire honneur et

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. III, p. 198 (Neuvy-en-Champagne).

2. *Ibid.*, t. III, p. 477.

3. *Ibid.*, t. IV, p. 182 (Tennie).

4. *Ibid.*, t. I, p. 314 (Saint-Célerin) ; p. 523 (Connerré) ; t. III, p. 132 (Montfort-le-Rotrou) etc.

5. *Ibid.*, t. III, p. 455 (Saint-Rémy-de-Sillé).

tenir le rang qu'ils doivent avoir dans leurs paroisses » (1). « En effet, disent les habitants de Boëssé-le-Sec, la distinction que Sa Majesté daigne accorder au tiers état, en lui donnant plus d'influence dans les affaires publiques, ne diminuera jamais dans nos esprits l'opinion avantageuse que nous avons pour les deux premiers ordres de l'état ; le sacerdoce, par son excellence et par les avantages précieux qu'il nous procure, mérite sous ce rapport que nous honorions d'une vénération particulière ceux qui sont décorés de ce caractère auguste » (2).

Rien ne détonne dans ce parfait accord, dans ce concert unanime d'éloges, si ce n'est une note isolée, partie d'Épineu-le-Chevreuil qui se propage, en un écho très assourdi, jusqu'à la paroisse voisine de Ruillé-en-Champagne. Rien que la violence de cette diatribe la rendrait suspecte. Ses inexactitudes, en ce qui concerne le revenu des curés du diocèse ; ses généralisations manifestement exagérées, en matière de vocations ecclésiastiques, achèvent de lui enlever une bonne partie de son autorité. Enfin, à défaut de précisions qui désignent suffisamment les lieux et les personnes qu'elle vise, ses affirmations ne peuvent être acceptées que sous bénéfice d'inventaire.

C'est « à des quatre, huit, douze, quinze, vingt, vingt-cinq et trente mille livres de rente » par commune que les habitants d'Épineu fixent le produit des dîmes et des domaines curiaux, dans la province. Ils blâment, avec raison, « la fierté montée au dernier période » des curés « à grands équipages » ; s'indignent des écarts de ceux qui « nourrissent et entretiennent chez eux de fausses cousines, mignonnes, sous le nom de femmes de compagnie ou économes » ; flagellent la vie luxueuse des pasteurs qui « sont

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. II, p. 59 (Crannes-en-Champagne).

2. *Ibid.*, t. I, p. 200.

tous les jours dans des repas splendides, où chacun joue son rôle à sa guise ». Avec eux, l'on conviendra que ce sont là « des excès qui blessent fort leur état et la religion ». Mais la passion les égare visiblement quand ils avancent que « les prêtres qui se font actuellement » ne reçoivent les ordres sacrés que « dans des perspectives d'une opulence fastueuse et cachée sous le nom de prêtres » (*sic*) ; que, pour la majeure partie, ils portent leur titre, sans en posséder aucune qualité ni aucune vertu (1).

Ce n'est là qu'un témoignage isolé ou à peu près. En résumé, presque personne ne songe à porter atteinte à l'estime dont jouissent « les respectables pasteurs au soin desquels la conduite des âmes est confiée ; qui s'acquittent si dignement, en général, de leurs devoirs... ; qui, autant par goût que par état, remplissent avec exactitude les fonctions de leur saint ministère ; qui [enfin] tous entiers (*sic*) se sacrifient pour le bien, pour le soulagement des malheureux » (2).

Cette estime, les Manceaux du XVIII^e siècle l'étendent aux vicaires, « ministres des autels comme les curés » (3), et qui sont, de par leur caractère, « égaux à leurs curés » (4). Mais leur attachement, fait de sympathie personnelle, de reconnaissance, de religieux respect, se nuance ici de sentiments nouveaux. C'est avec peine qu'ils voient « le sacerdoce avili dans les vicaires » (5) ; leur compassion est unanime pour « ces malheureux [prêtres] réduits à la nécessité humiliante d'aller quêter leur subsistance » (6), parce que « leur sort n'est pas suffisant pour les maintenir dans l'état

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. II, p. 186.

2. *Ibid.*, t. I, p. 284 (Brûlon).

3. *Ibid.*, t. II, p. 150 (Domfront-en-Champagne).

4. *Ibid.*, t. I, p. 284 (Brûlon).

5. *Ibid.*, t. I, p. 31 (Saint-Antoine-de-Rochefort).

6. *Ibid.*, t. III, p. 232 (Noÿen).

de décence nécessaire » (1). Le cahier général du tiers état de la province ne dépasse donc pas le vœu de ses commettants, quand il demande l'amélioration de la condition de ces humbles ; il le traduit seulement sous une forme concrète et précise : « que les portions congrues et honoraires de tous les vicaires soient portées de 500 à 700 livres... [et] que, sur ces portions congrues, il soit fait déduction de la valeur et du revenu des domaines et jardins » (2).

Sur cette question du traitement des vicaires, l'accord du premier et du troisième ordre est complet. L'un et l'autre s'entendent pour en désirer le relèvement et la péréquation, pour demander qu'il devienne moins incertain et qu'il soit fermement assis sur quelque revenu déterminé. La communauté des idées ne dépasse pas cette limite. En particulier toute proposition de réaliser dans les faits l'égalité purement théorique et de principe, que le cahier de Brulon aimait à reconnaître entre tous les ministres des autels, eût paru téméraire, anarchique à nos curés. Bien loin de prévoir pour leurs auxiliaires une telle amélioration de leur sort, ils envisagent surtout les moyens de les tenir dans une dépendance plus absolue. Ainsi faut-il entendre le vœu qu'ils émettent de choisir eux-mêmes leurs collaborateurs parmi les prêtres approuvés dans le diocèse, sans que les évêques puissent en imposer *invito parochi* (3). Les termes impératifs par lesquels ils réclament, dans le même article, « que les droits respectifs des évêques et des curés soient respectés », n'admettent aucune autre interprétation de leur pensée.

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. III, p. 232 (Nogent-le-Bernard).

2. Mavidal et Laurent, *op. cit.* (*Cahier des plaintes, doléances et remontrances du tiers état de la province du Maine*, tit. II, art. 10).

3. Dom Piolin, *L'Église du Mans durant la Révolution*, t. I. p. 18-27 (*Cahier des doléances et souhaits du clergé de la sénéchaussée du Maine*), ch. V. art. 8.

Mais autant ils sont âpres à ne rien laisser perdre de leur autorité, autant ils se montrent avides de dérober tout ce qu'ils pourront à celle du haut-clergé. Enivrés par la puissance que le Règlement du 24 janvier leur confère momentanément, ils se hâtent de profiter de ce privilège d'un jour pour achever leur affranchissement, asseoir sur un fondement durable l'édifice de leur émancipation.

Leur idéal, en ce qui concerne la juridiction, est esquissé en une dizaine d'articles de leur cahier, dont la teneur ne laisse pas que d'être inquiétante. Suppression des droits honorifiques des curés primitifs et établissement d'églises paroissiales indépendantes de celles des réguliers ; faculté de soustraire, sous certaines conditions, leurs propres nominations au contrôle épiscopal ; « droit de porter l'étole, marque distinctive de leur juridiction, lors de la visite de leur église et dans les assemblées synodales » ; liberté de « se retirer avec pension », après quinze années d'exercice de leurs fonctions : toutes ces réclamations des pasteurs secondaires paraissent stupéfiantes à leurs successeurs, façonnés par cent ans de concordat.

Ce sont pourtant là les moindres prétentions de la majorité. Sous des formules dont l'imprécision calculée autoriserait plus tard toutes les usurpations, ce n'est rien moins que la suppression des Chapitres et la participation au pouvoir de légiférer en matière ecclésiastique et religieuse qu'elle revendique. Il faut se rappeler ce qui a été dit précédemment pour pénétrer pleinement le sens des deux articles capitaux de son cahier et en comprendre l'outrance. Ce que voudrait ce groupe important, ce qu'il a le front de requérir — sous prétexte que « le corps des pasteurs est de sa nature inséparable » — c'est « que les curés aient immédiatement rang et place après les évêques ; qu'ils soient appelés aux différents conciles qui se tiendront dans la suite, ainsi qu'aux assemblées du clergé ». Que n'a t-il

clairement affirmé qu'ils tenaient leurs prérogatives du droit de leur institution divine ? Qui l'a retenu de réclamer explicitement la voix délibérative, dans ces réunions solennelles où se discutent le dogme, la discipline et les intérêts généraux de l'Église ? Pour voilée que soit son ambition d'obtenir ces attributs de la souveraineté, elle apparaît assez dans la suite, soit qu'il demande « que les curés aient la liberté de s'assembler, pour conférer entre eux sur les matières concernant leur état, et le droit de faire des remontrances, pour les intérêts du bien public et de la religion », soit qu'ils sollicitent impérieusement « que les officiaux soient toujours assistés de quelques curés, pour rendre leurs jugements ».

Il reste à joindre à ces visées schismatisantes de nos curés deux de leurs vœux politiques : « qu'il continuera d'y avoir dans la monarchie trois ordres distincts, le clergé, la noblesse et le tiers état » ; et que « la forme d'opiner par ordre soit conservée dans les États généraux ».

Avec ces derniers traits, la cité de leurs rêves prend pour nous sa forme définitive et projette, devant nos esprits stupéfaits, ses lignes ambitieuses. Une Église gallicane, au profit de laquelle « la religion catholique, apostolique et romaine soit exclusivement la religion de l'État » ; où l'adoption d'un catéchisme, d'une liturgie et d'un bréviaire uniques, même pour les réguliers, conduirait progressivement à l'unification absolue ; dont enfin les ministres secondaires verraient supprimer tout intermédiaire entre eux et un évêque aux pouvoirs amoindris : voilà le plan général qui se dégage du chapitre intitulé, par le bas-clergé du Maine, « religion et discipline ecclésiastique ». Y-a-t-il besoin d'ajouter autre chose pour légitimer ce qui a été avancé plus haut des tendances presbytériennes des curés manceaux ?

Il est vraisemblable que, après réflexion et pris isolément, la plupart des signataires de ces formules excessives eussent refusé de souscrire à ces extravagances. Mais ils furent entraînés par la folie collective des assemblées, par l'ascendant qu'une poignée de meneurs brouillons devait prendre fatalement sur cette masse novice et grisée de ses premiers succès. Les retentissantes revendications qui viennent d'être résumées sont l'écho affaibli des violences d'un Legô d'Évron, d'un curé de Gourdain, ou du prieur de Domfront-en-Champagne, l'iman Tambour de *l'Histoire persane*. Une importante minorité de cent prêtres, parmi lesquels trente-deux curés, futurs jureurs ou réfractaires du lendemain, se détacha de ce groupe, au moment de l'approbation définitive du « Cahier des Doléances et Souhais ». Elle en désavoua « les dispositions qui pouvaient préjudicier à la juridiction de l'Église et aux règles de la discipline ecclésiastique, aussi bien qu'à celles qui portaient atteinte au droit de propriété spécialement reconnu dans le même cahier » (1). Elle refusa en définitive de suivre la majorité dans l'adoption du statut qu'elle songeait à donner aux biens ecclésiastiques.

Par une inconséquence étrange, ceux-là même qui avaient demandé « que toutes les propriétés fussent également sacrées » proposaient en effet — sans tenir compte des droits acquis — la « réunion de bénéfices simples et commendes ». Ils entendaient pourvoir ainsi à l'honnête subsistance des curés et vicaires de villes et autres curés et vicaires qui n'auraient que des revenus insuffisants ». — Leur indécente avidité leur fit proclamer également, comme un principe incontestable, « que les dîmes appartenaient de droit commun aux pasteurs ». Ils en réclamèrent donc le pro-

1. Dom Piolin, *L'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 457 (n° 1 des pièces justificatives).

duit total dans chaque paroisse, avec réversibilité sur les pauvres pendant la vacance des cures, et cela au détriment des archidiacres, qui avaient coutume de percevoir les fruits des bénéfices jusqu'à la nomination des nouveaux titulaires. Deux privilèges devaient assurer la jouissance paisible et perpétuelle de ce revenu à ses nouveaux possesseurs : « la récréance, au cas de contestation, lorsqu'ils prouveraient les deux dernières années de jouissance », et d'autre part l'imprescriptibilité. C'étaient détails de moindre importance, à côté de ces avantages, que d'obtenir la perception de la dîme au champ, selon les anciennes lois du royaume, et la fixation de leur quotité dans chaque paroisse, « afin d'éviter à jamais les procès ». Réclamations également minimales étaient les demandes en réduction ou exonération de diverses obligations qui grevaient les biens ecclésiastiques : charges de réparations, restrictions légales au droit de location, d'aliénation totale ou partielle par vente ou voie d'emprunt hypothécaire. Ces allègements se justifiaient comme une suite logique de la réforme consentie de l'impôt foncier, de l'abolition des anciens privilèges en cette matière, enfin de l'établissement d'un système de contribution uniforme sur toutes les propriétés.

A travers les dispositions ci-dessus énumérées, transparaissent quelques axiomes, dont les curés manceaux vont essayer de faire la base de leur Code nouveau. La propriété foncière, collective ou individuelle, restant inviolée, la jouissance de la principale source de revenus ecclésiastiques passe, légitimement d'après eux, des réguliers aux séculiers. Ainsi les décisions des tribunaux, pendant le dernier siècle, et la jurisprudence de plus en plus accusée du Parlement aboutissent logiquement à faire décider que la dîme appartient de droit commun aux pasteurs. Pour achever de soutenir cette prétention, historiquement discu-

table, ceux-ci invoquent d'ailleurs et le droit divin et les services qu'ils rendent à la société (1).

De ce principe d'utilité sociale le tiers état de la province tire, à son tour, des conclusions singulièrement plus larges. Celles-ci, que formulaient déjà les cahiers des paroisses, auraient dû mettre nos imprudents réformateurs ecclésiastiques en garde contre le péril qu'ils allaient créer. L'intangibilité des biens du clergé leur semblait sans doute suffisamment garantie par leur vœu préalable « que toutes les propriétés fussent également respectées ». Mais ils ne s'avisèrent pas que leurs desiderata particuliers, que la raison surtout dont ils les appuyaient, ruinaient le fondement même de cette immunité. Par la brèche qu'ils ouvraient, s'engouffra la masse des ambitions laïques ; rien ne fut conservé de ce qu'ils auraient voulu voir demeurer. Bénéfices simples ou en commende après casuel, qu'ils eussent volontiers abandonné (2) ; dîmes après bénéfices ; biens fonciers après dîmes : tout fut emporté par ce torrent, sous couleur des droits de la société ou tout au moins de ses besoins.

Moins usurpateurs, moins dédaigneux des droits acquis, en matière de dîmes, que celui du clergé, le cahier du troisième ordre propose, comme celui-ci, une nouvelle distribution de la propriété foncière ecclésiastique. Il demande que l'État s'empare des bénéfices simples non décrets, « prestimonies, chapellenies, pédagogies et autres ». Mais il en réserve le produit pour le traitement des vicaires et la dotation des établissements d'instruction et d'assistance.

Les bailliages secondaires allaient plus avant dans cette

1. *Histoire persane*, p. 43-47.

2. *Cahier des doléances et souhaits du clergé*, ch. V, art. 12.

voie. D'un simple déplacement de la fortune ecclésiastique ils tentaient de faire une spoliation partielle. Les réunions prévues ci-dessus une fois effectuées, un nouveau prélèvement devait être fait sur le surplus, pour être employé à l'acquittement des rentes dues par la nation. « Toutes les abbayes commendataires, les prieurés à la nomination du roi », concourraient désormais, par le même procédé, au paiement des arrérages de la dette publique. Une fraction du tiers état proposait même, pour réduire les charges nationales, le moyen plus radical que voici. Louis XVI serait supplié de « suspendre, pendant quelques années, la nomination à tous ces bénéfices, d'utiliser leurs revenus pour l'amortissement de la dette du clergé et le soulagement de l'État » ; d'assigner, enfin, à l'avenir, les pensions à la charge du Trésor, sur cette masse et « sur les maisons religieuses opulentes. » Quant aux établissements réguliers, supprimés par réduction ou après extinction, leurs biens seraient « appliqués à des objets d'utilité publique ».

Cette diversité dans les projets de emploi du produit des bénéfices répondait exactement aux vues différentes, exprimées dans les cahiers des paroisses. « Les abbés commendataires, dit celui de Saint-Rémy-de-Sillé, présentent un autre abus en ce qu'ils ne servent ni l'État, ni l'Église, et qu'ils ne font autre chose que de dépenser les revenus de leurs abbayes, dans tous les lieux où il leur plait de se fixer. Ils seraient aussi bien dans les mains des militaires qui ont servi l'État. Le Trésor royal, qui est obligé, de leur faire des pensions, en serait autant déchargé » (1). Les vœux des habitants de Crannes, quoique moins précis, ressemblaient à celui-là : « supprimer les abbayes et prieurés en commende, ou réduire les revenus ainsi que ceux des autres bénéfices, de manière qu'il ne

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. III, p. 459.

leur reste qu'un revenu suffisant pour faire honneur à leur état; remettre le surplus de leurs domaines dans le commerce pour que le prix en provenant soit employé au soulagement de l'État » (1).

L'affectation prévue ici était en somme assez vague pour menacer l'Église d'une spoliation importante au profit d'œuvres purement civiles. Mais la plupart des cahiers assignent à ces biens des fins mieux en rapport avec leur destination primitive. Des églises à réparer; des collèges à fonder ou à doter, des hôpitaux à entretenir, des bureaux de charité à créer, des curés et des vicaires à renter : voilà pour eux l'usage le plus judicieux à faire des fonds enlevés à la commende.

C'est le plus souvent aux mêmes intentions que les dîmes sont réservées, par les paysans qui en réclament la réforme. Le cahier de Soulligné-sous-Vallon résume exclusivement leurs desiderata habituels, dans les termes suivants : « Elles sont, dit-il, une contribution considérable de toutes les campagnes en faveur du clergé ». Mais, « parce qu'elles ont été partagées entre plusieurs corps ecclésiastiques, qui ne concourent presque point du tout au soulagement des paroisses, il convient de les rappeler à leur première destination » et de les consacrer à l'avenir : « 1° à doter les curés ; 2° à assigner aux vicaires et autres prêtres employés dans le ministère une subsistance honnête et suffisante ; 3° à former des établissements de bureaux de charité pour les pauvres ; 4° à subvenir aux dépenses pour la confection et réparation des églises de paroisse et presbytaires ; 5° pour l'entretien et décoration des églises qui n'ont point de revenus suffisants de fabrique » (2).

Remettre cet impôt en son état primitif, voilà donc le

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. III, p. 59.

2. *Ibid.*, t. IV, p. 127-128. — Cf. *Ibid.*, t. II, p. 158 (Saint-Léonard-des-Bois).

vœu le plus fréquent des villageois manceaux. Et ils entendent par là en verser le montant aux curés, « qui n'en devront être que les économes » (1), ou aux paroisses qui en surveilleront la répartition dans les conditions énumérées ci-dessus.

Car il est remarquable qu'une vingtaine de communes au plus réclament la suppression pure et simple de la dîme, et encore avec cette restriction que le traitement du clergé sera préalablement assuré. Les autres sont à peu près unanimes à demander, avec le cahier de Prévelles, que « les gros décimateurs, tels que les prieurs, les religieux, les abbés commendataires en soient dépouillés » (2). Cependant le plus grand nombre ne songe point à frustrer de leur produit « les curés et les prêtres qui travaillent dans les paroisses ». Certains désirent bien l'abolition des charnages, des dîmes vertes et menues, la réduction au treizième des autres dîmes et leur péréquation, ou encore leur conversion en une contribution en argent ; mais, sauf à Ruillé-en Champagne et à Épineu-le-Chevreuil, ces revendications sont généralement faites en termes fort mesurés.

Les députés à l'assemblée générale du tiers état exprimaient donc, sans les enfler ni les diminuer, les volontés de leurs commettants, quand ils laissaient aux gros décimateurs la faculté d'abandonner leurs dîmes, pour servir les pensions des curés et vicaires, ou quand ils en sollicitaient la restitution aux paroisses, contre l'exercice gratuit des fonctions ecclésiastiques.

Ils firent preuve d'une égale modération, dans le sort qu'ils réservaient à une troisième source de revenus ecclésiastiques. Sans se laisser influencer par les fougueuses

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. II, p. 348 (Saint-Georges-du-Rosay) et t. IV, p. 103 (Ségrie).

2. *Ibid.*, t. III, p. 426

déclamations de certains cahiers, qui demandaient « l'anéantissement des rentes féodales », quelque sacrée que fut leur origine (1), ils s'appliquèrent à libérer la terre par des moyens moins révolutionnaires. Guidés par un souci d'équité qui les honore, ils ne songèrent point à abolir sans indemnité les droits utiles et honorifiques du clergé. A leur avis, l'autorisation qui lui serait donnée d'« aliéner à perpétuité ses fiefs, seigneuries et droits en dépendant », devait être compensée par un amortissement correspondant de sa dette.

C'était là, dans leur intention, une manière de limiter la mainmorte. Un autre coup lui serait porté par la concession, faite aux ecclésiastiques, de la faculté de vendre leurs domaines, par l'interdiction aussi « d'acquérir plus tard » et de recevoir aucuns biens fonds et autres propriétés ni rentes sur particuliers.

En résumé, sauf sur quelques points secondaires — prélèvement plus ou moins large de l'État sur les biens de l'Église et péréquation des traitements et portions congrues — il y a accord à peu près complet entre les curés et le tiers état du Maine. La réforme organique que les uns sollicitent à leur profit est agréée pleinement par l'autre partie. Elle consiste dans le déplacement de la fortune ecclésiastique et dans son transfert au clergé séculier. La question d'un amoindrissement quelconque d'influence pour celui-ci ne se pose donc pas, chez les députés du troisième ordre. Leurs desiderata en matière d'enseignement prouvent même qu'ils songeaient plutôt à renforcer ses moyens d'action.

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.* t. IV, p. 351 (Volnay).

IV

L'on a dit, au chapitre précédent les initiatives intelligentes des curés, pour ouvrir des écoles dans leurs paroisses et y créer des œuvres d'assistance, le concours prêté à leurs essais par les congrégations locales. Faute de plan d'ensemble, peut-être aussi de principes directeurs assez nets, ces tentatives généreuses n'avaient donné que des résultats souvent médiocres, en tout cas sans cohésion. Les bureaux de charité sont très rares dans le Maine, à la fin du XVIII^e siècle; il y reste bien des écoles à créer, à doter. Le besoin se fait sentir d'un programme minimum d'enseignement, d'une coordination enfin des efforts individuels, qui supplée à ce qu'ils ont d'insuffisant et fasse produire, à un système encore inorganique, les résultats qu'en attend l'opinion.

L'enquête de la Commission intermédiaire, en 1788, et les cahiers de paroisses mettent en lumière les lacunes qui sont à combler. Quelques exemples les feront entrevoir. L'importante paroisse de Malicorne n'a pas de maîtresse d'école. L'unique maître du collège de garçons y doit être payé en partie par les familles, parce que la subvention fixe de 100 livres, dont il jouit avec maison et jardin, est grevée de services religieux (1). La rente constituée, à Asnières, pour instruire la jeunesse, n'est que de 15 livres (2). A Vancé, les écoles manquent totalement (3). Les sœurs de charité n'ont été établies, à Vibraye, que pour l'Hôtel-Dieu de la ville; elles n'assurent l'instruction gratuite que depuis

1. A. M. de Malicorne, DI, f^o 11.

2. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. I, p. 45.

3. A. M. de Vancé, *Délib.* (26 mars 1788).

1780 et en vertu d'un contrat spécial, passé, cette année-là, avec le bureau de l'hôpital (1). Comme elles, les sœurs Lazaristes de Bessé ne sont point tenues à enseigner par l'acte de leur fondation ; c'est donc bénévolement qu'elles reçoivent, dans leur unique école, les enfants de Bessé, Bonneveau et La Chapelle-Huon (2).

Deux améliorations au moins étaient indispensables pour remédier à une condition si précaire : subventionner les écoles et leur assurer des maîtres. L'on a vu plus haut les cahiers de paroisses demander que ceux-ci fussent pris parmi les membres des ordres religieux. Celui du tiers état de la province les choisit parmi les vicaires. Il projette de charger ceux-ci de « faire des écoles de garçons » et de relever leur traitement, par un prélèvement sur les dîmes et par la réunion de bénéfices simples. Un programme d'ensemble complète ces dispositions. Il comprend « l'établissement de collèges, dans les villes où il n'y en a pas et où il peut être nécessaire d'en fonder » ; la création, « dans les collèges et séminaires, de bourses et pensions gratuites, qui seront accordées de préférence aux enfants de ceux qui ont bien mérité de la patrie ». Un plan d'études, « dans les collèges, universités et facultés », couronnera ces réformes.

Pour larges que fussent ces vues, elles n'étaient peut-être pas absolument désintéressées. Dans le silence gardé sur l'éducation des filles, dans la sollicitude témoignée au développement de l'enseignement supérieur, un observateur un peu pointilleux découvrirait sans doute la secrète pensée de favoriser les futurs citoyens et particulièrement les fils de la bourgeoisie.

1. A. M. de Vibraye, *Reg. de délibérations du bureau de la charité* (25 mars 1790).

2. A. D., L 388, f^{os} 144 et 156.

Si le clergé manceau a des ambitions analogues, il ne les dissimule pas. L'admission gratuite des enfants pauvres et de familles nombreuses dans les collèges, séminaires, est voulue par lui, comme un moyen de former des jeunes élèves pour l'état ecclésiastique: L'on ne pourra nier du moins que sa clairvoyance fût plus grande que celle du tiers, en ce qui touche le recrutement des maîtres. Son souci de former « un corps spécialement consacré à l'instruction de la jeunesse », de « pensionner les professeurs après vingt ans d'exercice », est une preuve indiscutable de sa perspicacité généreuse.

A quelques-uns cette dernière proposition ne paraîtra pas exempte d'égoïsme. Mais, en ce temps de pénurie de personnel, n'y avait-il pas, dans l'institution de ce système de retraites, un moyen bien propre à constituer un groupe de maîtres compétents? D'autres, qui reprocheront à nos curés leur étroitesse en matière de liberté de la presse, ne pourront qu'applaudir au libéralisme qui les poussait à demander l'établissement de « deux écoles gratuites par paroisse, pour les enfants de l'un et de l'autre sexe ».

Aussi bien les pasteurs manceaux ne seraient-ils pas embarrassés pour motiver ce dernier vœu, par des attendus qu'inspireraient autant des considérations d'ordre religieux que des motifs temporels. Car ils sont eux-mêmes trop instruits, trop éclairés, trop remplis d'expérience, pour ne pas souscrire aux judicieuses observations que l'un d'eux, peut-être, avait suggérées aux signataires du cahier de Saint-Célerin : « l'ignorance, dans laquelle est plongée une grande partie du peuple, ne peut qu'engendrer la superstition dans la religion, des mauvaises pratiques dans l'agriculture ; la décadence dans les arts » (1).

1. Bellée et Duchemin, *op. cit.*, t. I, p. 315.

CHAPITRE IV

Le clergé et les premières lois religieuses

- I. — Opinion du clergé sur les premiers travaux de la Constituante; enthousiasme des curés, leur action. — Sympathies du peuple pour ses pasteurs; choix des curés comme membres des municipalités; la religion et les fêtes civiques.
- II. — Préliminaires de la vente des biens nationaux: déclarations; affirmation de baux; inventaires; soumissions. — Étendue de la propriété ecclésiastique dans la Sarthe. — Premières ventes et leurs succès; montant des ventes. — Résistances à la vente de l'argenterie des églises et à l'enlèvement des cloches.
- III. — Dispersion des religieux; leur retour dans le monde; entrées dans le clergé constitutionnel. Incidents lors de quelques départs. — Dispersion des religieuses enseignantes, en 1791 et 1792; maintien partiel de la vie commune. Les incarcérations de religieuses. Suppression des Chapitres; résistances à Saint-Julien et à Saint-Pierre-la-Cour.

I

Les assemblées préparatoires aux États généraux avaient rempli leur tâche. Aussitôt après leur dissolution, l'effervescence au milieu de laquelle elles avaient été tenues se dissipa et la province reprit le cours alangui de sa vie habituelle. Même le petit groupe des députés et de leurs amis ne garda pas grande animation; du moins n'y a-t-il presque pas de traces de son activité. Seul ou à peu près Monseigneur de Gonssans laissa percer les soucis que lui causait l'avenir. Il les exprima dans un mandement, publié à l'occa-

sion de l'ouverture de la première assemblée parlementaire. « Du bon ou du mauvais succès des États généraux, disait-il, va peut-être dépendre le salut de la France... Si la concorde y règne, que ne sommes-nous pas en droit d'en attendre pour la félicité publique ?... Hélas ! si des idées contraires venaient malheureusement à prévaloir ! Mais détournons nos yeux de ces pressentiments affligeants... Pardonnez, Seigneur, à votre peuple ! Les orages de l'été, les rigueurs de l'hiver... tous ces fléaux n'auraient-ils pu jusqu'à présent satisfaire votre vengeance et calmer votre colère ? Faudra-t-il encore que, pour la mieux servir, toutes les passions se déchainent et que la France voie déchirer son sein par ses propres enfants ? (1). »

Les divisions, dont le clergé du Maine venait de donner le spectacle, étaient-elles la cause des préoccupations de l'évêque ? Soupçonnait-il plutôt que les revendications extrêmes, formulées en ces temps derniers, allaient être satisfaites, que les biens ecclésiastiques seraient vendus, les congrégations dispersées, les compagnies de chanoines supprimées ? — Ce sont ces changements qui feront la matière du présent chapitre. Une étude des sentiments politiques du clergé et de ses rapports avec les populations, jusqu'à la fin de 1790, les précédera.

Le mandement épiscopal ne désignait point clairement les objets de ces soucis. L'eût-il fait, que le cri d'alarme poussé par le prélat n'aurait guère recueilli que de l'indifférence. Les réguliers partageaient sans doute ses inquiétudes. Ils savaient que l'opinion leur était unanimement hostile ; mais leur impuissance les condamnait à des craintes stériles et à de vains regrets. Toute protestation,

1. *Mandement de Mgr. de Jouffroy-Gonssans qui ordonne des prières publiques pour l'heureux succès des États généraux*, 8 pag., in-8°, le Mans, Monnoyer, 1789.

toute plainte de leur part eût été inutile. Les chanoines ne pouvaient guère se dissimuler leur impopularité. Mais comment auraient-ils soupçonné un renversement de l'ordre ecclésiastique assez radical pour amener leur disparition ? Quant aux curés, ils envisageaient l'avenir avec une sérénité confiante. De cette quiétude le prieur de Domfront se faisait naïvement l'interprète, quand, sur le point de se rendre aux États généraux, il prenait l'unique précaution de confier la garde de sa paroisse à Dieu et à son vicaire (1). Au reste quelles préoccupations auraient pu troubler l'optimisme du bas-clergé manœuvrier, dans ces premiers temps de la Révolution ? Il avait rapporté, de l'assemblée des trois ordres au chef-lieu, la certitude que les réformes réclamées par l'opinion étaient à peu près conformes à ses désirs. Le spectacle de sa propre puissance et de celle du tiers état n'avait pu que le confirmer dans ses espoirs.

Il en était de même des événements politiques qui avaient suivi, notamment de la transformation des États généraux en Constituante. Bien plus, le triomphe du troisième ordre, dans les laborieuses journées de juin, était pour les curés un nouveau gage de leur propre victoire à venir.

Quant aux premières mesures, prises par l'Assemblée nationale, elles n'avaient pu être accueillies par eux qu'avec faveur. Ainsi en était-il de la déclaration contenue dans le décret du 4 août 1789, « que tous les citoyens pourraient être admis à tous les emplois et dignités ecclésiastiques, civiles... » (2). Il est vrai que ce texte libérateur avait aussi aboli, entre autres privilèges, les dîmes et le casuel ; mais il avait indiqué également « qu'il serait avisé aux moyens de subvenir d'une autre manière à la dépense du culte et à l'entretien des ministres des autels ». Pour les moins favorisés de ces derniers, un relèvement des portions congrues

1. A. M. de Donfront-en-Champagne, *État civil*, 1789.

2. Duvergier, *Lois, décrets*, t. I, p. 33-35.

avait même été prévu, avec l'établissement de pensions pour les vicaires (art. 5 et 8 du décret). La loi du 2/4 novembre avait accentué ces bonnes dispositions et déclaré que la dotation d'aucune cure ne serait inférieure à 1.200 livres annuelles, non compris le logement et les jardins qui en dépendaient (1).

Ce chiffre de 1.200 livres eût été pris pour maximum du traitement des curés qu'il aurait probablement soulevé des protestations, dans la Sarthe. Mais quel esprit était assez perspicace pour deviner, dès ce moment, l'échelle des salaires, que devait fixer l'article 5 du titre 3 de la Constitution civile ? Aussi les mécontentements, s'il en fut ressenti dès lors, ne se firent jour que plus tard. C'est seulement au mois de juin 1790 que se place l'incartade du curé de Douillet-le-Joly. D'après les chroniques de cette paroisse, l'abbé Hiron, venu au Mans pour la foire de la Pentecôte, aurait appris à l'auberge la réduction du traitement des curés à 1.200 livres. « Oubliant l'endroit où il se trouve, dit l'auteur du récit, il s'écrie, dans le premier mouvement d'indignation : Mais ce n'est pas de quoi nourrir mes chiens ! » La malencontreuse parole ameuta la populace ; l'imprudent curé n'eut que le temps de monter en voiture et de regagner sa paroisse en toute hâte (2).

En fait aucune sortie de cette violence n'échappa plus à personne. Les directoires du département et des districts reçurent bien des réclamations, relatives aux pensions des curés. Mais elles sont postérieures à cette date ; puis elles n'eurent jamais de caractère collectif. Elles se bornèrent, en somme, à la défense d'intérêts individuels, sans prétendre aucunement protester contre l'amoindrissement de revenus qu'imposaient les décrets. Elles avaient d'ordinaire pour objet soit de rectifier les déclarations primitives

1. Duvergier, *op. cit.*, t. I, p. 55.

2. R. Triger, *Études historiques sur Douillet-le-Joly*, p. 226.

des intéressés, concernant leurs ressources, soit de contester les estimations insuffisantes qu'en avaient faites des municipalités trop rigides. Au reste ces revendications furent toujours polies, courtoises, empreintes de confiance dans l'équité de l'administration. Un seul reproche mériterait d'être fait à certaines d'entre elles : celui de dépasser les limites du respect et de la déférence, pour tomber dans une obséquiosité indéfendable.

Si parfois le ton de ces requêtes devient un peu vif, si elles tournent aux plaintes, aux murmures, aux récriminations, c'est que les retards, opposés à la remise de leurs émoluments, jettent quelques-uns de nos prêtres dans une misère intolérable. Qu'ils soient dus aux défauts d'une législation incomplète, à la nécessité pour les directoires de recueillir les informations indispensables pour la fixation des traitements, à la négligence, tout au moins à l'insouciance de quelques administrations subalternes, ces délais se traduisent, chez les intéressés, par une gêne cruelle, des embarras inextricables. Qu'on en juge, entre autres exemples, d'après l'exposé de la situation de Michel Rousin, desservant de la Chapelle-du-Bois-de-Macquilly. « On s'empare de tout le temporel, écrit-il au Comité ecclésiastique, sans laisser avec quoi acquitter les fondations. Le titulaire me dit : Je ne paierai plus, puisque je ne jouis plus. Le district me dit : Attendez un nouveau décret qui fixe toutes les choses. Je ne puis m'adresser au trésorier, parce qu'on me dit : Quoique vous exerciez les fonctions du ministère, vous n'êtes pas vicaire, puisque vous dites la messe ailleurs et non pour la paroisse. Le receveur de ma pension alimentaire (sur le Séminaire Saint-Charles) me renvoie à ceux à qui il a rendu ses comptes ; il ne me reste plus un liard pour vivre. Agé de cinquante-un ans, malade, que faire ? Que devenir ? Avec quoi payer 600 livres de dettes des vivres de mon année ? Tous mes meubles

me suffiraient à peine et mes créanciers me pressent » (1).

Quoiqu'il en soit de ce cas et de quelques autres analogues, une conclusion ressort nettement de toute la correspondance relative au traitement des curés, pour les années 1790 et 1791 : l'unanimité s'est soumise, sans protester, aux lois qui réduisaient leurs revenus. Mieux encore, la prévision des pertes qu'ils allaient subir n'a point détourné le cours de leurs sympathies, ni refroidi leur enthousiasme pour l'œuvre de la Constituante.

Les témoignages de cette faveur persistante sont peu nombreux, par suite du manque de documents ; mais leur ampleur compense leur rareté. Et parce qu'ils sont empruntés aux régions les plus éloignées du diocèse, ils représentent mieux l'opinion du clergé rural : dans l'immensité de la plaine nue, les moindres saillies prennent un relief singulier ; pour peu que la nature les ait en outre heureusement distribuées, l'œil obtient une notion distincte, ordonnée et assez exacte des objets.

Le curé de Brûlon raconte, dans ses registres paroissiaux, la fusion des trois ordres de la nation ; puis il poursuit son récit en ces termes. « Pendant que tout le monde se réjouissait de cette heureuse réunion, il se formait des assemblées clandestines pour traverser leur opération. La reine, le comte d'Artois et plusieurs autres princes, avec la maison de Polignac et autres grands, qui prévoyaient les changements qui allaient avoir lieu, changements qui ramenaient l'ordre, et qui par conséquent déconcertaient ceux qui jusqu'alors n'avaient trouvé leur bonheur que dans le malheur public ; tous ces gens, dis-je, et mille autres jurèrent la perte de l'Assemblée nationale ; ils surprennent la confiance du roi, toujours bon mais trop aisé à tromper ; ils obtiennent le renvoi de Monsieur Necker, le *palladium*

de la France, et des autres ministres amateurs du bon ordre et en obtiennent d'autres à leur goût. Ils n'en restent pas là : pour empêcher Paris de voler une seconde fois au secours de l'Assemblée nationale, on appelle des troupes, et bientôt il se forme un camp de 30.000 hommes entre Paris et Versailles. On avait pris des mesures pour contenir Paris et peut-être pour le bouleverser, par les convois d'artillerie qu'on avait braquée aux environs, par les ordres donnés à la Bastille et aux Invalides de tenir bon, etc., etc... Enfin tous les papiers publics annoncent une conspiration infernale de massacrer ceux des députés les plus zélés pour la nouvelle constitution et de renfermer les autres, pour contenir les provinces en cas d'insurrection. La France, après l'espoir de la plus heureuse révolution, était à la veille du plus dur esclavage. Mais la Providence vient à notre secours et bientôt nos ennemis sont déconcertés...

... On assiège la Bastille, ce fort qu'on regardait comme imprenable... ; on le prend dans une nuit, le 14 juillet... Huit jours après, il se répand une alarme universelle et dans le même temps par tout le royaume... On ne finirait point si l'on voulait entrer dans tous les détails des troubles et agitations, qui ont régné pendant huit ou douze jours dans toute la France.

Mais d'où vient cette fausse alarme ? Qui y a donné lieu ? C'est encore un problème. Les uns l'attribuent à la cabale qui voulait occuper les provinces, pour les empêcher de voler au secours de la capitale ; les autres disent que l'Assemblée nationale en est l'auteur pour faire connaître aux ennemis de la nouvelle constitution qu'ils auraient toute la France à combattre. Quoi qu'il en soit, il en est résulté une humeur martiale, qui a rehaussé le courage de tous les Français, au point qu'à l'exemple de Paris tout le monde a pris la cocarde, comme le signal de l'esprit patriotique. Il n'y aurait pas eu de sûreté de ne pas suivre

l'exemple ; les prêtres même ont été obligés de la mettre sur leur bras gauche ; j'ai encore la mienne.

On n'en est pas resté là ; dans toutes les villes et bourgs, on a levé des milices bourgeoises, qu'on appelle présentement des gardes nationales, qui ont monté la garde, jour et nuit, et continuent encore en plusieurs endroits, et qui sont toujours prêtes à se rallier au premier signe. Enfin la France est comme un grand camp qui a presque autant de soldats que de citoyens.

Tel est l'état de la France aujourd'hui ; et il faudrait faire une boucherie de tous les Français, si l'on voulait faire une contre-révolution et remettre les choses sur l'ancien pied. Il ne faut rien moins qu'une pareille disposition pour arrêter la fureur de tous les antropophages, qui s'engraissaient du sang des malheureux et qui enragent de voir qu'on leur arrache leur proie. Craignant d'éclater, ils trament sous main ; et il n'est ruses, ressorts et moyens les plus iniques qu'ils auraient mis et qu'ils mettent en usage, pour parvenir à leurs fins. C'est ce que l'on découvrira et ce que l'histoire transmettra à la postérité. On y verra les accaparements de blé, par lesquels ils ont mis la famine en toute la France, quoiqu'il y eût du blé pour dix-huit mois. On verra les libelles répandus dans le peuple, pour le tromper et le porter à la révolte. A la vérité une partie ont pris la fuite ; mais il y en a encore un grand nombre dont on se défie et avec raison. Dieu daigne dissiper leurs desseins et amener la France à une heureuse régénération ! C'est dans ces vues que, le 26 juillet, j'annonçai que, pendant trois lundis, il y aurait une messe solennelle précédée du *Miserere* du *Veni Creator* et suivie du *Te Deum*, pour la conservation, réformation et pacification du royaume » (1).

1. A. M. de Brûlon. *État civil*, 2 janvier 1790.

Futurs jureurs et réfractaires de demain partagent les mêmes espoirs et les mêmes antipathies. Des jugements semblables à ceux du curé de Brûlon sont portés en effet sur l'œuvre législative, sur les manœuvres des réactionnaires et le rôle du tiers état, par les curés d'Aillières, de Sougé-le-Ganelon, de Souligné-sous-Ballon, etc.

L'un écrira que « les aristocrates — haut clergé et haute noblesse — ont employé toutes sortes de moyens plus indignes les uns que les autres, sans pouvoir faire échouer les projets de réforme d'une infinité d'abus criants et oppresseurs » (1). L'autre s'en prend à « beaucoup de grands seigneurs et autres occupant les grandes places de l'État, qui entreprirent de tirer secrètement tous les grains de ce royaume, pour les faire passer à l'étranger, affamer par là tout le royaume, le révolter contre l'Assemblée des États généraux, désunir l'assemblée et en empêcher le succès » (2). Le troisième, après un récit des troubles, survenus dans les provinces à la suite de la prise de la Bastille, achève sa narration en exprimant l'espoir que « les États généraux remédieront à une partie de ces maux » (3).

Il est vrai que l'enthousiasme pour les réformes et la sympathie pour les réformateurs n'atteint pas partout ce degré de chaleur ; qu'en quelques endroits il s'y mêle des critiques ou tout au moins des réserves. Mais ces jugements représentent d'une façon moins exacte l'opinion du bas clergé manceau, en 1789. Ils sont peu nombreux d'une part. En outre, ils ont été rédigés quelques années après (4) ; or ces sévérités tardives, formulées à la suite d'événements postérieurs, n'ont point la valeur d'appréciations plus spontanées, enregistrées sous l'influence immédiate des faits

1. A. M. d'Aillières, *État civil*, 1789.

2. A. M. de Souligné-sous-Ballon, *État civil*, 1789.

3. P. Moulard, *Chronique de Sougé-le-Ganelon*, p. 243.

4 Cf. A. M. de Montbizot, de Ponthouin, etc, *État civil*.

qui les ont dictées. Inspirées par la vue directe des événements populaires, puisées comme celles du curé de Montmirail, dans la lecture du *Point du jour* (1), ou empruntées à d'autres feuilles parisiennes, ces dernières correspondent plus adéquatement à la mentalité du clergé sarthois, au moment qui nous occupe.

Désormais les sentiments des curés manceaux peuvent se préjuger : la confiance absolue de la majorité d'entre eux dans la Constituante, leur hostilité marquée à l'égard de ses adversaires. Ils sont de cœur avec ces députés du clergé qui ont assuré le triomphe du tiers, aux États généraux. Bien plus, pour limitée qu'elle soit, leur action prolonge, dans la province, celle du troisième ordre à Versailles ; dans les démonstrations locales en faveur de la liberté, ils se mettent au premier rang. Le bruit se répand-il, dans la nuit du 21 au 22 juillet, que les villes voisines sont menacées par les brigands, que la tranquillité publique est en péril ? Aussitôt les projets de réforme leur paraissent compromis par les menées contre-révolutionnaires. Le tocsin sonne donc à tous les clochers et les campagnes se portent d'un élan soudain vers les points menacés, « avec fusils, faux, brocs, fourches ferrées, bâtons ferrés, volants, bisaigües, fourchettes, haches, vouges, etc. » (2). Ce sont leurs pasteurs qui conduisent, la plupart du temps, ces bandes de guerriers improvisés et, dans la foule des gens qui élevèrent des retranchements autour de Ballon, M. R. Triger distinguera « le curé de Saint-Ouen et les autres prêtres », empressés à charroyer des matériaux (3).

L'ivresse, des excitations furieuses aboutirent là au meurtre inattendu de MM. Cureau et de Montesson. En

1. A. M. de Montmirail, *État civil*, 1788.

2. A. M. de Souigné-sous-Ballon, *État civil*, 1789.

3. Triger, *L'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine*, p. 235.

d'autres lieux tout se borna à de fausses alertes ; mais des précautions avaient été prises, auxquelles le clergé des paroisses s'associa, quand il n'en eut pas l'initiative. Le curé de Saint-Georges-de-la-Couée écrivait, le 24 juillet, à l'abbé de la Loutière : « M. le Doyen de Courdemanche m'envoie dire, hier, de faire sonner de nouveau le tocsin et de lui envoyer du monde, pour aller au devant d'une troupe de brigands, qui ravageait Saint-Vincent-du-Lorouer, et de faire tenir mes paroissiens sur leurs gardes, de peur qu'ils ne fussent eux-mêmes surpris... » Le lendemain, son confrère de Sainte-Cérotte adressait la lettre suivante à M. de Musset, seigneur de Cogners : « Dès hier, j'aurais eu l'honneur de répondre à l'avis que vous me donnez, sur l'établissement d'un poste de communication de Saint-Calais à Sainte-Cérotte et de Sainte-Cérotte chez vous, si je n'en avais été empêché par l'obligation, où je me suis trouvé, d'aller à la sépulture du curé de Marolles.

Cette communication sera très facile à établir et, par ce moyen, nous serons intruits de ce qui arrivera aux environs. Sitôt que j'aurai la connaissance du moindre mouvement... vous pouvez vous assurer que je vous en donnerai nouvelle... » (1)

Étienne Beucher a tracé, dans la longue philippique citée tout à l'heure, le tableau du grand camp qu'était devenue la France, à la suite des troubles de juillet ; évoqué aussi l'image du mouvement général d'où sortirent les premières milices nationales. Les curés sarthois auraient pu échapper à cette fièvre guerrière, rester en dehors de la révolution municipale, qui remplaça spontanément les anciens pouvoirs locaux débordés et impuissants ; mais ils ne songèrent pas à s'abstenir et la confiance populaire refusa de les mettre à l'écart. Tous n'eurent pas l'honneur d'être appe-

lés à commander les troupes citoyennes, comme le vicaire de Bouloire, Louis Chollet ; mais ils s'inscrivirent en grand nombre dans les nouvelles milices. D'autres prirent rang dans les comités de subsistances et de sûreté, qui furent substitués alors aux anciennes administrations. Enfin, dans ces temps où les cérémonies religieuses et civiles étaient inséparables, leur caractère sacré les désigna pour appeler la protection divine sur les drapeaux et les armes de ces compagnies volontaires.

M. R. Triger a raconté la pompe avec laquelle furent bénis ceux de la ville du Mans ; la présence de plus de cinquante membres du Comité, de la milice nationale, avec son état-major ; le « très bon discours du chanoine Paillé » ; le *Te Deum* qui suivit (1). Quelques détails, empruntés aux archives communales, mettront en relief le caractère religieux des cérémonies semblables, qui eurent lieu dans les paroisses rurales.

L'abbé Vincent Duportal, curé de Saint-Germain de Noyen, inscrit à la fin de ces registres paroissiaux de 1789 : « Le deuxième jour d'août, sur les neuf heures du matin, à l'issue de la messe solennelle, j'ai fait la bénédiction du drapeau de la garde nationale, en présence des sieurs Cottereau, commandant ; d'Andigné, lieutenant-colonel ; de Rouget, major ; de Couet, capitaine... et autres officiers, soldats citoyens,... lesquels m'ont requis de mettre le drapeau sous le nom et la protection de saint-Germain, ayant l'inscription : Vive le Roy, Vive la Nation ! ayant les armes du Roy d'un côté et de l'autre du Tiers État » (2).

A Cogners, le général des habitants se réunit dès le 24 juillet. Il accepta « d'une voix unanime », la proposition du syndic de la municipalité de Bouloire de former une

1. R. Triger. *L'année 1789, au Mans et dans le Haut-Maine*, p. 256.

2. A. M. de Noyen, *État civil*, 1789.

compagnie de milice nationale. On procéda ensuite à l'inscription de tous ceux qui se présentèrent volontairement, pour en faire partie. L'appel fait de tous les enrôlés, ceux-ci « prêtèrent, en présence de M. le Curé de la paroisse, le serment dont la teneur suit : Nous habitants de la paroisse de Cogners, instruits que des malintentionnés se permettent journellement des délits de toutes espèces, sommes convenus de nous réunir en milice nationale. Et, comme notre démarche n'a pour but que le maintien du respect et de l'obéissance due au meilleur des Rois et l'observation des lois, le bon ordre et la tranquillité publique, nous nous flattons qu'elle sera agréable au Roi et à l'Assemblée nationale, sous le bon plaisir desquels nous nous réunissons. En conséquence, après nous être recommandés à Dieu, nous avons tous juré de nous aimer comme frères et de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour l'exécution des lois et la fidélité que nous devons au Roi, notre père commun » (1).

Des manifestations analogues se succédèrent dans les villes et bourgs du Haut-Maine, jusque vers la fin de septembre. Le 29 de ce même mois, l'alliance du catholicisme et de la liberté fut célébrée d'une façon inattendue. L'économiste Véron de Fortbonnais et sa femme, Marie le Roy de Chaumont, firent baptiser une cloche, à Champaissant ; outre les noms de Marie-Françoise qu'elle reçut, elle fut surnommée « Tiers-État » (2).

Est il superflu de citer une manifestation du même genre à Malicorne ? Le 21 mai 1791, le curé Drouault baptisa Julien-Olivier-Joseph Baussan ; il fut promis au cours de la cérémonie « que le dit enfant serait fidèle à la nation, à la loi, et au roy » (3). De ce que cet engagement fut pris par

1. A. M. de Cogners, P. D.

2. A. M. de Champaissant, *État civil*, 29 septembre 1789.

3. A. M. de Malicorne, *État civil*, 21 mai 1791.

le parrain, Joseph-Louis Bellot, major de la garde nationale, et la marraine, Anne Brossier, femme de René Briand, capitaine de la dite garde, on ne saurait conclure que les milices citoyennes en général restèrent attachées à la religion. Mais ce qui est certain, c'est qu'à travers leurs transformations, ces institutions militaires ne renoncèrent point aux cérémonies cultuelles ; qu'elles gardèrent longtemps des ecclésiastiques, pour exercer leurs fonctions au milieu d'elles. Quatre mois au plus avant les premières tentatives de suppression du culte, la compagnie du Lude nommait encore « à l'unanimité et avec applaudissements des citoyens, René Riverain, aumônier de la levée en masse » (1). Les mêmes hommes qui, en mars 1792, essayèrent de chasser les insermentés de la banlieue du Mans, continuèrent jusqu'en janvier 1793 d'assister en corps aux messes militaires, au grand scandale du club des Amis de la République (2).

Ces cérémonies en partie religieuses, en partie civiles et militaires, n'eurent peut-être jamais plus d'éclat que lors de la réunion fédérative de 1790. La question du serment, qui écartera tant de gens en 1791, ne s'était pas encore interposée entre les citoyens ; rien ne troublait les élans d'une fraternité qui se manifesta avec un enthousiasme unanime. Même La Manouillère, si prompt à faire des réserves sur les premières fêtes de la liberté, ne trouva rien à critiquer dans cette Fédération. Pas plus qu'aux discours du chanoine scolastique et de l'abbé Savare, il ne ménagea son approbation à l'ordonnance de la cérémonie. Des extraits du récit officiel jetteront quelque lumière sur la partie religieuse de celle-ci.

Le 2 juillet, la messe fut célébrée à la cathédrale, en pré-

1. A. M. du Lude, D II, f. 117.

2. *Courrier patriote*, n° 1 (6 janvier 1793), p. 26.

sence de « l'Assemblée fédérative des gardes nationales du département et autres bourgs et villes. » Le chanoine Tessier y fit entendre une allocution « dans les principes les plus purs de religion et de patriotisme et dont tous les cœurs » furent si émus que l'impression en fut ordonnée. Le 5 juillet, nouvelle messe au camp, par l'abbé Savare, chanoine de l'église du Mans et aumônier de l'armée, avec discours du célébrant. Ce jour-là, le curé de Ruaudin présenta ses paroissiens aux députés et prononça un discours analogue à la circonstance. Puis le président, ayant posé la pointe de son épée sur le calice, lut la formule du serment. Il termina en s'écriant avec transport : « Je le jure ». Les fédérés répétèrent ensemble cette acclamation, « chapeaux à la pointe des épées et des baïonnettes » (1).

Partout le clergé s'empresse de prendre part à ces manifestations civiques. Les curés de Beaumont-le-Vicomte et de Piacé s'en vont à la capitale, assister à la Fédération et y prêter le serment (2), comme leurs collègues le font aux chefs-lieux de district ou dans leurs communes respectives. Chanoines, curés et vicaires, religieux et habitués prêtent leur concours à celle de Sillé-le-Guillaume, au milieu d'une affluence considérable de citoyens, venus de quarante-sept paroisses de la Sarthe et de la Mayenne (3). A Vancé, un cortège s'organise sur la demande de l'abbé Le Breton de la Loutière. Celui-ci a fait amener chez lui une pierre de la Bastille ; une délégation de la garde nationale porte « en triomphe, jusqu'à l'église, cette relique nationale, ce monument précieux et éloquent de notre liberté reconquise ». La cérémonie s'achève par un discours patriotique du célébrant, prononcé « devant un peuple immense » et dont

1. A. N. F^o III, Sarthe, doss. 7.

2. A. M. de Beaumont-sur-Sarthe, *Délib.*, du 12 janvier 1791. — A. M. de Piacé, *Délib.*, f^o 9.

3. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D II, f^o 120-125.

la municipalité ordonne l'impression aux frais de la paroisse (1).

Ces marques répétées d'un patriotisme inaltérable ne pouvaient laisser le peuple indifférent. Il y répondit en attachant des aumôniers à toutes les compagnies de milice, puis et surtout en appelant le clergé aux fonctions politiques. Qu'il s'agit de la constitution des municipalités, en février, et de leur renouvellement, en novembre 1790, de la désignation des administrateurs de districts ou du département, en mai de la même année, il témoigna sa confiance en ses pasteurs, par le choix qu'il fit d'eux pour conduire et surveiller les opérations électorales, pour collaborer à la direction des affaires communales. Les ecclésiastiques furent donc souvent désignés par les suffrages publics pour présider les assemblées primaires, plus souvent pour y remplir l'office de secrétaires ou de scrutateurs. Le vote des électeurs de la circonscription de Château-du-Loir appelle le curé de Coulongé aux fonctions d'administrateur du district; celui des citoyens de Melleray se porte sur le curé Meyrand pour être leur maire, en attendant qu'il devienne juge de paix du canton de Montmirail. En résumé le nombre des curés élus maires ou procureurs des communes, des vicaires nommés greffiers des municipalités, est impossible à déterminer; mais l'on peut dire qu'il n'y eut point de paroisse de la Sarthe, en 1790, où quelque membre du clergé n'appartint pas au corps municipal.

Dans cette multitude d'élus, les réfractaires du lendemain coudoient leurs confrères qui prêteront le serment; les curés de Saint-Célerin, de Neuville, d'Assé-le-Boisne, de Bérus, le futur évêque constitutionnel de l'Orne, se rencontrent avec ceux de Chevaigné, de Mézeray, d'Auvers-le-Hamon, etc. C'est que les constatations faites par le curé

1. A. M. de Vancé, *Délib.*, f° 73.

de Coudrecieux à l'assemblée primaire du canton de Bouloire s'appliquent aux pasteurs du département. Parmi « tant d'hommes méritants et dignes de la confiance publique », ceux-là « se distinguent par les connaissances, les lumières, l'intelligence des affaires ; tous sont pénétrés des plus beaux sentiments de civisme et de zèle patriotique » (1).

Les dissidents, car il y en a dans le clergé, sont peu nombreux. Les uns appartiennent au groupe de privilégiés qu'attriste le bouleversement égalitaire de l'ancienne hiérarchie sociale ; qui maugréent contre les changements politiques ; déversent leur mauvaise humeur dans leur journal secret et lui confient, après les fêtes ordonnées à l'occasion de la nuit du 4 août, qu' « on n'a jamais vu chanter un *Te Deum* pour si peu de chose » (2).

Les autres sont des clairvoyants qu'effraie le spectacle de la licence naissante. « Drapeaux sur lesquels l'Église vient d'implorer la protection du ciel, non, jamais vous ne serez teints du sang de nos frères. A l'ombre de vos ailes déployées, nous ne craindrons point les entreprises des ennemis du repos public... Le grand sujet de nos alarmes doit être le souvenir de nos prévarications. Hélas ! cette province, autrefois si féconde en vertus et que l'on pouvait appeler la terre des saints, n'offre plus aujourd'hui que de faibles restes de la piété de ses anciens habitants. La licence des mœurs ne connaît plus de frein et fait, de jour en jour, les plus funestes progrès ». Ainsi s'exprimait le vicaire général Paillé (3). A un an de distance, en septembre 1790,

1. *Discours prononcé par M. Bigot, curé de Coudrecieux, à l'assemblée primaire du canton de Bouloire (Affiches du Maine, n° 36, 6 septembre 1790), p. 143.*

2. Abbé G. Esnault, *Mémoire du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 204.

3. *Discours prononcé dans l'Église du Mans... le 6 août 1789, à l'occasion de la bénédiction des drapeaux de la milice citoyenne*, 14 p. in-16, Le Mans, Pivron, 1789.

l'abbé commendataire de Vaas se fit l'écho de ces inquiétudes, dans le discours qu'il prononça pour la bénédiction du drapeau de la garde nationale d'Oizé. « La liberté civile, disait-il, est mal assurée sans celle que donnent l'intégrité et l'innocence... Nous ne lui imputerons pas les excès qui la ruinent : c'est la licence, sa plus mortelle ennemie, qui répand sur son berceau les plus funestes poisons ; son souffle impur a pénétré les cœurs corrompus, a égaré les esprits faibles... Qui préservera (le tiers) cette classe intéressante qui fait la force de l'État, des pièges dont nous sommes environnés?... Puissent les peuples, errants à la lueur d'une flamme incertaine, suivre enfin le seul guide infail-
lible ! Puissions-nous mériter que le ciel nous ramène à l'heureuse harmonie dont dépend le salut de cet empire ! » (1)

II

Pendant que les curés sarthois montaient la voie glorieuse qui les portait successivement vers des triomphes nouveaux, les grands corps ecclésiastiques, ordres religieux et Chapitres, disparaissaient sans éclat. L'on a raconté plus haut la décadence progressive des communautés d'hommes, au XVIII^e siècle ; en quelques mois, cette longue période d'affaiblissement aboutit à leur extinction totale. Deux séries de mesures, parallèles mais distinctes, amenèrent celle-ci : l'une relative aux biens, l'autre aux personnes. Elles sont à étudier séparément.

Les premières en date concernent la propriété ecclésiastique. Elle fut atteinte d'abord par le décret du 4 août 1789. Toutefois celui-ci, par sa généralité même, puis par les

1. *Affiches du Maine*, n° 40 (4 octobre 1790), p. 159.

promesses qu'il contenait, était en somme assez peu inquiétant. L'article 5 supprimait « toutes les dimes possédées par les corps séculiers et réguliers, par les bénéficiers, les fabriques et tous gens de mainmorte. » Il enlevait donc au clergé tant régulier que séculier sa meilleure source de revenus. Mais l'Assemblée nationale y promettait d'« aviser aux moyens de subvenir à l'entretien des ministres des autels... et à tous les établissements, séminaires, écoles, collèges, hôpitaux, communautés et autres... » (1) La loi du 2/4 novembre était moins rassurante. En mettant tous les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, la Constituante ne s'engageait plus à pourvoir qu'« aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres et au soulagement des pauvres » (2). Le silence, gardé cette fois sur les communautés, était d'autant plus troublant qu'un décret du 28 octobre avait suspendu l'émission des vœux dans tous les monastères. La suppression des ordres religieux, prononcée trois mois plus tard (loi du 13/14 février 1790), se pouvait déjà présager par cette menace enveloppée.

La loi du 17/24 mars 1790, explicative de l'article 10 de celle du 19/21 décembre précédent, fit passer dans le domaine de l'application le vote de principe, qui disposait des biens du clergé. Elle ordonnait en effet qu'une partie en serait aliénée, au profit des municipalités et cela jusqu'à concurrence de quatre cents millions. C'est en juillet seulement que fut votée la vente de tous les domaines nationaux, à l'exception des forêts.

Des décrets spéciaux avaient réglé les détails préparatoires, indispensables à l'exécution de cette vaste opération. Un premier, rendu le 13/18 octobre 1789 (3), avait obligé « tous titulaires de bénéfices... et tous supérieurs de mai-

1. Duvergier, *Lois, Décrets...*, t. I, p. 34.

2. *Ib.*, p. 55.

3. *Ib.*, p. 57.

sons et établissements ecclésiastiques, sans aucune exception, de faire dans les deux mois, par devant les juges royaux ou les officiers municipaux, une déclaration détaillée de tous les biens mobiliers et immobiliers dépendant des dits bénéfices... ainsi que de leurs revenus et de fournir, dans les mêmes délais, un état détaillé des charges » qui grevaient ces biens. Le 5/12 février 1790, la même injonction était étendue à « tous les possesseurs de bénéfices ou de pensions sur bénéfices, sur le clergé général, sur celui des diocèses, ou sur des biens ecclésiastiques quelconques » (1). L'affichage et la publication de ces déclarations dans les paroisses de situation des biens, d'autre part l'attestation des baux par les fermiers, imposée par l'article 37 de la loi du 11/24 août 1790 (2), assurait, dans une large mesure, la sincérité des bénéficiers dans l'accomplissement de cette obligation. Enfin, en remettant aux municipalités, par le décret du 20/26 mars (3), puis aux districts, par l'article 12 de celui du 20/22 avril (4), le soin d'inventorier les titres et propriétés, la Constituante achevait d'entourer de garanties la désignation des revenus nets des biens ecclésiastiques.

Dès le 8 janvier, les procureurs généraux syndics de l'Assemblée provinciale du Maine adressaient, aux municipalités et aux syndics de paroisses, une « lettre portant éclaircissements à donner à Messieurs les bénéficiers, pour la manière dont ils devaient faire la déclaration de leurs bénéfices » (5). Le 11 du même mois, la Commission intermédiaire rédigeait, pour les intéressés, un avis qui devait les

1. Duvergier, *op. cit.*, p. 99.

2. *Ib.*, t. I, p. 280.

3. *Ib.*, p. 125.

4. *Ib.*, p. 152.

5. A. M. de Saint-Calais, DI, n° 48.

guider dans l'exécution de cette formalité (1). Le 20 février seulement, la même administration recevait, du Comité ecclésiastique, des modèles de déclarations à remettre aux municipalités (2). Ni les individus, ni les corps, visés par ces instructions, ne les avaient attendues pour se conformer à la loi. Un « inventaire sommaire des déclarations bénéficiales faites au greffe de la sénéchaussée du Maine... » (3) constate que, le 7 janvier, M^e Jean-Claude Mailley, titulaire du prieuré de Mont-Saint-Jean, avait déjà déposé la sienne, devant cette juridiction. Le 5 février, le doyen du Chapitre de Saint-Pierre-la-Cour imita son exemple. Cent quatre-vingt-dix-huit états de revenus furent ainsi reçus jusqu'au 10 mars suivant. Parmi eux les plus importants sont ceux des génovéfains de Beaulieu (13 février), des Chapitres Saint-Julien et Saint-Pierre-la-Cour (20 février), du séminaire de la Mission (23 février), des bénédictins de la Couture (24 février). Les religieux de Saint-Vincent ne remirent la leur que le 29 avril (4). Quoiqu'elles n'aient pas été toutes retrouvées, rien n'autorise à supposer que des membres du clergé aient tenté de se soustraire à l'application de la loi.

L'examen de celles qui restent montre qu'elles sont de valeur très inégale ; l'observation en a déjà été faite, au chapitre II, en traitant du revenu des curés. C'est que, faute de précision suffisante dans les décrets, les intéressés, surtout les grands corps ecclésiastiques, ont dressé, de l'état de leurs biens, des tableaux qui présentent des différences considérables. La complexité intrinsèque des évaluations, surtout pour les propriétés de contenance incer-

1. A. D., C 91, f^o 89.

2. *Ibid.*, f^o 120 v^o.

3. *Ib.*, B suppl., 1114.

4. *Ib.*, L. 361.

taine ; la remise tardive d'instructions souvent trop peu claires ; les hésitations des déclarants sur la valeur en argent des biens non afferméés et des redevances en nature : toutes ces causes devaient aboutir fatalement à des divergences qui trahissent l'embarras des rédacteurs. Ainsi en fut-il chez les Ursulines du Mans. Leur première déclaration, non datée, laisse non estimés l'enclos du monastère et ses jardins, cinquante-cinq arpents de bois, un corps de bâtiments pour exploitation de vignes ; d'autre part elle énumère, parmi les charges, 6.000 livres d'impôts, 2.199 livres de frais de culte, 1.400 livres pour traitement d'un homme d'affaires, etc. Leurs revenus nets ressortent ainsi à une douzaine de mille livres, qu'un état rectifié, également sans date, élève à 27.886 livres 16 sols 10 deniers ; ce chiffre même est porté par le district du Mans à 28.425 livres 16 sols 10 deniers et, par le département, à 28.961 livres 17 sols 9 deniers (1). Pareillement les chanoines de Saint-Julien fournirent une première évaluation, le 20 février 1790, puis une seconde, en novembre de la même année ; ils les firent suivre, le 25 janvier 1791, d'une rectification intitulée : « Tableau exact de tous les revenus du Chapitre du Mans, avec distinction des objets sujets aux réparations. »

Est-ce à dire que la sincérité des uns et des autres soit à mettre en doute ? Oui, si l'on en croit les Amis de la Constitution qui songèrent, en mars 1792, à demander la suppression du traitement des chanoines, en raison de l'inexactitude de leurs déclarations (2). Oui encore, si l'on s'en rapporte au directoire du district, qui réclama, en termes sévères, que les premières indications de ces ecclésiastiques sans bonne foi fussent seules acceptées (3). Cependant le département, plus équitable, fit justice de ces

1. A. D., L 359.

2. *Ib.*, Fonds municipal, n° 1006 (8 mars).

3. *Ib.*, L 360.

accusations passionnées, car il adopta, pour revenu brut du Chapitre, le chiffre de 145.834 livres 17 sols 8 deniers, tout voisin des 147.164 livres 17 sols 8 deniers du tableau de janvier (1). Quant aux Ursulines, le relèvement de leurs recettes par l'administration répond pour elles.

Qu'il s'agisse du produit des biens des communautés et des grandes associations religieuses ou, sauf quelques exceptions, de celui des curés, l'on peut accepter en définitive, pour le clergé manceau, les conclusions de M. Armand Rebillon. « Les déclarations méritent généralement confiance. Les déclarants n'ont pas péché par omission ; tous ont au moins donné ce qu'on leur demandait ; et, s'il faut, avant de tenir compte d'un total examiner le détail qui le justifie, les indications les plus importantes ne font défaut nulle part. » Bien plus, la réserve faite par cet auteur au sujet des pots-de-vin, « que n'avouent à peu près jamais les intéressés », dans l'Ille-et-Vilaine, est inexacte pour la Sarthe (2).

Le même hommage doit être rendu à la probité des ecclésiastiques manceaux, pour leur gestion pendant l'année 1790. En quelques endroits les municipalités ou des particuliers se plaignaient que des dilapidations fussent commises par les bénéficiers, notamment que des arbres épars eussent été abattus, par leur ordre, sur des biens à vendre nationalement (3). Les abus, s'il y en eut, furent rares et sans gravité. Une fois seulement, le directoire du district du Mans crut découvrir des malversations impor-

1. A.D., V $\frac{21}{2}$, n° 1999. — Cf. notre étude sur *les Revenus du Chapitre Saint-Julien, d'après ses déclarations de 1790, dans la Révolution dans la Sarthe*, n° 19 (juillet-septembre 1911).

2. A. Rebillon, *La situation économique du clergé à la veille de la Révolution, dans les districts de Rennes...*, p. XV-XVI.

3. Lettre du curé de Ponthouin, A. N., D XIX 65.

tantes. Dans leur compte de 1790, les Bénédictins de Saint-Vincent auraient enflé notablement leurs dépenses et diminué leurs recettes. Le comptable, Dom Louason, se justifia de ces accusations et conclut que, « laissant, toutes dettes passives acquittées, près de 100.000 livres à toucher » par la nation, il ne pouvait passer pour « un administrateur qui eût fait des dilapidations » (1). Le directoire du département se rendit à ses raisons et lui donna quitus.

Des difficultés réelles ne s'élevèrent que plus tard et sur un autre terrain. Le 9 août 1790, le département avait invité les districts « à engager les fermiers et rentiers des communautés, abbés et autres bénéficiers simples à payer, entre les mains de l'administration, les fermages échus depuis le 1^{er} janvier » (2). Les 11 et 18 septembre, il avait renouvelé son avis précédent et précisé ses intentions. Le 1^{er} décembre, le procureur général syndic jugeait urgent d' « éclairer sur la conduite de ceux qui voudraient donner des entraves à ces opérations », dont il faisait dépendre la tranquillité publique. « Je sais, disait-il, qu'une infinité d'ecclesiastiques, les chanoines surtout, engagent les fermiers à se laisser contumacer plutôt que de payer leurs fermages à ces caisses. Je sais qu'ils portent leur audace criminelle jusqu'à soudoyer la populace, pour s'opposer à l'exécution des décrets qui prononcent leur dissolution... » (3) Ce réquisitoire fut suivi d'une nouvelle circulaire aux districts ; mais la suppression des Chapitres allait atténuer sans retard, sinon briser, l'opposition d'une fraction du clergé.

De celle-ci des traces persistèrent néanmoins, pendant

1. A. D., L 361.

2. *Ib.*, L 31, f^{os} 7, 33 ; L 153, f^o 24.

3. A. D., Q $\frac{21}{45}$.

plusieurs mois encore. Soit sous l'influence des bruits chuchotés, que la Constitution ne pourrait s'établir, soit par suite de la négligence des municipalités à publier l'arrêté pris, le 29 octobre, par le département, les fermiers répugnaient à déposer leurs baux devant les administrations. Le 25 octobre, le directoire du district de la Flèche avait enjoint aux locataires « de se présenter, sous quinzaine au plus tard après publication de son arrêté, pour remettre leurs titres ». Le 16 novembre, il était obligé de faire assigner le sieur Raguideau, fermier du prieuré de Château-l'Hermitage, comme réfractaire à cet ordre (1). Huit jours plus tard, le district de Fresnay déclarait bien qu'il avait déjà reçu cent vingt-quatre affirmations ; mais il ajoutait que le délai, imparti par l'arrêté départemental, était près d'expirer ; or, le 21 avril, il confessait l'existence de quelques abstentionnistes (2). De son côté, le district de Saint-Calais avait envoyé au chef-lieu, le 15 mars, une liste des retardataires de son ressort (3).

Ignorance, nonchaloir, méfiance expliquent la lenteur des fermiers à se prêter aux formalités exigées d'eux. Ne faut-il point user d'autres termes et qualifier de parti pris la résistance d'un certain nombre d'ecclésiastiques à remettre les titres de leurs bénéfices ? Pour les communautés et grands corps du clergé, la difficulté avait été nulle. Les administrations s'étaient emparées de ces pièces, dès que le départ des religieux avait nécessité le récolement des inventaires. Pour les pasteurs des paroisses, il en fut autrement.

Le directoire du département se vit obligé de prendre un arrêté spécial, le 15 octobre 1791, pour l'exécution du titre III (art. 9) de la loi du 28 octobre/5 novembre 1790.

1. A. D., L 458, f^os 13, 15, 39.

2. *Ib.*, L 470, n^os 269, 605.

3. *Ib.*, L 387, f^o 62.

Il ordonna donc aux municipalités d'inventorier, « dans la huitaine, tous les titres de bénéficiers à mense individuelle », indûment restés, pour la plupart, aux mains des titulaires (1). Dès septembre 1790, les officiers municipaux de Ruaudin avaient signalé la disparition d'une partie des papiers de la cure (2). Le 28 mai suivant, le curé de Saint-Mars-la-Brière refusait les siens aux administrateurs de la commune, sous prétexte qu'il lui fallait quelque temps pour les mettre en ordre ; il ne les rendit que le 5 frimaire an II (3). Le 25 octobre de la même année, le district de Fresnay signalait que « presque tous les titres étaient encore détenus par les bénéficiers » (4). Sur refus du curé des Mées, l'abbé Levallois, de produire les siens, le directoire départemental dut envoyer au délinquant l'ordre de se conformer à la loi (5). Enfin le district de Château-du-Loir envisageait, en septembre 1792, la nécessité où il se trouverait de retenir les traitements des intéressés, s'ils ne justifiaient pas de la remise des titres, papiers, terriers, chartes et tous autres titres dépendant des bénéfices, corps, maisons et communautés de sa circonscription (6).

Dans cette inertie générale et prolongée, il est difficile de ne pas reconnaître l'influence des refus de serment. Le malaise qui suivit ceux-ci, l'impossibilité, pour l'évêque intrus, d'organiser son clergé jetèrent même les jureurs dans une cruelle incertitude sur l'avenir de la Constitution civile. Dans le doute, ils aimèrent mieux s'abstenir que de se défaire de leurs titres de propriété.

1. A. D., L 102, f° 6.

2. *Ib.*, L 31, f° 45.

3. A. M. de Saint-Mars-la-Brière, *Délib.*, p. 382 et 442.

4. A. D., L 462, f° 136.

5. *Ib.*, L 102, f° 107.

6. A. D., L 413, f° 123.

Les déclarations des ordres religieux eussent été volontairement faussées que les inventaires auraient redressé leurs erreurs. Le décret des 20/26 mars 1790 en avait confié la charge aux municipalités; celui du 20/22 avril aux districts. Officiers municipaux et administrateurs se présentèrent donc les premiers dans les communautés d'hommes, du 25 avril au 10 mai, puis, en décembre, dans les Chapitres; les autres, dans les maisons de femmes en juillet et en août. Leurs travaux s'accomplirent uniformément.

Après avoir décliné leurs qualités, « annoncé le motif de leur transport », ils enregistrèrent la soumission des religieux et des religieuses aux décrets, leur assurance « qu'ils étaient prêts et offrants d'assister à l'inventaire, prescrit par l'Assemblée nationale. » Leurs opérations s'ouvrirent par l'examen des chartriers. Ils y arrêtaient les « lièves » ou sommiers contenant les noms des biens et des fermiers, les journaux de recettes et de « mises » ou dépenses. Elles se poursuivirent par la visite des sacristies, des « salles de compagnie », salons, chambres, cellules, bibliothèques, dortoirs, etc., et la description de leur contenu. Parmi les commissaires délégués à ce travail, les uns, en hommes d'affaires minutieux, décomptent les pièces de linge, couverts, procèdent à la pesée de l'argenterie; énumèrent les ornements d'église, dressent le répertoire des livres. Les autres, médiocrement attentifs à une besogne fastidieuse ou réputée superflue, jettent un regard hâtif sur les armoires fermées à clef; acceptent en bloc la déclaration des 27.000 volumes de Saint-Vincent, des « 1.200 environ » que gardent les Ursulines; ils notent, en passant, l'existence de mobiliers en général de peu de valeur. Dans leur hâte d'en finir, ils prennent à peine le temps de décrire les tableaux d'après leurs dimensions, ou de les identifier d'après les sujets qu'ils représentent. Dans leurs procès-verbaux, rien ne décèle quelques connaissances techniques

ni le moindre sens de l'art ; de la lecture des comptes rendus ainsi bâclés, il ne se dégage qu'un profond sentiment d'ennui.

Longtemps avant la clôture de ces opérations, des acquéreurs éventuels s'étaient présentés. La loi du 17/24 mars 1790 avait ordonné la vente aux municipalités de 400 millions de livres de propriétés ci-devant ecclésiastiques ; celle du 9/25 juillet avait étendu la mesure à tous ces biens. Dès le 25 avril, M^e Mony, notaire au Châtelet, député extraordinaire de Saint-Calais, avait déposé, au nom de cette ville, une soumission en vue d'acheter 600.000 livres de propriétés nationales, sises dans le district (1). Le 30 du même mois, la municipalité de Château-du-Loir imitait cet exemple (2). Le 16 mai, le Conseil général de la commune du Mans s'inscrivait à son tour pour 10.000.000 de livres, qui furent portés à 12.000.000, le 8 septembre (3). Le mouvement s'accélère en août et septembre. Le 27 octobre, le district de Fresnay adresse au département les expéditions des quarante premières soumissions déposées à son bureau ; le 10 novembre, il procède à l'envoi de trente-cinq autres ; le nombre de celles qu'il a reçues, au 31 décembre, est de cent-soixante-quinze (4).

C'est que les particuliers étaient entrés en lice : le 1^{er} juin, le marquis de Scepeaux ; le 2, le comte de Mervé ; le 21, le curé de la Fontaine-Saint-Martin ; le 26, celui de Marigné ; le 7 juillet, l'abbé Le Maur, curé de Bonnétable. Car nobles, bourgeois et membres du clergé ne veulent point laisser échapper l'occasion d'acquérir une propriété qui leur agrée ou d'arrondir leur domaine. Religieux et simples bénéficiers, pasteurs qui refuseront le serment et

1. A. M. de Saint-Calais, DII, f^o 12.

2. A. M. de Château-du-Loir, DII, f^o 75.

3. A. N., Q^a 148.

4. A. D., L 470, *passim*.

curés qui le prêteront se mettent sur les rangs : les listes incomplètes du département donnent les noms d'une cinquantaine d'entre eux (1). Les craintes du futur procureur général syndic, Mortier, étaient mal fondées. A voir cet empressement, l'on juge qu'il importait peu au succès des mesures décrétées par l'Assemblée nationale que le Mans fût une ville morte, que la province ne comptât point parmi « les pays de banque et de négoce » (2).

Les estimations achevées et les soumissions reçues, il restait à effectuer les ventes. L'opération était grosse de conséquences politiques ; mais elle tenait également son importance des ressources qu'elle allait fournir à l'État et de l'étendue des domaines à aliéner.

Un travail spécial serait nécessaire pour déterminer celle-ci ; encore ne donnerait-il, pour différentes raisons, que résultats discutables. Même les affiches destinées aux adjudications ne précisent pas toujours les surfaces ; le sol des propriétés bâties en particulier n'est jamais indiqué. De plus, les revendications soulevées par des acquéreurs limitrophes, font entrevoir quelles erreurs provenaient du défaut de cadastrage. Une dernière cause d'indétermination réside dans l'emploi de mesures différentes selon les districts : journaux et arpents, avec leurs sous-multiples, étaient les plus usitées ; mais leur réduction à une unité commune est pleine d'obscurités. Dans quels cas les uns doivent-ils être comptés pour 44 ou 39 ares, les autres pour 66 ou 49 ares et demi ? L'incertitude est absolue sur ce point.

Sous réserve de ces observations, l'ensemble des pro-

1. Cf. A. D., Q $\frac{4}{24}$; Q $\frac{6}{21-22}$; Q $\frac{8}{8}$; Q $\frac{9}{16}$; Q $\frac{10}{14}$.

2. A. N., Q³ 148, *Aperçu d'un moyen propre à faciliter la vente des biens ecclésiastiques et domaniaux.*

priétés ecclésiastiques peut s'estimer approximativement, d'après l'« *État des biens nationaux situés dans l'étendue du département de la Sarthe* » (1). Les deux registres qui en contiennent la nomenclature, répartie entre cantons et districts, devraient être complétés. Tels quels, ils permettent d'évaluer les biens propres du clergé, ceux qui appartenaient aux fabriques et aux confréries ou qui étaient grevés de charges d'assistance et d'enseignement, à une soixantaine de mille hectares, soit un dixième environ de la superficie totale du département.

Par suite des variations du cours des assignats, le prix réel de cette masse ne peut pas se conclure du chiffre des ventes, qui sera cité plus bas. Qu'il soit vain de tenter de l'établir par une autre voie, l'argumentation de M. Marion le démontre. « Le calcul, dit-il, est impossible même pour chaque immeuble pris isolément. Quelle était la valeur exacte d'une propriété dans les circonstances politiques et économiques où l'on se trouvait alors ? Quelle influence devait exercer sur les prix la suppression des dîmes, le rachat des droits féodaux, le bouleversement complet du système fiscal ? Comment avancer un chiffre sérieux alors qu'on ignorait encore dans quelle mesure et de quelle façon l'impôt foncier allait frapper ? » Même « en totalisant les estimations de tous les biens ecclésiastiques vendus révolutionnairement, cette immense opération ne donnerait qu'un très vague à peu près, car rien n'est plus sujet à caution que les estimations et que les baux qui en étaient une des principales bases » (2).

Partisans et adversaires de la Révolution pressentaient

1. A. D., Q $\frac{21}{1-2}$.

2. M. Marion, *La vente des biens nationaux pendant la Révolution*, p. 25.

les conséquences politiques et sociales d'une redistribution si considérable de la propriété. De là, chez les uns l'espérance, chez les autres la terreur de voir échouer cet énorme remaniement territorial. En mettant à nu ces sentiments opposés, les documents administratifs jettent une vive lumière sur les démonstrations qui accompagnèrent les premières ventes.

Une lettre du directoire départemental indiquait aux districts, le 22 octobre 1790, les moyens de hâter les aliénations. Elle concluait dans les termes suivants : « Il n'est pas besoin que vous ayez un grand nombre d'objets en état d'être vendus. N'en eussiez-vous qu'un seul, il faudrait en faire le relevé et l'adresser au département. Aussitôt que les soumissionnaires verront un objet vendu, la confiance la plus grande naîtra parmi eux et l'espoir des malintentionnés disparaîtra totalement » (1). Le 2 novembre, une seconde circulaire accompagnait des placards à afficher dans tous les districts. « Le Directoire, y disait le procureur général syndic, me charge de vous exhorter à apporter dans ce travail toute la célérité qu'exige une opération si importante, qui arrête aujourd'hui les regards, qui renversera infailliblement les malheureux projets des ennemis de la Constitution, et qui comblera toutes les espérances des véritables patriotes » (2).

Quels étaient ces ennemis de la Constitution ? Personne ne les désigne nommément ; mais une lettre du district de Sablé, où ils se montraient plus actifs, annonce à quelles classes sociales ils appartenaient. Le projet de réduction des établissements (administratifs) faisait sourire les contre-révolutionnaires de cette circonscription. « Déjà le noble et le prêtre déclaraient hautement que la vente des biens nationaux n'aurait point lieu ; ils engageaient les soumis-

1. A. D., L 153, f° 53.

2. *Ibid.*, f° 65.

sionnaires à révoquer leurs soumissions ». Les curés de Dureil et de Pincé avaient été les premiers à donner des preuves de leur peu de confiance dans les décrets, car ils avaient retiré leurs soumissions, les 23 et 24 novembre (1).

Rien ne fait soupçonner qu'un scrupule tardif ait suggéré cette démarche aux abbés Boucheron et Justeau. Il est plus vraisemblable que ces deux futurs jureurs se laissèrent influencer par l'opinion de confrères voisins, par l'opposition marquée qui se dessinait dans la région limitrophe de la Mayenne. Le curé d'Épineu-le-Séguin se signalait alors par ses protestations véhémentes contre l'aliénation des propriétés ecclésiastiques ; tel était son ascendant que, le 11 janvier 1791, les experts, commis à l'évaluation des domaines de sa paroisse, furent obligés de s'esquiver. Les cris et les menaces de deux cents personnes armées de bâtons et de vouges les mirent en fuite (2).

Même dans le district de Sablé des manœuvres aussi graves restèrent inconnues. Les craintes de l'administration n'étaient donc pas fondées sur des résistances réelles ; il est probable qu'elles naissaient plutôt de l'attitude des fermiers, des sollicitations qui les détournaient d'affirmer leurs baux et de verser aux receveurs des districts leurs termes échus. Les événements prouvèrent d'ailleurs que ces appréhensions étaient au moins exagérées.

Le district de Fresnay procéda, le 8 janvier 1791, à sa première adjudication définitive. Elle comprenait cinq objets, évalués 16.063 livres et dont le prix s'éleva à 26.545 livres. Le procureur syndic accompagnait des réflexions suivantes la communication de ces résultats :

1. A. D., L 581, f° 26.

2. Abbé F. Gaugain, *Histoire de la Révolution dans la Mayenne*, t. I, p. 197.

« La séance s'est passée avec beaucoup d'ordre et sans le moindre trouble, quoique le nombre des spectateurs fût très grand. Nous avons cru devoir mettre quelque éclat dans cette vente, pour affaiblir les doutes que quelques gens malintentionnés cherchent à semer dans le public, sur la solidité de ses acquisitions » (1).

Quelles dispositions avaient donc été prises pour donner un peu de lustre à une opération banale, pour en dégager le symbolisme et signifier éloquemment aux plus timorés la victoire définitive du peuple sur les anciens privilégiés ? Celles qui furent adoptées à Fresnay restent mystérieuses. Peut-être s'inspirèrent-elles de la motion votée par le club du Mans, le 23 décembre. Un membre, désireux d'accréditer la vente des biens du clergé, avait demandé que la société nommât des commissaires, pour prier le corps municipal de faire tirer le canon lors de la première adjudication. Une pétition avait été rédigée dans ce sens, qui fut accueillie avec faveur par la municipalité (2). Aux applaudissements du département, qui vit dans ces manifestations l'indice que « tous les Français cesseraient d'être les victimes d'un fanatisme séducteur », le cérémonial proposé au Mans fut suivi, dépassé même à la Ferté-Bernard. Le premier acquéreur fut complimenté par le président du district ; il en reçut aussi un bouquet et une cocarde aux couleurs nationales. A chaque adjudication, la garde nationale fit une décharge d'artillerie et les cloches sonnèrent à toute volée. L'Hôtel du directoire et toute la ville furent illuminés le soir, pendant que les citoyens se promenaient au son des tambours et des instruments de musique en criant : « Vive la nation ! » (3)

1. A. D., L 470, n° 451.

2. *Ib.*, Fonds municipal, n° 1006 (23 et 26 décembre 1790).

3. Affiches du Maine, n° 4, (24 janvier 1791), p. 16.

Les premières ventes furent donc couronnées par un succès qui ne se démentit pas dans la suite. Commencées dans les dernières semaines de décembre au Mans, elles atteignaient, dans le département, 1.821.965 livres, au 15 février, et 3.733.680 livres à la fin du même mois (1). Le montant s'élevait à 41.575.287 livres, au 31 décembre 1791 (2), et à plus de 52 millions, au premier germinal an II (3). Toutes les classes sociales y participèrent, comme elles s'étaient toutes rencontrées pour les soumissions. Les oppositions, quand il y en eut, ne se présentèrent que dans les formes légales ; elles ne visaient aussi que des biens provisoirement exceptés par les décrets : dotations des chapelles castrales, propriétés des communautés enseignantes, etc. En fait nulle manœuvre tendant à entraver les ventes ne fut dénoncée, à la charge du clergé, avant le printemps de 1792. Cette année-là même, les seuls abbés Féron, Perdrigeon et Renault (4), le premier curé de Duneau, les deux autres curé et vicaire de Courcelles, furent accusés de peser sur les consciences des citoyens, pour les détourner d'acheter les propriétés nationalisées ou en obtenir la restitution.

Quand il s'agit de dépouiller les églises, la conduite des Manceaux fut tout autre. Les campagnes surtout regimbèrent. Une étude détaillée de ces résistances dépasserait les limites de ce travail ; il suffira donc d'en fixer les caractères principaux.

Les traits les plus saillants de cette répugnance sont la

1. *Journal général du département*, n° 1 (6 mars 1791), p. 3 et n° 2 (13 mars), p. 2.

2. A. D., Q $\frac{21}{5}$, f° 172.

3. *Ib.*, Q $\frac{21}{7}$, f° 5.

4. *Ib.*, L 374 ; L 458, f° 64.

nonchalance des autorités à faire appliquer la législation, la médiocrité des résultats auxquelles elles aboutirent. Qu'il s'agisse des ornements et linges des églises, de leur argenterie et plus encore des cloches, l'on se trouve presque toujours en présence d'une lenteur à se soumettre qui ne peut être que l'effet d'un calcul.

Dans une lettre à Amelot, le directoire du département reconnaissait, le 27 août 1791, que le district de la Flèche avait seul obéi à la loi du 3/27 mars précédent (1). Six mois après, le procureur syndic de Fresnay avertit le département qu'il n'a pu s'emparer, jusque-là, que d'un calice ; « il prévoit qu'il sera peut-être obligé d'employer la force, pour avoir le reste, qui est peu considérable » (2). Le décret du 10/12 septembre 1792 est aussi mal reçu. Philippeaux le constate, au mois d'octobre de l'année suivante. Il se plaint « que la loi sur le monnayage des inutiles bijoux des temples ait été exécutée d'une manière peu civique ; que l'on ait voulu conserver beaucoup de hochets au luxe ou au fanatisme, en contravention de la loi » (3). Pourtant le district de la Ferté-Bernard avait fait preuve de zèle. Dès octobre, ses commissaires s'étaient présentés à la Chapelle-du-Bois ; mais ils avaient été obligés de s'enfuir ; car « le peuple en fermentation prononçait avec fureur qu'il allait les décoller ». Quand ils revinrent, une fois l'effervescence tombée, la croix et les burettes d'argent qu'ils réclamaient avaient été soustraites aux recherches ; les perquisitions, « dans l'église et dans toutes les maisons du bourg », restèrent infructueuses. (4)

Si les mécomptes étaient tels pour les métaux précieux superflus dans les églises paroissiales, l'on devine l'accueil

1. A. D., L 154, n° 649.

2. *Ib.*, L 476, n° 1183.

3. *Défenseur de la vérité*, n° 36 (20 octobre 1793), p. 322.

4. A. M. de la Chapelle-du-Bois, *Délib.* (10 octobre et 27 décembre 1792).

qui fut fait à la loi du 13/14 brumaire an II et à la proclamation de Thirion qui, sous son couvert, réquisitionnait tous les vases sacrés. Quelques localités s'empressent de faire montre de patriotisme : Écommoy, Ballon, Mulsanne, etc. (1) Mais d'autres municipalités rachetèrent cette hâte, tantôt par des protestations énergiques, tantôt par la dissimulation des objets menacés. Le Conseil général de Saint-Georges-de-la-Couée invoqua la Constitution de l'an I, pour se dérober. L'article 122, dit-il en substance, garantit le libre exercice du culte. Or, « le vœu unanime de cette commune est de continuer le culte catholique, qui serait impossible si les ornements et ustensiles nécessaires lui étaient enlevés ». Il conclut en priant la Convention et les autorités constituées de laisser les effets indispensables aux cérémonies (2). — Les 5 et 17 frimaire an II (25 novembre, 7 décembre 1793), la municipalité de Sillé-le-Guillaume décida de garder un seul calice et d'envoyer le reste de son argenterie à l'Assemblée nationale. Lors du rétablissement du culte, elle retira « deux calices, un soleil, un ciboire, quatre grands chandeliers qu'elle avait fait enfermer dans une busse » : elle couvrit cette soustraction du prétexte qu'elle avait voulu mettre ces objets à l'abri des incursions des rebelles de l'Ouest (3).

L'administration centrale n'avait pas mieux réussi à se faire livrer les cloches. Bazin, l'agent national du district du Mans était obligé d'envoyer une circulaire aux communes de son ressort, le 17 ventôse an II (7 mars 1794), pour ordonner de les envoyer dans les vingt-quatre heures (4). La municipalité de Ballon venait alors de décou-

1. A. D., L 527, f^os 172, 173, 175.

2. A. M. de Saint-Georges-de-la-Couée, D III. (4 frimaire an II).

3. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D. III., f^os 37, 39, 144.

4. A. M. de Roézé *Correspondance* (liasse 1).

vrir qu'elle détenait encore sept cloches d'églises ou chapelles supprimées, dont elle eût pu et dû disposer aux termes des lois du 3/6 août 1791, 14/22 avril 1792, 23/25 février 1793 (1). Celle de Tuffé avait descendu, vers le même temps, la petite cloche de la paroisse. Une première fois, celle-ci avait été déposée dans la cour du presbytère : puis, au lieu d'être envoyée à la monnaie, elle avait été « enterrée à l'approche des Vendéens, et remontée par un rassemblement d'individus » (2).

Aussi bien, les communes qui s'opposèrent à la remise de leurs cloches sont impossibles à dénombrer ; celles du district de Château-du-Loir, pourtant si peu religieux, ne le cédèrent en rien aux autres sur ce point. Au Mans, l'exécution de la loi du 22 avril 1792 faillit provoquer une émeute. Le 21 juin, une dizaine d'habitants du Pré arrêtaient les quatre cloches de l'abbaye de Beaulieu, pendant qu'on les emmenait à la Couture. Un attroupement s'en suivit, avec des voies de fait contre les conducteurs, qui furent contraints d'abandonner leur butin. Le futur conventionnel Levasseur, alors officier municipal, qui tenta de s'interposer, fut couvert de huées, et menacé. Le directoire départemental ordonna, le 25, de procéder immédiatement au transfert interrompu. Quatre cents gardes nationaux, rassemblés le lendemain pour protéger l'opération, refusèrent de marcher. La municipalité dut appeler toutes les compagnies sous les armes, à l'exception des protestataires, qui furent dispensés d'obéir à la convocation. Le soir même l'arrêté fut exécuté. Mais le sentiment populaire s'était manifesté avec tant de force que l'autorité n'osa pas sévir. Le 3 juillet, le directoire du district attribua la mutinerie « aux suggestions perfides de quelques malveillants » ;

1. A. M. de Ballon, D I, f° 97.

2. A. M. de Tuffé, D I, 1^o 1.

en conséquence il émit l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'exercer des poursuites relativement à cette affaire (1).

III

Religieux et religieuses avaient fait connaître, lors des inventaires, leurs intentions de garder la vie commune ou de rentrer dans le monde. L'on a dit, au chapitre I, quels étaient généralement leurs projets. Précédemment la loi du 13/19 février 1790 avait déclaré ne plus reconnaître de vœux monastiques solennels ; elle avait décrété en conséquence la suppression des ordres et congrégations où ils étaient émis. Le renvoi de quelques moines s'en était suivi, à Saint-Vincent, par exemple, et à Château-l'Hermitage. La sœur Hudault était également sortie de la Périgine, quoique la faculté de rester dans leurs maisons eut été laissée aux religieuses. La dispersion des moines commença en juillet. Le 12 de ce mois, dom Baudet-Dubourg délaissait la Couture, pour aller « demeurer dans l'école militaire de Pontlevoy et s'y livrer aux fonctions d'instituteur public (2). » Le 22 novembre, dom Brisard partit de Saint-Calais, en déclarant qu'il rompait avec la Congrégation de Saint-Maur (3).

Ce n'étaient là toutefois que des cas isolés et l'exode général des religieux ne commença réellement que vers la fin de décembre. La municipalité de Précigné remit, le 23 de ce mois-là, les meubles et effets, désignés par les décrets, aux Prémontrés du Perray-Neuf qui désiraient se

1. A. D., L 106, f° 96, 99 ; L 533, p. 66-68, 73, 77, 91. — *Courrier patriote*, n° 23 (8 juillet 1792), p. 191-193,

2. A. D., L 361.

3. A. M. de Saint-Calais, DII, n° 124.

retirer (1). Huit jours plus tard, les Récollets de Château-du-Loir, déclaraient vouloir cesser la vie commune, mais rester dans la ville. Le 5 février, cinq d'entre eux s'étaient déjà éloignés (2). Trois de leurs confrères du Lude étaient sortis de cette commune le 3 janvier 1791 ; mais la municipalité fut réduite à signifier à deux autres, le 7 juin, d'avoir à se retirer à l'abbaye de Champagne ou à reprendre leur liberté (3). A la fin de janvier, le conseil général du Mans nommait des commissaires, pour procéder au recouvrement des inventaires de la Couture et de Saint-Vincent : c'était signer l'exode des Bénédictins encore présents (4). Le dernier établissement important à évacuer fut N.-D.-du-Parc ; la fin de mai était proche.

Que l'abandon de leurs maisons par les religieux fût spontané ou contraint, il n'eut jamais, à vrai dire, de caractère collectif. Un à un, silencieusement, ces hommes que la loi avait déliés de leurs engagements, s'éloignèrent de la retraite vers laquelle leurs familles les avaient dirigés autrefois, ou qu'ils avaient volontairement choisie. Et parce que leurs liens de parenté étaient rompus depuis longtemps ; parce que leur formation les avait déshabitués de toute initiative ; parce que d'être jetés soudainement dans un milieu qu'ils ignoraient, où ils n'avaient plus de relations, effrayait leur inexpérience, pesait à leur vieillesse, ils s'arrachaient avec peine des lieux qu'ils aimaient pour leur tranquillité. Même pour ceux que n'attachaient plus la piété et le goût des observances monastiques la rupture était inquiétante et rude, car elle poussait, sans appui, vers une existence dont ils pressentaient les tracas

1. A. M. de Précigné, *Délib.* (23 décembre 1790).

2. A. M. de Château-du-Loir, DII, f^{os} 175, 193.

3. A. M. du Lude, DI, f^{os} 129, 170.

4. A. D. *Fonds municipal*, n^o 241 (Délib. des 22 et 24 janvier).

et redoutaient les heurts. A ces exilés du cloître que leurs familles ou leurs amis n'auront pas recueillis, l'église constitutionnelle ouvrira son sein, avec un empressement peu désintéressé. Dom Baudet-Dubourg sera choisi comme vicaire épiscopal du Mans; Dom Laceron exercera, six mois, les fonctions pastorales à Saint-Georges-du-Plain; un Stérin deviendra curé de Courgains; un Robelet sera vicaire à Neufchâtel; un Arnoult desservant de Fillé, etc. Avec la suppression du culte et la déprêtrisation recommencera, pour ces infortunés, l'ère des tribulations.

N'avaient-ils pas d'autre issue, à la fin de 1790, que cette rentrée dans le monde? L'article 12 du décret du 8/14 octobre avait prévu que des maisons seraient fixées, dans le cours du mois de janvier suivant, à ceux qui préféreraient la vie commune. Trois chartreux de N.-D.-du-Parc, les pères Dominique Mollière, procureur, Bernard Latour et Louis Ollivier avaient profité de cette faculté pour faire une déclaration simultanée, le 13 mars. « Je soussigné, dit ce document, après avoir mûrement réfléchi sur les obligations que j'ai contractées devant Dieu et devant les hommes, en faisant ma profession solennelle dans l'ordre des Chartreux, je désavoue et je rétracte, dans la sincérité de mon cœur, les déclarations que j'ai faites avec la communauté du Parc, et qui n'ont été que l'effet de la surprise et de l'erreur occasionnée par de faux rapports, et je déclare que je suis dans une résolution inébranlable de préférer, pour la sûreté de ma conscience, la vie religieuse, dans toute communauté qui pourra m'être assignée, à la vie séculière et privée dans le monde (1). »

Mais le département ne mettait guère de hâte à faciliter l'usage d'une liberté concédée par la loi. Le 22 avril seulement, il désigna l'abbaye de Champagne, comme lieu de

1. A. M. de Saint-Denis-d'Orques, *Délib.*, n° 33.

retraite, pour les religieux mendiants du diocèse, et celle de Beaulieu, pour les non mendiants (1). Une circulaire du 10 mai enjoignit aux districts de notifier cet arrêté aux maisons (2). Le 23 juillet, une lettre au ministre de l'Intérieur faisait connaître le résultat de ces dispositions. Le district de Sillé-le-Guillaume avait fait vendre Champagne, avec l'autorisation du Directoire, parce « qu'aucun ci-devant religieux mendiant n'avait voulu s'y rendre (3). » Chez ces ecclésiastiques d'humeur vagabonde, accoutumés à vicarier, à donner des missions, en somme à garder leur indépendance dans une vie laborieuse, la peur d'une existence trop sédentaire avait été plus forte que l'amour de la régularité. Quant à Beaulieu, « plusieurs ci-devant religieux non mendiants s'y étaient rendus ». C'étaient des génovéfains de Château-l'Hermitage, qui s'étaient ainsi réfugiés dans la maison principale que leur ordre possédait dans la Sarthe. Leurs collègues restés dans leurs prieurés-cures les rejoindront là, en mars et avril 1792. A l'exception de ceux qui furent déportés, ils y restèrent jusqu'au 6 septembre. A cette date, la municipalité du Mans leur notifia la loi du 17 août, qui ordonnait l'évacuation et la mise en adjudication de toutes les maisons occupées par des religieux ou des religieuses. Douze jours après, leur vente mobilière s'effectuait (4).

Si les départs se firent d'ordinaire sans bruit, à la dérobée, pour quelques-uns ils furent mouvementés et remplis d'alarmes. Dom Louason, cédier de Saint-Vincent, allait quitter cette maison, le 14 janvier 1791, pour se rendre à Rennes, chez sa sœur. « Quatre malles, une barrique et un

1. A. D., V ²¹/₂, p. 9.

2. *Ib.*, L 71, p. 3.

3. A. N., F¹⁹ 311.

4. A. D., L 358.

autre effet, présumé être un secrétaire », avaient été déposés par lui chez Duval, messenger de Château-Gontier au Mans. Ces objets n'avaient pas été chargés que la municipalité de cette dernière ville y faisait apposer les scellés et que le district en prescrivait l'ouverture, à fin d'inventaire ; le département ordonnait, de son côté, le retour d'une autre malle, saisie à Laval, par le procureur syndic du district. Le 15 mars seulement, après examen des colis, il fut arrêté de les remettre à la disposition de leur propriétaire, « sauf la réserve de quatre draps (1) ».

Pareil incident se reproduisit, au départ de l'abbé Delhomme, prieur de Saint-Guingalois. Mais cette fois, le directoire du district de Château-du-Loir soupçonnait l'ecclésiastique d'avoir distrait « un encensoir avec navette d'argent ; un petit ciboire d'argent ; cinq aubes, deux palmes, quatre ornements, dont un noir et deux rouges ; six chapes, tant violettes que rouges, etc. » Le prieur fournit un mémoire explicatif au département. Celui-ci ordonna mainlevée, contre remise de 391 livres 11 sols 6 deniers, prix d'estimation de ces objets (2).

Le détournement dont fut accusé Claude Petit, procureur des Lazaristes, était bien plus considérable. Le directoire du département l'inculpa de « larcin caractérisé d'une chasuble et autres effets dépendants de la Mission », de « régie infidèle de biens et revenus » du Séminaire, et en particulier de distraction d'une somme de 6.250 livres 1 sol 6 deniers en or, argent et autre menue monnaie, trouvée dans ses malles. L'affaire fut portée devant le tribunal correctionnel du Mans ; mais le jury d'accusation rendit un non-lieu et, le 1^{er} mars 1793, le directoire ordonna la

1. A. D., L 71, p. 84, 96, 233.

2. *Ib.*, L 417, f^{os} 49, 69.

déportation du prêtre incriminé, parce qu'il avait refusé le serment (1).

A l'encontre de ce qui s'était passé pour les ordres d'hommes les religieuses à vœux solennels sortirent ensemble de leurs maisons, dont la fermeture s'opéra presque simultanément. Leur exode avait été précédé de la retraite, tantôt volontaire, tantôt forcée, des sœurs vouées à l'enseignement et, en quelques endroits, des hospitalières. La mise en demeure de prêter le serment de maintenir la Constitution civile fut l'occasion des départs de ces deux dernières catégories.

Le 27 juin 1791, les dames de la Providence de Bonnétable s'éloignaient subrepticement de leur maison (2). La municipalité de Saint-Calais requit, en juillet, les institutrices de se sermenter. Leur refus amena, entre cette administration et le directoire du district, un conflit qui aboutit, en octobre, à une interdiction d'enseigner, prononcée par le département. Le 10 avril suivant, les difficultés recommencèrent ; les officiers municipaux, une première fois victorieux, voulaient imposer le serment aux religieuses chargées des malades. La résistance des intéressées se termina par leur éviction trois jours après. Les sœurs de l'Hôpital du Mans furent chassées de cet établissement, le 6 août 1791, parce qu'elles ne voulaient point reconnaître l'évêque constitutionnel. Les expulsions se poursuivirent jusqu'en octobre 1792. Le 28 de ce mois là, le *Courrier patriote* constatait, avec mélancolie, que « le refus de prestation de serment avait rendu fort rares les maîtres qui commençaient les éducations (3) ».

1. A. D., V $\frac{21}{4}$, p. 297 ; Q $\frac{21}{44}$, f° 8 ; L suppl. (Trib. correctionnel).

2. A. M. de Bonnétable, DIII, f° 60.

3. *Courrier patriote*, n° 39 (28 octobre 1792), p. 336.

Les grandes communautés de femmes quittaient leurs maisons vers la même époque. La loi du 17 août précédent en avait ordonné l'évacuation et la mise en vente. Le directoire départemental prit un arrêté conforme, le 3 septembre ; l'exécution s'en poursuivit presque immédiatement. Dès le 6, les commissaires de la municipalité du Mans enlevaient l'argenterie et les ornements de la Visitation et de l'abbaye du Pré. Les religieuses abandonnèrent leurs demeures, le 15 du même mois ; celles des Maillets, deux jours plus tard (1). Le 27, le district de la Flèche appliquait l'arrêté aux maisons de la ville et, le samedi suivant, chez les bénédictines de la Fontaine-Saint-Martin (2).

Quoique aucune résistance n'eût été tentée, des mesures d'ordre avaient été jugées nécessaires par l'autorité administrative, sinon pour le départ des religieuses du Mans, du moins pour les vérifications d'inventaires. Outre les commissaires du district et de la municipalité, un piquet de gardes nationaux prêtait son assistance aux opérations. C'est que l'émotion causée par la déportation des prêtres n'était pas calmée et que la ville était en proie à l'agitation révolutionnaire. Le passage du bataillon des volontaires d'Angers avait servi de prétexte aux désordres. Le jour même où les dominicaines des Maillets quittaient leur maison, l'homme qui avait assisté les administrateurs dans les récolements d'inventaires, Paul-Isaïe Valframbert, commandant en chef du bataillon de Saint-Benoît, organisait le « touzage » des aristocrates. Les recrues mancelles, fortes de l'approbation et des encouragements de leur chef, conduisaient à la place des Halles les femmes coupables de délit d'opinion ; arrivées là, on les fouettait et on leur coupait les cheveux, devant la pyramide élevée

1. A. D., L 359 ; L 358.

2. *Ib.*, L 458, f^o 79.

à la mémoire des patriotes qui étaient tombés le 10 août (1).

La loi du 17 août n'avait pas fait allusion au mode d'existence que pourraient adopter les religieuses. Le plus grand nombre mit ce silence à profit et continua, par petits groupes, la vie commune. Une dénonciation était remise, le 3 pluviôse an II (22 janvier 1794), au comité révolutionnaire du Mans, contre quelques-unes de celles qui étaient restées dans la ville, parce qu'elles vivaient ensemble. Le comité « passa à l'ordre du jour, sur ce que la loi les punissait alors, en les privant de leur traitement (2) ». Le 22 avril 1795, la sœur Pavée, ancienne Ursuline rétractait son serment de liberté égalité « en présence de Mesdames Boyère et Gasse, religieuses de l'Hôtel-Dieu et de Madame Maugard-Jaunet, toutes demeurantes dans la même maison (3) ». Deux Visitandines de Paris cohabitent, « depuis près de deux ans sans interruption », en messidor an II, à Arçonnay ; l'une d'elles est la belle-sœur du citoyen Hébert d'Hauteclair, qui leur donne l'hospitalité (4).

Au reste le sort fait aux membres de toutes les ci-devant communautés est assez dissemblable, suivant les districts et les époques. Laissées libres ici pendant qu'elles sont poursuivies ailleurs, la très grande majorité de ces femmes finit par subir l'incarcération, pour des motifs variés et pendant des périodes différentes. Le 5 juin 1793, le département ordonne l'arrestation des anciennes religieuses enseignantes qui seraient coupables d'incivisme (5). Le 20 septembre de la même année, Thirion, arrivant à Sablé pour réprimer l'insurrection due au recrutement, y fait

1. A. D., L 272.

2. *Ib.*, L 605.

3. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre, *Reg. de rétractations* n° 123, 124.

4. A. D., L 253.

5. *Ib.* L 30, f° 199.

jeter en prison vingt et une sœurs blanches (1). Une trentaine de religieuses furent détenues à la Flèche du 28 brumaire an II au 30 ventôse an III (18 novembre 1793-20 mars 1795) ; déjà le directoire du district avait accordé, le 23 mai 1793, à la municipalité de cette ville de « constituer en arrestation, dans les maisons qu'elles habitaient », les religieuses déclarées suspectes (2). Le plus grand nombre des emprisonnements fut motivé dans le département, par le refus du serment de liberté égalité.

En résumé religieux et religieuses quittèrent leurs maisons sans provoquer d'incidents. Il n'en fut pas de même, lors de la dispersion des Chapitres. Leur suppression avait été ordonnée par le décret du 12 juillet/24 août 1790, sur la Constitution civile. Le 15 décembre une motion fut présentée, en conseil général du département, pour l'application de l'article 20 de la loi ; un membre de l'assemblée en fit voter l'ajournement, « Monsieur l'Évêque n'ayant point nommé ses vicaires conformément aux décrets. » Le 23, la discussion fut reprise, « à la majorité de vingt-une voix contre dix » ; le 26, une proclamation fut rédigée, qui réglait les détails de l'opération (3).

Les sept chanoines présents à Sillé-le-Guillaume, se déclarèrent prêts à obéir à l'arrêté départemental (4). Son exécution se fit sans encombre à Saint-Calais. L'abbé Florentin Fouquet observa à la municipalité de Pruillé-l'Eguillé que ses confrères et lui avaient toujours prouvé leur dévouement aux décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés par le roi. Aussitôt après la publication de ceux qui concernaient la Constitution civile, ils avaient cessé

1. A. D., L 579, n° 2417.

2. *Ib.*, L 457, f° 1.

3. *Ib.*, L 28, f°s 43, 61.

4. A. M. de Sillé-le-Guillaume, DII, p. 222.

de porter la marque distinctive de leur état de chanoines et interrompu l'office en commun (1). Les résistances se concentrèrent donc au Mans ; le Chapitre de Saint-Julien en fut l'âme.

Avant même que fut publiée la proclamation du département, il rédigea une protestation. Celle-ci n'était point dictée par « l'esprit de résistance à une autorité » dont ses auteurs « connaissaient l'étendue et les bornes » ; elle était commandée par « le plus saint des devoirs, celui d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes ». Les attendus déclaraient que le « Chapitre du Mans, essentiellement sénat de l'Évêque d'après les conciles généraux et la tradition apostolique, ne pouvait pas être plus détruit que le siège épiscopal, » à moins que ce ne fût en vertu d'un décret de la puissance ecclésiastique et d'après les formes canoniques. Ils affirmaient encore que « le dit Chapitre, investi de la juridiction spirituelle au moment de la vacance du siège épiscopal, ne pouvait perdre sa prérogative que par une loi nouvelle de l'Église, promulguée en Concile œcuménique. » Le dernier considérant invoquait les négociations ouvertes entre Rome et le roi, au sujet de la Constitution civile, pour « attendre la décision du Saint Siège, dans une matière tenant aussi essentiellement à la religion et à l'autorité spirituelle de l'Église ». Les conclusions de cet acte étaient strictement celles qu'annonçaient ces prémisses : refus de participer directement ou indirectement à l'exécution de la nouvelle constitution du clergé ; continuation des fonctions canoniales jusqu'à ce que « la force physique y mit un obstacle invincible » (2).

La municipalité du Mans dénonça les protestations au département. C'était une précaution superflue, puisque les chanoines, soucieux de donner un caractère officiel à leur

1. A. D., L 362.

2. *Ib.*, L 360.

démonstration, avaient fait déposer un exemplaire de leurs résolutions aux bureaux du district. Le 14 décembre, le procureur général syndic prononça contre eux un discours, qui était une longue apologie de la Constitution civile. Il y reprit l'exposé de l'acte capitulaire, pour le réfuter. Il répondait en même temps à une nouvelle lettre de l'évêque. Celui-ci, sollicité de nommer son « presbytère » et de modifier les circonscriptions des paroisses de son diocèse, avait notifié au département son refus de se prêter à ces mesures (1).

Le réquisitoire de Mortier du Parc flétrit d'abord « l'insurrection théologique », à laquelle les chanoines s'associaient par leurs protestations. Examinant ensuite, un à un, les arguments de ses adversaires, il déclara que l'institution des Chapitres remontait seulement au VIII^e siècle, qu'elle était une déformation du « presbytère » primitif, seul sénat essentiel de l'évêque. En termes inspirés du plus pur gallicanisme parlementaire, il qualifia les droits de Rome sur les sièges épiscopaux de « prétentions ultramontaines », destinées à soutenir l'ambition des papes. Dans l'autorité des évêques, il distingua d'une part le pouvoir d'ordre, dérivé de Dieu et provenant de la consécration, d'autre part le pouvoir de juridiction, dépendant de la volonté libre des peuples. « C'est cette volonté, dit-il, qui a fourni des territoires à l'autorité spirituelle ; si elle n'avait pas donné une consistance légale au partage des diocèses, en vain aurait-il été indiqué par l'Église : car le royaume de Jésus-Christ n'est pas de ce monde et n'a pas de territoire limité. » La conclusion à tirer de là était que la puissance civile avait qualité pour modifier ou supprimer les sièges épiscopaux, qu'elle avait établis. Quant aux pourparlers engagés entre Louis XVI et Pie VI, le

haut fonctionnaire leur attribuait un objet unique : celui de découvrir s'il n'y avait point dans la Constitution quelques inconvénients non prévus, auxquels le corps législatif parerait au moyen d'articles additionnels. La démarche du roi prouvait sa confiance dans le pape ; elle n'était pas une reconnaissance de son pouvoir en cette matière.

Un arrêté fut pris, à la suite de ce discours. Les considérants en consacraient la doctrine. Il déclarait « les protestations des ci-devant chanoines illégales, despectueuses et attentatoires à l'autorité souveraine de la nation. » Il ordonnait donc que le procureur de la commune du Mans poursuivît devant les tribunaux, comme « perturbateurs du repos public et séditieux, ceux qui auraient fait imprimer et distribuer les dites protestations, leurs fauteurs, adhérents et complices, les imprimeurs, colporteurs et distributeurs d'icelles » (1). Ces conclusions visaient trop de personnes pour ne pas être vaines. Puis la dissolution des Chapitres d'une part, les retards occasionnés par la réforme judiciaire de l'autre allaient les rendre superflues et inefficaces.

Toute cette discussion close, il restait à appliquer l'arrêté du 26 novembre. La Manouillère a laissé un récit circonstancié de sa mise à exécution ; les détails ci-dessous lui sont empruntés. Le maire du Mans, Leprince d'Ardenay, avait fait remettre au doyen du Chapitre, le 4 décembre, le billet dont la teneur suit : « Monsieur, j'ai l'honneur de vous prévenir que ce soir à trois heures, il ira quatre commissaires pour poser les scellés dans votre église. J'ai l'honneur etc. » (2).

Ces commissaires n'entrèrent à Saint-Julien qu'à six

1. A. D., L 28, f^{os} 108-114.

2. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 238.

heures et demie. Ils étaient accompagnés d'un détachement de la milice citoyenne et de douze dragons. Les chanoines avaient chanté none et vêpres à l'heure ordinaire, au milieu d'une grande affluence de curieux. Les officiers municipaux ne paraissant point, tout le monde s'était retiré, sauf quatre délégués du Chapitre. En leur présence, des cadenas furent placés aux trois portes du chœur, « sans même avoir ôté le Saint-Sacrement ». Il fut fait de même à la porte de la chapelle de la Vierge, puis le trésor fut mis sous scellés. Dans le vestiaire, le chanoine Herpalier du Chesneau tenta de remettre des protestations que les délégués du corps municipal refusèrent, sous prétexte qu'ils n'avaient pas mission de les recevoir. Les mêmes formalités furent accomplies ensuite à l'église des confrères de Saint-Michel.

Ce récit d'un témoin est confirmé par plusieurs documents officiels. Le district avait dressé par avance un projet de procès-verbal de l'inventaire qui devait suivre l'apposition des scellés ; les lacunes qui s'y trouvent indiquent que l'opération n'eut pas lieu. D'autre part, une contestation s'étant élevée entre le directoire départemental et le curé de Fatines, au sujet d'une rente de 200 livres qu'il avait constituée sur le Chapitre, les chanoines furent invités à représenter des registres où leurs emprunts étaient inscrits. Leur procureur répondit qu'il ne pouvait pas les fournir. Il justifia son impuissance, en observant que ses confrères, absents quand les scellés furent apposés, ne furent pas convoqués, lorsque les commissaires du district les levèrent ; que d'ailleurs l'inventaire des titres du chartrier ne fut fait ni à ce moment, ni lors du transfert des papiers aux archives de l'administration (1). Il se garda bien d'ajouter qu'une partie de ces pièces avait été mise en sûreté ; un

grand nombre d'entre elles fut retrouvé à Rouen, lorsque le chanoine Savare mourut dans cette ville⁽¹⁾.

La nuit était tombée, quand les officiers municipaux arrivèrent à Saint-Julien. Leur retard provenait des incidents inattendus qui s'étaient produits à Saint-Pierre-la-Cour. Jusqu'au 4 décembre, les membres de la Collégiale avaient gardé le silence sur leurs intentions. Ce jour-là, après de longues discussions, ils avaient décidé de rédiger aussi des protestations, puis de les faire déposer chez un notaire. Ils commençaient le chant des Vêpres, quand les commissaires de la municipalité entrèrent avec une escorte de cinquante gardes nationaux et d'autant de dragons. L'office fut interrompu, au milieu de l'agitation. Après avoir entendu la lecture de la proclamation du département, trois ou quatre chanoines déclarèrent qu'ils ne céderaient qu'à la force. Pendant que leurs confrères gardaient un silence prudent, ils réclamèrent que l'on insérât leurs protestations au procès-verbal ; que décharge leur fût donnée des reliques de Sainte Scholastique, déposées dans leur église ; que leurs ornements personnels leur fussent rendus ; enfin qu'un inventaire fût dressé contradictoirement, ou que l'on reconnût celui du Chapitre, « attendu qu'un membre municipal avait dit hautement que, depuis cet inventaire présenté, on avait détourné des effets ». Levasseur « lâchait alors quelques sarcasmes contre le Souverain Pontife ». Les scellés furent ensuite apposés, comme à Saint-Julien. Cependant, sur une observation du chanoine Guillaume Savare, le Saint-Sacrement fut transporté à l'autel de la paroisse, avant que le chœur fut fermé.

« Pendant tout ce temps, ajoute l'auteur de cette relation, des gens gagnés répandus dans l'église, craignant le peuple, donnèrent de l'argent et tinrent des propos contre

1. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. II, p. 41, note.

les chanoines. On dit que certains pauvres ont reçu jusqu'à 6 livres. Jamais, leur disait-on, aucun chanoine ne vous a donné autant ; on vous distribuera davantage ; vous serez contents » (1).

A n'en juger que par un début si difficile, l'application de la Constitution civile allait rencontrer bien des résistances dans la Sarthe.

1. Chanoine Savare, *Mémoires inédits*, ch. II.

CHAPITRE V

Le serment requis des prêtres fonctionnaires.

I. — Importance objective de la promesse de maintenir la Constitution. — Hésitation à souscrire cet engagement chez des prêtres amis de la Révolution : les partis différents pris par eux sur cette question ; formule de conciliation du plus grand nombre.

II. — Les listes de sermentés pour la Sarthe : leur petit nombre ; leur valeur relative et nécessité de les dater. — Attitudes successives de nombreux prêtres en matière de serment : Croneau, Colombeau, Christophe, Bigot, Le Maur, etc.,

III. — Étendue de ces variations dans le département : mouvements de ralliement et d'opposition à la Constitution. — Causes des ralliements : contrainte morale ; violences ; sollicitations des paroissiens ; faiblesse de caractère de certains ecclésiastiques.

IV. — Rétractations et leurs causes : Bref du 13 avril 1791 ; arrestation du roi ; mesures préparatoires à la déportation ; Bref du 19 mars 1792.

V. — Supputation du chiffre des sermentés dans la Sarthe ; sa progression de mai 1791 à la fin d'août 1792. — Le premier accueil fait à la Constitution civile du Clergé.

VI. — Raisons des prestations ou des refus de serment, d'après les témoignages du clergé manceau : motifs intéressés ; besoin de réformes ecclésiastiques : respect des droits de l'Église ; influences locales.

— L'attitude du clergé de la ville du Mans.

I

Même en négligeant les circonstances particulières de temps et de milieux, le serment à prêter ne pouvait que faire hésiter l'ensemble du clergé. Celui de la Sarthe était trop instruit pour ne pas voir comment il heurtaît la cons-

titution séculaire de l'Église, trop avisé pour ne pas deviner les graves conséquences que la soumission à la loi entraînerait après elle. Jurer, c'était se résoudre à la nomination éventuelle des pasteurs, même par des laïcs non catholiques ; reconnaître à la puissance politique la faculté de modifier seule les circonscriptions ecclésiastiques ; souscrire à sa prétention de déterminer, en dehors de toute entente avec Rome, les formalités nécessaires et suffisantes pour la collation du pouvoir de juridiction. Car la promesse de maintenir la Constitution civile emportait à la fois l'acceptation de ses articles et l'adhésion aux principes qui les avaient inspirés. Enfin l'article 5 du décret du 27 novembre/26 décembre 1790 avait achevé de ruiner les bases du droit ecclésiastique. Puisque les insermentés devaient être réputés démissionnaires et traités comme tels, toute garantie de stabilité était retirée aux curés aussi bien qu'aux évêques ; le même coup menaçait les droits acquis des individus et violait le principe de l'inamovibilité.

A ces difficultés fondamentales de la première heure, d'autres étaient venues s'ajouter. Même le clergé inférieur ne pouvait ignorer les hésitations du roi à sanctionner la législation nouvelle, les négociations laborieuses, entamées avec le Pape, au sujet de la loi du 12 juillet/24 août. Un bon nombre connaissaient également l'essai de conciliation tenté par les députés ecclésiastiques à la Constituante et les explications que ceux-ci avaient jointes à leur serment. L'étranglement de la discussion, par la majorité de l'Assemblée, n'était point faite pour dissiper leur méfiance.

Que les prêtres les moins suspects d'attachement à l'ancien régime, les plus résolus, aient reculé devant un acte qui les engageait de façon décisive, on le comprend sans peine. Ce fut le cas pour des manceaux sincèrement patriotes, acquis à toutes les réformes décrétées jusque-là.

Pendant que quelques-uns d'entre eux se soumettaient aux exigences légales, d'autres se refusèrent à entrer dans ce qu'ils considéraient comme la route du schisme.

En juillet 1790, René Jean Baptiste Victor Le Guicheux, curé de Beaumont-le-Vicomte, et son voisin Hyacinthe-Louis Marie Touchard, curé de Piacé, avaient assisté à la Fédération, à Paris. « Conjointement avec tous les individus qui assistaient à la cérémonie », ils avaient « prêté, entre les mains de la municipalité de Paris, le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution, décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, et demeurer unis à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité » (1). En janvier 1791, tous les deux offrirent, sans plus, de le renouveler. Il est vrai que, le 6 février, Le Guicheux prêta purement et simplement celui qu'imposait le décret du 27 novembre 1790. Mais Touchard s'était déterminé, huit jours plus tôt, en sens contraire. Il s'était dérobé devant un serment qu'il trouvait opposé à la foi, à la discipline et à la hiérarchie de l'Eglise. Ne voulant ni jurer en vain ni s'exposer au rejet de la formule qu'il eût consentie comme orthodoxe, il avait prié les officiers municipaux de sa commune de prendre acte de son refus ; il leur avait assuré aussi que, *dans toute autre circonstance*, il ne négligerait rien pour leur témoigner les sentiments les plus patriotiques. (2)

Sans attendre que le décret du 27 novembre fût promulgué dans leurs paroisses, ni même qu'il fût sanctionné, un groupe de prêtres du district de la Ferté-Bernard s'était sermenté, vers la mi-décembre ; c'étaient les curés de Mel-
leray, de la Bosse, de Saint-Denis-des-Coudrais et leurs

1. A. M. de Beaumont-sur-Sarthe D V. (*Délibér.* du 12 janvier et 6 février 1791).

2. A. M. de Piacé, *Délib.* n° 9.

vicaires, L'engagement du premier était simple, celui des autres restrictif. Les uns et les autres persistèrent ultérieurement dans leurs attitudes respectives.

Le 21 janvier 1791, le clergé de Saint-Pierre et de Saint-Martin de Précigné annonçait, à la municipalité de cette commune, qu'il avait l'intention de prêter le serment requis, le dimanche 30 du même mois. Mais, le 29, les curés des deux paroisses, leurs vicaires et le principal du collège se transportèrent de nouveau au greffe. Ils y déclarèrent que, « les derniers décrets de l'Assemblée défendant expressément toutes restrictions ou exceptions dans la formule du serment exigée par son décret du 27 novembre..., ils ne prèteraient aucun serment. » Celui qu'ils s'étaient proposé de faire contenait en effet, « pour la sûreté de leur conscience, l'exception formelle des articles qui porteraient atteinte à la foi et à l'autorité de l'Église catholique » (1).

Jean Marin, curé d'Aillières, n'avait point dissimulé son peu de sympathie pour les aristocrates. Il avait flétri, en 1790, les tentatives « du haut clergé et de la haute noblesse, pour mettre le trouble et la division dans Paris et dans toutes les villes du royaume. » Néanmoins ses sentiments ne pourront pas l'amener à accepter la Constitution civile. Comme lui, s'abstiendra le curé de Brûlon, Étienne Beucher, vieillard éclairé, patriote aussi tenace qu'intelligent, ami et correspondant de Guérin, le député du Maine aux États généraux. Sa résolution est très ferme. « J'ai toujours été et je suis encore partisan de la Révolution, parce que j'ai toujours été ennemi des abus; mais ma conscience m'est plus chère que tous les trésors de l'univers... L'Assemblée nationale ayant décrété que tout prêtre fonctionnaire jurera... qu'il sera fidèle à la nation..., et qu'il maintiendra la Constitution, je jure de la maintenir...,

1. A. M. de Précigné D I. (*Délib.* du 21 et 29 janvier).

mais j'excepte de mon serment toutes les lois qui appartiennent à l'ordre spirituel et j'attendrai, pour m'y soumettre, que l'Église ait prononcé » (1).

Beaucoup de ces ecclésiastiques ont tenté de recourir à des formules, qu'ils présumaient libératrices. Ils ont risqué des distinctions capables de concilier, aux yeux de leurs paroissiens, leurs obligations sacerdotales avec leurs convictions politiques et leurs devoirs de patriotes. « Désirant vivre et mourir dans la foi et la communion de l'Église catholique et romaine, déclare le curé de Sceaux, je lui demeurerai toujours attaché, par une humble soumission à ses décisions sur ce qui regarde le spirituel. Désirant aussi, comme citoyen et membre de l'État, faire connaître mon obéissance aux lois du royaume, je jure d'être fidèle à la nation... et de maintenir la Constitution. » (2) J'admets ici-bas, dit de son côté le curé de Rouez-en-Champagne, deux puissances, l'une temporelle et civile, l'autre spirituelle et ecclésiastique. Je crois que la puissance temporelle n'est autre, en France, que la réunion des deux pouvoirs législatif et exécutif... ; que tout citoyen, dans quelque état, dans quelque rang qu'il se trouve, doit lui obéir ;... que nous devons honorer, respecter tout ce qui vient de cette autorité. Mais je crois aussi que la puissance spirituelle et ecclésiastique, qui de tout temps a appartenu au Pape et aux évêques, est sacrée et inviolable, que l'Église seule peut y faire les changements qui n'atteignent ni ne blessent notre sainte religion...

D'après ces principes orthodoxes, voilà le serment que je fais comme citoyen et comme fonctionnaire public. Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de cette paroisse, dont la conduite m'a été confiée ; de maintenir de tout mon pouvoir, en ce qui concerne l'ordre politique, la Constitution décrétée

1. A. M. de Brûlon, *État civil*, 1791.

2. A. D., L 374.

par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, exceptant formellement les objets qui dépendent essentiellement de l'autorité spirituelle (1).

En réalité le silence d'une partie du clergé et les explications restrictives du plus grand nombre ont la même signification. Selon la formule qu'ils affectionnent, les uns et les autres ont un égal désir de respecter les droits de Dieu et ceux de César. Seul l'entêtement étroit de la Constituante va détacher, de la cause de la Révolution, une partie de ces tenants de la première heure. Son refus opiniâtre de reconnaître, par un texte légal, les prérogatives traditionnelles de l'autorité spirituelle va rejeter ces prêtres dans une opposition pour laquelle ils n'avaient, au début, que de l'antipathie.

II

Quel fut le nombre de ceux qui désertèrent ainsi les rangs où ils s'étaient d'abord engagés ?

Pour beaucoup de diocèses, la supputation est relativement facile. Il existe, dans les dépôts officiels d'archives, des états de conformistes et d'insermentés, qui renseignent sur l'importance de l'un et de l'autre groupe. La Sarthe est moins favorisée. M. de la Gorce n'a pu relever aucun tableau de ce genre, pour le département, aux Archives nationales. (2) Dans une note des *Souvenirs d'un nonagénaire*, Célestin Port avait indiqué la présence, aux archives municipales du Mans, d'une « Liste des membres du clergé du diocèse du Mans, en 1790, et des prêtres constitutionnels,

1. A. M. de Rouez-en-Champagne, *DI*, p. 225-227.

2. P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française* t. I. p. 389, 396.

en 1792 et 1793, avec des annotations de Charles-Jacques Le Quien de la Neuville » (1) ; il a été impossible de la découvrir. Au reste sa disparition, pour regrettable qu'elle soit, n'a peut-être pas toutes les conséquences que l'on pourrait déplorer. La date précise où cette liste a été arrêtée est évidemment postérieure à 1793 ; toutefois elle demeure incertaine. Or l'époque où les différents états de sermentés ont été dressés n'est point indifférente ; elle a même une importance capitale pour qui veut juger, à ses différents moments, de l'accueil fait à la Constitution civile. (2). Si curieuses aussi que puissent être les remarques de Le Quien, il ne faut pas oublier qu'il fut un des partisans les plus opiniâtres de la Petite-Église ; de ce fait, l'impartialité de ses appréciations devient sujette à suspicion.

Sans être aussi abondants qu'il serait désirable, les renseignements sont moins rares pour les districts. Pour celui du Mans, Dom Piolin a publié une liste, datée du 4 juillet 1791 (3). M. Fleury en a cité une autre, qui concerne la circonscription de Mamers et qui doit être postérieure au mois de juin 1792 (4). Nous-même en avons découvert une troisième, qui fut arrêtée par l'administration du district de Saint-Calais, le 28 mai de la même année (5). Enfin, l'*Inventaire Sommaire* des archives départementales mentionne, à son article 374 de la série L, des « Listes, par district, des ecclésiastiques qui n'ont pas prêté serment » ;

1. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. II, p. 36, note.

2. Dans sa critique de l'*Essai statistique sur le clergé constitutionnel et le clergé réfractaire* par M. Ph. Sagnac, M. le Chanoine Pisani a indiqué cette nécessité de dater les états des jureurs et des insermentés (Cf. A. Pisani, *L'Église de Paris et la Révolution*, t. I, p. 186).

3. Dom Piolin, *L'Église du Mans durant la Révolution*, t. 1, pages 460-465.

4. G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*, t. III, p. 13.

5. A. D., L 387, f° 138.

des « Tableaux, par district, des curés et vicaires à remplacer » ; et en dernier lieu un « État général des procès-verbaux de prestation de serment. » Mais il est fâcheux que ces indications soient au plus des étiquettes prometteuses, qui ménagent surtout des déceptions, dans une enquête semblable à celle qui est poursuivie ici. Car les pièces désignées ci-dessus concernent, pour la majeure partie, le seul district de la Ferté-Bernard. En outre il serait indispensable de rétablir les dates de beaucoup d'entre elles.

Au reste le recours exclusif aux listes de sermentés et de réfractaires a un grave inconvénient : il ne donne qu'une idée incomplète, et dès lors peu exacte, des décisions des ecclésiastiques sarthois, relativement au serment. Ces documents officiels ne renseignent en fait que pour un moment : ils fixent dans une pose définitive le geste qui sera bientôt modifié par une attitude différente. Ils semblent ainsi séparer à tout jamais l'ensemble des prêtres en deux blocs irréductibles, les opposer les uns aux autres en deux groupes fermés et comme impénétrables. S'en tenir à de pareils tableaux, c'est en quelque sorte enserrer, dans la simplicité rigide d'un instantané, la succession complexe des mouvements d'une foule. Or ce sont des changements multiples que les délibérations municipales enregistrent, de janvier 1791 à la fin d'août 1792, des variations incessantes, des oscillations de tous les jours entre les limites fixées par la législation civile et celle que tente d'imposer la hiérarchie catholique. Brefs des 13 avril 1791 et 19 mars 1792 ; ordonnances, mandements et lettres des Ordinaires : voilà les actes de Rome et des évêques qui précisent le devoir religieux de leurs subordonnés. Décrets des 12 juillet et 17 novembre 1790, 4 janvier et 18 mars 1791 ; Instruction du 21 janvier ; arrêtés et circulaires des administrations : voilà

ceux du pouvoir civil, qui leur dictent leur conduite politique. Entre ces deux rives opposées la masse du clergé manœuvré coule, pendant ces dix-huit mois ; dans le flot qui passe des obstacles surgissent qui détachent des individus et les portent vers l'un ou l'autre bord. Les registres des communes sont à peu près seuls à pouvoir renseigner sur ces fluctuations ; quelquefois cependant les procès-verbaux de rétractations les corroborent et les complètent. Voici des exemples, extraits de ces deux sources.

Gilles François Croneau, vicaire à Bonnetable, prête un serment conditionnel, le 30 janvier, après la grand'messe. Le même jour, il informe la municipalité que « son intention a été mal interprétée ; que le serment est dans son cœur et que, s'il ne l'a pas proféré d'une manière suffisante, ce sont des circonstances particulières qui l'ont arraché de l'autel. » Il le renouvelle donc, mais pur et simple, à l'issue des vêpres. (1) — Jacques Colombeau, principal du collège de Précigné, avait notifié son refus de serment, avec tous ses collègues de la commune, le 29 janvier. Le 30, il affirme avoir agi, la veille, sans mûre réflexion et prie le corps municipal de regarder sa démarche précédente comme non avenue. (2) — Comme ces deux-là, les curés d'Arçonnay et de Saint-Aubin-de-Locquenay se déjugent, après une semaine seulement. Le dernier en fit l'aveu public, en ces termes : « Huit jours après avoir prêté le serment de maintenir la Constitution civile...., avec les restrictions prescrites par l'Eglise catholique, j'ai juré, par faiblesse et crainte de la persécution, purement et simplement, quoique avec une répugnance que j'ai marquée en tout mon extérieur et toujours en protestant que, s'il y avait quelque chose contre la religion catholique, apostolique et romaine, je le tenais pour rétracté. Et cependant j'ai signé le serment pur et

1. A. M. de Bonnetable DII, f° 43.

2. A. M. de Précigné, D. II. (*Délib.* du 30 janvier).

simple, qui m'a conservé dans la jouissance du traitement attaché à ma cure » (1).

D'autres retournements suivirent ceux-là, moins hâtifs et par conséquent mieux délibérés. Le curé et le vicaire de Valennes retirèrent, le 12 février, les adjonctions mises à leur serment du 23 janvier (2). Péan, vicaire à Beaumont-la-Chartre, et Lebeu, curé de Tresson, remplacèrent leur serment conditionnel par un engagement simple, l'un le 25, l'autre le 27 février (3). Le curé et le principal du collège de Saint-Vincent-du-Lorouer avaient promis tous deux, le 22 mars, de se soumettre à la loi. Le 25, le dernier seul se présenta pour y satisfaire. L'autre s'abstint ; « d'un air de mépris, (il) ferma la porte de la sacristie », et sa municipalité ne le revit plus (4).

Tels sont les cas les plus nets. D'autres laissent dans une obscurité complète les circonstances où s'opèrent les changements de résolution de prêtres à l'humeur inconsistante. Ce sont en particulier ceux où des municipalités complaisantes se contentèrent de corriger les registres communaux par une simple rature. D'autres enfin sont à étudier pour leur complexité même. Ils découvrent l'embarras éprouvé par quelques administrations, quand elles ont dû répartir conformistes et insoumis en catégories différentes. Ils expliquent aussi comment les états officiels ne renseignent que pour le moment où ils ont été dressés. Quelques exemples plus significatifs serviront de types pour les ecclésiastiques de cette dernière classe.

1. Arch. de M. le vicaire général Lefèvre *Reg. de rétractations*, n° 27.

2. A. M. de Valennes, *Délib.*, f° 57 v°.

3. A. M. de Beaumont-la-Chartre, *Délib.*, (25 février). — A. M. de Tresson, P. D.

4. A. M. de Saint-Pierre-du-Lorouer, *Registre de serment des ecclésiastiques*.

Jean-Baptiste Christophe, curé d'Écorpain, avait prononcé son serment, le 30 janvier 1791. L'on ignore en quels termes exacts. Le 9 mars, il l'envoie au district de Saint-Calais, qui le juge restrictif. Le 12 mai, il écrit au directeur du département une lettre qui retirait celle qu'il avait adressée à l'administration, deux mois auparavant. Le 25 mai, il adresse une nouvelle lettre, contenant un autre extrait du procès-verbal de sa prestation de serment. Le district va conclure qu'il a souscrit la formule exigée par la loi ; néanmoins, pour dissiper toute obscurité, il ordonne une information, dont il charge un de ses membres, Charles Latousche. Celui-ci se transporte chez le maire d'Écorpain ; le registre des délibérations est chez le curé, qui invite le commissaire enquêteur à venir en prendre connaissance. Celui-ci se rend donc au presbytère. Il constate « qu'au lieu des deux délibérations du 30 janvier, qu'il s'attendait à voir, il se trouvait seulement, sur le dit registre, un serment du sieur Christophe prêté purement et simplement, au moyen et parce que le dit sieur curé avait raturé sept ou huit lignes faisant partie du dit serment, qui paraissaient contenir les restrictions ou préambules insérés dans un des extraits dont il était porteur ». Il remontre « au dit sieur curé... qu'il n'existait aucun procès-verbal qui prouvait qu'il eût prêté son serment à l'issue de la messe paroissiale et en présence des officiers municipaux. » Il lui demande des explications catégoriques, qu'il puisse soumettre à ses collègues. Aussitôt le prêtre interrogé dépose entre ses mains un serment pur et simple, annulant tous ceux qu'il avait pu prêter jusque-là (1).

L'abbé Jean Brindeau était curé de Beaumont-Pied-de-Bœuf et doyen rural de Château-du-Loir, en 1791. Le 16 janvier il jura de maintenir la Constitution civile, avec l'ad-

1. A. D., L 71, p. 375 ; L 153, f^o 244 ; L 387, f^o 136-137.

dition suivante : « bien persuadé que l'Assemblée nationale n'a jamais eu et n'aura jamais l'intention de toucher à la foi de l'Église catholique, apostolique et romaine en ce qui touche le spirituel. » Les termes surajoutés étaient de ceux que l'administration du département déclara irréprochables. Ce fut sans doute cette considération qui détermina le curé à convoquer les officiers municipaux pour « le saint jour de Pâques », 24 avril. A l'issue de la grand'messe il se tourna vers eux et vers les fidèles assemblés. « Chers paroissiens, dit-il, je jure devant Dieu, en votre présence, que j'ajoute à mon serment ce qui suit, savoir que je ne reconnais aucune autorité compétente, pour le régime spirituel de l'Église, que le Saint-Siège et les évêques canoniquement institués. » Le 24 mai, il comparissait « devant la municipalité extraordinairement assemblée, la chose étant pressée... Voyant le scrutin électoral, pour le remplacement des fonctionnaires publics non sermentés » sur le point d'avoir lieu, il s'était décidé à jurer purement et simplement et il promettait de le faire, le dimanche suivant, s'il en était requis. L'accomplissement de cette formalité lui valut de garder sa cure jusqu'au mois de septembre suivant. Il en fut dépossédé alors, vraisemblablement à la suite d'une nouvelle rétractation, qui n'est point inscrite au registre communal (1).

La conduite du curé de Sainte-Osmâne, Jacques Louis Bigot, avait été presque aussi pleine de contradictions. Le 23 janvier, il avait promis de maintenir la Constitution, avec la restriction suivante : « Comme chrétien fermement attaché à la foi catholique, apostolique et romaine, je déclare que je ne reconnais que l'autorité de l'Église en ce qui concerne le spirituel, croyant en cela me conformer à l'intention de l'Assemblée nationale, qui a plusieurs fois

1. A. M. de Beaumont-Pied-de-Bœuf, *Délib.* f^{os} 15, 16 v^o.

déclaré ne vouloir toucher en rien au spirituel. » Le dimanche 13 février, pour se conformer à la loi du 4 du mois précédent, il retira ses restrictions primitives, « devant les fidèles assemblés. » Toutefois, au moment de signer le nouveau procès-verbal, il réitéra « à la municipalité, mais de *parole seulement*, son exception du spirituel. » Cette réserve, connue uniquement d'un groupe limité de ses paroissiens, ne pouvait être mise en parallèle avec la publicité donnée à son serment. Il s'en avisa, peu après. Le 2 mars, il écrivit donc au district que sa conscience était inquiétée : qu'il avait en conséquence prévenu le corps municipal de son intention de renouveler, devant les fidèles réunis, les restrictions qu'il avait paru abandonner. C'est ce qu'il fit, le dimanche suivant (1).

Sur la nature, sur l'acuité de ces inquiétudes intimes, l'on a mieux que de simples suppositions. Car les archives municipales de Bonnetable ont reçu l'aveu des luttes pathétiques qui se livrèrent, dans l'âme du curé de cette petite ville. Dans une allocution du 30 janvier, M^e. Jean-François Le Maur avait manifesté « à la grande satisfaction des assistants, ses sentiments d'attachement pour la nouvelle Constitution ». Ce discours préparatoire avait été suivi d'un serment d'où était exclu « tout ce qui pourrait toucher à l'ordre spirituel, établi par Jésus-Christ. » Invité par le procureur de la commune à s'en tenir à la formule légale, le curé s'y était refusé formellement. Le lendemain, il se présentait à la maison commune, où le conseil général était assemblé pour la nomination des commissaires à l'établissement de l'impôt foncier, et y témoignait de son désir de se conformer à la loi. Voici textuellement le compte rendu de sa démarche.

1. A. M. de Tresson, P. D.

« M^r. Jean-Laurent-François Le Maur a manifesté le chagrain qui était dans son cœur après avoir appris véritablement que le serment qu'il avait prêté dimanche dernier n'était pas tout à fait conforme au décret, et a reconnu que, s'il a ajouté quelques mots contraires aux décrets de l'Assemblée nationale concernant la Constitution civile du clergé, cela n'avait point été dans son intention. mais (qu') après avoir pris une nouvelle communication des dits décrets il y a reconnu toute la justice de nos dignes représentants à l'Assemblée nationale, ainsi que de notre bon roi, pour la dignité de notre sainte religion et a déclaré être prêt et offrant d'articuler le dit serment, en se conformant aux dits décrets, ce qu'il a effectivement fait, en le prononçant en ces termes : Je jure de veiller... etc. Et, pour justifier les sentiments de son cœur à la Constitution, il a offert de le réitérer, mercredi prochain 2 janvier (*sic*), fête de la Purification de la Sainte Vierge, devant les fidèles assemblés dans l'église à l'issue de la grand'messe où il prie (*sic*) MM. du Conseil général de la commune d'assister afin d'en dresser procès-verbal, ce qui lui a été accordé d'une voix unanime et joye la plus extraordinaire. Et M. le curé en a témoigné sa reconnaissance la plus touchante, en embrassant tous les membres présents ». (1). — Cette joie fut de

1. — A. M. de Bonnétable, D II, f^{os} 42-44. — La rédaction ci-dessus est celle qui fut adoptée définitivement par le corps municipal ; mais elle est en surcharge de nombreuses ratures. Nous croyons devoir publier en italique le texte qui fut rejeté :

« Il... a manifesté le chagrain qui était dans son cœur après avoir appris véritablement que le serment civique, qu'il avait prêté dimanche dernier, *était susceptible de blâme par les expressions dont il s'était servi en le prêtant* et a reconnu que, s'il y a ajouté quelques mots contraires au décret de l. A. N... *cela était fautive d'en être instruit suffisamment, mais (qu') après avoir été éclairé par de respectables ecclésiastiques et après avoir pris par lui-même communication des dits décrets de l'A. N. et notamment de ceux de la nouvelle constitution civile du clergé... etc ».*

courte durée. Le 2 février, les officiers municipaux enregistraient le serment pur et simple de leur curé et, le 13 du même mois, ils apprenaient qu'il venait de se rétracter, au prône de la messe paroissiale. Au reste il avait cru devoir les en instruire directement par une lettre où il exposait les luttes douloureuses de son âme, partagée entre le sentiment de son devoir et son attachement à son troupeau. Les termes en sont si émouvants, elle jette une si vive clarté sur quelques uns des drames intimes, étudiés ici, qu'elle est à reproduire en entier.

« Messieurs : Après les témoignages de bonté et d'attachement dont vous m'avez comblé et les engagements que je pris en votre présence et en celle de toute notre paroisse, vous trouverez peut-être ma conduite bien irrégulière.

« Mais, Messieurs, malgré les efforts que j'ai pu faire, je ne suis point venu à bout d'étouffer certaines inquiétudes qui me rongent ; elles (ne) me quittent ni le jour ni la nuit ; le sommeil fuit de mes yeux ; ma santé s'altère ; j'y succomberais.

« Comme la tranquillité de ma conscience est préférable à tous les avantages de cette vie, j'ai pris la résolution de faire aujourd'hui, au prône de notre messe paroissiale, la rétractation du dernier serment, que j'ai fait, le deux de ce mois.

« J'ai cru la rendre publique, pour réparation de ma faute, si Dieu la juge telle. Si je l'ai tenue secrète, ne croyez pas, Messieurs, que ce soit défaut de confiance en vous. Votre amitié pour moi vous aurait peut-être suggéré quelques réflexions ; la peine que j'aurais ressentie de ne pouvoir me rendre à vos remontrances, ces motifs m'ont porté au silence. J'ai substitué à mon second serment le premier ; je l'ai prononcé en présence de mon auditoire et je le réitère devant vous...

« Je vous prie, Messieurs, d'avoir encore la complai-

sance d'inscrire sur votre registre et ma rétractation et ce dernier serment et de m'en faire délivrer un acte par M. votre greffier, afin qu'il puisse me servir de justification. J'ose espérer de votre amitié que vous ne me refuserez pas cette grâce. J'ai l'honneur de vous la demander avec confiance et celle de me croire, avec l'attachement le plus respectueux, Messieurs,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

LE MAUR (1) ».

III

D'autres exemples n'ajouteraient rien à ce qui précède, sur la situation du clergé sarthois, en 1791 et 1792. Mais quelques conclusions peuvent se tirer immédiatement des faits apportés jusqu'ici. La première est qu'il est impossible de répartir nos prêtres en sermentés et insermentés, si ce n'est pour des périodes bien délimitées et avec le secours de listes dûment vérifiées et datées. Une autre constatation a non moins d'importance. C'est que deux courants parallèles et de sens opposés se sont produits, dans le diocèse, l'un s'écartant de Rome, comme l'autre y ramenait. Pendant qu'une partie des ecclésiastiques, d'abord réfractaires, se ralliaient à la Constitution civile, d'autres, qui avaient commencé par l'accepter, se portaient vers le groupe des non conformistes.

Deux traits principaux caractérisent ce mouvement, comparable au flux et au reflux. D'un côté le nombre des sermentés paraît avoir atteint son maximum vers la fin de juin 1791, car c'est à cette époque que commencent les

1. A. M. de Bonnétable D. II., f. 47. — Cf. Dom Piolin, *L'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 139-141.

rétractations qui se continueront jusqu'en août 1792. D'autre part le terrain gagné par les jureurs n'est pas reconquis en totalité par leurs adversaires.

S'il ne s'agissait que d'exposer les raisons qui amenèrent à ceux-ci la plus grosse part de leurs adhérents, la tâche serait assez aisée ; les historiens qui ont scruté ces motifs sont nombreux en effet. Mais ce qu'il conviendrait de mettre en pleine lumière ce sont les causes qui expliquent le mouvement opposé ; or l'entreprise ici est pleine de difficultés. C'est que les documents capables d'éclairer cette question sont rares. Les ratures des registres municipaux, les rectifications même, apposées après coup aux formules inscrites sur ces registres, laissent enveloppées de mystère les démarches faites par les sermentés de la deuxième heure. Celles-ci ont, pour la plupart, un caractère d'impersonnalité, presque d'anonymat, qui ne livre rien du secret de ces âmes inconstantes ; il faut se contenter des conjectures les plus plausibles. Néanmoins il est possible d'étudier en détail quelques cas individuels ; le plus grand nombre s'expliquera peut-être ensuite, par l'examen des circonstances qui entourent ralliements et rétractations.

Une anecdote piquante, publiée pour ce qu'elle avait de savoureux, jette quelque clarté sur l'une de ces adhésions au schisme. Elle est du rédacteur du *Journal général du département*. « Dans la paroisse de Chemiré-le-Gaudin, deux vicaires, très aimés quoique non assermentés, vivaient tranquillement sans troubler l'ordre et rendaient tous les services qui dépendaient de leur ministère. Plusieurs femmes de la dite paroisse, instruites que des habitants des paroisses voisines se disposaient à les contraindre à la retraite et que leurs maris s'exposeraient plutôt que de les laisser insulter, sans communiquer leur dessein à per-

sonne; furent trouver ces deux vicaires et leur exposèrent franchement qu'ils n'avaient que deux partis à prendre, ou de jurer, ou de se retirer dans leur famille ou dans tel autre lieu qu'ils aviseraient être bon; qu'elles n'entendaient pas que leurs époux et leurs enfants risquassent de perdre la vie pour les défendre; qu'un long séjour pourrait occasionner une guerre intestine, qu'il était de leur prudence d'éviter. Cet exposé simple et loyal les décida tous deux; l'un (Defay), dimanche trois de ce mois, prêta serment et l'autre (Duplain) fut chercher un asile ailleurs » (1).

Ces deux ecclésiastiques n'eurent affaire, en définitive, qu'à une sorte de violence morale. Pour accentuée qu'elle ait été, cette pression amicale est analogue à celle qui fit retirer ses premières restrictions au curé de Bonnétable. Ce sont des instances d'un autre genre, des menaces et des mauvais traitements qui arrachèrent un serment simple du curé d'Athenay, en 1792. Il avait promis de maintenir la Constitution en tout ce qui était conforme aux lois de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, mais cette addition avait été regardée comme une restriction inadmissible et son serment n'avait pas été reçu. Il avait continué d'exercer néanmoins ses fonctions dans sa paroisse, qui devait être supprimée. Le 12 mars, beaucoup de gens armés de Vallon « vinrent militairement à son domicile, l'entraînèrent chez eux et le forcèrent, les armes à la main, de prêter le serment pur et simple. » Dans la nuit du 15 au 16 du même mois, pour ne pas occasionner de troubles, il quittait secrètement Athenay, venait au Mans, y désavouait ce que la violence lui avait imposé, sollicitait enfin l'autorisation de se réfugier au Séminaire, qui lui fut refusée (2).

1. *Journal général du département*, n° 20, 17 juillet 1791, p. 155.

2. A. D., L 339.

Dans le mois suivant, de véritables scènes d'émeute obtinrent des engagements de même nature d'Alexandre Potier, chanoine de Saint-Calais, et de Michel Charles Bouvier, qui s'était retiré dans cette ville, au sein de sa famille (1). Leur compatriote Jean Pierre Lhermitte commença par être plus ferme. Le 29 mars, la municipalité lui avait notifié l'arrêté du département du 8 de ce mois, qui l'invitait à se rendre à la maison de la Mission, comme les autres réfractaires. Il avait sans doute été l'un des ecclésiastiques désignés par la populace, en conséquence de cette injonction, pour être chassés de Saint Calais, dans les jours suivants. En septembre il est vicaire constitutionnel de Bessé-sur-Braye et bientôt après curé de la Chapelle-Gaugain. Quelles circonstances l'amènèrent à se sermenter entre avril et septembre ? Il est assez aisé de les deviner. Jeune prêtre, puisqu'il n'avait été ordonné qu'en décembre 1790 ; sans grand appui dans ces temps orageux, il avait été réduit à vivre, après le départ du curé Drouelle, des 220 livres de pension que lui valait sa chapelle Saint-Mathurin-de-l'Encolière. Pour aider sa mère, veuve, sans fortune et chargée de famille, il avait rempli les fonctions de scribe, pendant quelque temps, et copié des rôles de contributions pour la municipalité de Marolles. Quand ces ressources momentanées lui firent défaut, la misère l'accula au serment (2).

Ce furent également la lassitude et le découragement qui eurent raison, en juin, des résistances d'un homme entré d'abord avec générosité dans la voie du sacrifice, Edme Marin Lemaître, curé de Rouez-en-Champagne. Outre l'in-

1. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre, *Reg. de rétractations*, nos 94 et 58.

2. A. M. de Saint-Calais, D II., f. 153. — A. D., L 568 et L 389, f° 106.

térêt que présente son ralliement à la Constitution civile, son mariage avec la fille du conventionnel René Levasseur lui donne assez de notoriété pour que nous insistions sur son cas.

Le 13 janvier 1791, il avait juré de « maintenir la Constitution en ce qui concerne l'ordre politique et en exceptant formellement les objets qui dépendent de l'autorité spirituelle. » Il avait cru devoir s'abstenir, au dernier moment, de donner sur la teneur de ses engagements, les explications qu'il avait promises au prône du dimanche précédent : des raisons de prudence l'empêchèrent en effet d'offrir même un semblant de fondement aux calomnies que des malintentionnés avaient répandues préalablement contre lui. En février, il donnait sa démission de greffier de la municipalité; il exprimait, en la faisant, ses regrets de ne pouvoir plus être utile à un peuple cher à son cœur et de se voir bientôt forcé de se séparer tout à fait de ses intérêts spirituels et temporels. En juillet, les troubles provoqués par la fuite du roi lui firent chercher un refuge au Mans, d'où il écrivit, le 25, la lettre suivante à la municipalité : « MM. Échappé d'une violente persécution je suis tombé ici dans une plus grande : point d'asile, point de sûreté ; personne ne veut me prendre en pension. Je suis en danger déguisé ou non déguisé. Que faire, éloigné d'un peuple que j'aime du fond de mon âme ? Je vais donc le livrer à une main étrangère, pour y voir naître le trouble, les dissensions, les malheurs ! O cruel état de votre curé ! Attaché à la vraie religion et aux bons principes, je ne puis de cœur ni de bouche désavouer ma foi.

Je ne peux plus tenir aux regrets que me cause la séparation de mon troupeau ; je compte m'y rejoindre, en me soumettant par la présente loi du 27 novembre, soumission arrachée par les circonstances d'un péril imminent, soumission qui seule doit me procurer la tranquillité et

obvier aux suites incalculables de mon refus. J'ai l'honneur d'être... »

Pour répondre à ces douloureuses confidences de son curé, la municipalité de Rouez arrêta, le jour même où elle les reçut, que « la garde nationale se hâterait d'aller à la redevance (1) du pasteur, pour lui témoigner la joie, que chacun ressent(ait) au dedans de son cœur, de le revoir au milieu de son troupeau ». Le lendemain, Lemaitre rentrait donc triomphalement dans sa paroisse ; deux jours plus tard, le 30 juin, il prêtait le serment, après la grand'messe, avec Jardin son vicaire, jusque-là réfractaire comme lui (2).

Ces particularités étaient à connaître. Elles ne sauraient excuser certains prêtres de n'être point allés jusqu'à l'héroïsme ; du moins elles expliquent leur faiblesse. Après d'esprits inclinés à juger selon la rigidité des principes, elles jouent le rôle de circonstances atténuantes ; à côté des trahisons indignes, elles forcent à distinguer des défaillances regrettables mais qui ont droit à quelque indulgence.

L'exposé qui précède vaut pour quelques individus ; il ne rend point compte de la majorité des ralliements à la Constitution civile. Pour la plupart, les procès-verbaux de rétractations de 1795 restent également muets sur les circonstances qui ont amené ces passages à l'ennemi. Pour comprendre l'étendue des conquêtes constitutionnelles, il faut donc faire appel à d'autres moyens, diviser en périodes cette crise de désertions, considérer les conditions dans lesquelles chacune des fractions du clergé ainsi

1. *Redevance* : rencontre. On dit aussi *redevant* : « aller au r'd'vant de quelqu'un ». Cf. *Vocabulaire du Haut-Maine*, par Ch. R. de Montesson, 541, p. in-8°, Paris, Em. Paul et Guillemin, 1899.

2. A. M. de Rouez-en-Champagne, *Délib.*, p. 225, 235, 259.

isolées a prêté serment. Ce n'est pas là d'ailleurs se livrer à une opération arbitraire, car cette classification est celle que suggère l'étude des documents. Si en effet l'on réunit en un tableau unique les noms des convertis au constitutionnalisme, si l'on y joint les dates de leurs adhésions, on constate immédiatement que les défections des réfractaires sont plus nombreuses à certains moments. Ces groupements plus importants sont comme des noyaux centraux, autour desquels les individus isolés viennent s'agglomérer dans la suite. Il ne s'agit donc que de rattacher ces réunions globales aux événements qui les ont déterminées ; ainsi s'expliquera avec vraisemblance l'orientation de chaque catégorie.

Un de ces moments peut être situé vers avril 1792, à l'époque du ralliement des trois prêtres nommés tout à l'heure : Jean Pancheron, curé d'Athenay ; Michel-Charles Bouvier et le chanoine Potier. Les troubles religieux approchaient alors de leur maximum d'intensité. Depuis la fin de janvier, les municipalités édictaient toute une série de mesures qui tendaient à l'éviction des insermentés et qui furent suivies de l'arrêté départemental du 8 mars. Ces essais de coercition provoquèrent d'une part des rétractations, qui seront mentionnées plus bas. D'autre part, ils entraînèrent dans le schisme au plus une dizaine de prêtres, pour la plupart non fonctionnaires.

Les mouvements insurrectionnels consécutifs à la fuite du roi : fouilles de maisons suspectes d'aristocratie, pillages de châteaux, arrestations arbitraires, avaient de même provoqué quelques rétractations et une quinzaine d'adhésions au serment, en 1791. De ces dernières huit concernaient des prêtres qui avaient juré conditionnellement. Ces conquêtes sont relatées par le *Journal général du département*. Voici ce qu'il en écrit : « ... Les cir-

constances, en ralliant les citoyens des différents partis autour de l'arbre de la Constitution, menacé par une tempête qui paraissait se former dans le nord de l'Europe, ont décidé aussi beaucoup d'ecclésiastiques réfractaires à la prestation du serment. Notre évêque a eu la satisfaction d'en voir plusieurs augmenter le nombre de ceux dont les sentiments patriotiques éclairent de plus en plus les fidèles confiés à leurs soins » (1).

Voilà les deux seules époques où le ralliement à la Constitution civile semble provoqué par la violence. Quelques tentatives d'intimidation par des municipalités se produisirent, de janvier à mars 1791; mais elles furent trop rares, elles restèrent trop purement locales pour avoir pesé d'une façon notable sur le recrutement des sermentés. Par contre, il est indispensable de mentionner l'extraordinaire activité déployée par l'administration du département. Pendant cette période et même jusqu'en mai, elle multiplia les interventions, directes ou indirectes, pour grossir le nombre assez faible des conformistes de la première heure. Son attention se porta spécialement sur le groupe des ecclésiastiques entrés déjà dans la voie tracée par la loi. Les réserves qui les retenaient à mi-chemin du constitutionnalisme intégral n'étaient vraisemblablement pas telles qu'on ne pût les y faire renoncer. Aussi le directoire ne négligea-t-il aucune démarche pour les amener à résipiscence.

Le 28 janvier, il arrête de faire distribuer aux électeurs six cents exemplaires « d'un écrit de M. l'abbé Grégoire intitulé : *Légitimité du serment civique exigé des fonctionnaires ecclésiastiques* ». Le 15, il ordonne l'envoi aux districts et aux municipalités de la « *Lettre pastorale de M. l'évêque (constitutionnel) du Finistère* » ; le 15 avril, il

1. *Journal général du département*, n° 20, (17 juillet), p. 155.

fait examiner, « afin de lui donner la publicité convenable, un écrit sur la légitimité du serment. » Il entreprend également de réduire les hostilités qu'il pressent et d'allécher les indécis par l'appât du gain. Simultanément, il sollicite donc, mais vainement, du Comité ecclésiastique de l'Assemblée nationale, l'autorisation de différer le paiement de leurs pensions aux chanoines, s'ils ne prêtaient pas le serment auquel ils n'étaient pas astreints; d'autre part, il arrête, le 7 janvier, de déléguer aux districts son pouvoir de payer le traitement des vicaires, sous le spécieux prétexte de leur épargner un voyage dispendieux au chef-lieu. Le 11 février, il impose à certaines municipalités trop rigides d'admettre leurs curés à revenir sur leurs restrictions. Le 2 mars, il insiste et envoie aux autorités communales une circulaire, « afin de les engager à recevoir les ecclésiastiques fonctionnaires qui rétracteraient les préambules et explications » de leurs serments primitifs. Enfin, le 1^{er} mai, à la veille de substituer des constitutionnels aux réfractaires, par l'élection, il revient à la charge. Il envoie aux districts — ceux du Mans et de Château-du-Loir exceptés — une invitation à tenter une dernière démarche près des curés ou vicaires que l'on pouvait encore espérer gagner. « Leurs serments sans doute, écrit-il, ne sont pas conformes à la loi et par cela même doivent être rejetés, mais les exceptions ou explications qu'ils contiennent ne remontrent pas une intention formelle de désobéir à la loi. Pourquoi nous estimons qu'il est bon d'écrire à chacun d'eux que l'administration présume qu'ils ne connaissaient pas les dispositions de la loi du 9 janvier, lors de leur prestation de serment; qu'en conséquence... elle désire connaître plus formellement s'ils sont dans l'intention de s'y conformer et que, faute par eux de prêter incessamment leur ser-

ment pur et simple, elle va procéder à leur remplacement » (1).

Cette intervention dernière revêt un caractère de grandeur presque tragique. A la fois elle réveille dans ces âmes de prêtres les luttes intimes, un instant apaisées par le serment conditionnel, et, en raison des circonstances où elle se produit, elle porte les sentiments des fidèles à leur plus haut point d'exaltation. En attendant qu'elle fixe irrévocablement le sort des ecclésiastiques manceaux, elle projette devant eux l'attrait redoutable du sacrifice ; elle leur offre en regard les séductions captieuses d'une vie facile, mais qu'ils devinent troublée par le remords. Le trouble que ces perspectives produisent dans leurs âmes anxieuses s'accroît de toute la pression exercée sur elles par les fidèles. Or cette pression est considérable.

Car les campagnes ont été vivement émues quand ont paru, en avril, les arrêtés relatifs à la réduction des paroisses. Leur inquiétude a grandi, lorsqu'elles ont vu commencer les enquêtes préparatoires à cette opération. Nos paysans très traditionnalistes, très attachés aux pratiques religieuses, ont cru l'existence du culte en danger, dans les communes qui devaient ainsi disparaître. Ils se sont aussitôt réunis, ont pétitionné en masse, supplié, récriminé, menacé même les administrations ; ils ont mis en mouvement toutes les influences et fait valoir toutes les raisons capables d'écarter les décisions qu'ils redoutaient. Un motif commun, répété jusqu'à être monotone, inspire les innombrables suppliques qu'ils ont envoyées dans cette période critique, aux districts, au département et même à l'Assemblée nationale. Il y a unanimité dans leurs protestations de respect de la loi, tant pour leur part

1. A. D., L 71, p. 119, 215, 313, 59, 61, 92, 147 ; L 153, n°s 375, 446 ; V $\frac{21}{1}$ (2 mars 1791) ; A. N., DXIX 79.

que pour celle de leurs pasteurs respectifs. Que si ces derniers ont refusé le serment, si surtout ils n'ont esquivé les obligations du décret qui le prescrivait que par une formule trop adroite, dont l'obscurité calculée réservait l'avenir, quelle occasion de faire auprès d'eux la démarche conseillée par les administrations supérieures, d'insister, de supplier jusqu'à ce qu'ils cèdent !

Ceux d'entre eux qui n'avaient résisté qu'à regret, et dans la croyance que la pratique du serment ne réussirait pas à se généraliser, se détachent alors du groupe des prêtres jusque là fidèles. Ils supputent le nombre des jureurs, s'aperçoivent qu'il est plus grand qu'ils n'avaient préjugé ; puis ils se laissent séduire enfin par la solution qui, avec le minimum de tracas et de gêne, paraît le mieux assurer leur tranquillité et garantir leurs intérêts. D'autres, plus timorés, se rendent moins vite et avec une sorte de répugnance. Les luttes des premiers jours, qu'ils avaient écartées par des engagements ambigus, recommencent pour eux. Sous la multitude des raisons, que l'amour du repos et la crainte de perdre leurs bénéfices entassent devant ces esprits hésitants, la voix de la conscience s'assourdit chaque jour et finit par cesser de se percevoir. « Je vous ai dit, écrit au district de la Ferté-Bernard le curé de Vouvray-sur-Huisne, qu'il y a plus d'une chose où mes idées s'embrouillent ; elles s'embrouillent plus particulièrement sur l'article des nouveaux évêques et curés constitutionnels. Plus j'examine et moins je vois clair... » (1).

Funestes tergiversations qui le conduiront à la chute ! En des âmes ainsi irrésolues, la faiblesse de la volonté corrompt fatalement la rectitude du jugement. Quel contraste avec la clarté dont se réclament des confrères voisins, de caractère aussi ferme que généreux !

« Ma conscience, toujours égale à elle-même, déclare l'un, toujours balancée par le poid(s) de lumière qui lui présente la justice et la vérité, me défend constamment le serment pur et simple. Placé entre deux points qui ne peuvent pas fléchir, le parti qui me reste à prendre est de suivre ma conscience, sans être rebelle à la loi. Je rendrai hommage à la loi, non en la louant ni en l'approuvant, mais en me soumettant et en faisant le sacrifice de tous les avantages temporels dont elle me dépouille... La loi me remet dans l'état où je suis entré dans la société ; il ne me restera plus que le seul bien que j'ai apporté : la vie et l'honneur... » (1).

Le langage du curé de la Bosse n'est ni moins net, ni moins ferme. « Je n'ai point cherché à me cacher sous des expressions équivoques et enveloppées ; j'ai fait ma restriction tout à la suite de mon serment. Il est vrai que mon mérite n'a pas été grand aux yeux du Seigneur. Je n'avais point de menaces à craindre de la part d'un troupeau qui m'aime et auquel je suis attaché ; mais aujourd'hui ce mérite va augmenter, puisque mon refus va me réduire à la vie la plus triste et la plus malheureuse. J'ai pensé à tout cela et je m'en occupe plus que jamais, puisque je touche à ce moment. Je désirerais, oui je désirerais de tout mon cœur pouvoir concilier ce que je dois à mon Dieu avec ce que je dois aux puissances de la terre ; mais plus j'y ai réfléchi ; plus la voix de ma conscience est devenue irrésistible... » (2).

Les ralliés de juin 1791 et de mars 1792 peuvent invoquer à leur décharge les violences dont ils furent ou se crurent l'objet, il serait superflu de chercher une excuse à

1. A. D., L 374.

2. *Ibid.*

ceux de mai 1791. Envoyer un serment régulier, à quelques jours des élections destinées à les remplacer, comme firent les pasteurs de Crissé (1) dans le district de Sillé-le-Guillaume, de Fercé (2) dans celui de Sablé, ou au moment même de l'ouverture de l'assemblée électorale, à l'exemple des curés de Vancé, de Montreuil-le-Henri et de Saint-Georges-de-la-Couée (3), dans le district de Saint-Calais, de Courdemanche ou de Beaumont-Pied-de-Bœuf, dans celui de Château-du-Loir (4), c'est confesser qu'on obéit à des mobiles intéressés. Implicitement ou explicitement les prêtres coupables de pareilles faiblesses avouent qu'« en voyant le scrutin pour le remplacement des fonctionnaires publics... près de commencer », ils se décident à obéir aux décrets (5).

On peut interpréter autrement le retrait, en février et mars de la même année, des conditions primitivement insérées dans le serment, croire à la bonne foi de ceux qui y recoururent, les compter par suite au nombre des conformistes de la première heure. L'irrégularité de leur engagement du début tiendrait uniquement à ce qu'ils n'auraient pas connu la loi du 4 janvier, qui interdisait les préambules et restrictions. Des doutes restent toutefois sur leurs intentions réelles. Ils tiennent aux formules « entortillées » (6) qu'ils adoptèrent, à leur attitude embarrassée, à l'ignorance où nous sommes des dates où leur fut notifié le décret sus indiqué, à l'emploi même par quelques-uns de subterfuges dilatoires, grâce auxquels ils restèrent pour un

1. A. M. de Crissé, *Délib.*, f^o 15 v^o.

2. A. M. de Fercé, *Délib.*, f^o 75 v^o.

3. A. D., L 388, f^o 2 v^o.

4. *Ib.*, L 417, f^o 23 ; V $\frac{21}{2}$, p. 27.

5. A. M. de Beaumont-Pied-de-Bœuf, *Délib.*, f^o 16 v^o

6. A. D., L 470, f^o 103.

temps au repos. Le récit des fluctuations de Delelée, emprunté au procès-verbal de la municipalité de Saint-Ouen-de-Mimbré, justifie notre réserve. Malgré le démenti de l'intéressé, il suggère la pensée d'inscrire au tableau des ralliements au moins une partie des rectifications de promesses de fidélité faites dans les premiers mois de 1791.

Par une carte du 29 janvier, signée « Delelée encore curé », cet ecclésiastique avait convié ses officiers municipaux à se trouver à la grand'messe du lendemain. Il devait y prononcer le serment, « avec les restrictions adoptées par la plus saine partie du clergé de France ». Le 30, le procureur de la commune, officiellement député vers lui, lui présenta, avant l'office, le paquet des lois nouvellement reçues, dont il dédaigna de prendre connaissance. A l'avis qu'il reçut que le maire lui lirait la formule prescrite par l'Assemblée nationale, le curé répondit « qu'il n'en avait pas besoin et qu'il savait lire ». Il jura, donc, au prône, d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi... ; de soutenir de toutes ses forces la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et sanctionnée par le roi « en tout ce qui ne serait point contraire à la religion catholique, apostolique et romaine. Voilà, aurait-il ajouté, le serment que j'ai à prêter ; s'il n'est pas reçu, il n'y a donc plus ni foi ni religion ; j'aimerais mieux quitter ma place que de perdre mon âme et, si on veut que je la quitte, je suis prêt et offrant de quitter dès aujourd'hui... » Ces héroïques menaces ne furent point suivies d'effet. Le 2 février, leur auteur niait les avoir faites ; il maintenait seulement la restriction, ajoutée à son engagement « avant la publication du décret » qui défendait d'en adjoindre aucune. Les officiers municipaux enregistrèrent ses protestations, en confirmant l'exactitude de leur procès-verbal. A ne pas s'en laisser imposer, leur étroitesse de paysans têtus avait gagné de démasquer la pusillanimité cassante de leur pasteur ; quatre jours plus

tard, celui-ci remplaçait, par une soumission pure et simple, sa promesse conditionnelle des jours précédents (1).

IV

Pendant qu'une partie du clergé de la Sarthe descendait la pente qui conduisait au schisme, une autre fraction gravissait la même route en sens contraire. En février 1791, es curés de Bonnétable, dont il a été parlé ci-dessus, de la Chapelle Saint-Fray, de Saint-Denis-des-Coudrais ; en mars ceux de Sainte-Osmane et de la Bruère (2) donnèrent de leurs serments des explications qui les firent rejeter par le département. De mai à novembre un nouveau groupe d'individus se rétracta ; sa conversion a pu tenir pour partie à l'apparition du Bref du 13 avril. A défaut d'un témoignage plus explicite, une lettre du curé de la Ferté-Bernard, Jousse-Lamotte, rend cette conjecture vraisemblable. Sermenté en janvier, il avait longtemps refusé de donner à l'administration du district les gages formels qu'elle sollicitait de lui. Le 17 juin, il envoya à sa municipalité les éclaircissements ci-après ; leur date autorise à croire qu'il existe un lien entre eux et la condamnation de la Constitution civile par le Pape.

« Quand j'ai prêté, en votre présence et devant tout mon peuple assemblé, le serment civique, j'ai pris alors toutes les mesures qui étaient en mon pouvoir pour remplir à la fois et les devoirs du chrétien, du prêtre et du curé inviolablement attaché à la religion et ceux du citoyen chéris-

1. A. M. de Saint-Ouen-de-Mimbré, *Délib.*, f^{rs} 9-10.

2. A. D., V $\frac{21}{2}$, p. 137 ; L 374. — A. M. de Tresson, P. D. — A. N., DXIX 97.

sant sa patrie et prêt à sacrifier pour elle ses biens, sa vie même. Aussi ma conscience ne me l'a point reproché. Mais aujourd'hui, elle crie que je me rendrais coupable si je tardais à réclamer contre l'interprétation dont on l'a cru susceptible, si différente de celle qu'à mon avis il semblait comporter. Vous le savez, Messieurs, on ne compose (pas) avec elle ; il faut obéir à sa voix.

J'ai déclaré, en prêtant mon serment que je reconnais sur terre deux puissances, l'une temporelle et l'autre spirituelle, toutes deux indépendantes, absolues, souveraines dans tout ce qui est respectivement de leur ressort... Je n'ai donc pas entendu admettre ni jurer de maintenir les lois purement spirituelles portées par la puissance temporelle dans la Constitution. J'ai déclaré ensuite que je voulais vivre et mourir dans la religion catholique. Je n'ai donc point entendu ni pu entendre admettre ni jurer de maintenir, dans la Constitution, ce qui s'y trouve de contraire à cette religion, à la foi de l'Église et à sa discipline.

Ce n'est donc pas dans ce sens, Messieurs, qu'on a conçu mon serment, mais je proteste que c'est celui dans lequel je l'ai fait et qu'ont prétendu le faire avec moi quatre de mes dignes coopérateurs : MM. Bosse, (Le) gressier, Régnier (1) et Houdayer.

Ainsi, Messieurs, pour parer à tous scandales, pour arrêter ou détruire toutes fausses idées sur l'orthodoxie de mes sentiments, pour dissiper tous nuages, pour lever toutes espèces de doutes et de difficultés, j'ai l'honneur de vous envoyer la présente déclaration... (2) »

Ce mouvement de recul ne prit un peu d'ampleur qu'en 1792 ; de janvier à la fin de juillet de cette année-là,

1. Le refus de souscrire cette explication, envoyé au district par Régnier, ne fut peut-être pas étranger à sa nomination comme vicaire épiscopal de la Sarthe, en octobre ou novembre 1791.

2. A. D., L 374.

nos documents très incomplets enregistrent près de vingt rétractations. Celles-ci paraissent s'être inspirées de motifs divers : sollicitations de confrères, scrupules de conscience particulièrement avivés au temps du Carême, où tout inclinait le clergé à un examen plus sévère de sa propre conduite. A ces influences a dû s'ajouter celle des événements politiques ; ainsi certains retours s'expliquent par des oppositions tardives à la marche de la Révolution. Parmi ceux qui avaient commencé par en suivre les tendances, quelques-uns, effrayés par l'extension trop rapide des conquêtes du régime, par les progrès de la lutte contre la royauté ou la propagation des idées républicaines, se détachent du parti qu'ils avaient d'abord embrassé ; ils lui témoignent leur hostilité, en retirant leur promesse d'être fidèles à une constitution qui se trouve abrogée de fait, au moment où ils la renient. C'est ainsi, croyons-nous, que se peuvent interpréter certaines des rétractations qui ont suivi l'arrestation de la famille royale, celles aussi, beaucoup plus nombreuses, que les mesures préparatoires à la déportation du clergé ont déterminées, de mars à juin 1792. Celles enfin qui sont postérieures aux journées des 20 juin et 10 août 1792 sont à mettre au même rang. Le témoignage de l'abbé Hubert de Crezé est formel à ce sujet. Pour authentifier la date de son retour à l'orthodoxie, il déposait, le 15 novembre 1792, « entre les mains d'une personne publique » un acte ainsi conçu : « Je rétracte ce funeste serment. Je le fais relativement à la déchéance du Roi et au projet conçu de détruire la religion catholique, apostolique et romaine, dans laquelle je veux vivre et persévérer. » (1)

Les dates qui viennent d'être citées indiqueraient à elles

1. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre, *Reg. de rétractations*, n° 130.

seules l'influence d'autres causes dans ces conversions : l'on veut parler de l'apparition des Brefs *Caritas* et *Novae hae litterae*. Le premier a dû arriver dans le diocèse, au plus tôt à la fin d'avril 1791. La municipalité d'Aubigné se plaignit en effet que le curé, Bonnouvrier, en eût donné lecture en chaire, le 8 mai ; le district de Château-du-Loir reconnut le bien fondé de cette dénonciation en ordonnant, le 9 août, le renvoi du dossier à l'Assemblée nationale, afin qu'elle statuât sur cette affaire (1). L'autre, qui ne pouvait pénétrer par les mêmes moyens de publicité, a été distribué, un an environ après celui-ci. Dans son numéro du 7 juin 1792, le journal de Philippeaux informait ses lecteurs que douze cents exemplaires de ce factum inconstitutionnel venaient d'être envoyés aux ecclésiastiques de la Sarthe, sous enveloppe et franco de port par la poste du Mans (2). D'autre part, le club des Minimes avait décidé, dès le 16 mai, d'envoyer des commissaires aux officiers municipaux de la ville, pour les inviter à informer contre les colporteurs de ce prétendu libelle (3).

Que ces actes pontificaux aient inquiété les révolutionnaires, les mesures qui viennent d'être citées ne permettent pas d'en douter. D'après des témoignages contemporains, il est également certain qu'ils ne furent pas sans alarmer la conscience de plusieurs prêtres engagés dans la voie du schisme. « ... Notre curé (de Mont-St-Jean) qui a prêté ce malheureux serment, écrit Michel Chenais, est sur le point de se rétracter, car il ne veut avoir aucune communication avec les intrus. Il craint beaucoup pour le jour de sa rétractation, car il est menacé, mais il dit qu'il aime mieux subir la mort que de croupir dans un crime aussi détestable. Il paraît que quelques intrus de nos voisins

1. A. D., L 379.

2. *Défenseur de la vérité*, n° 19 (7 juin 1792), p. 147.

3. A. D., Fonds municipal, n° 1006.

suivront son exemple... » Le 23 mars 1792, le même clerc s'explique, en écrivant à ses parents : « ... Je vous ai mandé, dans une lettre adressée à M. le Curé..., que je plains très fort les non-rétractés, attendu qu'il n'est plus temps de faire aucune opération ; on les met au nombre des vrais conformistes, car il faut avouer qu'il y a un peu trop d'opiniâtreté dans le crime... ». Enfin, il insiste, et, le 24 mai, il écrit de nouveau : « ... L'excommunication est lancée : M. le Curé doit l'avoir reçue, car elle est notifiée à tous les sermentaires. Elle est terrible ! Tous les conformistes sont chassés de l'Église, privés de la participation aux Sacrements et livrés à Satan... » (1)

En fait les simples constitutionnels étaient seulement menacés conditionnellement de la susdite censure. Néanmoins le curé Bonnel, visé dans toute cette correspondance, retira son serment en juillet 1792 (2). Dans le même mois se rétractèrent les curés de Saint-Ouen-sous-Ballon, d'Aulaines, d'Avessé, de Villaines-la-Gosnais, de Montmirail ; ceux d'Avoise avec son vicaire, de Connerré, de Ségrie (3) les avaient précédés de quelques semaines seulement dans cette voie.

Le nombre de ces retours, on le voit, n'est pas très élevé. Il dépasse pourtant ceux qu'avait suscités la première condamnation pontificale. A celle-ci en effet s'applique, à peu près à la lettre, la constatation qu'un chanoine d'un département voisin faisait pour son diocèse : « Il y

1. A. D., L 272 (Dossier M. Chenais, pièces nos 6, 12, 14).

2. *Ib.*, V $\frac{21}{4}$, p. 56.

3. *Ib.*, V $\frac{21}{4}$, p. 57, 31. — L 107, f^{os} 106^{vo}, 107^r, 108, 77, 183^{vo} ; L 72, f^o 219^{vo}.

a aussi des rétractations par ici ; il n'y faut plus compter pour l'avenir, puisque *le Bref n'a pas opéré* » (1).

V

La carence, aux Archives nationales, des listes des sermentés de la Sarthe peut s'expliquer désormais de façon plausible : au lieu de la disparition possible des documents l'on invoquerait plutôt un défaut d'envoi. Cette hypothèse prend une vraisemblance de plus en plus grande, si l'on fait état et des démarches réitérées de l'administration du département, pour obtenir des districts les tableaux de conformistes et de réfractaires, et des dates de ces demandes. Du 2 février au 6 août 1791, il n'y eut pas moins de sept circulaires expédiées exclusivement à cette fin. Elles furent d'ailleurs entremêlées d'instructions sur le même objet, qui constituent autant de lettres de rappel. Il n'est donc pas étonnant que le compte rendu des opérations du département, adressé à de Lessart, ministre de l'Intérieur, donne seulement des renseignements généraux sur l'application de la législation du serment. L'administration s'exprime dans les termes suivants : « Nous avons écrit trois fois aux directoires des districts pour nous procurer les listes des curés et vicaires constitutionnels, anciens ou nouveaux, et des curés non remplacés ; mais nous n'avons pas encore pu obtenir des tableaux exacts, ce qui provient en partie des changements progressifs qui ont eu lieu dans diverses paroisses.... Le seul résultat que nous puissions vous procurer présentement est que, deux ou trois paroisses exceptées, toutes celles dont la conservation a été indiquée

1. D^r P. Delaunay, *La Mayenne révolutionnaire*, p. 22.

comme nécessaire aux électeurs sont pourvues de curés assermentés, dont plus de la moitié sont antérieurs aux élections » (1).

Est-ce à dire qu'il faille se contenter de ces approximations et qu'il soit impossible de donner des chiffres précis en cette matière? Non. Deux repères immobiles facilitent, pour les curés, la supputation qui nous intéresse. En déterminant d'une part le nombre de ceux d'entre eux qui sont en exercice à la fin de l'année 1790, de l'autre celui des pasteurs restés en fonctions après la mise en jeu de la loi de déportation du 26 août 1792, l'on obtiendra des listes exactes. Il sera indispensable toutefois de faire entrer, dans ces calculs, les quelques mutations survenues par décès ou affectations à d'autres postes. Pour les vicaires, une opération analogue ne donnerait que des résultats très discutables. Leur statut général était moins fixe en effet, puisqu'ils étaient révocables à la volonté de l'évêque ou de leurs curés respectifs ; quelques-uns ont donc pu soit aller exercer leurs fonctions dans leurs pays d'origine, soit encore être élus à des cures étrangères au diocèse, sans que rien avertisse de ces changements de condition. La même remarque vaut à plus forte raison pour les chapelains, les anciens religieux et les simples bénéficiers qui résidaient dans la Sarthe.

L'on a établi précédemment que le nombre des curés et desservants du diocèse, au moment où il fut délimité, était de quatre cent cinquante-deux. Deux cent seize continuaient de tenir les registres de l'état civil en septembre 1792, qui, par conséquent, ont été reconnus comme valablement sermentés ; deux cent trente-six, à la même date, avaient quitté leurs fonctions, tant par refus de serment

1. A. D., L 157, n° 798.

qu'après rétractation. Le pourcentage des conformistes donne donc, à cette époque, un peu moins de 48 o/o, celui des réfractaires s'élevant à plus de 52 o/o. Les uns et les autres se répartissent du reste très inégalement dans les différentes divisions administratives: Le district du Mans, qui enfermait à lui seul plus du quart des paroisses, compte soixante-quatorze refusants contre quarante-trois sermentés, soit plus de 63 o/o des uns contre environ 36 o/o des autres. Dans celui de Château-du-Loir, la proportion est renversée : 78 o/o des curés se soumirent à la loi, mais 22 o/o restèrent dans l'opposition. Celle-ci atteint son maximum dans les circonscriptions de la Flèche et de Sablé, où le nombre des curés adversaires de la Constitution civile est respectivement de 66 o/o et de 65 o/o. Les districts de Saint-Calais et de Mamers en enregistrent le premier 47 o/o, le second 51 o/o, soit 3 o/o de moins qu'à Sillé-le-Guillaume ; ce total s'abaisse à 41 o/o à Fresnay et à 40 o/o à la Ferté-Bernard.

Il s'agit ici de chiffres définitifs. Quand il surprend les prêtres fonctionnaires, en août 1792, le décret de déportation les immobilise dans une attitude irrévocable au regard de la loi : c'est celle-là que nous venons de fixer. Mais nous avons longuement démontré plus haut qu'entre les deux repères stables choisis par nous, une sorte de double glissement continu s'effectue, dans des sens opposés, de janvier 1791 au mois d'août de l'année suivante. Ne serait-il pas utile d'en préciser certains moments et de renforcer nos conclusions précédentes par quelques éléments de statistique ?

La rigueur des constatations mathématiques est impossible en pareille matière, parce que trop de documents font défaut... A supposer que nos plus fidèles sources d'information, les registres municipaux, eussent noté toutes les variations étudiées antérieurement, le départe-

ment n'en a plus qu'une centaine : deux ou trois des registres prévus par la Constitution civile, pour l'inscription des engagements des ecclésiastiques, y ajoutent seuls leurs renseignements de procès-verbaux authentiques. Des approximations, et encore uniquement pour quelques divisions administratives, voilà donc tout ce qui se peut apporter ici.

Dans son numéro du 8 mai 1791 le *Journal général du département de la Sarthe* signale trente-sept curés ou desservants sermentés dans le district du Mans. Ce nombre s'est augmenté de quatre unités, au 4 juillet de la même année, comme on peut le prouver indirectement d'après la liste publiée par Dom Piolin (1) ; en septembre 1792, il atteint quarante-trois. M. Fleury a fourni un tableau — non daté, mais antérieur au mois de juin 1791 — qui comprend vingt-trois conformistes pour le district de Mamers (2). D'autre part une lettre du département au directoire de ce même district, envoyée le 13 mai, élève ce total à vingt-quatre ; (3) en septembre 1792, il est de vingt-six ; encore convient-il de remarquer que les trois curés de Saint-Calez-en-Saosnois, de Courgains et de Lignéres-la-Carelle (4) se sont rétractés, en février de cette année-là. La progression est analogue pour les circonscriptions de Saint-Calais, de Fresnay et de Sillé-le-Guillaume. Dans la première, l'ensemble des sermentés monte de quatorze, au 28 mai 1791 (5), à dix-huit, en septembre de l'année suivante. Dans la deuxième, entre les mêmes dates, il reste au profit des constitutionnels un gain total

1. *Journal général du département*, n° 10, p. 73-74. — Dom Piolin, *l'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 460-465.

2. G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*, t. III, p. 13.

3. A. D., L 153, n° 180.

4. *Ib.*, L 72, f° 132 ; L 103, f°s 11 et 44.

5. *Ib.*, L 387, f° 138.

de quatre sujets (1), après en avoir retranché les rétractations de Lemoine, curé de Vivoin et de Bizet, curé de Ségrie (2). Enfin, dans la dernière, sept prêtres sont inscrits sur les listes des curés à remplacer en mai et en juin 1791 qui restent en fonctions après l'envoi des réfractaires en exil ; encore deux de leurs confrères, le desservant du Creux, et le curé de Mont-St-Jean (3) ont-ils quitté, pendant ce laps de temps, les rangs constitutionnels.

Voici donc, pour six districts seulement, une somme de vingt-six curés ralliés, dans une période de quinze mois environ. Des renseignements dûment contrôlés pour quelques individualités porteraient ce chiffre à trente-sept pour le département ; il dépasse même quarante-cinq, si l'on fait entrer en compte les retraits de restrictions par ratures ou par explications, opérés depuis février 1791. L'on peut y ajouter une liste d'une trentaine de vicaires, anciens religieux ou prêtres habitués, dont il est certain qu'ils se sont soumis tardivement à la loi. On ne peut opposer avec certitude que vingt-six rétractations indiscutables, pour ces deux années.

En résumé la Constitution civile du clergé ne s'implante dans le diocèse du Mans que lentement et laborieusement. Pour peu que l'on excepte un petit nombre d'empressés, que leur hâte à jurer ne doit pas faire regarder comme irrévocablement acquis à la Constitution, la loi du serment est accueillie avec une réserve pleine de défiance, tant par les ecclésiastiques qu'elle oblige en raison de leurs fonctions publiques que par ceux qui sont dispensés de lui obéir. Ceux-là même qui deviendront dans la suite les plus solides appuis de la nouvelle Église, un Roustel, un

1. A. D., L 470, n° 675.

2. *Ib.*, L 103, f° 34 ; L 471 n° 1335.

3. *Ib.*, L 584, f° 74^{vo} et annexe.

Boulenger un Fréart, un Jollivet, futurs vicaires de l'évêque intrus, ne promettent fidélité qu'en avril, mai et juin. A ce moment-là, l'élection de Prudhomme de la Boussinière au siège du Mans et sa prise de possession auront déjà assuré, depuis un temps appréciable, le succès de la réforme constitutionnelle. Quoiqu'ils ne fussent pas astreints au serment, on peut donc, par suite de leur peu de hâte à le prêter, inscrire ces prêtres parmi les véritables ralliés (1).

VI

Les raisons générales qui divisèrent le clergé en jureurs et en insoumis ont été longuement exposées ailleurs, soit pour d'autres diocèses, soit pour l'ensemble de la France. Il n'y a donc pas lieu de les développer ici, pas plus que de discuter les accusations réciproques d'ambition ou d'attachement excessif à leurs situations respectives de l'un et l'autre parti. Tout au plus indiquera-t-on, entre les causes capables d'expliquer la froideur avec laquelle la loi fut accueillie, le caractère peu enthousiaste et naturellement prudent de nos Manceaux. Par ailleurs, les justifications de leur attitude, fournies par un bon nombre de nos prêtres, sont à analyser, pour faire connaître le plus exactement possible l'opinion du clergé diocésain.

Le cas est unique, à notre connaissance, d'un ecclésiastique motivant sa soumission à la loi, par un souhait aussi naïvement terre à terre que celui du vicaire de Tassé. Voici en quels termes il l'exprimait du haut de la chaire, le 30 janvier 1791. « Puisse-t-elle avoir un plein et entier

1. Cf. *Journal général* (n^{os} 7, 9, 15) citant onze prêtres et un clerc ainsi ralliés du 10 avril au 15 juin 1791.

effet cette heureuse Constitution qui, en éloignant la mendicité des membres inférieurs de l'autel pendant le temps de leur exercice, leur assure les secours nécessaires pour le temps de la vieillesse et des infirmités » (1). Il est moins rare que des conformistes aient incriminé après coup « la faiblesse de leur caractère », leur crainte d'une persécution qu'ils redoutaient de ne pouvoir soutenir, leur amour de la tranquillité ou même de leurs aises. D'autres se sont tant bien que mal excusés, lors de leur réconciliation avec l'Église, sur leur ignorance des condamnations pontificales, sur les sollicitations trop pressantes de paroissiens désireux d'empêcher leur éloignement. Le registre des rétractations est plein de ces douloureuses confessions, arrachées à leurs auteurs, en 1795, par le regret et la honte d'humiliantes concessions, faites depuis deux années, et par un impérieux besoin de rentrer dans l'orthodoxie.

Qu'il se soit trouvé également dans l'autre camp des ecclésiastiques dont l'hostilité contre le serment s'inspira de mobiles peu désintéressés, c'est une hypothèse qui se peut soutenir. « Il y en a eu qui l'ont refusé parce que, ne pouvant se résoudre à des pertes si considérables en biens, en honneurs, en autorité, ils ont voulu risquer le tout pour le tout et, à cet effet, se sont intrigués, se sont coalisés pour empêcher le nouvel ordre de choses ». L'on accorde que ce jugement est celui d'un constitutionnel opiniâtre. Mais à l'appui de son dire, celui-ci allègue, sans avoir été démenti, des lettres anonymes, dans lesquelles le refus ou la rétractation de serment lui furent conseillés, « moins par des arguments théologiques que par le récit des préparatifs formidables que devaient incessamment faire

éclater les puissances étrangères » (1). D'autre part, les circonstances expliquent que Julien Haye de la Sorière ait fait jurer simultanément à deux époux « de ne faire aucun serment contraire à la Sainte Église catholique, apostolique et romaine et contraire au bien de la monarchie et à celui des Capets dits Bourbons, nos légitimes rois et maîtres ». Néanmoins il n'est sans doute pas téméraire de supposer, dès avant la Terreur, des sentiments d'un royalisme militant chez « ce prêtre réfractaire à tous les serments demandés par les Assemblées nationales » (2). Enfin la démarche faite, en 1792, par Chaillou la Torillière ci-devant curé de Soullitré, pour être admis à promettre de maintenir la Constitution, achève d'éclairer sur la conduite de certains non conformistes. Ce dernier avait jusque-là « différé sa soumission, par l'incertitude dans laquelle il regardait sa patrie, sur le choix du gouvernement qu'elle devait adopter » (3). L'on est donc autorisé à conclure, de son exemple et des textes précédents, que des motifs d'ordre politique ou social ont dû suggérer au moins quelques oppositions passives au décret du 27 novembre 1790.

Entre les groupes extrêmes, qui viennent d'être examinés, deux classes d'ecclésiastiques se sont dissimulées dans la zone neutre d'une attitude imprécise ou contradictoire : ce sont celles des indécis et des politiques ou des habiles. Dans la première on rangera un curé de Juillé, qui refusa d'abord le serment, le prêta ensuite, sur protestation de ses habitants et amicale intervention du procureur syndic

1. *Mémoire justificatif de la conduite de F.-G. Besnard.*, p. 9-10. — Comparer A. D., L. 272 (dossier M. Chenais).

2. Arch. de M. l'abbé Comin (Acte de mariage de Jacques Allain et de Françoise Pommerais).

3. A. D., V ²¹₄, p. 131.

de son district, pour finir par le rétracter (1) : un abbé Jardin, curé de Saint-Léonard-des-Bois (2) ; ou encore un Hardiau la Vove, curé de Saint-Ouen-sous-Ballon, sermenté le 30 janvier 1791, rétracté le 15 juillet 1792, de nouveau sermenté dix jours plus tard (3). C'est à leurs pareils que le district de Fresnay reprochait « leurs formules entortillées », leur attitude dépourvue de « cette franchise et de cette loyauté dont l'Assemblée nationale avait donné l'exemple (4).

Il est plus difficile de composer sûrement la seconde classe et l'on risquerait d'être injuste en accolant à certains noms la méprisante épithète de « prêtres-girouettes », que le *Journal général du département* appliquait au curé de Saint-Mars-la-Brière (5). Regrettons néanmoins, pour le bon renom de notre clergé, qu'il se soit trouvé de ces hommes sans noblesse, de ces politiques trop prompts à se réfugier dans des situations ambiguës. Ce sont les mêmes évidemment qu'un fondé de pouvoir de Jouffroy-Gonssans stigmatisera, vers 1796, en raison de leur attitude équivoque et sans droiture. Ils se rétractaient alors fort secrètement, pour éviter la suspense portée contre « les haineux » ; ils continuaient simultanément d'exercer leurs fonctions en public, en qualité de sermentaires. « Plus coupables que les francs jureurs, disait la lettre qui contient ces détails, ils joignent la duplicité au parjure. Ils veulent passer auprès de leur évêque pour rétractés et auprès des législateurs pour assermentés » (6).

1. A.D., L 470, n^{os} 526, 529 et L. 462, f^o 98.

2. *Ibid.*, L 470, n^{os} 752, 774, 889.

3. *Ibid.*, L 107, f^o 61 ; L 155, n^o 1501.

4. *Ibid.*, L 470, n^o 552.

5. *Journal général du département*, n^o 21 (14 juillet 1791), p. 165. — Cf. A. D., L 537, f^o 108.

6. *Extraits de lettres saisies chez Gagnot...*, p. 69-73.

L'on excusera peut-être mieux un curé de Fresnay, le représentant vraisemblablement le mieux qualifié du semi-constitutionnalisme, de ce qu'ayant prêté un serment restreint, il a continué ses fonctions comme un véritable conformiste, jusqu'en 1794. En effet, il « n'a su qu'hors temps et par voie très indirecte, les avertissements, plaintes et menaces des chefs de l'Église » (1). Mais le naïf La Manouillère fait preuve d'excessive indulgence quand, afin d'absoudre l'abbé Leprovost « d'avoir juré pour rester dans sa paroisse », il se contente de ce qu'« il ne veut point reconnaître M. la Boussinière ». En réalité, quoiqu'il n'eût jamais prêté aucun serment, le trop adroit curé de Cherré avait accepté que sa municipalité certifiât qu'il s'était soumis au décret (2). Par un subterfuge analogue, le curé d'Arçonnay, qui avait juré « avec toutes les restrictions nécessaires », consentit que le procès-verbal de sa prestation de serment indiquât qu'il s'était conformé à la loi ; mais, pour l'avoir fait, il se reconnut « coupable de faux et de lâcheté » (3).

Même réunies ensemble ces deux catégories, spontanément ou systématiquement incolores, ne constituent qu'une minorité de prêtres sans importance. Car ce serait faire injure, fût-ce à la moins noble d'entre elles, de lui adjoindre une poignée d'ecclésiastiques tarés, que les plus tenaces conformistes refusent, avec horreur et mépris, d'accepter dans leurs rangs. « Tas de sujets indignes — écrit Besnard-Dubuisson — qui avaient été interdits par leurs évêques et qui, ayant été mis en place, se sont encore plus comportés en polissons et en libertins qu'auparavant ; ignorants

1. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre, *Reg. de rétractations*, n° 11.

2. *Ibid.*, n° 102.

3. *Ibid.*, n° 63.

qui n'ayant jamais eu aucune idée de la sublimité de leurs fonctions..., ont reconnu que celles-ci n'étaient qu'un pur charlatanisme, inventé pour séduire et tromper » (1).

Quiconque s'appuierait sur les chiffres établis au paragraphe précédent de ce chapitre, pour conclure que plus de la moitié de nos prêtres manceaux était hostile à une constitution nouvelle du clergé, se tromperait gravement. En réalité cette portion reçut le titre qui la qualifiait exactement, quand le directoire du département la déclara composée surtout d'*ecclésiastiques qui n'étaient pas valablement sermentés*. En conséquence, la somme réelle des jureurs se trouve presque doublée, si aux engagements agréés par l'autorité civile on ajoute ceux qu'elle rejeta comme insuffisants ou viciés par des explications reprehensibles. En effet, sur un total de deux cent vingt-huit prêtres dont l'attitude précise a pu être déterminée, cent-quatre-vingt-dix-neuf se sont effectivement sermentés, avec ou sans restriction ; soixante seulement se sont récusés. A presser les textes l'on réduirait encore cette minorité. Comme le clergé paroissial de la ville du Mans, les deux curés et les trois vicaires de Précigné ne se sont retirés qu'à la dernière heure, et même leur abstention fut exclusivement fondée sur la connaissance tardive de la loi qui leur interdisait toute réserve. D'autre part les refus du curé et du vicaire de Piacé ne sont que conditionnels. Tous deux se sont déclarés prêts « à faire le serment que les évêques et la majeure partie des curés du royaume avaient offert. » ; bien plus le premier jura effectivement, le 27 février, « en exceptant les objets qui dépendent essentiellement de l'autorité spirituelle » (2).

Le chiffre des opposants absolus est donc si peu consi-

1. *Mémoire justificatif de la conduite de F.-G. Besnard...*, p. 7.

2. A. M. de Piacé, *Délib.*, f^os 9, 11.

dérable qu'on ne peut suspecter le sentiment pour ainsi dire unanime du clergé sarthois, à l'égard d'une réforme de sa constitution. Détail plus significatif encore: des prêtres qui sont réputés réfractaires, comme les curés de la Bosse et de Saint-Denis-des-Coudrais et leurs vicaires, pour ne citer que ceux-là, ont donné des preuves non équivoques de leur civisme, en se sermentant dès le mois de décembre 1790. L'abbé Drouelle, curé de Saint-Calais, également classé parmi les non conformistes, avait accepté au moins partiellement le décret du 24 août, puisqu'il l'avait invoqué, le vingt-six décembre de cette même année, pour réclamer un troisième vicaire (1); il n'avait d'ailleurs, fait que suivre en cela l'exemple du curé de Brûlon (2).

Au reste, s'ils avaient pris parti, radicalement et en grande majorité, contre l'essai de rénovation religieuse représenté par la Constitution civile, nos prêtres se seraient singulièrement déjugés. Pour des raisons diverses ils avaient le droit de regarder comme chimériques les espérances, entretenues par certains jureurs, de voir ce projet s'améliorer à l'usage. Néanmoins ce qu'il offrait de défectueux, d'acceptable, ne pouvait raisonnablement les conduire à le rejeter en bloc et sans explications, à abandonner totalement leurs vues réformistes de la veille, à renier l'enthousiasme avec lequel ils avaient prêté le serment civique, à la Fédération de 1790.

D'ailleurs leur évêque même prit l'initiative de les inviter à ne pas s'enfermer dans une attitude systématiquement et irréductiblement hostile. Spontanément il leur avait adressé *l'Exposition des principes sur la Constitution civile du clergé*, rédigée par Boisgelin. A cet envoi, seize curés du Mans répondirent par une acceptation entière des conclusions de ce manifeste, « puisé à des sources si pures,

1. A. M. de Saint-Calais, DII, n° 161.

2. A. M. de Brûlon, DI, f° 45.

présenté avec tant de modération qu'il n'y avait que la crainte d'une persécution ouverte qui pût empêcher d'y adhérer ».

« Soumis — disait leur lettre collective — par état et par religion aux lois du royaume, dans tout ce qui concerne l'ordre civil et politique, nous nous laisserons, sans murmurer, dépouiller de nos biens... Nous accepterons dans le silence tous les décrets, sanctionnés par le roi, qui pourraient être contraires à nos intérêts temporels ; nous resterons à cet égard dans un état purement passif.

« Ministres d'un Dieu de paix, nous prêcherons au peuple la même soumission, la même obéissance... Mais, tant que la puissance spirituelle n'aura point supprimé ou étendu nos titres... nous resterons dans le poste respectif où le Seigneur nous a placés, en nous renfermant strictement dans les limites qui nous sont prescrites, soit quant au lieu, soit quant aux personnes.

Le jugement qui doit émaner du Souverain Pontife ne nous sera pas plus tôt connu qu'accepté par le corps épiscopal de France il deviendra notre boussole. Si, pour le bien de la paix, il nous faut faire des sacrifices, nous nous y soumettrons volontiers, dès que votre Grandeur nous en aura tracé le plan. Nous y souscrivons d'avance, bien déterminés à ne rompre aucun des liens qui vont aboutir au centre d'unité de l'Eglise et de la religion » (1).

Cette profession de foi si pondérée, si ferme, si généreuse, rendait « l'hommage le plus vrai à la puissance civile et à la puissance ecclésiastique » ; elle « valait un mandement ». Tel fut du moins l'avis de Gonssans, qui y répondit par des conseils précis. Sa décision est intégralement résumée dans la phrase suivante : « Comme les évê-

1. *Lettre des curés du Mans à Mgr l'Évêque de la même ville.*

ques distinguent bien, dans la nouvelle constitution donnée au clergé, tout ce qui est de la puissance temporelle, *faites le serment d'y être parfaitement soumis* ; mais comme eux aussi, *exceptez formellement tout ce qui concerne le spirituel...* (1). »

Cette recommandation catégorique fut-elle retirée après le vote du décret du 4/9 janvier, qui prohibait toute addition à la formule officielle ? Cela est possible, vraisemblable même. Mais il n'y a, pour le prouver, qu'un texte du curé de Nouans. Or, (quelle que soit l'autorité de sa parole, il est fâcheux qu'il omette de préciser la date exacte à laquelle « deux doyens ruraux, munis d'instructions de l'évêque » vinrent lui expliquer pour quelles raisons il devait refuser de se soumettre à la loi (2). Il est très probable d'ailleurs que la plupart des curés et vicaires ne reçurent pas à temps ces observations orales et qu'ils restèrent sous le coup de la réponse écrite, citée tout à l'heure. Autant que leur désir avoué de réformes, c'est donc ce document qui dut inspirer leur conduite. Il est facile d'en juger par les formules qu'ils adoptèrent et qui, sous des expressions plus ou moins enveloppées d'allusions à l'évangile, spécifièrent nettement leur volonté de ménager les droits respectifs des deux pouvoirs en conflit. Serments de teneur gallicane qui déclarent « ne reconnaître d'autre autorité, en matière spirituelle, que celle du Saint-Siège et du corps des évêques qui lui sont légitimement unis » ; serments de nuance plus ultramontaine, qui engagent seulement « en tout ce qui ne sera pas contraire à la religion catholique, apostolique et romaine » ; serments de couleur moins définie qui ne font qu'« excepter formellement les objets dépendant essentiellement de l'autorité spirituelle » : tous ces types sont presque explicitement indiqués dans la

1. Réponse de M. l'Évêque du Mans aux curés de la même ville.

2. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. II, p. 35.

lettre précitée de Jouffroy-Gonssans, Or, c'est à eux trois, en définitive, que se ramènent, le plus souvent textuellement, les restrictions qui valurent à nos ecclésiastiques de passer pour n'être pas valablement sermentés.

L'on se fût attendu, d'après ce qui précède, à voir les curés du Mans prêter au moins un serment restreint. Apparemment ils n'en firent rien. Était-ce effet des recommandations verbales de l'évêque ? Ou leur abstention n'était-elle pas plutôt due à une intervention du Chapitre de Saint-Julien ?

Nous avons dit ailleurs (1) le prestige que ce grand corps tenait de sa longue possession, de ses richesses, de sa bienfaisance, des liens aussi par lesquels ses membres se rattachaient aux familles les plus considérables de la région, du contrôle enfin qu'il exerçait, à des degrés divers, sur de nombreuses institutions. Il nommait en particulier à la plupart des bénéfices de Saint-Michel-du-Cloître, qui pensionnaient la majeure partie des prêtres retirés au Mans ; il versait également au collège de l'Oratoire une part appréciable de ses revenus. Nier que cette situation prépondérante lui ait facilité les moyens d'influencer l'attitude que prirent la plupart des prêtres dépendant de lui, serait se refuser à l'évidence. Mais a-t-il exercé sur eux une pression réelle ? L'hypothèse est vraisemblable ; mais il est possible aussi que la résistance, ouvertement opposée par les chanoines aux décrets qui les condamnaient eux-mêmes à disparaître, ait suffi à suggérer à leurs clients la conduite qu'ils auraient à tenir, sans qu'il y eut besoin de la leur dicter.

Les seuls témoignages précis d'une ingérence effective du Chapitre cathédral sont trop enveloppés d'obscurité pour

1. Cf. *La Révolution dans la Sarthe*, n° 19 (juillet 1911) : M. Giraud, *les Revenus du Chapitre Saint-Julien*...

ne pas être sujets à discussion. Le premier est emprunté à une requête, présentée par l'abbé Fouet à l'Assemblée nationale. Ce mémoire, qui fut composé au plus tard en décembre 1790, avait pour objet de demander la conservation de la Confrérie de Saint-Michel. Il se terminait comme il suit : « Si ce petit Chapitre avait le malheur de méconnaître, par une erreur trop commune aujourd'hui, les opérations bienfaisantes du corps législatif de la nation, ... leurs moyens d'excuse seraient le mauvais exemple, la séduction et l'influence qu'aurait donné une puissance dominatrice sur un très grand nombre d'individus salariés, dont l'intrusion est bien censée capable de corrompre la masse entière de ce corps (*sic*) » (1). La seconde preuve est donnée par le curé jureur de Saint-Chéron, Jean René Cosnard. Elle est tirée d'une lettre qu'il écrivait, le 22 janvier 1791, au vice-président du district de Sillé-le-Guil-laume. « J'apprends avec peine, y est-il dit, que plusieurs de mes confrères n'ont pas fait le serment tel qu'il est prescrit ; les aristocrates du haut clergé ont alarmé leurs consciences timorées, car je les crois de bonne foi et très bons citoyens, surtout mes voisins... (2) »

Ces accusations ne sont guère appuyées par la lettre de l'administration départementale au Comité ecclésiastique. Cette pièce, du 6 janvier, montre que le directoire redoutait un refus de serment, de la part du clergé de la ville, et qu'il espérait écraser d'avance cette opposition, en suspendant le paiement de leurs pensions aux chanoines (3). Elle n'autorise pas à conclure qu'il y ait eu obstruction ouverte du Chapitre, pour empêcher la soumission à la loi. L'intervention du haut clergé manceau est donc possible, vraisem-

1. A. N., DXIX 72. Pour la date de la pièce, cf. A. D., L XXVIII, f° 69.

2. A. D., L 341.

3. A. N., DXIX 79.

blable, probable, si l'on veut ; rien ne garantit qu'elle se soit produite.

Une raison plus plausible de la résistance de presque tout le clergé résidant au Mans se doit tirer de la hâte intempestive, mise par la municipalité de la ville, à refuser les serments conditionnels. Le décret du 4 janvier, interdisant toute addition à la formule légale, n'était pas encore sanctionné, qu'elle arrêta de n'accepter qu'une partie des déclarations prévues à l'article 3 de la loi du 26 décembre 1790 ; seraient seules reçues celles qui seraient « sans aucune restriction » (1) Les prêtres fonctionnaires avisés de cette décision prématurée, jugèrent qu'il était inutile de se présenter.

Telle fut du moins la conduite de la majorité. Car les professeurs du Collège-Séminaire de l'Oratoire en adoptèrent une moins intransigeante, quoique, à l'exception de trois confrères, qui jurèrent simplement, ils n'eussent pas de formule acceptable à présenter. Jansénistes avérés et militants pour la plupart, ils devaient accueillir, avec plus de défiance que de sympathie, l'intervention de l'État en matière religieuse. La lutte qu'ils avaient soutenue et le parti qu'ils avaient embrassé récemment, dans la polémique ouverte au sein de leur congrégation sur les modifications à introduire dans son gouvernement (2), autorisaient à présumer qu'ils s'opposeraient au serment, en adversaires résolus autant qu'éclairés. Mais l'intérêt de leur maison leur conseillait une attitude plus modérée et plus politique ; la sagesse leur commandait de ne pas heurter de front le pouvoir civil, dans son effort pour faire accepter la loi. Trois professeurs se présentèrent donc très tardivement à

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 241 (8 janvier 1791).

2. Cf. A. Ingold, *l'Oratoire et la Révolution* dans *Revue de la Révolution* par Ch. d'Héricault et G. Bord, 7^e livraison (5 juillet 1883).

l'Hôtel de Ville. Le délai imparti pour la prestation du serment expirait le 16 janvier. Le 14, « sur les cinq heures de relevée », ils remirent, en leur nom et en celui de sept autres de leurs collègues, une formule qui réservait expressément les objets relatifs à l'autorité spirituelle. Le lendemain, un autre membre de la même maison, le P. Richard, qui était aussi curé de Saint-Ouen, envoya la sienne, copiée sans doute sur celle de ses confrères.

Le même jour, quinze janvier, l'abbé Thouvrey, curé de Saint-Vincent, fit également sa déclaration à la municipalité du Mans; mais sa soumission fut sans conditions. Son serment, prêté purement et simplement, lui valut quelques mois après le titre de vicaire épiscopal; sur le moment il ne lui attira que l'aversion de la masse réfractaire (1).

Car c'est une fraction minime du clergé de la ville qui promit de maintenir la Constitution. Les témoignages sont unanimes sur ce point. « Le dimanche 16 janvier MM. les curés de la ville devaient prêter le serment... Il n'y a eu que le curé du Crucifix, M. de la Boussinière, M. le curé de Saint-Vincent et son vicaire, M. Ledru, et plusieurs autres ecclésiastiques... Il n'y a pas eu une douzaine d'ecclésiastiques qui l'aient prêté... » (2) Cette note de La Manouillère est confirmée par une supputation plus rigoureuse de son collègue, le chanoine Savare. « Ceux qui, dans la ville, s'avilirent jusqu'à prêter le serment furent deux curés, Prudhomme, curé du Crucifix et Thouvrey, curé de Saint-Vincent. Les autres furent quelques prêtres connus par leur impudence, leur ignorance, leur jansénisme, un vicaire, un sacriste, un habitué, deux chapelains de l'église royale, un de la cathédrale » (3). Enfin une lettre de Michel

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 241 (15 janvier).

2. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 241.

3. Chan. Savare, *Mémoires inédits*, chap. III.

Chenais, du 17 janvier, donne quelques autres précisions. « Sur cent et quelques fonctionnaires, au Mans, écrit ce témoin, il n'y en a eu que neuf qui aient prêté serment, et, sur ces neuf, deux curés... et un vicaire. Il n'y a eu que trois oratoriens... » (1)

I. A. D., L. 272, dossier M. Chenais. Il est certain que ce dernier témoignage contient des parties discutables. Le nombre de cent et quelques ecclésiastiques se peut accepter pour le Mans, à condition de remarquer qu'il n'est point celui des prêtres expressément désignés à l'article 3 du décret du 27 novembre sous le nom de *fonctionnaires*. L'auteur de la lettre a inclus à tort, dans ce chiffre global, les chanoines, les confrères de Saint-Michel-du-Cloître et d'autres prêtres habitués, que la loi n'obligeait pas, dont il est impossible aussi de déterminer le total précis, faute de connaître tous ceux qui résidaient effectivement dans la ville.

Ces réserves posées, le décompte exact des prêtres tenus de jurer, en janvier 1791, se peut obtenir, en comparant d'une part l'article 3 précité du décret, d'autre part les documents locaux. Le plus important de ceux-ci est un état nominatif des « ecclésiastiques fonctionnaires publics qui ont refusé de prêter le serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790 ». Cette liste officielle pêche elle-même par défaut et par excès. En effet aucun des grands vicaires de Monseigneur de Goussans n'y est inscrit. Par ailleurs elle comprend un vicaire de la Madeleine, devenu, depuis 1790, curé de Dissay-sous-Courcillon, où il se soumit à la loi; de simples habitués, comme les abbés Mautouchet, Évrard, Gaignon. Nous devons au reste en exclure encore les membres du clergé astreints au serment par une législation postérieure à janvier 1791; en particulier, parmi les Lazaristes dénombrés dans le personnel du Séminaire, ceux qui étaient employés uniquement aux Missions.

Ces rectifications et explications étaient indispensables pour aboutir à des conclusions fermes. Elles admises, le clergé paroissial comprend — d'après le document qui vient d'être examiné et qui a été publié par Dom Piolin, (*Église du Mans pendant la Révolution*, t. I, pièce justificative, n° 2) — 31 fonctionnaires non conformistes, en plus des trois jureurs dénombrés par les témoins ci-dessus. Le personnel dirigeant ou enseignant au Collège-Séminaire de l'Oratoire et à la Mission se compose de quinze ecclésiastiques sur lesquels trois oratoriens, simples confrères, ont prêté le serment.

Le pourcentage des fonctionnaires insoumis au Mans, est de près de 90 o/o, en janvier; il dépasse même ce chiffre, à condition que l'on fasse état du refus de l'évêque et de trois vicaires généraux. Le

L'administration avait prévu, redouté un échec : elle se trouvait en face d'un désastre. Timidement, gauchement, elle avoua sa déconvenue et son embarras, dans une lettre adressée au Comité ecclésiastique. « Nous nous trouvons — écrivait-elle le 15 janvier — dans la position la plus critique ; trois professeurs seulement du collège et séminaire de la ville du Mans doivent prêter, demain, purement et simplement, le serment qui leur est prescrit...

Un autre incident plus grave encore, et qui pourrait avoir des suites plus dangereuses, menace incessamment notre malheureuse cité ; entre dix-huit curés, qui se partagent seize paroisses qu'elle renferme dans son sein, un seul, suivant sa déclaration faite à la municipalité, doit demain prêter le serment prescrit... (1) »

A la suite de cet exposé, le directoire du département demandait par quels moyens assurer l'enseignement et le service divin, que l'article 7 de la loi du 26 décembre semblait interdire aux réfractaires.

La réponse de Gassendi leva la difficulté. Elle déclara qu'il n'y aurait pas lieu de remplacer immédiatement les

résultat est à peu près identique, si l'on prend, globalement cette fois, les ecclésiastiques de la ville, soit que l'on adopte, pour le clergé séculier, un total de neuf sermentés comme le fait M. Chenais, soit que l'on préfère la version de Savare.

Notre choix est en faveur de ce dernier, en raison de l'exactitude habituelle de ses informations et du décompte précis qu'il donne ici.

L'on a pu d'ailleurs identifier les personnages qu'il désigne seulement par leur qualité. Ce sont, outre les fonctionnaires dénommés par la Manouillère : François-Urbain Lepeltier, sacristain à Saint-Benoît ; probablement Pierre Gasse, habitué à Saint-Pavin-de-la-Cité ; les abbés Jean-François Suet dit Latour et Julien-Michel Guyard, chapelains de Saint-Pierre-la-Cour ; enfin Jacques-Augustin Le Maignan, demi-prébendé de Saint-Julien. Les trois oratoriens désignés par Chenais étaient les deux frères Dufour, professeurs, l'un de rhétorique, l'autre de sixième, et Thomas Cauvin, professeur de troisième.

non conformistes. Eût-elle tenté de guérir la blessure faite à l'amour-propre des administrateurs qu'elle fût restée impuissante à dissiper la confusion dont les couvrait leur retentissante défaite. Les nouvelles apportées, pendant la fin de janvier, de toutes les parties du diocèse, ne devaient pas même être de nature à en corriger l'amertume. En vain la municipalité de la Flèche sonnerait la trompette triomphale, étalerait la joie sans limite que lui causa la prestation du serment par la grande majorité de son nombreux clergé (1). En vain des prêtres en vue par leur dignité ou leur talent, les curés de Ballon et de Montbizot d'une part, de Bérus et d'Assé-le-Boisne de l'autre, rallieraient, dans leur entourage, un chiffre assez important de sermentés. Tous ces résultats ne seraient que des succès partiels, dont l'éclat devait se perdre dans la teinte indécise où se complairait la majorité de nos ecclésiastiques. Pendant des mois encore, les groupes de paroisses, ainsi acquises dès l'origine à la Constitution, apparaîtraient aux autorités comme de rares oasis, dispersées dans une terre ingrate ; leur nombre et leur extension étaient trop peu considérables pour compenser les pertes subies au chef-lieu.

1. A. N., F¹⁹, 469.

CHAPITRE VI

Election et intronisation de l'évêque constitutionnel

- I. — Le Mans depuis le refus de serment jusqu'à l'élection de l'Évêque : culte simultané par les jureurs et les réfractaires ; la fête de Saint-Julien. — Le parti révolutionnaire contre les dragons de Chartres : incidents de février 1791 ; demande de renvoi du régiment ; dénonciation contre une association secrète de gardes nationaux de la ville. — Rôle du Club des Minimes. —
- II. — Les opérations électorales : préliminaires ; annulation de bulletins ; élection de Grégoire. — Nouveaux scrutins, en prévision du refus du premier élu, et désignation de Prudhomme de la Boussinière. — Raisons du choix de ce personnage : intervention de Philippeaux ; titres personnels de Prudhomme ; prépondérance des électeurs du district du Mans ; action des clubistes — Installation du prélat.
- III. — Les difficultés de la Boussinière pour se faire consacrer. — Sa condamnation par Gonssans. — L'opposition qu'il trouve dans le public manceau : échauffourée du mardi saint ; *affaire des mais*.

I

Le rejet du serment, par le clergé du Mans, compliquait aussitôt la tâche de l'administration locale, qui se crut obligée de réorganiser immédiatement le collège. Ce refus lui causait en outre d'autres soucis, pour un avenir peu éloigné. L'exemple donné par ce bloc compact d'opposants n'aurait-il pas une influence fâcheuse sur la masse des ecclésiastiques qui allaient être bientôt invités à jurer de maintenir la Constitution ? Ceux-ci à leur tour n'exerce-

raient-ils pas une pression sur les électeurs à convoquer pour élire un évêque, en remplacement de Jouffroy-Gonssans, réputé démissionnaire ? La crainte que ces tentatives ne se produisissent n'était pas complètement chimérique ; car, de leur aveu, les réfractaires espérèrent « que Messieurs les électeurs sentiraient, comme plusieurs le firent, qu'ils ne pouvaient nommer à l'évêché du Mans » (1). D'ailleurs trop de hâte à provoquer la désignation d'un nouveau prélat pouvait n'aboutir qu'à des attermolements, semblables à ceux qui rendaient vain, dans le département limitrophe de la Mayenne, le choix de Michel Thoumin des Vauxponts.

Ces raisons n'étaient pas les seules à suggérer de gagner du temps. La fête de Saint-Julien était proche. S'il était possible de garder leur éclat ancien aux cérémonies en l'honneur de l'apôtre du Maine, la bouche serait close, par là-même, aux détracteurs de l'Assemblée nationale, aux mauvais citoyens qui l'accusaient de méditer le renversement de la religion.

La solennité se passa sans incidents : le calme relatif qui régna fut une simple trêve des partis. Les chanoines et leurs amis ne protestèrent que par leur silence et leur abstention contre l'usurpation, par un simple curé, des fonctions qui leur étaient réservées ce jour-là, depuis un temps immémorial. Prudhomme de la Boussinière, le curé-jureur du Crucifix, usant en effet d'un privilège qui n'appartenait qu'à l'évêque et à son Chapitre, présida les cérémonies et officia au chœur, en vertu de sa qualité nouvelle de « premier vicaire de la cathédrale » (2). Le club avait pris l'initiative des démarches nécessaires pour « faire lever les scellés apposés sur les portes de ce chœur ; sur le vaisseau dans lequel se trouvait renfermé le chef de saint Julien,

1. *Adresse à tous les fidèles qui veulent persévérer.*, p. 19.

2. A. D., *Fonds municipal*, n° 241 (Délib. du 24 janvier 1791).

afin de l'exposer à la vénération des fidèles, enfin sur la sacristie, à l'effet d'y prendre les ornements nécessaires pour faire l'office avec toute la pompe et la magnificence due au culte ». Les registres de la municipalité du Mans, auxquels sont empruntés ces renseignements, contiennent une relation de la fête officielle et de la part que les autorités civiles et militaires y prirent. Mais, quelle que soit l'ampleur de ce récit, il laisse dans l'ombre certains détails, que les témoignages de l'époque ne suppléent malheureusement pas assez. Le « reporter » fidèle et si souvent minutieux qu'est Nepveu de la Manouillère note bien que trois sermentés assistèrent le célébrant : Ledru, vicaire de Saint-Vincent ; Després, ancien chanoine de Sillé-le-Guillaume, et Le Maignan semi-prébendé de Saint-Julien, les deux premiers comme diacre et sous-diacre, l'autre comme portant la chape. Il souligne également l'absence des ecclésiastiques réfractaires, lors de l'office solennel, la présence des membres des administrations et de la troupe avec ses officiers ; il remarque le chant du « *Domine, salvam fac legem ; Domine, salvam fac nationem ; Domine salvum fac regem...* » (1) Notre curiosité n'est qu'incomplètement satisfaite ainsi. Nous voudrions avoir mieux qu'une hypothèse à émettre sur l'attitude des fidèles et sur la part qu'ils prirent à la cérémonie ; mais il faut nous contenter des conjectures les plus plausibles.

Elles sont suggérées d'abord par la ligne de conduite suivie, par le curé insermenté de Saint-Pierre-la-Cour, très peu de temps après et dans une circonstance analogue. Afin de satisfaire la piété du public manceau envers sainte Scholastique, il fit le nécessaire, d'accord avec la municipalité, pour garder tout le lustre possible à la fête de la patronne du Mans. C'est ainsi qu'il obtint, dès le 8 février,

1. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 242.

la levée immédiate des scellés, pour avoir le temps de « nettoyer et d'orner le chœur de la ci-devant collégiale, afin de donner à la cérémonie, qui devait avoir lieu le 10, le plus d'appareil possible » (1). Il est probable que, pour fêter le premier évêque du Mans, Thibault Desbois, l'autre curé du Crucifix, avait usé de dispositions semblables à celle qui furent prises, un peu plus tard, par son confrère de Saint-Pierre-la-Cour. Tout réfractaire qu'il était, il continua en effet, au moins jusqu'à la réduction des paroisses de la ville, d'exercer les fonctions de son ministère à côté de son collègue conformiste. Ainsi ne cessa-t-il pas de « dire la messe de paroisse à l'autel du Crucifix », pendant que le jureur la célébrait au chœur de Saint-Julien ; c'est encore le chanoine de la Manouillère qui le certifie. Il est donc possible de reconstituer, d'après ces données, l'ensemble des événements du 27 janvier. La cérémonie officielle dut réunir, avec les autorités et la troupe, les adhérents au nouvel état de choses et nombre de curieux. A côté d'elle, eut lieu sans doute un office paroissial, tout modeste et éclipsé par l'éclat de l'autre : partisans et adversaires du serment, qui avaient entendu la messe à des heures diverses et devant des autels différents, se rencontrèrent ainsi pour honorer les reliques de l'apôtre du Maine. Il était trop tôt pour savoir comment la loi du serment serait acceptée dans le département ; à part des bruits d'émeute à Précigné et à Sablé (2), rien ne perçait des sentiments avec lesquels elle serait reçue : le temps était donc encore à la conciliation que favorisaient si bien cette ignorance de l'avenir et le naturel pacifique de nos compatriotes.

Ce calme devait peu durer. Il fut troublé coup sur coup, les 7 et 10 février, par des incidents qui intéressaient les

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 241 (Délib. du 8 février 1791).

2, *Ib.*, L 581, f° 39.

deux corps de troupe chargés de la police du Mans : les dragons de Chartres de la garde nationale de la ville. Quoique ces événements n'aient par eux-mêmes qu'une importance limitée, qu'ils ne présentent qu'un rapport lointain avec le sujet qui nous occupe, il est néanmoins utile de s'arrêter à les examiner. Ils éclairent en effet les événements de mai 1791 que nous devons étudier ; ils instruisent en même temps sur l'état de l'opinion mancelle, au moment où le clergé constitutionnel va commencer de s'organiser. Dans la suite des actions et des réactions qui constituent la rupture entre l'ancien et le nouveau régime, ils marquent une date. La raison en est que par eux devint manifeste le conflit qui existait à l'état latent entre les révolutionnaires et les tenants de l'ordre établi ; par eux s'ouvrit la série des incidents qui aboutirent au renvoi des dragons de Chartres et partant à la disparition de la seule force de police indépendante dont le pouvoir disposât chez nous.

Pendant longtemps ce régiment avait bénéficié de la popularité dont jouissait au Mans son colonel, le comte de Valence. Les uns louaient l'esprit de décision de cet officier et son habileté à prévenir toute tentative de désordre ; les autres l'appréciaient davantage pour ses attaches avec le parti du duc d'Orléans ou l'engouement qu'il affichait pour les réformes. Il n'en avait pas fallu davantage pour maintenir, pendant quelques années, un semblant d'unanimité dans la sympathie qu'auraient inspirée ses cavaliers. Pourtant certains de nos compatriotes avaient contre ceux-ci des griefs, qui remontaient déjà loin : il se trouvait notamment des gens qui ne leur pardonnaient pas d'avoir soustrait aux mains des émeutiers, en juillet 1789, l'intrépide lieutenant de la maréchaussée, Guilly de la Massuère. Les mêmes leur reprochaient d'avoir causé du scandale au théâtre, également en 1789. Plus

récemment des soldats, à la suite d'une orgie, auraient couru les rues en criant : « Au diable la nation et ses représentants !... » (1). Les esprits étaient donc déjà mécontents quand, le 7 février 1791, des désordres se produisirent au spectacle, provoqués par des citoyens du parterre, qui voulurent imposer aux musiciens de jouer le *Ça ira*. Le 10, les mêmes troubles se renouvelèrent et dégénérèrent aussitôt en tumulte. Le chef d'orchestre était disposé à donner satisfaction aux réclamations des patriotes, sous réserve de l'acceptation de tout l'auditoire ; des gardes nationaux ayant mis les opposants en demeure de se déclarer, les dragons de Chartres et leurs officiers auraient poussé des clameurs : une rixe allait s'ensuivre, que seul le sang-froid de deux officiers municipaux parvint à éviter. Le lendemain 11, cent quatre-vingt citoyens actifs et gardes nationaux, ou environ, adressaient à la municipalité une pétition tendant à faire renvoyer de la ville le régiment de dragons. Mais le même jour, « M. de Fontenay, commandant en second de la garde nationale », avait déposé sur le bureau municipal une dénonciation contre une société secrète nouvellement formée. Cette « association illicite d'un grand nombre de citoyens faisant partie de la force publique armée, qui s'assemblaient la nuit chez les sieurs Potier la Morendière et Le Bourdais, inquiétait beaucoup les citoyens de la ville » (2). Déjà, le 7, Mallarmé s'était plaint des calomnies du même Le Bourdais et de quelques autres, qui l'accusaient auprès de sa compagnie « d'enrôler ou de chercher à enrôler les citoyens qui désiraient soutenir les nobles et les prêtres » (3).

La demande en renvoi des dragons provoqua une contre-

1. A. D., L 270 (Pétition du 11 février 1791).

2. *Journal général du département*, n° 2 (13 mars 1791). — A. D., *Fonds municipal*, n° 241 (Délibération du 11 février).

3. A. D., *Fonds municipal*, n° 431.

pétition ; la dénonciation de Fontenay fut suivie d'une enquête par la municipalité. Elle aboutit à la seule solution que pouvait donner une administration peu sûre de sa popularité et que la conscience de sa faiblesse inclinait à l'indulgence. Les inculpés avouant, on fut bien obligé de reconnaître l'illégalité de l'association secrète ; mais on loua son patriotisme, un peu envahissant ; on complimenta, pour leur zèle civique légèrement usurpateur, ses membres, qui se proposaient seulement de « se rendre à la maison commune, à la première alarme, pour y préserver de toute insulte l'artillerie, les archives, le trésor public et les corps administratifs », jusqu'au rassemblement de la municipalité et de la garde nationale (1).

En réalité l'incident n'était pas clos. Les difficultés, mal résolues par cette décision bâtarde, se prolongèrent jusqu'à la fin de mars. Quant aux antipathies, elles sommeillèrent un mois de plus, jusqu'au moment où elles furent ravivées par *l'affaire des mais*, qui aboutit à l'expulsion du régiment.

Une étude spéciale s'imposerait, s'il fallait éclairer ce qu'il y a de mystérieux dans les rôles de ce sinistre Potier de la Morendière et de son insignifiant comparse. Quelques constatations suffisent à ce travail, car elles empêchent d'accorder à ces personnages d'avant-scène plus d'importance qu'ils ne méritent et suggèrent la pensée de chercher derrière eux des responsabilités moins apparentes. Il ne paraît pas injuste de faire retomber celles-ci sur le Club des Minimes car, le 17 février, il couvrit publiquement Potier et ses « sollicitudes constitutionnelles » (2). Le 3 mars, il alla plus loin, en lui votant des félicitations et en décidant par acclamation de s'affilier Le Bourdais, qu'on exemptait ainsi des formalités ordinaires de proba-

1. *Journal général du département*, n° 1 (6 mars 1791), p. 6.

2. *Ibid.*, n° 3 (20 mars), p. 22.

tion (1). Au reste les initiatives de ce groupe des Amis de la Constitution furent multiples, pendant la courte période qui vient d'être étudiée. Il avait adressé à la municipalité du Mans pétitions sur pétitions, notamment, le 21 janvier, pour la réduction des paroisses de la ville ; le 24, pour la levée des scellés apposés sur le chœur de l'église Saint-Julien ; le 28, pour l'emploi des chantres des ci-devant Chapitres dans les offices religieux et la fixation de leur traitement. Le même jour, il avait demandé que les cérémonies du culte fussent célébrées à l'avenir dans le chœur de la Cathédrale, resté fermé depuis la dissolution du corps des chanoines. C'était donc sur ses sollicitations que les officiers municipaux avaient décidé, séance tenante, de « prier M. Prudhomme de la Boussinière de faire l'office dans le chœur, jusqu'à ce que fût nommé un évêque » (2). Nous verrons cette société intervenir de même dans les opérations de l'élection de ce dernier.

Ainsi, sous l'impulsion de leur président Philippeaux, les Amis de la Constitution multipliaient les démarches pour provoquer l'application des mesures constitutionnelles votées par l'Assemblée nationale. Notre dessein n'est pas d'apprécier ici les moyens dont ils se servaient à cette fin. Il importe peu aussi d'établir présentement les raisons de leurs prévenances multipliées à l'égard du curé jureur du Crucifix. Leur insistance n'était-elle qu'une récompense de ses sympathies pour la nouvelle législation ecclésiastique ? Signifiait-elle au contraire qu'ils fussent déjà résolus à soutenir ses prétentions de candidat éventuel à l'épiscopat ? Comptaient-ils seulement exploiter son attitude pour disloquer le bloc des opposants, avec l'arrière-pensée de l'abandonner ensuite ? Ces questions ne vont pas tarder à être élucidées. Incidemment l'on ne peut s'empêcher de

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006.

2. *Ibid.*, n° 241 (délib. du 28 janvier).

trouver remarquables le sens politique des chefs de ces clubistes, leur habileté à profiter des occasions et à se servir des hommes qui facilitent leur tâche, leur empressement enfin et leur persévérance à appuyer tout ce qui, de près ou de loin, concourt à l'établissement de la Constitution,

Pendant que le club s'employait ainsi à faire glisser les forces de police aux mains des autorités nouvelles, l'administration départementale s'occupait de préparer les électeurs à la tâche que la Constitution civile réclamait d'eux. Une circulaire du 31 janvier les convoqua au chef-lieu, pour le 13 du mois suivant, afin d'y désigner leur candidat à l'épiscopat. A cette pièce officielle, le procureur général syndic avait joint un imprimé, qui n'était que l'exposé de l'opinion de Grégoire sur la « légitimité du serment civique » exigé des fonctionnaires publics » (1). Il fallait en effet dissiper préventivement les préjugés des âmes timorées et convaincre les électeurs, avant leur réunion, que la déposition de Mgr de Gonssans était fondée, partant que la nomination de son successeur se pouvait faire en sûreté de conscience. Les procureurs syndics envoyèrent aux intéressés, par les voies les plus directes, imprimés et convocations. Les Amis de la Constitution se chargèrent d'achever de rassurer les hésitants ; le 8 février, ils votèrent l'agrandissement de leur salle, pour y recevoir les électeurs (2), dès leur arrivée au Mans, et leur donner les éclaircissements dont ils pouvaient avoir besoin.

De son côté le procureur général syndic ne restait pas inactif. Partie peut-être pour éviter, pendant la tenue de l'assemblée électorale, une prolongation des troubles signalés tout à l'heure, partie pour décourager à l'avance les tenants de l'ancien évêque, en leur montrant que toute

1. A. D., L 416, f° 156 v° ; L 470, f° 94 v°.

2. *Ibid.*, Fonds municipal, n° 1006.

tentative d'opposition serait vaine, il arrêta une série de mesures, qui trahissent des inquiétudes réelles. Son souci est manifeste, pour qui le voit retirer en fait ses pouvoirs de police à la municipalité du Mans, régler lui-même, jusque dans le détail, les dispositions à prendre, afin de maintenir l'ordre pendant toute la durée des opérations de l'élection. Sa lettre du 11 février, au maire et aux officiers municipaux du Mans, est tellement indicative de ces préoccupations qu'elle est à citer presque en entier.

« ... Dimanche prochain se tient, comme vous le savez, l'assemblée électorale pour la nomination d'un évêque. Je vous prie en conséquence, Messieurs, de vouloir bien donner sur-le-champ un réquisitoire à M. le Commandant de la garde nationale :

« 1^o Pour qu'il soit posté, dès demain samedi, dix heures du matin, entre le chœur et la nef de la cathédrale, deux factionnaires, de deux heures en deux heures, jusqu'à huit heures du soir s'il en est besoin, avec consigne de ne laisser emporter aucune chose de l'église, sans autorisation de M. Chapelain, architecte, ou de moi ;

« 2^o Pour que le corps de garde nationale soit renforcé, dimanche prochain et jours suivants pendant la durée de l'assemblée, de vingt hommes d'extraordinaire, et que l'on compose toute la garde, autant qu'il sera possible, de citoyens bien dispos et bien équipés, pendant les trois premiers jours au moins ;

« 3^o Pour qu'à partir de dimanche prochain, dès l'heure où la cathédrale s'ouvre, il y ait, sous la tour, au moins six factionnaires et un sous-officier, pour faire quitter les armes et bâtons à tous ceux qui entreront, même aux électeurs ; plus deux autres factionnaires, entre le chœur et la nef, pour empêcher ceux qui ne sont pas électeurs d'entrer dans la nef, que j'ai séparée par une cloison ; auquel effet ces deux factionnaires auront pour consigne de demander,

à tous ceux qui voudront entrer dans la nef, s'ils sont électeurs, et d'en refuser l'entrée aux femmes, enfants et à tous ceux de la ville qu'ils connaîtront évidemment n'être pas électeurs.

« Il sera expressément recommandé, à ces factionnaires, de ne pas mettre le pied dans la nef et d'en refuser encore l'entrée à tout homme en uniforme national, même électeur.

« Le sous-officier recevra d'abord mes ordres et ensuite ceux du président de l'assemblée, soit ancien ou élu.

« Les patrouilles de jour et piquets me semblent fort inutiles pour cette fois, et n'être propres qu'à exciter l'inquiétude ; mais je crois convenable que les patrouilles de nuit soient doublées et très répétées...

« Je vous prie d'examiner, dans votre prudence, s'il ne serait point à propos que, dimanche et lundi, il se trouvât, à l'Hôtel de Ville, deux ou trois officiers municipaux, depuis dix heures du matin jusqu'à midi et depuis trois heures après-midi jusqu'à cinq heures, à l'effet de donner tous les ordres qui pourraient être demandés au nom de l'assemblée électorale.

« S'il est besoin d'autres précautions de sûreté, j'aurai l'honneur de passer à l'Hôtel de Ville, pour en conférer avec vous... » (1)

Heureux effet de ces mesures préalables, ou conséquence des dispositions pacifiques de la population, le calme le plus complet ne cessa pas de régner du début à la fin de l'élection.

II

D'après le procès-verbal déposé aux Archives nationales (1), les opérations s'ouvrirent, le 13, à neuf heures du matin, par la lecture de l'Instruction de l'Assemblée nationale sur la Constitution civile du clergé. Vint ensuite un discours « éloquent et patriotique » de la Boussinière, suivi de la messe paroissiale. Les trois premières séances furent consacrées à des formalités sans intérêt : constitution du bureau, élection des président, secrétaire et scrutateurs. Ces préliminaires achevés, la quatrième réunion commença, le 14 février, à 3 heures de relevée, par la lecture de deux lettres de Le Prince d'Ardenay, maire du Mans. L'une notifiait officiellement le refus de serment de Mgr de Gonssans, l'autre celui des vicaires de M. l'évêque et des supérieur et directeurs du séminaire. On donna ensuite connaissance d'une communication de Philippeaux, président des Amis de la Constitution. Il annonçait l'envoi, en nombre suffisant pour les électeurs, d'une adresse de cette société aux habitants des campagnes, suivie des discours de Thommeret, curé de Noisy-le-Sec (Seine-et-Oise) et de Besnard, curé de Nouans (Sarthe), sur le serment. Les électeurs présents promirent alors de choisir le prêtre qu'en leur âme et conscience ils jugeraient le plus digne, puis les scrutins commencèrent.

Le premier accusa 413 votants. Des billets déposés dans l'urne cinq étaient blancs; onze contenaient des « expressions insignifiantes telles que : *ma conscience ne me permet pas de voter* » : dix étaient au nom de l'ancien évêque.

L'assemblée, consultée sur le cas qu'il fallait faire de ces bulletins, décida d'annuler simplement les seize premiers. « A l'égard de ceux qui regardaient M. Gonssans, la question parut plus délicate ». Plusieurs orateurs la discutèrent. Les uns prétendaient que, le prélat insermenté « étant inéligible et incapable de conserver son office, toutes les voix qui lui avaient été données étaient nulles et ne pouvaient être comptées » ; les autres soutenaient l'opinion contraire. Sur explications de Rousseau, premier juge à Château du-Loir et président, la majorité détermina, « après plusieurs épreuves, que les seuls bulletins valides devaient être admis » dans le décompte final. Enfin il fut arrêté, « à la presque unanimité que les suffrages donnés à M. Gonssans étaient invalides. » Vingt-six billets furent donc éliminés en définitive, et le nombre des voix valables abaissé à 387 ; 195, c'est-à-dire un peu plus de la moitié, se trouvèrent d'accord en faveur de Grégoire.

« Cette nomination excita de vifs applaudissements. » L'on décida aussitôt d'écrire sur-le-champ au candidat ainsi désigné et de lui dépêcher un courrier extraordinaire. Néanmoins, sur la motion d'un membre déjà exprimée avant la première élection, on convint « d'élire un (second) ecclésiastique, en remplacement de M. Grégoire, dans le cas où il aurait déjà été nommé évêque dans un autre département, sauf l'approbation de l'Assemblée nationale et du Roi ».

Quand on commença de procéder à cette nouvelle opération, le 15 février au matin, le nombre des électeurs présents était tombé à 283 ; les autres, considérant leur besogne comme terminée, s'étaient déjà retirés. Le premier scrutin entrepris dans ces conditions ne donna pas de résultats ; le deuxième, au dépouillement duquel il fut procédé dans la soirée, accusa un autre déchet de 40 voix, par suite de nouveaux départs. S'il n'aboutissait pas plus

que le précédent à une solution définitive, au moins faisait-il surgir deux personnages des obscurités de l'anonymat, où s'était tenu jusque-là le procès-verbal. Ces deux candidats, qui devaient se partager les suffrages lors du vote suivant, étaient Villar, recteur du collège royal de la Flèche, — qui fut élu, quelque temps après, évêque de Laval, — et le curé du Crucifix. On procéda donc au vote final ; puis, la journée étant trop avancée, on mit sous scellés les bulletins, dont l'examen fut remis à plus tard. Avant de se séparer, les électeurs refusèrent de s'occuper de la question du remplacement des curés réfractaires, en objectant ou qu'elle était réglée par les décrets ou qu'elle échappait à leur compétence. Ils ne se réunirent plus que le 17, à 8 heures du matin.

La séance, qui devait être la dernière, s'ouvrit par la lecture de plusieurs lettres. L'une, de Prudhomme de la Boussinière, remerciait le corps électoral de l'avoir distingué, la veille ; elle promettait en outre qu'il commanderait, comme curé du Crucifix, les préparatifs nécessaires à la proclamation du nouvel évêque. Les deux autres étaient de Grégoire et motivaient son refus par son acceptation de l'évêché de Blois. L'urne scellée l'avant-veille fut alors ouverte et le décompte des bulletins accusa 204 suffrages valables, 7 étant rejetés parce qu'ils ne portaient pas sur les deux ecclésiastiques concurrents. Enfin, par 121 voix, Jacques Guillaume René François Prudhomme, curé de la paroisse du Crucifix du Mans et docteur de la maison et société de Sorbonne, fut promu à l'épiscopat.

C'était pour l'élu un succès peu glorieux et laborieusement acquis, puisqu'il avait fallu quatre tours de scrutin pour lui obtenir moins des trois cinquièmes des suffrages. Nous avons peine, en présence d'un si médiocre résultat, à comprendre le langage des contemporains qui parlent

d'intrigues, de cabale, qui accusent même le prélat de « n'avoir rien épargné pour se faire nommer (1) ». Ce n'est pas son serment qui suffisait à lui faire reprocher d'avoir brigué l'épiscopat ; d'autres, parmi lesquels le curé de Saint-Vincent du Mans, l'avaient prêté comme lui. L'incriminer parce qu'il avait célébré la messe d'ouverture de l'assemblée électorale serait injuste ; curé de l'église où elle avait été convoquée et sermenté, il ne faisait que suivre un usage constant, en remplissant les fonctions de son ministère dans une circonstance solennelle. Il ne reste à lui opposer peut-être que le discours « éloquent et patriotique », qu'il avait prononcé avant cette messe, ou celui qu'il avait fait, le 27 janvier, en la fête de Saint-Julien et que les Amis de la Constitution lui avaient demandé de livrer à l'impression. Mais, faute d'en avoir les textes, il serait oiseux de s'arrêter à une hypothèse impossible à discuter. Remarquons toutefois que la seconde de ces allocutions, si elle eût formulé des avances et offert des gages aux électeurs, ne pouvait aboutir qu'à la révélation maladroite d'une ambition trop peu discrète : elle n'était plus qu'une démarche inefficace à force d'être tardive. Il convient donc de chercher ailleurs l'explication des critiques désobligeantes rapportées ci-dessus. Quelques textes du temps aident heureusement à dissiper les obscurités élevées autour des circonstances de cette nomination.

Une lettre de Philippeaux, citée dans l'ouvrage méthodique et si documenté de M. Paul Mautouchet, donne quelques éclaircissements sur ce sujet. Le futur conventionnel y revendique comme son œuvre personnelle la mise en avant de la candidature de Grégoire. Dans une ville lente à s'ouvrir aux idées nouvelles, où le clergé avait formé contre la Constitution un groupe d'opposition com-

1. René Anselme Négrier de la Crochardière, *Observations sur la ville du Mans et sur la province du Maine*, t. I, p. 354.

pact et tenace ; où les « gens bien pensants » n'apportaient à accepter les réformes qu'une inertie pleine de défiance et toute voisine de l'hostilité, cet « enragé », ce fougueux chef de parti, avait besoin d'un homme dont le nom fût à lui seul un symbole et dont le succès assurât du même coup celui des institutions votées par la Constituante : nul n'était mieux qualifié que Grégoire pour tenir ce rôle. Ce n'était pas seulement à l'Assemblée nationale que ce prêtre était connu pour son talent et sa valeur personnelle ; son ardeur à défendre, à propager les nouveautés du jour, en avait fait pour le public une sorte d'apôtre de la religion de la liberté et de l'égalité ; la presse parisienne, répandue partout, avait porté son nom tout auréolé de gloire civique jusque dans les départements ; elle lui avait gagné d'avance les sympathies enthousiastes de nombreux admirateurs, avides de le connaître. En faire l'évêque de la Sarthe, c'était opposer aux non conformistes un adversaire capable de réduire leur obstination par son éloquence, un manœuvrier rompu aux habiletés parlementaires et apte par là à émietter le bloc serré des opposants ; c'était rallier par suite les nombreux timides qui hésitaient encore à s'engager dans la voie ouverte par la Révolution ; c'était enfin grossir ainsi en une majorité incontestée un parti très agissant, mais qui n'était apparemment encore qu'une minorité.

Voilà les raisons qui ont dû suggérer à Philippeaux les démarches qu'il avoue en faveur de son candidat. « Conjurez ce digne pasteur, écrit-il à son correspondant de Paris, de se rendre à nos vœux ; c'est la voix du Seigneur qui l'appelle... Je serais parti moi-même en poste, si les devoirs que j'ai à remplir comme juge m'eussent permis de m'absenter un seul instant. Ayons M. Grégoire pour évêque, et je mourrai quand on voudra, le cœur satisfait (1) ». A son

1. P. Mautouchet, *Le conventionnel Philippeaux*, p. 35.

instigation et dans le même but, les Amis de la Constitution, qu'il préside à cette date, ont arrêté l'agrandissement de leur local, « afin d'y réunir au milieu de cette société, les électeurs du département (1) ». Avec des intentions identiques, on a lu à l'assemblée électorale, le 14 février au soir, une lettre du même Philippeaux, « annonçant l'envoi, en nombre suffisant pour les électeurs d'une *Adresse aux habitants des campagnes* (2) » qu'il a rédigée lui-même et fait adopter par son club, le 3 du même mois. Est-ce encore le président de cette société qui a suggéré de nommer un second candidat à l'épiscopat, en prévision du refus éventuel du premier ? Le procès-verbal indique que cette proposition, faite dès le premier scrutin, a été reprise après le choix de Grégoire, mais sans dire à quel membre l'attribuer.

Au reste que des électeurs influents du district du Mans, même acquis à la cause du curé d'Embermesnil, aient songé à soutenir subsidiairement celle de Prudhomme, il n'y a rien là qui surprenne. Moins connu et de moindre envergure que son concurrent, il était assez en vue pour lui être substitué sans trop de désavantage. Les démocrates lui sauraient gré de n'être pas « un de ces ministres, auxquels les préjugés de la naissance semblaient naguère donner le droit d'accabler leurs diocésains d'un orgueil qu'ils décoraient du nom de dignité (3) ». Pour les Manceaux, gens pratiques et peu disposés par nature en faveur des étrangers, c'était aussi un titre qu'il avait à présenter que d'appartenir à une famille de riches bourgeois du pays, de descendre d'un père « homme d'esprit, qui, en faisant les affaires des autres, n'avait pas négligé les siennes (4) ».

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006.

2. A. N., F¹⁹ 469.

3. *Ibid.*

4. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 177.

Son frère avait été président de l'Élection du Mans et sub-délégué de l'Intendant de la Généralité de Tours. Lui-même remplissait les fonctions d'administrateur de l'Hôpital et de député à la Chambre ecclésiastique ; il était docteur en théologie, « membre de la maison et société de Sorbonne » et, depuis 1758, l'un des deux curés de cette paroisse du Crucifix, qui était desservie dans l'église cathédrale. Des tenants de l'ancien ordre de choses auraient pu l'écarter comme peu sympathique à ses confrères et de tout temps opposé à eux (1) ; mais, pour des partisans du régime nouveau, n'était-ce pas une raison de plus de s'attacher à lui et, dans un temps où presque tous les prêtres de la ville s'étaient ligüés contre la Constitution, d'appuyer le seul à peu près qui se fût prononcé pour elle ? Qu'avait-il besoin d'ajouter à tous ces titres des compromissions que ses ennemis lui reprochent, sans articuler d'ailleurs aucune accusation précise ?

Les circonstances enfin ont servi indirectement la cause de la Boussinière, en faisant dépendre la conclusion des opérations électorales des seuls électeurs du district du Mans. Rien n'annonce que ceux-ci aient dû combattre cette fois la coalition, qu'ils rencontreront plus tard, des délégués des autres districts (2) ; s'ils ont eu à lutter contre elle, le temps les a singulièrement aidés à la vaincre. La répétition des scrutins, la multiplicité des séances imposaient aux députés des assemblées primaires de prolonger leur séjour au Mans : grave ennui pour les électeurs de la campagne, obligés d'en supporter les frais ! D'autant que la question de l'indemnité à leur attribuer, posée par l'un d'eux devant l'assemblée, avait été écartée comme portée devant le Conseil général du département. Aussi le nombre

1. Négrier de la Crochardière, *op. cit.*, t. I. p. 35.

2. Cf. *Journal général du département*, n° 28 (11 septembre 1791). p. 218.

des votants, qui était de 413 lors de l'élection de Grégoire, s'abaisse à 211 lorsque Prudhomme est nommé. Les départs successifs des uns, la lassitude des autres, il n'en fallait guère davantage pour assurer la victoire aux électeurs du Mans, qui composaient à eux seuls le quart de l'assemblée électorale (1).

Et s'il y eut lieu de recourir à quelques sollicitations, si quelques manœuvres de la dernière heure furent nécessaires pour gagner des hésitants, le club ne manqua pas encore de s'y employer. La Manouillère en accuse nommément un de ses membres, « le Sieur Després, ancien chanoine de Sillé et mauvais prêtre (2) ». L'auteur anonyme de « *Mon petit mot à Monsieur Prudhomme...* » est plus explicite. « Tout le monde sait, dit-il, qu'on ne voulait point de vous ; qu'on ne vous a gardé après le refus connu de l'évêque de Blois, que faute d'autre et par pitié pour vous. On sait, Monsieur, tout ce qu'ont fait ou tenté de faire pour vous les *Philippeaux*, les *Després*, les *Latour*, les *Lepelletier*, les *Lamorandière*, les *Levasseur*, etc. etc., et tant d'autres citoyens très actifs, non moins recommandables que ceux là » (3).

Le nouveau prélat devenait-il donc, de par les circonstances mêmes de sa nomination, le prisonnier d'un parti? Certains des adversaires du temps n'ont pas hésité à l'insinuer. Dans un factum manuscrit du printemps de 1792, ils l'invitèrent à briser avec Philippeaux, comme avec un personnage compromettant pour la religion constitution-

1. A. D., L 153, n° 240. — Cf. *Mon petit mot à M. Prudhomme*, p. 9.

2. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 245.

3. *Mon petit mot à M. Prudhomme*, p. 6. — Le détail relatif au « refus connu de l'évêque de Blois » est contredit par le procès-verbal d'élection.

nelle (1). Ils ne songeait guère à cette rupture, au mois d'avril précédent. Ses chaînes mêmes devaient lui paraître légères, à ce moment-là, tant il mit d'empressement à manifester sa gratitude à ses protecteurs. Quinze jours en effet après son installation, il se faisait admettre, avec Roustel l'un de ses vicaires, dans la société des Amis de la Constitution (2).

Il n'est pas jusqu'à la joie immodérée de ses partisans, le soir de son triomphe, qui ne puisse être tournée contre lui. Sans doute ni l'illumination, ordonnée en son honneur par la municipalité du Mans, ni les autres témoignages officiels de satisfaction ne diminuent en rien son autorité morale ; ils rehaussent plutôt son prestige. Ce qui est troublant, c'est la part excessive que la populace prit dans ses réjouissances ; ce sont les manifestations bruyantes, tapageuses, inconvenantes, auxquelles la racaille des bas quartiers se livra sans retenue. Un contemporain représente « cette cohorte allant chercher son pontife constitutionnel, lui présentant un bouquet et le conduisant, à travers les rues de la ville, en manteau violet, escorté de deux femmes armées de pistolets et de verges, au bruit des tambours, des violons et des chansons licencieuses (3) ». L'on voudrait croire ce tableau systématiquement chargé de couleurs trop crues ; mais une note de l'an X, insérée au dossier de Prudhomme et destinée au Ministre de l'Intérieur, en confirme la vérité. « Quelques actes de faiblesse l'ont déconsidéré, dit-elle, notamment une danse en habits pontificaux, avec des femmes, sur la place de l'Éperon ; et les femmes étaient armées de verges, pour fouetter celles qui ne voulaient pas aller à la messe (4) ». Le spectacle était

1. A. D., L 272 (Dossier M. Chenais).

2. *Ib.*, Fonds municipal, n° 1006 (Séance du 28 avril 1791).

3. *Mémoires*, inédits du chanoine Savare.

4. A. D., V 8 (2^e dossier). — Cf. *Combats et triomphes de la religion dans la Révolution*, p. 35.

si burlesque qu'il suggéra au curé jureur de Ligron un irrévérencieux rapprochement avec les mascarades du mardi gras et la promenade du « bœuf villé » (1). La scène ainsi décrite apparaît à la fois bouffonne et choquante, par ce qu'elle avait d'excessif. Le respect de ce qui touche à la religion n'était pas nécessaire pour inspirer un réel malaise aux hommes de bonne éducation ; il y suffisait du sens de la mesure et de la réserve déferente que commandent l'âge et certaines situations. Ce qui pourtant achève de rendre ces incidents vraisemblables, c'est qu'ils se reproduisirent à l'installation des curés du Mans ; c'est que le désordre fut tellement scandaleux, lors de la prise de possession de la cure de la Couture, qu'il provoqua les protestations du *Journal général du département*.

Quoiqu'il en soit, l'élu, « ce pasteur, recommandable par ses vertus et cher à tous les bons citoyens par son patriotisme (2) », s'en allait, au milieu de son cortège tapageur, « faire des visites en manteau long, l'air bien content de sa personne et de sa nouvelle dignité (3) ». Son attitude naïvement satisfaite, sa joie, qu'il ne cherchait point à contenir, n'étaient pas faites pour démentir ceux qui le prétendaient doué de peu de tact, plus avide des brillants dehors du pouvoir que de ses substantielles réalités. Personne d'ailleurs ne s'étonnait d'une popularité que les qualités personnelles du prélat justifiaient, pas plus qu'on ne songeait à contester sa science et la dignité de sa vie. Ouvert, affable avec simplicité, avec un abandon même qui supprimait les distances, sa bonhomie eût conquis l'estime aussi facilement qu'elle gagnait les sympathies, s'il eût su pratiquer le désintéressement.

1. A. M. de Ligron, *État civil*, 1770, *in fine*.

2. A. N. F¹⁹ 469 (Discours de Després).

3. Abbé G. Esnault, *Mémoires de La Manouillère*, t. II, p. 245.

Des faits prouvés par des témoignages concordants ont seuls fourni les éléments du récit qui précède. Nous nous refusons donc à suivre l'auteur de *Mon petit mot à M. Prudhomme*, dans ses insinuations malignes ou calomnieuses ; à savoir par quelles faveurs le nouvel évêque témoigna son contentement à son entourage ; à supputer le nombre des « pots de cidre, de vin, d'eau-de-vie, etc. . dont les électeurs auraient été régalez pour être remplis si joliment, avant la nomination, du Saint Esprit constitutionnel » (1). Parcille recherche serait surtout jeu d'humoriste, occupation plutôt inspirée par l'esprit de parti que par l'amour de la simple vérité. Il suffit présentement de constater que cette élection fut un succès pour les hommes du parti révolutionnaire.

Dans la manifestation dont ceux-ci avaient fait suivre la proclamation de leur candidat, nombre de détails avaient été improvisés ; celle du 10 avril, qui se fit pour son installation, fut un triomphe préparé, réglé, organisé. La fête fut si brillante, la satisfaction de ceux qui l'avaient ordonnée si complète que les *Affiches du Mans*, furent invitées à renoncer à leur traditionnelle sécheresse et à insérer un procès-verbal officiel de la cérémonie. C'est lui que nous reproduisons.

« ... Sur les neuf heures du matin, le corps municipal (présents MM. Rameau maire, Letourneur, Coqueret, Levasseur, de Foisy-Courtéan, Véron, Dubourg, officiers municipaux, et Bardou, substitut du procureur de la commune) s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances et s'est rendu, avec plusieurs officiers municipaux des environs, sur les neuf heures et demie, à l'église cathédrale. Le cortège arrivé dans la dite église et à la grande porte

1. *Mon petit mot à M. Prudhomme*, p. 6-7.

du chœur, où s'est trouvée toute la garde nationale de cette ville et le régiment de Chartres-Dragons, avec musique, armes et drapeaux, ensemble la gendarmerie nationale, a été reçu par MM. Letourneur et Bardou, maîtres de cérémonie, qui avaient précédé le dit cortège, pour y recevoir les différents corps administratifs et ceux qui avaient été invités à la cérémonie.

Les corps administratifs, MM. les électeurs assemblés pour nommer aux cures de cette ville, les juges du Tribunal de District, de Commerce, MM. les juges de Paix avec leurs assesseurs, et MM. les Officiers de l'État-Major tant de la Garde Nationale que du Régiment de Chartres, et MM. les Commandants de la Gendarmerie Nationale ayant été placés chacun suivant son rang, le clergé, la croix levée, accompagné d'un détachement de la Garde Nationale, est allé chercher le nouvel Évêque. Le cortège ecclésiastique de retour a été reçu par mes dits sieurs Letourneur et Bardou ; ensuite MM. les Officiers Municipaux se sont présentés à l'autel, où M. Prudhomme s'est rendu, revêtu de ses habits pontificaux et accompagné de ceux qui devaient l'assister à l'autel.

Alors, M. le substitut du procureur de la commune, après avoir prononcé un discours relatif à la cérémonie, a requis M. le Maire de faire donner lecture, par le secrétaire, de l'article 21 du titre II du décret du 12 juillet dernier, sur la Constitution civile du Clergé, contenant la formule du serment à prononcer par le nouvel évêque.

Lecture donnée, par le secrétaire, de l'article ci-dessus, M. le Maire a prononcé, ainsi qu'il suit, la formule du dit serment, en présence du peuple et du clergé : « Vous jurez de veiller avec soin sur les fidèles du diocèse qui vous est confié, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, et de maintenir de tout votre pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi » ? Mon

dit sieur Prudhomme a répondu, la main *ad pectus* : Je le jure. Aussitôt s'est faite une salve d'artillerie.

Après le serment, le Corps Municipal s'est rendu à sa place, pour entendre la messe, que mon dit sieur évêque a célébrée pontificalement, et pendant laquelle plusieurs morceaux de musique ont été exécutés.

Après l'Évangile, mon dit sieur Prudhomme a fait un très beau discours. A la fin de la messe, le Corps Municipal s'est rendu à l'autel pour recevoir le serment de MM. Roustel, (ci-devant bénédictin de l'abbaye d'Évron), Larose (diaire du Grand-Lucé) et Lebreton (cordelier du Mans).

Le serment prêté et le clergé retiré dans la sacristie, le Corps Municipal s'y est aussitôt rendu, pour y faire rédiger par le secrétaire, conformément à l'article 39 du décret ci-dessus cité, le procès-verbal de prestation de serment de mon dit sieur Évêque, sur un registre à ce destiné, lequel registre a été signé de M. Prudhomme, de MM. les Officiers Municipaux et du secrétaire, et laissé à la sacristie ainsi qu'il est prescrit dans le dit décret.

Le Corps Municipal de retour dans le chœur, avec M. Prudhomme et son clergé, les différents Corps Administratifs, MM. les électeurs, MM. les Juges du Tribunal du District, de Commerce, et les Juges de Paix, précédés et escortés, des deux côtés, de la Garde nationale et suivis du Régiment de Chartres-Dragons et de la Gendarmerie nationale, sont sortis par la grande porte de la nef, ont passé par la Grande-Rue, la rue des Trois-Sonnettes, par la Vieille-Porte, la place de l'Éperon, les rues de la Barillerie et Saint-Dominique, et ont conduit et installé, dans la grande salle de l'Évêché, mon dit sieur Prudhomme, où les différents chefs des Corps Administratifs et des Tribunaux lui ont fait chacun un compliment ; et, au moment de l'entrée du cortège dans la cour de l'Évêché, il a été fait

une salve d'artillerie. Sortis du dit Évêché, les Corps Administratifs se sont séparés, ainsi que la Garde Nationale, le Régiment de Chartres-Dragons et la Gendarmerie, et le Corps Municipal s'est rendu à la maison commune, pour y rédiger le présent procès-verbal (1).

En suppléant à ce récit officiel par celui qu'a publié Dom Piolin, d'après le *Journal général du département de la Sarthe*, et par les notes de la Manouillère (2), on se rend compte que rien ne manqua à ce triomphe de ce qui rehaussait la prise de possession des anciens évêques du Mans. Rien n'y fut oublié, ni la sonnerie des cloches de toutes les églises, ni la réception des administrations en costumes officiels. Un cortège armé, où les gardes nationales extra-urbaines de Pontlieue et de Savigné-l'Évêque avaient leur place, dépassa de beaucoup en importance celui qui avait accompagné Mgr. de Gonssans, de son palais au château épiscopal d'Yvré-l'Évêque. Les chanoines et les prêtres réfractaires des paroisses de la ville étaient bien absents ; le prélat n'en avait pas moins autour de lui une trentaine d'ecclésiastiques dont quinze curés de campagne, qui l'escortèrent, au chant du *Ça ira*, jusqu'à l'Évêché. C'est là en effet qu'il fut reconduit. Car, « pour accroître la considération due à sa personne..., le sieur Chéhère, agent de M. l'évêque Jouffroy », avait été, la veille, expulsé de cette demeure. Un arrêté administratif avait été pris à cette fin, le 9 avril, pour « abréger la lenteur des formes judiciaires » (3).

Le moins piquant de l'affaire n'était pas, à notre avis, de voir les intronisations des pontifes précédents dépassées en faste, par un homme qui prétendait retourner à la simpli-

1. *Affiches du Mans*, n° 16 (18 avril 1791), p. 64.

2. Dom Piolin, *l'Église du Mans durant la Révolution*, t. I, p. 180-183.— Abbé G. Esnault, *Mémoires de la Manouillère*, t. II, p. 251-253.

3. A. D., L 71, p. 321.

cité des temps apostoliques. Mais ni les ennemis du régime nouveau, ni les adversaires personnels de l'élu ne songeaient à relever cette contradiction. Tout ce que La Manouillère remarque, à ce sujet, c'est « l'air très triomphant de M. de la Boussinière, en camail, faisant de grands saluts de côté et d'autre » ; c'est aussi un contentement tel dans le peuple, que « les honnêtes gens n'osaient rien dire ».

III

A tout bien considérer, ceux-ci n'avaient guère eu à prendre parti jusque-là, puisque la lutte, se livrant autour du serment, n'intéressait pratiquement que les fractions opposées du clergé. C'est donc de son installation que datent vraiment les difficultés du pontife constitutionnel avec ses diocésains. Car il en avait bien eu quelques autres depuis sa nomination. Nous les avons écartées jusqu'ici comme détails trop menus à insérer dans la trame du récit qui précède ; mais il n'est pas inutile d'y revenir, si l'on veut ne rien omettre de ce qui peut jeter un peu de lumière sur le personnage et sur les incidents soulevés autour de la mise à exécution de la Constitution civile.

Les premiers embarras étaient apparus, quand il s'était agi de la consécration de la Boussinière. Aux termes de la loi, celle-ci appartenait à l'évêque de la métropole du Nord-Ouest, dont la Sarthe dépendait, d'après la nouvelle division administrative. Mais Le Coz n'avait été élu à ce siège que le 28 février ; il ne devait être sacré lui-même que le 10 avril, près d'un mois après son suffragant (1). A

1. A. Roussel, *Un évêque assermenté Le Coz*, p. 34-35.

qui fallait-il donc adresser Prudhomme ? Car les autorités locales avaient hâte de consommer leur victoire du 18 février, en mettant leur candidat en possession. Jusque-là en effet leur succès était tout de principe, puisque les décrets ne retiraient l'exercice de leur pouvoir aux anciens évêques qu'à partir du jour de leur remplacement effectif.

Il semble bien qu'il y ait eu des hésitations, des tâtonnements pour découvrir un prélat consécrateur, avec les assistants requis par les formes d'usage. De plus les premières démarches faites n'avaient pas abouti. La lettre, que le directoire du département confia au candidat nommé, avec charge de la remettre aux députés de la Sarthe, n'autorise pas le moindre doute à ce sujet. Il leur écrivait, le 2 mars : « La nécessité urgente et par nous reconnue, que les évêques élus par le peuple soient sacrés le plus promptement possible, nous a déterminés à répondre à la demande de M. Prudhomme, élu évêque de notre département, avant d'avoir reçu votre réponse à notre lettre du 23 février dernier, par laquelle nous vous avons prié de nous indiquer un évêque consécrateur. Mais, afin que les démarches que vous avez peut-être tentées à ce sujet ne soient pas infructueuses, nous avons laissé en blanc le nom de l'évêque qui doit sacrer M. Prudhomme, et nous vous prions de remplir ce nom dans l'expédition, que nous avons l'honneur de vous adresser ci-jointe, ainsi que dans celle dont M. Prudhomme est porteur et qu'il vous remettra, à son arrivée à Paris. Dès que nous aurons appris, par votre réponse à la présente, quel est l'évêque que vous aurez indiqué à M. Prudhomme, nous remplirons de son nom le blanc que nous avons laissé dans la minute de l'arrêté... (1). »

Le recours à de si puissants patrons ne pouvait rester

vain. Le 13 mars, dans l'église de l'Oratoire à Paris, Gobel, assisté de Massieu et d'Aubry, consacrait Pelletier évêque de Maine-et-Loire, Volfins évêque de la Côte-d'Or, Brindel évêque du Bas-Rhin, Grégoire évêque de Loir-et-Cher et Prudhomme évêque de la Sarthe : Philippeaux jouissait de son succès en assistant à la cérémonie.

Maladresse inconsciente ou plutôt impertinence calculée, le nouveau prélat sollicitait, huit jours après, une entrevue de son prédécesseur. Il se proposait, lui écrivait-il, de lui rendre hommage et d'avoir avec lui « une petite conférence peut-être nécessaire ». Le détour était ingénieux et, près d'un public mal informé, cette démarche équivoque, si elle avait eu lieu, eût pu être interprétée comme une reconnaissance indirecte. La réponse à cette audacieuse tentative fut ce qu'elle devait être. Le lendemain du jour où elle avait été essayée, Mgr de Gonssans démasquait cette habileté, en refusant à l'intrus l'audience qu'il eût accordée au simple jureur... « Quoi ! Monsieur, c'est au moment de votre départ, c'est après plus de quinze jours de résidence à Paris, que vous me proposez un rendez-vous ? Pourquoi ces délais à me demander un entretien ? Je vous l'aurais accordé dans les premiers instants de votre arrivée, et j'en aurais profité pour vous dépeindre combien votre démarche était imprudente, pour vous représenter combien votre élection était contraire aux lois canoniques... (1). »

Les splendeurs de son installation triomphante pouvaient lui faire oublier ce mécompte, mais pour un instant seulement, car des embarras plus graves l'attendaient au Mans. Le 28 mars, François de Jouffroy-Gonssans avait publié un *Avertissement et ordonnance relativement à l'intrusion des nouveaux pasteurs dans son diocèse*. Il y appréciait

1. Lettre de M. Prudhomme à M. l'Évêque du Mans [et] Réponse de M. l'Évêque du Mans à M. Prudhomme, 4 pages in-12, Paris, Crapart, 1791.

brèvement les événements des derniers mois, rappelait les principes catholiques relatifs à la juridiction légitime, affirmait la persistance de ses propres pouvoirs et donnait aux fidèles des conseils généraux, sur la conduite à tenir envers les prêtres que les élections allaient mettre à leur tête. Ces prémisses posées, il condamnait, dans les termes suivants, le successeur que la loi avait entendu lui substituer : « Nous déclarons que le sieur Prudhomme, prétendu évêque du département de la Sarthe, et les curés par lui institués, seront des intrus et des schismatiques. Nous défendons aux fidèles de notre diocèse, ou plutôt l'Église leur défend, sous les peines les plus sévères, de les regarder comme leurs pasteurs. Déclarons en outre que tous les actes qu'ils feraient en cette qualité seraient illicites, et même nuls, quant à ceux qui exigent la juridiction... Nous révoquons formellement tous les pouvoirs que nous aurions accordés au sieur Prudhomme. Nous révoquons pareillement tous les pouvoirs, toutes les permissions que nous aurions donnés aux prêtres et aux autres ecclésiastiques de notre diocèse qui s'ingéreraient dans l'administration des nouvelles paroisses, ou qui reconnaîtraient l'évêque intrus, soit en recevant des pouvoirs de lui, soit en communiquant avec lui dans les choses saintes... (1). »

Pour prévenir les suites fâcheuses que pouvait entraîner la diffusion de cette condamnation, le directoire du département envoya aux municipalités, sitôt qu'elle fut connue, une invitation à dénoncer, aux accusateurs publics près les tribunaux, les ecclésiastiques ou autres qui la publieraient (2). La menace parvint-elle trop tardivement ou nos prêtres dédaignèrent-ils d'en tenir compte ? Toujours est-il

1. *Avertissement et ordonnance de M. l'Évêque du Mans relativement à l'intrusion des nouveaux pasteurs dans son diocèse*, §§ 3 et 4.

2. A. D., L 374.

qu'un certain nombre passa outre (1). Le plus en vue d'entre eux, celui dont l'intervention dut être tenue pour un acte d'audace déconcertante, fut Thibault-Desbois, le second curé de cette paroisse du Crucifix, d'où la Boussinière était monté sur le siège du Mans. Le jour même de l'installation de son ex-collègue, ou plus vraisemblablement le 17 avril, l'intrépide vieillard lut en chaire l'Avertissement épiscopal, et en envoya copie à celui qu'il censurait nommément. L'on ignore si des poursuites furent exercées contre le courageux pasteur. Peut-être la municipalité du Mans eut-elle égard à son âge et à ses infirmités ; peut-être aussi les événements qui se précipitèrent y firent-ils renoncer.

Il fallait se hâter, en raison de la proximité de Pâques, et l'administration ne savait guère quel accueil les fidèles feraient au nouvel évêque. La procession solennelle des Rameaux n'avait pas eu l'éclat des années précédentes. La municipalité était bien présente, avec des détachements de dragons et de garde nationale ; il y avait bien affluence de campagnards ; mais le clergé était peu nombreux. Par ailleurs les francs-bouchers et les mézaigers (2), qui, depuis

1. A. D. L. 470. — Cf. *Journal général du département*, n° 8 (24 avril), p. 58.

2. *Francs-bouchers* : Groupe de neuf membres de la corporation des bouchers du Mans, doté de certaines immunités féodales. Entre autres privilèges, ce groupe avait celui d'escorter, à cheval et en armes, « le Crucifix que le peuple du Mans avait coutume de vénérer, le dimanche des Rameaux. » Cet honneur lui avait été accordé en raison de l'assistance donnée, par les bouchers de la ville, vers la fin du XI^e siècle, à Hélié de la Flèche, comte du Maine, contre un parti de Normands et d'Anglais, qui tentaient d'assaillir la foule des Manceaux, pendant la procession de Pâques fleuries. — La cérémonie religieuse était précédée d'une course, dans laquelle les bouchers, à cheval, devaient rompre leurs lances contre un poteau de la place des Halles.

Mézaigers : descendants des bourgeois qui aidèrent Hélié de la Flèche à repousser la même incursion. Les mézaigers étaient organisés en confrérie ; ils avaient reçu le privilège de porter le Crucifix

un temps immémorial, portaient le Christ de l'église de Saint-Vincent à la Cathédrale, avaient dû refuser d'y assister. Le persiflage, auquel le *Journal général* du département se livra, pour ridiculiser les anciennes traditions mancelles, cache mal l'échec des tentatives faites par les constitutionnels, afin de s'assurer le concours de cette corporation. « La cérémonie si renommée des Lanciers, le jour des Rameaux, écrit son rédacteur, n'aura pas lieu aujourd'hui ni demain. Le poteau planté, place des Halles, par un ci-devant comte du Maine, a été abattu le 13. Ainsi treize meuniers, habillés de fer, coiffés de vieilles marmittes, armés de grandes gaules de trente pieds de long, courant comme des fous sur de mauvais chevaux, représentant les treize apôtres du Seigneur, ne rompront plus leurs lances ; les boulangers vendront quelques milliers d'échaudés de moins, et les hôtes quelques pièces de vin. Cette institution tenait à l'ancien régime féodal » (1).

Un nouvel incident, de caractère plus grave et qui faillit tourner à l'échauffourée, surgit le mardi saint. Il convenait de préparer la Cathédrale, pour l'office pontifical du surlendemain, et de mettre au moins quelques confessionnaux à la disposition des jureurs, qui viendraient y exercer leur ministère. Or, les chanoines avaient gardé par devers eux les clés de ceux qui leur étaient attribués. Prudhomme entreprit d'en faire lever les serrures. Quelques-uns des anciens occupants — parmi lesquels Duperrier-Dumourier, vicaire général de Mgr de Gonssans — envoyèrent leurs domestiques en retirer étoles et surplis, ainsi que les ornements personnels, enfermés dans les armoires qui leur apparte-

dont il vient d'être parlé, dans la même procession triomphale du jour des Rameaux. Cf. R. Triger, *La procession des Rameaux au Mans*, 135, pp. in-8°, Mamers, Fleury et Dangin, 1884.

1. *Journal général du département*, n° 7 (17 avril 1791), p. 56.

naient. Déjà la masse des curieux, se méprenant sur leurs intentions et croyant qu'ils venaient enfoncer les portes, les retenait prisonniers, quand son attention fut détournée vers un autre point. Du haut de sa terrasse, Duperrier-Dumourier dominait ce tumulte ; il épiait le retour de son valet. Sa vue aurait suffi pour exciter la foule qui le devinait hostile ; la présence autour de lui d'une dizaine d'amis fut regardée comme une provocation. Vint à passer M. Dagues ; à un signe du chanoine, qui l'invitait à le rejoindre, il acquiesça d'un geste. Ceux qui le coudoyaient interprétèrent ce mouvement comme une menace. Aussitôt la tourbe échauffée de crier à la conspiration des aristocrates, de couvrir de huées le petit groupe des spectateurs de la terrasse, parce qu'il aurait médité le massacre du peuple. Elle allait forcer les portes, sous prétexte d'enlever les armes cachées dans la maison. L'Hôtel de Ville était heureusement tout proche ; quelques officiers municipaux accoururent, qui calmèrent l'émotion en déclarant, après perquisition sommaire, n'en avoir trouvé aucune. En garantissant la droiture des intentions du vicaire général et de ses hôtes, ils écartèrent les mutins qui se dispersèrent (1).

La preuve était faite, si elle eût été nécessaire, que la populace n'admettait pas qu'il fût touché à son pontife constitutionnel. Le suivre à la cathédrale, était chose différente et son attachement n'allait pas jusque-là. L'assistance aux exercices du Carême, prêchés par le P. Messelet, gardien des Récollets de la Ferté-Bernard, avait été très médiocre. Elle fut presque nulle, à la messe du jeudi 21, où fut consacrée l'huile sainte, que même les sermentés allaient presque unanimement refuser. Le lendemain soir, « il n'y avait que cinq personnes dans les chaises », pour

1. *Journal général du département*, n° 8 (24 avril), p. 58-59 et 62-64.

entendre le sermon sur la Passion du capucin jureur Chouteau, alors que « toute l'église était pleine ordinairement ce jour-là. » L'abstention générale témoignait et de l'efficacité des mesures prises par l'évêque légitime et de la mésestime qu'inspirait le successeur qui lui était substitué.

Que celui-ci fut désolé de cette froideur, comme l'écrit La Manouillère, on le comprend. Mais plus la tâche de le faire accepter de la population mancelle était ardue, plus ses protecteurs s'employaient à l'imposer. L'installation des curés élus de Saint-Benoît et du Pré avait été l'occasion de démonstrations un peu tapageuses, sur lesquelles nous reviendrons ; celle de Maguin, à la Couture, le 8 mai, faillit tourner au scandale. Le dimanche 15, pour clore la série des manifestations précédentes, pour marquer aussi le triomphe de la Révolution par un symbole durable, on planta des *mais* près des presbytères des nouveaux curés et devant la demeure épiscopale ; celui de l'évêque portait un drapeau tricolore, « fanal patriotique », à son sommet. Les partisans de l'égalité eussent pu s'effaroucher et voir, dans cette distinction, « une contravention aux lois sur la suppression de tous droits honorifiques » ; une note insérée dans le journal constitutionnel s'empessa de les rassurer. « Un mai, lisait-on dans son numéro du dit jour, n'est autre chose qu'un signe de satisfaction ou de réjouissance ; il est, pour les fonctionnaires ecclésiastiques, le signal de la mutation des individus et le moment d'une fête publique que nulle loi ne proscriit ; il est, dans certains jours de l'année tels que la Saint-Jean et la Saint-Pierre, le point de ralliement des danses des habitants de la ville et de la campagne ; il est encore, au 1^{er} mai, un acte de galanterie et dans tous ces cas les mais ne tiennent nullement à la féodalité,

encore moins aux honneurs qui y étaient attachés » (1).

L'explication n'eut sans doute pas le don de persuader certains esprits difficiles : dans la nuit du 15 au 16, entre trois et quatre heures du matin, l'arbre qui décorait le palais de la Boussinière fut jeté bas ; il avait été « scié à environ six pieds de hauteur et sa chute avait été dirigée dans la cour de l'évêché ». Cette mutilation stupide était-elle l'œuvre sournoise d'adversaires mesquins, incapables de contenir leur dépit ? Y devait-on voir l'acte perfide d'agents provocateurs ou simplement la folle équipée de mauvais plaisants en goguette ? La dernière de ces hypothèses n'est pas la moins plausible, mais les résultats de l'enquête ouverte à ce sujet étant restés inconnus, il est impossible de se prononcer.

Quoi qu'il en soit, l'incident en lui-même était sans importance réelle ; mais, rapproché du scandale causé, dans la même nuit, par deux ivrognes, et des voies de fait auxquelles se livra l'un d'entre eux, il aboutit au renvoi précipité du régiment de dragons. Nous empruntons au *Journal général du département* le récit du tumulte qui motiva cette mesure, si grosse de conséquence pour la Sarthe et pour le Mans en particulier. La relation qu'il en fit donne en effet la description complète de l'effervescence qui régna, dans la ville et les environs, pendant la journée du 16. D'autre part ses judicieuses remarques, sa modération, sa concordance avec les pièces officielles garantissent son impartialité. Il sera donc facile de tirer de là les conclusions qui intéressent notre sujet.

Après avoir mentionné le bris du mai épiscopal, la feuille locale raconte l'arrestation, « le même jour, après minuit, de deux dragons... pris de vin », qui blessèrent un citoyen de garde, au poste de l'Hôtel de Ville où ils avaient été conduits. Elle poursuit en ces termes :

1. *Journal général du département*, n° 11 (15 mai), p. 84.

« Ces deux traits furent rapportés de cent manières ; on excite le peuple en dénaturant les faits, en grossissant les objets. Le mai, devant lequel se porte la foule, anime sa colère : sa coupure est attribuée aux dragons. On répète partout que quatre de ces Messieurs ont été vus en blanc dans la nuit ; on ajoute qu'un officier du dit régiment leur a donné trois louis, chez un chanoine ou grand vicaire ; que le citoyen qui a reçu un coup de bouteille n'en peut revenir. Chacun fait son rapport à sa manière et les dragons sont l'objet général de la censure et des plaintes du peuple, cruellement offensé à la vérité par l'audace abominable des *quidam* qui ont coupé le mai. On se porte en foule à l'Hôtel de Ville ; la municipalité était alors assemblée ; des officiers municipaux se mêlent au peuple, l'engagent à se tranquilliser, promettent justice, lui représentent de députer huit citoyens paisibles pour porter leurs vœux. Là députation porte des plaintes contre le régiment, en demande le renvoi sans délai. M. le Maire répond que cette pétition va être prise sur-le-champ en considération ; les députés retournent à leurs commettants. Il est à remarquer que le peuple a commencé à s'assembler sur les dix heures du matin. Le temps s'écoule ; sur ces entrefaites, on répand que, quatre dragons étant à se promener, un enfant de quatorze ans dit à sa mère : « On va chasser les dragons » ; que l'un d'eux tira son sabre et lui fendit la tête. On ajoutait, pour accréditer ce trait abominable de toute fausseté, que le coup avait été fait dans un endroit que l'on désignait être la Pierre de Tucé.

Alors le renvoi du régiment est tumultueusement arrêté ; on s'aigrit ; on s'arme ; on fait sortir les canons, et la place des Jacobins, dont tous les arbres couchés par terre présentent un poste impraticable à la cavalerie, est occupée par une partie des citoyens armés qui se réunissent précipitamment. Pendant ce temps la municipalité entend

plusieurs témoins ; tous à peu près déposent que deux, trois, quatre, huit, dix dragons, plus ou moins, ont montré leur derrière aux citoyens, en disant : « Ça n'ira pas ; avec la langue, il faut des bras ». — Le département est consulté ; il arrête que M. le Commandant de Chartres [M. de la Gondie] sera prié d'ordonner qu'aucun dragon ne sorte des casernes jusqu'à nouvel ordre. Sur les deux heures après-midi, les escadrons que nous avons ici montèrent à cheval et y restèrent, partie à la Couture, partie à l'abbaye Saint-Vincent ; on fut chercher les guidons. La municipalité fit battre l'assemblée des citoyens, sur les quatre à cinq heures, avec réquisition de se rendre armés à leurs compagnies respectives. Des habitants de la campagne arrivent, avec toute espèce d'instruments tranchants ; alors près de 6.000 citoyens se trouvent réunis, y compris beaucoup de femmes : les canons sont disposés à toutes les avenues de la place.

Le département prend un arrêté infiniment sage, tendant à tout pacifier et à rappeler les citoyens à l'esprit de la loi ; M. le vice-président avec plusieurs autres membres se présentèrent aux compagnies, en [en] donnant lecture avec une voix extrêmement forte et beaucoup de dignité. Le but du département était d'obtenir le temps suffisant pour convoquer les sections et avoir un vœu légal sur le renvoi du régiment. Les cris : « qu'il parte sur l'heure, ou nous allons l'y forcer », font que la lecture n'est pas bien entendue. Les officiers municipaux parcourent les rangs ; des *hou* affirmatifs prouvent qu'il faut céder ou exposer la vie des citoyens ; tout devient inutile ; il faut un sacrifice. Onze heures sonnent ; le départ du régiment est décidé.

Messieurs du département, l'après délibéré, ont arrêté que M. le Commandant du régiment de Chartres serait invité à faire partir sur-le-champ ce dit régiment pour Beaumont ; M. de la Gondie a annoncé que, pour éviter l'effusion du

sang, il était prêt à se conformer à l'arrêté du directoire... ; les dragons obéirent sans murmure à leur digne chef... Sur les minuit ou une heure, le régiment s'est mis en marche, escorté par la municipalité qui, par prudence, avait pris cette précaution et précédait et closait la marche jusque hors de la ville. De retour elle annonça le départ du régiment ; on se retira tranquillement et nous pouvons certifier que nous n'avons nulle connaissance qu'il soit arrivé le moindre accident : pas une goutte de sang répandu.

... Pendant tous ces mouvements, la municipalité avertie que, sur les bruits répandus, les habitants de différentes paroisses devaient venir au secours de la ville (qui n'a été et qui n'était attaquée par personne), avait détaché des cavaliers citoyens sur les routes, avec injonction de se reposer et de venir l'instruire pour qu'elle fût dans le cas de prendre toutes les précautions nécessaires.

.
En nous résumant dans ce récit, nous dirons que le coup de bouteille et la scieure du mai sont les deux seuls faits connus et que tout le reste n'est que conjecture ou propos vagues... » (1)

D'autres constatations restent acquises à l'histoire, qu'il est indispensable de réunir dans une synthèse rapide. Le 22 mai, les Amis de la Constitution adoptaient une adresse au Club des Jacobins, rédigée par Philippeaux, qui relatait les événements des 16 et 17 et contenait une « pétition conforme à celle des sociétés de Caen et de Cherbourg, tendante au licenciement des officiers des troupes de ligne ».

Le même jour, la compagnie de chasseurs de la garde nationale, qui était accusée par la rumeur publique d'avoir

1. *Journal général du département*, n° 14 (5 juin), p. 108-112. — Cf. A. D., L 71, p. 380 et ss., et *ib*, *Fonds municipal*, n° 1006 (séances des 22, 24, 26 mai).

soulevé l'insurrection des jours précédents, arrêta d'envoyer aux corps administratifs « une adresse, au nom de la garde nationale réunie avec les deux sociétés des Amis de la Constitution... pour les assurer que le peuple de cette ville, fidèle à ses serments, s'empresserait toujours de montrer la plus grande soumission aux lois et le plus profond respect à ses magistrats ». Cette motion obtenait l'adhésion des deux clubs susdits et d'une « majorité considérable de la garde nationale ».

Les 24 et 26 mai, l'entente complète et définitive fut scellée entre la Société des Minimes et cette garde. Le Conseil militaire, qu'elle avait à sa tête, obtint en effet, ce jour-là, la faveur qu'il sollicitait de tenir dorénavant ses séances dans la salle même où se réunissaient les Amis de la Constitution. De plus il arrêta » que, dans aucun cas, le dit Conseil ne se séparerait de la dite société » (1).

La seule force de police indépendante étant éloignée du Mans, cet accord prenait une signification inquiétante. Par là même qu'il était public, il apparaissait à tous que l'unique moyen de maintenir l'ordre, dont les autorités administratives disposeraient dans l'avenir, était remis aux mains du parti avancé. Ni adversaires ni amis ne s'y trompèrent. « Nous sommes sans troupe, disent les éphémérides de La Manouillère, dans ce moment où il y a à craindre pour les bons citoyens et pour les bons prêtres qui n'ont point voulu prêter le serment » (2). La feuille modérée crut devoir tenter de dissiper les préoccupations. Après un retour sur les événements des jours précédents, elle concluait, dans son numéro du 27 mai : « Notre ville est calme ; cependant quelques esprits s'agitent ; chacun raisonne à sa manière ; les sociétés des Amis de la Constitu-

1. A. D. *Fonds municipal*, n° 1006 (séances du 19, 22, 24, 26 mai).

2. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 258.

tion délibèrent sur tous ces points ; les compagnies prennent des arrêtés ; le Conseil militaire discute ; son comité de rédaction écrit ; le peuple écoute et applaudit ; aucun attroupement ne s'effectue ; les faux bruits que l'on répand s'évanouissent ; le cours des affaires et des travaux sont les mêmes ; les biens nationaux se vendent avec une activité incroyable ; enfin, nous le répétons, notre ville est assez tranquille. Quelques ecclésiastiques non assermentés se sont retirés à la campagne ou ailleurs ; nous voudrions pouvoir les guérir d'une fausse erreur, dans la persuasion où nous sommes que le peuple est incapable de se porter à des excès révoltants... » (1).

Le souvenir des troubles était trop récent pour que des présomptions rassurantes rendissent à elles seules la confiance aux esprits alarmés ; puis les événements de la fin de juin allaient achever de l'ébranler. D'ailleurs les vainqueurs du jour ne surent pas la ramener, en gardant la modération dans leur triomphe. Une députation de la garde nationale, des Amis de la Constitution et de la Société fraternelle d'Outrepont se présenta bien, le 7 juin, au département. En son nom, Bazin lut au directoire « une adresse, signée d'un grand nombre de citoyens, dans laquelle ils priaient l'administration d'oublier le caractère d'insurrection qui avait occasionné le départ du 14^e régiment de dragons... et réitéraient le serment d'obéissance aux lois... (2) » Mais, le 19, sur l'initiative de la même Société fraternelle, les clubs réunis votèrent l'affichage, « aux portes des lieux où se tiendraient les assemblées primaires (3), des noms de pétitionnaires qui avaient demandé le

1. *Journal général du département*, n° 13 (29 mai), p. 100.

2. A. D., L 71, p. 450.

3. *Ib.*, *Fonds municipal*, n° 1006 (séance du 19 juin).

rappel du régiment : c'était signifier aux vaincus leur mise à l'index. Quelques jours plus tard, la fuite du roi allait provoquer des troubles dans les campagnes mancelles et décider les suspects ainsi désignés à prendre le chemin de l'exil.

CHAPITRE VII

Organisation de l'Église constitutionnelle

- I. — Réduction des paroisses du Mans ; élection et installation des curés dans les paroisses conservées. — Projet de suppression de paroisses rurales : opposition unanime des villages intéressés ; les objections présentées ; échec complet de la loi sur ce point.
- II. — Élection des curés de campagne : le cérémonial, d'après le district de Fresnay. — Prestations tardives de serment, occasionnées par le remplacement des réfractaires. — Troubles dans le district de Mamers. — Nombre des curés élus ; leur recrutement ; leur installation ; oppositions locales. — Attitude des anciens pasteurs.
- III. — Les retards successifs apportés au remplacement des curés, dans les paroisses destinées à être supprimées. — Création des dessertes provisoires et leur organisation. — Éviction des vicaires insermentés et ses résultats ; le « binage ». — Le Séminaire constitutionnel ; son fonctionnement.
- IV. — Le clergé constitutionnel. — Les vicaires épiscopaux. — Recrutement et valeur morale de ce clergé.
- V. — Le *semi-constitutionnalisme*. — Condamnation des intrus par Pie VI ; par Jouffroy-Gonssans. — Les relations des jureurs avec les intrus et notamment avec l'évêque ; pouvoirs des vicaires : non-acceptation des paroisses par des prêtres élus ; nombreux refus de « communication *in divinis* » avec la Boussinière : en matière de dispenses ; dans l'administration des sacrements, etc.

I

Un des premiers soins du nouvel évêque avait été de choisir « le presbytère » ordonné par la loi. D'autre part le groupe des curés sermentés formait un noyau capable d'assurer provisoirement le gouvernement des paroisses.

Quatre mois au plus avaient donc suffi pour doter l'Église constitutionnelle de la Sarthe de ses éléments essentiels : un chef et une partie de la hiérarchie nécessaire à la direction des fidèles. Pour achever son organisation et assurer son fonctionnement normal, deux conditions indispensables restaient à remplir : compléter les cadres, que la prestation du serment laissait très imparfaits, et faire accepter de leurs subordonnés l'autorité des nouveaux pasteurs. A l'accomplissement de cette double tâche, l'on va voir, au cours du présent chapitre, collaborer étroitement et persévéramment les intéressés et l'administration civile.

Le jour même où la Boussinière avait été intronisé, les électeurs présents du district du Mans s'étaient réunis dans une chapelle de l'église de Saint-Julien, pour élire aux cures vacantes du chef-lieu. Des seize paroisses anciennes de la ville, trois seulement restaient à pourvoir, puisque le décret du 10/18 février précédent en avait supprimé douze et que l'évêque était, de par le droit nouveau, premier pasteur de celle de la cathédrale. Le choix se porta, pour Saint-Benoît, sur François Urbain Lepeltier « prêtre patriote de la Société des Amis de la Constitution, habitué de la dite paroisse » ; pour le Pré, sur André Pierre Ledru, vicaire de Saint-Vincent, dont le civisme était généralement connu, et qui appartenait à l'autre club. Trois candidats désignés successivement pour la Couture refusèrent cette cure ; c'étaient Gasselin-Duverger curé du Tronchet (1), Rivière, curé de Vouvray-sur-Huisne (2), enfin Jean Brouard, vicaire de Fresnay. Celui-ci, après hésitations, s'était enfin rendu aux sollicitations de ses amis ; puis, à la suite d'un voyage au Mans, où il s'abstint de se présenter devant Prudhomme, il se déroba définitivement.

1. A. D., L 578.

2. *Ib.*, L 374.

vement (1). Il fallut donc attendre une nouvelle réunion de l'assemblée électorale pour remplacer l'abbé Huard. La popularité dont ce dernier jouissait dans la ville peut expliquer pour une part les renonciations ci-dessus indiquées : il est non moins certain qu'elles furent motivées, au moins chez deux des élus, par leur horreur de l'intrusion. Maguin, curé du Grand-Lucé, fut nommé en dernier lieu, au début de mai, et ne se laissa point entraver par les mêmes scrupules.

Sa prise de possession complétait le cycle des opérations nécessaires pour le remplacement des insermentés dans la ville du Mans et témoignait que la Constitution y triomphait. Aussi l'allégresse populaire se fit-elle bruyante jusqu'au scandale, le jour de son installation. A en croire les mémoires de Savare, les gardes nationaux plus ou moins avinés, qui escortaient le nouveau curé, rencontrant une procession organisée par les Cordeliers, l'un d'entre eux aurait fait le coup de feu contre la croix portée en tête du cortège (2). Il est du moins incontestable qu'il se passa quelque incident regrettable, puisque le *Journal général du département* écrivit à ce propos : « La pompe de cette installation s'est faite avec éclat, mais nous observons que ces cérémonies très louables devraient être moins bruyantes, que les citoyens qui sont sous les armes ne devraient jamais oublier qu'ils y sont pour le maintien de l'ordre, pour préserver individuellement leurs concitoyens de toute insulte, et que, dans ces fêtes et processions solennelles, la musique et les tambours doivent être les seuls échos de l'allégresse publique ; l'appareil des armes, dans ces circonstances, doit être seulement une décoration, sans jamais inspirer la terreur » (3).

1. *Journal général du département*, n° 7 et 8 (17 et 24 avril 1791).

2. Chan. Savaré, *Mémoires inédits*, ch. II.

3. *Journal général du département*, n° 11 (15 mai), p. 84.

Que si l'on désire un tableau plus détaillé qui fasse la part des réjouissances officielles en ces jours et celle des manifestations populaires, il est fourni par un autre témoin ; l'antipathie visible du narrateur, pour les nouveautés qu'il raconte, le fera seulement suspecter d'exagération. « Le Mans, écrit Michel Chenais à l'un de ses correspondants, continue toutefois de nager dans la joie et les plaisirs. Hier, l'on a planté deux mai (s), l'un pour le curé de l'abbaye de la Couture, l'autre pour le curé de Saint-Benoit. Il y eut deux feux de joie, l'un sur la place des Halles, l'autre sur l'Épron. Le canon fut tiré plusieurs fois en l'honneur des intrus, qui furent promenés par la canaille dans toutes les rues de leurs paroisses, au son de la musique nationale et des tambours. Cette crapule, après avoir conduit leurs curés chacun dans leurs presbytères et les avoir salués par plusieurs décharges de canons et de fusils, se rendit au Pré, pour assister à la procession de la vraie Croix, qui se fit sur les quatre heures du soir. Cette procession s'est faite avec toute la pompe et la décence possible, comme vous allez le voir.

« Cinquante-sept vierges, habillées de blanc, marchaient à la tête du clergé, avec chacun (e) une ceinture nationale. Je crois qu'elles avaient été bien exercées, car elles marchaient bien au pas avec la troupe. Le clergé n'était pas très nombreux, mais au moins était-il composé de gens de toutes espèces ; il y en avait qui, les cheveux en catogan, portaient chappes, et d'autres qui faisaient l'encens avec le même costume. Le nouveau curé avait aussi sa marque distinctive, qui consistait dans une superbe ceinture non pas noire, car ceci est de l'ancien régime, mais de ruban des trois couleurs, qui passait par-dessus le surplis, avec un bouquet à la main et une jolie rosette de ruban blanc sur le bras droit, et qui témoignait une virginité qu'il n'a plus, il y a longtemps... Pendant que cela se passait, il y

en avait d'autres qui formaient un projet qui a été exécuté cette nuit ; l'on a abattu le mai de l'évêque... (1) »

Fournir des pasteurs à quelques églises urbaines n'était pas tâche bien ardue ; ce qui était malaisé, c'était de pourvoir au gouvernement spirituel des campagnes, en raison du petit nombre des conformistes. En présence de cette pénurie, accusée surtout au début de la période des prestations de serments, l'administration se fût trouvée dans l'impossibilité absolue de satisfaire les besoins des paroisses rurales, si les articles 6 et 17 du titre I de la Constitution civile n'eussent pas prévu la suppression d'un certain nombre d'entre elles. En même temps donc qu'il s'occupait de recruter des curés, pour les substituer à ceux qui s'étaient dérobés devant l'obligation du serment, le directoire du département arrêtait de remplacer seulement ceux d'entre eux qui dirigeaient, sans s'être soumis à la loi, des paroisses destinées à être conservées.

Combien devaient-être celles-ci ? Qui les désignerait et de quels principes s'inspirerait-on pour les déterminer ? Ce sont là questions qui se posèrent aussitôt après l'installation de Prudhomme.

Sur désir exprimé, le 20 avril, par le directoire du département, le procureur général syndic Mortier présentait en effet, le 30 du même mois, une esquisse des réductions à opérer. D'après cet avant-projet, cent soixante-onze des anciennes paroisses ou succursales étaient condamnées à disparaître ou à tomber au rang de chapelles vicariales ; leurs édifices religieux devenaient de simples oratoires dépendant des églises paroissiales conservées, et dans lesquels les curés respectifs auraient à envoyer, « les dimanches et fêtes, un vicaire pour célébrer la messe et faire les

1. A. D., L 272 (Dossier M. Chenais). Lettre du 14 mai.

instructions spirituelles, sans pouvoir y exercer les fonctions curiales » (1).

Quant aux principes qui avaient présidé à l'élaboration de ce plan, le même procureur général syndic les énumérait, en envoyant, le 1^{er} mai, aux différents districts, les tableaux de répartition des villages qui les concernaient respectivement. Voici en quels termes il exposait les volontés de l'administration. « Le directoire du département a reconnu que le seul moyen d'opérer la réunion des paroisses du département, d'une manière méthodique et satisfaisante, était de former, d'après des bases uniformes et par un seul travail, le projet de la nouvelle division des paroisses et de communiquer à chaque directoire de district la partie de cette opération qui le concerne, afin de profiter de ses notions locales pour la révision et perfection de ce projet.

Si les directoires des districts procédaient, séparément et sans s'être communiqué leurs vues, au projet de réduction des paroisses respectives, il serait impossible de raccorder ces divers travaux, rédigés sur des proportions différentes, et les limites de chaque district opposeraient des obstacles invincibles à la rectification du plan général.

L'administration... a pensé qu'il était possible, dès à présent, de désigner quelques églises d'un district pour être supprimées et réunies à des paroisses de districts voisins, en sorte que chaque district se trouve conserver à peu près la même étendue qu'il a maintenant. Deux tiers de lieue du pays, formant quinze cents toises, lui ont paru la distance la plus convenable pour former le *rayon moyen* des paroisses. Si, dans notre projet la distance des églises aux extrémités projetées des paroisses excède dans plu-

1. A. D., L 71, p. 349 ; L 383 (Extr. du reg. des délib. du directoire, séance du 30 avril).

sieurs endroits ce rayon moyen, il en est un bien plus grand nombre où elle est moins considérable...

[D'ailleurs] le projet de réunion d'un clocher à un autre clocher n'emporte nullement la réunion de deux paroisses, il est au contraire telle paroisse qui se trouvera distribuée entre trois ou quatre paroisses voisines.

Quant à la circonscription des paroisses, c'est un travail de trop longue haleine pour pouvoir s'en occuper dans ce moment ; il n'aura lieu qu'après que le plan général de division aura été rectifié d'après les opérations générales des districts. Ce qu'il importe en ce moment c'est de déterminer quelles sont les paroisses dont la conservation doit être demandée à l'Assemblée nationale, qui, selon toute apparence, adoptera sans aucun changement le projet définitif, qui lui sera présenté, ainsi qu'elle vient de le faire pour le district d'Angers.

Si vous trouvez qu'il y ait quelque changement à faire dans le choix des églises dont le projet ci-joint indique la conservation, le directoire vous prie de lui en faire part dès le courrier prochain, afin qu'il vous donne sur-le-champ sa décision définitive, de concert avec M. l'évêque. Vous voudrez bien communiquer cette décision finale à l'assemblée électorale de votre district, dès qu'elle sera formée pour remplacer les curés réfractaires, et prier messieurs les électeurs de surseoir à la nomination des cures dont la suppression sera indiquée dans le projet définitif. Ils éviteront par ce moyen une opération très inutile, qui ne ferait que prolonger leurs séances... » (1)

Ainsi donc, pour les membres du directoire comme pour les constituants, tout ce regroupement de paroisses se réduisait à une opération de géométrie assez simple ; il s'agissait seulement de fixer un nombre à peu près égal d'habi-

tants dans des divisions géographiques sensiblement de même étendue.

Il est difficile de trouver une réforme sur laquelle nos élus se soient aussi lourdement trompés. Leur expérience du pouvoir était toute récente, il est vrai ; mais c'étaient presque tous des hommes rompus aux affaires, en contact direct et continu depuis leur jeunesse avec les populations rurales, connaissant leurs traditions, leurs sympathies, leurs besoins, leurs désirs. Comment les notaires avisés, les hommes de loi entendus qui composaient l'administration ont-ils pu se montrer psychologues si médiocres ? Plus encore que la griserie du pouvoir, une sorte de confiance superstitieuse dans la toute-puissance de la loi, l'idéologie généreuse d'une époque convaincue, — on l'a dit plus haut, — qu'il suffisait de promulguer la constitution pour rallier l'unanimité des adhésions et assurer à perpétuité le bonheur universel, leur ont fermé les yeux sur les sentiments réels du peuple. Leurs enthousiasmes de réformateurs leur ont enlevé leur tact d'hommes d'affaires expérimentés ; habiles à conduire les individus, ils se sont trouvés, par une sorte d'incapacité de généralisation, incapables à diriger les masses. Il semble, en l'occasion, qu'ils aient oublié tout d'un coup les caractères, tant de fois perçus par eux, de l'âme paysanne : sa méfiance devant les nouveautés les plus séduisantes ; sa répugnance instinctive pour l'inconnu, jusqu'à ce qu'elle en ait longuement éprouvé les avantages et les inconvénients ; enfin et par contre, son attachement profond pour les traditions anciennes et pour tout ce qui les rappelle et les entretient : éducation transmise, formes reçues, habitudes prises et jusqu'à la régularité d'une vie qui coule suivant un rythme uniforme entre des horizons resserrés et en apparence immobiles.

Les hésitations du directoire du district de Mamers, le soin qu'il prit d'en appeler à l'opinion et de consulter les paroisses intéressées, avant de formuler l'avis qui lui était demandé, auraient dû faire prévoir aux élus du département les difficultés auxquelles ils allaient se heurter. Ils se bornèrent à « rendre justice aux motifs de prudence » qui avaient inspiré la conduite de leurs inférieurs et refusèrent, en des termes d'ailleurs obligeants, de la prendre sérieusement en considération. « Vous ne serez pas étonnés, écrivirent-ils, que chaque municipalité, dans la réponse que vous lui avez demandée, ne soutienne que sa paroisse doit lui être conservée. Mais nous sommes persuadés que vous saurez mettre à l'écart tous les motifs exagérés que présenteront partie de ces réponses, et que vous en rectifierez les erreurs par vos connaissances personnelles » (1). Les autres districts eussent également présenté des objections que peut-être eût-on tenu compte d'une opposition aussi générale ; mais la plupart se contentèrent de retoucher quelques détails du projet qui leur était soumis. Certains, comme celui de Château-du-Loir, ayant émis des vœux qui ne tendaient à rien moins qu'à remettre en question toute la délimitation des départements (2), les hauts fonctionnaires de la Sarthe devaient être conduits, par ces prétentions excessives, à s'en tenir obstinément à leurs vues propres ; seule l'opposition des villages intéressés les leur fit abandonner.

Démarches, pétitions adressées à tous les degrés de la hiérarchie, menaces, tout fut mis en œuvre, aussitôt que furent connus les projets de suppression. « Les habitants des campagnes — dit l'une de ces suppliques, adressée à l'Assemblée nationale, — sont dans l'étonnement ; les

1. A. D., L 153, n° 480.

2. *Ibid.*, L 417, f^{os} 13-15.

cultivateurs quittent leurs travaux, vont au district, au département, présenter leur(s) mémoire(s), parce qu'ils craignent que cet arrêté provisoire ne devienne réellement un arrêté effectif » (1). « Ils ne peuvent se tranquilliser sur leur triste situation et [cette éventualité] leur fait regretter à chaque instant la douce félicité dont ils jouissaient auparavant. Où est donc, les entend-on répéter, ce bonheur qui nous était préparé... et que nous avons lieu d'espérer par notre soumission à la loi ? Ah ! messieurs, soyez sensibles aux alarmes d'un peuple que vous voulez rendre heureux : mettez fin aux entraves qu'on veut lui mettre dans l'exercice de la religion qu'il a professée à l'exemple de ses pères ; ayez égard à la faiblesse des femmes et des enfants qui réclament avec tant d'empressement leurs ministres et leurs autels, enfin leur paroisse, dans laquelle, pour comble de bonheur et pour toute consolation, ils veulent vivre et mourir et y être enterrés en paix : voilà les deux seuls fruits qu'ils désirent recueillir de cette Révolution » (2). — En cas de suppression, écrivent les habitants de Pizieux, « la Constitution qui doit faire le bonheur des Français et que nous avons jurée au pied de l'autel de la patrie, deviendra pour nous seuls le plus grand des malheurs » (3). — Un dernier trait, le plus significatif, de l'effervescence populaire est fourni par une simple succursale, Saint-Antoine-de-Rochefort. N'ayant jamais joui de l'autonomie paroissiale, il était vraisemblable qu'elle accepterait sa disparition sans protester. Il n'en fut rien ; le corps municipal et le conseil général se montrèrent unanimes à conseiller de surseoir aux mesures projetées par le département. « Le mot de réunion, dirent-ils, a tellement monté les esprits qu'il y aurait tout à craindre qu'eux-mêmes habi-

1. A. N. Div B. § 3, cart. 103 (Louzes).

2. *Ibid.*, (Saint-Saturnin).

3. *Ibid.* (Pizieux).

tants ne se portassent à des extrémités fâcheuses, en opérant de ce moment cette réunion ; les curés ont bientôt gagné l'esprit de tous les habitants ; tout cela pourrait occasionner une rumeur générale et suspendre toutes les opérations confiées aux municipalités, dont plusieurs, instruites du projet des réunion, les ont déjà abandonnées... (1). »

Unanimes dans leurs conclusions, toutes ces pétitions se fondent à peu près sur les mêmes motifs. La difficulté des communications avec les nouveaux centres auxquels on veut les attribuer, tenant au mauvais entretien des chemins, aux grandes eaux qui coupent les routes en hiver, est un des arguments fréquemment avancés par nos paysans (2). D'autres discutent l'étendue réelle de leurs villages, entreprennent de démontrer qu'elle est supérieure aux évaluations administratives (3), qu'avec quelques annexions de métairies ou de fermes de la périphérie, les agglomérations menacées atteindront le nombre d'habitants prévu par les décrets et satisferont aux autres conditions exigées par l'Assemblée nationale pour leur conservation (4). Certains s'appuient sur des motifs économiques comme le bon état de leur église et du presbytère, qui garantit la nation contre des dépenses cultuelles extraordinaires (5). Leurs vues sont même plus réalistes. Ils prévoient avec inquiétude les pertes que fera le commerce local, l'abaissement du prix des loyers, la désertion des campagnes condamnées par l'arrêt, la ruine des propriétaires, dont les biens ne seront plus loués, si les fermiers cessent d'avoir la certitude de

1. A. N. Div. § 3, cart. 103 (Saint-Antoine-de-Rochefort).

2. *Ibid.* (Saint-Aubin-de-Locquenay, Montailié, Verron).

3. A. D., L 388, f^{os} 8 et 46.

4. A. N., DXIX 72, et Div B. § III, cart. 103 (Avesnes, Livet, Louzes, etc.).

5. *Ibid.* (Ligron, Théligny, etc.).

trouver les secours spirituels (1). Quelques-uns encore — et ce n'étaient pas les moins assurés d'être entendus — vont jusqu'à mettre en avant la plus-value certaine dont bénéficieraient les biens ecclésiastiques, si l'on garantissait aux acheteurs éventuels le maintien du *statu quo*. « Il existe à peu de distance pour plus de 4.500.000 livres de bien national qui, par la pureté de l'air et l'agrément de belles maisons qui en font partie, attireront des acquéreurs riches pour les habiter toute l'année ou au moins dans la belle saison :... en cas de suppression, le bourg devenant désert, le dit bien national se vendrait beaucoup moins cher. Ceux-mêmes qui avaient fait leur soumission pour en faire l'acquisition les abandonnent... » (2). Tous enfin ou à peu près insistent sur les motifs d'ordre religieux : douleur de voir détruire leur temple et profaner le lieu où reposent les cendres de leurs ancêtres » (3); facilité pour les malades d'obtenir le secours des sacrements, pour les vieillards, les infirmes et les femmes enceintes, d'assister aux offices, pour les enfants de suivre les catéchismes et de recevoir l'instruction élémentaire, dans les communes pourvues d'écoles (4).

Entre tous les arguments allégués, le plus capable de faire impression était sans doute l'accusation de partialité lancée contre l'administration. Saint-Célerin et Villaines-sous-Lucé s'étonnent qu'on ait arrêté la suppression des communes sans les avertir; Arçonnay est surpris qu'il n'ait pas été fait d'enquête préliminaire « de commodo et incommodo ». Saint-Aubin de-Loquenay, Coulombiers et Théligny dénoncent l'arbitraire et l'illégalité de l'opération projetée.

1. A. N., Div B. § III, cart. 103 (Nuillé-le-Jalais, Saint-Benoît-sur-Sarthe).

2. *Ibid.* (Saint-Célerin).

3. *Ibid.* (Terrehault).

4. *Ibid.* (Cures, Sables, Vernie, etc.).

D'un ton assez acerbe, Coulaines reproche aux élus du département d'avoir cherché leur avantage, en songeant à réunir cette paroisse et celle de Pontlieue à la ville du Mans. Une lettre du curé de Saint-Germain-du-Val, expliquant la délibération de sa municipalité, déclare que l'annexion à la Flèche de quelques paroisses circonvoisines « vient (on ne l'a pas caché) du désir d'augmenter le nombre des citoyens de la Flèche, de montrer une grande population, dans la crainte de voir supprimer le district... » Saint-Christophe-du-Jambet explique que Moitron, la commune concurrente, a écrit un libelle faux et plein de personnalités et s'est fait appuyer par faveur auprès du département. Lignon enfin accuse Courcelles, qui lui a été préférée dans le plan de réduction, d'avoir surpris la bonne foi des administrateurs par « un plan audacieux », dressé par un féodiste de la paroisse avantagée (1).

Ainsi donc sentiments religieux froissés, intérêts menacés, rivalités de clochers et haines locales ou personnelles, tout concourait à passionner le débat imprudemment soulevé par des autorités novices, à faire suspecter leur impartialité, à ébranler en résumé la confiance accordée jusque là sans réserve aux réformateurs.

C'est en cela surtout que la précipitation de nos législateurs semble avoir nui à leur œuvre. L'obligation du serment n'avait indisposé que le clergé ; les essais de suppression des paroisses mécontentent les populations rurales, qui sont la très grande majorité dans le département. Que si ces tentatives inquiètent même « les bons patriotes » et les inclinent à « se tourner du côté du mauvais parti » (2), la masse apprend de ce jour à juger ceux qui la conduisent depuis deux ans. Sa méfiance instinctive, assez facile à endormir tant qu'elle n'a pas la claire vue de ce qui la jus-

1. A. N., Div. § III, cart. 103.

2. *Ibid.* (Nuillé-le-Jalais).

tifie, prendra corps désormais, toutes les fois qu'elle sera heurtée trop vivement dans ses convictions ou ses habitudes; elle opposera d'abord son inertie muette, mais têtue et opiniâtre, puis une hostilité active, aux mesures qui la blesseront injustement ou non : intrusion violente des nouveaux pasteurs, modifications mal comprises au système des impositions, levées de volontaires, réquisitions. De ce jour également, la foule jusque-là indifférente prend conscience de sa force et se rend compte qu'il lui suffit de manifester énergiquement ses volontés, pour tenir en échec même les lois constitutionnelles.

Son échec en l'occasion, le directoire du département n'essaya pas de le dissimuler. Devant l'ensemble des réclamations que nous avons relatées, des protestations où la menace perçait parfois, sous la déférence du ton et l'obsequiosité des formules, la sagesse commandait de différer l'exécution des arrêtés administratifs. L'autorité locale s'en aperçut et reconnut que, dans la Sarthe, la Constitution était inapplicable sur ce point, au moins temporairement. Elle en fit officiellement l'aveu dans le compte rendu au ministre de l'Intérieur déjà mentionné. « Depuis longtemps notre travail sur le projet de réduction des paroisses... est prêt. Nous avons pris à cet égard l'avis des directoires de districts et donné l'attention la plus scrupuleuse aux requêtes des paroisses. Toutes celles, sans exception, qui ont craint d'être supprimées ont réclamé leur conservation... Cette répugnance nous a fait penser qu'il convenait d'attendre un temps plus calme pour terminer ce travail » (2). Quelques mois plus tard, le directoire confirmait indirectement ses mécomptes, dans une note adressée, le 23 mai 1792, à Lévêque des Varannes, fondateur à Saumur. Cette

lettre indiquait qu'il restait seulement quelques petites cloches à expédier à ses ateliers ; puis elle concluait dans les termes suivants : « Si les réunions de paroisses s'effectuaient dans les campagnes, cette opération procurerait une assez grande quantité de cloches, mais nous ne croyons pas pouvoir opérer de sitôt cette réunion » (1).

Deux au moins des collèges électoraux de districts accusèrent la gravité de cet insuccès, en suggérant à l'administration départementale qu'elle eût à ne point outrepasser ses attributions. Le 18 septembre 1791, un électeur de la circonscription de Saint-Calais fit adopter, « à la grande majorité », une motion tendant au remplacement des curés insermentés, « même dans les paroisses désignées pour être supprimées ». Il appuyait sa conclusion sur deux motifs. L'un était que nul ne pouvait porter atteinte au pouvoir, que les électeurs tenaient de la loi, de nommer à toutes les cures vacantes, « une simple désignation par le département (de celles à annexer) ne prononçant rien (d'effectif) sur la suppression des paroisses, qui vraisemblablement n'aurait pas lieu et qui, dans tous les cas, ne pouvait s'effectuer que par un décret de l'Assemblée nationale ». L'autre argument faisait ressortir que l'invitation envoyée aux districts, de maintenir provisoirement en fonctions les pasteurs des paroisses à réunir, n'avait la valeur ni d'un décret ni même d'un arrêté légalement pris ; qu'en conséquence, en s'en tenant à une signification ainsi atténuée de sa volonté, « le département laissait lui-même apercevoir qu'il n'avait pas le droit de priver les corps électoraux du droit, que l'Assemblée nationale leur avait accordé, de nommer aux cures vacantes par défaut de prestation de serment, mort ou démission » (2).

1. A. D., L 155, n° 1292.

2. *Ib.*, L 198 $\frac{\text{bis}}{m}$.

Il était difficile de manifester plus clairement à l'autorité du chef-lieu que les dispositions de la lettre, envoyée le 1^{er} mai par le procureur général syndic, étaient caduques. L'assemblée élit donc, le 19 septembre, des curés pour toutes les paroisses non pourvues. Elle émit ensuite le vœu que toutes celles de sa circonscription fussent conservées. Enfin elle chargea les députés qui venaient d'être désignés pour la Législative de transmettre ce désir à leurs collègues. Quatorze mois plus tard, les électeurs du district du Mans arrêterent également de « remplir les devoirs sacrés de leurs commettants » et de nommer aux vingt-une cures vacantes de ce district, « quoique la majorité se trouvât dans le tableau de suppression » (1). Ce n'était plus seulement d'arrêtés administratifs qu'il n'était pas tenu compte en l'occurrence ; la loi du 19 octobre 1791 était elle-même battue en brèche par une telle décision.

En résumé les tentatives d'annexion aboutirent à un échec complet dans les campagnes. Dans les villes, sauf le Mans — où encore la municipalité fut blâmée pour le peu d'empressement qu'elle avait mis à fermer les églises ainsi supprimées (2) — elles ne réussirent que partiellement, et là où des circonstances particulières en favorisèrent l'exécution. Ainsi, à Sillé-le-Guillaume, à Sablé, à Précigné, les deux curés de chacune de ces agglomérations étant réfractaires furent remplacés, dans chaque centre, par un intrus unique. Pour Dangeul, Parcé, Noyen, où, des deux curés respectifs un seul en chaque endroit avait satisfait à la loi, la retraite de son confrère laissa le champ libre pour les mesures de réunion. Il en fut de même à Château-du-Loir,

1. A. D., L 198 $\frac{bis}{b}$.

2. *Ib.*, Q $\frac{21}{24}$.

puisque des deux conformistes l'un accepta la cure voisine de Marçon. Mais ni à la Chartre, dont les trois curés prêterent le serment, ni à Ballon, où Paulmier, curé de Saint-Georges, et Pillon, curé de Saint-Mars, s'y soumirent également, l'annexion ne put s'opérer. Dans la première de ces deux communes, la municipalité finit par régler les offices (1); dans l'autre, les luttes, engagées pour obtenir le maintien de l'une des paroisses de préférence à sa concurrente, se poursuivirent au moins jusqu'en 1793.

II

C'est à dessein que l'on vient d'anticiper sur les événements. Quelque dût être le sort réservé par l'avenir au projet de réduction des paroisses, à l'origine, la circulaire du 1^{er} mai 1791 subordonnait à cette opération le remplacement des non conformistes. Étaient-ce la réserve du clergé en face du serment et la pénurie de prêtres qui en résultait, ou encore les hésitations des candidats successivement élus pour la Couture, qui avaient amené le département à se contenter de cette demi-mesure? L'une et l'autre raison avaient pu l'influencer en ce sens. Sa timidité était moindre, en décembre 1790, quand il réclamait le vote d'une loi spéciale, pour réunir les électeurs du district de Fresnay et faire désigner par eux un successeur au curé de Meurcé, décédé en octobre. « Il est à présumer, écrivait à cette occasion le président du conseil général, que l'Assemblée nationale voulut investir dès cette année les cures vacantes... » Et il insistait, dans sa lettre au Comité ecclésiastique, sur l'avantage que l'on aurait d'obtenir ainsi « des

1. A. M. de la Chartre-sur-Loir, D I, f° 3.

fonctionnaires publics dont le patriotisme serait certain », sur le démenti qu'une élection de cette espèce donnerait aux « déclamations de ceux qui publiaient qu'aucun prêtre n'accepterait de pareille nomination » (1).

Cet empressement n'avait sans doute reçu qu'une approbation de principe. Le Comité avait dû y répondre ou à peu près, dans les termes qu'il avait employés, le 4 octobre, pour le même objet, avec l'administration de ce district : « que la nomination appartenait de droit aux électeurs, à dater du jour de la publication du décret du 12 juillet » (2). Toujours est-il que, la paroisse de Meurcé ayant été comprise dans l'arrêté provisoire de suppression du 30 avril, elle n'eut à sa tête, jusqu'à la disparition du culte en 1794, qu'un simple desservant. Pour des raisons analogues, toutes les tentatives prématurées d'application de la Constitution civile dans la Sarthe avaient déjà échoué. L'élection « par provision et sous le bon plaisir des représentants de la nation » de Pierre René Ledemé, comme curé de Montigny, par les citoyens actifs de cette paroisse, le 8 juin 1790, ne fut pas prise en considération (3). Il en fut de même de la protestation élevée, le 13 septembre de la même année, par Jean Pichon, vicaire, et les habitants de Dissé-sous-Courcillon, contre l'installation du génovéfain Rossignol, nommé par Monseigneur de Gonssans (4). Ni l'ambition manifeste de quelques vicaires, ni le désir de leurs partisans de les soustraire à l'ancien mode de désignation des curés ne purent anticiper sur les dispositions légales. Dans le cas présent de la paroisse de Meurcé, la Constituante ne crut pas devoir avancer la date de la convocation normale des électeurs.

1. A. D., L 153, f° 191.

2. A. N., DXIX 101 (feuille 497 bis, n° 5).

3. A. N., DXIX 64.

4. A. N., DXIX 69.

L'on croirait, d'après nos mœurs actuelles, que la réunion de ceux-ci aurait eu lieu simultanément dans tout le département. Il n'en fut rien, parce que les travaux préparatoires aux annexions de paroisses ne se trouvèrent pas achevés en même temps. Les opérations électorales s'échelonnèrent donc depuis le 2 mai, où elles s'ouvrirent pour le district du Mans, jusqu'au 30 juin, où elles se terminèrent dans celui de Mamers. Ces retards, cette diversité provoquèrent même quelque agitation, sur laquelle nous reviendrons dans un instant.

En général les assemblées se tinrent dans le calme. Le curé du chef-lieu de district, quand il était sermenté, célébra la messe du Saint-Esprit et prononça un sermon « analogue à la circonstance », à moins qu'il ne trouvât, comme celui de Fresnay, un prétexte acceptable pour se dispenser d'être présent. Les députés des assemblées primaires prirent ensuite connaissance des tableaux, envoyés du département, qui distinguaient les ecclésiastiques en trois classes ; réfractaires, conformistes, enfin « fonctionnaires publics dont les serments, apostillés de la lettre C (1), n'étaient pas conformes à la loi et devaient être rejetés, si les ecclésiastiques y persistaient après qu'il leur en aurait été écrit » (2). Communication fut donnée en dernier lieu de la nomenclature des paroisses à conserver, afin d'établir d'après toutes ces listes, l'état exact des curés à remplacer. Cette procédure préliminaire fut à peu près identique dans tous les districts, comme d'ailleurs celle qui suivit. Pour éviter des redites fastidieuses, l'on se bornera donc à citer de larges extraits du procès-verbal du district de Fresnay, que l'on complétera au besoin par quelques détails spéciaux à d'autres circonscriptions.

1. A. D., L 417, f^o 10 v^o.

2. Ib., L 198 $\frac{\text{bis}}{g}$.

Les mesures préparatoires ci-dessus indiquées étant prises, l'assemblée décida de faire tirer un coup de canon après chacune des nominations, « afin que celles-ci fussent connues d'une manière particulière, par la plus grande partie des citoyens » ; puis elle procéda à l'élection des onze curés à remplacer. Remarque importante, parce qu'elle s'applique uniquement à ce district : des onze prêtres ainsi choisis, aucun ne refusa le poste pour lequel il avait été désigné, pas même l'abbé Brouard, à qui la Couture avait été vainement offerte en avril.

L'élection fut suivie de la réception de quelques habitants de Coulombiers, délégués par leurs concitoyens pour demander la conservation de leur commune. A leur pétition était jointe une lettre du curé Thébault. Celui-ci « annonçait que les habitants étaient au désespoir de voir leur paroisse démembrée ; qu'ils s'imaginaient que, s'il ôtait toute réserve au serment exigé, la paroisse resterait telle qu'elle était et lui avec eux ; qu'il n'y avait point de sacrifice qu'il ne dût faire, pour répondre à l'attachement de ses fidèles paroissiens ; qu'en conséquence il consentait à tout ce que la loi exigeait de lui. » On entendit ensuite lecture d'une lettre analogue du curé de Ségrie ; d'une autre, par laquelle le curé du Tronchet maintenait les restrictions apportées à son serment ; enfin d'une supplique des officiers municipaux de Doucelles, sollicitant l'érection de leur paroisse en succursale. Les pétitions furent renvoyées au directoire du district. Quant aux offres des deux prêtres, elles furent agréées, vraisemblablement aux conditions fixées par le département pour les curés de Beaumont-Pied-de-Bœuf et de Courdemanche, au district de Château-du-Loir, c'est-à-dire que les intéressés durent prêter le serment pur et simple, le dimanche suivant (1).

Le lendemain Guillaume Letourneur, vicaire-directeur au Séminaire de l'Orne, élu curé de Champfleur, célébra la messe ; l'on fit une « procession par toute la ville, au chant du *Te Deum*, en reconduisant les électeurs à la salle de l'auditoire » ; puis l'assemblée se sépara (1).

Un aperçu a été donné plus haut du nombre de ces ralliements nettement intéressés. L'on peut donc tracer immédiatement une esquisse des troubles survenus dans la circonscription de Mamers, à l'occasion du remplacement des non conformistes.

Six districts avaient déjà procédé à l'élection des nouveaux curés. Les opérations se trouvaient différées dans celui-là, par les études préliminaires à la réduction des paroisses et peut-être aussi par les difficultés intérieures du chef-lieu, qui ne pouvait aboutir à constituer une municipalité. Ce retard suffit à provoquer les réclamations violentes de quelques impatients. Le 12 juin, « au moment où le curé Brémontse disposait à se rendre à l'église de la ville, pour y dire ses vêpres, des particuliers le prièrent tumultueusement, avec menace, de battre au champ et de ne pas mettre le pied à l'église ». Il obéit. Le lendemain trois autres ecclésiastiques insermentés furent de même obligés de s'éloigner. Huit jours après, sur rapport des autorités locales, le département fixait au 26 ou au 29 juin la convocation des électeurs. Il invoquait, entre autres considérants, « que la ville de Mamers était à la veille de se trouver sans prêtres fonctionnaires ; que les principes inconstitutionnels, répandus par les insermentés, divisaient les familles et troublaient la tranquillité publique ; enfin que le mécontentement était général dans les campagnes et pouvait

1. *Ib.*, L 198. ^{bis}/_g.

devenir fatal aux non-conformistes » (1). Cinq curés furent donc élus dans ce district, à la suite de ces incidents ; huit autres pasteurs, qui gouvernaient des localités à supprimer, furent préposés de droit à la direction des paroisses auxquelles leurs cures devaient être annexées.

Si maintenant l'on considère l'ensemble du département et la période électorale qui va du début de mai à la fin de juin, cent-vingt paroisses environ, vacantes par mort, démission ou refus de serment, furent pourvues d'après le double mode de désignation usité dans le district de Mamers. Théoriquement du moins, il en fut ainsi ; car il est indispensable de remarquer que peut-être un quart des élus refusèrent d'accepter les fonctions qui leur étaient offertes. État de leur santé, convenances personnelles, tels furent les mobiles opposés, la plupart du temps, par les intéressés pour se récuser. En réalité ce n'étaient souvent là que des prétextes, et certains eurent la franchise de motiver autrement leurs répugnances ; nous exposerons à la fin de ce chapitre, les raisons de leur attitude. Toujours est-il que celle-ci contribua à maintenir temporairement autant de réfractaires dans leurs paroisses ; que les cures à conserver ne furent, de ce fait, à peu près complètement pourvues de constitutionnels qu'après les désignations de septembre 1791. A partir de ce moment, les électeurs n'eurent plus guère à combler que de rares vacances, survenues à la suite de décès ou par mutations dues à l'humeur inconstante des premiers candidats. Il était heureux du reste qu'il en fût ainsi ; car soit lassitude, soit que la Constitution parût à nos Manceaux assez solidement assise, l'empressement à se rendre aux assemblées primaires ou aux réunions d'électeurs alla en diminuant.

Il n'est pas sans intérêt de savoir à quelles classes d'ec-

1. A. D., L 71, p. 472.

clésiastiques appartenaient les prêtres ainsi recrutés en mai et juin 1791. La minorité se compose d'un petit nombre de curés, désireux soit de quitter des paroisses où ils étaient médiocrement appréciés, soit d'atteindre des situations plus en vue, de quelques principaux de collèges et de rares anciens religieux. Ainsi Maguin quitte le Grand-Lucé pour venir à la Couture ; Gibert, curé de Saint-Martin de Château-du-Loir, opte pour le poste beaucoup plus important de Marçon ; le principal du collège de la Suze revient gouverner la paroisse d'Aubigné, où il avait été vicaire ; Delaunay, « ci-devant chanoine régulier », est proposé à celle de Précigné, qui l'a vu naître et « où il réside depuis peu ». Ce sont donc les vicaires qui, à ce moment, se virent attribuer plus des quatre cinquièmes des situations vacantes. La plupart succédaient ainsi prématurément, par un coup de fortune inespérée, aux curés sous les ordres desquels ils exerçaient leur ministère ou à quelques pasteurs de leur voisinage immédiat. De cette manière, un Tabareau, vicaire de Bessé remplaça le curé Legrand, insermenté ; Pipet, vicaire de Valennes, est désigné pour la paroisse limitrophe de Conflans ; Gager, vicaire de Cou-drecieux, pour celle de Lavaré, etc. ; la même substitution s'opère dans tous les districts du département. Désintéressée ou non, l'adhésion à la Constitution de cette classe déshéritée d'ecclésiastiques recevait ainsi sa récompense. Quand les rangs se furent éclaircis par cet avancement anormal des jureurs, ou par l'éviction de leurs confrères insermentés, des religieux furent appelés à desservir les paroisses privées de curés ; toutefois ils ne formèrent jamais, dans le clergé constitutionnel du diocèse, qu'une minorité sans importance.

Les nouveaux pasteurs une fois choisis reçurent de Prudhomme leurs pouvoirs de juridiction, puis ils furent solen-

nellement installés. Pour que ces nominations inusitées eussent, aux yeux de populations méfiantes, la valeur des anciennes collations de cures, il fallait en effet conserver le plus possible les formes autrefois en usage. Les autorités locales, ou à défaut celles du district, s'appliquèrent même à faire mieux et à dépasser en magnificence les prises de possession anciennes. La Constitution civile avait prévu que les officiers municipaux assisteraient à celles-ci, afin d'entendre les élus réitérer leur serment ; la plupart du temps, du moins en mai et juin 1791, les gardes nationales des paroisses intéressées s'y trouvèrent également en armes. Était-ce seulement dans l'intention de rehausser l'éclat des cérémonies ? On pourrait le penser, puisque la sympathie des nombreux assistants, constatée par le journal constitutionnel du département, garantissait à elle seule le maintien du bon ordre (1). Néanmoins l'insistance avec laquelle cette feuille raille, à la même époque, *l'impuissance physique* des adversaires du régime nouveau ; les mesures arrêtées par certaines municipalités pour ces installations (2) ; le soin pris par d'autres de convoquer les gardes nationales voisines ; tout un ensemble de circonstances enfin, que l'on retrouve un peu partout sur notre territoire, autorise à croire qu'il y avait lieu d'inspirer une crainte salutaire à des populations reconnues mal disposées.

De cette hostilité sourde l'on trouverait une preuve indirecte dans le récit de l'installation de l'intrus Bossé à Saint-Calais. Le correspondant qui la raconte se réjouit d'y voir assister presque toute la ville, puisqu'il ne manquait « que quelques prêtres et une société d'environ douze femmes » ; il s'applaudit avec raison que la fête n'ait pas

1. *Journal général du département*, n° 8 (24 avril), p. 57 et n° 15 (12 juin), p. 117.

2. Cf. A. M. de Précigné *Délib.*, (29 mai) ; de Sillé-le-Guillaume. D II., p. 313.

été ensanglantée par l'éclatement imprévu d'une couleuvre. Mais ne peut-on pas conclure légitimement qu'il visait ses compatriotes et non des étrangers, en écrivant que cet accident, s'il avait eu de graves conséquences, « aurait bientôt été annoncé par les ennemis de l'heureuse Constitution française comme une punition de Dieu ? » (1)

Au reste, la narration de la prise de possession de la cure d'Étival, d'après le même journal, justifierait à elle seule nos déductions précédentes sur ce sujet. « La municipalité dudit lieu, ayant eu connaissance de certains mouvements, tendant à troubler l'installation du curé choisi par le peuple, a cru qu'il était de sa prudence de requérir main-forte pour cette cérémonie. Le dimanche (15 mai), soixante citoyens de la garde nationale du Mans, pris dans toutes les compagnies, sur un réquisitoire de la municipalité de notre dite ville, s'y sont rendus en armes, de grand matin. Arrivés sur les neuf heures, les habitants aussi sous les armes, leur municipalité en tête, sont venus au devant du détachement. Le maire a prononcé un petit discours très civil, et leur a offert des rafraîchissements. Les armes mises en faisceau, un bon déjeuner a fait oublier la route. En suite le nouveau curé a été très paisiblement et très joyeusement installé ; il a parlé de manière à mériter les applaudissements de tous les auditeurs. La municipalité a reçu son serment. A l'issue de la grande messe, il a donné un très beau dîner au détachement et à ses habitants ; il y avait au moins cent cinquante convives. Cette noce constitutionnelle a été très gaie, et nos frères d'armes du Mans ont été très satisfaits de ce petit voyage, d'autant mieux que, croyant y trouver des ennemis de l'ordre, ils n'ont rencontré partout que des frères et des amis de la paix » (2). Il y eut évidemment un festin civique analogue,

1. *Journal général du département*, n° 31 (2 octobre 1791), p. 246.

2. *Journal général...*, n° 12 (22 mai), p. 92.

à Auvers-le-Hamon, lors de l'entrée de l'intrus Le Saulnier ; mais les gardes nationaux des environs qui l'escortèrent, aux frais de la fabrique du lieu (1), n'avaient-ils pas été convoqués également pour contenir ses adversaires ? Les motifs invoqués par le procureur syndic du district de Sablé, pour emprunter, à cette époque, trente fusils à la garde nationale de Noyen ne laissant pas de doute à ce sujet, « L'installation de ces véritables pasteurs pourra être orageuse, dans certaines paroisses animées du fanatisme le plus criminel. Nous avons d'autant plus lieu de craindre ce malheur que les ennemis de la chose publique s'agitent en tous sens, pour alarmer les consciences et ébranler la constitution. Il convient d'en imposer aux ennemis ; il faut repousser la force par la force, quand la persuasion est inutile.

« La garde nationale de cette ville a juré à la face du ciel de se transporter dans tous les lieux qui seraient en danger et de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour le maintien de la Constitution : mais elle n'a pas assez d'armes offensives et défensives... (2) »

Il est enfin également certain que, dans la paroisse de Brulon du même district, la quête pour couvrir les dépenses de la « noce constitutionnelle » rencontra des résistances et souleva des incidents qui nécessitèrent l'intervention de la justice (3).

Néanmoins, grâce à ces précautions, à la douceur naturelle du caractère manceau, à l'attitude passive gardée par les anciens pasteurs, leurs successeurs prirent en général paisiblement possession de leurs postes. C'est encore le

1. *Compte rendu* par André Perret, procureur de la fabrique d'Auvers-le-Hamon, de la Toussaint 1786 à la Toussaint 1792 (Communication de M. l'abbé Toublet).

2. A. D., L 579, f° 43 v°.

3. *Ib.*, L suppl. (Tribunal du district de Sablé).

Journal général du département qui le constate, pour le plus important des districts, celui du Mans. « Les curés épiscopaux quittent leurs domiciles dans le silence, et, si leur opposition à la loi les prive de ses faveurs, ils paraissent au moins en supporter patiemment les rigueurs » (1). Le plus grand nombre d'entre eux abandonnèrent donc spontanément leurs presbytères. Ainsi en fut-il par exemple du curé Drouelle, à qui, la municipalité de Saint-Calais « sensiblement affligée de perdre son pasteur, se fit un plaisir d'offrir un logement à l'abbaye », faute de pouvoir lui en fournir un à l'Hôtel-Dieu (2).

A quelques-uns seulement de nos réfractaires l'administration aurait eu à reprocher de se prêter mal aux circonstances et de s'éloigner, comme le fit le curé de Notre-Dame de Sillé-le-Guillaume, sans donner avis de leur départ ni remettre les clés aux officiers municipaux (3). L'infime minorité semble-t-il ne céda qu'à la force ; ceux-là furent traités sans ménagement. A Préval la municipalité se montra même d'une brutalité révoltante. Elle prétexta le refus, que lui aurait notifié le curé Le Royer de retirer ses meubles, pour arrêter ; 1^o qu'il se ferait représenter à leur enlèvement, sans y venir en personne, « croyant que sa présence serait un obstacle à la tranquillité publique ; 2^o que les dits meubles et effets seraient enlevés le mercredi (7 mars 1792), en présence de la municipalité, pour être transportés dans la rue aux frais et dépens du dit Le Royer ». L'ordonnance concluait dans les termes suivants : « Défendons à tous habitants de notre dite commune de recevoir aucun des dits meubles et effets, sous peine d'être dénoncés à la police correctionnelle ou autres juges..., comme désobéissants à la police municipale... Il est utile

1. *Journal général...*, n° 11 (15 mai), p. 92.

2. A. M. de Saint-Calais, D II., n° 206.

3. A. M. de Sillé-le-Guillaume, DII, p. 314.

(en effet), tant à la tranquillité publique qu'au bonheur des particuliers, qui avaient été induits en erreur par le dit Le Royer, que les meubles ne soient plus dans la paroisse. vu que ceux qui avaient été induits en erreur par lui espèrent, ne voyant point les dits effets déloger, qu'il doit revenir et habiter la maison presbytérale » (1). Quand il mit le presbytère de Saint-Jean-de-la-Chevrée à la disposition d'André Ledru, élu curé du Pré, le directoire du département se garda d'invoquer des considérants aussi violents. Qu'il eût dû rendre son arrêté exécutoire seulement après un délai raisonnable, cela paraît évident ; mais il y avait bien quelque excuse à sa précipitation. Du moins la municipalité du Mans fut-elle chargée de notifier, « soit verbalement, soit par écrit, l'ordre de faire évacuer » cette maison ; du moins aussi était-il prévu qu'en l'absence du curé Courte, « les commissaires municipaux feraient déposer les meubles dans tel autre lieu qu'ils jugeraient convenable et les mettraient sous le scellé » ; enfin le recours à la force armée n'était prévu qu'en cas de nécessité (2).

Comme le leur avait conseillé l'évêque de Langres, les réfractaires évincés ainsi se retirèrent soit dans « quelque habitation où ils pouvaient vivre en particulier, soit chez quelques-uns de leurs paroissiens les plus considérés par leur vertu et leur piété ». Ils y restèrent généralement jusqu'à ce que la persécution locale ou l'application des arrêtés du département les obligeât à en sortir. Leurs mobiliers furent dispersés la plupart du temps dans des maisons amies. Lorsqu'ils ne réussirent pas à les vendre en s'éloignant, l'administration les mit sous séquestre, au moment où les propriétaires prirent le chemin de l'exil.

1. A. M. de Préval, *Délib.*, p. 375.

2. A. D., Q $\frac{21}{43}$, f° 86.

III

C'est une association étrangement bigarrée que l'Église de la Sarthe, vers la fin de juin 1791. Intrus, simples jureurs et insermentés y sont, pour un temps, juxtaposés en un mélange singulièrement hétérogène. Les uns viennent de prendre possession ; les autres ont été maintenus à leur poste par la loi ou sont provisoirement tolérés en leur place, tant par suite du refus de certains élus de se laisser installer qu'en vertu des dispositions du projet d'annexion des communes. Dans cet ensemble si varié, la majorité appartient aux constitutionnels, puisqu'ils occupent près des trois cinquièmes des sièges existants. Toutefois elle est moins considérable qu'elle ne paraît, car un bon nombre de ceux qui la composent est si peu sûr, comme on le verra tout à l'heure, qu'on ne sait au juste à quel parti les rattacher. Il est vrai que le chiffre total des vrais conformistes en fonctions grossira assez rapidement ; les événements de la politique générale, à la fin de juin ; les mesures administratives, en septembre 1791, puis en mars et en juillet 1792, vont disloquer le corps des opposants, l'émietter et substituer, dans les cures, des amis indiscutables du nouveau régime à ses adversaires déclarés ou à ses adhérents douteux.

Les troubles de mai avaient rejeté vers la campagne quelques réfractaires, qui trouvaient le Mans peu sûr. Ceux que provoqua la fuite du roi firent refluer au contraire les insermentés des paroisses rurales vers la ville. La lettre du curé de Rouez précédemment citée montre qu'ils n'y rencontrèrent pas tous la tranquillité qu'ils cherchaient et que le *Journal général* leur promettait trop vite. Une

quarantaine d'entre eux se retirèrent ainsi spontanément au Séminaire de la Mission ; d'autres durent trouver un asile provisoire dans les hôtels, ou chez leurs amis. En tout cas le chiffre de ceux qui s'éloignèrent de chez eux fut assez élevé pour que l'administration du département s'en alarmât et prit des dispositions immédiates, afin de ne pas laisser les villages sans pasteurs. « Sur ce qui a été représenté par le procureur général syndic, dit son arrêté du 10 juillet, que nombre de curés et de vicaires non assermentés ont, depuis quelques jours, quitté les paroisses, le Directoire, considérant que la disette actuelle d'ecclésiastiques assermentés dans ce département exige que ceux d'entre eux qui n'ont pas encore de destination fixe soient répartis promptement... arrête provisoirement ce qui suit : Les directoires des districts adresseront sans délai à celui du département : 1^o le tableau indicatif des ecclésiastiques valablement assermentés... ; 2^o l'état des paroisses qui, par la retraite des ecclésiastiques non conformistes ou par d'autres circonstances, manqueraient de curés ou de vicaires ou des deux à la fois.

Les doubles de ces états seront remis à M. l'évêque avec invitation de choisir, parmi les ecclésiastiques compris dans le premier des deux tableaux, des desservants qui rempliront provisoirement les fonctions curiales, dans toutes les paroisses sans exception qui sont dans ce moment dépourvues de curés, et en occuperont les presbytères et jardins pendant tout le temps de leur desserte... (1) ».

Cette retraite au chef-lieu avait été volontaire et en quelque sorte spontanée. Il n'en fut pas de même l'année suivante. Le 15 avril, le procureur général syndic reconnaissait, dans une lettre à son collègue de Maine-et-Loire, que, depuis un mois, cent trente insermentés s'étaient

réfugiés à la Mission, sur l'ordre des directoires des districts ou du département et à peu près autant avaient abandonné le diocèse. « Nous donnons, ajoutait-il, par notre arrêté du 8 mars, toute facilité aux réfractaires de sortir de notre département, où nous ne sommes point jaloux de les retenir. Un bon nombre s'est rendu à Paris, par nos conseils... (1) ».

L'expérience du passé empêcha les autorités civiles de s'émouvoir alors comme l'année précédente ; elles n'eurent qu'à prier l'évêque de pourvoir à la desserte provisoire des cures ainsi délaissées par leurs occupants. Une fois encore elles intervinrent de la même façon, lors de l'exil du clergé, afin de combler les vides creusés dans le cadre pastoral par l'application de la loi de déportation.

En principe la totalité des paroisses se trouva donc confiée, à partir de cette dernière date, à des prêtres constitutionnels. Il en fut autrement en fait. Non qu'il restât alors quelques réfractaires pour y exercer officiellement leurs fonctions. Mais l'insécurité se trouva si grande, si grande aussi l'instabilité des conformistes, qu'il se passa peu de semaines, depuis octobre 1792 jusque vers le temps où l'on commença de fermer les églises, sans qu'une commune ou l'autre réclamât un ministre du culte. Durant un peu plus d'une année, les registres officiels eurent ainsi à consigner une cinquantaine de pétitions. Parmi les municipalités, les unes se plaignaient que les habitants fussent obligés de porter les enfants dans les églises voisins pour y recevoir le baptême (2), d'autres qu'ils fussent sans prêtre, tantôt depuis quatorze mois, tantôt même depuis deux ans et demi (3).

1. A. D.; L 155, n° 1183.

2. *Ib.*, GG, p. 194 (Théligny).

3. *Ib.*, L 537, f° 1; V $\frac{21}{4}$, p. 136 bis.

A une si lamentable détresse la Boussinière avait bien essayé de remédier, en envoyant de-ci de-là ses vicaires épiscopaux remplir les fonctions essentielles du culte. Ainsi, du 28 mai au 15 juillet 1792, Suet-Latour, Pépin, Mauxion, Pigalle et Fréart se succédèrent à Yvré-le-Pôlin (1) ; ainsi le même Mauxion, que son esprit conciliant et son adroite aménité faisaient accepter partout, remplit encore les fonctions sacrées à Saint-Jean-de-la-Motte, à Brûlon, etc. ; Avenant suppléa le curé Daveau, à Montmirail, après sa rétractation. Cependant ce n'étaient là que des expédients sans efficacité réelle. Le directoire du département se trouva donc amené par les circonstances à étendre les mesures exceptionnelles, qu'il avait prises en juin 1791, et à donner aux desservants provisoires une sorte de statut légal. L'institution a tant d'importance, par suite de la place qu'elle a tenue dans le régime concordataire et des modifications radicales introduites par elles dans le droit ecclésiastique, qu'il est indispensable d'y insister.

En fait l'administration ne créait pas un organisme nouveau, en recourant aux services de cette catégorie de prêtres auxiliaires ; elle ne faisait en quelque sorte que généraliser un système déjà employé dans des conditions très étroites et de proroger, pour un laps de temps indéterminé, des pouvoirs habituellement temporaires. Il était de pratique ordinaire, quand un curé décédait en fonctions, de lui donner un successeur intérimaire, qui héritait de sa juridiction, jusqu'à ce qu'un nouveau pasteur eût été investi suivant les formes usuelles. Par ailleurs certaines annexes d'églises paroissiales, sortes de chapelle de secours, étaient gouvernées à demeure par des prêtres, portant également le titre de desservants mais qui jouissaient seulement des

1. A. M. d'Yvré-le-Pôlin, *État civil*.

pouvoirs limités et toujours révocables des vicaires. La nouveauté consista donc à fondre ensemble ce que la pratique ancienne séparait : d'une part l'on appliqua à un nombre élevé de cures, et pour une période en fait illimitée, une mesure habituellement restreinte à un petit nombre d'entre elles ; d'autre part l'on conféra les véritables droits des curés à des prêtres qui jusque-là ne recevaient qu'une juridiction inférieure et déléguée. L'arrêté du 24 septembre 1791, qui réglait la situation restée mal définie de ces derniers, ne laisse aucun doute à ce sujet. Voici en quels termes il s'exprime :

« Sur la motion, faite par un de ses membres, tendant à faire le traitement des ecclésiastiques desservants des cures, le directoire :

Considérant qu'il y a plusieurs paroisses dans lesquelles il est urgent de placer des desservants ; que les prêtres qui exercent ou pourraient exercer ces fonctions *peuvent être considérés comme des curés* ; qu'ils sont soumis aux mêmes charges, se livrent aux mêmes soins et éprouvent les mêmes sollicitudes ; qu'il est juste, en conséquence, de leur accorder le minimum décrété pour les curés ;

Arrête que les prêtres qui seront nommés desservants, dans les paroisses du ressort du département de la Sarthe, jouiront, pendant l'exercice de leurs fonctions, d'un traitement de 1.200 livres, à partir du 1^{er} octobre prochain.

Seront également rétribués, à partir de la même époque, dans la proportion de 1.200 livres, les desservants actuels... (1).

Des arrêtés subséquents accordèrent aux « curés provisoires » — car c'est ainsi que s'appelèrent la plupart de ces ecclésiastiques — l'usage des presbytères et de leurs dépendances. Mais l'unification d'indemnité décidée en septem-

bre, resta toute théorique. L'autorité départementale s'inspira en effet de son projet de réduction de paroisses, pour confier souvent aux curés voisins la charge de celles dont la suppression était prévue ; le ministère y devait être exercé par des prêtres résidents, avec le simple titre de vicaires, auxquels étaient concédés la jouissance des demeures des anciens pasteurs et un traitement de 700 livres seulement. Toutefois, même en ce qui concerne ces dispositions, la conduite de l'administration fut loin d'être uniforme. Des localités à annexer se virent donc envoyer, en 1792 et même en 1793, des desservants avec traitement curial à 1.200 livres. Ainsi en fut-il à Saint-Julien-en-Champagne, à Notre-Dame-des-Champs, à Avesse, etc... (1) Les raisons alléguées pour accorder une telle faveur : nombre des habitants ; leur attitude « d'amis de la Révolution, qui donnent des preuves non équivoques de civisme » ; leur « désir d'avoir un ministre particulier pour éviter la communication avec une autre commune, laquelle communication pourrait allicier [*sic*] quelques têtes faibles et encore indécises sur le parti décisif qu'elles pourraient prendre » (2) : tout cela ne met pas complètement le directoire à l'abri du reproche de partialité. De plus, en prenant ces mesures et de quelques considérants qu'il les motivât, celui-ci reconnaissait que son plan de réduction n'était pas intangible ; par la facilité avec laquelle il le modifiait, il justifiait l'opposition qui lui avait été faite et contribuait pour sa part à le ruiner.

Les dispositions qui précèdent ne réglaient le sort que d'une partie, la plus importante, il est vrai, du clergé ; restait à déterminer celui des vicaires. L'article 9 du titre I et le titre III de la Constitution civile avaient réglé leur statut. D'autre part l'arrêté précipité du 10 juillet avait

1. A. D., L 110, f^o 11 ; L 40 ; L 41.

2. *Ib.*, L 40.

constaté que, suivant l'exemple des curés, « nombre de vicaires non assermentés avaient quitté les paroisses », à la suite de l'agitation causée par la fuite et l'arrestation du roi. Deux autres arrêtés du directoire du département n'avaient pu que les engager à n'y pas rentrer. L'un, du 22 juin, avait suspendu indistinctement le traitement de tous les réfractaires (1), le second, du 7 juillet, avait restreint l'application du précédent aux seuls vicaires non conformistes. « Le directoire, y était-il dit, considérant que les motifs qui ont dicté son arrêté du 22 juin ont cessé... le révoque...

Et néanmoins arrête que les prêtres non assermentés qui ont exercé jusqu'à ce jour les fonctions de vicaires, dans des paroisses dont les curés se sont conformés à la loi, ne seront payés que dans la proportion du temps de leur exercice... et ne pourront plus, à l'avenir, être considérés ni rétribués comme vicaires.

Ne pourront plus également être considérés ni rétribués comme vicaires les vicaires non assermentés, dans les paroisses régies par des curés non conformistes et dont la population ne s'élève pas à six cents âmes... (2) »

Ces instructions furent réitérées dans un autre arrêté du 27 février 1792 (3). L'on croirait donc qu'elles étaient d'abord restées sans effet ou à peu près. Il n'en avait rien été. A en juger par les registres de l'état civil, seule source qui puisse renseigner, il ne restait pas plus d'une vingtaine de prêtres à évincer ainsi, quand fut renouvelée la défense de leur payer aucun salaire ; la plupart avaient été atteints dès l'année précédente.

La pénurie d'ecclésiastiques auxiliaires qui résultait de

1. A. D., L 71, p. 477.

2. A. D., V $\frac{21}{2}$, p. 37.

3. *Ib.*, L 103, f° 42 v°.

ces interdictions se fit sentir aussitôt : pour faire face aux demandes de collaborateurs, qui lui étaient adressées par les curés, la Boussinière fut obligé d'en référer à l'autorité départementale. Celle-ci, « délibérant en sa présence », constata que « le petit nombre des prêtres assermentés exigeait que les secours spirituels fussent distribués de préférence entre les paroisses où la population était la plus nombreuse et celles dont les pasteurs étaient d'un âge plus avancé, ou atteints d'infirmités notoirement connues ». Elle conclut donc « provisoirement qu'il ne serait accordé aucun traitement aux ecclésiastiques qui changeraient de vicaires », ou qui s'en iraient remplir leurs fonctions dans des lieux différents de ceux que l'évêque leur aurait assignés. — Le 17 septembre 1791, les mêmes prirent un arrêté analogue concernant les cinq paroisses de St-Calais, la Suze, Auvers-le-Hamon, Précigné et Poillé (1).

L'on serait peut-être curieux de connaître les pertes éprouvées par le bas clergé paroissial, du fait des dispositions légales ou administratives qui viennent d'être citées. L'exactitude est difficile en cette matière, par suite de défaut de statut fixe pour les vicaires, de la liberté dont ils avaient joui jusqu'alors de choisir leurs postes d'accord avec les curés, enfin du départ de ceux qui avaient été élus curés constitutionnels hors du diocèse ; il faut donc se contenter d'approximations. Sous cette réserve, l'on peut dire que les trois quarts des vicaires cessèrent d'exercer leurs fonctions, de mai 1791 à mars 1792. A partir de cette dernière date, il n'en resta pas plus de quatre-vingts en exercice dans la Sarthe, sur un total d'environ trois cent vingt.

1. A. D., V $\frac{21}{2}$, p. 217. — L 101, f° III V°. (Comparer arrêté du 18 janvier 1792 ; *ib.*, V $\frac{21}{1}$).

Les éloigner était porter — involontairement, nous en convenons — une des plus graves atteintes que la cause religieuse ait reçue chez nous. L'instruction chrétienne et la formation morale des enfants leur incombait pour la plus grande partie, jusque dans les paroisses où ils n'étaient pas principaux de collèges. En admettant même, ce qui serait inexact dans l'ensemble, que l'enseignement reconstitué d'après les décrets de la Convention dût continuer intégralement leur tâche et selon le même esprit, sa réorganisation s'achevait à peine, en l'an III, dans le département; il y avait donc lacune du fait de leur éviction. De plus la pratique religieuse devait inévitablement se ressentir de leur départ. Ils avaient coutume de célébrer une des deux messes, qui se disaient chaque dimanche, dans presque toutes les paroisses. L'une d'elles se trouva, la plupart du temps, supprimée du fait de leur absence; une partie seulement des habitants continua donc d'assister aux offices. A la longue, et quelles que fussent les autres occasions de douter et de glisser dans l'indifférence que les circonstances fournissaient, cette abstention forcée devait avoir de regrettables suites. Il était normal que le souci de remplir une des obligations essentielles de la religion en fût affaibli et la notion même du devoir obscurcie parallèlement.

La prévision de ces conséquences échappa vraisemblablement au clergé de l'époque. Ce fut donc uniquement pour répondre immédiatement aux réclamations de nos campagnards, et satisfaire sur le champ leurs exigences, que l'évêque autorisa « plusieurs fonctionnaires publics à célébrer deux messes, les dimanches et fêtes ». Encore accorda-t-il cette liberté, en l'entourant d'explications destinées à la faire accepter de ceux qui devaient en profiter; au moins le directoire lui en donna le conseil. Il

suggéra en effet à la Boussinière d'exposer, dans l'Instruction pastorale qu'il rédigeait alors, les principes sur lesquels était fondée cette pratique ; d'observer en outre qu'elle était en usage dans plusieurs diocèses de France, qu'il l'engageait à nommer. « Cette précaution, concluait-il, empêchera que les ennemis de la religion et de la paix et les esprits aveuglés ne puissent persuader au peuple que la religion est changée, par l'usage de deux messes, ce qui serait peut-être à craindre si elle était établie sans un mot d'instruction préalable » (1).

L'on ignore si la pratique du « binage » fut généralisée. L'on sait mieux que le recrutement du clergé constitutionnel n'arriva pas à combler les vides creusés dans le corps des vicaires.

Les espérances que l'évêque et ses collaborateurs avaient manifestement nourries à ce sujet ne tardèrent pas à être déçues. Le 10 mai 1791, Prudhomme avait commencé ses démarches auprès du département, afin d'obtenir un local pour son Séminaire. Sur sa demande, la maison des Jacobins lui avait été accordée provisoirement, avec « vingt ou vingt-quatre lits, tant pour les supérieur, directeurs, que pour les simples séminaristes » ; le mobilier nécessaire fut emprunté à la réserve nationale provenant des maisons religieuses supprimées (2). Par ailleurs le *Journal général du département* publiait, dans son numéro du 12 mai, une liste de vicaires directeurs, évidemment remaniée presque aussitôt, puisque le nom de Paulmier, curé de St-Georges-de-Ballon, qui en fut d'abord supérieur, n'y figure pas (3).

Ce premier établissement n'eut qu'une existence éphémère ; il était destiné « aux jeunes gens qui étaient dans

1. A. D., L 154, n° 599.

2. *Ib.*, L 71, p. 371 et 412 ; L 374.

3. A. D., V $\frac{21}{2}$, n° 754.

l'intention de se présenter aux saints ordres » un mois après. Il dut cesser de fonctionner vers le 19 juin. Ce jour-là fut un triomphe pour la religion constitutionnelle au Mans. « La confirmation fut donnée à environ deux cent cinquante enfants » ; il y eut en outre « ordination nombreuse », qui comprit « plusieurs tonsurés, des sous-diacres, diacres et un prêtre » (1), l'abbé Jacques René Chappelle, frère germain du curé de Soulligné-sous-Ballon.

Était-ce, chez Prudhomme, hâte fébrile de démontrer, en l'exerçant, la réalité d'un pouvoir que lui contestaient ses adversaires ou désir exclusif de subvenir aux besoins des paroisses ? Quelques mois plus tard, une quinzaine d'autres clercs recevaient la consécration sacerdotale ; c'est au sujet de leur placement que fut pris l'arrêté déjà cité du 23 septembre (2). Le 17 décembre une troisième ordination compta cinq prêtres seulement (3). La formation de ces deux dernières classes d'ecclésiastiques avait été confiée à un nouveau personnel. J.-B. Costin « docteur ès-lois », ci-devant bénédictin, était devenu vicaire supérieur et, des anciens directeurs, n'avait gardé que François Parfait Jollivet. Le Séminaire lui-même avait été transféré, par arrêté du 2 août 1791, à l'abbaye St-Vincent, parce que « la maison des Jacobins était en mauvais état de réparations et *beaucoup trop petite* » (4).

En alléguant ce dernier motif, pour en obtenir le déplacement, le prélat manifestait sa confiance dans l'avenir ; la réalité dissipa bientôt et très rudement ses illusions. Un arrêté du directoire, pris le 21 janvier 1792, nous apprend que la maison comptait seulement à cette date trois sémi-

1. *Journal général.*, n° 17 (26 juin), p. 133.

2. A. D., L 374.

3. *Ib.*, L 102, f° 105.

4. *Ib.* L 101, f° 42.

naristes ; encore étaient-ils pour lors occupés de l'éducation publique, en différentes villes ou paroisses du département. D'après un autre acte administratif, au 15 juin 1793, vers l'époque de l'ordination annuelle, il n'y avait plus d'élèves au dit Séminaire et, depuis plusieurs mois, il n'y restait que deux des quatre vicaires directeurs prévus par la loi (1).

Rien ne sert d'objecter que, conformément à la pratique antérieure du diocèse, « ceux qui désiraient être promus aux ordres du culte catholique ne se rendaient ordinairement au dit Séminaire qu'à l'époque des ordinations ». Qui donc, s'il s'était trouvé des aspirants au sacerdoce, leur eût donné la science et la formation nécessaires ? Dans quels milieux les aurait-on recrutés ?

La plupart des oratoriens du Mans avaient refusé le serment ; le Régime général de la congrégation s'était déclaré incapable de les remplacer. Par suite de ce refus, le département, en réorganisant le collège, au mois d'octobre 1791, avait dû maintenir la suspension provisoire des cours de théologie, qu'il avait prononcée quelque temps auparavant. Ils ne furent pas rouverts. D'autre part les plus chauds constitutionnels de la première heure n'étaient pas gens à diriger leurs fils vers le ministère sacré, surtout quand ils voyaient les hommes au pouvoir évoluer rapidement, du respect au moins extérieur, vers l'indifférence puis l'hostilité en matière religieuse. Enfin la partie la plus chrétienne de la population mancelle subissait, plus ou moins patiemment, les innovations successives des assemblées parlementaires, pour tout ce qui touchait le culte ; ce n'était par conséquent pas chez elle que le clergé nouveau allait se recruter. Toutes autres causes

1. A. D., V $\frac{21}{2}$, p. 249 ; V $\frac{21}{4}$, p. 60 bis.

omises, celui-ci était donc condamné à une disparition assez prompte, faute de pouvoir se renouveler.

IV

Le plus ancien des journaux du Mans annonçait, dans son numéro du 6 août 1792, l'apparition de l'Instruction Pastorale de la Boussinière. Le correspondant, sans doute ecclésiastique, qui présentait le volume au public, achevait son article par une critique sévère des mœurs de quelques membres du clergé nouveau. « Dans une péroraison touchante, disait-il, le prélat donne à ses coopérateurs d'utiles leçons, dont il est bien à désirer que plusieurs profitent. Les vices du clergé furent toujours les principales causes des malheurs de la religion et on ne peut dissimuler que l'inconduite de certains ministres constitutionnels a peut-être plus fait contre la Constitution, auprès de beaucoup d'esprits, que tous les sermons capiteux ou incendiaires des prêtres réfractaires. C'est le cas de dire, avec un auteur estimable, à ces prêtres, dont tout le patriotisme est dans les paroles, ces mots de saint Pierre : *Velamen malitiæ habentes libertatem* : vous êtes donc les ennemis de la liberté !... Vous servez les ennemis de l'ancien despotisme mieux que l'ont su faire les plus vigoureux apologistes de la tyrannie. Vous justifiez, autant qu'il est en vous, leurs regrets et leurs murmures. Vous leur donnez sujet de dire, d'un ton insultant et avec un air de triomphe : « Voilà donc les fruits de cette liberté si vantée ; voilà les prêtres qui se disent patriotes. Aussi tous les vrais patriotes doivent-ils réclamer contre cette usurpation et vous citer au tribunal du public comme des ennemis de la religion et de la patrie... qui, loin d'être de dignes minis-

tres de l'Église, ne sont pas mêmes d'honnêtes gens. Car pourquoi vous paie-t-on ? Ce n'est assurément pas pour que vous prêchiez les vices par vos scandales moraux et politiques. La nation française n'entend pas perdre son argent ; et ce serait plus que le perdre de salarier de tels prédicateurs » (1).

Le ton de ce document, les circonstances aussi où il vit le jour doivent-ils jeter la suspicion sur l'ensemble du clergé conformiste de la Sarthe ? Depuis trois mois environ, presque tous les insermentés étaient disparus ; les uns avaient fui hors du diocèse, les autres avaient été internés au Séminaire ; leurs concurrents étaient donc restés seuls en contact avec les populations à diriger et à édifier. N'est-il pas surprenant que ce soit à ce même moment qu'un de leurs partisans leur adresse l'admonestation émue que l'on vient de lire ? Qu'il ait fait choix, pour exprimer ses craintes, d'un journal d'ordinaire éloigné de toute polémique, dédaigneux même de tout « reportage » et strictement cantonné dans le domaine des affaires ?

Pour sévère que fût la critique, les conditions même où elle fut formulée garantissent donc qu'elle n'était pas absolument sans fondement. Une première fois — puisqu'il s'agit des mœurs du clergé — la question du célibat ecclésiastique avait été portée à la tribune des Amis de la Constitution, en octobre 1791. L'abbé Guiard, aumônier constitutionnel de l'Hôpital du Mans, avait lu au club son « ouvrage trentenaire sur le mariage des prêtres », et démontré que ceux-ci « avaient un physique plus sensible que les autres citoyens. Ils sont donc hommes — conclut, en un langage un peu obscur, le *Journal général*, auquel l'on emprunte ces détails — et à ce titre susceptibles de préjugés et d'erreur ; la prestation du serment les rend

1. *Affiches du Mans*, n° 32, p. 127.

seulement éligibles aux fonctions du culte » (1), c'est à-dire ne les préserve pas, par sa vertu propre, de toutes les défaillances possibles. Deux années devaient se passer avant que les faits vinssent appuyer cette thèse, mais dès le mois de mai de 1792, l'un des vicaires épiscopaux, Jean Marie Avenant reprenait plus hardiment le thème de Guiard, devant le même auditoire ; il faisait appel en outre à la « théologie de la raison » pour revendiquer les droits de la nature. Par un « ingénieux calcul », il établissait qu'un prêtre au plus sur cent était fidèle à la promesse de chasteté qu'il avait faite. Une polémique s'en était suivie entre ce jeune prêtre et Costin, supérieur du Séminaire (2). Si l'on fait abstraction des arguments invoqués de part et d'autre, dans la correspondance échangée à ce sujet, si l'on tient compte par ailleurs de l'état de l'opinion à ce moment, il est hors de doute que le public manceau vit, sans indulgence, une partie de l'entourage épiscopal se fourvoyer dans ses tentatives d'affranchissement des règles reçues : l'indépendance réclamée trop impérieusement lui devait paraître libertinage.

A vrai dire la Boussigère avait été assez peu heureux dans le recrutement de quelques-uns de ses collaborateurs immédiats. Dès le 15 mai 1791, un mois après son installation, le *Journal général du département* avait publié les noms des ecclésiastiques désignés pour composer son conseil. Cette liste, comme celle des directeurs du Séminaire, fut modifiée sur le champ puisque, au lieu et place de prêtres qui, comme Anfray, ne remplirent jamais leurs fonctions, on devait en insérer d'autres comme

1. *Journal général du département*, n° 36 (6 novembre 1791), p. 285.

2. *Affiches du Mans*, n° 23 (4 juin 1792), p. 90 ; *Courrier patriote*, n° 17 (27 mai), p. 139 ; *Défenseur de la vérité*, n° 20 (14 juin, supplément).

Pigalle, « prêtre sacristain », qui commença d'exercer le 24 avril ; Fréart, « vicaire de la Cathédrale » depuis le 2 mai ; Le More et Régnier, installés en septembre et en novembre de la même année (1). Le prélat s'était montré fort éclectique dans son choix et désireux soit de complaire à quelques électeurs influents, qui avaient décidé de sa nomination, soit de gagner les suffrages de la majorité des ecclésiastiques. Des curés comme le vieil oratorien Thou-vrey, de Saint-Vincent ; Paulmier, de Ballon ; Hamelin, d'Aigné ; Le Bleu, de Montbizot ; des vicaires comme Mauxion, de Courcebœufs ; Avenant, de Brûlon, apparenté sans doute au procureur syndic du district du Mans ; Chevalier, de Congé-sur-Orne ; ou même Suet-Latour, ci-devant chapelain de St Pierre-la-Cour, devaient lui assurer l'adhésion du clergé des paroisses. Deux de ceux-là avaient pu aussi s'indiquer à son attention, par le seul fait qu'ils étaient des rares prêtres du Mans qui se fussent sermentés. A côté d'eux se rencontraient des professeurs : Pépin et Pôté. D'anciens religieux ; le génovéfain Boulenger, que l'on verra chargé d'une mission secrète du Comité de Salut public dans la Sarthe, en 1793 ; les bénédictins Fréart et Roustel complétaient le « presbytère » décrété par la Constitution civile.

Suivre les différents vicaires épiscopaux dans les fluctuations de leur vie publique ou privée, religieuse ou politique, dépasserait le cadre de cet essai. Mais on ne peut que regretter d'avoir à soupçonner quelques-uns d'eux, d'après leurs aveux ou leur conduite postérieure, de tenir en médiocre estime leurs engagements envers l'Église, dès l'époque de leur nomination. En tout cas il est plus que probable que certains d'entre eux étaient visés par l'article

1. Pour les noms et les dates ci-contre, Cf. A. M. du Mans, *État civil* 1791 et 1792.

précité des *Affiches du Mans*. Ce sont vraisemblablement les mêmes que Philippeaux félicitait, en septembre 1792, « de marquer par une plus grande somme de vertus civiles que de vertus, ou, ce qui revient au même, de charlataneries cléricales » (1). Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls à être découverts par cet inquiétant éloge. Avec eux étaient atteints un Bossé, curé intrus de St-Calais ; un Pipet, élu curé de Conflans, aussi tristement célèbres par leur terrorisme farouche que par leurs débordements. Avec eux aussi était frappé Jourdain, vicaire de St-Benoît, auquel on pourrait joindre son collègue, de crapuleuse mémoire, Michel Simon Hallopé.

Il ne s'agit évidemment ici que d'une poignée d'hommes, mais si remuants, si turbulents, si empressés de se pousser par tous moyens à la tête des politiciens manceaux, qu'ils détournaient violemment sur eux l'attention et laissaient dans l'ombre la majorité paisible du clergé. Même dans celle-ci on trouverait sans doute quelques prêtres infidèles à leurs devoirs ; mais le total en serait peu élevé. Que l'on consulte les notes conservées aux archives départementales et publiées par M. Fleury, pour un seul de nos districts ; aussi bien celles de l'an II que celles de l'an XIII démontrent que la majeure partie des constitutionnels est tenue pour irréprochable par les autorités civiles (2). Celles-ci jugent, l'on en convient, du point de vue strictement administratif ; leurs appréciations risquent par suite d'être incomplètes et fausses. Mais elles peuvent s'élargir et, dans la conduite des assermentés, considérer le côté moral et religieux — la probité professionnelle, si l'on peut ainsi

1. *Défenseur de la vérité* n° 33 (13 septembre), p. 262.

2. A D., L 375 et V. 8. — G. Fleury, *La ville et le district de Mamers, durant la Révolution*, t. III, p. 63.

parler — sans cesser d'être favorable à l'ensemble. L'on objectera leur faiblesse, aux plus mauvais jours de l'hébertisme, la remise de leurs lettres de prêtrise et le mariage d'un certain nombre d'entre eux. Sur ce dernier point des explications, empruntées aux circonstances, seront apportées plus tard, qui atténueront peut-être, dans quelque mesure, la culpabilité des défaillants. Sur le premier, l'on peut et l'on doit citer, à la décharge de presque tous, les innombrables obstacles qu'ils élevèrent pour garder leurs titres sacerdotaux. Sans doute, dans l'occasion, l'attitude de la plupart manqua d'héroïsme ; mais leur obstination à ruser, pour soustraire les précieux diplômes aux investigations pressantes et obstinées de l'administration, démontre jusqu'à l'évidence la sincérité, la profondeur, la ténacité de leur attachement à la religion.

Pour résumer en quelques mots le jugement qui semble le plus exactement le qualifier, l'on pourrait donc dire du clergé jureur de la Sarthe qu'il était composé en très grande majorité de prêtres réguliers et estimables : hommes sans grand caractère peut-être, mais qui, dans des circonstances ordinaires, eussent rempli intégralement les obligations de leur charge. Ces appréciations paraîtraient-elles de prime abord trop modérées qu'elles surprendraient moins après réflexion. Le nombre fut infime des intrus venus chez nous de diocèses étrangers, où ils étaient à tout le moins suspects, et des anciens religieux en rupture de vœux ; or ce sont ces deux classes d'ecclesiastiques qui, dans d'autres départements, donnèrent l'exemple de l'inconduite. Recrutés presque entièrement sur place, nos constitutionnels ne comptèrent guère dans leurs rangs que des curés restés en fonctions et des vicaires élus dans des paroisses proches de celles où ils exerçaient. Maintenus les uns et les autres dans leur milieu, l'estime dont ils avaient joui jusque-là, la religion même des populations eussent empêché, s'il eût

été nécessaire, que le total de ceux qui se seraient définitivement écartés de leur devoir ne devînt trop élevé.

V

De ce qui précède il suit qu'une fraction du clergé, la moindre par son chiffre, la plus considérable par le bruit élevé autour d'elle, échappa de bonne heure à la direction réelle de Prudhomme. Conséquence plus désastreuse des tendances affichées par ce groupe : son manque de réserve, ses relations ouvertes avec les partis les plus avancés du Mans ont dû contribuer pour une bonne part à retenir la majorité loin du prélat. C'est du moins ce que l'on peut inférer d'un factum manuscrit de 1792, écrit anonyme qui presse ironiquement la Boussinière de rompre avec le compromettant Philippeaux, chef incontesté de cette cohorte de religion douteuse (1).

Au reste, pour écarter immédiatement de l'évêque élu la masse des ecclésiastiques sermentés, il avait suffi de rappeler les principes du droit. De ces derniers les condamnations de Gonssans, plus encore que celles de Pie VI, tirèrent la meilleure de leurs forces. Le Bref du 13 avril 1791 frappait des mêmes censures — la suspension, puis l'irrégularité en cas de continuation de leurs fonctions — les simples jureurs qui ne se rétracteraient pas dans le temps qui leur était fixé, aussi bien que les intrus. Celui du 19 mars 1792, marqua un léger recul sur le précédent, en établissant une distinction nette entre ces deux classes. La dernière monition canonique y fut restreinte « aux

1. A. D., L 272 (Dossier M. Chenais).

évêques consécrateurs ou assistants, aux évêques intrus, et à leurs vicaires, aux curés intrus, aux vicaires et aux autres prêtres délégués ou approuvés par les évêques intrus » (1). Pour ceux qui n'avaient que juré l'excommunication fut tenue à l'état de menace conditionnelle et peu redoutable, parce qu'elle était à échéance indéterminée.

En fait Mgr. de Gonssans avait séparé de même les conformistes en deux catégories ; il avait retiré leurs pouvoirs à tous les intrus, tandis qu'il n'avait pas même condamné formellement les ecclésiastiques qui n'avaient que prêté le serment. Il avait fait sienne, quoique en termes moins nets, la différence reconnue par l'évêque de Langres entre les uns et les autres : les derniers avaient seulement « scandalisé l'Église, sans se séparer d'elle » ; les premiers divisaient son unité, en usurpant des places canoniquement occupées par des prêtres non relevés de leurs fonctions. Car tel était bien le droit en vigueur, que rappelait le même La Luzerne. « Les évêques et les curés exercent disait-il, une mission et une juridiction spirituelles. Ils n'ont pu en être revêtus que par la puissance spirituelle et conformément aux règles qu'elle a tracées. Ils ne peuvent en être privés que par la même puissance et d'après les mêmes règles canoniques » (2), c'est-à-dire, comme l'écrivait l'évêque du Mans, « par une démission libre et volontaire, acceptée par l'Église, ou par un jugement canonique » (3).

Pour regarder comme nonavenus tout ou partie de ces actes de l'autorité ecclésiastique, les jureurs ne manquaient ni de prétextes ni peut-être même de raisons. L'absence

1. *Bref Novæ hac litteræ*, § XXVII.

2. *Instruction donnée par l'évêque de Langres*, § IX et XI.

3. *Avertissement et ordonnance de M. l'Evêque du Mans relativement à l'intrusion*, p. 4.

des formalités, ordinairement employées pour la signification et publication des ordonnances, était une de celles que prévoyait Gonssans. Les bruits de mise en circulation de fausses Bulles, le défaut d'homologation des Brefs par le pouvoir civil étaient également autant de motifs à alléguer, pour contester l'authenticité de tous les documents dirigés contre le serment. Certains, — le curé de Fresnay par exemple — ne se firent pas faute de les invoquer ou d'arguer de leurs doutes pour défendre leur bonne foi (1).

Mais sur le terrain des principes, sur les droits en matière de succession aux bénéfices, les hésitations étaient presque impossibles. L'enseignement, l'usage et même l'intérêt, tant présent qu'à venir, des curés s'accordaient pour faire des prêtres élus à des postes non vacants autant « d'usurpateurs sans mission légitime ». La conduite à tenir envers eux s'indiquait d'elle-même aux ecclésiastiques et aux laïcs.

A ces derniers, l'évêque de Langres résumait d'un mot leur devoir : s'abstenir d'une communication schismatique avec ces faux pasteurs. Plus explicitement, celui du Mans leur défendait de « recevoir les sacrements de leur main, d'assister à la messe et aux offices divins qu'ils célébraient ». Aux autres l'*Instruction pastorale* dictait la conduite suivante : « Ils ne reconnaîtront point l'intrus qui osera usurper notre place ; ils n'en feront point mention dans le canon de la messe, n'auront aucun égard à ses instructions, mandements et ordonnances ; ne se rendront point aux synodes qu'il pourra convoquer ; ne l'assisteront dans aucune cérémonie ; ne recevront de sa main ni permissions, ni dispenses ; enfin ils s'interdiront soigneusement

1. Cf. *Registres de rétractations* (Rétract. de Poilvilain, Lorgerye, Coupel, etc) et *Mémoire justificatif de la conduite de F.-G. Besnard*, p. 42.

toute relation avec le faux pasteur » C'était là désigner expressément presque tous les actes compris dans la dénomination juridique de *communicatio in divinis*.

Il était facile d'obéir à ces prescriptions, en ce qui regardait la prière du canon, parce qu'elle restait le secret du célébrant. De même la désignation au prône se pouvait masquer sous quelque formule impersonnelle. Quant à la juridiction, aucun curé, à l'exception des intrus, n'eut à la solliciter. Il en allait autrement pour les pouvoirs des vicaires ; en droit ils étaient simplement délégués ; en fait ils avaient été retirés par Gonssans à tous ceux qui entretenaient en relations avec l'évêque constitutionnel. Toutefois, pour rassurer ceux-ci, une théorie moyenne fut répandue par la presse, qui fit taire tant bien que mal les scrupules ; les curés auraient été qualifiés pour leur donner légitimement une participation à leur propre juridiction. Sous sa forme explicite, cette thèse, dont l'*Adresse à tous les fidèles qui veulent persévérer...* dénonçait les tendances hérétiques, était peut-être nouvelle. A la regarder de près, elle n'était qu'une extension spécieuse des prétentions que l'on a vu exposer par les pasteurs du second ordre, au chapitre troisième de cet ouvrage. Aucun texte légal, aucune décision administrative n'appuyait cette théorie, mais elle était une concession aux visées ambitieuses d'une fraction du clergé ; il n'en fallait pas plus pour la faire accepter, duper ainsi quelques esprits superficiels, endormir des consciences soucieuses avant tout de n'être pas inquiétées.

Des vicaires restèrent dès lors en fonctions, malgré le retrait de leurs pouvoirs anciens par l'évêque légitime, et sans en avoir obtenu de nouveaux de son successeur. Ainsi en fut-il à Nogent-le-Bernard, à Mézières-sous-Bal-

lon, à Loué, etc... (1). Il n'est pas impossible que même des habitués aient ainsi reçu une sorte de mission apparente, qu'ils aient essayé par là d'échapper à l'obligation d'entrer en relations avec Prudhomme. Ce serait pour couper court à ces tentatives que l'administration départementale, en enregistrant la nomination de quelques-uns d'entre eux, leur aurait enjoint expressément de reconnaître celui-ci ; ainsi fut-il pour le P. Messelet, à la Ferté-Bernard (2).

Personne ne pouvait retrouver effectivement par ces moyens une autorité que refusait celui-là seul qui avait qualité pour la conférer. Mais ces misérables subterfuges témoignent au moins d'un état d'opinion qu'il importait de noter. De nombreux prêtres, en y recourant, prouvèrent qu'ils ne consentaient à aucun prix à tremper dans l'intrusion. Beaucoup également répondirent par une fin de non-recevoir au choix fait de leurs personnes par les électeurs, pour gouverner des paroisses. Il leur répugnait soit de se « pouiller, dans la place d'honnêtes gens chassés de leur poste », soit de recevoir l'institution canonique d'un « soi-disant évêque », qui ne pouvait la donner. L'on a vu trois prêtres refuser la cure de la Couture, en avril 1791. En mai, les abbés Bonsergent, Brillet et Belloire déclinaient l'offre qui leur était faite de celles de Saint-Calais, Sainte-Cérotte et Évaillé, au district de Saint-Calais (3) ; dans celui de la Flèche, les trois frères Tendron n'acceptèrent pas plus leur nomination à celles du Lude, de Dissé-sous-le-Lude et Requeil (4). De quelques prétextes que

1. *Registres de rétractations*, n° 131, 59 ; *Mémoire justificatif de la conduite de F.-G. Besnard*, p. 59.

2. A. D., L 351.

3. *Ib.*, L 388, f° 5.

4. *Affiches de la Flèche* (23 mai 1791), p. 8. — *Journal général du département*, 19 juin, p. 187.

fussent colorés ces refus : état de santé, attachement de vicaires à leurs curés, etc ; quelque flatteuses que soient les formules sous lesquelles ils s'enveloppaient, on en pourrait citer un trop grand nombre, même en 1792, pour ne pas conclure de leur ensemble à une protestation muette contre l'éviction des insermentés. « Mes idées s'embrouillent plus particulièrement sur l'article des nouveaux évêques et curés constitutionnels, écrit le 19 juin 1791, le curé de Sceaux-sur-Huisne, au district de la Ferté-Bernard. Plus j'examine cet article, et moins je vois clair. En conséquence, comme je veux toujours avoir ma conscience pour amie, je ne me déclarerai que lorsque je verrai que ces nouveaux pasteurs tiennent leur mission de l'Église de Jésus-Christ... Je vous avoue franchement que j'irais contre ma croyance, si j'acceptais la cure de Tuffé, j'ai refusé comme vous le savez, celle de la Couture... » (1).

On le voit ici, les jureurs qui se récusent ainsi répugnent invinciblement à se prêter à l'intrusion. Entre autres témoignages de leur volonté presque unanime d'éviter un contact schismatique avec le chef de cette hiérarchie sans pouvoirs légitimes, le plus significatif est fourni par l'état civil des communes.

Humbles cahiers des paroisses rurales et volumineux registres des villes avaient été jusque-là, par les dispenses qu'ils consignaient, la preuve éloquente de l'influence persistante de la législation ecclésiastique. Ces appels multipliés aux évêques dûment institués, pour en obtenir des autorisations d'ondoiements parfois, le plus souvent de mariages entre parents, en temps prohibé, ou plutôt encore avec exemption des formalités de publicité requise, indiquaient que la sève chrétienne circulait normalement dans la société. Tout à coup, les feuilles qui nous rensei-

1. A. D. L 374.

gnaient sur son mouvement cessent de le manifester ; ces listes se vident de leur sens catholique et deviennent des nomenclatures sèches et monotones, utiles au plus pour les seuls généalogistes. A de très rares exceptions près, à Loué, Neufchâtel et Soulligné-sous-Ballon (1), par exemple, les curés négligent, depuis ce mois de mai 1791, d'enregistrer les dispenses dont auraient bénéficié les futurs conjoints. S'ils les ont obtenues de Jouffroy-Gonssans, la prudence leur commande de ne pas mentionner l'intervention d'un pouvoir que la loi ne reconnaît plus, Si au contraire ils les ont sollicitées de la Boussinière, quelle raison ont-ils eue de ne pas les inscrire ? Qui les rend subitement et presque tous si discrets, si réservés ? Leur silence à peu près unanime autorise à conjecturer qu'ils n'ont pas voulu recourir à l'intrus. Quelques-uns, qui s'y sont hasardés, ne l'ont fait qu'indirectement, comme le curé de Spay (2) ; ils ont laissé aux parties le soin de se faire délivrer les autorisations dont ils avaient besoin (3).

1. Cf. A. M., de Loué, Neufchâtel, Soulligné-sous-Ballon (*État civil* 1791 et 1792).

2. A. M. de Spay, *État civil*, 1792.

3. Sans vouloir entamer ici une discussion juridique sur le caractère à la fois religieux et civil du mariage sous l'ancien régime, l'on croit devoir citer l'argumentation par laquelle le curé d'Arçonnay, quand il se rétracta, le 7 juin 1795, essaya de justifier l'usage d'une dispense ainsi obtenue. « J'ai fait dans une paroisse, un mariage sur une dispense de bans accordée par M. la Boussinière (*sic*). Je ne le fis pas sans réflexion. J'estimai la publication des bans de mariage établissement purement civil : la dispense en appartenait (donc) à celui que la loi de l'État établissait *ad hoc*, et alors le monarque avait sanctionné la loi qui donnait le pouvoir de dispenser à l'évêque constitutionnel. J'ai depuis consulté sur ce fait des ecclésiastiques éclairés ; jamais je n'ai manqué à la foi. Dans ce sentiment, je crus cependant qu'il était de mon devoir de faire au prône les publications de bans, l'Eglise se servant de ce moyen, pour assurer avec plus de certitude le fruit du sacrement. Je refusai donc de faire, dans ma paroisse, deux mariages, parce que cette formalité n'avait point été remplie ; j'eusse toujours demeuré fidèle à cette

Nous n'avons guère apporté jusqu'ici que des preuves négatives de l'existence d'un parti de sermentés se refusant à entrer en relations avec Prudhomme ; il en est pourtant de positives. La Manouillière avait déjà remarqué que presque personne n'avait voulu des huiles consacrées par ce prélat, le Jeudi Saint, 21 avril 1791. Quelques prêtres avaient-ils manifesté à ce moment-là l'intention de s'abs tenir de tous rapports avec lui ? On peut le conjecturer, d'après une lettre du département au directoire du district de la Ferté-Bernard. « Il en est de même, écrivait-il, du curé de [La Chapelle] Saint-Rémy comme des curés de Sceaux et de Duneau ; dès qu'il vous sera constant que le curé de Saint-Rémy refuse de connaître l'évêque constitutionnel, il faut procéder à son remplacement » (1). L'on sait par ailleurs que le curé et le vicaire de Ségrie, sermentés douteux, furent mis en demeure par l'administration du district de Fresnay de promettre soumission au chef élu du diocèse, sous peine de voir supprimer leur traitement (2).

Ce sont là des exemples isolés. Néanmoins de nombreuses pièces, relatives au district de la Ferté-Bernard, obligent de penser que tous les ecclésiastiques fonctionnaires de cette circonscription furent requis de signer un acte de reconnaissance du nouveau prélat. Pour le reste du département, l'administration centrale commença sans doute par faire sienne l'interprétation de deux vicaires de Bonnétable. Ceux-ci déclarèrent à leur municipalité, le 30 juillet, « qu'en prêtant leur serment ils s'étaient conformés à la loi, qu'ils reconnaissaient M. Prudhomme pour

règle, si une lettre du ministre de l'Intérieur n'eût défendu de faire la publication des bans, en tout autre lieu qu'à la maison commune » (*Registre de rétractations*, n° 179).

1. A. D., L 153, n° 525.

2. *Ib.*, L 374.

évêque constitutionnel et avaient toujours entendu communiquer avec lui *in divinis* » (1). Le curé et le vicaire de Saint-Ulphace invoquèrent le même lien logique entre la promesse de fidélité à la Constitution et l'acceptation de la juridiction de l'intrus, pour se refuser à dévoiler explicitement leurs intentions. « Ils ne connaissent point, dirent-ils, de loi qui les obligeât à particulariser leur serment ; le leur ayant été accepté, ils regardaient comme hors de place la question qui leur était faite... » (2) Leurs dénégations n'eurent pas de suites fâcheuses pour eux. Ils restèrent en fonctions jusqu'à la suppression du culte, quoique le dernier d'entre eux en particulier n'eût « jamais communiqué avec le prélat, de quelque manière que ce fût » (3).

Le silence se fit, pour quelques mois, sur ce sujet. Le pouvoir civil put même croire, un instant, que son protégé avait cause gagnée. L'examen du registre des rétractations révèle en effet qu'un chiffre assez élevé de prêtres lurent en chaire des fragments de l'Instruction pastorale éditée, en septembre 1791, par l'intrus ; d'autres donnèrent connaissance à leurs fidèles de la circulaire du 10 février 1792, par laquelle il tempérait la rigueur du carême et annonçait à ses subordonnés qu'il correspondrait avec eux par l'intermédiaire du département (1).

Ce fléchissement était-il dû surtout à un désir de tranquillité ? Ceux qui firent cette concession la regardèrent-ils, sur le moment, comme sans importance réelle ? Ils la confessent comme une faute véritable dans leurs rétractations de 1795, sans s'expliquer sur les motifs qui la leur inspirèrent.

Mais, au mois de mai 1792, devant la perspective d'une

1. A. M. de Bonnétabelle. DII, n° 66.

2. A. D., L 374.

3. *Registre de rétractations*, n° 98 et 84.

4. A. D., L 374.

adhésion formelle au schisme, d'une coopération effective dans l'administration des sacrements, le plus grand nombre s'insurgea de nouveau ; ce fut encore la distribution des huiles consacrées qui provoqua ce réveil de l'opposition. « Monsieur Jollivet, curé d'Assé-le-Boisne, — écrit à Prudhomme le procureur syndic du district de Fresnay — m'ayant chargé d'informer Messieurs les curés des chefs-lieux de canton qu'il avait reçu les saintes huiles pour tout le district et de les inviter d'en faire prendre chez lui, chacun pour son canton, je me suis acquitté de cette commission avec d'autant plus d'empressement qu'elle me fournit l'occasion de distinguer et de vous faire connaître ceux qui sont véritablement dignes de la place qu'ils occupent.

M. le curé de Fresnay, dont vous avez déjà éprouvé les refus, vient de répondre, à l'invitation que je lui ai réitérée, tant en votre nom qu'en celui de M. Jollivet, que je pouvais l'inscrire à la tête de la colonne de ceux qui n'ont pas besoin d'huiles. Je vous laisse, Monsieur, le soin d'apprécier le mérite de cette réponse et de me prescrire la conduite que je dois tenir à cet égard, pour que la paroisse ne reste pas au dépourvu.

Quoiqu'il ait plu à quelques-uns de qualifier la surveillance que j'exerce sur ces prêtres inconstitutionnels (*sic*) du nom de délation, je vous prie de croire, Monsieur, que je mettrai toujours au rang de mes devoirs les plus importants de dénoncer à votre censure les actes attentatoires à votre autorité comme infraction à la loi » (1).

La pression administrative, dans la circonstance, restait-elle localisée ? Ses résultats surtout seraient intéressants à connaître. Mais, pour savoir quels ils furent, nous n'avons que des registres de rétractations très incomplets et dont les dates, sur le point spécial qui nous occupe, manquent

de la précision indispensable. Ce qui est certain, c'est qu'à la mi-juin, le département ne songeait pas à désarmer, que, refusant, à cette époque, la mise à la retraite du curé de Sainte-Cécile, il s'appuyait sur des motifs qui font douter du succès de son intervention antérieure. « Considérant, disait-il, qu'il est nécessaire de s'assurer si le sieur Michel est véritablement accablé d'infirmités... ; qu'il est d'autant plus intéressant que la municipalité donne sur cet objet un avis motivé qu'il est plus important que jamais pour l'administration d'être éclairée sur des demandes de cette nature ;

Que le directoire ne peut pas être trop en garde contre les ecclésiastiques fonctionnaires publics qui, *ne voulant pas reconnaître la juridiction du nouvel évêque malgré leur serment*, emploieraient différents moyens pour abandonner leurs fonctions et se faire encore rétribuer par la nation... ;

Que les certificats des municipalités ne sont souvent que des certificats de complaisance aveugle... ;

Le directoire arrête... renvoi au directoire du district..., aux fins d'obtenir des renseignements plus motivés » (1).

Or, à cette époque, la proclamation du danger de la patrie était proche. De graves événements allaient se succéder, sans accorder de répit à l'autorité civile : déportation des réfractaires, insurrections de la région de Brulon et bientôt après menaces d'invasion des Vendéens suivies de leur entrée au Mans, avec les complications dues au recrutement et à la pénurie des subsistances. La question religieuse devait par suite passer à l'arrière-plan et laisser très probablement l'administration départementale indifférente. Celle-ci s'était d'abord abstenue ou à peu près, soit par dédain de ce qu'elle aurait regardé comme une simple

1. A. D., V $\frac{21}{3}$, p. 328.

chicane de théologiens, soit par crainte de jeter dans une opposition ouverte la seule fraction du clergé qui eût pris parti pour la Constitution. Cette méthode de temporisation convenait bien au caractère manceau. Puis les ralliements successifs au serment la justifiaient ; ils donnaient à croire que, dans un avenir peut-être assez proche, les semi-constitutionnels franchiraient l'unique pas qui les séparait d'une pleine acceptation de la législation.

La politique générale étouffa ces espérances avant qu'elles furent réalisées. Il est donc probable que le prélat intrus resta discuté et subi plutôt qu'accepté, jusqu'au jour où lui-même abdiqua ses fonctions. Le 17 août 1791, il avait été reçu solennellement à Coulans, commune où étaient situés ses biens patrimoniaux (1) ; en janvier 1792, il avait béni deux cloches dans la paroisse voisine d'Épineu-le-Chevreuil (2) : ces deux fêtes avaient été sans lendemain. Il convenait lui-même, dans sa circulaire du mois suivant, qu'il en était encore à envisager quand et comment il pourrait entreprendre la visite de son diocèse.

De toute cette documentation il appert qu'à la moitié de l'année 1792, une bonne partie des prêtres jureurs — car, à cette date, les réfractaires ont quitté les paroisses — refuse de se soumettre à l'autorité de la Boussinière. Sur cet autre point la législation relative au clergé était tenue en échec. Le titre de semi-constitutionnels convient donc seul pour désigner les nombreux ecclésiastiques qui, ayant promis de maintenir la Constitution, en rejettent en fait des dispositions essentielles, par respect du droit ancien. Ce sont les mêmes que, dans le diocèse voisin de la Mayenne, Villars, l'évêque élu, désignait au Pape comme obéissant à la législation sur le clergé « par crainte de dangers pour l'État et la religion, quoiqu'ils n'eussent pas adhéré à tous

1. *Journal du département*, n° 35 (30 décembre 1791), p. 275.

2. A. M. d'Épineu-le-Chevreuil, *État civil*.

les articles du décret » (1). Presque autant que la suppression du culte en l'an II, l'attitude de ces prêtres explique la facilité avec laquelle ils se rétractèrent, en 1795, quand fut proclamée la liberté religieuse. Plus de trois cent cinquante défections, sur un total de cinq cents membres au plus, laissèrent alors l'évêque à la tête d'un clergé singulièrement amoindri : quand il réunit son premier synode, en 1800, son petit troupeau ne comptait plus que soixantedouze adhérents présents ou représentés (2).

1. *Lettre de M. Villars à N. S. Père le Pape*, 4 pag. in-8°, Paris 1791 (sans nom d'imprimeur).

2. *Procès-verbal du synode tenu au Mans, les 23-25 sept. 1800.*

CHAPITRE VIII

Troubles religieux de la fin de 1790 au mois de juin 1791.

- I. — Caractères généraux des troubles survenus depuis 1791 : immixtion du peuple dans les querelles religieuses et ses causes ; prédications pour ou contre la Constitution ; influence de la presse : appel des deux partis à l'opinion. — Nature de cette immixtion : incapacité de la foule à juger des questions qui lui sont soumises ; son inaptitude à les saisir ; déformation spontanée des arguments proposés ; violences et voies de fait.
- II. — Causes générales des troubles : discussions sur la valeur des pouvoirs des intrus ; présence simultanée dans les paroisses des anciens et des nouveaux pasteurs.
- III. — Premiers troubles dans les églises ; leurs causes : suppression des droits honorifiques, bancs réservés, carillon, etc. — Tentatives d'intimidation à l'occasion des premières prestations de serment.
- IV. — Murmures du clergé contre les innovations religieuses et les exigences administratives. — Premières attaques contre la Constitution, à Évaillé, Préval, etc. — Publication de l'*Avertissement et ordonnance* de Gonssans. — Modération parallèle du clergé et des autorités civiles.
- V. — Troubles résultant de la coexistence des cultes depuis mai 1791 ; contradictions entre les autorités locales, districts et municipalités. — Réglementation du 21 juin par le département ; fermeture de chapelles au Mans et dans le diocèse ; les réfractaires amenés à la clandestinité du culte.
- VI. — Répercussion des troubles à l'Hôpital du Mans ; tentatives de l'administration pour y faire reconnaître Prudomme comme supérieur spirituel ; refus presque unanime des sœurs ; leur expulsion.

I

Les luttes racontées jusqu'ici sont presque exclusivement circonscrites entre les représentants officiels des institutions nouvelles et le clergé, en tant qu'il est partie de l'ancienne hiérarchie sociale. Elles sont limitées ou à peu près entre les fonctionnaires d'une part, partisans et propagandistes attitrés des idées égalitaires, qu'il s'agit de faire triompher, et les membres du corps ecclésiastique d'autre part, défenseurs non moins qualifiés de l'état social qui va disparaître. A l'exception de rares incidents, il serait difficile de parler d'intervention populaire proprement dite, dans cette rivalité entre pouvoirs nouveaux et puissances qui déclinent. Jusque vers la fin de 1790, la foule, si prompte à s'émouvoir pour tout ce qui touche les questions économiques : circulation des grains, aides et autres impôts indirects, droits féodaux, etc., semble indifférente et comme fermée à tous les points de la réforme politique qui s'élabore. Mais, à partir de cette époque, les combats pour ou contre la Constitution prennent un aspect tout différent, dans la Sarthe. Le peuple — citoyens et fidèles, pour distinguer, d'après les dénominations d'usage, les points de vue opposés — entre en scène et, à la sollicitation des partis en présence, il prend une part effective à l'action qui se déroule. A côté de la bataille officielle, qui se poursuit à coups de mandements et d'ordonnances, d'arrêtés et de proclamations, obstinée et implacable mais le plus souvent correcte jusqu'à paraître froide, il convient de voir la fermentation qui va désormais agiter les masses populaires, d'en déterminer les caractères, les causes, d'en fixer les premières manifestations.

La chaire se transforme en tribune aux harangues, où patriotes et non conformistes rivalisent d'ardeur à démontrer la justesse de leurs vues et le bien-fondé de leur conduite. Que le serment se prête ou se refuse ; que les formules où il s'enferme soient pures et simples, ou conditionnelles et restreintes, des explications abondantes sont fournies aux assistants, pour légitimer l'attitude adoptée par chacun. Avant même qu'il soit imposé, l'opinion est agitée par les questions qu'il soulève. Le curé d'Évaillé, Michel Élie Dupuy, déclare publiquement que les décrets de l'Assemblée nationale ne tendent qu'à anéantir la religion (1). Celui d'Étival fait envisager à ses paroissiens les opérations de la Constituante comme des productions impies (2) ; Dorgueil, vicaire à Notre-Dame-de-Vair, prêche que « la Révolution actuelle ressemble en tout à celle qui s'est opérée en Angleterre, que celle-ci avait mis le schisme dans le royaume et qu'il en sera de même en France » (3). Par contre d'autres ecclésiastiques, comme les curés d'Asséle-Boisne ou de Bernay-en-Champagne, se jettent avec non moins de fougue dans le parti opposé. Ils tonnent en chaire, diront-ils, contre toutes les violences (4) ; ce qui ne les empêche pas de faire avec passion l'apologie de leurs idées, d'attaquer furieusement les aristocrates ou les non constitutionnels, d'ajouter enfin aux secousses qui agitent le corps politique, jusqu'à provoquer des troubles dans les églises.

Dans ces prônes, qui sont qualifiés d'incendiaires quand ils tombent des lèvres de membres de l'opposition, il n'est

1. A. D., L 387, f° 74.

2. *Ibid.*, L 71, p. 212.

3. *Ibid.*, L 379.

4. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre, *Reg. de rétractations*, n° 128.

pâs inoui de voir intervenir les assistants. A la grand' messe du 8 mai 1791, le curé d'Aubigné flétrit l'évêque d'Autun comme un sacrilège, parce qu'il a fait le serment ; il annonce que le pape va bientôt lancer l'excommunication contre les ecclésiastiques qui approuveraient la Constitution ; affirme que l'assemblée n'avait pas le droit de toucher aux biens ecclésiastiques donnés par différents legs pieux et finit par lire le Bref du 1^{er} mars. Le maire, prévenu par des officiers municipaux présents, entre dans l'église et enjoint au prédicateur de déclarer ce qu'il venait de lire. Celui-ci répond, sans hésiter, qu'il s'agit d'un acte du Saint-Siège, et qu'il ne lui a été notifié aucune interdiction d'en donner connaissance. Le maire lui réplique qu'il a publié tout ce qui était parvenu à la municipalité, par la voie du district, et le somme de lui remettre le texte incriminé ; ce que le prédicateur refuse, en disant qu'il n'en était pas le propriétaire (1). A Notre-Dame-de-Vair, la confusion fut plus grande encore : un gentilhomme, du nom de Tasche[r], pria le curé Papillon de continuer la lecture d'une ordonnance de Gonssans, après que le maire, Durand, lui eut intimé l'ordre d'y mettre fin (2).

La presse locale s'empare de nombre de ces discours, les répand, les multiplie et contribue ainsi pour sa part à aggraver la vivacité des polémiques. Qu'on feuillette les périodiques locaux qui viennent de naître : *Journal général du département* ; *Affiches de La Flèche*, et plus tard, *Courrier patriote*, *Défenseur de la Vérité* ; on verra que les rédacteurs ne laissent guère passer d'installation d'intrus, sans vanter les sermons « analogues à la circonstance » qui y furent prononcés, sans exalter la solidité des raisons

1. A. D., L 379.

2. *Ibid.*

étalées en faveur de la Constitution par les bénéficiaires du nouveau régime, sans combattre violemment leurs adversaires. Or, dans cette période tumultueuse, où les idées sont en perpétuel bouillonnement, la liberté de parler publiquement exerce, sur ceux qui en usent, une sorte de fascination qui en fait des orateurs intarissables. Toutes les circonstances deviennent prétexte à discours : assemblées primaires, réunions d'électeurs, fêtes de la Fédération, services pour les frères de Nancy, pour le maire d'Étampes, pour Mirabeau, pour l'anniversaire de Henri IV, etc.

Les opposants n'ont pas de journal local où exposer leurs opinions ; ils y suppléent par des libelles, en forme tantôt d'exposition doctrinale, tantôt de pamphlets.

La liste serait déjà assez longue de ceux-là seulement qui furent saisis ou dénoncés, comme répandus dans le diocèse : *Ordonnance de l'évêque de Soissons ; Maximes de l'Église catholique, apostolique et romaine, à l'usage des fidèles pendant le temps de schisme et de persécution ; Instruction à l'usage du peuple, propre à régler sa foi et sa condition envers l'Église, adoptée par la majorité des évêques de France ; Défense des deux religions ; Abrégé chronologique ; L'accord des vrais principes de l'Église contre la Constitution ; Petit catéchisme de l'intrus ; Catéchisme pratique ; Réponse au curé de Bérus, etc.*

Ainsi donc, de par la conduite des adversaires en présence, le peuple se trouve constitué juge des opinions. A qui donc au reste, si ce n'est à lui, les partis en présence en appelleraient-ils ? Les constitutionnels ont proclamé sa souveraineté et institué le régime de la discussion publique des opinions. Quant à leurs adversaires, ils auraient eu recours autrefois au roi, du moins en dernier ressort ; mais ils savent que l'autorité glisse de ses mains débiles, car les journaux de droite répètent, depuis 1790, qu'il a

cessé d'être libre. D'ailleurs, auprès du prince, il n'y a plus d'agent général pour représenter le clergé ; les assemblées plénières, que celui-ci tenait sous la monarchie ancienne, sont supprimées en fait. S'adresser à l'Assemblée nationale est également impossible, car la majorité a voté les mesures dont se plaignent les ecclésiastiques non jureurs. Faire de leur troupeau le juge de la condition où les réduit la législation c'est donc, pour ceux-ci, obéir à la pression des circonstances. Ce n'est aussi que précéder, dans la voie où ils entreront bientôt, les députés du clergé de la Sarthe qui signeront le *Compte rendu à leurs commettants*, d'août 1791, et la *Déclaration sur l'acte constitutionnel et l'état du royaume*, du mois de septembre suivant.

Était-ce au juste une si grande nouveauté pour le peuple de ce diocèse, d'être saisi des questions religieuses ? Combien de prédicateurs n'avaient-ils pas étalé devant lui des doctrines diverses sur la conduite à tenir envers les jansénistes ! L'on a mentionné déjà la curieuse polémique, ouverte par les capucins d'Alençon contre le curé d'Asséle-Boisne, qu'un de leurs missionnaires avait dénoncé en chaire, comme trop favorable à la secte. Il est facile de reconnaître, dans les lettres échangées entre le curé Leurson et les pères Benjamin de Vire et Tranquille, les principes de tolérance dont quelques-uns de nos prêtres s'inspireront, en 1791 et 1792, ou au contraire les conseils rigoureux d'éloignement absolu des intrus, que donnera la majorité d'entre eux. Ce qui est inattendu, c'est la part active que la foule, témoin jusque-là muet et impuissant, commence de prendre dans ces querelles théologiques ; c'est son intervention effective dans les questions disciplinaires et même dogmatiques. La loi, qui lui a remis l'élection des pasteurs, l'a constituée juge des personnes, indirectement aussi des opinions et des doctrines. En fait

l'Assemblée nationale a posé, devant la collectivité, les problèmes que la querelle du Jansénisme avait réservés autrefois à un public restreint et éclairé.

Or la masse n'a, surtout dans les campagnes, ni la culture nécessaire, ni la formation voulue pour se prononcer. Qu'il s'agisse du caractère orthodoxe ou schismatique de la Constitution, des droits respectifs de l'Église et de l'État, des modifications à apporter aux limites des diocèses ou même des paroisses, des conditions de l'institution canonique, de la valeur des sacrements selon qu'ils sont administrés par les jureurs ou les réfractaires, elle est également incompétente. Qu'importe ? Sa sympathie pour les principes nouveaux, ou son attachement pour les anciens pasteurs, lui tiendront lieu du savoir qu'elle n'a pas. Les épithètes injurieuses d'aristocrates ou d'enragés, de fanatiques ou d'intrus, de calotins ou de *purins*, avec lesquelles s'anathématisent les adversaires, lui fourniront en raccourci des arguments, suffisants pour motiver ses préférences doctrinales. De ces brèves qualifications, elle fera des armes de jet, légères, faciles à manier, que se lanceront les camps opposés.

De plus, à son incapacité foncière de se former un jugement fondé, sur les matières qui lui sont soumises, il faut joindre son inaptitude à les saisir et à les reproduire telles qu'elles lui sont proposées. René Janvier, curé de Boessé-le-Sec, avait fait communier les enfants de sa paroisse, quinze jours ou trois semaines après Pâques, en 1791. Comme les années précédentes, il leur avait dit, dans les conférences préparatoires à cette importante action, que ce serait peut-être la seule bonne communion qu'ils feraient de leur vie, parce que les adolescents « deviennent pour la plupart, en grandissant, dissipés et libertins ». La phrase, rapportée aux parents, par des bambins « élevés

très rustiquement, qui entendent très difficilement ce qu'on leur dit et le rendent très imparfaitement », fut élaguée, sans y prendre garde, par les auditeurs. Ainsi amputée des termes qui lui donnaient son caractère de lieu commun, elle prit, aux yeux des malveillants, un sens d'une précision injurieuse pour le successeur éventuel du curé réfractaire. Elle avait été, prétendit-on, une attaque délibérément dirigée contre cet intrus, une dénonciation des sacrilèges que commettraient ceux qui recevaient les sacrements de sa main (1). Frescher, vicaire d'Avesse, se vit l'objet, en juillet 1791, d'une inculpation analogue. On lui reprochait en outre, ainsi qu'à Gallet, ancien vicaire de Viré, d'avoir dit que les prêtres assermentés n'avaient aucun pouvoir ; que les baptêmes, les communions, les mariages et les autres sacrements qu'ils administreraient seraient nuls. L'un et l'autre répondirent en substance que c'étaient là des calomnies ; qu'ils n'avaient tenu de tels propos qu'à l'égard des intrus ; qu'un pareil langage ne pouvait s'appliquer aux prêtres assermentés qui continueraient leurs fonctions, dans les paroisses dont ils avaient été canoniquement pourvus (2).

Il s'agit ici de simples conversations. Les entretiens particuliers, autant que les sermons et les discours, servent en effet de matière à interprétations erronées, à discussions violentes, de prétextes à poursuites judiciaires. C'est sur les uns et les autres que Faissot, l'accusateur public près le tribunal du district de Sablé, se fonde, pour réclamer la condamnation des deux vicaires dont nous venons de parler. Ce sont également « les prônes et les sermons tenus dans les maisons par les frères Beucher, l'un curé, l'autre vicaire de Brûlon », que Chappe, le procureur de

1. A. D., L 374.

2. *Ibid.*, L Suppl. (Tribunal du district de Sablé).

cette commune, dénonce, en mai 1791 (1). A Marçon, l'intrus Gibert et quelques officiers municipaux se plaignent de même, à l'administration du district de Château-du-Loir, d'assemblées que l'ancien curé non conformiste et ses vicaires tiendraient à leurs domiciles personnels; de la lecture qu'ils y feraient d'écrits incendiaires, par lesquels « ils donneraient à croire que les prêtres qui avaient obéi à la loi étaient des intrus, des voleurs... incapables d'administrer les sacrements » (2).

Des maisons, où elle divise les époux entre eux et élève les uns contre les autres parents et enfants, la polémique religieuse descend dans la rue ou sur la place publique, ardente, passionnée, souvent violente jusqu'à dégénérer en rixe. S'inspirant du sermon du curé, des décrets de l'Assemblée et des mesures prises par le département ou le district, elle établit les valeurs respectives des messes célébrées par les nouveaux pasteurs, ou des sacrements administrés par les anciens. Tantôt elle arguë du mode de nomination aux bénéfices et plus encore des changements projetés dans les limites des paroisses, pour conclure que la législation modifie la religion; tantôt, au contraire, elle met en avant le maintien des formes traditionnelles du culte, pour démontrer que la Constitution n'innove rien. Elle s'attaque à tout, relève les propos, persifle les paroles, blâme les gestes, incrimine les attitudes; elle intervient, et souvent de façon brutale, jusque dans l'exercice des cérémonies religieuses. Car l'emportement et la violence sont encore des caractéristiques de l'immixtion du peuple dans ces controverses. Ce qu'il veut, il le veut de suite; pensées et désirs se transforment immédiatement en actes.

1. A. M. de Brûlon, DI, f^{os} 71-72.

2. A. D., L 417, f^o 110.

Avec lui, point de ces détours que suggère la prudence, que rend aisés la culture intellectuelle et morale. Il ignore et méprise les habiletés, qui conduisent au but par des voies certaines mais indirectes ; s'il éprouve une résistance, d'un réflexe inconscient il risque le geste qui la brisera.

L'on verra le maire de Saint-Mars-d'Outillé jeter la perturbation dans la fête des laboureurs de sa commune, en septembre 1790, par suite de ressentiments personnels contre le curé Patry et ses tenants. Des causes de tout autre nature aboutissent également à des voies de fait, qui provoquent des troubles au Mans, dans la paroisse du Pré, à la fin de novembre de la même année. Le curé intrus, Ledru, procédait, un dimanche soir, à la sépulture de la femme Godin ; les filles de cette veuve avaient voulu que la cérémonie se fît sans cierges ; grave manifestation d'antipathie pour la Constitution ! D'autant que la défunte et ses enfants, qui privaient ainsi l'assermenté de ses droits de cire, passaient pour le tenir en médiocre estime. Un nombreux peuple suivait le cadavre, depuis le moment où le clergé procéda à la levée du corps ; il murmurait que la décédée était une aristocrate, qu'il ne fallait pas l'enterrer dans la fosse mais au champ de la Grave ; les uns interpellaient les porteurs ; les autres s'opposaient à ce que le drap mortuaire fût posé sur le cercueil. Au moment de l'inhumation, des coups furent portés à Royer dit Saint-Mars, qui y procédait, sous prétexte qu'il pactisait ainsi avec l'aristocratie (1). Des incidents analogues sont relatés à Précigné (2) et à Saint-Symphorien, plus macabres en cette dernière localité. A en croire la municipalité, amie des réfractaires, le curé constitutionnel aurait refusé d'enterrer un mort qui n'avait pas voulu de ses sacrements ; il

1. A. D., L Suppl. (Tribunal correctionnel de la Sarthe).

2. A. M. de Précigné, *Délib.* (11 juin 1791).

aurait même « fait rompre le cercueil et découdre le drap » qui recouvrait le cadavre (1).

Le 14 juin 1792, une poignée d'habitants de Chassillé, parmi lesquels le domestique du curé intrus, se présentait chez René Angelier, maréchal-ferrant à Épineu-le-Chevreuil. La petite troupe n'avait pas seulement à lui reprocher d'avoir été condamné à quatre jours de prison, pour propos inciviques tenus au mois d'août précédent ; elle entendait lui faire expier le scandale qu'il donnait aux habitants de sa paroisse, par le travail auquel il se livrait les dimanches et fêtes, particulièrement à l'heure des offices. Elle fractura donc sa porte et brisa une partie de son mobilier ; elle assista ensuite à la messe de l'intrus, puis revint achever sa patriotique besogne. Le 16, sur plainte d'Angelier, le juge de paix du canton ouvrit une enquête ; un rassemblement se forma, qui l'accusa de soutenir les aristocrates et entrava l'information. Plusieurs gardes nationaux se détachèrent alors du groupe ameuté et s'en allèrent dans les maisons chercher sept ou huit enfants nés depuis un an ; sous prétexte qu'ils n'avaient pas été baptisés, ils les portèrent à l'église pour y recevoir le sacrement (2).

II

Qui voudrait tenter d'établir des responsabilités générales, en matière de troubles religieux, entreprendrait une étude plus spacieuse que bien fondée et vraiment sérieuse. Non qu'il soit difficile de découvrir des imprudences de

1. A. D., L 280.

2. A. D., L 262 ; A. M. d'Épineu-le-Chevreuil, *Délib.* (28 juillet 1792) ; A. M. de Loué, *DI*, f° 54.

langage, chez certains insermentés, et même parfois des violences d'expression regrettables, accompagnées, chez quelques-uns, de manœuvres destinées à faire évincer les curés installés à leur place. Mais les excès de même genre ne manquent pas du côté des conformistes : dénigrement, tracasseries, hostilités qui rendent illusoire et font échouer en définitive le premier essai de liberté des cultes, décrété par la Constituante. Enfin il ne serait pas impossible non plus de dénoncer les abus de pouvoir des administrations, non seulement inférieures comme les corps municipaux, mais des districts et du département même. Pratiquement, comme dans les questions d'espèce, l'examen des circonstances fournira des indications indispensables pour ce partage de responsabilités. Quelques remarques préalables s'imposent toutefois, qui, en notant la fausseté des situations, montreront que les froissements, les chocs, les luttes étaient inévitables, dans une de ces époques où les questions ne se posent plus en droit mais en fait.

Tout d'abord, à d'infimes exceptions près, l'ensemble de nos prêtres n'a point prétendu dénier au pouvoir civil son droit de légiférer en matière ecclésiastique ; l'unanimité, ou peu s'en faut, s'est bornée à affirmer que ce droit n'était pas absolu et illimité. En outre réfractaires et semi-constitutionnels ont été longtemps d'accord sur ce principe que l'Assemblée nationale n'avait pas qualité pour déposer les évêques et les prêtres hostiles au serment ; que leur démission prétendue était sans valeur réelle, comme dépourvue des formes canoniques. Il suivait de là, pour eux, que les prêtres ainsi entrés abusivement dans des postes que leurs titulaires n'avaient pas abandonnés étaient des intrus sans mission ; que ceux de leurs actes qui exigeaient des pouvoirs de juridiction étaient donc radicalement nuls. Enfin, les mêmes classes d'opposants enten-

daient se réclamer plus ou moins pleinement d'un double droit. C'étaient et celui, qu'ils tenaient de la morale naturelle, de protester contre une législation par eux jugée injuste, et celui de jouir de la liberté d'opinion, qui leur venait de la Déclaration des droits de l'homme.

C'est contre cette dernière revendication que s'élevèrent le plus âprement leurs adversaires. Spectacle étonnant : les gens qui avaient réclamé la liberté de la presse, dans les Cahiers de 1789 ; les partisans avérés des hommes qui avaient promulgué la Déclaration des droits furent, par une contradiction inattendue, les plus acharnés à entraver la libre expression de la pensée ! Sous le spécieux prétexte d'éviter les troubles politiques, ils en vinrent à refuser en pratique les libertés qu'ils avaient théoriquement proclamées. Colorer leur intolérance de raisons vraies ou fausses de bien public masquait pourtant mal le détournement, à leur profit, des procédés chers aux dictatures. Qu'auraient-ils donc dit si, quelques mois plus tôt, un pouvoir résolu, invoquant les mêmes motifs, avait fermé les clubs, abattu leurs tribunes, dissous les groupements d'agitateurs, entrepris contre eux la campagne de limitation de la liberté d'opinion, que nous les voyons mener si vigoureusement contre leurs ennemis ? A l'égard de ceux-ci, et parce qu'il s'agit du dogme constitutionnel, toute latitude est interdite. Ils ne peuvent se servir de la chaire pour exposer ce qu'on appelle dédaigneusement des opinions théologiques. S'ils jugent la Constitution, ce sera à la condition expresse de retenir toute critique (1) ; leurs conversations même, on l'a dit, sont suspectées, surveillées et dénoncées, lorsqu'ils risquent un mot contre elle.

En second lieu, le parti, que prirent les réfractaires, de

1. Cf., *Journal général du département*, n° 19 (10 juillet 1791), p. 152 *ter*. — *Affiches de la Flèche* (15 avril 1791).

rester, après leur remplacement, dans les paroisses où ils exerçaient antérieurement leur ministère, devait fatalement amener des conflits entre eux et leurs successeurs. Ceux-ci auraient-ils eu tous les dons de plaire ; n'eussent-ils laissé échapper aucun acte inconsideré, il était impossible que des prêtres, qui avaient eu une influence indéniable, la perdissent par le seul fait qu'ils étaient dépossédés de leur titre. Ils devaient, nécessairement et même malgré eux, garder des sympathies. Il n'en fallait pas plus pour que partisans des constitutionnels et tenants des insermentés entrassent un jour en lutte, même quand pasteurs anciens et nouveaux avaient réussi à maintenir entre eux la bonne entente. Ainsi en fut-il à Boessé-le-Sec, où les deux curés commencèrent par cohabiter dans le presbytère ; où l'intrus Lebreton empruntait les sermons de René Janvier, tandis que celui-ci se défendait de dissuader ses paroissiens d'assister aux offices du jureur. Après quelques mois, et quelque fût le désir de l'un et de l'autre de maintenir l'union, les agissements de leurs adhérents respectifs avaient engendré les pires scissions, dans la commune (1).

Sauf exceptions, le désaccord devait surgir d'ordinaire du fait des intrus, leurs concurrents ayant pour eux l'avantage de la situation acquise, de l'influence établie, qu'ils tenaient d'un long contact avec leurs ouailles. Les nouveaux venus disposaient bien, pour contrebalancer ces forces adverses, de l'appui de l'administration ; encore est-il que celle-ci était éloignée et que son autorité était mal assise, parce que son crédit était trop récent. Puis il eût fallu un tact rare pour ne faire appel, que dans la mesure indispensable, à son pouvoir de coercition. Pou-vait-on espérer que tous les conformistes, la plupart même d'entre eux, auraient assez de retenue pour se contenter

d'une action ainsi limitée, qui risquerait par là même de rester inefficace ?

La modération nécessaire était également difficile à garder de l'autre côté. De quelle vertu surhumaine eussent été doués les ecclésiastiques orthodoxes si, dans ce conflit de doctrines, les raisons personnelles ne fussent jamais venues aggraver l'animosité des esprits ! Se voir jetés hors de chez eux, parfois sans ménagements ; n'avoir souvent, pour subvenir à leurs besoins, qu'une médiocre pension de 500 livres, quand ils avaient connu l'aisance ; être condamnés à chercher chez des amis un asile précaire, sans savoir ce que demain apporterait avec lui : c'était pour eux une condition aussi amère que pleine de soucis. Comment, devant une perspective si sombre, s'interdire toute récrimination, éviter les plaintes quelquefois violentes, toujours importunes ? La multiplicité des transformations sociales, la profondeur et l'étendue des bouleversements opérés contrastaient si vivement avec la stabilité des institutions anciennes que même les esprits pondérés pouvaient regarder les réformes comme excessives, et par conséquent peu durables. Que des hommes aigris ou seulement passionnés s'emparassent de ces jugements, leurs critiques se coloraient aussitôt d'une nuance parfois très accusée d'acrimonie contre les nouveautés ; ce qui, chez les uns, n'était que simple justesse des prévisions devenait, dans la bouche des autres, dénigrement systématique. L'exagération ou même l'injustice réelle de certaines de leurs appréciations, l'âpreté de leur ton suffisaient à donner une apparence de vérité aux imputations de ceux qui les accusaient de méditer la ruine de la Constitution. Le maire de Nogent-le-Bernard dénonça ainsi le curé Jarret, comme essayant de discréditer les institutions révolutionnaires. Il avait dit en chaire que, « dans les assemblées primaires, il ne se faisait que de faux serments ; que l'habit noir et le

chapeau rond à panache noir des nouveaux juges serviraient à cacher leur petite origine » (1). Le curé de Pruillé-le-Chétif avait prêché, de son côté, « que les électeurs auraient, après leur mort, le sort d'Henri VIII, roi d'Angleterre, enseveli dans les enfers, pour avoir abjuré la religion catholique, apostolique et romaine » (2). D'autres, forcés d'évacuer leurs presbytères, eurent seulement l'imprudence de dire, en les quittant, qu'ils ne tarderaient pas à y rentrer (3).

De moindres libertés de langage ou de conduite furent interprétées, par des municipalités pointilleuses ou jalouses d'exercer leur autorité, comme des marques de mépris pour la Constitution. Dans le district de Fresnay, on reproche au curé de Saint-Germain-de-la-Coudre de donner connaissance des lois, à la fin de la messe et non au prône (4) ; à d'autres prêtres, de lire seulement celles qui étaient revêtues d'une ordonnance du département en prescrivant la publication (5). Le curé de Montreuil-le-Henri fut l'objet d'une plainte, parce qu'il n'en faisait pas la lecture à haute et intelligible voix (6). A Moulins-le-Carbonnel, des officiers municipaux interdirent au sacriste « de donner le pain bénit, par distinction, aux prêtres de la dite paroisse » et lui signifièrent que, « s'il persistait à le faire, ils iraient eux-mêmes en prendre les premiers » (7). Le maire de Saint-Mars-d'Outille, Joubert, les avait précédés dans cette voie. Il avait tenté de s'immiscer dans les cérémonies cul-

1. A. D., L 374.

2. *Journal général du département*, n° 10 (8 mai 1791), p. 75.

3. A. M. de Préval, *Délib.*, p. 375-376.

4. A. D., L 470, n° 83.

5. *Ibid.*, n° 169.

6. *Ibid.*, L 100, f° 2 v°.

7. *Ibid.*, L 462, f° 21 v°.

tuelles et avait invoqué les décrets, pour interdire l'encensement du peuple, pendant les offices (1).

Puisque le maintien de si menus rites liturgiques devenait occasion de conflits, il était à craindre, avec l'échauffement des esprits, que des incidents surgissent, par le seul fait de la présence dans les paroisses de prêtres réfractaires à la loi. Leur unique refus de serment ne leur serait-il pas même imputé comme un témoignage d'hostilité contre la Constitution ?

Eût-il donc fallu que, pour éviter tout prétexte à froissements, ils quittassent d'eux-mêmes leur résidence ? Leurs sentiments presque toujours, leurs intérêts légitimes souvent leur suggéraient de ne pas s'en éloigner. Le procureur général syndic Mortier reconnaissait leur droit, en cette matière, dans une lettre qu'il adressait, en octobre 1791, au curé de Mézeray, l'abbé Pierre Delaroche, l'un des prêtres les plus appréciés du diocèse. Le brouillon et inconstant Rapicault, qui avait été élu à la place de ce dernier, avait en vain tenté de le faire évincer de sa paroisse. L'administration du département avait répondu à ses démarches répétées, qu'elle « ne pouvait pas se compromettre au point d'expulser des prêtres sur de simples présomptions, sans aucune espèce de preuve ni même d'indice de leur entreprise contre la tranquillité publique » ; elle promettait toutefois d'engager M. Delaroche à changer spontanément de domicile. Elle tint parole. Mais telle était l'estime dont jouissait celui qu'il s'agissait d'écarter, telle aussi la justice de sa cause qu'il y a lieu de citer en entier la lettre qui lui fut envoyée à cette occasion (2).

« Le directoire, Monsieur, sans imputer les motifs sur lesquels vous annoncez fonder votre désir de prolonger votre séjour à Mézeray, n'en est pas moins convaincu du

1. A. M., de Saint-Mars-d'Outillé, *Délib.*, p. 139.

2. A. D., L 153, n° 698.

grand bien que pourrait opérer votre éloignement de cette paroisse. Je n'ai garde de combattre vos raisons d'intérêt personnel ; mais, je vous crois, Monsieur, assez de vertu pour ne pas douter que vous ne soyez capable de faire un sacrifice, si la tranquillité du pays l'exige, ainsi que le directoire en est intimement persuadé.

Malgré toutes vos précautions pour engager les habitants de Mézeray à la paix, il est indubitable que, tant que vous serez au milieu d'eux, ils conserveront (même sans votre participation) un grand espoir de vous voir rentrer dans la cure. Or c'est précisément ce chimérique espoir qui fait tout le mal, à Mézeray ; c'est cela qui trouble et fait fermenter les esprits, qui les aigrit contre l'autorité nationale et contre une partie des lois émanées du corps législatif.

Ainsi, Monsieur, quoique vous ne concouriez ni par paroles, ni par actions, ni par aucun acte de volonté à l'indisposition de la plupart des habitants de Mézeray contre l'Assemblée nationale et ses lois, cependant le seul aspect de votre personne est le signal de la fermentation dans cette paroisse, par l'espérance que vous en serez rétabli curé et que votre successeur sera renvoyé. C'est dans cette espérance qu'on affecte de le fuir et de lui donner des marques multipliées d'aversion et de mépris, ainsi qu'à ceux qui le reconnaissent pour leur pasteur. Ces faits sont notoires, quoique je n'entende inculper ni la municipalité ni personne en particulier.

Je sens, Monsieur, qu'il est pénible de s'éloigner d'une paroisse où l'on jouit de la confiance et de l'attachement des habitants ; mais, si cet éloignement peut contribuer au rétablissement de la tranquillité, pensez-vous que Dieu ne vous saurait pas gré d'un pareil sacrifice ? Si au contraire vous restez à Mézeray, le mal ne fera que s'accroître ; les paroisses voisines s'en mêleront ; il pourra en résulter des émeutes ; voilà à quoi vous exposez les habitants

de Mézeray, en restant plus longtemps dans cette paroisse » (1).

Pourvu que l'on réserve les présomptions d'agitation ci-dessus indiquées, l'on pourrait mettre en parallèle les observations de cette lettre si modérée, si respectueusement courtoise, avec les conseils envoyés aux réfractaires, dans l'*Instruction donnée par M. l'Évêque de Langres...* et adoptée par Mgr de Gonssans pour son diocèse.

« Il est non seulement convenable, mais singulièrement utile et même nécessaire, que les curés et vicaires restent, autant qu'il leur sera possible, dans leurs paroisses. Nous disons autant qu'il leur sera possible ; car il est plusieurs circonstances qui les autorisent à s'en éloigner. Nous en remarquerons deux principales :

1° Si une persécution personnelle et violente les empêche de trouver un asile sûr dans l'étendue de la paroisse...

2° Si la présence du légitime pasteur d'une part, et de l'intrus de l'autre, excite des divisions prêtes à dégénérer en querelles extérieures, en factions civiles, en combats, le premier de tous les préceptes, la charité, impose à ceux qui lui ont déjà fait de si grands sacrifices, d'y ajouter encore celui de s'éloigner de leurs fidèles paroissiens, de se soustraire aux témoignages trop violents de leur attachement, de n'être pas l'occasion des désordres et le prétexte des fureurs » (2).

III

Les causes examinées ci-dessus ne produisirent leur effet que vers la fin du premier trimestre de 1791. Jusque-

1. A. D., L 154, n° 712.

2. *Instruction donnée par M. l'Évêque de Langres*, § V.

là et depuis la première moitié de l'année 1790, l'on n'avait guère eu à signaler que des attentats sans grande importance, contre la propriété ecclésiastique ; les personnes et leurs privilèges honorifiques étaient restés à peu près sans atteinte. C'est l'époque où, pour les institutions monastiques finissantes, la rudesse de la décision qui les condamnait s'atténue sous les marques de respect, de pitié, de sympathie, si douces à ceux qui meurent. C'est l'époque où la popularité, chaque jour accrue, du clergé séculier promet à son activité des lendemains glorieux et féconds ; où le prestige d'une autorité politique, librement conférée par la confiance de leurs ouailles, couronne, pour les curés, le pouvoir dont ils jouissaient au spirituel, leur assure aussi une maîtrise apparemment incontestable dans leurs paroisses, comme elle l'était dans leurs églises.

Soudainement, le 18 juillet, dans l'une de celles-ci, des troubles éclatent, avec une violence incroyable. A Mayet, des particuliers arrachent une partie des bancs et cassent ceux qu'ils ne peuvent enlever. Le lendemain, le maire enjoint au sacriste de retirer ceux qui restaient et de s'en chauffer (1). Le 25, une assemblée nombreuse mais irrégulière des habitants de la commune essaie de justifier ces brutalités, en réclamant le remplacement de ces bancs par des chaises (1).

Quelques jours plus tôt, les difficultés pendantes, depuis quatre mois, entre les membres de l'ancienne municipalité de Saint-Mars-d'Outillé et leurs successeurs, avaient également failli provoquer un conflit à main armée, dans l'église de cette paroisse. Le maire, Joubert, avait tenté de mettre fin, par un coup de force, à l'opposition d'adversaires réels ou supposés. En prétextant une absence, qui n'était peut-être qu'une manœuvre habile, il avait déjà pu

1. A. N., F¹⁰ III, Sarthe I.

1. A. D., L 100, f° 2.

décliner la responsabilité d'embarras survenus, le 31 juillet, à l'occasion du carillon traditionnellement sonné pour la fête du curé Patry. Mais le 13 septembre, fête des laboureurs, il avait jeté le masque. Il avait posté, ce jour-là, à l'entrée du chœur, quelques gardes nationaux, auxquels il avait donné la consigne d'empêcher les sieurs Royau capitaine de la dite garde, Belly capitaine de grenadiers, Courdray procureur fabricant, de prendre les places qu'ils occupaient depuis vingt-cinq ans. L'officiant, avant de procéder à la bénédiction de l'eau et à l'aspersion, pria les gardes nationaux de se retirer ; Joubert monta alors à l'autel, tira le curé par sa manche et l'invita à recevoir immédiatement l'offrande des laboureurs ; des explications à haute voix s'ensuivirent, puis un brouhaha presque général, qui finit par s'apaiser. La discussion reprit, après la messe, au presbytère, où une délégation de paysans était allée, selon l'usage, porter « la pomme du pain béni ». Patry s'étant étonné que le maire y vint boire un vin qu'il disait avoir été soustrait de la succession du dernier prieur de Grammont, Joubert avait répliqué « que le curé ferait en l'église ce que lui Joubert ordonnerait, parce que le chœur n'était point à lui curé mais aux habitants ». Il lui fit en outre grief des termes par lesquels il avait été éconduit, avant l'aspersion, alors qu'il était « revêtu de son écharpe, à laquelle marque distinctive le curé devait porter respect à cause de la loi ». Le blâme, voté par le directoire du département, le 8 octobre, à ce paysan infatué de sa dignité, n'imposa pas même une trêve à ses taquineries enragées. Le 1^{er} novembre, il s'ingérait à nouveau dans les cérémonies liturgiques, moins sans doute par application du décret du 19/23 juin, qu'il invoquait, que pour se venger du vicaire. Celui-ci aurait eu l'impertinente audace de narguer le premier magistrat municipal, en « encensant tout le monde, le jour des reliques, excepté du côté du maire,

présent avec la municipalité, pour assister à la procession du dit jour ». Par manie égalitaire, ou plutôt pour satisfaire encore sa susceptibilité froissée, le vaniteux personnage avait également enjoint au sacriste, à la même date, de ne donner le pain bénit aux chantres qu' « en passant auprès d'eux dans sa tournée, comme à tous autres citoyens ». Ainsi se trouvait indirectement atteint le malveillant abbé Monrocq, le vicaire provocateur, dont les menées faisaient la principale force de l'opposition (1).

Des querelles si mesquines ne retiendraient pas un instant l'attention, si elles étaient restées localisées ; si la vague d'égalitarisme, dont elles sont la première ride, ne s'était pas propagée ; si enfin les temples ne devaient pas voir se multiplier et s'aggraver les désordres, dont l'on vient de signaler l'apparition.

A vrai dire, un calme relatif se maintint, au sujet de ces questions de préséances, jusqu'en décembre 1790. Le directeur du district de Fresnay eut bien à blâmer, en septembre, quelques curés trop lents à supprimer, comme l'ordonnaient les décrets, les anciennes marques de respect dues aux seigneurs (2) ; son intervention fut sans doute efficace, car elle ne fut pas réitérée. Mais, le 3 décembre, la même administration avisait la municipalité de Sougé-le-Ganelon que « quelques esprits turbulents voulaient jeter les bancs hors de l'église », et l'invitait à s'y opposer. Toutefois son injonction était trop mollement appuyée sur ce motif insuffisant « que la perte serait considérable, parce que ces bancs étaient neufs » (3). Elle resta sans effet sur le voisinage et, de décembre à mars, la destruction des bancs seigneuriaux se poursuivit à Assé-le-Boisne, Fyé, Saint-Victeur,

1. A. D., L Suppl. (Tribunal du district du Mans) ; A. M., de Saint-Mars-d'Outille, *Délib.*, p. 142.

2. A. D., L 470, n^{os} 47, 68, 82, 83, 86, 111.

3. *Ibid.*, n^o 438.

Gesnes-le-Gandelin (1). Détail plus alarmant : « des étrangers se transportaient de paroisse en paroisse, et encourageaient les habitants à se porter à ces excès » (2). La menace de dénonciation, lancée contre eux par le district, ne pouvait les intimider qu'à la condition de recevoir au moins un commencement d'exécution. Or, rien n'indique que, pour arrêter cette effervescence, les tribunaux aient été saisis.

L'on trouverait des exemples d'une agitation analogue à Pont-de-Gennes, à Cormes, à Bouloire, etc. ; mais ces manifestations se produisent à des dates différentes, dans des localités éloignées les unes des autres : elles sont donc sans lien réel entre elles. Ici au contraire, c'est toute une partie du district de Fresnay qui se soulève presque en même temps. Par une coïncidence importante à noter, à peu près à la même époque, le curé d'Arçonnay retire les restrictions jointes à son serment (3) ; l'abbé Cusson, vicaire de Moulins-le-Carbonnel, les curés de Gesnes-le-Gandelin, d'Oisseau-le-Petit et d'autres prêtres de la même région jurent, par « crainte de la fureur d'un peuple séduit et aveuglé, qui déjà se portait avec violence et cruauté contre les ecclésiastiques » (4). Il est regrettable que les registres de délibérations de ces communes soient disparus, que d'autres documents n'autorisent pas à qualifier, sans hésitation, ces tempêtes locales de troubles religieux. Il serait démontré du même coup que ces mouvements populaires, spontanés ou non, avaient peut-être autant pour objet d'arracher le serment à des prêtres apeurés, que de détruire quelques vestiges des privilèges féodaux.

1. A. D., L 100, f° 77.

2. *Ibid.*, L 470, n° 438.

3. A. M. d'Arçonnay, *Délib.* (Communication de M. l'abbé Legros).

4. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre, *Registre de rétractations*, n° 3, 18, 19, 22.

Quoi qu'il ait affirmé de la rectitude de ses intentions en cette matière, le directoire du district de Sablé n'arrive pas à dissiper tous soupçons, à convaincre qu'il n'ait point voulu tenter d'intimider une partie du clergé de sa circonscription. Il est indéniable qu'il se trouvait, au début de l'année 1791, en face de difficultés graves et qui demandaient, pour être résolues, de l'esprit de décision, du sang-froid et du tact. Le 23 décembre 1790, cinq sur sept des Prémontrés du Perray-Neuf quittaient volontairement leur abbaye, en exécution du décret du 12 novembre ; leurs aumônes se trouvaient par là-même supprimées. D'un autre côté, les deux curés de Précigné, qui distribuaient annuellement au moins quatre cents boisseaux de blé aux nombreux pauvres de cette commune, cessaient provisoirement de les répartir. Par malveillance et désir de soulever l'opinion contre les autorités ? Ainsi le prétendit le directoire. Mais il faut considérer que leurs revenus étaient déjà diminués par la législation nouvelle ; qu'ils subissaient encore une réduction par la contribution patriotique et la taxation de biens précédemment privilégiés ; enfin que la condition de la prestation préalable du serment pour obtenir leur traitement, imposée par une circulaire du département du 6 janvier 1791, menaçait de les laisser presque sans ressources(1) : les discussions ouvertes sur la légitimité de cet engagement les tenaient en effet dans le doute sur le parti qu'ils prendraient. L'objection du procureur syndic, que la nation leur rembourserait ces aumônes, lors de l'apurement de leur compte de 1790 (2), ne démontre pas leur parti pris de compliquer la tâche de l'administration. Il s'agissait là d'une prise en charge uniquement de principe ; l'incertitude de l'avenir et peut-être le défaut momentané des moyens indispensables ne les

1. A. D., L 71, p. 61-63.

2. *Ibid.*, L 579, f° 31 v°.

empêchait pas moins de faire face immédiatement aux besoins des indigents.

Quoi qu'il en soit, la suspension, sinon la suppression de ces secours causa de vives alarmes dans le peuple. Le 8 janvier, le maire impuissant démissionnait (1). L'arrêté pris, le quinze, par le département, pour autoriser les deux curés à distribuer quatre-vingts boisseaux de blé pendant les mois de janvier et de février (2), était trop tardif et surtout trop tardivement connu pour faire tomber aussitôt l'effervescence. L'assemblée électorale chargée de nommer, le seize, de nouveaux officiers municipaux, ne put se tenir, car « des domestiques, des citoyens non actifs de la dernière classe voulurent dominer dans cette assemblée, sans y avoir aucun droit d'assistance » (3). La lenteur, sinon l'imprévoyance administrative, avait aggravé l'émotion.

Il est possible, probable même que des maladresses, des imprudences de langage échauffèrent encore les esprits, au lieu de les calmer. « Un prêtre de cette paroisse, écrivait le district au département, n'a pas craint de dire que tout allait être au pillage, si on refusait le traitement des vicaires, qui s'étaient présentés inutilement au district pour toucher leur quartier de janvier, parce qu'ils n'avaient pas justifié de leur prestation de serment et de l'acquit du don patriotique » (4). Prétendre de plus que « l'or corrupteur ait été prodigué, que les citoyens de la dernière classe aient été armés par les agents du fanatisme », c'est, à notre avis, tenter de faire croire à l'existence d'un complot, qui n'exista jamais que dans l'imagination enfiévrée de ceux qui le dénoncèrent ; en tout cas leur manque de sang-froid justifie les réserves avec lesquelles doit être accepté leur unique témoignage.

1. A. M. de Précigné, *Délib.* (8 janvier).

2. A. D., L 71, p. 87.

3. *Ibid.*, L 579, f° 31 v°.

4. *Ibid.*, L 581, n° 116.

Des administrateurs expérimentés eussent pris à tâche de sérier les difficultés, de subvenir d'abord au plus vite aux besoins des pauvres, de dissiper ainsi les causes de mécontentement et de priver l'opposition, si elle était réelle, de ce qui faisait sa puissance. Ceux de Sablé préférèrent recourir à la force. Le 18 janvier, ils demandèrent des troupes au département, dans une lettre, dont les termes effrayés font douter de la présence d'esprit de ceux qui l'écrivirent.

« Nous touchons à la Saint-Barthélemy. La chose est en danger ; le sang est prêt à couler ; la voix publique annonce que les prêtres, en ennemis de la Révolution, se sont coalisés et qu'ils ont prêté le serment de n'en point prêter (1) ; déjà ils préparent les peuples qu'ils égarent à des événements sinistres ; il n'est point de moyens qu'ils n'emploient pour parvenir au carnage. Les confessions se multiplient, les sermons se succèdent ; tout présage une commotion effrayante. Dans une paroisse du district d'Évron, à deux lieues de Sablé, un expert des biens nationaux vient d'être chassé et, s'il n'a pas été taillé en pièces, c'est à des circonstances particulières qu'il doit son existence. Enfin la fermentation augmente, en raison que nous approchons de l'époque où les prêtres doivent faire le serment de fidélité. Elle est telle qu'il y a actuellement des paroisses armées ; elles ont passé la nuit dernière à faire des balles : c'est un fait constant ; nous le garantissons. Un autre fait plus terrible encore, mais que nous n'osons assurer, c'est une coalition de plusieurs paroisses pour soutenir le clergé.

1. Sur ce point le district s'était laissé induire en erreur, à tout le moins pour la commune de Précigné, plus spécialement visée dans les documents de cette époque. Si le clergé des deux paroisses n'a pas prêté le serment, qu'il avait promis le 21 janvier, il ressort de sa déclaration du 29, à la municipalité, qu'il décida de s'abstenir, seulement quand il eut connu « les derniers décrets de l'assemblée défendant toutes restrictions ou exceptions dans la formule de ce serment » (A. M. de Précigné, *Délibérations*, I),

Les premiers coups doivent être portés sur les corps administratifs... Le temps presse, il n'y a pas un instant à perdre ; nous vous supplions instamment de nous envoyer à toutes brides cinquante cavaliers patriotes... » (1).

Un détachement de cinquante dragons partit donc sur le champ du Mans. L'on eût compris que, dans ce péril imminent, un pouvoir si prévoyant, qui, cinq mois plus tard, devait promettre l'emploi préventif de sa garde nationale pour les installations de curés intrus (2), eût mis quelque hâte à diriger les cavaliers sur la commune où grondait la révolte ; à notre extrême surprise, il n'en fit rien. La troupe arrivait, le 22, à Sablé ; le 24, le district en était encore à délibérer sur les moyens de la caserner au Perray-Neuf. Averti, comme il était, que le dimanche 23 était « le jour désigné pour les massacres », on ne peut croire qu'il se soit enfermé dans une défensive trop prudente ; qu'il ait cru pouvoir impunément s'exposer à laisser la rébellion s'étendre ; ni qu'il ait différé l'envoi de troupes solides, uniquement pour leur adjoindre, le lendemain, cavaliers de la maréchaussée et détachement de la milice citoyenne de Sablé, sous la protection de deux canons. A quoi bon excuser ces retards auprès de l'administration centrale, en avançant, sans preuves, que le clergé n'aurait pas manqué de dire qu'on voulait, la baïonnette à la main, le forcer à prêter le serment de fidélité » ? (3) Ici les dates sont plus éloquentes que les paroles. Le 21 janvier, le clergé de Sablé avait promis de se sermenter le 23 (4) ; celui de Précigné devait se soumettre, le 30, à la même formalité. Est-il injuste de supposer que le district, d'ailleurs connu et blâmé plus tard pour son intolérance, ait voulu exercer

1. A. D., L 581, n° 115.

2. *Ibid.*, L 579, f° 43 v°.

3. *Ibid.*, L 581, n° 121.

4. Y. Marc, *Recherches historiques sur Sablé et ses seigneurs*, p. 148 (in-8° de 244 pages, Sablé, Choynet, 1850).

successivement une pression sur les ecclésiastiques de ces deux communes ? Ne pouvait-il pas escompter qu'un si grand déploiement de forces intimiderait une population, que l'événement montra facile à contenir, et que, par contre-coup, il ferait fléchir des prêtres apparemment irréductibles ? Qu'il ait eu la machiavélique pensée de demander des secours au Mans, afin d'en imposer ainsi, nous ne le croyons aucunement ; mais que, la troupe reçue, il ait songé à s'en servir dans ce dessein, la conjecture est vraisemblable. Au reste l'on signalerait une tentative du même genre à Sillé-le-Guillaume. Sous prétexte d'y maintenir l'ordre, le jour de la prestation du serment, la municipalité requit, « trente fusiliers de la garde nationale et les officiers nécessaires pour former trois détachements d'observation, la maréchaussée et vingt-quatre dragons du détachement de cette ville » (1).

IV

Les administrations locales se montraient donc plus étroites que l'Assemblée nationale, en matière de serments ; ce que celle-ci laissait libre et facultatif, elles entendaient par endroits, le rendre inévitable. Le directoire du district de Sablé — le premier ou à peu près à incriminer « le fanatisme » — vient de faire injustement grief aux prêtres d'avoir pris l'engagement de ne pas se sermenter. On l'a vu plus haut, le département a voulu contraindre, sous peine de privation de leurs pensions, les bénéficiaires non assujettis à jurer, comme les ecclésiastiques fonctionnaires. Peut-être, en ajoutant ses exigences à celles des décrets, ne faisait-il que suivre le penchant des agents d'exécution,

1. A. M. de Sillé-le-Guillaume, DII, p. 253.

communément enclins à aggraver la loi, sous prétexte de l'appliquer dans son esprit. Probablement il tentait aussi d'étouffer l'opposition dans son germe, de faire taire les premiers murmures du clergé séculier, avant qu'ils dégénérassent en attaques contre la Constitution.

En cette fin de 1790, tout contribuait à créer un malaise qui ne ferait que s'aggraver. Les autorités, encore sans grande expérience, voyaient leur tâche chaque jour compliquée par la législation ; car celle-ci, bouleversant sans relâche tout l'ordre ancien, ne leur laissait pas le répit indispensable pour assurer la marche régulière des affaires. Ainsi les embarras résultant des ventes des biens nationaux commençaient à peine de se superposer à ceux de leur gestion que la Constitution civile entraînait en application. Par suite de ces complications, un flottement apparaissait à tous les degrés de l'administration, qui se traduisait en correspondances multiples et encombrantes, en démarches répétées, en réponses dilatoires aux demandes des citoyens. De là à conclure, pour ceux-ci, que les réformes étaient inapplicables, le régime sans lendemain assuré, les autorités hostiles, il n'y avait qu'un pas à franchir. Autant que le désir de prendre des gages, de garder disponibles les débris d'une aisance sur le point de disparaître, ces déductions, justifiées ou non, expliquent la hâte peut-être excessive avec laquelle certains membres du clergé réclamaient le paiement de leur traitement. Or, pour le verser, le département ne détenait que peu de fonds et, de ceux-ci, Amelot, l'administrateur général de la caisse de l'extraordinaire, entendait encore restreindre le remploi. Aussi le directoire suppliait-il ce haut fonctionnaire de ne pas alourdir sa tâche et, pour le fléchir, lui exposait-il les embarras, plus redoutés que réels, au milieu desquels il allait se trouver jeté. « Dès le 1^{er} janvier, lui écrivait-il, un grand nombre d'ecclésiastiques se sont pré-

sentés, pour toucher le premier quartier de leur minimum, avec l'intention, nous le disons avec douleur, de profiter du retard de leur paiement pour fronder le nouvel ordre de choses et indisposer de plus en plus leurs partisans contre l'Assemblée nationale et les nouvelles administrations ». (1)

Si l'on s'en tient à ce texte officiel, le seul que nous ayons à citer, l'on a plutôt à noter, à ce moment de notre histoire, un mécontentement imprécis, des récriminations vagues, que des attaques directes contre le régime qui va être imposé au clergé. La municipalité de Nogent-le-Bernard avait bien articulé, dès octobre 1790, de nombreux griefs contre le curé Jarret de la Mairie. Ce prêtre batailleur aurait bafoué les nouveaux juges, « gens de petite origine » et ridiculisé leur costume officiel : il s'en serait pris dans ses prônes, aux assemblées primaires « réunions où ne se faisaient guère que de faux serments, puisque, après avoir promis de choisir les électeurs les plus dignes, on désignait des gens sans religion ». Il aurait enfin renvoyé des mendiants, à plusieurs reprises, « chez les gars gueux de la municipalité qui lui avaient tout ôté » (2). Néanmoins ces boutades, ces écarts de langage, d'autant plus regrettables qu'ils se renouvelaient et qu'ils tombaient le plus souvent de la chaire, ne pouvaient nuire qu'à leur auteur ; en fait ils restaient sans écho en dehors de sa paroisse.

A mesure que le temps approcha où le refus de serment aboutirait au remplacement des non-jureurs, l'opposition grandit et se précisa ; les attaques contre la Constitution se multiplièrent, en se limitant désormais aux questions qui intéressaient la religion. Des prêtres, anticipant sur les condamnations de l'évêque et du pape, invoquèrent les

1. A. D., L 153. n° 357.

2. *Ibid.*, L 374.

principes généraux du droit pour dénoncer le schisme menaçant, détourner les électeurs de toute coopération à l'élection d'un évêque constitutionnel, les fidèles de toute communication avec lui. En de nombreux endroits, leur entrée en lice fut signalée à l'administration : à Évaillé (1) ; à Préval (2) ; à Dehaut (3) ; à Étival-lez-le-Mans (4) etc... A Laigné-en-Belin, la municipalité et les habitants pétitionnèrent, le 6 février, à l'instigation de l'abbé Robin, pour le maintien du curé et du vicaire insermentés (5). Entre tous ces cas, nous retiendrons celui du curé de Pruillé-le-Chétif, parce qu'il aboutit à une information judiciaire, terminée par la condamnation de l'inculpé ; qu'il a été par suite mieux approfondi et qu'il donne une synthèse plus complète de l'argumentation des prêtres opposants. Le 14 mars, François Leduc, maire de la commune précitée, dénonçait l'abbé Guiet, pour avoir prêché en chaire la morale inconstitutionnelle suivante :

« 1^o Que l'Assemblée nationale n'avait aucune autorité sur les ecclésiastiques, ni aucun droit de rendre des décrets pour assujettir ceux qui sont fonctionnaires publics au serment civique...

2^o Que lui curé ne reconnaîtra jamais pour son supérieur le nouvel évêque.

3^o Que les électeurs auraient après leur décès le sort d'Henri VIII roi d'Angleterre, enseveli dans les enfers pour avoir abjuré la religion catholique, apostolique et romaine.

4^o Qu'il a fait défense à tous ses paroissiens d'aller à confesse à aucuns prêtres qui auraient prêté le serment,

1. A. D., L 387, f^o 74.

2. *Ibid.*, L 374.

3. *Ibid.*, L 71, p. 330.

4. *Ibid.*, p. 212.

5. *Ibid.*, p. 249 et 261-263.

sous peine d'excommunication et de privation de la sépulture ecclésiastique. »

Le curé, dans son interrogatoire, dénia ces propos, en disant que « les témoins entendus avaient tronqué des citations instructives, puisées dans les livres sacrés et dans l'histoire ; qu'ils rendaient mal ses expressions ; qu'ils ne connaissaient pas la portée des leurs ». Le tribunal du district du Mans laissa traîner l'affaire en longueur ; il ne la reprit qu'en juillet, lorsque les troubles, survenus à la suite de la fuite du roi, décidèrent les corps administratifs et judiciaires à se concerter pour faire un exemple. Le 18 de ce mois, les juges défendirent « au sieur Guiet de faire de pareils prônes et de récidiver, sous peine de punition corporelle ; et, pour l'avoir fait, le condamnèrent à 150 livres d'aumônes applicables au profit des pauvres de la paroisse de Pruillé » (1).

Des poursuites plus rapides, une répression plus sévère auraient peut-être retardé le développement de l'opposition ; l'on doute qu'elles l'eussent complètement arrêté. Jamais, sinon probablement au printemps de l'année 1792, la question religieuse ne fut agitée aussi universellement et avec autant de passion ; jamais les opuscules pour et contre le serment ne pullulèrent comme en cette période qui s'étend de février à mai ; jamais la chaire ne retentit de discours aussi nombreux, aussi enflammés, sur le même sujet. Dans le temps où la lutte était la plus ardente, la nomination de Prudhomme put paraître un instant capable d'imposer le silence au parti adverse ; l'*Avertissement et ordonnance* de son prédécesseur vint alors ajouter, aux arguments des réfractaires, le poids d'une condamnation autorisée.

1. *Journal général du département*, n° 10 (8 mai 1791), p. 75 et n° 21 (24 juillet), p. 162.

Gonssans avait déjà fait connaître son sentiment, en protestant contre l'élection de l'évêque de la Mayenne (1) ; mais, à en croire la correspondance de Maupetit, sa lettre ouverte avait été accueillie, par le dédain qui s'attache à une vaine menace. Toute différente fut l'impression produite dans la Sarthe, par le nouvel acte épiscopal. « Il a été lu — écrivait, le 20 avril, le directoire du district de Fresnay à celui du département — au prône des grandes messes des paroisses de Saint-Léonard, Juillé, Piacé, Saint-Germain-de-la-Coudre. Cet écrit, dont nous ignorons le contenu, a fait la plus grande sensation, surtout dans les paroisses où il a été accompagné d'une instruction pathétique et tendant à soulever le peuple contre la nouvelle constitution. Les ignorants, les faibles, et c'est le plus grand nombre, ont été persuadés jusqu'aux larmes... » La lettre se terminait en demandant de « sévir contre ces prêtres qui alarment les consciences » et de remplacer les insermentés. Dix jours plus tard, la même administration priait la municipalité de Fresnay de s'opposer à la distribution, qui se faisait au marché, de ce mandement de l'ancien évêque du Mans ; elle enjoignait aussi, à celle de Beaumont-sur-Sarthe, de dénoncer à l'accusateur public, l'abbé Le Guerny, vicaire de cette ville, pour propos inciviques (2).

Ces injonctions restèrent sans résultat. L'administration constatait elle-même, en août, que les curés, signalés par elle au parquet, n'avaient été jusque-là l'objet d'aucune poursuite (3). De son côté le conseil général de la commune de Beaumont avait formulé un refus, net et motivé, d'obtempérer à l'invitation qu'elle avait reçue. A sa con-

1. *Lettre à MM. les électeurs du département de la Mayenne* (8 p. in-8°, Paris, 1791).

2. A. D., L 470, n^{os} 639, 652, 655 ; L 462, f^{os} 66-67.

3. *Ibid.*, L 470, n^o 926.

naissance, « dans les prédications qu'il avait faites pendant le courant du Carême et dans toutes les instructions publiques, le sieur Le Guerny n'avait prouvé ni incivisme ni intolérance... : s'il avait eu particulièrement une opinion sur certains points, il ne l'avait du moins pas manifestée de manière à échauffer les esprits... » (1).

Autant que l'intervention de ce district, les suggestions du département, à l'occasion du mandement épiscopal, furent vaines. Le directoire avait envoyé, le 16 avril, une circulaire à toutes les municipalités, pour les prier de « dénoncer à l'accusateur public tout ecclésiastique ou autre personne qui oserait donner lecture de l'*Avertissement et ordonnance*, dans l'église ou autre lieu public » (2). Le 28 du même mois, il décidait que le procureur général syndic dénoncerait au même « l'écrit ci-dessus désigné, comme séditieux, attentatoire à l'autorité de la nation, tendant à égarer les esprits et à empêcher l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale, à l'effet par le dit accusateur public de poursuivre juridiquement l'auteur, les fauteurs, complices, distributeurs, colporteurs du dit écrit, pour les faire condamner aux peines prononcées en pareil cas par la loi » (3).

Par une réserve qui ne s'explique guère, le principal coupable n'était pas plus nommément désigné dans cet arrêté que dans le réquisitoire qui l'avait provoqué. Soit reste de déférence, soit pour éviter un éclat jugé inutile ou dangereux, le procureur général syndic, Mortier, avait feint d'ignorer quel était l'auteur véritable de ce « libelle ». « Sa souscription, dit-il, l'attribue à M. Jouffroy Gonsans ; mais vous n'avez aucune certitude que cet ouvrage soit sorti de sa plume. Et comment pourriez-vous croire

1. A. M. de Beaumont-sur-Sarthe, D V (9 mai 1791).

2. A. D., L 374.

3. *Ibid.*, L 71, p. 325.

qu'un représentant de la nation fût le premier à fouler aux pieds des décrets qui assurent la tranquillité sociale ? Quelle que soit son opinion sur la Constitution civile du clergé, cet ancien prélat connaît trop bien ce qu'il doit à sa patrie pour allumer le feu de la discorde... Quoique cet écrit scandaleux porte le nom de M. de Gonssans, croyez, Messieurs, qu'il est l'ouvrage de quelque génie obscur et malfaisant, envieux du bonheur de la France: »

En fait la lecture de la condamnation épiscopale n'amena d'incidents graves qu'à N.-D.-de-Vair. L'abbé André Charles Dorgueil, que son zèle conduira à l'échafaud en 1794, l'ayant sans doute commentée en termes trop vifs, il se produisit « une fermentation dans laquelle s'ouvrirent des avis violents ». Pour protéger le vicaire, la municipalité de Saint-Côme dut le faire reconduire à son domicile et tenir aux arrêts, dans sa chambre, par la garde nationale. Les administrateurs du département louèrent la prudence, dont le pouvoir local avait fait preuve, en l'occasion, et la diligence avec laquelle il avait saisi le tribunal du district de Mamers. Mais, considérant « que nul homme ne doit être arrêté que dans les cas déterminés par la loi et selon la forme qu'elle a prescrite ; que le sieur Dorgueil ne pouvait être détenu qu'en vertu d'un jugement de ce tribunal », ils ordonnèrent que « la municipalité prendrait les mesures nécessaires pour que le vicaire jouît de sa liberté », sauf à l'engager à s'éloigner du bourg de Saint-Côme, en lui donnant, s'il le désirait, « une garde suffisante pour prévenir ou empêcher les violences et les voyes de fait » (1).

Comment expliquer ce désaveu indirect, ce blâme à peine voilé à l'adresse des officiers municipaux de Saint-

1. A. D., L 71, p. 339.

Côme, et plus généralement la tiédeur dont l'administration départementale fit preuve, en toute cette période? Par la douceur naturelle du caractère manceau; par sa tendance à ne rien brusquer; par sa répugnance instinctive à ébranler des situations trop solidement établies, à troubler la paix au profit de nouveautés, capables de s'introduire sans heurts avec le temps? Toutes ces considérations ne sont pas à négliger. Il en est d'autres toutefois qui ont leur valeur; ainsi en est-il de l'importance toute relative du mouvement d'opposition que nous étudions.

Qui a lu en chaire l'*Avertissement et ordonnance* de Gonsans? A peine « quelques prêtres fanatiques », répondra le réquisitoire déjà cité du procureur général Mortier. « Cinq ou six ecclésiastiques seulement se sont mis dans le même cas que les curés de Challes et de Pruillé », dira de son côté, en juillet, le *Journal général du département* (1).

Ce chiffre est certainement inexact. Le seul district de Fresnay compte une plus grande quantité de prêtres à incriminer sur ce point. Il est vrai encore que tous les prétendus rebelles n'ont pas été dénoncés. L'on a vu le plus osé d'entre eux, Thibault-Desbois, curé du Crucifix, publier dans la cathédrale, sans être inquiété, la condamnation de son ancien confrère, la Boussinière. De son propre aveu, l'abbé Londiveau, vicaire d'Évaillé, prêcha à plusieurs reprises contre les intrus, jusqu'en septembre 1791. Or la municipalité de sa paroisse ne jugea ses propos dangereux qu'au printemps suivant (2). Malgré ces exemples, le silence des administrateurs, à cette époque par ailleurs si inquiète et si frémissante de notre histoire, amène à conclure qu'une minorité d'une vingtaine d'ecclésiastiques au plus a dû lire, en chaire, l'acte épiscopal. Le nombre sera moindre encore de ceux qui publieront le Bref du 10 mars ou celui

1. *Journal général*, n° 21 (24 juillet 1791), p. 165.

2. A. M. de Tresson, P. D.

du 13 avril, car il ressort de nos documents que deux curés seulement, ceux d'Aubigné (1) et de Solesmes (2), en auraient officiellement donné connaissance à leurs fidèles.

L'on n'entreprendra pas d'expliquer comment l'ensemble des prêtres manceaux a pu justifier son abstention en conscience, ni si la difficulté, où il s'est trouvé, de vérifier l'authenticité des actes de l'évêque et du souverain Pontife, suffit à le couvrir. Nous remarquerons uniquement que la modération de l'administration répond à celle du clergé. Plus exactement la circonspection est égale des deux côtés. Des conversations recueillies çà et là dans le diocèse, retenues dans les documents officiels à la charge des réfractaires, prouveraient que beaucoup de nos curés n'ont pas cru que la Constitution civile dût jamais être acceptée complètement en France; ce que l'on a exposé du semi-constitutionnalisme et du ralliement progressif au serment montre aussi que telle était l'opinion de la plupart d'entre eux. Jusqu'à ce que le remplacement des insermentés fût devenu effectif, la stupeur où les avait plongés le bouleversement radical de l'ordre religieux, par l'Assemblée nationale; leur incrédulité touchant l'avenir des réformes ainsi décrétées : tout les conduisait à adopter une attitude expectante. La résistance, là où elle se produisit, ne fut que l'action isolée de quelques enfants perdus, laissés sans soutien par leurs collègues. Aussitôt que les élections aux cures furent terminées, d'autres incidents surgirent, à l'occasion de la fuite du roi, qui ne permettent pas de présumer dans quel sens le gros du clergé se serait définitivement orienté, si l'horizon politique fût resté sans nuage. — Parallèlement et pour la même période, l'administration, aux prises avec les difficultés résultant du nouveau mode d'imposition,

1. A. D., L379.

2. A. M. de Solesmes, *Délib.*, p. 23 24.

avec l'obstruction faite au regroupement des paroisses, avec la résistance passive du clergé, par conséquent à peine assurée du lendemain, a cru dangereux de brusquer la marche des événements. Elle a attendu à se sentir plus solidement établie pour imposer, par la contrainte, ce qu'elle avait différé tant que son autorité lui avait paru insuffisamment assise. En fait, pour ces moments de transition qui vont de mars à la fin de mai 1791, les deux partis temporisent, s'observent et ne marchent l'un et l'autre qu'avec précaution, en tâtant pour ainsi dire l'opinion à chaque pas.

Les positions respectives se modifient sensiblement après la nomination des intrus. Le chiffre des électeurs qui y avait pris part était assez élevé pour que le département pût compter sur l'appui d'une fraction du peuple, importante par son nombre et son influence ; aussi les administrations subalternes n'hésitèrent-elles pas, comme on l'a vu au chapitre précédent, à entourer de l'appareil de la force, l'installation des nouveaux pasteurs. De leur côté, on l'a dit tout à l'heure, les réfractaires évincés rachetèrent vraisemblablement, par l'âpreté des conversations particulières, le silence qu'ils avaient gardé jusque-là. Ainsi le curé de Marçon et ses deux vicaires furent accusés, par une partie des officiers municipaux de cette commune, d'avoir dit, en juillet, que « la Constitution était une chimère, qui n'aurait point lieu ; que les insermentés étaient des intrus, qui n'avaient aucun droit à administrer les sacrements ». L'enquête, faite par le district, disculpa le curé Jallet, sans innocenter les abbés Rolland et Plessis (1). Un mois auparavant, la municipalité de Vaas avait dénoncé quelques ecclésiastiques de cette paroisse, pour des faits analogues (2). Des expressions du même genre furent relevées

1. A. D., L 417, f^{os} 110 et 125.

2. *Ibid.*, f^o 53.

un peu plus tard, à la charge du vicaire de Sainte-Colombe, des curés de Bazouges, de Créans, de Courcelles, etc... (1). Dès le mois de mai, un capitaine de la garde nationale de Fresnay, ayant appris ou présumant que le curé de Saint-Germain-de-la-Coudre s'opposerait à la prise de possession de son successeur élu, offrait ses services aux patriotes de cette commune, pour en écarter l'insermenté Boutros (2).

V

De février à la moitié de mai, l'intrusion est donc un fléau à peine combattu par le clergé sarthois. A ses yeux, elle était, dans ses débuts, un mal limité, dont l'unique manifestation — l'intronisation sacrilège de la Boussinière — était restée médiocrement alarmante, en raison du vide immédiatement et spontanément fait autour de l'usurpateur. Mais avec les élections aux cures, la contagion, jusque-là peu répandue, se développa rapidement dans tout le diocèse ; par le seul fait de son extension et indépendamment des luttes que nous venons d'esquisser, des complications surgissaient au sujet de l'exercice du culte.

S'installer, pour les pasteurs sans mission religieuse, avait consisté, par endroits, à faire une de ces entrées triomphales décrites au chapitre précédent ; ailleurs à « s'introduire par le portail, pendant que le curé légitime sortait par la petite porte » (3), ou encore, comme à Sillé-le-Guillaume, à pénétrer par effraction légale dans un presbytère déserté (4) ; partout, cela avait encore été, pour les

1. A. D., L 458, f^{os} 54, 62, 64, 65.

2. A. M. de Fresnay, DIII., f^o 55.

3. A. M. de Brûlon, *État civil*, 1791.

4. A. M. de Sillé-le-Guillaume, DII, p. 314.

mêmes, prendre officiellement possession de l'église, des ornements et des vases sacrés. Qu'allaient faire les refractaires, auxquels on les substituait ? Continuer de célébrer dans les temples, où ils avaient officié jusque-là, et s'exposer ainsi à une communion défendue avec les schismatiques ? (1) Étaient-ils assurés que les églises ne leur seraient pas interdites ? que les curés élus toléreraient qu'ils y exerçassent le culte, conjointement avec eux ?

Jusqu'à ce que le directoire du département eût pris son arrêté du 21 juin, ces questions furent résolues au hasard des initiatives individuelles, et celles-ci ne sont connues que par de rares documents.

Un des premiers en date est une circulaire du district de St-Calais, inspirée par le décret du 7 mai. Elle rappelait que « le défaut de prestation de serment ne pourrait être opposé à aucun prêtre, se présentant dans une église nationale, pour y célébrer la messe seulement... ; et qu'il était libre à toutes personnes de se réunir dans un lieu particulier, pour y exercer telle religion que bon leur semblerait ». Elle recommandait donc aux officiers municipaux de « veiller exactement à ce que personne ne fut inquiété ni insulté pour fait de religion » ; et d'aviser les autorités supérieures, « si un prêtre non assermenté prêchait contre la constitution du clergé ou troublait autrement l'ordre » (2). Le même district se montrait moins libéral, un peu plus tard. A la suite de l'ordination faite à Paris, par Monseigneur de Gonssans, il arrêtait, le 4 juillet, que, « l'ordination de tous ces prêtres prétendus (*sic*) ne pouvant être constatée légalement, il ne pouvait pas leur être permis de dire la

1. *Instruction donnée par M. l'Évêque de Langres, § XV.*

2. A. M. de Cogners, P. D.

messe dans les églises nationales, sans être regardés comme des perturbateurs de l'ordre public » (1).

Les administrations des districts de Sillé-le-Guillaume et de Sablé avaient précédé celle de Saint-Calais, dans cette voie de mesquines chicanes. La première avait interdit à plusieurs futurs conjoints — dont les bans avaient été lus en chaire une seule fois — de contracter mariage, avant d'avoir justifié qu'ils eussent reçu de la Boussinière dispense des autres publications (2). Forte de cet exemple, la municipalité de la même ville renchérit sur ces tracasseries. En juin, elle fit rechercher, d'ailleurs vainement, dans les registres paroissiaux de Saint-Étienne, qui avait délivré une dispense de même genre « au Sr Mouton, chirurgien à Vivoin, et à D^{lle} Flore Plu, épousés en l'église de Vimarcé, district d'Évron, où les prêtres étaient réfractaires à la loi » (3).

A Sablé, le directoire s'était enquis auprès du département, le 12 juin, de ses droits à fermer la chapelle de l'hôpital de cette ville et l'église de la paroisse voisine de Gastines : le refus de serment par les prêtres qui desservaient l'une et l'autre ; l'affluence des fidèles, aux offices qu'ils y célébraient, motivaient ces deux demandes. L'administration du chef-lieu lui répondit négativement (4) ; mais il ne tarda pas à prendre sa revanche. L'occasion lui en fut fournie par une délibération de la municipalité de Précigné, datée du 26 du même mois, portant « qu'une partie de la garde nationale était corrompue ; que les prêtres se répandaient dans les campagnes et y alarmaient les consciences ; qu'ils lisaient au peuple de prétendues bulles... »

1. A. D., L 388, f° 19 v°.

2. *Ibid.*, L 584, f° 43 v°.

3. A. M. de Sillé-le-Guillaume, DII, p. 304.

4. A. D., V ²¹/_I (14 juin 1791),

Le district ordonna, à la suite de cette dénonciation, d'arrêter éventuellement les vicaires Baudrier et Glatier, puis de notifier à l'abbé Chopin, « natif de cette commune, que défense lui était faite de dire la messe ailleurs que dans l'église paroissiale de Précigné, jusqu'à ce qu'il se fût conformé à la loi », [en prêtant le serment] (1). Le 2 juillet, les prêtres réfractaires de Sablé étaient atteints à leur tour. Ceux-ci « refusaient de dire la messe dans l'église Notre-Dame de cette ville, sous prétexte qu'ils ne voulaient point communiquer avec le curé conformiste [intrus] et prétendaient imposer des conditions ridicules et trop inconstitutionnelles pour s'y rendre... » De leurs objections l'autorité civile concluait qu'ils voulaient seulement « avoir le loisir de célébrer dans la chapelle du ci-devant château, pour y tenir leurs assemblées et conciliabules ordinaires ». Elle décida donc « qu'il serait fait défense au Sieur Poncin, concierge de la maison, de donner les clés d'icelle et de la chapelle, fors au Sieur Richard, prêtre desservant de la dite chapelle... » (2).

Les arrêtés pris, vers la mi-juin, contre les vicaires de Bernay-en-Champagne et d'Épineu-le-Chevreuil, par leurs municipalités respectives, sont à la fois plus larges et moins tolérants. Ni l'un ni l'autre ne limitent à ces deux prêtres les églises où ils pourront exercer leurs fonctions ; mais tous deux leur interdisent « de se servir, pour célébrer la messe, des vases sacrés, linges, cire et cloches [de la paroisse]..., et d'entrer dans la sacristie, sans prétendre aucunement les empêcher de dire la messe avec leurs ornements personnels... » (3). De ces mesures de rigueur, les unes étaient motivées en réalité par des diffi-

1. A. D., L 579 (annexe).

2. *Ibid.*, f° 47 v°.

3. A. M. de Bernay-en-Champagne, *Délib.*, f° 76; d'Épineu-le-Chevreuil, *Délib.* (19 juin 1791).

cultés anciennes entre le curé Launay et son vicaire Lemaire. Les autres, ordonnées par les officiers municipaux d'Épineu, se fondaient sur ce que le sieur Barbé induisait le peuple en erreur, « en lui disant que la Constitution civile du clergé et le serment exigé des prêtres étaient contre la religion ».

Quelque rapide que soit cette esquisse, elle renseigne suffisamment sur les dispositions des pouvoirs élus, dans le diocèse, à l'égard des insermentés. Ceux-ci, après avoir entrevu un instant la possibilité d'exercer librement leur culte, se trouvaient progressivement déçus dans leur attente. Le règlement de police, édicté le 21 juin par le département, n'était pas libellé en des termes capables de ressusciter leurs espérances. Cet arrêté avait beau se réclamer des principes libéraux, dans quelques-uns de ses considérants ; la volonté qu'il signifiait nettement de faire protéger, par les administrations, la liberté due aux opinions religieuses n'était pas faite pour rassurer. De ses six articles, les quatre premiers instituaient en réalité la surveillance des ecclésiastiques non conformistes ; ils servent à marquer le point de départ des mesures persécutrices, que l'on étudiera dans cette fin de chapitre et dans le suivant. Les deux derniers, dont nous citons le texte, déterminaient les conditions de l'exercice du culte, par ceux qui avaient refusé de jurer.

« ART. 5. — Sur la demande des prêtres non assermentés qui ne troubleront point l'ordre public, les procureurs de fabrique leur feront fournir, lorsqu'ils se présenteront pour célébrer la messe dans une église paroissiale, succursale, ou oratoire national, un calice et les ornements nécessaires seulement.

ART. 6. — Les municipalités pourront accorder ou refuser le son des cloches, pour les messes des prêtres non

assermentés et qui ne sont pas fonctionnaires publics, suivant qu'elles le jugeront convenable à la tranquillité publique et au besoin de la paroisse » (1).

Inquiétante, cette réglementation l'était pour l'avenir, par l'extension qui pouvait être et qui serait donnée à ces termes imprécis d'ordre public, de tranquillité publique. Elle l'était encore immédiatement, parce que nulle part elle ne visait explicitement le décret du 7 mai, dont elle semblait s'inspirer. L'obscurité dont elle s'enveloppait paraît voulue, si l'on considère que cet arrêté était l'aboutissement logique des mesures successivement adoptées contre la liberté, depuis l'installation de l'évêque et surtout des curés constitutionnels du Mans. Le 13 avril, l'on avait fermé les églises des paroisses supprimées de la ville (2), à l'exception de Saint-Nicolas, qui bénéficia d'un sursis, rendu nécessaire par le retard apporté à l'élection de Maguin. Les scellés n'y furent apposés qu'un mois plus tard, en même temps que sur les chapelles des Cordeliers et des Jacobins, et sur l'église paroissiale de la Couture, qui fut désaffectée au profit de la chapelle des Bénédictins. Ces opérations se firent les 11 et 12 mai, d'après la Manouillère, et au milieu de l'indifférence générale, si l'on en croit le *Journal général du département* (3).

Ainsi disparaissaient rapidement les principaux lieux où les nombreux réfractaires de la ville avaient la possibilité de célébrer, sans être obligés au contact des jureurs et à une dépendance qui leur répugnait. Les chapelles des communautés restaient pourtant à leur disposition. L'un

1. A. D., L 71, p. 473.

2. A. D., Q $\frac{21}{43}$, f^{os} 79-80.

3. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine la Manouillère*, t. II, p. 257. — *Journal général*, n° 8 (24 avril), p. 54 et n° 11 (15 mai), p. 86.

des membres du département, Boutroue, alors président du Club des Amis de la Constitution, en provoqua la fermeture. Le rapport qu'il déposa à cette fin, et qui fut applaudi à l'une des séances de cette société (1), est remarquable par sa clarté, son ordonnance régulière, par la virtuosité aussi avec laquelle l'auteur s'applique à restreindre, au nom de principes libéraux, la liberté déjà précaire laissée aux non-jureurs ; mais il est gâté par une hostilité soupçonneuse, par une violence de ton qui n'étonne point de la part de cet anticlérical militant. « Si ces églises ne sont pas interdites, dit-il, n'en doutez pas, elles deviendront le rendez-vous général de tout ce qu'il y a dans la ville du Mans de prêtres non conformistes, d'antirévolutionnaires, et d'imbéciles dévotes... ; or qui vous répond de ces prêtres altiers, nourrissant dans leurs cœurs le désir de la vengeance ? Qui vous dit qu'ils ne se feront pas des partisans, par leur conduite hypocrite, par les insinuations perfides qu'ils sauront mêler adroitement aux exhortations religieuses ? »

Ce préambule achevé, le rapporteur expliquait que l'arrêté qu'il sollicitait ne blesserait la liberté ni du clergé réfractaire, ni de ses adeptes, ni des religieux. Le premier point de cette argumentation, qui seul intéresse ici, se résu-mait dans l'exposé suivant : « La nation ne doit rien fournir de superflu aux enfants ingrats que sont les non conformistes ». Ceux-ci auront donc seulement « la faculté de célébrer les saints mystères dans les églises paroissiales ou d'en acquérir d'autres à leurs frais » ; dans l'une ou l'autre hypothèse, ils ne sauraient être dangereux. Dans le premier cas en effet, « ils célébreront une messe basse et rien de plus ». Dans le second, « leur temple sera connu de tous les citoyens ; il portera une inscription particulière ;

enfin il sera soumis à la police, qui sera à portée de surveiller de bien près la conduite et les discours des chefs de l'association, bien plus aisément que s'ils tenaient des assemblées à toute heure et dans toutes les églises des couvents de religieuses » (1).

Le directoire du département fit siennes les conclusions de cet exposé, mais vraisemblablement non sans hésitation. En effet, par une singularité peu commune, même en ce temps d'arbitraire fréquent, son arrêté ne mentionne aucun texte de loi qui lui serve de fondement. Il s'appuie sur cet unique considérant que les chapelles et églises visées ci-dessus sont continuellement ouvertes au public ; mais, pour masquer tant bien que mal l'insuffisance de cet attendu, la disposition qui écartera de ces établissements les gens du dehors est liée à l'exécution de l'article 16 du titre II de la loi du 14 octobre 1790, jusque-là laissé dans l'oubli. L'administration tentait sans doute ainsi de présenter comme une peine disciplinaire une décision juridiquement insoutenable. Visiblement, elle répugnait à prendre à son compte l'argumentation audacieuse du rapporteur et à déclarer que, « toutes les églises appartenant à la nation », celle-ci en accordait ou en refusait la jouissance à son gré. Incapable de justifier le coup de force qu'il méditait, le directoire essaya donc de donner le change et ordonna simultanément que, en vertu de l'article précité, « les religieuses cloîtrées nommeraient incessamment entre elles leurs supérieures et économes et que leurs chapelles ne seraient plus ouvertes au public » (2).

Cet arrêté fut adopté le 14 mai. Le rapport qui l'avait provoqué fut lu et applaudi, le 15, aux Amis de la Constitution ; c'était le jour où les lois de la liberté étaient

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1971.

2. *Ibid.*, t. 71, p. 379.

plantés devant la demeure des intrus de la ville. Dans la nuit du 25 au 26, celui de l'évêque était abattu et sa chute était suivie de l'expulsion du régiment de Chartres, racontée plus haut. Quelques réfractaires se retirèrent à la campagne, effrayés de l'effervescence populaire. Comment ceux qui restaient allaient-ils s'organiser ?

Ils durent songer à acheter ou à louer l'ancienne église paroissiale de la Couture. Engagèrent-ils des pourparlers à ce sujet ? Par sa double qualité de membre du directoire et de président des Amis de la Constitution, Boutroue était en situation pour contrecarrer leur dessein. Informa-t-il cette société de leurs projets ? En tous cas les clubistes, qui avaient discuté pendant trois séances le discours de Talleyrand sur l'arrêté du département de Paris, mirent un empressement significatif à devancer leurs ennemis. Tout à coup, et sans que rien auparavant eût transpiré de leurs intentions, un d'entre eux observa, le 24 mai : « 1^o que la ci-devant église de la paroisse de la Couture lui paraissait le lieu le plus favorable pour la tenue des séances de la société, forcée de quitter le local qu'elle occupait aux Minimes ; 2^o que l'administration n'y souffrirait jamais l'établissement des non conformistes, attendu la trop grande proximité du temple des conformistes. » La conclusion, tendant à nommer quatre commissaires, pour procurer à la société le local en question, fut adoptée à l'unanimité. Le 12 juin, le président annonçait qu'il avait pris lui-même à bail cette nouvelle salle de réunion (1).

Pendant que se poursuivaient les négociations qui aboutirent à cette location, le directoire continuait de retirer successivement aux dissidents les édifices où ils faisaient leurs cérémonies. Deux arrêtés interdirent au public la chapelle des Ursulines, congrégation enseignante, puis

1. A. D., *Fonds municipal*, n^o 1006 (24 mai et 12 juin).

celles de l'hôpital, du collège de l'Oratoire et du séminaire de la Mission. Le premier de ces actes, rendu au commencement de juin, fut présenté comme une extension logique de celui du 14 mai. Il y fut déclaré que les religieuses, auxquelles on voulait l'appliquer, cessaient d'être considérées comme institutrices publiques, parce que leur chapelain n'avait pas prêté le serment et qu'elles refusaient de reconnaître l'évêque intrus (1) ; c'était les assimiler, autant qu'il était nécessaire, à leurs sœurs cloîtrées.

Le second arrêté fut sollicité presque simultanément, les 21 et 22 juin, par le club des Minimes et par l'assemblée primaire du quartier de la Cigogne. Celle-ci, réunie pour la nomination de cinq électeurs et présidée par Potier de la Morendière, procéda par voie de pétition aux officiers municipaux. Elle les engagea à faire fermer, dès le 22, « les églises de la ville supprimées par la loi, excepté celle de la Mission, où la procession [du Sacre] devait se rendre le jeudi 23 » (2). La veille de cette intervention, Philippeaux avait fait une démarche tendant au même but, également auprès de la municipalité. « On disait, d'après lui, que les prêtres non conformistes, qui se rassemblaient ordinairement à l'Oratoire, se proposaient de faire, le jour de la Fête-Dieu, une cérémonie pompeuse ». Il ajouta que « ce projet indisposait un grand nombre de citoyens, qu'on craignait que cela ne compromît la tranquillité publique ». Sa conclusion fut donc que « la municipalité fit fermer, le lendemain, l'église de l'Oratoire et les autres églises où les prêtres non conformistes continuaient leurs fonctions ». Les officiers municipaux se retranchèrent derrière l'obscurité de la loi, dont « les dispositions sur cet objet étaient suscep-

1. A. D., V $\frac{21}{2}$, p. 24.

2. *Ib.*, L 198 $\frac{bis}{b}$.

tibles d'interprétation et ne déterminaient pas précisément si les églises, de la nature de celles dont on demandait la fermeture, devaient être interdites au public » ; ils en référèrent donc au département (1). Celui-ci, pour motiver l'avis favorable qu'il projetait de donner, renvoya à son arrêté du 21. Mais il en aggrava la teneur, en déclarant que les églises paroissiales, succursales ou les oratoires nationaux pouvaient *seuls* être ouverts au public, pour l'exercice du culte (2).

Ainsi tout converge rigoureusement vers le même but, pendant cette période : actes du pouvoir local, motions d'électeurs, initiatives du club. En deux mois au plus, l'œuvre d'isolement des réfractaires de la ville est achevée et leur contact avec le public rendu impossible, ou presque, en dehors des églises nationales. La constitution d'un culte indépendant a été à peu près complètement empêchée ; sitôt qu'un passage a été aperçu, par où pouvait filtrer un peu de liberté, il a été intercepté. A la fin de juin, il ne reste aux non-jureurs du Mans que trois partis à prendre : célébrer dans les temples officiels, où le peuple ira les troubler à l'aise, au printemps de 1792 ; se retirer dans quelques paroisses suburbaines, dont l'émeute fermera les églises à la même époque ; admettre enfin à la pratique secrète de la religion persécutée un nombre limité de fidèles sûrs et dévoués. Quelques-uns probablement se résignèrent dès lors à cette clandestinité. Ils ne se doutaient guère que les progrès des révolutionnaires la généraliseraient ni que, dans la voie où ils entraient, des confrères assermentés les rejoindraient plus tard.

Sous les témoignages réitérés de l'hostilité du départe-

1. A. D., L. 270.

2. *Ibid.*, L. 71, p. 476.

ment, les illusions les plus tenaces ne pouvaient que succomber. Aussi bien la volte-face, opérée en une semaine par le *Journal général du département*, avait dû en ébranler quelques-unes, dès le début de cette lutte. Le 22 mai, l'organe constitutionnel avait loué sans restriction le décret du 7 du même mois et le discours de Talleyrand qui l'avait inspiré. Huit jours après, dans une note embarrassée, il déclarait que ce décret ne convenait qu'à la ville de Paris, et il suggérait une procédure longue et complexe, pour l'appliquer à la province. Pour quelle raison son rédacteur conseilla-t-il alors de soumettre à la double autorisation du département et de l'Assemblée nationale la faculté d'ouvrir des oratoires ? Quelles que soient les influences qui l'amenèrent à modifier sa première attitude, leur action sur lui fut de courte durée. L'expérience lui montra vite que son opinion primitive était la meilleure, et il ne se fit pas faute d'en convenir. En octobre, il reconnaissait, après le directeur de la Somme, l'illégalité de la fermeture des chapelles appartenant aux communautés conservées ; en novembre, il attribuait pour une bonne part à cette opération arbitraire les dissensions religieuses qui troublaient la société (1).

L'Assemblée départementale au contraire s'entêta dans son parti pris. Elle dut même étendre au diocèse la prohibition d'abord appliquée dans la ville du Mans. Du moins a-t-on le droit de conclure qu'il en fut ainsi, des deux seuls documents que l'on ait recueillis sur ce sujet : l'un acquiesce à une demande mal intentionnée du maire de Crannes ; l'autre ferme la chapelle Sainte-Catherine de Foulletourte.

« Vous représente — est-il dit dans le premier de ces actes — le nommé Claude René Chevallier, maire de Cranne, qu'il aurait été instruit qu'on a fait une soumission

1. *Journal général du département*, nos 12 (p. 94) ; 13 (p. 102) ; 32 (p. 253) ; 36 (p. 286),

sur une chapelle nommée la Vigrairie, située dans le semetière du dit Cranne, que celui qui a fait cette soumission est un prêtre réfractaire, qui se propose d'y faire une société de religionnaires ultramontains, ce qui pourrait faire une division dangereuse entre les habitants; première raison pour laquelle on ne doit pas faire droit à cette soumission.

Et, si cette raison ne paraît pas suffisante, le requérant se flatte qu'on voudra bien faire attention que la chapelle est de peu de valeur; qu'elle est dans une position qui la met dans le cas de ne pouvoir l'exploiter sans passer sur ledit semetière; qu'elle sert de station pour les fidèles du dit Cranne... »

Le premier motif allégué suffisait à notre directoire sec-taire : le « surcis à la vente » (*sic*) fut donc inscrit en tête de la supplique (1). La situation étant différente à Foulle-tourte, un arrêté fut jugé nécessaire pour la régler.

La paroisse actuelle n'était, au moment de la Révolution qu'un hameau important, assez éloigné de Cérans, duquel il dépendait. Soit désir de se séparer de la portion principale et de se constituer en agglomération autonome; soit par attachement à l'ancien clergé; soit enfin pour ces deux raisons à la fois, les habitants faisaient exercer le culte, au commencement de 1792, dans la chapelle Sainte-Catherine sise à proximité. L'inscrémenté Portebœuf leur prêtait le secours de son ministère; ils avaient pris possession, sans aucune autorisation, du calice et des ornements de cet oratoire et « mis pour inscription, au-dessus de la porte : *Culte romain* ». L'administration départementale s'avisa que cette initiative tendait à faire croire « qu'il existait dans la paroisse de Cérans, un autre culte que celui de la religion catholique romaine, et à jeter le trouble et

l'erreur dans les âmes trop crédules et peu éclairées ». Elle enjoignit donc à l'acquéreur de la chapelle, qui avait été vendue nationalement, de la fermer et de la désaffecter. Elle défendit également à l'abbé Portebœuf de continuer d'y célébrer « et même d'y entrer, sous peine d'être dénoncé à l'accusateur public comme perturbateur de l'ordre et la tranquillité du pays » (1).

VI

Ainsi s'élabora par fragments, en mai et en juin 1791, la charte de notre clergé non conformiste. Toutes ces mesures administratives avec leurs attendus ; ces restrictions, ces prohibitions, qui précèdent ou suivent immédiatement l'arrêté fondamental du 21 juin partiellement cité, étaient à rassembler, pour connaître exactement le statut que l'autorité civile imposera aux prêtres insérentés de la Sarthe. Réunies en faisceau, elles projettent une vive clarté sur les dispositions réelles du département ; elles font voir nettement de quelle manière se devait comprendre la protection promise par lui aux opinions religieuses. La condition faite aux ecclésiastiques qui n'ont pas voulu promettre de maintenir la Constitution apparaît presque aussi intolérable que celle des jansénistes, aux temps les plus rigoureux de la persécution exercée contre eux. L'achat ou l'érection de temples particuliers sont entravés ; la libre assistance aux cérémonies dans les oratoires nationaux pratiquement empêchée. Les prêtres réfractaires sont frappés d'une sorte d'excommunication civile, qui les isole, les classe parmi les individus suspects, difficilement

tolérés, en attendant qu'il soit prononcée leur exclusion de la société. Sous le couvert de formules libérales, un monopoïe est créé au profit du constitutionnalisme, élevé en fait à la dignité de religion officielle.

De cet exclusivisme l'on vient de fournir des preuves plutôt négatives. Une autre, positive, ressort de la longue série des mesures prises contre l'administration de l'Hôpital du Mans. Plus de deux mois durant, de la moitié de mai à la fin de juillet, le département s'appliqua à faire reconnaître, dans cet établissement, « M. Prudhomme comme légitime évêque de la Sarthe, et, en cette qualité, comme premier administrateur dudit hôpital et premier supérieur des sœurs » (1). Son intervention, dans cette affaire, est en somme parallèle aux premiers essais d'organisation du culte nouveau. Si donc il eût réussi, il est hors de doute que son succès eût favorisé notablement la cause qu'il s'agissait d'implanter au Mans et dans le diocèse ; l'exemple donné à la ville, par les sept cents personnes environ que comprenait la maison visée, devait être puissant pour gagner des adhérents au prélat et à sa religion, dans la masse des fidèles qui se réservaient.

Pour aboutir, les constitutionnels avaient déjà des intelligences dans la place. Ils pouvaient compter notamment sur la majorité du personnel masculin, employé aux manufactures de l'Hôpital général. Il est vrai qu'il fallait prévoir la résistance du bureau, tout au moins de ses membres ecclésiastiques, les chanoines Tessier et Fay, le supérieur de la Mission, un religieux bénédictin et le curé de Saint-Jean. Mais ne pouvait-on espérer rallier leurs collègues laïques et peut-être un groupe important des sœurs ?

La loi des 15/17 avril 1791, relative au remplacement des

1. A. D., L 71, p. 489 (Arrêté du 28 juin 1791).

chapelains insermentés des établissements hospitaliers, fournit l'occasion d'agir. Le 11 mai, le directoire invitait le district à la communiquer à la municipalité ; quatre jours plus tard, « les garçons patriotes de l'hôpital » faisaient applaudir, au club des Minimes, un discours qu'ils venaient d'adresser à M. l'Évêque (1).

A l'injonction de se sermenter, faite par les officiers municipaux, que le district avait mis en mouvement, les abbés Turmeau et Maillet, aumôniers, l'un de l'Hôpital général, l'autre de l'Hôtel-Dieu, répondirent par un refus. En conséquence, Avenant, vicaire épiscopal, se présentait à l'Hôpital, le dimanche 5 juin, pour y célébrer la messe. Il était porteur de deux titres destinés à l'accréditer. C'étaient une ordonnance de Prudhomme, lui donnant les pouvoirs de desservant, jusqu'à ce qu'un chapelain eût été régulièrement nommé, et une lettre de la municipalité, qui interdisait de le troubler dans l'exercice de ses fonctions.

Les membres du bureau formulèrent aussitôt leurs objections. Ils observèrent que la désignation d'Avenant était contraire aux décrets, qui maintenaient les insermentés à leurs postes respectifs jusqu'à leur remplacement ; que la loi du 15/17 avril exigeait d'ailleurs l'approbation du directoire départemental pour qu'un aumônier nouveau fût mis en possession ; qu'enfin, dans l'espèce, le droit de nomination appartenait à eux seuls. Ils refusèrent donc de recevoir l'intrus, muni de titres insuffisants. Ils rédigèrent également une lettre au département, pour se plaindre que « les sœurs fussent journellement insultées et que, spécialement depuis huit jours, on cherchât à gêner la liberté de leurs opinions religieuses » (2).

1. A. D., *Fonds Municipal*, n° 1006 (15 mai).

2. Arch. de l'Hôpital du Mans, F. 9/17, f° 121 et F. $\frac{9 \text{ bis}}{19}$, f° 206.

Le directoire, auquel il en était ainsi référé, répondit, le samedi 11 juin, par un arrêté qui ordonnait aux ayants droit d'élire, le jeudi suivant, un remplaçant à l'abbé Turmeau ; la Boussinière était convoqué pour prendre part à cette désignation, « comme administrateur-né de l'Hôpital, en sa qualité d'évêque du département » (1). Le bureau, mis en demeure d'agir, tint séance le mercredi. Il prétendit ne connaître « aucun sujet qui réunit, autant que le sieur Turmeau, les qualités requises pour faire le bien dans la maison. » Il déclara donc renoncer, pour le cas présent, à son droit de nomination et réclamer de nouveau l'exécution de la circulaire royale du 31 mai relative aux sœurs de charité, « afin d'assurer à celles des hôpitaux de la ville l'autorité et la tranquillité nécessaires, ainsi que le libre exercice de leurs opinions religieuses. » Il dénonça enfin de nouveaux troubles, arrivés le dimanche précédent, de la part des pauvres et ouvriers et de personnes de la ville (2).

Prudhomme survint, le lendemain, avec deux commissaires de la municipalité, à trois heures de l'après-midi ; il attendit vainement jusqu'à cinq heures sans que personne se présentât pour le recevoir. Le directoire décida donc une nouvelle convocation du bureau, avec l'intention ouvertement manifestée de faire reconnaître le prélat ; car il importait « qu'il ne pût exister aucun nuage sur les opinions desdits membres concernant la Constitution, ou l'influence qu'elles pouvaient avoir sur l'ordre et la tranquillité dudit hôpital » (3).

Un seul administrateur, Letessier, se trouva, le 18, à la réunion ainsi fixée. Aux termes de l'arrêté du jour précé-

1. A. D., V $\frac{21}{2}$, p. 31.

2. Arch. de l'Hôpital du Mans, F 9/17, f 222.

3. A. D., L 71, p. 461.

dent, ses collègues furent considérés comme démissionnaires. Une délibération municipale constata leur déchéance, et nomma trois membres du conseil général de la commune pour les remplacer (1).

Force restait donc à la loi. Pour mieux affirmer ses intentions, l'autorité civile ferma même, on l'a vu plus haut, la chapelle de l'établissement à tous les non conformistes étrangers. Elle enjoignit, dans le même temps, à l'abbé Turmeau de céder la place au vicaire épiscopal nommé desservant, et de se retirer à la Mission. Des troubles populaires se produisirent, en cette circonstance, les 23 et 24 juin, « sur le bruit répandu que plusieurs prêtres non assermentés, autres que les chapelains, avaient célébré la messe audit Hôpital général, le jeudi de la Fête-Dieu et le jour de Saint-Jean » (2).

Le premier acte de ce drame se terminait ainsi dans l'agitation ; c'était le plus long sans doute, mais peut-être le moins pathétique. Le bureau indépendant avait évité le contact qu'on voulait lui imposer ; les sœurs ne pouvaient s'y soustraire de même. Privées de la direction à laquelle elles étaient accoutumées d'obéir ; livrées à elles-mêmes et déjà en lutte avec une partie de leur personnel subalterne, qu'allaient-elles faire ?

L'arrêté du 28 juin, qui est capital en toute cette question, établissait pour elles un traitement différent, suivant qu'elles appartenaient à l'Hôpital général ou, dans celui-ci, au service de l'Hôtel-Dieu. De cette diversité le directoire donnait lui-même les raisons principales. « L'instruction publique était l'objet le plus important de l'administration », dans le premier de ces établissements, « composé qu'il

1. Arch. de l'Hôpital du Mans, F $\frac{9 \text{ bis}}{19}$, f° 209.

2. A. D., L 71, p. 489.

était, pour la plus grande partie, d'enfants et d'une jeunesse nombreuse de l'un et l'autre sexe ; c'était là une fonction publique, qui ne pouvait être laissée à des personnes dont les opinions n'étaient pas conformes à la Constitution ». Il n'en était pas de même de l'Hôtel-Dieu, parce que son « objet — le gouvernement des pauvres malades — n'avait rien de commun avec les fonctions publiques, et en raison de l'impossibilité de compléter en ce moment une administration patriotique pour cette maison. »

Il avait décidé en conséquence que les sœurs de ce dernier établissement pourraient continuer leur ministère jusqu'à nouvel ordre, sous réserve qu'elles ne pénétreraient pas dans l'Hôpital général, sans permission : « qu'elles n'abuseraient point de leur autorité sur leurs subordonnés et leurs malades, en les inquiétant et sollicitant pour cause d'opinions religieuses. » — Par une disposition vraiment respectueuse de la liberté de conscience, il leur était encore « expressément enjoint de procurer, autant que possible, à chaque malade, tel prêtre sans exception, dont ils réclameraient le secours spirituel.

Quant aux religieuses de l'établissement principal, il fut décrété qu'elles déclareraient, devant le nouveau bureau, aux jour et heure par lui fixés, « *qu'elles reconnaissent M. Prudhomme comme légitime évêque du département de la Sarthe et, en cette qualité, comme premier administrateur et leur premier supérieur spirituel.* » Au cas où elles se récuseraient, elles devraient cesser toutes fonctions, rompre toutes relations avec le reste du personnel de la maison, puis quitter celle-ci dans un délai maximum de huit jours. Diverses mesures de détail, inspirées par un libéralisme réel quoique un peu étroit, complétaient celles que l'on vient d'énumérer. Elles avaient pour but d'assurer « à ceux des habitants dudit Hôpital général, âgés de plus de vingt-cinq ans, qui le demanderaient, la faculté d'aller

en ville, les fêtes et dimanches, assister à telle messe qu'ils jugeraient convenable » (1).

Le 1^{er} juillet, le bureau indiquait aux sœurs le 4 du même mois, pour faire la déclaration à elles imposées par l'arrêté précité. Ledit jour, la sœur Mary, supérieure, déposa, au nom de la communauté, une réponse à cette injonction. Elle était ainsi conçue : « Nous, Sœurs de l'Hôpital et de l'Hôtel-Dieu de cette ville, nous déclarons que M. Piu-dhomme, évêque constitutionnel du département de la Sarthe, nous étant désigné par le directoire de ce département comme premier administrateur de l'Hôpital général du Mans, nous le reconnaissons pour tel : que nous promettons, en ce qui concerne les fonctions, entière obéissance, *quant au temporel*, tant audit sieur évêque qu'à tous les membres de l'administration. » Le bureau lui opposa en vain « qu'elle ne pouvait ni ne devait manifester l'opinion de ses consœurs » ; elle persista dans son attitude. La sœur Boyère, qui la suivit, imita son exemple. A la vue de cette « coalition », les membres présents de l'administration suspendirent la convocation individuelle des religieuses et les appelèrent par petits groupes ; le résultat fut identique. Les sœurs de l'Hôtel-Dieu se joignirent aux autres, encore qu'on eût observé qu'elles n'étaient pas comprises dans l'arrêté du département.

Des vingt et une religieuses dont on a relevé les noms, à cette époque, dans l'établissement, deux seulement — les sœurs Fisson et Boulard — consentirent à souscrire la déclaration exigée ; la sœur Gourdin l'aînée avait été dispensée de cette formalité, en raison de son grand âge, de ses infirmités, et des services qu'elle avait rendus (2). L'on

1. A. D., L 71, p. 489.

2. Arch. de l'Hôpital du Mans, F $\frac{9 \text{ bis}}{19}$, f^o 212.

peut regarder comme équivalent au refus du serment la note collective des autres.

Le 9 juillet, elles donnèrent de cette note une explication écrite détaillée, qui maintenait leur première attitude, mais avec aggravation. Les intéressées protestaient cette fois qu'elles ne renonceraient point à leurs fonctions, à moins d'y être contraintes par « le rejet de leur déclaration ou par le défaut du libre exercice de leurs opinions religieuses ». Ce jour-là, la Boussinière, présent à la réunion, s'était fait assister de MM. Costin, supérieur du séminaire, Paulmier et Lebleu, vicaires épiscopaux. Son dessein était de « faire avec eux tous les efforts et employer tous les moyens de persuasion, pour convaincre les sœurs » qu'elles avaient mal interprété l'arrêté départemental; que celui-ci « n'exigeait pas d'elles qu'elles n'eussent confiance, pour ce qui concernait la religion, qu'en M. l'Évêque et MM. les prêtres assermentés; qu'il réclamait seulement qu'elles le reconnussent pour premier supérieur spirituel des hôpitaux. »

Explications plus ou moins spécieuses, démonstrations, exhortations, instances et tentatives d'intimidation, rien ne put vaincre la résistance de ces courageuses femmes. Le nouveau chapelain nommé, l'abbé Guyard, fut également impuissant à les gagner. Le 6 août, elles étaient expulsées de la maison, faute d'avoir voulu la quitter volontairement (1).

La lutte ainsi engagée n'eut son épilogue que vers la mi-septembre. A cette date, il fallut chasser « les filles, aides et autres », coupables de rester attachées aux anciennes religieuses et de profiter de la liberté, qui leur avait été d'abord accordée, de suivre au dehors les céré-

1. Arch. de l'Hôpital du Mans, F $\frac{9}{19}$ ^{bis}, f^{os} 213-223.

monies du culte de leur choix (1). Au dire d'un témoin, dont la véracité a été maintes fois éprouvée, « le sieur Dubaing, apothicaire au Mans, ordonna que » ces trop fidèles collaboratrices « seraient fustigées ; lui-même les tenait, pendant qu'une sœur assermentée les frappait » (2). La répression même était un aveu, le plus éloquent de tous : elle confirmait publiquement l'échec des espérances de Prudhomme, de ses protecteurs et de ses partisans.

1. Arch. de l'Hôpital du Mans, F $\frac{9 \text{ bis}}{19}$ f^{os} 229-231. (Nous exprimons notre très vive gratitude à M. le Maire du Mans, pour la bienveillance avec laquelle il nous a facilité la communication des archives de l'Hôpital de cette ville).

2. Chan. Savare, *Mémoires* inédits, chap. III.

CHAPITRE IX

Troubles religieux de juin 1791 à février 1792

- I. — Influence de la fuite et de l'arrestation du roi sur les troubles religieux ; agitation contre les réfractaires, au Mans et dans les campagnes ; violences dans les districts de Château-du-Loir, de Saint-Calais ; scission de paroisses en deux partis. — La retraite de nombreux insermentés. — Trêve à l'occasion de la Fédération.
- II. — Caractères et causes des troubles de juin ; dénonciation d'ecclésiastiques, accusés de parler contre la Constitution ; poursuites, dans les divers districts, et condamnations dans celui du Mans.
- III. — Arrêté du 10 septembre. — Résistance de quelques municipalités, qui réclament le maintien ou le retour de leurs anciens pasteurs ; troubles de Solesmes. — Provocations d'intrus et de leurs tenants : troubles de Mézeray, de Saint-Calais ; violences contre les partisans des insermentés. — Tentatives de restrictions de la liberté du culte ; pétition du procureur général syndic au roi, sur la sanction du décret du 29 novembre.
- IV. — Derniers écrits pour ou contre la Constitution : *Mon petit mot à M. Prudhomme ; Instruction pastorale* de la Boussinière.

I

« L'enlèvement du Roi devait être dans l'empire le signal d'un incendie général, que le sang de milliers de Français devait à peine suffire à éteindre. Paris s'est montré fier et tranquille. Notre département a montré le même aspect...
... La nouvelle de la fuite du monarque n'a suspendu au Mans aucuns travaux ; nous sommes informés qu'il en est de même dans nos autres districts ; les affaires ont eu le

même cours ; les biens nationaux se sont vendus souvent le double de l'estimation ; cette sécurité générale prend sa source dans l'opinion publique, que l'Assemblée nationale a fixée irrévocablement. »

Voilà en quels termes pleins de satisfaction pour le présent, de confiance en l'avenir, le *Journal général du département* (1) décrivait l'état de la Sarthe, dans son numéro du 3 juillet 1791. Même après une énumération un peu longue des précautions prises par l'autorité locale, c'était se flatter trop vite que la paix civile resterait inébranlée. La nouvelle du départ du Roi avait suscité dans l'administration une sorte de fièvre aiguë d'activité ; la masse était restée muette de surprise, atterrée presque et sans mouvement, comme sous l'effet d'un stupéfiant énergique : son silence, son inertie devaient être de courte durée.

On le vit bientôt et la lecture des numéros suivants du même périodique suffirait à nous en instruire. Dès le 10 juillet, il signalait l'effervescence du peuple de la Flèche, les « cris de fouet et de lanterne, contre ceux qu'il appelait *aristocrates* ». Il avouait, un peu plus tard, « des fouilles dans tous les châteaux des environs de Mamers, pour y trouver des magasins d'armes » ; une perquisition, dans le district de Sablé au château de Bellefille, par « quatre cents hommes environ de Pilmi, de Chemiré et d'une paroisse voisine, armés de fusils et d'instruments tranchants » ; « la dévastation du château d'Aux » par une autre bande ; les menaces proférées contre les juges venus pour informer à ce sujet, et qui furent contraints de se retirer. « Les meubles avaient été bouleversés et les armoires ouvertes, les orangers et les myrthes cassés, quantité d'effets distraits ; la même cérémonie avait eu lieu dans les châteaux aux

1. Cf., n° 18 (3 juillet 1791), pages 139 et 142.

environs de Ballon. L'on a bouleversé les chartriers, disait le numéro 24 du même mois, feuilleté les titres et vieux parchemins, lu les lettres de famille ou d'affaires écrites depuis vingt ou trente ans. Il est impossible de citer une violation plus manifeste des droits de l'homme et du citoyen... » (1). A ces spasmes, qui secouèrent tout le département, l'on croirait que la « grande peur » de juillet 1789 s'était de nouveau emparée des habitants.

Quant aux violences dont le clergé non conformiste était alors l'objet, le journal affectait de n'y attacher qu'une importance médiocre et de n'en voir que les heureux effets. « Les circonstances, en ralliant les citoyens des divers partis autour de l'arbre majestueux de la Constitution, avaient décidé nombre d'ecclésiastiques réfractaires à la prestation du serment ». Et il narrait, avec une légèreté quelque peu désinvolte, l'aventure des deux vicaires de Chemiré-le-Gaudin, qui a été citée précédemment. Il raillait « le sage parti », pris par le curé de Pruillé-le-Chétif qui, « menacé d'une seconde fouille », avait délaissé « la bergerie et le troupeau » plutôt que de montrer une fermeté apostolique, de rester à son poste et de braver un orage très imaginaire (2). Au départ précipité d'un vicaire rétracté de la Flèche, fuyant devant les attroupements hostiles, il n'avait attaché guère plus d'attention qu'à un vulgaire fait-divers.

Ce qu'était pourtant la situation réelle des ecclésiastiques non-jureurs, combien elle était inquiétante, au moins dans la ville du Mans, le curé de Rouez nous l'a appris plus haut, au chapitre des serments. Ses craintes étaient-elles chimériques, simplement exagérées ou bien fondées ? On le verra tout à l'heure. En tout cas son jugement était à rappeler ici, parce qu'il est celui d'un témoin oculaire. Au

1. *Journal général du département*, n^{os} 19, 20, p. 150-155.

2. *Ibid.*, n^o 20, p. 156.

reste, la tranquillité des réfractaires n'était guère plus assurée, à ce moment, dans les campagnes.

La nouvelle de la fuite du monarque était parvenue au chef-lieu, le 22 dans l'après-midi : c'était le jour où les scellés étaient apposés sur les chapelles de l'Hôpital et de l'Oratoire. « La municipalité très inquiète » tripla la garde nationale, déposa des poudres au corps de garde ou Tour Vineuse, ordonna de mettre des lumières aux croisées depuis neuf heures jusqu'au jour. « Il ne s'est rien passé de mal » conclut la Manouillère, de qui sont tous ces détails. Mais, le 24, des troubles éclataient, sous prétexte de célébration de la messe par des insermentés, dans une des chapelles fermées. Le 25, deux sœurs de Sillé-le-Guillaume, insultées par le peuple, se retiraient (1); le même jour, celles de la Providence de Bonnétable abandonnaient subrepticement leur maison (2). Le 26, le vicaire de Rouez-en-Champagne était menacé par deux habitants de Tennie, pour le cas où il continuerait à résider en sa paroisse (3); dans la nuit suivante, le curé de Villaines-sous-Lucé était forcé de s'éloigner de la sienne (4). Le 26 encore, le directoire du district de Sablé enjoignait d'urgence, au curé Praticou et aux abbés Baudrier et Glatier, de quitter Précigné dans les vingt-quatre heures; un de leurs collègues, Chopin, se voyait interdire de célébrer la messe ailleurs que dans l'église paroissiale (5). Simultanément, le conseil général de Noyen restreignait l'exercice du culte par les réfractaires, en application d'un prétendu décret « non encore officiellement parvenu » (6). Le 29, le

1. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D II, p. 315.

2. A. M. de Bonnétable, D II, f° 60.

3. A. M. de Rouez-en-Champagne, *Délib.*, p. 25.

4. A. D., L 417, f° 57.

5. *Ibid.*, L 579, f° 246 (annexe).

6. A. M. de Noyen, *Délib.*, p. 79.

curé Goumenault était dénoncé à la municipalité du Lude, pour avoir refusé d'entendre en confession la femme Froger, « mariée suivant la Constitution, avec dispense de la Boussinière ». Le lendemain, la même administration décidait le transfert à la Flèche de Jacques Maurice, ci-devant curé d'Étival, arrêté à Broc par la garde nationale, parce que son passeport, dûment signé par le maire, ne mentionnait pas sa qualité d'inscrémenté (1).

Cette énumération se pourrait poursuivre, car les mesures vexatoires de quelques autorités locales et, plus souvent, les troubles populaires se succédèrent pendant tout le mois de juillet : la commotion reçue d'abord au centre s'étendit sur la périphérie. Comme se propagent et se poussent les ondes, suivant les densités variées des milieux, ses effets la décelaient, ici puis là, avec plus ou moins de rapidité et de violence. Il est indispensable d'en citer les manifestations les plus importantes.

Une lettre de l'abbé Leroy, vicaire de Courdemanche, avertissait le district de Château-du-Loir, le 26 juin, que « plusieurs personnes mal intentionnées de Saint-Vincent et de Saint-Pierre-du-Lorouer avaient formé l'horrible projet d'aller attenter à sa propre vie et à celle de son curé » ; que celui-ci avait pris le parti de s'absenter et qu'il serait lui-même obligé de l'imiter, à moins qu'il ne fût pourvu à sa protection. Le directoire chargea donc immédiatement les municipalités intéressées de faire une enquête ; leur prescrivit de « publier et mettre à exécution la loi martiale, en cas d'attroupement » ; commanda diverses mesures d'ordre, en invitant le curé et le vicaire menacés à continuer leurs fonctions, jusqu'à ce qu'il eût été pourvu à leur remplacement (2). Le 29 du même mois, le maire de Lavardin se mettait à la tête d'une bande, envahissait le domicile de

1. A. M. du Lude, DI, f° 178.

2. A. D., L 417, f° 43.

l'abbé Pelu, habitué à la Quinte, et l'emmenait jusqu'à Degré, pour lui faire prêter serment (1). Environ une semaine après, l'un des membres du Conseil général du département dénonçait à ses collègues les troubles qui s'étaient produits à Saint-Calais, le vendredi 8 juillet (2). Le détail de ces désordres nous échappe, car ils nous sont connus seulement par un arrêté du directoire de ce district, qui ne les désigne qu'indirectement dans une analyse sommaire. Mais les scènes incriminées se reproduisirent, le dernier dimanche du même mois, et un autre acte plus explicite de la même administration supplée, pour ces dernières, aux indications qui manquaient d'abord.

Ce jour-là, 31 juillet, « des chansons, dont le refrain était : à la lanterne », avaient été répandues dans la ville ; « chantées entre onze heures et minuit dans la cour du Sieur Bossé, principal du collège et procureur de la commune » ; chantées aussi à la porte de plusieurs particuliers et entre autres « des ecclésiastiques qui avaient refusé le serment et de ceux qui ne l'avaient pas fait, parce qu'ils n'y étaient pas obligés, n'ayant point de fonctions publiques à remplir ; elles étaient accompagnées des menaces les plus inquiétantes... » (3). Ces menaces, vociférées par des « attroupements séditieux, qui se portaient en armes chez les particuliers, sous le vain prétexte d'y chercher des amas d'armes qui n'y existaient pas », sont précisées par ailleurs : c'étaient celles de chasser de leurs demeures les non conformistes. D'ailleurs leurs partisans n'étaient pas plus respectés qu'eux. « Dans différents endroits on avait employé la violence, pour forcer des particuliers de reconnaître des ecclésiastiques constitutionnels et d'assister aux Saints Mystères qu'ils célébraient ; on avait insulté publi-

1. A. M., L 101, f° 2.

2. *Ibid.*, L 101, f° 14.

3. *Ibid.*, L 388, f° 63 v°.

quement ceux qui refusaient de le faire et on les menaçait de les maltraiter et de se porter contre eux aux excès les plus outrageants. »

Le directoire de Saint-Calais, qui faisait siennes ces informations, ordonnait en conséquence des poursuites contre ceux qui, dans l'avenir, se rendraient coupables d'insultes ou d'excès, « soit contre les ecclésiastiques non assermentés, soit contre les catholiques non conformistes, qui n'assisteraient pas aux offices faits par des constitutionnels ou qui manifesteraient leurs opinions à cet égard. » Dans un langage très élevé et tout empreint de libéralisme, il rappelait aux municipalités de son ressort « que tous les citoyens étaient frères ; qu'elles devaient donc apporter autant de soin à protéger la liberté des opinions religieuses et à assurer la tranquillité des ecclésiastiques et des catholiques non conformistes, qu'à veiller sur la conduite des uns et des autres. » En effet, disait-il, dans les considérants de son arrêté, « ainsi que tous les autres citoyens de l'empire, de quelque religion qu'ils soient, ils peuvent être amis de la Constitution ; et ils ont également le droit de satisfaire à leur conscience et de pratiquer leur religion, en se conformant aux lois et règlements de police qu'exigent l'ordre et la sûreté publique (1). »

Ces conseils de modération étaient trop tardifs, car, au moment où ils étaient formulés, le directoire du département les avait désavoués d'avance, comme il sera dit bientôt. Pour une autre raison apparemment, ils restèrent inefficaces, là même où ils étaient donnés. Comme en beaucoup d'autres endroits du département, la superposition des pouvoirs locaux avait divisé la petite ville de Saint-Calais en deux partis, dont l'hostilité perçait à tout propos. Les dernières manifestations de cette animosité étaient

toutes récentes, lorsque fut pris l'arrêté cité tout à l'heure. Le 21 juillet, la municipalité avait protesté contre l'enlèvement des vases sacrés, retirés des églises « sans souci de la décence nécessaire », par les soins du district. Le 24 du même mois, ce dernier se dressa à son tour contre ses adversaires. Le conseil général de la commune ayant requis les sœurs de l'Hôpital, chargées de l'instruction, de prêter le serment et de reconnaître le desservant intrus de la paroisse, l'administration supérieure fit opposition. Il n'est pas étonnant dès lors que, le 27, les exhortations de celle-ci à la tolérance soient restées sans effet ; que, le 31, aux chansons séditieuses contre les insermentés se soient mêlées des injures à l'adresse des membres du district ; que ceux-ci aient été publiquement qualifiés de « voleurs d'églises » et menacés de la lanterne (1).

A vrai dire, par suite de l'effervescence qu'avaient causée la fuite et l'arrestation du roi, les divisions commencent à cette date à éclater un peu partout dans le diocèse. Les officiers municipaux de Beaumont-le-Vicomte se plaignent, à la fin de juin, que la Garde nationale de leur ressort nourrisse des desseins hostiles contre « des prêtres et des ci-devant nobles », accusés par elle de complots attentatoires au bon ordre et à la tranquillité publique ; ils se croient même obligés de demander, au district de Fresnay, protection pour les réfractaires (2). Au contraire, à peu près à la même époque, les gardes nationaux de Loué sont appelés, « pour contenir les ennemis de la Révolution » (3). Mais de tous les documents, celui qui décrit le mieux l'agitation dans les communes, à l'occasion de la Consti-

1. A. M. de Saint-Calais, D II, n° 216 et 243 ; A. D., L 388, f° 63 v°.

2. A. M. de Beaumont-sur-Sarthe, D V (25 juin 1791) ; A. D., L 462.

3. *Ibid.*, L 584.

tution civile, est le réquisitoire prononcé, le 8 juillet, par le procureur de la commune de Noyen.

Après avoir rappelé que les fonctions publiques avaient été interdites, dans la localité, aux prêtres non conformistes, ce magistrat fit observer « que la paix et l'union qui n'avaient pas cessé de régner dans cette paroisse, au milieu des orages de la Révolution, commençaient d'être fortement compromises ; que des familles et des ménages très unis jusqu'alors étaient divisés au point d'en venir à des voies de fait.

« Déjà, ajoutait-il, les principes insinués depuis plusieurs mois..., dans des libelles qui ont été communiqués, commencent à prendre de la faveur, d'autant plus que la conduite des ecclésiastiques réfractaires et de quelques autres chargés de l'instruction publique leur donne du crédit ; car plusieurs personnes, interrogées pourquoi elles n'assistaient plus aux offices de paroisse, ont répondu qu'elles croyaient ne le pouvoir en sûreté de conscience, puisque leurs prêtres et quelques personnes, dont la conduite faisait la règle de la leur, évitaient avec le plus grand soin de communiquer avec les prêtres constitutionnels, qu'ils traitent d'intrus. »

Il concluait, en disant « qu'il fallait, tandis que la contagion était encore à peu près concentrée dans le bourg, s'empressez d'y apporter un remède... et [pour cela] inviter les prêtres réfractaires d'assister aux offices de la paroisse... » ou de quitter celle-ci (1).

Depuis six mois au plus, « la pomme de discorde » — c'est ainsi que la Boussinière lui-même avait qualifié la loi du serment — avait été jetée au milieu des Manceaux. Ce fruit empoisonné avait d'abord séparé le clergé en partis ennemis ; visiblement sa nocivité étendait ses effets. Les instal-

1. A. M. de Noyen, *Délib.*, p. 83.

lations de curés intrus, si elles avaient mécontenté les populations rurales, n'avaient suscité aucune opposition déclarée ; quelques semaines étaient à peine écoulées que les divisions latentes dégénéraient de-ci de-là en luttes ouvertes. A Vallon, Christophe Bardet, fusilier, avait répandu le bruit « qu'il y aurait du sang de versé », si la messe célébrée pour la garde nationale n'était pas dite par l'insertement Jolais ; « qu'il y avait plus de trente personnes à avoir fait le complot de combattre ceux qui s'y opposeraient. » Un libelle grossièrement injurieux, avait même été déposé dans le missel de l'intrus Pichard (1).

Il est vrai que l'on chercherait en vain d'autres marques d'une hostilité aussi accentuée contre les faux pasteurs ; mais des manifestations de défiance et d'aversion à leur égard pourraient être relevées en quelques endroits. Ainsi le maire et la majeure partie de la municipalité de Saint-Ouen-en-Belin s'abstinrent de paraître à la Fédération de leur commune, afin de ne pas assister à la messe célébrée par le curé constitutionnel. Ainsi encore Chassillé demanda à la même époque, aide et secours au chef-lieu de canton, contre les ennemis de la Révolution (2) ; la Société fraternelle d'Outrepont dénonça, pour injures à leur curé intrus, les habitants et la municipalité de Louplande (3).

Ces témoignages d'hostilité sont au total très rares ; par contre l'animosité extrême et très répandue contre les non-jureurs. Ceux-ci se sentirent peu en sûreté dans les campagnes, où le défaut de forces organisées les laissait sans protection contre les menées de quelques énergumènes. Ils quittèrent donc en nombre leurs paroisses. L'état civil de Verniette constate l'absence, du mois de juillet au

1. A. M. de Vallon, D I (24 juillet 1791).

2. A. D., L 584.

3. *Ibid.* Fonds municipal, n° 1006 (19 juin).

20 octobre, du curé Bellanger « forcé de se retirer à cause de la Révolution » (1). La municipalité de Saint-Calais prit un arrêté, le 24 juillet, qui nommait deux chantres laïques et un serpent, devenus indispensables « par la désertion des prêtres réfractaires (2). » Pour Contilly, c'est le directeur du département qui enregistra la suspension du culte, occasionnée « par la retraite concertée du curé et du vicaire (3). » Le sommier des « *Trimestres des curés et vicaires...* » du district de Fresnay, indique la disparition d'une dizaine de vicaires, du 26 juin au 10 août (4). Enfin — et c'est le témoignage le plus significatif en cette matière — lorsque l'administration prit, le 7 juillet, l'arrêté qui créait les dessertes provisoires, elle le motiva sur ce que « nombre de curés et de vicaires non assermentés avaient quitté, depuis quelques jours, les paroisses auxquelles ils étaient attachés » (5).

C'était là une sorte d'émigration à l'intérieur. Pour certains réfractaires elle dut être définitive. Tel fut le cas du vicaire rétracté de la Flèche, « obligé de quitter son tranquille asile et de s'en aller demander à Château-Gontier, sa patrie, le refuge et le soutien qu'elle lui devait » (6). Tel fut aussi celui des curés de Villaines-sous-Lucé et de Mayet, dont le district de Château-du-Loir note qu'ils avaient emmené meubles et effets de leurs presbytères, et marqué ainsi que leur départ se faisait sans esprit de retour (7). Pour d'autres l'éloignement ne fut que temporaire. Le curé de Verniette, on l'a déjà vu, réintégra sa maison, en octobre 1791 ; les frères Beucher rentrèrent à Brûlon, le 11 du

1. A. M. de Conlie, *État civil* de Verniette.

2. A. M. de Saint-Calais, D II, n° 237.

3. A. D., L 153, n° 600.

4. A. M. de Fresnay, *Trimestres des curés et vicaires*, passim.

5. A. D., L 101, f° 11.

6. *Journal général du département*, n° 19 (10 juillet), p. 150.

7. A. D., L 417 f° 54 et 57.

même mois. Au reste l'on remarquerait autant de variété dans le choix des lieux que dans la durée de ces exils volontaires. L'abbé René Janvier se retira chez sa sœur, à la Suze ; le curé de la Ferté-Bernard dans sa famille, à Écommoy ; celui de Rouez au Mans, etc...

Car c'est au chef-lieu que les insermentés affluèrent en plus grand nombre. Y trouvèrent-ils, sinon la tranquillité, du moins la sécurité qu'ils cherchaient ? L'on en peut douter. « L'indignation s'est manifestée généralement, écrivait le journal constitutionnel, et la municipalité du Mans, craignant les suites d'une opinion fortement énoncée et défavorable à ces ouvriers oisifs de la vigne du Seigneur, leur a offert un asile commode à la Mission, où elle répond de leur sûreté » (1). Même ainsi protégée, celle-ci put un instant paraître précaire ; c'est le même périodique qui donne cette information. « Nous avons cru, dit-il, devoir rassurer nos concitoyens ; on menaçait de troubler l'asile sacré des prêtres non conformistes, retirés à la Mission au nombre de quarante environ ; cette idée n'existait que dans certaines têtes impuissantes, ennemies de l'ordre... » (2).

Pour soustraire ces malheureux aux attentats projetés par une poignée de violents, il n'y avait eu sans doute besoin que de détourner d'eux l'attention du peuple ; les circonstances y aidèrent. La Fédération était proche et, afin qu'elle ne fût pas inférieure en enthousiasme à celle de 1790, la municipalité répandait « à profusion une adresse » qui invitait « les esprits à une union parfaite et à l'oubli de toute haine partielle ». D'ailleurs les préparatifs pour la fête étaient considérables.

La cérémonie fut pompeuse et le nouveau culte officiel

1. *Journal général du département*, n° 19 (suppl. p. 1). Cf. A. D., *Fonds municipal*, n° 1536, f° 118-120.

2. *Journal général*, n° 20 (17 juillet), p. 157.

eut une large part dans ce triomphe. « Les corps administratifs, municipal et judiciaire de la ville, des députations de chaque district » y occupaient une place de choix, au milieu de « l'armée fédérative » qu'entourait une masse imposante de spectateurs.

Prudhomme, rendu d'avance au camp, avec ses vicaires, sous la garde d'une escorte d'honneur, y officia pontificalement, « sur l'autel de la patrie. » Avant la messe il avait béni deux drapeaux de la garde nationale, puis prononcé une allocution à la louange de « notre sublime Constitution, chef-d'œuvre de l'esprit humain, dont l'édifice majestueux s'était élevé malgré les orages et les tempêtes qui grondaient de toutes parts. » Dans ce morceau de circonstance, l'éloge des « sages et courageux représentants de la nation française..., hommes consoimés dans l'état profond de la politique... » ; des corps administratifs, tout ensemble actifs et prudents ; des « intrépides gardes nationaux, à la fois vigilants et valeureux », se mêlait aux appels « à la paix, à l'union, à la concorde ». Si la flatterie était trop peu discrète à l'égard des corps constitués, rien n'était à rejeter des termes par lesquels l'orateur conjurait « l'Être suprême... de détruire les fausses opinions qui tiennent nos frères éloignés de nous. » Les prêtres dissidents auraient retourné contre lui le qualificatif d'« égarements » appliqué à leurs divergences de vues ; mais ils ne pouvaient que souscrire sans réserve à son désir de contempler « tous les Français réunis sous la même loi, sous la même doctrine, n'ayant tous qu'un même cri pour la liberté, un même esprit pour adorer le souverain modérateur des empires, un même cœur pour l'aimer » (1).

Après ce discours, le prélat avait ondoyé « sur l'Hôtel [sic] de la Fédération, Frédéric Pierre né le même jour, à

1. A. D., L 101, f° 15.

quatre heures du matin, de Julien Dutertre et d'Anne Maupay..., présenté par François Rouvain, caporal de la compagnie de chasseurs de la garde nationale du Mans, et Marie Fay, fille de M. Fay l'avocat (1). » Ce baptême ne fut pas l'acte le moins « attendrissant » de la cérémonie, qui s'acheva au milieu de l'enthousiasme et de la satisfaction générale. L'omission du nom du roi, dans la prière liturgique : *Domine salvam fac gentem et legem*, resta ou à peu près inaperçue.

II

L'agitation qui vient d'être décrite s'étendit presque à toutes les paroisses où le clergé avait refusé de jurer sans restrictions : c'est là son caractère dominant et pour ainsi dire spécifique. Les fins poursuivies restent plus confuses. Ni des serments arrachés, à ce moment-là, à la frayeur de quelques ecclésiastiques, ni de ceux demandés d'urgence aux instituteurs et institutrices publics, conformément au décret du 15 avril et sur la motion de l'assemblée primaire des Minimes du Mans (2), l'on ne peut inférer qu'il y ait eu un mouvement général, tendant à imposer la promesse de maintenir la Constitution. La rentrée d'autres prêtres dans leurs paroisses, l'orage une fois apaisé, interdit également de conclure que les non conformistes, dans leur ensemble, aient eu affaire à un parti décidé à les évincer ou à leur empêcher l'exercice du culte. L'incohérence, le décousu, si l'on veut, des manifestations démontrent l'absence d'intentions arrêtées préalablement et de but

1. A. M. de Nogent-le-Bernard, *Délib.* (18 juillet).

2. A. D., L 198 $\frac{bis}{b}$.

concerté. L'incendie est universel, mais il n'est pas partout à la fois; éteint ici aujourd'hui pour surgir à l'autre extrémité du diocèse, il éclatera, un peu plus tard, dans une localité voisine de celle où il était apparu d'abord. Ce défaut de simultanéité est également important à noter.

Ces foyers multiples, successivement allumés, sont en réalité indépendants ou presque les uns des autres. L'absence de lien direct entre eux, la soudaineté aussi avec laquelle ils se déclarent, si elles n'excluent pas toujours l'action d'agitateurs occultes, conduisent du moins à nier l'existence d'un plan préalable, à rattacher par conséquent ces mutineries, de même nature mais séparées, à quelques causes plus générales.

La poussée croissante des forces nationales tendues contre l'absolutisme s'en vient, d'un seul bond, buter contre les institutions anciennes, sitôt que la digue qui protégeait celles-ci se rompt, en cette fin de juin, par la maladresse impardonnable qu'était la fuite du monarque. Seul ou à peu près l'arbitraire ministériel était pris explicitement et violemment à partie, en 1789; aujourd'hui, dans la qualification injurieuse de suppôts de la tyrannie, sont englobés et combattus les anciens participants du pouvoir et même tous les privilégiés. Ainsi s'expliquent les menaces contre les seigneurs et le clergé; les arrestations injustifiées; les fouilles subitement entreprises dans les châteaux et les presbytères, pour y découvrir les dépôts d'armes, que les bénéficiaires du régime en décadence auraient accumulées, dans l'intention de défendre la royauté et de soutenir leur propre droit ébranlé.

Simultanément les virtualités de lutte, encloses dans la Constitution, se résolvent d'elles-mêmes en désordres, à la faveur des circonstances. Depuis deux ans au moins, le

peuple attendait avec une impatience toujours accrue, cet « édifice sublime » qui devait abriter à jamais son bonheur. Et voilà que le prince, dont l'autorité entraînait comme partie essentielle dans le monument nouveau, qui le consolidait de sa sanction et du prestige de sa popularité, se dérobaît ! A quelles influences la foule allait-elle penser qu'il obéît sinon à celle des ennemis de la Constitution ? Or qui combattait celle-ci ?

De rares mécontents d'abord et des mal intentionnés, dont les excès de parole devaient fatalement se retourner contre eux. Mais, à côté d'eux, des membres du clergé avaient dénoncé l'antinomie qui existait entre les prétentions des députés en matière religieuse et les droits de l'Église. Que leur langage fut plus modéré, leur doctrine inattaquable, qu'importait ? Les protestations seules de ces ecclésiastiques, pour justifiées qu'elles fussent, les posaient devant l'opinion échauffée, en adversaires de la Constitution ; de là, à les prendre pour ses ennemis systématiques il n'y avait qu'un pas à faire, qui fut vite franchi.

Le 25 mai, le corps municipal de Brûlon arrête de dénoncer Joseph Beucher, vicaire de cette paroisse, à l'accusateur public près le tribunal du district de Sablé. Que lui reproche-t-il ? D'avoir dit en chaire, le dimanche précédent, « de la part de M. de Gonssans, que les prêtres qui seront envoyés dans les paroisses seront des intrus ; que les mariages qu'ils feront seront nuls ; que les communions reçues de leur main seront autant de sacrilèges ; que ceux qui assisteront à leurs messes n'en tireront aucun fruit. » Vainement il a « terminé son discours par exhorter les fidèles à ne point se révolter, la religion prêchant la douceur, la patience et la concorde » ; il n'est retenu contre lui que le début de sa prédication et « quantité d'autres propos inconstitutionnels, incendiaires et contraires à l'ordre public..., répétés dans les maisons particulières,

antérieurement et postérieurement au jour ci-dessus indiqué, par lui et [par] le sieur Étienne Beucher, curé, son frère. » Du témoignage rendu, par les habitants de la paroisse, en faveur de ces deux prêtres, « qui se sont toujours conduits d'une manière irréprochable et à faire regretter que leurs opinions n'aient pu s'accorder avec les décrets sur la Constitution civile », il n'est tenu aucun compte (1).

Semblable dénonciation fut faite, le 7 juillet, par les officiers municipaux de Vaas, contre les curés d'Aubigné et de la Bruère, les vicaires de Vaas et de Sarcé, « à raison de discours prétendus tenus par eux contre la Constitution civile du clergé et les prêtres qui l'avaient adoptée. » Le directoire du district de Château-du-Loir, saisi de l'affaire, constata que les propos incriminés n'avaient pas été vérifiés ; il ordonna donc une enquête qu'il confia à l'un de ses membres, Guillot de la Poterie (2). Mais le même jour, il arrêta de transmettre à l'accusateur public une autre dénonciation, émanée de quatre habitants de Marçon, contre le curé et les vicaires de cette commune, « pour discours incendiaires tenus contre l'Assemblée nationale, la Constitution, les évêques et les prêtres assermentés. » Les poursuites traînant en longueur, partie de la municipalité, pour stimuler les juges, reprit les mêmes accusations, en août et en octobre. Cette fois l'administration chargea deux de ses membres de l'information. Celle-ci établit que les « sieurs Roland et Plessis, vicaires, s'étaient compromis, en tenant des propos inconstitutionnels et injurieux contre les prêtres constitutionnels » ; d'autre part, que « quarante-six dépositions avaient été faites, non seulement par les chefs de famille mais encore par les enfants et les compa-

1. A. D., L suppl. (Tribunal du district de Sablé). — A. M. de Brûlon, D 1, f^{os} 71-72.

2. A. D., L 257 (Dossier La Bruère). — L 417, f^o 53.

gnons, qui se trouvaient dans les quarante-six domiciles où le commissaire s'était transporté, sans que les faits importants, mis en avant par les officiers municipaux, fussent vérifiés... sinon à la charge des vicaires ; qu'il y avait lieu de croire d'ailleurs à la malignité des habitants envers les dits vicaires » (1). L'affaire se termina par un non-lieu, fondé en partie sur les résultats de l'enquête, en partie sur la loi d'amnistie. Une autre disposition de l'arrêté, pris dans la circonstance, enjoignait au curé constitutionnel de ne plus entraver le libre exercice du culte par les réfractaires.

Une décision analogue, inspirée des mêmes motifs, avait été prise, le 27 septembre, par le directoire du district de Saint-Calais, sur plainte d'habitants et d'officiers municipaux de Sainte-Cérotte, pour faits antérieurs à la loi du 14/15 septembre. L'abbé Breton, ci-devant curé de cette paroisse, avait été accusé de « troubler l'ordre et le repos publics..., en disant que la messe d'un prêtre assermenté ne serait pas bonne ; que les confessions et les baptêmes, auxquels il procéderait, seraient nuls ; enfin que les mariages qu'il célébrerait seraient des sacrilèges » (2).

Le directoire du district de Fresnay, moins tolérant que ses voisins, ne songeait pas à appliquer la loi d'amnistie aux non-jureurs en lutte contre les intrus. Il regrettait même qu'en fin d'août ses dénonciations de mai contre les curés de Saint-Germain-de-la-Coudre, de Juillé et de Saint-Léonard-des-Bois n'eussent pas encore été suivies d'effet. Mais, outre qu'il avait toujours montré plus d'âpreté à l'égard des réfractaires, il avait à alléguer, à ce moment-là, des faits de portée plus considérable que ceux qui viennent d'être cités. Au dire du maire de Piacé, l'abbé Tou-

1. A. D., L 417, f^o 123-127.

2. *Ibid*, L 388, f^o 129.

chard, ci-devant curé de cette paroisse, avait manifesté l'intention d'y célébrer la messe solennelle, le jour de l'Assomption, au mépris de la loi qui lui interdisait l'exercice du culte public. Le sieur Chaudemanche, réfugié dans la même commune, après avoir quitté celle de Mézières-sous-Lavardin où il était précédemment vicaire, avait « prophané le lieu saint, chassé de sa propre église un élu du peuple et, au scandale de tous les habitants, déclaré qu'il ne célébrerait pas la messe en sa présence et qu'il ne communiquerait pas avec lui » (1). L'abbé Boutros, ancien curé de Saint-Germain-de-la-Coudre, de retour dans cette paroisse, dont il s'était éloigné en juillet, assurait que, « dans un mois, il rentrerait dans sa cure (2) ».

Cette fois la nouvelle législation ecclésiastique n'était plus seule à être combattue; le dernier inculpé s'attaquait à l'ensemble de la Constitution, car il semblait en mettre l'avenir en doute.

Les prêtres Girard, Gautret et Gallet, de la paroisse de Viré, et Frescher, d'Avessé, auraient commis un délit semblable. C'est du moins ce que s'attacha à démontrer le tribunal du district de Sablé, dans l'instruction qu'il ouvrit contre eux, en juillet 1791. Les inculpations ordinaires de prédications ou de propos tenus contre les pasteurs sans mission, « larrons, voleurs, cocoux » [*sic*], y sont confirmées par les dépositions des témoins; les accusés se contentèrent de nier les termes, mais ils avouèrent partiellement les faits et maintinrent intégralement la doctrine traditionnelle, sur la question de l'intrusion. Fait plus grave, mais contre lequel ils s'inscrivirent en faux : ils auraient enseigné que « l'Assemblée nationale n'était composée que de Juifs, de protestants, d'hérétiques, de scélérats, de matérialistes et de monstres, et qu'ils espéraient

1. A. D., L 470, nos 895 et 895 bis.

2. *Ibid*, n° 926.

dans une contre-révolution ». Frescher seul reconnut avoir dit qu'on était menacé d'une contre-révolution, « mais qu'il ne la désirait pas et qu'il sacrifierait même sa vie pour la paix et le bonheur de l'État ». Au demeurant il convint avoir lu, dans une réunion d'amis, une lettre reçue du Mans, « sans y ajouter foi » néanmoins. Or, voici ce que contenait en substance, ce factum séditieux. « ... L'on a parié au Mans, que Monseigneur de Gonssans fera la procession solennelle du 25 juillet prochain ou, au plus tard, celle de la mi-août... On dit que Boussinière perd la tête ; il a déjà quatre fois changé de chantre. Il paraît voir devant ses yeux M. de Froulay, qui lui reproche de l'avoir sacré prêtre et qui est toujours prêt à lui ôter sa mitre, de la main. On nous promet du nouveau à la Saint-Jean ; cinq couronnes sont assemblées, qui sont entre autres le roi de Pologne, celui de Sardaigne et autres. Messieurs les princes d'Artois et de Condé sont en tête de l'armée, pour venir voir la belle besogne qu'on fait à Paris, pour savoir si le roi a fait le serment de bon cœur ou si on le lui a fait faire de force. S'il l'a fait de bon cœur, il ne mérite pas d'être roi ; s'il l'a fait de force, on veut le remettre sur le trône. Les douze principaux députés qui représentent les douze parlements, sont dans le Brabant, où ils ont supprimé tout ce que l'Assemblée nationale a fait depuis le 23 mai 1789... » (1).

La dénonciation de ces délits, par l'accusateur public Faissot, avait été suivie de décrets de prise de corps, contre trois des inculpés, et d'ajournement personnel pour Girard. Gallet et Frescher furent appréhendés respectivement, les 7 et 9 septembre ; le 19 du même mois, Gaultret se joignit spontanément à eux et partagea leur prison préventive. Mais comment se termina l'affaire ? Le tribunal la comprit-il dans celles que couvrait l'amnistie ou la

jugea-t-il ? Dans ce dernier cas, quelles furent les conclusions du ministère public et les sanctions ordonnées ? L'absence de documents oblige à laisser ces questions sans réponse.

Il est vraisemblable que l'accusation de complot avec l'étranger, tout au moins d'entente avec l'émigration, eût paru, à cette date, une énormité et qu'elle ne fut pas soutenue. Tel doit être du moins, ce semble, l'avis de l'opinion éclairée d'aujourd'hui, accoutumée qu'elle est, par un long usage de la liberté de la parole et de la presse, de ramener la lutte, même systématique, contre le pouvoir et les institutions, à ses proportions exactes, à n'attribuer ni aux discours ni surtout aux propos particuliers plus d'importance qu'ils n'en méritent strictement. Pour nos pères, formés à l'école de l'absolutisme, à peu près uniquement habitués à la soumission déférente aux ordres de l'autorité, grisés en même temps par le bonheur qu'ils se promettaient de la Constitution, les moindres critiques menaçaient la sûreté publique ; elles revêtaient presque le caractère de crime de lèse-majesté nationale. S'il fallait démontrer péremptoirement la réalité de ces dispositions ombrageuses, de la susceptibilité morbide de cette époque en matière politique, l'on retiendrait entre cent autres, l'exemple qu'en donna la municipalité du Lude. L'on ne peut se défendre de sourire du sérieux avec lequel elle enregistra, le 18 juillet, la dénonciation burlesque du feudiste Oreau contre le notaire Baratte. Celui-ci aurait reçu une lettre de Baugé, annonçant qu'« une sourde-et-muette d'Angers avait recouvré ces deux sens, les jours précédents, et qu'elle avait dit que tous les citoyens qui s'absenteraient de chez eux, le vendredi 22, perdraient la vie »... Les craintes superstitieuses, nées de là dans la ville, étaient le digne pendant des inquiétudes patriotiques causées, au mois de janvier précédent, par le séjour de

quelques semaines qu'avait fait, au château de l'endroit, M. de la Laurencie, évêque de Nantes (1).

Tous les ecclésiastiques énumérés ci-dessus eussent-ils eu des intentions séditeuses — et l'application de la loi d'amnistie par les administrations, l'abandon des poursuites et les non-lieu prononcés par les tribunaux contraignent d'en douter — ils étaient trop peu nombreux pour faire courir un danger réel, même éloigné, à la Constitution. Ainsi en jugèrent, dès l'abord, les représentants immédiats de l'opinion.

L'arrêté du 21 juin, dont les dispositions relatives à la réglementation du culte ont été citées plus haut, faisait un devoir aux municipalités, dans ses articles 1 et 2, de surveiller les prêtres insermentés. Les dénonciations qui le suivirent furent rares, trop rares au gré du directoire du département ; le réquisitoire du procureur général syndic, qui provoqua l'arrêté du 10 septembre, est formel sur ce point (2).

A vrai dire, la perturbation apportée dans les affaires publiques et dans l'opinion, par la fuite et l'arrestation du roi, empêché de prévoir quelle attitude la majorité des corps municipaux aurait adoptée, en des circonstances moins agitées, à l'égard des non conformistes, L'arrêté même du 21 juin se trouva caduc, avant d'avoir été appliqué. Dès le lendemain du jour où il avait été pris, le directoire du département l'aggrava d'urgence. Il venait d'apprendre « l'enlèvement » du monarque et de sa famille. Sur le champ il enjoignit aux districts de ne délivrer, désormais et jusqu'à nouvel ordre, « aucuns mandats pour traitements ou pensions, qu'aux prêtres fonctionnaires publics qui avaient prêté le serment. » L'on a vu, au cha-

1. A. M. du Lude, D I, f^{os} 145 et 186.

2. Plaquette de 7 pages, in-4°, Le Mans, Pivron.

pitre VII, comment ce nouvel arrêté fut révoqué, le 7 juillet, et ses effets restreints à certaines catégories de vicaires non-jureurs. Le jour suivant, 8 juillet, le même directoire recevait deux délégués du tribunal du district du Mans, venus pour conférer avec lui et sur sa demande (1), au sujet des mesures à prendre pour rétablir l'ordre. Cette entrevue a trop d'importance pour laisser dans l'ombre quoi que ce soit du procès-verbal qui la relate.

« Messieurs Philippeaux et Négrier de la Ferrière, députés, ont invité, au nom du tribunal, l'administration à concerter avec le pouvoir judiciaire les moyens propres à réprimer les excès qui se commettent, dans presque toutes les campagnes du département, par des gens attroupés, dont plusieurs bandes qui, non contentes de faire des perquisitions dans toutes les maisons les plus notables des campagnes, sous prétexte de se procurer des armes pour la sûreté du pays, se livrent à des pillages et autres désordres non moins punissables.

Le directoire ayant conféré sur cet objet important, avec MM. les députés du tribunal, il a été reconnu que le moyen le plus propre à procurer le rétablissement de l'ordre public et le respect dû aux autorités administrative et judiciaire serait que le directoire et le tribunal fixassent, de concert, un jour dans lequel le tribunal donnerait plusieurs décrets, tant contre les ecclésiastiques les plus coupables d'entre ceux qui troublent l'ordre public que contre plusieurs moteurs des attroupements qui se sont livrés aux excès les plus répréhensibles, tandis que, de son côté, le directoire promulguerait un arrêté général, propre à éclairer le peuple des campagnes et à faire rentrer dans leur devoir ceux qui se livrent aux excès en question, dans lequel arrêté tout citoyen et notamment les municipalités

seraient invités à dénoncer les principaux moteurs des derniers troubles (1) ».

Le détour était peut-être ingénieux, mais un rapprochement aussi étroit entre les deux catégories de faits à blâmer n'était pas de ceux qu'autorisait une logique exempte de passion. Sans oser prétendre en outre que l'accord entre les pouvoirs administratif et judiciaire eût pour but secret de dériver en partie, sur les opposants à la Constitution, l'indignation de la masse des gens paisibles, n'y avait-il pas lieu de craindre que les pillards ne fussent enhardis par la confusion, officiellement instituée, entre crimes et délits, vols par bandes armées d'un côté et, au plus, simples diffamations de l'autre ? Assurés qu'ils étaient d'une impunité relative, grâce à cette comparaison inattendue entre eux et des hommes jusque-là respectés, ils ne se firent pas faute de résister à l'accusateur public du district du Mans, quand il vint enquêter sur la dévastation du château d'Aux (2).

Moins redoutables que ces émeutiers et moins favorisés qu'eux, deux ecclésiastiques, dénoncés antérieurement auprès du tribunal du chef-lieu, furent condamnés, les 16 et 18 juillet. L'un était le curé de Pruillé-le-Chétif ; l'arrêt rendu contre lui a été relaté plus haut. L'autre, l'abbé Gilouppe, curé de Challes, fut déclaré « convaincu d'avoir, de son aveu, fait la publication du mandement de M. de Jouffroi Gonssans et prononcé publiquement, en conséquence, l'interdiction de son vicaire ». En réparation de quoi, il fut frappé d'une amende de 300 livres d'aumônes, au profit des pauvres de Challes, « avec défense de récidiver, sous peine de punitions corporelles » (3).

1. A. D., L 101, f° 11.

2. *Journal général du département*, n° 20 (17 juillet 1791), p. 54.

3. *Ibid.*, n° 21 (24 juillet), p. 161.

Dans les deux cas, le tribunal ordonna l'impression et l'affichage de la sentence. C'est du reste la seule flétrissure publique que l'on sache avoir été infligée à ce moment. Car le directoire du département, si prompt à s'engager, se déroba, quand les juges lui firent connaître qu'ils étaient prêts à rendre leur premier jugement, et le sollicitèrent d'adresser au peuple le manifeste, promis dans l'entrevue du 8 juillet. A l'invitation qui lui fut faite, à ce sujet, il répondit : « ... L'arrêté que vous désireriez, Messieurs, être pris sur le champ et à la hâte demande au contraire à être mûri avec la plus grande réflexion : un mot déplacé pourrait produire l'effet le plus dangereux... Monsieur votre président marque que vous attendez, pour agir ultérieurement, que le directoire vous ait fait connaître la disposition des esprits. Cette disposition des esprits, qui malheureusement n'est pas favorable à nos vœux communs, vous est entièrement connue, et rien ne peut ralentir votre zèle pour la suite des opérations préparatoires, qui sont de votre compétence ; car ce n'est pas sans doute un calme général que vous attendez, pour décerner les décrets ; autrement votre autorité pourrait demeurer longtemps inactive... »

L'on a pu établir qu'aucune autre poursuite, intentée à l'occasion des troubles de juin, ait abouti ; toutes les enquêtes ouvertes durent être suspendues par le vote de la loi d'amnistie du 14/15 septembre. Seuls les deux prêtres que l'on vient de citer furent condamnés ; les émeutiers restèrent impunis. Quant à l'arrêté promis par le département, il fut retardé de deux mois et il ne visa que les prêtres réfractaires.

III

C'est le 10 septembre qu'il fut pris par le directoire. Son importance sera manifeste pour qui saura qu'il fixa en réalité le statut du clergé non conformiste, pour toute la période qui s'étend de cette fin de 1791 à l'époque de la déportation ; même les rigueurs de ceux de mars, de juillet et d'août 1792, y sont contenues en germe et en découlent logiquement. Il est donc tout ensemble la conclusion des troubles nés de la mise en place des intrus, ou de l'arrestation du roi, et un point de départ pour tous ceux qui suivirent. Les mouvements dirigés contre les insermentés, en juillet et en août 1791, avaient été sans objet bien précis et sans but nettement déterminé ; l'acte administratif, qui va être examiné, orienta toute l'agitation postérieure, en lui fixant un objectif à atteindre.

Aux termes du réquisitoire du procureur général syndic, qui en réclama l'adoption, il s'agissait de « mettre la tranquillité publique à couvert des attaques du fanatisme, sans porter atteinte à la liberté des citoyens et de leurs opinions ». Les « mesures prudentes », employées jusque-là pour sauvegarder ces droits essentiels — autorisation aux municipalités de dénoncer les ecclésiastiques perturbateurs et renvoi de ceux-ci devant les tribunaux, — s'étaient révélées sans efficacité, « pour réprimer l'opiniâtreté et la prodigieuse activité de ces insidieux prédicants ». Au nom de « la plus impérieuse des lois, le salut du peuple », le haut magistrat sollicita donc, de ses collègues, le pouvoir de « forcer les instigateurs du fanatisme et des troubles qu'il excite de s'éloigner des lieux où leur présence opérait de si funestes effets ». Il demanda également d'étendre le droit

de dénonciation, « soit aux fonctionnaires publics, soit même aux citoyens actifs », et de poser le principe de la responsabilité des officiers municipaux, et des juges, trop négligents dans l'exercice de la mission qui leur serait impérativement réitérée.

A la suite de cet exposé rétrospectif, le directoire, instruit que déjà, dans plusieurs communautés, qui avaient d'abord reçu sans répugnance les curés nommés pour remplacer ceux qui s'étaient refusés à l'obéissance à la loi, il se formait des factions pour réintégrer les prêtres non assermentés et chasser les constitutionnels, arrêta ce qui suit :

« Art. I^{er}. — Tous les ecclésiastiques qui n'ont point prêté le serment, prescrit par la loi aux prêtres fonctionnaires publics, et qui auront été formellement dénoncés aux directoires de Districts, comme cherchant à troubler le repos public par leurs sollicitations et la propagation de leurs erreurs anti-sociales, seront tenus, sur la notification qui leur sera faite du présent arrêté par les directoires de leurs Districts respectifs, de sortir, dans trois jours, des paroisses où ils ont exercé les fonctions de curés, vicaires, chapelains, desservants ou habitués ayant pouvoirs, et de se rendre dans une des villes du département à leur choix, s'ils ne préfèrent sortir du département.

Art. II. — Néanmoins il ne sera fait droit sur aucune dénonciation de ce genre, si elle n'est signée, soit par la municipalité, soit par dix citoyens actifs de la paroisse du dénoncé, soit par trois citoyens au moins ayant qualité de juge de paix, ou d'assesseur, ou d'électeur du canton.

Art. III. — Pourront les directoires des Districts vérifier préalablement les faits contenus dans celles de ces dénonciations qui seraient contraires à la notoriété publique, ou qui n'auraient pas un degré suffisant de probabilité.

Art. IV. — A défaut, par les ecclésiastiques dénoncés, d'obéir à l'avertissement qui leur sera donné par le direc-

toire de leur District d'exécuter le présent arrêté, le directoire pourra requérir, pour son exécution, telle force publique qu'il jugera nécessaire pour le transport des meubles et de la personne du dénoncé dans la ville la plus voisine, et donner aux municipalités tous ordres convenables.

Art. V. — Les gardes nationales se conformeront aux réquisitions que les corps administratifs et municipaux leur donneront sur cet objet, sans pouvoir les prévenir, sous peine de responsabilité.

Art. VI. — Les directoires des Districts informeront, sans délai et au fur et à mesure, celui du Département, des mesures locales qu'ils auront prises pour l'exécution du présent arrêté.

Art. VII. — Parmi les dénonciations remises aux directoires des Districts, celles dont la gravité nécessitera une poursuite juridique seront par eux transcrites et ensuite communiquées, sur le champ, aux accusateurs publics, avec invitation d'en suivre l'effet sans délai ; en cas de négligence d'un accusateur public, le directoire du District en informera celui du Département, lequel se réserve d'en faire part au Ministre de la Justice, si le cas le requiert.

Art. VIII. — Le Directoire, en rendant compte à l'Assemblée nationale du présent arrêté, ainsi que des motifs et circonstances qui l'ont nécessité, la priera d'aviser, dans sa sagesse, aux moyens propres à rétablir dans ce Département la tranquillité troublée par les manœuvres d'une partie des ecclésiastiques réfractaires » (1).

Sur tous les points, cet arrêté constitue une aggravation notable, par rapport à celui du 21 juin. Il est donc un indice certain des gains réalisés, dans le département, par les révolutionnaires ; un repère, à l'aide duquel se mesure

facilement l'étape franchie par les privilégiés du premier ordre, sur la pente de leur déchéance totale. Dans l'espace de trois mois, la simple surveillance de quelques individus s'est changée en une sorte de mise en suspicion *a priori* d'une classe de citoyens ; le droit d'examiner leur conduite, en devoir de la dénoncer. Simultanément les sanctions sont enlevées aux tribunaux, sauf dans les cas les plus sérieux et transférées à l'administration ; aux pénalités, laissées d'abord à la libre appréciation des juges, se superpose uniformément et universellement une espèce d'exil à l'intérieur. Enfin, toute la machine politique, du pouvoir législatif à l'exécutif, est mise en mouvement pour réduire l'opposition.

Le jeu de cet imposant appareil ménageait bien quelques surprises à ceux qui le mettaient en marche. La première déception leur vint des municipalités. Pour entrer dans les intentions du Directoire, il fallait discerner entre les perturbateurs de l'ordre, dénoncer promptement et poursuivre avec vigueur ceux qui appartenaient à la religion simplement tolérée, traiter avec une indulgence complaisante ceux qui représentaient le culte officiel. L'honnêteté un peu étroite d'une partie des magistrats municipaux ne sut point se plier à ces subtilités. Le 15 septembre, François Courcier, procureur de la commune de Boessé-le-Sec, annonçait au district de la Ferté-Bernard « qu'il avait été informé du projet, formé par quelques perturbateurs, d'exciter des troubles dans la paroisse et notamment d'y faire venir deux cents hommes armés, pour réduire les paroissiens et chasser les anciens prêtres » ; la municipalité suppliait en conséquence l'administration de prendre les mesures nécessaires pour assurer la tranquillité. Quels étaient ces agitateurs et à quelles manœuvres ils se livraient, une lettre de l'abbé René Janvier l'expliquait, trois jours plus tard, à l'un des membres de ce directoire ; son auteur exposait, en même

temps, le changement de conduite à son endroit, survenu chez son remplaçant depuis le 10 septembre. De son côté, l'intrus, le Breton, accusait son prédécesseur de « retenir beaucoup d'individus dans son parti, par sa présence, et par les discours qu'il avait tenus contre les prêtres assermentés ». Un factum manuscrit, non daté, était joint à son mémoire, qui renseignera le lecteur sur l'état d'esprit de la majorité de ses ouailles et sur leur sentiment à l'égard des prêtres sans mission. « Vous ne viendrez jamais à bout de nous pervertir, conclut cette pièce ; nous sommes trop instruits. Quand nous n'aurions pas nos pasteurs, nous nous rassemblerions pour lire l'Écriture et nous resterions fidèles à Dieu, le reste de nos jours. Nous sommes prêts à donner notre vie, pour soutenir la foi de Jésus-Christ. Gagnez vos douze cents francs et laissez-nous tranquilles. Vous les gagnerez sans avoir de mal ; vous n'en confesserez guère : vous n'aurez pas la joie de nous donner l'absolution. Nous voulons bien aller à votre messe de temps en temps, sans y faire attention ; mais, pour la confession, bonsoir ! Vous n'avez pas plus de pouvoir que nous, n'étant point entré par la porte de la bergerie » (1).

L'agitation n'était pas calmée, en ce point du diocèse, que la municipalité d'Oizé se plaignait des menées séditionnelles du curé Godmer, simple jureur resté à son poste (2). Quelques jours plus tard, au commencement d'octobre, le département recevait une « requête des officiers municipaux et de quelques citoyens de Montigny », en vue de garder leur curé, « quoique non assermenté » (3). Le mois allait s'achever quand les paroisses de Juigné et de Solesmes se livrèrent simultanément à une manifestation collective, en faveur de leurs anciens pasteurs. Les habitants de Jui-

1. A. D., L 374.

2. *Ibid.*, L 348.

3. *Ibid.*, L 72, f° 44 v°.

gné « réunis en assemblée générale de paroisse déclarèrent vouloir conserver pour leurs ministres les sieurs Toutain et Champroux, prêtres réfractaires ; ils ordonnèrent en outre la notification de leur délibération à ces deux ecclésiastiques, pour qu'ils eussent à s'y conformer, et au directoire du district de Sablé, pour être par lui agréée » (1). Les pouvoirs, ainsi régulièrement saisis, prirent un arrêté provisoire, plus violent encore dans ses attendus que dans les mesures qu'il édictait.

« Considérant, dirent-ils, que ce sont les prêtres réfractaires, en partie, qui sont la cause de tous nos malheurs ; que c'est une vérité trop démontrée ; que partout où ils sont, il y a des troubles ; que plusieurs villes ont émis leur vœux pour les faire chasser du royaume ; qu'ils n'attendent que la première attaque sur les frontières pour prêcher la guerre civile dans l'intérieur du royaume ; qu'on ne peut douter de leurs sinistres projets, puisqu'ils ont attendu la protestation des princes et de la maison de Bourbon contre l'acceptation de la Constitution française pour se faire rester dans les paroisses qu'ils ont corrompues, et, ce qu'il y a de plus surprenant, c'est qu'ils demandent la continuation de leurs ministres (*sic*), en vertu de la Constitution qu'ils blasphèment ;

L'assemblée arrête ce qui suit :

Le curé de Juigné et son vicaire seront conduits, par la force publique et à leurs frais, ainsi que le sieur Lefebvre, ci-devant curé de Solesmes, sous quatre jours, au séminaire Saint-Charles au Mans... » (2).

Le directoire du département refusa de s'inspirer de ces considérations de politique générale et de suivre les suggestions outrancières de ses subordonnés. Il reconnut l'illégalité de la réunion du général des habitants de Jui-

1. A. D. L 102, f° 27.

2. *Ibid.*, L 579, f° 61.

gné et convint que « ses moteurs ne pouvaient être considérés que comme des perturbateurs de l'ordre public ». Il renvoya donc l'affaire au district, pour supplément d'information, et lui prescrivit d'appliquer sur le champ l'arrêté du 10 septembre. Celui-ci ne fut sans doute pas mis à exécution, puisque l'abbé Champroux exerça ses fonctions jusqu'en mars 1792 (1) ; pour le curé, la maladie qui l'emporta le mois d'avril suivant dut le mettre hors de cause. Quant à l'existence d'une collusion quelconque entre les deux prêtres et les habitants, semblable à celle qui avait été relevée, en mars 1791, entre le vicaire et la municipalité de Laigné-en-Belin (2), elle ne peut être que présumée.

L'enquête complémentaire du district confirma du moins quelques faits, dont l'importance n'échappera à personne, et qui, établis par la première, se peuvent vérifier par ailleurs. Ainsi les autorités communales de Juigné avaient refusé le serment civique, le 14 juillet ; les curés élus de Sablé et de Souvigné-sur-Sarthe avaient donné leur démission ; ceux de Solesmes et d'Auvers-le-Hamon s'étaient présentés à plusieurs reprises pour remettre la leur (3). Fallait-il attribuer leur retraite, uniquement ou même principalement, au dégoût que leur auraient inspiré « les calomnies, les intrigues, les sarcasmes dont ils étaient l'objet ? » Les tergiversations d'un Le Saulnier, installé à Auvers-le-Hamon, acceptant ensuite la cure de Marolles-les-Braults pour se désister, avant même d'en avoir pris possession, autorisent à supposer, au moins chez celui-là, quelque versatilité.

Illégale comme celle de Juigné, l'assemblée de Solesmes, quoique pacifique comme elle, eut néanmoins un tout autre

1. A. M. de Juigné, *État civil* (1792) ; A. D., L 155, n° 1205.

2. A. D., L 71, p. 249, 261.

3. *Ibid.*, L 579, fo 61.

sort. D'ailleurs, pour marquer combien les cas étaient différents, l'administration départementale prit, le même jour, à leur sujet, deux arrêtés distincts. C'est que la seconde de ces réunions avait certain caractère de gravité que ne présentait pas l'autre. Elle était d'abord, autant qu'on en peut juger, un retour à la charge des habitants de Solesmes, déjà éconduits en août, pour une démarche semblable et parce que « leur requête renfermait des principes et des expressions peu respectueuses de la loi et contraires à l'esprit de la Constitution » (1). D'autre part, en octobre, « lors de la proclamation de la Constitution, le maire, ayant remarqué de la division parmi les habitants, avait cru que le seul motif provenait de la diversité des opinions sur le culte. Les uns voulaient l'ancien curé (c'était le plus grand nombre) ; les autres ne voyaient qu'avec peine le nouveau ; il proposa donc à la commune d'opter : l'ancien curé fut réclamé. Alors le maire, voulant avoir le vœu de tous, fit bonnement sonner le tocsin et il fut arrêté à la très grande majorité que l'on reprendrait l'ancien pasteur... » (2) Ce sont ces circonstances que le directoire du département blâma spécialement dans son arrêté.

« Considérant, dit-il, qu'aux termes de l'article 24 des lettres patentes du Roi du mois de décembre 1789, pour la constitution des municipalités, les citoyens actifs ne peuvent s'assembler en corps de commune qu'après une délibération expresse du conseil général de la commune ; que les citoyens ainsi rassemblés n'ont droit de délibérer que sur les intérêts collectifs et temporels de la commune et que tout ce qui a trait aux opinions religieuses et au spirituel du culte ne peut être considéré comme faisant partie des intérêts collectifs d'une commune... ;

1. A. D., L 101, f° 69.

2. *Journal général du département*, n° 37 (13 novembre 1791), p. 294.

Que le maire de Solesmes, en faisant sonner le tocsin pour assembler les habitants, semble s'être proposé d'échauffer les esprits et avoir voulu former un attroupement séditieux, plutôt qu'un rassemblement paisible de citoyens soumis à la loi ; que ce maire a étrangement abusé des termes de l'acte constitutionnel si, comme il paraît résulter de plusieurs dépositions et de ladite délibération même, il a prétendu persuader à la commune de Solesmes qu'elle avait le droit de s'assembler pour choisir un curé, ou pour rétablir son ancien curé dans les fonctions publiques, qu'il a abdiquées par son refus de serment ; que si la Constitution garantit aux individus le droit d'élire ou de choisir les ministres de leurs cultes, elle n'a nullement permis aux officiers municipaux d'employer leur autorité pour chercher à diriger les opinions et les intentions de leurs concitoyens, en matière de religion ; que les élections de ministre d'un culte, qui ne sont point faites en exécution des lois, ne peuvent être considérées que comme des actes privés de quelques individus et non comme l'opération légale d'une commune, puisque le droit de nommer des curés est dévolu aux électeurs et non aux communes.

Le Directoire improuve la conduite du maire et des officiers municipaux... ; déclare nulle et de nul effet leur délibération ; fait défense d'en prendre de semblables à l'avenir ; arrête que le procureur syndic du district de Sablé dénoncera le sieur Jouan, maire, ainsi que ses fauteurs et adhérents, à l'accusateur public, pour être poursuivis dans les tribunaux... et cependant suspend le dit sieur Jouan de ses fonctions municipales... » (1).

La paix ne fut pas rétablie par ces mesures. En novembre, les divisions de la commune amenèrent la nomination presque simultanée de deux municipalités, l'une composée

des partisans de l'ancien, l'autre de ceux du nouveau pasteur. Le 9 décembre, l'intrus dénonçait son prédécesseur pour « propagation d'erreurs anti-sociales et émission d'erreurs anti-constitutionnelles ». Parmi celles-ci, la plus sérieuse consistait à avoir détourné le fermier Bignon de prêter le serment civique, en lui suggérant que « les nobles allaient rentrer à force ouverte et les curés anciens être remis à leurs places ». Le 26 suivant, le même plaignant insistait et déclarait « avoir été frappé et insulté dans son église, par des particuliers qui s'y étaient transportés dans l'intention d'assister à la messe du sieur Lefebvre ci-devant curé » (1). Ce qu'il négligeait de dire c'est qu'il avait tenté d'empêcher les réfractaires de célébrer ; qu'il avait également provoqué les sévices dont il réclamait réparation et que, pour ce fait, il fut condamné à 36 livres d'amende, par le juge de paix du canton (2).

Les poursuites intentées au maire, André Jouan, aboutirent, en janvier 1792, à une condamnation aux dépens de l'instance et aux frais d'impression et d'affichage de l'arrêt qui le frappait. Deux mois plus tard, l'abbé Lefebvre était enfermé à la Mission (3).

Le curé Labatte avait enfin satisfaction : son prédécesseur était mis dans l'impossibilité de continuer de le concurrencer. Peut-être la réclusion de ce dernier, si longtemps vainement sollicitée, était-elle due à une dernière manœuvre imputée à ses tenants. « Le 21 février, M. La Roche, maire, s'était aperçu que l'on avait percé la porte de communication entre l'église et l'intérieur de la ci-devant communauté ». Les officiers municipaux s'étant « approchés de la dite porte, qui était en face du grand autel, remarquèrent que

1. A. D., L 579, f^{os} 72, 77-78.

2. *Ibid.*, L 372.

3. A. M. de Solesmes, *Délib.*, p. 7-10. — *Journal général du département*, n^o 48 (29 janvier 1792). p. 376. — A. D., L 155, n^o 1205.

le trou, frais fait, était de grandeur à y mettre le canon d'un fusil et bien de niveau à tuer le curé constitutionnel » (1).

La préméditation criminelle ainsi insinuée constitue le fait le plus grave que l'on ait rencontré à cette date, où tant de paroisses étaient divisées dans le diocèse, et les passions portées au paroxysme par les querelles religieuses. Mais parce qu'il est le premier et presque l'unique cas de ce genre chez nous ; parce qu'aucune enquête contradictoire n'a découvert les auteurs de cette tentative d'assassinat, ni même mis hors de doute la totalité des détails qui la relatent, des soupçons se peuvent élever sur son exactitude, ou tout au moins sur l'interprétation des intentions qui l'auraient inspirée. Si l'opiniâtreté d'un parti à retenir son pasteur préféré rend moins invraisemblable un projet délictueux, l'acharnement déployé par les autres, pour évincer leur adversaire, oblige de n'accepter leur témoignage que sous réserve. Consciemment ou non, n'ont-ils point transformé en préparatifs de meurtre une simple curiosité maligne, malveillante même, si l'on veut ?

Les exigences du directoire du département, en matière de preuves, dans un cas analogue mais de moindre importance, justifieraient à elles seules notre circonspection présente.

Le curé intrus de Mézeray, le turbulent Rapicault, s'était plaint, à diverses reprises, à sa municipalité des insultes multipliées de ses paroissiens. Lassé du peu de résultat de ses démarches, il s'adressa au district de La Flèche, qui saisit le directoire du département. Celui-ci appela les officiers municipaux à s'expliquer devant lui. De larges extraits du procès-verbal de cette comparution feront connaître et les inculpations dont ils étaient l'objet et les justifications apportées.

1. A. M. de Solesmes, *Délib.*, p. 6.

« ... M. le vice-président a demandé.

2° Quel est le motif de la municipalité d'accorder le son des cloches, pour l'annonce des messes des cy-devant curé et vicaire non assermentés ? — M. le maire a répondu que la municipalité s'était conformée à l'article VI de l'arrêté du directoire du département du 21 juin ; que la permission d'accorder le son des cloches n'avait causé jusqu'à ce moment aucun trouble ; [que] M. le curé constitutionnel était le seul à s'en plaindre ; que la paroisse aurait trouvé mauvaise la défense, par la municipalité, d'annoncer les messes des prêtres non conformistes ; qu'au surplus, M. le curé constitutionnel, dans le commencement de l'exercice de ses fonctions, avait réglé l'heure des trois messes sans s'opposer à ce qu'elles fussent sonnées.

3° L'assemblée municipale a-t-elle dit au curé qu'elle ne le reconnaîtrait point, ou a-t-elle souffert qu'on ait tenu ces propos devant-elle ? — M. le Maire a répondu qu'il était faux que la municipalité se fût ainsi expliquée, sur la qualité du sieur curé constitutionnel ; que la preuve en résultait de son installation par la municipalité ; qu'on avait eu, pour le sieur curé, tous les égards dus à sa dignité de pasteur et que, s'il était présent, il ne pourrait en disconvenir ; qu'au surplus on n'avait tenu aucun des propos dont il se plaint ; qu'en tout cas la municipalité ne les aurait pas soufferts.

4° Pourquoi y-a-t-il eu une assemblée générale des habitants, le 14 août ; quel a été le motif du maire de se transporter chez le curé et de l'inviter à y assister ? — M. le Maire a répondu que l'assemblée avait été convoquée, pour donner aux habitants connaissance des opérations relatives à la confection du rôle d'acompte de la contribution foncière ; qu'il en avait fait part à M. le curé et l'avait engagé à s'y trouver ; qu'un autre motif le portait encore à le presser davantage de s'y rendre : celui de s'expliquer si, par

la lettre qu'il avait écrite au sieur Letessier, vicaire et principal du collège de Mézeray, il avait entendu lui interdire les fonctions de principal ; que M. le curé lui ayant répondu qu'il voulait que le sieur Letessier cessât ses fonctions de vicaire, il l'avait prié de venir expliquer son intention à l'assemblée ; qu'il tranquilliserait plusieurs pères de famille, alarmés sur l'éducation de leurs enfants ; que M. le curé lui ayant observé qu'il craignait d'y recevoir des invectives, il avait essayé de le rassurer et avait ajouté que, si, contre son attente, quelqu'un se permettait quelque injure contre lui, il n'avait qu'à se retirer, qu'il lui promettait de le suivre et qu'il ne lui arriverait rien de fâcheux.

5° Pourquoi a-t-on invectivé le sieur Bougeant, pour avoir fait baptiser son enfant par le curé constitutionnel ? — M. le Maire a répondu qu'il n'avait aucune connaissance de ces invectives, qu'on imputait à la municipalité ou à quelques-uns de ses membres...

Le sieur Bougeant présent s'est levé et a dit qu'il était vrai qu'il avait été injurié pour ce fait ; mais que les injures n'étaient point parties de la municipalité, ni d'aucun de ses membres, mais d'un autre particulier de la paroisse... »

L'interrogatoire terminé, le directoire le renvoya au district, pour vérification des réponses. Il ordonna en outre que la municipalité « ferait défense au sacristain de sonner toute autre messe que la grande et première messe des fêtes et dimanches et celles qui pourraient être célébrées par des prêtres assermentés ». Enfin il invita le curé à se pourvoir au plus vite d'un vicaire constitutionnel ou à obtenir l'autorisation de célébrer lui-même deux messes, les dimanches et fêtes (1).

Quatre jours plus tard, le 30 août, sur nouvelle plainte de l'intrus, l'administration confiait une seconde enquête

au district, tandis que le maire, Quetin, accusé en secret de dire « qu'il aimerait mieux mettre des ordures dans le calice que d'assister à la messe d'un prêtre constitutionnel », défilait publiquement les auteurs de cette calomnie de se faire connaître. Voici, d'après le *Journal général*, ce qui motiva cette dernière intervention de Rapicault : « On a trouvé, dans le bourg, une potence, à laquelle le curé était pendu par effigie et, à la porte d'un boulanger, une verge pour le fouetter, parce qu'il a reçu le curé chez lui, l'a logé et nourri, jusqu'au moment qu'il a pu se mettre à son ménage » (1).

Nous laissons de côté le boycottage qui s'en était suivi pour « ce pauvre boulanger », parce qu'il est étranger, par sa date, au fait nouveau qui nous occupe. Mais deux documents officiels révèlent la conclusion inattendue, que le jureur avait donnée à sa requête, et le cas qu'en fit l'administration ; ils découvrent aussi que l'auteur principal de toute cette agitation n'était autre que le plaignant, dont la mauvaise foi se trouve par là même démasquée. Le premier de ces actes est un arrêté du 21 septembre.

« Le directoire du département, y est-il dit, vu la dénonciation présentée, le 30 août dernier par le sieur Rapicault..., le procès-verbal dressé, le 2 du présent mois, par les commissaires du district, dans les bourgs de Malicorne et de Mézeray, des informations par eux prises sur les lieux ;

Considérant qu'il ne résulte des informations, contenues au dit rapport, aucun indice qui puisse rendre des fonctionnaires publics responsables de l'injure dont se plaint le sieur Rapicault...;

Déclare que, cette injure étant du genre des délits particuliers dont la réparation se doit poursuivre juridiquement

1. *Journal général du département*, n° 29 (18 septembre), p. 229.

par les personnes offensées, il n'est pas de sa compétence d'en connaître ;

Renvoie le sieur Rapicault à se pourvoir devant les tribunaux... » (1)

L'intrus ne dut pas se tenir pour battu. Le 28 septembre, le procureur général syndic défendait, auprès de lui, la décision de l'administration dans les termes suivants : « Le directoire du département a pesé, dans sa sagesse, tous les motifs de son arrêté relatif à votre dernière requête. Il ne peut pas punir des coupables, lorsqu'il n'y a pas de preuves qui constatent les auteurs des outrages dont vous vous plaignez et, si vous pouvez découvrir ces auteurs, alors la voie des tribunaux vous sera ouverte, pour les faire punir.

Vous objectez l'impossibilité de trouver, dans votre paroisse, un nombre suffisant de citoyens actifs, ou d'électeurs, ou d'assesseurs, qui dénoncent les prêtres auteurs des troubles de votre paroisse. Mais il n'est pas nécessaire que ces électeurs ou assesseurs soient de votre paroisse ; il suffit qu'ils soient du canton. Ainsi vous ne manquerez pas de citoyens de Malicorne, ou d'autres paroisses voisines, du même canton, qui dénoncent les prêtres perturbateurs de votre paroisse, *supposé que cette perturbation de leur part soit aussi notoire, dans le pays, que vous l'assurez...* Le directoire ne peut pas se compromettre au point d'expulser des prêtres sur de simples présomptions, sans aucune espèce de preuve ni même d'indice de leurs entreprises contre la tranquillité publique. Je vais du reste engager M. La Roche à changer de domicile, pour que sa présence ne mette plus d'obstacle au retour de la paix dans votre paroisse » (2).

Comme suite à cette promesse, le haut magistrat écrivit

1. A. D., E 72, f° 32 v°.

2. A. D., L 153, n° 698.

au curé réfractaire la lettre courtoise et très modérée, qui a été citée au chapitre précédent.

L'on voit à quoi se réduit l'unique cas de fanatisme signalé, par le journal constitutionnel, dans le district de La Flèche, jusque-là réputé pour le calme qui y régnait. Car l'administration centrale dédaigna, jusqu'au printemps de 1792, de s'occuper de la pétition des habitants de Saint-Jean-de-la-Motte, au même district, et de l'assemblée générale qu'ils avaient tenue, le 2 novembre précédent, en vue d'obtenir « la liberté de leur culte » et la faculté « de s'adresser à leurs ci-devant curé et vicaire, pour leur administrer les sacrements » (1). Elle ne prit pas plus garde, en décembre, à celle de la municipalité de Saosnes qui, « ayant considéré que la Constitution donne à tous les citoyens la liberté de choisir le ministre de leur culte et d'exercer le culte auquel ils sont attachés », arrêta de « prier M. Rim-bault, son ancien curé, exclu de sa place par le défaut de prestation de serment, de revenir rendre les secours de son ministère » (2).

Ces manifestations collectives de sympathie pour les anciens pasteurs ont été longuement étudiées, à la fois parce que certaines, les plus importantes, ont retenu l'attention de l'autorité civile et parce que même les autres, celles qui furent négligées par elle, sont des témoignages officiels de l'attachement unanime de groupements communaux entiers pour leurs curés. Compléter cet exposé ne serait pas embarrassant, non plus que de mentionner des localités où au moins des fractions importantes restèrent fidèles à leurs ministres légitimes. Ainsi en fut-il à Saint-

1. A. D., L 72, f° 183 ; A. M. de Saint-Jean-de-la-Motte, *Délib.*, (1^{er} et 6 novembre 1791).

2. A. M., de Saosnes, *Délib.* (20 décembre).

Ouen-en-Belin, dont la municipalité était en bonne partie dévouée aux insermentés (1) ; à Saint-Germain-de-la-Coudre, où l'ancien curé comptait peut-être plus de partisans que le nouveau (2) ; à Brûlon, qui envoyait au district une pétition de plus de cent citoyens, pour demander qu'il « fût permis à M. Beucher, ci-devant curé, de dire la messe dans l'église et enjoint, au procureur de fabrique, de fournir les ornements nécessaires » (3) ; à Vallon, où la désertion des assemblées primaires, par beaucoup de citoyens actifs, fut imputée aux manœuvres des non conformistes (4). Sous peine de le rendre fastidieux, il convient d'arrêter ce dénombrement qui pourrait se poursuivre.

Caractère général de ces démarches : non seulement elles sont pacifiques, comme on l'a noté pour les assemblées de Juigné et de Solesmes, mais ceux-mêmes qui en prennent l'initiative protestent de leur « dévouement à la loi », ou « réclament très respectueusement l'autorité du département pour leur accorder l'exercice de leur culte ». Leurs intentions sont si droites qu'ils soumettent leurs desiderata à l'approbation des administrations de district ou de département et qu'ils en appellent ingénument — l'expression est du *Journal général* — à l'acte constitutionnel, pour violer la Constitution. Dans ces réunions, qui auraient pu être tumultueuses, quelques langues intempérantes peuvent menacer, ici ou là, de tirer un coup de fusil au « cocou » (5) ; nulle part on ne signale de voies de fait, de violences réellement exercées. La municipalité

1. A. D., L 277.

2. *Ibid.*, L 470, n° 926.

4. A. M. de Brûlon, DL, f° 103,

4. A. D., L 198 ^{bis}/_d.

5. *Journal général du département* n° 37 (13 novembre 1791), p. 294.

de Précigné réglemente bien la vente de la poudre, en septembre 1791, mais il ne ressort point de ses défenses qu'elle soupçonne spécialement d'intentions criminelles les partisans de l'orthodoxie religieuse. Ce qu'elle redoute, c'est « qu'une infinité de femmes et de filles se traitant mutuellement d'aristocrates et de démocrates, faisant, les unes sur les autres, des chansons, qu'elles chantent à pleine voix dans les rues », les passions ne s'exaspèrent et les armes ne se déchargent presque spontanément (1).

L'on signalerait avec satisfaction une égale retenue dans l'autre camp; malheureusement quelques faits au moins s'y opposent. Dès septembre 1791, le district de Fresnay, malgré son hostilité contre les non conformistes, prenait des dispositions pour protéger le château d'Argouges, menacé d'incendie par quelques énergumènes de Fyé, parce que le curé Delahaye y avait déposé son mobilier. Au mois de janvier suivant, pendant que les habitants de Saint-Germain-de-la-Coudre étaient réunis, pour dresser la liste des gardes nationaux, d'autres violents proclamaient, à grands cris, leur intention de jeter hors du logis Saint-Germain les meubles laissés par l'abbé Boutros, lorsqu'il avait cédé son presbytère à l'intrus Peralta. Mais ce ne sont là que des desseins séditieux, non suivis d'effet; à Saint-Calais ils furent exécutés aussitôt que conçus.

Le malaise était ancien, dans la ville. Outre les divisions qu'y entretenait la coexistence d'administrations rivales — district et municipalité — les dissensions religieuses avaient sans cesse augmenté d'acuité, depuis le jour où l'ambitieux principal du collège s'était résolument jeté dans le parti constitutionnel. Tant que le succès des révolutionnaires avait paru douteux, il s'était prudemment abstenu ou con-

1. A. M. de Précigné DI. (13 septembre 1791).

tenté de démarches équivoques. En janvier, quand les ecclésiastiques de la paroisse avaient prêté le serment conditionnel, il avait obtenu pour lui-même sursis d'un mois, sous prétexte d'un voyage à faire à Paris; après son retour, il avait juré, sans doute avec restriction, car le 23 mai, il envoyait une nouvelle formule, pour servir de correctif à son précédent serment. A la fin de juillet, il adjoignait à son titre de procureur de la commune celui de desservant : sur désistement de l'abbé Bonsergent, désigné par les électeurs, les Amis de la Constitution l'avaient choisi et imposé pour remplir les fonctions de curé provisoire. Quelques jours après, les chansons séditieuses, dont il a été parlé au début de ce chapitre, étaient chantées, dans sa cour. Les troubles recommencèrent en octobre, lorsque les officiers municipaux entreprirent de faire prêter le serment aux hospitalières chargées de l'enseignement et, sur leur refus, de leur imposer la cohabitation de Mme Rompillon, nommée maîtresse d'école (1).

Un accident changea la précédente guerre d'escarmouches en lutte ouverte. Le dimanche 13 novembre, l'assemblée primaire, réunie dans la grande salle de l'abbaye, pour procéder au renouvellement de la municipalité, allait se séparer, sur les six heures et demie du soir, quand « le plancher s'écroula soudain et ensevelit pour un instant un grand nombre de citoyens » (2). Des meneurs en prirent prétexte pour suggérer au peuple « que les aristocrates avaient fait enlever les étais de la poutre qui soutenait ce plancher, afin de les faire périr et qu'ils avaient choisi le moment où aucun d'eux n'était à l'assemblée ». Ces propos échauffèrent tellement les esprits que « le projet fut formé de chasser de la ville tous les prêtres non assermentés, et

1. A. M. de Saint-Calais, D II (*Délib.* du 18 janvier au 22 octobre 1791, *passim*).

2. *Ibid.*, f° 126.

de casser les vitres des aristocrates. Le dessein fut mis à exécution « dans la nuit du 14 au 15, et l'ancien curé conduit hors de la ville, à dix heures du soir ; les autres ecclésiastiques s'étaient enfuis ou cachés ». Des maisons furent attaquées et leurs vitres cassées ; les bandes d'émeutiers entrèrent dans quelques-unes, crièrent à *la lanterne*, sans néanmoins se livrer à des voies de fait sur les personnes. La gendarmerie impuissante ; la garde nationale plus ou moins complice ; la municipalité couvrant le désordre d'une inertie apparemment calculée et le district s'agitant en démarches inopérantes : tel est le tableau que présenta la ville, livrée pendant trois jours à l'insurrection.

Le résumé des désordres, tel qu'il vient d'être donné, est emprunté au rapport, présenté au Conseil général du département, par les commissaires qu'il avait envoyés sur les lieux, sitôt qu'il avait été instruit des événements. La vérité des violences ainsi relatées est d'autant moins discutable qu'est plus clair le souci des enquêteurs de tenir la balance égale entre la lenteur de la municipalité et la sévérité trop inflexible du district, plus manifeste leur parti pris de pallier la gravité des faits, d'excuser les coupables. « La cause des désordres, dit le compte rendu officiel, est connue. Elle est trop générale : l'intolérance religieuse ; un curé réfractaire, quelques ci-devant chanoines, ces êtres qui, s'ils sont tranquilles, ne peuvent nous inspirer que de la pitié, sont devenus un objet de haine, pour cette partie du peuple qui ne connaît encore qu'une faible partie de la loi et rien de son esprit. Le plancher d'une salle s'est écroulé..... ; bientôt on a supposé que les aristocrates avaient fait enlever les étais..... Cette supposition, en s'accréditant, est dégénérée en certitude et on a aussitôt crié à la proscription. Vos commissaires, en combinant les instants qui se sont écoulés depuis cet accident jusqu'à l'exécution du projet, ont reconnu qu'il a été l'effet de la réflexion,

puisqu'il n'a eu lieu que dans la nuit du 14 au 15, mais ils aiment bien mieux croire qu'il n'a été que celui de l'ivresse, la journée du 14 ayant été passée dans la débauche. Le curé réfractaire, prévenu depuis longtemps que sa présence déplaisait à plusieurs citoyens, invité dans la journée du 14 à sortir de la ville, l'a été, sur son refus, d'une façon plus pressante, sur les dix heures du soir..... On n'a reconnu parmi ceux qui formaient des attroupements que des enfants, des compagnons, peu de citoyens; n'étaient-ils que les agents d'une puissance invisible? Vos commissaires n'osent prononcer... » (1)

Ici on chasse les ecclésiastiques; ailleurs on les emprisonne, sans mandat régulier de la justice. L'autorité centrale est obligée, en octobre, de faire remettre en liberté René Bigot, ci-devant vicaire de Teillé, illégalement détenu à Ballon (2). Sur réquisition de la municipalité de Piacé, la gendarmerie et la garde nationale de Beaumont-le-Vicomte arrêtent préventivement, en novembre, l'abbé Touchard, ancien curé de Piacé, de peur que « ses menaces de rentrer dans sa cure à force ouverte ne se réalisent »; elles recherchent « le sieur Morin, ci-devant vicaire, afin de s'emparer également de sa personne, comme suspect d'intentions hostiles ». Faute de le découvrir, elles se saisissent de Louis Legeay, tisserand, accusé d'avoir dit que « ceux qui assistent à la messe du sieur Perdereau, curé constitutionnel, se damnaient avec lui et qu'il ne fallait, aux partisans du dit sieur Touchard, que dix signatures pour le faire rentrer dans sa cure; convaincu en outre d'avoir prêté, au dit sieur Morin, sa maison, pour confesser et administrer la communion; soupçonné enfin d'avoir

1. A. M. de Saint-Calais, D II f^o 126-128 v^o, et 146 v^o; A. D., L 257 et L 388, f^o 157-162.

2. A. D., L 102, f^o 8.

attaché, la nuit de la Toussaint au jour des Morts, un libelle diffamatoire au mai du nouveau curé... » (1)

L'arrêté du 10 septembre est, partout là, dépassé dans les sanctions qu'il édicte, étendu aussi à des individualités qu'il ne visait pas. Dans la persécution dont les réfractaires sont l'objet, leurs tenants sont de même englobés, en d'autres endroits. Le district de Sillé-le-Guillaume, qui, dès juillet, dénonçait Angelier, d'Épineu-le-Chevreuil, parce qu'il ne cessait de répéter que « le sieur Grosse, curé constitutionnel de cette paroisse, n'avait pas le pouvoir de dire la messe, vêpres, de confesser, de baptiser » (2), ordonnait, le 26 octobre, des poursuites contre Joseph Droisneau, de Chassillé. L'unique délit, qu'il lui reprochait, consistait à avoir refusé de faire baptiser son enfant par l'intrus, « malgré la sommation de sa municipalité » ; d'avoir par conséquent contrevenu « aux lois divines et de l'État, qui imposent aux pères et mères, sous des peines sévères, l'obligation de faire administrer le sacrement de baptême à leurs enfants » ; enfin d'avoir ainsi obéi aux suggestions de « fanatiques mal intentionnés et anti-révolutionnaires » (3). Pareil grief était fait, un mois plus tard, par la populace de Mamers, à un nommé Lefebvre, marchand dans cette ville. Le 26 novembre, « en sortant de l'église, après la cérémonie du baptême, il avait été pris par la troupe ameutée et promené sur un âne dans les rues de cette localité. Un autre citoyen, ayant voulu s'opposer à cette entreprise criminelle, fut renversé dans la boue, frappé et menacé d'être promené sur l'âne. Le lendemain, le peuple assemblé voulut prendre la marraine, pour la promener sur l'âne, essaya de forcer la maison de son père, en cassa les vitres et chanta ensuite, sur la place publique, des chan-

1. A. D., L 462, f° 145.

2. *Ibid.*, L 584, annexe.

3. *Ibid.*, f° 71.

sons analogues à cette scène scandaleuse. Le lundi suivant, un habitant de Saint-Longis ayant dit que son curé — l'inserté Lacroix — était un honnête homme, quelques particuliers lui imposèrent silence, le frappèrent et lui cassèrent une cuisse (1). La répression, immédiatement ordonnée par le directoire du département, n'empêcha pas le retour de désordres semblables, en avril 1792 (2).

Autant que des délits contre les individus, ces manifestations sont des attentats à la liberté du culte, solennellement promise, le 21 juin. Aussi bien, les corps constitués eux-mêmes ne se firent-ils pas faute de méconnaître pratiquement celui-ci. Le 14 et le 15 septembre, une partie des citoyens actifs de Saint-Pavin-des-Champs demandèrent le remplacement de leurs pasteurs non conformistes, leur curé, vieillard vénérable qui avait passé trente-six ans dans la paroisse, et son vicaire, l'abbé Faussabry (3). L'immunité, provisoirement conférée aux réfractaires en exercice dans les paroisses à supprimer, cessait donc d'être respectée. Le département renvoya la requête au district, pour obtenir son avis, qui dut être défavorable, puisque les derniers actes des deux prêtres sont respectivement du 27 novembre 1791 et du 13 février 1792 (4). La tentative d'éviction, avortée cette fois, fut réitérée avec accompagnement de violences, en mars 1792, et aboutit à la fermeture de l'église paroissiale. A Coulaines, la municipalité plus favorisée avait fait agréer, dès octobre 1791, une demande en remplacement de l'inserté Mabileau (5). Vers la moitié

1. A. D., L 102, f^o 94.

2. G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*, t. III, p. 35.

3. A. D., L 72, f^{os} 30-31.

4. A. M. du Mans, *État-civil de Saint-Pavin-des-Champs*.

5. A. D., L 101, f^o 136 v^o

du même mois, le procureur de la commune du Mans dénonçait la distribution dans la ville des *Maximes de l'Église catholique, apostolique et romaine, à l'usage des fidèles, pendant le temps de schisme et de persécution* (1). Simultanément des citoyens actifs de Nogent-le-Bernard demandaient des poursuites contre leur ci-devant curé, pour avoir tenu des propos, jugés injurieux, contre l'intrus Dubancq, et pour avoir administré la communion à sa propre sœur (2). Mais, nulle part, à cette époque, l'intolérance ne fut aussi grande qu'à Sablé; nulle part la légalité ne fut aussi ouvertement méprisée.

A la suite de l'arrêté du 2 juillet, qui interdisait aux réfractaires l'usage de la chapelle du château, ceux-ci choisirent, ce semble, pour y exercer le culte, l'église Saint-Martin, délaissée par les jureurs, parce que l'unique paroisse de Notre-Dame devait être conservée. La municipalité ferma indûment cet autre asile; des troubles s'ensuivirent, pour obtenir son rétablissement. C'est une lettre du procureur général syndic qui renseigne sur ces incidents.

« Le directoire, y est-il dit, regrette de ne pouvoir vous donner de réponse satisfaisante sur les mouvements, qui ont eu lieu dans la ville de Sablé, pour obtenir, ainsi que vous nous l'annoncez, l'ouverture (*sic*) de l'église Saint-Martin de cette ville. Il est certain que la municipalité n'aurait pas dû faire fermer cette église, puisque la suppression n'a pas encore été décrétée. L'article 15 de la loi du 24 août 1790 porte, il est vrai, qu'il n'y aura plus qu'une paroisse dans les villes ou bourgs au-dessous de six mille âmes; mais cet article n'est qu'indicatif de la suppression, qui ne peut être effectuée que par un autre décret spécial... Le corps législatif peut seul déterminer laquelle des deux paroisses de Sablé doit être supprimée.

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1536, p. 9.

2. A. M. de Nogent-le-Bernard, D I (15 octobre 1791).

Ainsi, pour éviter que le peuple ne commette une violence illégale, vous ferez sagement de ne pas attendre qu'une pétition très fondée vous oblige d'ordonner l'ouverture de l'église Saint-Martin. Mais, pour qu'elle ne reste pas longtemps au pouvoir des non-assermentés, la municipalité peut, si elle croit convenable, demander que le vicaire de l'autre paroisse ou tel autre prêtre soit nommé desservant provisoire, en attendant la suppression. Vous adresseriez cette pétition au directoire du département, avec votre avis motivé et je tâcherai d'obtenir une prompte décision, de concert avec Monsieur l'Évêque » (1).

Aux suggestions de ce dernier alinéa, aux préférences ainsi avouées pour les voies obliques, qui ne reconnaîtraient le faux libéralisme, dont s'étaient inspirés les hommes qui avaient empêché la location de la Couture ou l'achat de la chapelle du cimetière de Crannes, par les non-jureurs ? La même politique sans franchise s'affirme encore, dans la pétition adressée au roi, par le procureur général syndic, Mortier, pour en obtenir la sanction du décret du 29 novembre 1791, sur les troubles religieux. Quel était l'objet de cette requête ? D'inviter le prince à adopter un parti intermédiaire entre la confirmation immédiate, réclamée par la Législative, et le veto absolu, demandé par neuf administrateurs du département de Paris ; à prendre... l'engagement de sanctionner le décret redouté... (2).

Il était loisible à l'auteur de prétendre qu'en tenant cette menace suspendue comme un glaive sur la tête des réfractaires, ceux-ci s'abstiendraient de tout mouvement capable d'en accélérer la chute. Mais n'y avait-il pas à craindre, comme contre-partie, que leurs adversaires ne provoquassent des mouvements séditieux, pour forcer, quand il leur

1. A. D., L 154, n° 803.

2. Cf. A. N. F¹⁹, 469, *Pétition au Roi sur la sanction du décret relatif aux troubles religieux*, 8 p. in-4°. Le Mans, Pivron, s. d.

plairait, à l'application de la loi ? L'empressement des Amis de la Constitution du Mans, à féliciter l'Assemblée nationale sur les décrets qu'elle venait de prendre « contre les prêtres intolérants et non conformistes » (1), autorisait toutes les inquiétudes à cet égard. Le tableau même des troubles de la Sarthe, tel qu'il était présenté par son premier magistrat, n'était point fait pour rassurer sur les intentions de l'administration.

« L'expérience a prouvé, yest-il dit, que dans une partie des départements, et dans celui de la Sarthe entre autres, les derniers troubles religieux se sont accrus ou calmés en raison de la mollesse ou de la vigueur des opinions prononcées dans le corps législatif, pendant la discussion qui a précédé le décret. Tant que l'opinion tendant à la publicité la plus illimitée des cultes a paru prévaloir dans l'Assemblée nationale, les prétentions des prêtres non sermentés et de leurs sectateurs ont été portées, surtout dans plusieurs campagnes, au delà de toute mesure. Rappeler les curés remplacés, leur rendre les presbytères, les églises, les traitements entiers : tel était l'objet de pétitions suggérées tout à coup à des municipalités, à des assemblées illégales, qui osaient usurper le nom de communes. Ces pétitions ont été ou quêtées, ou accompagnées d'attroupements, d'émeutes et d'injures envers les nouveaux pasteurs. Mais aussi, dès que l'Assemblée nationale a paru incliner vers les moyens de répression, ces attroupements, ces pétitions ont cessé subitement et la circonspection a ramené le calme dans celles des campagnes que la dissension venait d'agiter » (2).

Que cet exposé soit incomplet ; que les désordres dûs aux ennemis des non constitutionnels en soient systématiquement exclus, il n'y a besoin, pour le prouver, que de

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006 (24 et 27 novembre 1791).

2. A. N., F¹⁹, 469, *op. cit.*

se reporter à l'étude, qui vient d'être faite, des troubles religieux dans le département. Il est même inutile d'y recourir, si l'on se contente d'établir ce que cette description a de tendancieux : le seul examen des dates y suffit en effet. Les assemblées illégales de Solesmes et de Juigné — les premières de toutes — sont de la fin d'octobre ; celle de Saint-Jean-de-la-Motte fut tenue le 2 novembre ; la pétition de la municipalité de Saosnes est du 20 décembre. Or la discussion générale sur les prêtres insermentés s'ouvrit le 21 octobre et fut close le 3 novembre (1). Comment, dans le chaos des projets contradictoires qui y furent soutenus, nos paysans auraient-ils démêlé immédiatement les intentions réelles de l'Assemblée ? Le *Journal général du département de la Sarthe* relève l'invraisemblance d'une telle hypothèse : de toutes les critiques qu'il formula contre la pétition de Mortier c'est peut-être même la plus heureuse.

« Nous croyons, écrit son rédacteur, que ces mouvements partent d'une autre source ; les municipalités des campagnes sont plus à plaindre que coupables : trop souvent, itérativement abusées par des écrits incendiaires, elles peuvent errer ; d'ailleurs l'adresse exacte du *Journal des bons laboureurs*, envoyée ministériellement, réimprimée par ordre du département, n'avait d'autre but que d'engager les citoyens et les habitants des campagnes surtout, à ne plus mettre de différence entre une messe et une autre, entre un prêtre non assermenté et celui qui avait juré. Quelques manœuvres sourdes peut-être ont dé[voyé] les unes ; d'autres de bonne foi ont cru avoir la liberté du choix, car les campagnes, où ces désordres sont arrivés, ne pouvaient être précisément instruites, conséquemment

1. P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. II, p. 17 et 41.

pénétrées de la chaleur ou de la tiédeur des discussions de l'Assemblée législative, sur les troubles religieux » (1).

La vérité est que la sanction royale eût complètement légitimé l'arrêté du 10 septembre ; que les administrateurs du département, d'une part enclins, par nature ou par conviction, à restreindre la liberté, d'autre part entravés par la loi d'amnistie puis par le veto opposé au décret du 29 novembre, redoutaient également de retirer les mesures illégales qu'ils avaient prises et d'en poursuivre résolument l'exécution. Leurs esprits, embarrassés dans les traditions d'un passé tout récent encore, étaient incapables de concevoir la liberté dans un régime d'indépendance réciproque du pouvoir civil et de la puissance ecclésiastique. Ils démontrent donc, pour la Sarthe, la justesse de l'observation générale, faite par un auteur de notre temps : « A la fin de l'année 1791, il y a, dans la presse, quelques manifestations dans le sens de la séparation des Églises et de l'État ; elles sont le fait de quelques citoyens éclairés, mais ne correspondent à aucun mouvement analogue, je ne dis pas seulement de la part des ouvriers et des paysans, qui sont encore fanatiques, mais de la part de la bourgeoisie instruite. » (2).

En définitive, jusque vers la fin de février, l'arrêté du 10 septembre ne fut appliqué et encore mollement que dans une dizaine de cas : contre l'abbé Robin, à Laigné-en-Belin ; à Piacé ; à Saint-Léonard-des-Bois, à Dissé-sous-Lude, etc. Il servit donc surtout d'occasion ou de prétexte pour inquiéter les insermentés, dans la retraite où ils s'étaient volontairement confinés. Comme l'écrivait, à un administrateur du district de la Ferté-Bernard, l'ex-curé

1. *Journal général du département*, n° 43 (25 décembre), p. 338.

2. A. Aulard, *Les origines de la séparation (Études et leçons sur la Révolution française, 3^e série, p. 131.)*

de Boessé-le-Sec, « l'arrêté du directoire du Mans a donné aux esprits un nouveau degré de fureur et vous seriez étonné, si vous voyiez toutes les marches, les contre-marches, les pourparlers, les instigations, enfin tout ce qu'on met en œuvre » (1).

Cette effervescence du début diminua graduellement jusque vers mars 1792, semblable à des eaux, agitées par un choc violent, qui s'affaissent en plissements de plus en plus adoucis, à mesure qu'elles s'éloignent du point où elles avaient été heurtées.

IV

Pendant que se succédaient les mesures répressives officielles et les mouvements populaires, la polémique se ravivait entre orthodoxes et schismatiques. Après avoir attendu, « pendant cinq grands mois », la justification doctrinale de la conduite de Prudhomme, promise par lui-même, ses adversaires le défièrent de la produire, dans un libelle mi-plaisant, mi-sérieux. A défaut d'une matière plus ample et plus substantielle que l'évêque tardait à leur fournir, ils empruntèrent les éléments de leur discussion à sa première défense : c'est de son discours d'installation qu'ils firent la critique. Le public l'avait déjà condamné, puisque, devant l'indifférence ou le dédain qui l'avaient accueilli, le prélat avait été réduit à en « retirer humblement deux milliers d'exemplaires, qui gisaient dans les bureaux nationaux de son patriotique imprimeur ».

Avec une profusion de détails, très précieux pour l'histoire des mois précédents, les auteurs de *Mon petit mot à*

1. A. D., L 374 (Lettre de René Janvier, 10 septembre 1791.)

M. Prudhomme racontaient les incidents de l'élection de leur adversaire et de sa prise de possession ; ses « petits tours de souplesse pour s'assurer la crosse pastorale » ; les manœuvres de ses partisans ; les mécomptes survenus après son entrée en fonctions, du fait de sa condamnation par Gonssans et de l'attitude réservée, sinon hostile, de la grande majorité des fidèles. La vanité de leur victime était connue. A l'atteindre, dans ses parties les plus sensibles, de mille petits traits aussitôt retirés que lancés, ils éprouvaient une joie maligne, qui perce tout le long de ce pamphlet court, rapide, leste, où une causticité généralement mesurée s'enveloppe d'ordinaire d'un badinage des plus agréablement souple et léger.

S'en tenir à ces railleries eût été se contenter d'un succès de rire, trop facile pour être sérieux ; la plus solide partie de la brochure était donc consacrée à réfuter les idées principales du prélat constitutionnel. Elle établissait que sa nomination était viciée par le défaut de qualité de ceux qui l'avaient faite, par l'absence aussi d'un grand nombre d'électeurs et en particulier de représentants du clergé ; que sa juridiction était nulle, puisqu'il ne la pouvait tenir, ni du peuple dépourvu des pouvoirs indispensables pour la conférer ; ni de l'évêque consécrateur ; ni même du métropolitain, tous deux sans autorité légitime ; ni enfin de l'acte même de la consécration, insuffisant qu'il était à donner autre chose que le caractère épiscopal. Elle rappelait que, Gonssans n'étant ni mort, ni démissionnaire, ni destitué selon les formes canoniques, son successeur constitutionnel ne pouvait être qu'un « schismatique déclaré », car il n'avait « reçu ni mission, ni députation, ni approbation, ni juridiction » de l'Église. Elle écartait, en citant les actes de Pie VI, l'argument d'une acceptation tacite de la Constitution civile par le Saint-Siège et concluait, contre l'intéressé, que c'était « avoir blessé la foi que

d'avoir donné à la France une nouvelle division » ecclésiastique, la puissance civile n'ayant pas le droit d'attribuer, à elle seule, la juridiction sur les territoires ainsi modifiés :

Prudhomme répliqua, en janvier 1792, par la publication de son *Instruction Pastorale*. Autant le précédent travail était vif et alerte, autant celui-ci est solennel et embarrassé d'allure. Le corps de l'ouvrage disparaît sous la multitude des références, des notes, des citations, des textes allégués à l'appui des propositions avancées ; cette forêt d'ares-boutants multiples et de contreforts innombrables écrase, de sa pesante masse, le monument trop grêle qu'elle était destinée à consolider. Sa lourdeur même dut être cause pour une part, de la défaveur avec laquelle fut reçue cette indigeste compilation. Il fallut retirer une partie des exemplaires, dédaignés par ceux que l'on avait espéré gagner à la cause de la religion nouvelle. L'échec, déjà cuisant pour la vanité de l'auteur, se compliqua, dans l'occurrence, de démêlés avec l'imprimeur, fort pénibles pour sa parcimonie notoire. A cet insuccès contribuèrent sans doute aussi les causes déjà mentionnées pour expliquer celui du discours d'installation, dont l'*Instruction Pastorale* n'était qu'une reprise agrandie, mieux ordonnée et plus savante.

L'un et l'autre travail avaient en effet le même objet : « discuter les principaux articles controversés de cette Constitution civile du clergé si odieuse et si décriée auprès des ennemis de la régénération française » ; mais ici, nombre de points étaient développés, qui avaient été négligés ou seulement indiqués précédemment.

Une fois posé le droit de l'Assemblée nationale à compléter son œuvre de rénovation politique, à atteindre par conséquent le clergé et à lier ensemble le système civil et le système religieux, l'évêque défendait, par un grand nom-

bre d'exemples, « l'invasion des biens de l'Église mis à la disposition de la nation ». Sans paraître se douter de tout ce qu'ont de précaire des conclusions fondées sur la seule théologie positive, il examinait les réformes principales de la Constitution, en étayant leur légitimité sur des preuves uniquement empruntées à l'histoire. Les titres du pouvoir civil à « changer l'ancienne démarcation des diocèses, sans le concours de la puissance ecclésiastique qui l'avait établie » ; à reprendre les modes antiques de désignation des pasteurs et de collation de juridiction, étaient affirmés, dans l'*Instruction Pastorale*, en termes capables de réjouir les tenants les plus acharnés du gallicanisme parlementaire. « On ne peut, y était-il dit, sans aveuglement ou sans mauvaise foi, contester à la puissance temporelle le droit d'introduire, pour le plus grand bien du peuple, une nouvelle division ecclésiastique du territoire, lorsque cette division ne tend qu'à faire disparaître des inégalités choquantes... Et sur ce que cette matière n'est pas spirituelle, donc elle est temporelle et regarde l'État ; l'État est le premier ; l'Église, comme corps politique, n'est que membre de l'État ». (1) Ou encore : « La juridiction épiscopale est illimitée et peut être exercée fondamentalement par chaque évêque en tout territoire, la primauté de Saint Pierre exceptée » (2) Qu'importait, après une telle assertion, de déclarer que cette primauté du pontife romain « n'est pas seulement d'honneur, mais de puissance et d'autorité ecclésiastique ? »

C'est ici, on le sent, la partie la plus importante, la plus discutable aussi de l'argumentation épiscopale. La légitimité du serment, du remplacement des pasteurs présumés déchus, par des évêques et des curés nouveaux, découlait logiquement de ces prémisses fondamentales. Pour ceux qui les acceptaient, les accusations de schisme se trouvaient

1. *Instruction pastorale*, p. 19-20.

2. *Ibid.*, p. 22.

réduites à néant et les condamnations papales écartées, du fait que les bulles, qui les promulguaient, n'avaient pas été reçues en France.

L'exhortation finale « à bannir du troupeau le vice et la corruption », à porter les citoyens à l'obéissance envers la loi, à payer l'impôt légal, « le Trésor de l'Etat n'étant plus que la bourse commune », mérite de retenir un instant l'attention. Ses appels à l'union contiennent en effet à la fois un aveu et un blâme des violences, auxquelles les réfractaires étaient en butte. « Vous tous, nos comprêtres et nos frères, secondez nos efforts... Aux considérations puissantes (que nous avons énumérées), si vous ajoutez que... toute autorité, pour être solide, doit se contenir dans de justes bornes..., bientôt les peuples sentiront aisément que souiller le premier jour de la liberté, par une intolérance qui contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, c'est méconnaître le véritable esprit de la religion ; substituer un fanatisme nouveau, en prétendant combattre l'ancien... ; violer les droits de l'homme et du citoyen, par un lâche et scandaleux abus de sa victoire... » (1)

A distance, et jugés à la lumière des événements contemporains, les deux écrits ainsi analysés paraissent singulièrement retardataires et leur publication trop tard venue. L'heure était passée des paroles et les manifestes devenaient superflus, lorsque se répétaient les actes hostiles et se multipliaient les violences. A la phase où en était arrivée la bataille, les faits seuls comptent. Les exhortations les plus chaleureuses, les arguments les plus solides ou les plus spécieux, les persiflages les mieux ajustés sont impuissants à retenir l'attention de l'écrivain et du lecteur. Comme ils le feraient pour des jeux puérils ou des exercices d'école,

1. *Instruction pastorale*, p. 117,

l'un et l'autre se détournent d'une scène que remplit le vain bruit d'allocutions en désaccord avec les circonstances, trop étudiées ou trop spirituelles pour jaillir d'un cœur enflammé pour la vérité ; ils fixent leurs regards, avec une application et une émotion croissantes, sur la réalité seule, sur l'unique drame chargé d'action, que vivent intensément des personnages tout frémissants de passion.

CHAPITRE X

Internement et déportation du clergé réfractaire

- I. — La situation politique dans la Sarthe, au printemps de 1792 : les journaux ; les clubs ; disette alimentaire et pénurie de numéraire ; difficultés dans le recouvrement des impôts. — Les premières rétractations d'ecclésiastiques ; protestations et mesures prises par le directoire du département et celui du district de Fresnay. — L'arrêté du 9 février 1792.
- II. — Intervention des gardes nationales. — Les accusations contre le clergé insoumis ; prétendus abus de la confession ; les curés de Dissé-sous-le-Lude, Courcelles, etc... — L'application des arrêtés du 10 septembre et du 9 février : l'opposition à la célébration de la messe des réfractaires à Brûlon, Champfleur, Écommoy, à la Cathédrale. — Perquisition à la Visitation et pillage des sociétés du Mans. — Fermeture des églises de Sainte-Croix, de Saint-Pavin-des-Champs.
- III. — Suppression du traitement des vicaires et de quelques « dessertes ». — Éviction des vicaires insermentés à Saint-Léonard-des-Bois, Mansigné, Connerré, Évaillé ; du curé de Sainte-Cérotte. — Violences à Saint-Calais, contre les ecclésiastiques, les religieuses et les catholiques. — Retraite de nombreux ecclésiastiques. — Mouvements anti-catholiques à René, Vallon, Noyen, etc... — Violences par les gardes nationales de Loué et de Vallon, pour forcer les prêtres à jurer ou à se retirer ; résistance armée à Chevillé, à Montreuil-en-Champagne.
- IV. — L'arrêté du 8 mars sur l'internement des réfractaires au chef-lieu ; multiples notifications en mars et avril ; soumission de plus de cent prêtres. — La condition des internés à la Mission ; restrictions à leur liberté. — Contre-coup des journées du 20 juin et du 10 août : le serment imposé aux membres de l'enseignement ; suspension du traitement des réfractaires. — Arrêté du 31 juillet pour l'internement de tous les insermentés.

V. — Préliminaires de la déportation : sollicitations des districts de Sablé et de Fresnay ; silence du département. — Le billet anonyme au curé de Courcelles ; la pétition des sections du Mans ; arrêté du 26 août, déportant les insermentés même sexagénaires. — Statistique approximative des déportés.

I

Le 26 février 1792, le *Journal général du département de la Sarthe* cessait sa publication. La disparition de cet organe constitutionnel, délaissé par sa clientèle, comme incolore et rétrograde, est à noter ; elle témoigne des progrès de l'opinion révolutionnaire, au pays manceau, depuis un an. Deux feuilles nouvelles remplacèrent le périodique condamné : l'une fut nommée, par Philippeaux son rédacteur, *Le Défenseur de la Vérité ou l'Ami du Genre Humain* ; l'autre, au moins semi-officielle puisque des membres du directoire y collaboraient, s'appela *le Courrier patriote*.

Dès son premier numéro, celui-ci reconnaissait, à l'occasion de légers troubles à Brûlon, que, « depuis six mois entiers, quatre ou cinq prêtres [réfractaires] seulement avaient mérité, par leur turbulence, l'exécution de l'arrêté du [10] septembre » précédent. C'était rendre hommage à la sagesse, à la réserve du clergé non conformiste dans son ensemble. Un mois et demi plus tard, le même journal tenait un tout autre langage. Sans essayer de justifier les « expulsions illégales et anticonstitutionnelles des curés et desservants insermentés jusque-là non remplacés » et que des bandes armées venaient de chasser, il déclarait « le peuple des campagnes tellement fatigué du trouble éternel causé par les suggestions des dissidents », que le directoire du département avait dû, « en partie pour mettre fin aux préludes d'une guerre intestine », inviter la majorité des réfractaires à se retirer à la Mission. « Ces prêtres,

ajoutait-il, crieront sans doute à la tyrannie ; il faut convenir néanmoins que l'arrêté aurait dû contenir une injonction formelle, si on les eût traités comme la plupart le méritent. Mais c'est en secouant les torches du fanatisme qu'ils reconnaissent la tolérance extrême, dont on use à leur égard » (1).

A eux seuls les événements de ces six dernières semaines ne rendent pleinement compte ni de ce changement radical de ton ni de la politique nouvelle adoptée par l'administration départementale, à l'égard des insermentés. Des excitations étrangères, peut être aussi le besoin de détourner l'attention publique de difficultés intérieures aiguës les expliquent l'un et l'autre partiellement.

Le 2 février, commençaient de s'assembler, dans l'église de la ci-devant paroisse de Saint-Hilaire, les *Amis de la Constitution* et la *Société fraternelle d'Outre-Ponts*. A cette fusion l'ancien club des Minimes gagnait sans doute quelques nouveaux chefs : un abbé André Pierre Ledru, l'un des rares jureurs du Mans ; le futur terroriste Potier la Morendière, déjà célèbre par ses démêlés avec la garde nationale de la ville. Mais — et en cela l'incident avait une portée plus considérable — la bourgeoisie moyenne, qui composait la majorité des *Amis de la Constitution*, signifiait, par cet acte, son alliance officielle avec le peuple des bas-quartiers ; dans l'association agrandie par cet appoint, celui-ci apportait à la fois le nombre et sa turbulence. Ses tendances agressives se manifestèrent dès la première séance des sociétés réunies. Un membre y proposa d'adresser au département une pétition qui avait pour objet de refuser leur traitement aux prêtres réfractaires ; la motion ne fut écartée que sur l'intervention de Levasseur.

1. *Courrier patriote*, n° 1 (5 février 1792), p. 6-7, et n° 7 (18 mars), p. 53.

Trois jours plus tard, sur l'initiative des abbés Maguin et Boulenger, le club vota le principe d'une protestation contre le veto opposé aux décrets relatifs aux prêtres insermentés. Le 7 février, il adhéraît à « l'Adresse des citoyens libres de la ville de Poitiers tendant à obtenir de l'Assemblée nationale la suppression des communautés de femmes et celle des congrégations séculières ». Le même jour, il s'engageait à insister, auprès du département, pour faire appliquer l'arrêté du 10 septembre précédent ; à solliciter des poursuites contre les Lazaristes, accusés d'avoir brisé les scellés de leur église afin d'y introduire les partisans des mauvais prêtres ; enfin à requérir la remise, à des desservants conformistes, des églises de Sainte-Croix et de Saint-Pavindes-Champs, « pour détruire ces deux repaires du fanatisme » (1). Le récit des efforts faits par « les prêtres » du canton de Loué, « en vue de fanatiser les femmes crédules et porter le trouble dans les ménages », occupa une partie de la séance du 16 février. Le 8 mars, était introduit un projet de pétition en réduction du traitement des ci-devant chanoines, « dont la première déclaration n'était pas exacte » ; c'était à la même date que le département arrêtaît de réunir à la Mission tous les prêtres insermentés.

Les embarras de l'administration étaient multiples à cette époque ; la question des subsistances et celle des impositions lui occasionnaient un égal souci. La crise alimentaire, habituelle depuis quelques années en cette saison, avait amené des troubles, le 24 février, au marché du Mans (2). Le 27, le directoire adressait « aux cultivateurs du département » une proclamation, qui ne put décider les détenteurs de grains à se dessaisir de leur réserves. Le 29, des blés, achetés par le boulanger Pantard, étaient arrêtés à Saint-

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006.

2. *Courrier patriote*, n° 5, p. 38.

Côme (1). Le 2 mars, après retour d'un incident semblable, l'emploi de la force fut jugé nécessaire ; une expédition de cinq cents gardes nationaux, « avec armes et canons », s'en alla quérir, à Courcemont, des grains vendus à un autre boulanger du Mans et que l'on refusait de livrer (2). Au ministre de l'Intérieur, l'autorité locale s'ouvrit, avec une franchise qu'aucune considération n'avait à gêner, des causes de la pénurie du moment. Dans un compte rendu sur l'état de la récolte précédente, elle confia que « l'inquiétude sur les subsistances n'avait point cessé de tourmenter le peuple, depuis le commencement de la Révolution. Cette inquiétude, souvent manifestée par des actes hors la loi, par des vexations populaires contre les propriétaires, fermiers, cultivateurs et négociants, avait porté la défiance de ceux-ci à un tel point qu'ils n'avaient, en aucun temps, été assez rassurés pour se déterminer à faire connaître le produit de leurs récoltes et la situation de leurs magasins... » (3). L'*Adresse officielle aux cultivateurs* ne fit guère qu'une allusion rapide à ces motifs ; par contre elle dénonça les conseils pernicieux des ennemis de la patrie. « Personne n'ignore, disait-elle, que les malveillants ne cessent de former chaque jour de nouveaux complots pour le renversement de la Constitution. Une partie d'entre eux, dans le dessein de multiplier les troubles par le renchérissement des grains, ont persuadé à leurs fermiers de cesser de les vendre, « afin d'en tirer plus gros profits quelques mois plus tard. D'autres leur persuadent que, dans peu de temps, les assignats n'auront plus aucune valeur ; qu'ils seront anéantis par la contre-révolution et que l'or et l'argent rentreront bientôt en France ; que ceux qui auront leurs magasins garnis vendront leurs grains en

1. A. D., L 153, n° 1074.

2. *Ibid.*, L 103, f° 55 et L 72, f° 135.

3. *Ibid.*, L 153, n° 1178.

espèces sonnantes, au lieu que s'ils le vendent présentement, ils perdent tout à coup leurs assignats et leurs ressources » (1).

Préoccupant par lui-même, le problème alimentaire s'aggravait de soucis financiers non moins immédiats. Le numéraire était si rare, au Mans, que la municipalité décida, le 21 février, de créer pour cinquante mille livres de billets de confiance. Le receveur du district, dans le dessein de dissiper tout soupçon sur sa gestion, publia simultanément un « Tableau des sommes reçues en gros sous par le directoire du département », avec indication détaillée du remploi de la portion qui lui avait été remise (2). D'autre part, le recouvrement des impôts était lent et difficile. Procédés dilatoires et refus de paiement de la contribution patriotique étaient si nombreux que le procureur général syndic avait ordonné des saisies mobilières, après sommation, chez les principaux retardataires (3). Le mal eût été limité, s'il n'y avait eu besoin que de contraindre ce petit groupe d'opposants. Mais la masse avait été déçue par la publication du rôle de l'impôt foncier. Après les promesses réitérées d'un allègement de ses obligations, la vue d'un chiffre brut d'impositions d'État, relevé plutôt que diminué, causait au peuple une pénible surprise et une amère désillusion. L'argumentation laborieuse de Phillippeaux, pour lui démontrer qu'il y avait dégrèvement réel, réduction du montant net des charges fiscales ; ses exhortations multipliées ; ses adjurations aux citoyens, aux municipalités, aux corps administratifs ; la diffusion dans les campagnes, par les soins des Amis de la Constitution, de l'adresse rédigée sur ce sujet par leur président (4), tout démontre

1. A. D. L-103, f^o 43.

2. *Courrier patriote*, n^o 4, p. 31-32.

3. *Ibid.*, n^o 9 (1^{er} avril 1792), p. 69.

4. *Défenseur de la Vérité*, n^{os} 4 et 5 (23 février, 1^{er} mars 1792).

la gravité de la situation à laquelle les administrateurs du département devaient faire face.

Songèrent-ils à dériver le mécontentement populaire contre leurs ennemis politiques et notamment contre le clergé réfractaire ? Les mesures énergiques qu'ils adoptèrent, pour hâter le recouvrement des dons patriotiques, la rapidité avec laquelle ils en poursuivirent l'application indiquent qu'ils ne redoutaient point de s'en prendre directement à l'inertie voulue d'une fraction de l'opposition. L'accusation d'avoir uniquement tenté une diversion, en frappant les insermentés, serait donc injustifiée ; tout au plus est-il vraisemblable que les conjonctures difficiles, où ils se trouvaient, les inclinèrent à traiter sans ménagements leurs adversaires les plus influents.

L'occasion ou plutôt le prétexte de les frapper vint du vicaire d'Yvré-le-Pôlin. L'abbé Joseph Hérisson avait prêté serment, en janvier 1791. En juillet, il avait manifesté son repentir, « dans une dissertation, qu'il fit dans l'église paroissiale et qui fut inscrite sur les registres de la municipalité ». Au mois de juillet suivant, il renouvela formellement cette rétractation. Mais soit légèreté, soit qu'il regardât le traitement des ecclésiastiques comme dette stricte de l'État, il avait reçu, au préalable, le premier quartier de sa pension pour 1792.

Le directoire du département vit ou feignit de voir dans cet acte une manœuvre délictueuse. Il invita en conséquence le procureur syndic du district de La Flèche « à poursuivre le sieur Hérisson devant les tribunaux, en restitution » de ce trimestre.

Le dernier des considérants, qui motivait cette décision, invoquait le double devoir, pour l'administration, de « faire restituer une somme indûment perçue » et celui de

« fixer l'opinion sur le degré de confiance que mérite une infinité de prêtres réfractaires » (1).

La généralisation, formulée dans cette clause terminale, était inattendue. Elle dévoile l'aigreur des sentiments du directoire à l'égard des non-jureurs, mais sans faire soupçonner qu'il ait envisagé dès lors l'incident sous un autre aspect que celui de l'abus de confiance.

Deux nouvelles rétractations l'amènèrent à le considérer, quelques jours plus tard, d'un point de vue primitivement négligé. L'abbé Verdier, curé de Courgains, était l'auteur d'un de ces retraits de serments, qui fut dénoncé au district de Mamers le jour même où il fut accompli, 5 février. Le 9, le département saisi invita l'évêque à remplacer le curé par un desservant constitutionnel (2). En même temps, il prit un arrêté général, contre tout ecclésiastique fonctionnaire public qui rétracterait publiquement son serment, « devant les citoyens rassemblés pour le culte, dans une église paroissiale ». L'article quatrième déterminait la peine à appliquer et la procédure à suivre, pour s'assurer de la notoriété des faits : « Dès que les directoires des districts auront été informés par une municipalité, ou par la seule déclaration positive de trois citoyens actifs, d'une rétractation de serment, faite par un ecclésiastique dans une église paroissiale, ils enjoindront au prêtre rétractateur de se retirer dans une des villes du département,

1. A. D., L 102, f° 166. L'arrêté cité ici est du 21 janvier. Le 31 suivant, le vicaire offrit au directoire de restituer le trimestre payé ($\frac{V}{I} \frac{21}{1}$, séance du 1^{er} février). Le 3 février, il fut condamné par le tribunal du district à rendre 525 livres et aux dépens, « liquidés à 12 l. 18 s. » (L suppl. Tribunal du district de La Flèche). Le 20 du même mois, la municipalité d'Yvré lui notifia un arrêté du district, qui lui enjoignait de quitter la paroisse, sous trois jours. Le 24, il demandait à être réintégré dans ses fonctions; sa requête fut rejetée par le département, (L 72, f° 130).

2. A. D., L 72, f° 114.

en observant [que] les formalités prescrites par l'arrêté imprimé du directoire du 10 septembre dernier seraient suivies, dans cette injonction et dans l'exécution, ainsi que dans l'information à donner au directoire du département; pourront néanmoins les directoires de districts vérifier préalablement les déclarations faites par des particuliers et qui ne leur paraîtraient pas avoir un degré suffisant d'authenticité ».

Les administrateurs craignaient-ils un effritement plus sérieux du groupe des conformistes ? La passion seule leur conseillait-elle de prétexter la volte-face de l'abbé Verdier pour accabler d'avance les ecclésiastiques tentés de l'imiter, pour détourner, en les effrayant, ceux qui auraient songé à suivre son exemple ? Le préambule, qui inspira l'arrêté, fournit le moyen d'en juger. Voici un extrait de ce discours, tenu par un des membres du directoire à ses collègues.

« Vous êtes informés, Messieurs, que deux ecclésiastiques fonctionnaires publics ont rétracté, depuis quelque temps, le serment qu'ils avaient prêté, en exécution de la loi du 26 décembre 1790. Si ces ecclésiastiques n'avaient eu d'autre désir que de se délivrer de leurs prétendus scrupules, et qu'ils eussent craint de mettre en péril la tranquillité publique des paroisses où ils exerçaient leurs fonctions, ils se seraient bornés sans doute à notifier, verbalement ou par écrit, leur rétractation à la municipalité du lieu, et, dès lors, ils n'auraient d'autre peine que la privation de leur traitement et de leur place. Cette déclaration, faite à la municipalité, et la cessation subite de leurs fonctions publiques auraient été plus que suffisantes pour donner à leur changement d'opinion toute la notoriété qu'ils désiraient lui procurer. Mais on ne peut douter que le principal motif de ces rétractateurs était d'exciter une commotion forte et générale, parmi les citoyens cominis à leurs

soins spirituels, et de les entraîner promptement dans leurs opinions, par un exemple frappant et des déclamations pathétiques et séduisantes. Il n'est pas besoin de vous observer combien cette affectation de publier en chaire des rétractations, déjà très défavorables aux yeux de la loi, peut exciter des troubles et des dissensions dans les campagnes, et préjudicier à la tranquillité publique ; il pourrait en résulter des rixes violentes et suivies d'événements désastreux, surtout dans les lieux où la division d'opinions est une source d'animosités et d'injures » (1).

L'orateur avait le champ libre pour qualifier de délit d'opinion le retrait de serment, quoique ce fût anticiper sur la législation. Incriminer les intentions était risquer de commettre une injustice et négliger en tout cas de tenir compte des précédents. Les curés de Bonnétable et de Sainte-Osmane, pour ne citer que ceux-là, n'avaient pas abjuré leurs engagements schismatiques, en 1791, avec moins de solennité que leurs collègues d'Yvré-le-Pôlin et de Courgains. D'après les *Mémoires de J.-P. Fleury* (2), dans la partie de l'ancien diocèse qui formait la Mayenne, la même publicité était imposée à la faute extérieure qu'avait été la prestation du serment devant l'assemblée des fidèles. Le registre des rétractations établit péremptoirement que, sur ce point, les exigences des supérieurs ecclésiastiques n'avaient pas varié, en 1795. Que si les circonstances — sûreté personnelle de certains prêtres ou libre exercice d'un ministère jugé indispensable — conseillaient parfois d'atténuer les rigueurs de la discipline, le silence gardé sur les conversions ne fut jamais que temporaire ; jamais les ecclésiastiques à réhabiliter ne furent dispensés d'une répudiation publique de leur promesse de maintenir la Constitution civile.

1. A. D., L 103, f° 9.

2. J.-P. Fleury, *Mémoires sur la Révolution*, p. 98.

L'arrêté du département aurait stimulé, s'il en eût été besoin, l'anticléricalisme des administrations inférieures. Le directoire du district de Fresnay, déjà connu pour son ardeur à dénoncer les non constitutionnels et pour la violence de son langage, prit le 16 février, un arrêté qui obligeait l'abbé Lemoine, curé de Vivoin, à sortir de sa paroisse, dans les trois jours ; à se retirer dans l'une des villes du département, à son choix ; ou à en quitter le territoire. La rétractation récente de ce prêtre fut flétrie par le procureur syndic, comme un délit anti-social, « une scène scandaleuse », inspirée par « des vues criminelles [et] qui avait évidemment pour objet la dissolution de l'harmonie sociale et l'anéantissement des principes. » (1) Six jours avant ce réquisitoire, le même fonctionnaire avait demandé l'autorisation de faire remplacer le pasteur délinquant. L'urgence de sa destitution et de son éloignement était mise en avant, dans les termes les plus pressants. « La rétractation du sieur Lemoine, disait sa lettre au département, laisse une grande paroisse en proie aux insinuations perfides de ce fanatique. Dans ce temps de pénitence, où nous allons entrer, combien de citoyens paisibles, abusés par les exhortations intolérantes d'un homme couvert du manteau de la religion, ne prendront pas, avec le pain sacré, le cruel poison dont ce ministre est enivré, si vous ne profitez du rassemblement des électeurs, pour substituer à ces prêtres affamés de sang de vrais ministres de ce Dieu de paix qu'ils déshonorent... (2) »

1. A. D., L 462, f° 183.

2. *Ibid.*, L 471, n° 1208.

II

Provisoirement la circonstance de temps visée ci-dessus peut être négligée. L'hypothèse séduisante d'une poussée générale des ecclésiastiques constitutionnels contre leurs confrères dissidents, pour leur soustraire une clientèle trop dévouée, ne s'appuie pas en effet de témoignages capables de la bien fonder. Non qu'il soit difficile de relever, par endroits, des interventions directes d'intrus contre leurs concurrents ; mais, jusqu'à plus ample information, il s'agit là d'actes isolés de quelques individus. Au contraire l'intervention généralisée des gardes nationales, dans les troubles de mars et des mois suivants, leurs initiatives séditieuses multiples font soupçonner, sinon qu'elles obéissent aux suggestions de l'administration, du moins qu'elles comptaient sur une tolérance assurée.

Pour qui examine la masse des faits, le but manifeste de toutes les manœuvres qui vont être étudiées ici sera de rallier à la Constitution, au besoin par la contrainte, les prêtres restés jusque-là en dehors d'elle ; d'arracher à leur direction la fraction du public qui s'inspirait de leurs conseils et de leur exemple. Pour obtenir ces résultats, deux procédés se présentaient ; tantôt rendre l'exercice du culte impossible aux insermentés, même dans les églises nationales ; tantôt les écarter eux-mêmes, par des dispositions appropriées, soit des paroisses où ils exerçaient encore légalement leurs fonctions, soit des lieux où ils résidaient, sans y remplir aucun ministère public.

Outre les rétractations que l'on pouvait exploiter, les motifs à alléguer suffiraient pour ainsi dire d'eux-mêmes. C'étaient ceux qui avaient été invoqués jusque-là : entreprises tendant à discréditer la religion officielle ; propos

répétés que « l'instant de la contre-révolution était proche, que la Constitution était sur le point d'être renversée, que les prêtres sermentés allaient être chassés, etc... » (1) Ces raisons étaient banales, il est vrai, à force d'avoir été répétées depuis une dizaine de mois; mais ne retrouveraient-elles pas quelque regain d'actualité? La naïveté de certains milieux le devait faire espérer. Qu'on en juge par ces extraits de lettres d'un Manceau.

« Tous les émigrés qui étaient en Espagne sont arrivés à Arles, avec les habitants d'Avignon et ceux de Carpentras; la ville d'Arles a chassé les intrus et rappelé ses anciens pasteurs...; le prince de Condé est arrivé à Auch, avec 25.000 hommes; l'attaque va se faire par plusieurs endroits... Les églises vont être ouvertes au Mans, c'est-à-dire que tout prêtre sera libre d'exercer ses fonctions publiquement... L'Assemblée vient de décréter que tous ceux qui voudront des prêtres les paieront; qu'elle n'entend plus payer personne, ni conformistes ni non-conformistes... » (2)

A vrai dire, rien n'indique que la majorité des ecclésiastiques réfractaires nourrissait d'aussi folles illusions, à plus forte raison qu'elle s'en prévalait, même près de ses partisans. Mais il est vraisemblable qu'à l'approche du temps pascal, les insermentés restés en fonctions rappelèrent la doctrine en termes plus formels, qu'ils se montrèrent plus pressants dans l'interdiction de toute communication « *in divinis* » avec les schismatiques, plus rigides dans l'exposé des conditions nécessaires à la validité du sacrement de pénitence. L'insistance de Philippeaux à discuter la question de l'intrusion, à y revenir par allusions multiples; ses efforts pour prouver que « les intrus étaient uniquement les ministres de l'ancien régime, entrés dans l'Église par

1. *Courrier patriote*, n° 5 (4 mars 1792), p. 43.

2. A. D., L 272 (Dossier M. Chenais).

des voies infâmes et antichrétiennes », montrent que l'autorité des pasteurs élus était mal assise. Ils sont encore l'indice d'un accroissement d'acuité dans les luttes entre jureurs et non conformistes, de la nécessité qu'il y avait par conséquent d'écarter ces derniers (1).

La hardiesse de quelques-uns d'entre eux paraissait même imposer leur départ comme urgent. Comme leurs confrères, ils n'avaient eu à se reprocher que des discours, des conversations médiocrement empreintes de sympathie pour la Constitution, ou des tentatives passagères d'exercice public du culte. Mais voilà-t-il pas que, pour combattre plus sûrement l'ordre nouveau, ils commençaient à se servir de la confession ! Arme singulièrement déloyale, parce qu'elle était d'un emploi mieux protégé par le secret ; plus efficace, en raison de la pression exercée sur les âmes pusillanimes ! Tel fut le principal grief, invoqué par le procureur de la commune de Dissé-sous-le-Lude, contre le curé Brétonnier. Il s'indignait de le voir « s'insinuer dans les maisons, en l'absence des maris, pour y tourmenter la conscience des femmes, exiger des pénitents, au tribunal de la confession, soit de ne point aller à confesse, soit de ne point assister à la messe des prêtres constitutionnels et, dans les nombreux cas de refus, les effrayer en les menaçant de la damnation éternelle. » (2). L'émoi de ce fonctionnaire était partagé par la municipalité de Courcelles, qui stigmatisa en ces termes le curé Perdrigeon et Renault, son vicaire. « Ils traitent de scélérats les prêtre sermentés... ; ils débitent aussi que leurs sacrements sont des sacrilèges ; ils portent le soin d'établir les troubles jusqu'à la précaution de refuser l'absolution aux acquéreurs de biens nationaux et de ne l'accorder que

1. Cf. Catéchisme moral, dans *Défenseur de la Vérité*, n° 6 (8 mars), p. 56.

2. A. M. de Dissé-sous-Lude, *Délib.*, p. 96.

sous la condition de les rendre au clergé réfractaire ; ils défendent aux domestiques qui se louent à des citoyens qui vont à la messe des prêtres sermentés de tenir leur engagement... » (1) « Les manœuvres sourdes et ténébreuses » du curé de Longnes, « pour semer le trouble et la discorde », auraient été semblables à celles que l'on vient de signaler (2). Elles lui valurent d'être dénoncé aux Amis de la Constitution du Mans et attaqué par le *Défenseur de la Vérité*. « C'était surtout aux femmes qu'il s'attachait, pour pervertir ce sexe crédule et faire de chaque ménage un enfer anticipé. Il avait exigé des plus confiantes un serment, dans la petite boîte mystérieuse, de refuser à leur mari le devoir conjugal et de les maltraiter jusqu'à ce qu'ils fussent devenus aristocrates » (3).

Des motifs invoqués par les habitants de la dite paroisse, pour obtenir le renvoi du curé Duclaux-Lestoille, le district de Sillé-le-Guillaume retint seulement « qu'il refusait de faire le catéchisme » (4) ; les faits n'avaient donc point la gravité que leur prêtait le journal du club.

Ainsi en jugea dans une circonstance analogue et pour un autre prêtre, — l'abbé Mâlard, curé remplacé de Louplande, — le jury d'accusation du tribunal du Mans. Aux termes de la prévention, que soutint Philippeaux, l'inculpé avait « abusé de ses fonctions pour alarmer les consciences et, jusqu'au tribunal de la pénitence, faire un crime aux fidèles de leur obéissance à la loi ». Dans le compte rendu de l'affaire, le *Courrier patriote* passe sous silence ces chefs d'accusation ; mais, en relatant le non-lieu prononcé, il observe, avec un désappointement visible, qu'il est presque impossible de se procurer des preuves légales

1. A. D., L 468, f. 64.

2. *Ibid.*, Fonds municipal, n° 1006 (16 février).

3. *Défenseur de la Vérité*, n° 6, p. 56.

4. A. D., L 587, f° 87 v°.

et complètes, dans l'ordre judiciaire, contre les auteurs des troubles religieux (1).

Celles-ci étaient inutiles, en tous cas, pour sévir administrativement et pour appliquer, sous prétexte de tranquillité publique, une véritable peine afflictive : l'arrêt du 10 septembre y suffisait. Son article troisième avait prévu que les directoires pourraient vérifier les faits insuffisamment notoires ou probables. L'article quatrième de l'arrêt du 9 février, contre les rétractateurs, reproduisit cette disposition, et remit aux administrations secondaires de juger les circonstances où elles se dispenseraient de faire la preuve. Une lettre du 28 du même mois précisa les limites de la faculté qui leur était ainsi laissée ; elle blâmait le directoire de la circonscription de Saint-Calais, qui avait donné connaissance, au curé et au vicaire d'Évaillé, des accusations portées contre eux par la municipalité. « Le district, disent ces instructions, ne doit pas communiquer ces plaintes aux ecclésiastiques qui en sont l'objet ; il n'est pas obligé de faire vérifier les faits ; un fait est suffisamment prouvé pourvu que le conseil général de la commune l'atteste » (2).

Tant de latitude expressément accordée ouvrait libre champ à l'intolérance de certaines administrations locales et à l'agitation des violents ; elle excusait les illégalités qui avaient pu être commises, et autorisait celles à venir. En fait, dans le calme relatif du début de l'année, celles-là sont peu nombreuses ; ce ne sont guère que de simples tracasseries, nées presque spontanément de la coexistence des deux cultes dans les mêmes édifices. Le 12 janvier,

1. A. D., L 379. — *Courrier patriote*, n° 9 (1^{er} avril), p. 73.

2. A. D., L 389, fo 63 v°.

une centaine d'habitants de Brûlon avait demandé au corps municipal « qu'il fût permis à M. Beucher, ci-devant curé, de dire la messe dans l'église du dit lieu et qu'il fût enjoint au procureur de fabrique de lui fournir les ornements nécessaires ». Le district interrogé blâma la pétition, parce qu'elle était collective ; puis il la rejeta comme une « injure indirecte aux citoyens de Brûlon et des environs, car elle supposait tacitement qu'on voulait empêcher les anciens prêtres non assermentés de Brûlon de dire la messe dans l'église paroissiale » (1). Le 24 février, les officiers municipaux de Champfleür défendirent à l'abbé Joseph Marchand, précédemment vicaire d'Aubigné et retiré chez ses parents, de célébrer la messe dans leur église ; ils s'autorisaient pour ce faire, de propos tenus par leur propre curé, sur les divisions qui se formaient dans la paroisse (2). — En attendant qu'elle prohibât indirectement, en avril, l'exercice de tout culte par le chanoine Boulard, la municipalité d'Écommoy avait pris, le 25 décembre, l'arrêté suivant, sur réquisition de l'intrus Roussel :

« I. — Aucun ecclésiastique non conformiste ne dira la messe, demain [jour de la frérie de Saint-Étienne], si ce n'est après onze heures trois quarts avant midi ;

II. — En outre les messes qu'ils pourront dire ne seront dites qu'à l'autel de la Vierge ;

III. — A l'avenir, aucun prêtre ne pourra dire sa messe qu'au même autel et à la même heure, les dimanches et fêtes seulement, sans sonner et en prévenant la municipalité... » (3).

Semblable arrêté pris, le 24 du même mois, par le conseil général de Marçon, fut approuvé, le 26 janvier, par le

1. A. M. de Brûlon, D I, f° 103.

2. A. M. de Champfleür, *Délib.*, p. 55.

3. A. M. d'Écommoy, D I (25 décembre 1791, 7 et 9 avril 1792).

directoire du département. Il était motivé par des « irrévérrences et scandales occasionnés par différentes personnes du dit lieu. » Les éléments de l'information, qui motiva cette mesure, étant disparus, tout éclaircissement sur la qualité des faits ainsi incriminés est impossible à fournir. Il se dégage seulement, des considérants adoptés par l'administration, « que les ministres du culte, salariés par la nation, doivent jouir, dans les églises spécialement consacrées à ce culte, du respect dû à leur caractère et de la tranquillité nécessaire à leurs fonctions... ; que les ministres de tout autre culte ne doivent être admis à célébrer leurs offices, dans les temples du culte salarié, qu'autant que cette célébration ne nuit en aucune manière à la célébration du culte salarié ; qu'[en conséquence] le temps intermédiaire entre la première et la seconde messe, presque toujours employé par une longue résidence des prêtres fonctionnaires publics au tribunal de la pénitence, les dimanches et fêtes, ne doit pas être troublé par l'affluence des citoyens dissidents d'opinion religieuse... » (4).

« Des scandales » de nature également inconnue ; « des désordres dans l'église cathédrale », qu'aurait engendrés la diversité des opinions, fournirent à la Boussinière un prétexte pour restreindre aussi, dans sa paroisse, les tolérances déjà parcimonieusement mesurées aux réfractaires. Le 22 mars, « après avoir délibéré avec son conseil », il ordonna ce qui suit :

« I. — Aucun prêtre étranger ne sera admis à célébrer la messe dans la cathédrale, s'il n'habite dans la paroisse Saint-Julien.

II. — Ne seront pareillement admis à célébrer la messe, dans la dite cathédrale, les prêtres non sexagénaires, quoiqu'habitants dans la dite paroisse, s'ils n'ont obtenu du

directoire du département une permission expresse de rester dans la dite paroisse.

III. — Durant la première messe et après neuf heures, aucun prêtre étranger ne pourra célébrer la messe dans la dite église. Le présent arrêté sera affiché à la porte de la sacristie » (1).

Pour les nombreux prêtres réfugiés au Mans, depuis deux semaines au plus, à la suite tant de l'insécurité des campagnes que de l'arrêté départemental du 8 mars, la décision épiscopale équivalait à une interdiction. Telle qu'elle était, les enragés la jugèrent trop libérale encore. Quatre jours après qu'elle eut été rendue publique — c'était le lundi de la Passion — une bande de « gens sans aveu » empêchait quelques non conformistes d'entrer à la cathédrale; elle se portait ensuite à la Visitation, sous prétexte d'en faire sortir des réfractaires et des sœurs de l'Hôpital, qui s'y étaient retirées. Soit timidité, soit complaisance secrète, la municipalité, au lieu de disperser les séditieux, fit avec eux « une visite exacte de tous les appartements de la dite maison; elle n'y trouva ni prêtres sermonnés ni ci-devant sœurs de l'Hôpital », car les deux religieuses qui y logeaient avaient quitté la maison, le matin même. La faiblesse de l'autorité responsable eut sa récompense immédiate. La dernière scène de ce petit drame se passait à onze heures du matin. Les officiers municipaux, rentrés à la maison commune après leur perquisition, « se séparèrent pour aller dîner ». À peine étaient-ils sortis, que les attroupés allèrent briser successivement les meubles des *Sociétés* dites de *Saint-Vincent* et du *Bourg-d'Anguy*, établies dans la ville depuis quelques années, comme rendez-vous de lecture et de jeu. La garde natio-

1. *Courrier patriote*, n° 8 (25 mars), p. 64.

nale et la gendarmerie, requises d'urgence, arrivèrent lorsque tout était saccagé.

Savoir par quelles « suggestions perfides » — le mot est d'un journal patriote — avaient été séduits les coupables, n'est point embarrassant. Le silence du *Défenseur de la Vérité* sur tous ces événements est à lui seul un demi-aveu.

Mais le registre des Amis de la Constitution est plus explicite. Le 22 mars, René Levasseur, officier municipal et membre du club, était monté à la tribune, « décoré du bonnet de la liberté ». Il y avait dénoncé les manœuvres des prêtres réfractaires, qui, ne se contentant pas de célébrer l'office dans l'église de la Visitation, se répandaient encore dans cette maison, pour y inculquer dans l'âme des jeunes pensionnaires, tous les germes vénéneux du fanatisme. Il avait fait adopter, en conséquence, une motion, qui « priait l'administration d'interdire l'entrée des églises de tous les couvents aux prêtres non assermentés ». Comment s'étonner dès lors qu'on ait préféré, au lieu d'une répression immédiate, prendre des mesures d'ordre, pour l'avenir ; menacer de l'application de la loi martiale ; enfin « arrêter quelques particuliers, que leurs propos firent soupçonner d'être disposés à faire un attroupement aristocratique », en guise de contre-manifestation ? A la suite de ces excès, un très grand nombre de citoyens de la ville ; effrayés de ces actes de violence, qu'ils regardaient comme le prélude d'événements beaucoup plus désastreux, se disposèrent à abandonner leurs foyers, pour aller chercher dans les campagnes ou dans d'autres villes, la tranquillité qu'ils ne pouvaient plus trouver au Mans (1).

Pour stimulant, les mutins avaient eu, au témoignage du directoire du district, « l'espoir du pillage et celui de l'impu-

1. A. D., L 270 ; L 103, f^{os} 126, 128, 145 ; *Fonds municipal*, n° 1006 (22 mars). — *Courrier patriote*, n° 9 (1^{er} avril 1792), p. 70.

nité ». C'est qu'à vrai dire les désordres du 26 mars couronnaient logiquement toute une série d'actes de violences, commis depuis un mois, par les mêmes individus, à l'abri des mêmes complicités. Dans sa séance du 12 février, le club avait arrêté de demander au département « que les églises de Sainte-Croix et de Saint-Pavin-des-Champs, situées dans la banlieue, fussent desservies, jusqu'à l'époque de leur réunion, par des prêtres conformistes, pour détruire ces deux repaires du fanatisme et le levain de guerre civile » (1). Aux yeux des Amis de la Constitution, les curés insermentés de ces deux paroisses avaient le tort impardonnable d'attirer « nombre de dupes ou d'hypocrites qui, avant la Révolution, n'allaient presque jamais à la messe » (2). « Chaque église, écrit Philippeaux, avec une véhémence inaccoutumée, était le réceptacle de tous les insolents faquins de l'ancien régime. On y voyait, les dimanches et fêtes, une affluence prodigieuse de pharisiens de tout sexe et de tout plumage, galonnés, musqués, plâtrés, mercurisés ; des robins, des ci-devant gentils-hommes, chevaliers, écuyers, ennoblis, aspirants à la noblesse et jusqu'à des juifs... Les patriotes ne passaient pas aux environs sans être accablés d'outrages » (3).

Aucun plan d'ensemble n'avait été jusque-là présenté à l'Assemblée nationale, ni même arrêté, pour opérer la réduction des paroisses de la Sarthe ; la voie était donc fermée à la réunion rapide de Saint-Pavin à Notre-Dame du Pré, et de Sainte-Croix à la Couture, que proposait le projet général du district (4). Par ailleurs, il ressort des pièces officielles que le nombre des sermentés était insuffisant pour remplir les postes à pourvoir. Fermer sim-

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006.

2. *Courrier patriote*, n° 5 (4 mars 1792), p. 43.

3. *Défenseur de la Vérité*, n° 5 (1^{er} mars 1792), p. 48.

4. A. D., L 526, p. 231.

plement les deux temples eût été impolitique, à raison des entraves mises ainsi à la pratique facile du culte par les fidèles. Enfin le département, lié par les instructions reçues de la Constituante, par ses propres circulaires aux assemblées électorales et par sa conduite antérieure, ne pouvait ni faire désigner des desservants constitutionnels, ni surtout les substituer sur le champ à des prêtres qui n'étaient pas dans les conditions prévues pour un remplacement immédiat. Un biais légal était nécessaire et une occasion indispensable, que fournirait une agitation opportune. Soit donc hésitation à paraître déferer à l'invitation du club, soit plutôt lenteur calculée, le directoire resta dans l'inaction. La manœuvre ne se fit pas longtemps attendre.

Le 26 février, premier dimanche de Carême, « les bataillons de la garde nationale [du Mans], assemblés *sans armes* pour s'organiser, sont frappés tout à coup, écrit Philippeaux, d'une étincelle électrique. Camarades, disent les uns, souffrirons-nous plus longtemps ces tripots séditionnels, où le diable assiste en personne, pour machiner le renversement de la Constitution ? » Aussitôt une discussion tumultueuse s'élève. Dans l'enchevêtrement confus des clameurs et des dialogues passionnés, les propos sacrilèges s'entrechoquent avec les suggestions les plus radicales. Seules « la voix persuasive du général » et les objections, qu'il oppose au projet « de mettre les deux églises *rez-pied rez-terre* », apaisent un peu la tempête. A peine avait-il terminé ses brèves objurgations qu'une députation de quatre mille âmes [*sic*] se transporte chez chaque curé, pour avoir les clefs des édifices sacrés (1).

« Mesure inconstitutionnelle » ! C'est le terme le plus énergique employé par Philippeaux pour flétrir ces atten-

tats à la liberté. Dans le numéro suivant de son journal, il justifie en quelques lignes, l'insuffisante sévérité de son jugement. Il tente ensuite d'excuser « l'action d'éclat du 26 ». Son argumentation se résume, en substance, dans ces deux propositions :

1^o Ceux qui fréquentaient les deux églises ne les avaient pas demandées aux corps administratifs, pour y établir le culte non conformiste.

2^o La Déclaration des droits de l'homme ne permet le libre exercice des opinions et des cultes religieux qu'autant qu'ils ne troublent pas l'ordre public (1).

Le procureur général syndic ne s'embarrassa point de tels sophismes. Le 28, il écrivit à Prudhomme, pour lui envoyer deux arrêtés concernant les deux temples. « Le directoire, dit sa lettre, n'a pas cru devoir y faire mention de la scène qui s'est passée dimanche dernier. Ce sont des faits qu'on ne peut citer qu'en en poursuivant la punition, ce qui serait très difficile en ce moment. Nous avons préféré les regarder comme non avenus. » Et, dans un court post-scriptum, il signifia sèchement que, si l'« église de Saint-Pavin n'était pas régulièrement fermée aux non-sermentés, les dimanches à sept heures du matin, le directoire y mettrait ordre » (2).

Ainsi était avouée la complaisance de l'administration pour l'émeute, sinon sa connivence préalable. Le 4 mars, à l'approche d'une nouvelle bande de cinq cents hommes, sortis des bas-quartiers de la ville, le maire du Petit-Saint-Georges, ferma de lui-même l'église de sa paroisse (3). Quelques jours après, Saint-Pavin était pourvu d'un desservant sermenté ; toutes les expéditions à accomplir étaient dès lors terminées. Le directoire prit aussitôt un

1. *Défenseur de la Vérité.*, n^o 6 (8 mars), p. 49.

2. A. D., L 128 (II^e part.), n^o 17.

3. *Ibid.*, L 272 (Dossier M. Chénais).

arrêté sévère, qui faisait « défense à tous citoyens et notamment à ceux du Mans, de proposer, exciter ou former aucuns attroupements tendant à faire clore par force des églises quelconques ou à porter obstacle à l'exercice du culte paroissial des communes limitrophes de la ville » (1).

III

Parallèlement aux troubles provoqués au Mans, pour interdire les églises circonvoisines au culte non reconnu, des manœuvres commencèrent à se dessiner, çà et là dans les campagnes, qui tendaient à des fins analogues. Hésitantes ici, timides et comme engagées à regret; là au contraire, brusques et accompagnées de menaces ou de tentatives de violence, ces manifestations sont rares et localisées, en janvier. Leur succès et l'impunité de leurs auteurs en augmentent sensiblement le nombre, le mois suivant. Depuis mars, la fermentation est générale et souvent tumultueuse; elle arrache les insermentés à leur résidence; les disperse, rejette vers les départements limitrophes et même vers la capitale ceux qu'elle ne concentre pas au chef-lieu. A l'encontre de l'exode du mois de juin précédent, celui-ci sera définitif et, pour beaucoup, il marque la première étape sur la route de l'exil.

Vues dans leur ensemble et d'un premier coup d'œil, ces menées assez différentes dans leur allure rappellent, par leur enchevêtrement, l'agitation consécutive à la fuite du roi. Pour qui les examine de plus près, la confusion est plus apparente que réelle; l'uniformité du but poursuivi perce sous la diversité des procédés. Au reste, à défaut

d'autres précisions, deux actes départementaux guideraient le lecteur dans ce désordre et orienteraient ses recherches, car ils assignent expressément le terme de sa course au torrent dévastateur. L'un, le plus explicite, est l'arrêté fameux du 8 mars, qui sera bientôt étudié ; l'autre modifie radicalement la situation des vicaires non-jureurs, encore en fonctions. Sans tenir compte ni des besoins religieux des communes ni des dispositions formelles de la loi, qui attribuait un ou plusieurs auxiliaires aux curés, suivant le chiffre de la population des paroisses ; sans prendre garde que le défaut de pensions, pour les ecclésiastiques insermentés de cette catégorie, allait les jeter dans la misère, le directoire supprima arbitrairement, le 27 février, tous les postes tenus par les vicaires insermentés.

« Considérant, dit-il, que tout prêtre exerçant des fonctions publiques doit prêter le serment prescrit par la loi ; que, si l'Instruction de l'Assemblée nationale du [21/26 janvier 1791] et la lettre du ministre en date du [20 février 1791] établissent en principe que les fonctionnaires publics doivent être maintenus dans leurs fonctions et rétribués pour l'exercice de ces mêmes fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés, ce principe ne doit s'appliquer qu'aux curés et aux desservants ;

Considérant encore que les diverses dispositions de sa circulaire du (8 juillet) n'étaient que de simples mesures de circonstance ;

Le Directoire arrête ce qui suit :

A partir de ce jour, les dispositions insérées dans la circulaire du [8 juillet] seront nulles et de nul effet. En conséquence aucun ecclésiastique non-assermenté ne sera rétribué à raison de fonctions publiques, également à partir de ce jour. Sont exceptés des dispositions du présent arrêté les curés non remplacés et les desservants, dans les paroisses

dont la desserte a été jugée nécessaire par le directoire » (1).

L'abolition du traitement donnait satisfaction au désir exprimé, le 2 février, par les clubs réunis du Mans. Malgré que, par ce moyen, la suppression des vicariats et d'un certain nombre de dessertes fût seulement indirecte, elle n'en était pas moins explicitement visée dans le texte de l'arrêté. L'on verra plus loin, par ce qui se passa à Thoigné, que les patriotes prirent occasion de cet acte administratif pour faire cesser les fonctions des ecclésiastiques ainsi désignés.

En réalité la persécution illégale avait commencé bien plus tôt de s'exercer contre eux. Le 23 février, le district de Fresnay recevait l'ordre d'enquêter sur les troubles survenus à Saint-Léonard-des-Bois, au sujet du vicaire insermenté Bouttier (2). Dix jours auparavant, la municipalité de Mansigné avait enjoint à l'abbé Toupin, vicaire, de quitter sa paroisse, parce qu'il était « soupçonné et convaincu de donner des conseils contraires à la Constitution, ayant été dénoncé n'avoir été que chez les personnes regardées comme opposées au bon ordre » (3). Au début du même mois, Chayé-Fontaine, procureur de la commune de Connerré, s'était présenté, « en sabots et bonnet rouge », au conseil général et, devant l'assemblée des habitants, il avait essayé d'y créer du trouble contre le vicaire, Tireau, parce qu'il était insermenté (4). Vers la même époque, la municipalité de Dissé-sous-Lude avait fait éconduire, par la garde nationale, l'abbé Brétonnier

1. A. D., L 103, f° 42 v°.

2. *Ibid.*, L 72, f° 123.

3. A. M. de Mansigné, *Délib.*, p. 31.

4. A. M. de Connerré, D I, f°s 99-104.

le jeune, retiré chez son frère, curé de cette paroisse. Deux raisons étaient données de cette intervention ; l'ecclésiastique incriminé était « réfractaire et il s'immisçait de faire les fonctions de vicaire, sans pouvoirs du département » (1). Le conseil général d'Évaillé se borna à représenter que les ci-devant curé et vicaire de la paroisse, « rebelles à la loi [du serment] demeuraient, depuis l'installation du curé constitutionnel, chez un particulier, qu'ils avaient abusé au point de penser et de dire comme eux [*sic*] ; que depuis leur déplacement, ils avaient, par des manœuvres inconstitutionnelles, fait tous leurs efforts pour décréditer le nouveau curé, au point de débiter que toutes ses fonctions, et particulièrement ses absolutions, étaient nulles et sacrilèges ; enfin qu'ils ne cessaient d'aller en quantité de maisons prôner leurs discours les plus dangereux » (2). Une conclusion nette, bien qu'elle ne fût pas expressément formulée, se dégageait de ces accusations ; le district de Saint-Calais devait écarter les deux prêtres, en vertu de l'arrêté du 10 septembre. Mais les administrateurs de cette circonscription étaient d'un libéralisme reconnu ; mais encore les griefs qui leur étaient soumis ne dépassaient point la vague banalité de ceux qui étaient communément dénoncés aux autorités, depuis bientôt un an. Le directoire ne jugea donc point que la plainte fut suffisamment appuyée. Il la communiqua aux intéressés, à fin de réponse, et ouvrit une enquête ; son souci d'équité lui attira du département la lettre de blâme voilé mentionnée plus haut.

Les délais nécessaires à l'information ; ceux qu'occasionna la correspondance avec le pouvoir central firent traîner l'affaire en longueur ; l'ordre de s'éloigner ne fut remis, aux abbés Dupuy et Londiveau, qu'au début de

1. A. M. de Dissé-sous-Lude, *Délib.*, p. 97.

2. A. M. de Tresson, P. D.

mars. Ces lenteurs d'une part ; de l'autre l'indulgence dont les émeutiers de Saint-Calais avaient bénéficié, en novembre, provoquèrent sans tarder de nouveaux conflits dans la région.

Le premier, sans grande importance et vite terminé, jeta le trouble dans la commune de Saint-Cérotte, limitrophe à la fois d'Évaillé et du chef-lieu du district. Il s'éleva au sujet des deux frères Breton, l'un ancien religieux et l'autre curé de Saint-Cérotte, remplacé pour refus de serment. Tous deux, et leur mère avec eux, s'étaient retirés dans cette paroisse, au château du Vau ; une partie leur en avait été cédée, suivant bail régulier, par la propriétaire, Mlle Trémault de Bellatour. Vers la fin de février, une dénonciation, dont le contenu exact échappe, avait été envoyée contre eux, sans doute au directoire local. Le 28, un groupe d'habitants, se présenta devant l'habitation de ces deux ecclésiastiques, pour « rédiger une adresse justificative en leur faveur et demander au département de ne point se prononcer contre eux, mais de les renvoyer devant les tribunaux ». Une contre-manifestation fut organisée, dès le lendemain. Dans la matinée, une bande de gens armés, arrivait au château ; elle voulait « que Mme veuve Breton et sa famille délogeât. » L'attroupement s'en tint à de vaines menaces, car les deux ecclésiastiques étaient partis la veille. Des commissaires venus du district leur avaient conseillé de s'éloigner, par mesure de prudence (1).

Un mois était à peine écoulé que les troubles, si vite éteints ici, renaissaient à Saint-Calais. Ils furent graves cette fois et prolongés, puisqu'ils s'étendirent au moins sur deux semaines.

Qu'il y ait un lien entre eux et l'insurrection de Sainte-

Cérotte, la proximité des lieux le ferait conjecturer. Mais, à l'appui de cette présomption, le témoignage du procureur syndic du district doit être cité, quoiqu'il soit peu explicite d'une part et que sa valeur, en ce qu'il a d'essentiel, soit toute relative. Il a été contesté en effet par la municipalité de la ville, partie intéressée dans le débat : d'un autre côté les commissaires enquêteurs du département le frappèrent d'une suspicion qui, à vrai dire, n'est pas elle-même à l'abri de tout reproche.

De l'information faite sur les événements nous citerons d'abord les conclusions acceptées par les adversaires en présence : municipalité d'une part, district et gendarmerie de l'autre. Les autres seront ou négligées, comme étrangères aux questions religieuses, ou examinées plus tard, en raison des divergences qui opposent les témoignages les uns aux autres. Voici donc une partie des « renseignements positifs », recueillis par les « administrateurs du conseil général du département, Pierre Madeleine Rottier et Léger François Graffin. »

« Il y a eu des troubles à Saint-Calais, des attroupements, dont les effets sont exagérés par Messieurs du district : eux et le lieutenant de gendarmerie ont été effectivement menacés, mais ces menaces n'ont eu aucunes suites... Le premier attroupement fut dissipé à la présence du maire, dans lequel le public a la plus grande confiance et dans les officiers municipaux... »

Trois sœurs de l'Hôtel-Dieu ont été expulsées... et provisoirement remplacées par d'autres... »

En ce qui concerne les circonstances de cette éviction et ses causes, les narrations diffèrent sensiblement, suivant qu'elles proviennent des intéressées et du procureur syndic, leur protecteur, ou de la municipalité. Les religieuses, à qui un arrêté du département, en date du 8 octobre 1791, avait interdit de continuer les petites écoles, si elles refu-

saient de jurer, s'étaient confinées dans leurs fonctions hospitalières. Au dire de l'autorité municipale, le 5 avril « Jeudi-saint — jour auquel, de temps immémorial, on administrait la Pâque aux malades —, aucune d'elles ne se présenta à cette cérémonie. » Elles abandonnèrent [même] les salles, lorsqu'elles virent le prêtre constitutionnel administrer les malades [sic]. Le 8, suivant le témoignage des sœurs, « une troupe armée » comprenant des affidés de Messieurs les officiers municipaux, stationna plus d'une heure et demie à la porte de l'Hôtel-Dieu, s'introduisit ensuite par les fenêtres, et contraignit ces malheureuses d'aller à une messe qui répugnait à leur conscience. La crainte et la frayeur continuèrent de les faire assister à l'office, le lendemain et le surlendemain. Madame Tournière de la Tabaise avait été avisée que, ces mêmes jours, on devait « venir la chercher pour la mener à la grande messe », malgré l'arrêté municipal, pris le 8, en faveur de la liberté des opinions religieuses.

Comme elle se montra impuissante à faire respecter sa propre interdiction, « d'inquiéter et de forcer personne d'aller à la messe », ainsi la municipalité avait-elle été incapable, quelques jours plus tôt, d'assurer aux prêtres insermentés l'inviolabilité de leur domicile. Leur présence avait été jusque-là l'obstacle le plus sérieux à l'emprise totale du parti avancé sur la ville ; autour d'eux et à leur sujet, patriotes et aristocrates se mesuraient, depuis six mois. Le district s'était posé comme leur défenseur, avec plus d'ostentation peut-être que de conviction réelle. Il affectait, quand ils étaient en jeu, d'être l'unique défenseur local de la liberté et de la tolérance ; de contrecarrer, sous le couvert de ses principes, les mesures de l'administration qui lui était subordonnée. Celle-ci ne pouvait donc que se réjouir de voir mise en échec l'autorité qui l'écrasait d'ordinaire de sa supériorité. Par là s'expliquent la

froideur du maire, en face du procureur syndic ; son refus d'obtempérer aux injonctions autoritaires, qu'il en reçut, de disperser par la force les bandes réunies contre les ecclésiastiques ; le soin avec lequel il évita d'intervenir à nouveau, quand il eut dissipé le premier attroupement par ses seules exhortations ; son obstination enfin à ne pas requérir la garde nationale, pour contenir l'émeute menaçante. A ces motifs d'abstention s'ajoutaient peut-être les passions antireligieuses d'une partie de la municipalité. Du moins les relations d'amitié de certains de ses membres avec l'anticlérical étroit qu'était Froger-Plisson, le futur conventionnel, autorisent à le supposer. Peut-être les mêmes étaient-ils également prêts à recevoir les suggestions de l'intrus Bossé, aujourd'hui constitutionnel intolérant sous des dehors doux, demain terroriste acharné et violent.

Les troubles surgirent, dans la ville, à l'occasion de l'application de l'arrêté départemental du 8 mars.

Le 29 de ce même mois, la municipalité en faisait donner signification, par son secrétaire, à six prêtres de la ville (1). Les jours suivants quelques-uns de ces ecclésiastiques présentèrent leurs objections au district, qui en reconnut le bien-fondé (2). Le 31, le procureur syndic, Mousseron, apprit que « les prêtres devaient être chassés le lendemain ». Effectivement un attroupement se forma, « le 1^{er} avril, sur les huit heures du soir » ; les témoignages sont unanimes à ce sujet. Ils reconnaissent également, malgré des divergences de détail, que l'intervention du maire suffit à disperser les séditeux.

Après trois jours d'accalmie, Mousseron fut informé par la rumeur publique que des rassemblements nouveaux se

1. A. M. de Saint-Calais, D II., f° 53.

2. A. D., L 389, f° 117 et 119.

préparaient. De l'aveu même de la municipalité, leur but était de réitérer aux prêtres l'invitation d'exécuter l'arrêté du département (1), mais le procureur syndic les prévint, en conseillant aux infortunés ainsi menacés de s'éloigner avant d'y être contraints. Malgré le départ de ceux-ci, l'attroupement se réunit, le 5 avril. Mais il était, au dire des officiers municipaux, « de trois ou quatre particuliers sans armes. » D'après les mêmes, des dispositions préventives auraient été prises, pour contenir l'agitation ; « un réquisitoire avait été remis au commandant de gendarmerie de ne pas désenparer de la ville. » Sur ces deux points, la version du district est différente, que corrobore le procès-verbal de la maréchaussée. « Le 5 avril, dit celui-ci, la compagnie de grenadiers, composée pour partie des fabricants, était, dès huit heures du matin, en uniforme et armée de sabres. Quelques-uns avaient des pistolets, dont on apercevait les crosses. Sur les neuf heures, M. le Maire s'est rendu chez le lieutenant de gendarmerie, pour le prévenir que les grenadiers comptaient, dans la journée, chasser les prêtres et qu'il conseillait à la gendarmerie de ne pas se montrer ; que ce serait occasionner la guerre civile, si on s'y opposait. Le lieutenant lui a répondu que, si les grenadiers étaient autorisés par la municipalité, la gendarmerie ne bougerait pas ; mais que, si cela n'était pas, elle ne pouvait se dispenser de se montrer. Là-dessus, M. le Maire a engagé le lieutenant de rester à la caserne, avec toute sa troupe, et lui a promis de lui passer un réquisitoire à l'effet de rester au quartier, pour y attendre les ordres du corps municipal.

Sur les quatre heures de l'après-midi, un gros détachement de gardes nationales, dont la plus grande partie était en uniformes, ont passé devant l'écurie de la caserne, au

1. A. D., L 257.

moment où les gendarmes pensaient leurs chevaux. Quelques gardes ont crié à haute voix : Les plus braves sont aujourd'hui les plus lâches. Le lieutenant s'est avancé vers eux : ils lui ont crié : Tous nos sabres sont contre vous... Une demi-heure après, le lieutenant s'est rendu, avec le brigadier, à la municipalité pour se procurer le réquisitoire, que le maire lui avait promis ; on le lui a donné. En s'en revenant, il a rencontré trois grenadiers, [dont] l'un a pris le réquisitoire... et le lui a déchiré dans la main. Dans l'instant, les trois grenadiers ont mis la main au sabre ; il les a contenus en mettant la main sur ses pistolets et a regagné la municipalité, pour y demander un nouveau réquisitoire, qui lui a été donné...

Quelque temps après que le lieutenant a été rendu à la chambre commune, il s'y est porté une multitude considérable ; la municipalité a apaisé le peuple, en l'assurant que le lieutenant n'avait aucun tort...

Le 14 avril, la maison du procureur syndic a été menacée, ainsi que presque tous les membres du district, que l'on voulait chasser... » (1)

Le compte-rendu écrit de cette affaire, remis par le district aux commissaires du département, fit sienne toute cette narration. En regard de cet exposé, la municipalité passa une partie des faits sous silence, atténua les autres, convint qu'un rassemblement — mais de quatre personnes seulement — avait fait aux sœurs « l'invitation inconstitutionnelle d'aller à la messe [de l'intrus], le jour de Pâques ». Malgré qu'elle se répandit ensuite en reproches amers contre les « calomnies de ses adversaires », qu'elle excipât d'un « patriotisme qui ne se concilie guère avec un parti opposé », c'est bien sa sincérité qui fut discrètement

1. A. D., L 257. — Cf. *Courrier patriote*, n° 11 (22 avril 1792), p. 102.

mise en doute, dans les conclusions volontairement indulgentes envers elle, de l'enquête officielle.

Si étendu que soit ce récit, il n'est point hors de proportion avec l'objet général de ce chapitre. Il a en effet le rare mérite d'enfermer, dans une action à la fois unique et réelle, tous les caractères que les troubles analogues, survenus dans la Sarthe en ce printemps de 1792, offrent à l'état dispersé. Menaces et tentatives de violence contre les réfractaires, même non obligés au serment, et contre leurs partisans ; contrainte exercée sur les religieuses, pour les forcer à jurer ; inertie sinon complaisance de l'autorité locale ; rôle actif des gardes nationaux, dans cette longue agitation qui prend figure d'émeute à demi-organisée : tous les traits groupés dans cette ébauche se retrouvent au tableau général que présente alors le département.

S'agit-il de démontrer que les séditieux essayèrent d'arracher aux abstentionnistes la promesse de maintenir la Constitution civile du clergé ? L'exemple déjà cité du curé d'Athenay, entraîné à Vallon et « forcé, les armes à la main, de prêter le serment pur et simple », revient de suite en mémoire. D'autres victimes des mêmes procédés faiblirent comme lui et à la même époque : l'abbé Brillet, l'un des prêtres menacés de Saint-Calais (1) ; « le chapelain de M. Pasquier, de Coulans » (2) ; plusieurs chanoines « de Sillé-le-Guillaume » qui, alarmés de la fermentation « survenue dans cette ville, promirent, de ne plus s'exposer aux murmures du peuple » (3). Des ecclésiastiques qui restèrent fermes furent chassés, par des bandes répandues dans les campagnes, comme on le verra bientôt ; les autres prirent le parti d'échapper par la fuite au traite-

1. A. D., L 389, f° 119.

2. *Courrier patriote*, n° 9 (1^{er} avril), p. 73.

3. *Ibid.*, n° 10 (8 avril), p. 80.

tement qui les attendait. Le 19 mars, quatre prêtres, parmi lesquels le curé de Saint-Martin de Parcé, avisèrent le district de la Flèche qu'ils se retiraient à Angers (1) ; à la fin du même mois le curé de Duneau quittait sa paroisse (2). Celui de Lignéres-la-Carelle se réfugia à Alençon (3). L'abbé Bonnouvrier, d'Aubigné, chercha à Paris la sécurité qu'il ne trouvait plus dans sa commune (4). « Le sieur Prud'homme, curé inconstitutionnel et non remplacé de Juillé, a abandonné cette paroisse, le 23 avril sous l'escorte du sieur La Mellière, ci-devant vicaire de la dite paroisse, pour se soustraire aux poursuites dont il était menacé, de la part de quelques paroisses voisines, qui le suspectaient d'incivisme ». C'est en ces termes que le procureur syndic de Fresnay, annonça le départ de deux non conformistes, au directoire de ce district ; et celui-ci ordonnait sur le champ, « pour la conservation des droits de la nation, d'inventorier les effets précieux, renfermés dans l'église déserte, d'apposer ensuite les scellés, tant sur les meubles que sur les portes de la dite église » (5).

De mars à mai, quatre-vingts prêtres environ furent ainsi mis en demeure de jurer ou de se retirer. Par endroits, les religieuses furent placées devant la même alternative : à la Quinte, en avril (6) ; à Connerré, le mois suivant (7). L'on peut juger par ce seul chiffre, de l'extension des mouvements insurrectionnels et du grand nombre des communes troublées par cette agitation. Pour en faire le décompte il serait indispensable de ne pas négliger celles où les partisans de l'ancien clergé furent inquiétés. *Le Courrier*

1. A. D., L 468, f° 61, v°.

2. *Ibid.*, L 374.

3. *Ibid.*, L 72, f° 144.

4. *Ibid.*, L 41.

5. *Ibid.*, L 462, f° 199.

6. *Ibid.*, L 104, f° 92.

7. A. M. de Connerré, *Délib.*, f°s 111 et 115.

patriote signale, au début de mars, « des voies de fait, à Nogent-le-Bernard, contre ceux qui refusaient d'aller à la messe du curé constitutionnel » ; il s'attriste de « la condescendance inexcusable de la municipalité envers leurs auteurs ». Un peu plus tard, le même journal condamne « les avanies auxquelles une partie du peuple de René s'était portée contre dix à douze habitants de cette paroisse ». Coupables seulement de manifester avec trop d'affectation leur dissidence religieuse, ils avaient été à deux reprises, les 15 et 26 mars, promenés sur des ânes, autour de la halle de ce bourg (1).

En avril, les sévices se multiplient. Le 13, la municipalité de Vallon interdit les attroupements, qui avaient lieu depuis quelques jours, « de personnes des deux sexes, arrêtant les passants et autres, tant de cette commune que des communes voisines, les menaçant de les battre, de leur couper les cheveux et même de couper les oreilles à ceux qui n'auraient pas de cheveux » (2). Ce furent des attentats du même genre que le procureur de la commune de Noyen demanda au corps municipal de réprimer. Des compagnons avaient tenté de « touzer » le nommé Leroy, de Mézeray ; celui-ci ne leur avait échappé que par la célérité de ses jambes et par suite de l'intervention du maire, Degoulet. Au surplus, ajouta-t-il, « un grand nombre d'enfants de ce bourg, de dix à seize ans et plus, forment des attroupements séditieux, le soir et même en plein jour... Les plus grands sont armés de bâtons ; ils tendent des cordes au travers des rues, avec lesquelles ils enveloppent les personnes du sexe qui leur sont indiquées, pour les faire tomber et les fouetter publiquement ». La principale faute d'une de leurs victimes était « d'avoir provoqué, en

1. *Courrier patriote*, n° 5 (4 mars), p. 43 et n° 9 (11 avril), p. 70.

2. A. M. de Vallon DI (13 avril 1792).

se bavardant, des personnes qui vont à la messe des prêtres assermentés » (1).

Ici l'on promène sur l'âne ou l'on « touze » ; là on fustige. A la Chapelle-Saint-Rémy, l'on hue et l'on « épierre » un pauvre, accusé de ne point aller à la messe. Il est conduit à l'église, forcé d'assister aux vêpres, de manger, en présence d'officiers municipaux, du pain qu'on lui dit être béni ; l'intrus Desnoës est seul à prendre sa défense (2). A Yvré-l'Évêque et toujours dans le même mois, des vitres furent brisées et des portes enfoncées, chez le sieur Froger et chez la demoiselle Salmon, dont la domestique avait dit que « ceux qui allaient à la messe des intrus étaient des diables ». La bande des mutins s'en fut ensuite chercher Gervais Bourgoïn, l'amena à l'église, lui jeta de l'eau bénite à la tête, lui fit adorer la croix, puis le renvoya chez lui. Le juge de paix, Pierre Mabillean, ouvrit une information sur ce fait, à la requête du directoire départemental, et fit incarcérer dix prévenus, le 10 mai. Une foule considérable d'Yvré et des paroisses voisines, convoquées au son du tocsin, se dirigea, dans la nuit suivante, sur le Mans. Avant d'entrer dans la ville, une députation se sépara du gros de la troupe et se fit remettre, par les autorités administratives et judiciaires intimidées, les prisonniers de la veille. Ceux-ci furent « portés en triomphe, de la place des Jacobins, accompagnés d'un détachement armé et orné de fleurs, et tambours battants », sans qu'aucun des pouvoirs locaux osât protester (3). Un si audacieux défi, laissé sans répression, porta presque aussitôt ses fruits. Moins de trois semaines après, le procureur syndic du district du Mans était avisé, par deux procès-verbaux, qu'on avait

1. A. M. de Noyen, *Délib.*, f^{os} 133-136.

2. A. D., L 258.

3. *Ibid.*, L 72, f^o 180 ; L 104, f^{os} 140-149. — *Courrier patriote*, n^o 15 (13 mai), p. 122.

exercé des violences, à Teloché, sur les domestiques du sieur Gauvain, pour les obliger d'aller à la messe ; que les officiers municipaux de cette commune avaient blâmé la gendarmerie d'Écommoy d'être allée au Rancher, enquêter à ce sujet, et « menacé de mettre le feu à la maison, s'ils apprenaient que le transport de la gendarmerie se fût fait à la réquisition de la dame Gauvain ; que vingt-cinq ou trente citoyens avaient monté la garde, toute la nuit, et avaient annoncé publiquement qu'ils auraient tiré sur les gendarmes, s'ils eussent passé dans le bourg » (1).

La lettre qui contient ces détails s'achevait en rappelant les officiers municipaux au respect de la loi. Mais que valait cette banale recommandation, sans un acte, sans une parole même qui fut l'expression d'une volonté décidée à se faire obéir ? Sur les sentiments qui dictaient ces vaines protestations verbales, ces exhortations stériles, toute la fraction avancée de l'opinion ne prenait pas le change. Tant qu'elle le crut opportun, elle poursuivit son œuvre, parce qu'elle savait pouvoir compter sur ses procédés d'intimidation, sur la complicité tacite de ceux qui approuvaient en secret les actes qu'ils désavouaient publiquement. Car la patience des administrateurs se montre à ce point inlassable, leur sérénité impossible à émouvoir, que leur connivence, tout au moins leur acceptation passive de ce qui se produit apparaît difficile à nier. A découvrir leurs capitulations, déguisées juste assez pour ôter aux victimes jusqu'aux prétextes de plaintes ; à rencontrer les atténuations systématiques de la vérité qu'ils se permettent, leurs affirmations effrontément inexactes, l'esprit le plus rebelle à tout parti pris ne peut se défendre contre l'obsédante pensée qu'il se joue une sinistre comédie. Quelques faits justifieront cette sévère conclusion.

Le 4 mars, la municipalité d'Yvré-l'Évêque, maire en tête — dont le fils était compromis dans les troubles d'avril, — réclama une copie de la demande de poursuites déposée contre les séditeux de la commune ; le jour même, le directoire départemental rejeta cette pétition, comme doublement illégale dans sa forme. Le lendemain, remise d'une nouvelle requête, tendant aux mêmes fins et expositive en outre qu'il n'avait pas plu au directoire de répondre à la première. Immédiatement l'autorité saisie s'inclina ; toutefois elle enjoignit à ses inférieurs « d'être plus circonspects à l'avenir », parce que son arrêté de la veille, motivant suffisamment le refus y porté, ne pouvait être taxé d'arbitraire ». En août, le directeur du jury d'accusation déclara qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre les prévenus d'avril : il ne fut pas même fait d'allusion au mouvement insurrectionnel, qui les avait arrachés préventivement à leurs juges (1).

L'on se rappelle la lettre du procureur général syndic, Mortier, à la Boussinière, relative à la fermeture des églises de Sainte-Croix et de Saint-Pavin, et le récit de Philippeaux sur cette expédition. Spontanément, ou par suite de suggestions dont l'origine échappe, les gardes nationaux de Loué se crurent autorisés de l'exemple de ceux du Mans, pour évincer les insermentés. Des réclamations s'ensuivirent, qui furent envoyées au directoire du département. Celui-ci les transmet à la municipalité, par le même Mortier, qui écrivit à ce sujet, deux lettres à reproduire intégralement. Nous donnons le double texte du brouillon et de la minute ; les passages entre crochets et en italiques indiqueront celui qui appartient à la rédaction primitive, mais qui fut rejeté après réflexion.

« 13 mars. — (*De tous côtés*) Il arrive (*des plaintes*), Mes-

sieurs, au directoire du département des plaintes contre (*une partie*) quelques membres de la garde nationale de Loué. Il résulte de ces plaintes (*que la garde nationale*) qu'ils ont fait des excursions dans (*toutes les*) plusieurs paroisses de ses environs, jusqu'à deux lieues de distance, pour en chasser (*par force*) les prêtres non sermentés ; (*qu'elle a*) qu'ils ont troublé (*et même*) le service divin dans (*plusieurs*) une paroisse et même (*qu'elle a*) qu'ils en ont empêché la célébration dans une autre, en enlevant ou faisant fuir les prêtres avant l'heure de l'office.

En attendant que le directoire ait examiné mûrement ces plaintes et les preuves au soutien, il me charge, Messieurs, de vous (*informer*) rappeler directement (vu l'urgence du cas) que vous devez, sous peine de responsabilité (*votre négligence à*) faire cesser de pareils excès (*de la part de vos concitoyens*) ou du moins (*à*) en informer les corps administratifs, en cas d'impuissance de votre part (*vous rend très repressibles et même responsables des événements*), si réellement ils sont aussi graves qu'ils nous sont annoncés.

L'arrêté imprimé du 8 mars, sur les troubles religieux, qui doit vous parvenir incessamment, par le directoire de votre district (*vous*) fera connaître à vos concitoyens que le directoire est très loin d'approuver de pareilles (*manœuvres*) entreprises. L'exprès, que le directoire me charge de vous adresser à ce sujet (*rapportera*) attendra votre réponse pour la rapporter au directoire, afin qu'il sache quelle connaissance que (*sic*) vous avez des (*excès en question*) faits qu'on impute à une partie de votre garde nationale et quels en sont les principaux moteurs. Le trop long délai qu'entraînerait, en ce moment pressant, la communication par la voie du district est ce qui détermine le directoire à s'adresser directement à vous, Messieurs, sans tirer à conséquence et à vous recommander de veiller (*avec plus*

de soin que jamais) au maintien de la tranquillité publique, avec tout le zèle patriotique dont vous avez fait preuve jusqu'à ce jour » (1).

« 15 mars. — Le directoire a reçu votre réponse à la lettre qu'il m'avait chargé de vous écrire, relativement aux démarches de quelques-uns de vos gardes nationaux. Un passage de votre réponse, qui inculpe gravement, à tort, la garde nationale du Mans, annonce au directoire qu'il est nécessaire de vous désabuser à ce sujet; c'est ce qu'il me charge de faire.

Les prêtres non-assermentés de Saint-Pavin, Sainte-Croix et Saint-Georges (*n'ont nullement*) non plus qu'aucun autre prêtre des paroisses limitrophes du Mans n'ont (*point*) nullement été chassés (*ni par la garde nationale du Mans, ni par aucune autre*) ni même été requis de déguerpir; les attroupements qui se sont produits dans ces paroisses et qui en ont fait fermer les églises, sans commettre d'autre grief, n'étaient point des détachements de garde nationale; c'étaient des citoyens non actifs qui, abusés par l'ignorance des lois, se sont portés, sans armes et sans menaces, à ces actes illicites, mais que peut-être ils ne regardaient pas comme tels. Le directoire a fait cesser promptement ces attroupements par un arrêté du 6 de ce mois, lequel n'a éprouvé aucun obstacle dans son exécution; vous en trouverez un exemplaire ci-joint.

La fermeté (*du*), que le directoire a toujours montrée sans s'écarter de la prudence, aurait dû vous prévenir, Messieurs, contre des rapports exagérés et vous faire penser qu'il connaît trop ses devoirs pour avoir gardé le silence sur la prétendue expulsion des prêtres des paroisses limitrophes du Mans, si cette expulsion avait eu lieu.

Mais (*le directoire*) s'il suffit à l'honneur du directoire de

1. A. D., L 154, n° 1116; L 128 (III, n° 17).

vous désabuser sur ce qui pourrait affaiblir à vos yeux la confiance qu'il mérite, il n'en est pas de même de la garde nationale du Mans. Il (*est trop important qu'elle soit à l'abri des faux rapports pour que*) importe à l'ordre public de ne pas laisser subsister l'inculpation grave et non méritée dont elle est l'objet. Je vous prie donc, Messieurs, de bien vouloir écrire sur le champ au directoire, que vous reconnaissez l'erreur involontaire où l'on vous a jetés, sur le compte de cette garde nationale (*et que vous n'avez aucune connaissance — que vous êtes persuadés qu'elle est incapable de se porter à des actes de violence contre des*) relativement à la prétendue expulsion des prêtres non-sermentés des paroisses limitrophes du Mans. Si vous lui refusiez cet acte de justice, ce que je n'ai pas lieu de penser, d'après votre attachement sincère au maintien du bon ordre, le directoire se verrait obligé de prendre des mesures pour vous obliger à donner à la garde nationale du Mans cette satisfaction d'une manière plus marquée. Vous voudrez bien signer tous votre réponse à la présente.

Au reste le directoire persuadé que vos sages conseils et votre autorité feront respecter les lois dans votre territoire, accorde volontiers, à votre sollicitation, de ne pas donner de suite à (*son examen*) la recherche des voies de fait en question de quelques-uns de vos concitoyens, ainsi qu'il l'a (*fait*) accordé à la sollicitation des municipalités des paroisses de Sainte-Croix, Saint-Pavin et Saint-Georges-du-Plain » (1).

Plus conciliants ou plus faibles qu'en février, les administrateurs de la Sarthe ne prirent pas même d'arrêt en vue de l'avenir ; la patriotique équipée des gardes nationaux ne leur valut que d'être paternellement morigénés.

Une fois seulement, une admonestation préventive fut adressée, par le district du Mans, à ceux du canton de Vallon, accusés de préméditer l'expulsion violente du curé de Chevillé. Le maire de Vallon répliqua que les hommes ainsi incriminés n'avaient point eu l'intention qui leur était prêtée ; qu'ils étaient « allés à Athenay et à Saint-Pierre-des-Bois ; mais qu'ils étaient bien contents de ces corvées, sans en faire d'autres » (1). Il avait indirectement un délit nouveau, qui ne semble pas avoir attiré même une simple réprimande à ses auteurs.

Comment expliquer que, dans cette circonstance exceptionnelle, une administration ait cru opportun de retenir le zèle d'un bataillon de sa circonscription ? C'est que l'affaire de Loué commençait d'avoir d'inquiétants lendemains. Le 6 mars, la municipalité de Chevillé avait écrit au procureur syndic de Sablé une lettre, dont voici la partie la plus importante :

«... Notre commune se coalise avec la presque totalité des communes voisines ; toutes sont montées de manière à se montrer ; elles sont lassées d'être tyrannisées par des brigands armés, qui sans cesse les troublent et les menacent de pillage... Votre silence les désespère et, selon elles, enhardit le crime. Sachant que la résistance à l'oppression est non seulement un droit mais quelquefois une vertu, toutes ensemble elles sont décidées à se prêter main-forte, pour opposer la force à tout attroupement qui se portera illégalement sur leur territoire. La nôtre doit être le théâtre du premier choc ; des bruits, vagues et répétés par leur bouche, nous font entendre que des hommes, avec l'uniforme national, doivent venir de Vallon, de Saint-Ouen et d'autres paroisses voisines, avec des canons, pour chasser nos prêtres et faire tomber notre clocher. Ces bruits vrais

ou faux chauffent les esprits, font fermenter les têtes ; les rassemblements se projettent ; on apprête des armes ; on fond des balles ; on arrange des feux à revers ; on est décidé à dresser des embûches, à tirer par-dessus les haies ; enfin à faire du massacre. C'est à vous de prévenir ces malheurs. Nos prêtres ont voulu se retirer ; nous les avons arrêtés ; nous sommes décidés à obéir à la loi, mais à elle seule... » (1)

Ce n'étaient là que des menaces ; mais elles furent réitérées, le 20 mars ; mais, cinq jours plus tard, dans la commune de Montreuil-en-Champagne, limitrophe de Loué, était signalé « un rassemblement de 400 à 500 personnes ou environ, des bourgs circonvoisins, armés de fusils, vouges, haches et autres ustensiles tranchants... » Sur interrogation du procureur de la commune, les paysans ameutés « répondirent qu'ils venaient pour combattre les brigands et qu'ils n'entendaient pas que M. le curé de Montreuil, qui ne disait rien à personne, fût chassé qu'en cas que quelque loi l'exigeât... » Le 30 mars, le directoire du district de Sillé-le-Guillaume, qui faisait passer ce procès-verbal au département, l'avisait qu'il avait fait signifier, la veille, à l'abbé Delaroche, l'arrêté du 10 septembre. Mais, ajoutait-il, « l'attroupement doit encore avoir lieu dimanche prochain et se continuer jusqu'après Pâques, et sans doute qu'il augmentera, puisqu'on rapporte que les séditieux doivent être, dimanche prochain, de 1200 à 1500. La paroisse de Mareil doit, selon les rapports, se réunir et, pour cet effet, on doit sonner le tocsin ; de là, cette troupe alarmante doit se porter dans les paroisses circonvoisines, s'emparer des officiers municipaux et les forcer à la rétractation de leur serment... » (2)

Le département envoya un commissaire enquêteur avec

1. A. D., L 260.

2. *Ibid.* — Cf. L 262 (Épineu-le-Chevreuil).

deux brigades de gendarmerie et un détachement de garde nationale ; le directoire du district de Sablé appliqua l'arrêté du 8 mars à l'abbé Lamare, vicaire et principal de Mareil-en-Champagne (1). La première manifestation contre-révolutionnaire importante n'en venait pas moins de se produire, aux abords de cette forêt de Charnie où naîtra la chouannerie sarthoise, dans les jours aussi qui virent, un peu plus loin sur sa lisière, s'insurger les paysans du district d'Évron. Ce mouvement insurrectionnel, si court et stérile qu'il ait été, avait une autre portée que la tentative d'assassinat du curé intrus d'Auvers-le-Hamon, dénoncée vers la moitié de mars, au directoire du département (2).

Le carême et le temps pascal s'écoulèrent dans cette agitation. Le clergé constitutionnel en fut-il l'instigateur ou tout au moins l'encouragea-t-il ? On relèverait, dans quelques-uns de ces troubles et non pour les moins violents, le nom de sermentés, comme le curé de Sainte-Sabine et le vicaire de Beaumont-sur-Sarthe (3). Les documents sont muets pour les autres communes. En tout cas, si les jureurs s'étaient promis quelques gains de l'expulsion de leurs confrères, leur déception ne dut pas être médiocre. « Les intrus, écrit un témoin du Mans, n'ont pas grandes suites pour la Pâque. Hier [9 avril], à la cathédrale, l'on fit faire les pâques à huit personnes. Tous les démagogues disent qu'ils veulent bien aller à la messe, mais qu'à confesse ils n'y iront que quand les affaires seront finies. Les églises sont toujours très remplies entre les offices et, si l'on aperçoit quelque loup, chacun s'enfuit comme s'il voyait le feu ; mais en général chacun prie chez soi » (4).

1. A. D., L 72, f° 153 ; L 579, n° 61.

2. *Ibid.*, L 72, f° 144.

3. A. M. de Beaumont-sur-Sarthe, D V (20-21, 25 avril 1792).

4. A. D., L 272 (Dossier M. Chenais).

« Nos officiers municipaux, écrit le curé de Thoigné au directoire du district de Mamers, m'inculpent du peu de personnes qui ont satisfait au devoir pascal... Ils ont chassé Monsieur le vicaire, au commencement du carême. Il confessait au moins les deux tiers des paroissiens. Plusieurs s'étaient adressés déjà à lui ; ils n'ont pas jugé, pour la plus grande partie, s'adresser à moi. Je ne pouvais les y forcer. Est-ce ma faute s'ils ne se sont pas présentés, les uns par crainte de la dénomination d'aristocrates, car depuis longtemps c'était la qualification qu'on donnait à ceux qui fréquentaient les sacrements ; les autres par la malheureuse habitude qu'ils ont contractée de s'en passer ? » (4)

IV

La suppression du traitement des vicaires et desservants non-jureurs n'était qu'une application de l'article 4 du décret du 29 novembre 1791, frappé du veto royal ; l'expulsion des prêtres, une mise à exécution élargie de l'article 6 du même acte législatif. L'arrêté du 8 mars s'appuya sur les articles 7 et 8, en les étendant également. Ceux-ci prévoyaient, pour tous les insermentés ou les rétractés, l'éloignement éventuel de leur domicile, en cas de troubles religieux dans les communes de leur résidence ; pour ceux d'entre eux qui auraient décliné l'invitation, faite par l'administration, de se retirer de chez eux, l'incarcération après jugement, au chef-lieu du département.

Peut-être l'extension signalée ici, était-elle due aux suggestions du club qui, dès le 12 février, avait réclamé l'application de l'arrêté du 10 septembre ; peut-être faut-il l'attribuer également à un arrêté analogue du département

de l'Eure, reçu le 1^{er} mars au Mans. En tout cas elle s'inspira certainement des mesures prises, le 1^{er} février, par le directoire de Maine-et-Loire et dont certaines se retrouvent, en termes identiques, dans l'acte de nos administrateurs.

Le décret sus-indiqué était donc dépassé sur deux points au moins, dont voici la teneur précise :

« Article II. — Tous les prêtres non assermentés ayant moins de soixante ans seront invités par les directoires des districts, au nom de la tranquillité publique-et du salut de la patrie, à se rendre, dans le plus bref délai possible, dans la maison de la Mission, près le Mans et, par supplément, dans telle autre maison commune de cette ville que le directoire indiquera au besoin.

« Article III. — Les ecclésiastiques étrangers, qui se sont introduits depuis deux mois dans ce département, sans y exercer de fonctions publiques, seront invités à rentrer dans le département qu'ils ont quitté » (1).

C'était une réclusion, apparemment acceptée et temporaire, qui était imposée, en ces termes à tous les non conformistes. Ceux-là seuls qui gardaient leurs fonctions officielles, faute d'avoir été remplacés, étaient classés dans une catégorie spéciale et sujets à se voir appliquer l'arrêté du 10 septembre, « en cas de troubles de leur part ».

De quelques prétextes que le réquisitoire hypocrite du procureur général syndic colorât ces mesures : sûreté publique ; conservation personnelle de nombreux réfractaires, « respectueux des lois civiles et de l'ordre », mais injustement confondus par le peuple, avec les « prêtres factieux, qui portent le trouble dans les familles », l'article 6 de l'arrêté donnait leur vraie signification aux dispositions ci-dessus énumérées. « Le directoire, y était-il

dit, déclare qu'il regardera comme suspects de mauvaises intentions tous prêtres qui, sans motifs valables et reconnus tels par le directoire, ne déféreraient pas à l'invitation qui leur aura été faite... »

L'on a vu, un peu plus haut, que le directoire du district de Saint-Calais avait fait notifier, le 29 mars, aux ecclésiastiques de la ville, cette invitation à se rendre à la Mission, Le 16 du même mois, celui du district de Fresnay avait expédié aux intéressés une circulaire ayant même objet. Le 28, il adressa au chef-lieu les certificats de tous ceux qui demandaient à être dispensés d'obtempérer à cette injonction déguisée. « Le directoire, disait sa lettre en terminant, ignore absolument ce qu'ont fait ceux dont les requêtes ne vous parviendront pas, les municipalités ayant gardé le plus grand silence à cet égard » (1).

Ce qu'ils firent, dans tout le diocèse, une lettre du 6 avril, envoyée par le procureur général syndic, Mortier, à son collègue de Maine-et-Loire, l'indique nettement : « Nous avons environ cent trente réfractaires réfugiés à la Mission et à peu près autant de sortis du département, depuis le 15 mars... D'autres sont restés dans leur domicile, en alléguant que, notre arrêté ne présentant qu'une simple invitation, ils étaient libres de ne pas y déférer » (2).

De la résistance passive de cette dernière catégorie les violences, rapportées au paragraphe précédent, devaient avoir raison. Aussi bien, entre mars et mai, deux partis furent en définitive adoptés par le clergé. Ils se révélèrent à l'expérience d'une insécurité à peu près égale pour ceux qui les avaient choisis. « J'ai reçu une lettre, le 16 mars, et une autre le 17, comme tous les autres, enregistre La Manouillère. Je n'ai rien répondu à ces lettres et je me suis

1. A. D., L 471, n^{os} 1278 et 1300.

2. *Ibid.*, L 155, n^o 1183.

fait faire un habit de couleur, un gilet, une culotte et une redingote qu'on appelle lévite, le tout de différentes couleurs, et j'ai une petite voiture, prêt à partir pour Paris, si l'on me dit la moindre chose, tant en ville qu'en campagne ». Et un peu plus loin : « Je suis parti pour Paris, le 28 mars 1792 ; j'y suis arrivé le 1^{er} avril... J'ai fait ce voyage comme forcé, parce qu'on voulait me faire aller au séminaire, où il y a plus de cent trente prêtres, dont une partie sont des curés qui s'y sont rendus. Je suis parti avec M. Erpell, curé de Sainte-Croix... » (1).

Tous n'émigrèrent pas vers la capitale. « J'ai resté à Saint-Rémy-du-Plain, raconte Simon Guilloreau, jusqu'au commencement de mai 1792, époque à laquelle les prétendus patriotes de Mamers vinrent pour m'en chasser, ainsi que plusieurs autres ecclésiastiques qui étaient venus s'y réfugier... Je pris, avec l'abbé Duplain, chassé de Chemiré-le-Gaudin, le parti d'aller me cacher à Alençon, où nous avons été inconnus au public pendant dix-sept mois environ, confinés avec quatre autres ecclésiastiques dans un grenier... » (2). Dans la même ville se retira le curé de Lignéres-la-Carelle ; celui de Bazouges s'enfuit à Angers, d'où le directoire de Maine-et-Loire demanda s'il devait le faire interner au Séminaire ou le renvoyer à la Mission ; celui de Cré-sur-Loir se réfugia à Fougères, où un groupe de citoyens le dénonça à l'administration de la Sarthe (3).

Car la tranquillité, que ces malheureux espéraient trouver hors du département, fut bien précaire ; quelles que fussent les précautions dont ils s'entouraient. « Pour éviter tout sujet de débat, ils prennent un habit laïc », écrit le *Cour-*

1. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 281 et 284.

2. *Lettre de Simon Guilloreau à Pierre Hesmivy d'Auribeau*, publiée par Dom Piolin (22 pp. in-8°, Mamers, Fleury et Dangin, 1876).

3. A. D., L 155, n^{os} 1183 et 1153.

rier patriote. Et, après avoir relaté que la plupart de ceux à qui leurs revenus permettaient de voyager s'étaient rendus à Paris, il conclut qu'« il valait bien mieux aller s'y égayer que de chercher la gêne et la mélancolie d'un séminaire. » Impertinence deux fois déplacée de la part d'un organe officieux, qui dissimule que les prêtres étaient contraints de s'éloigner et que l'administration reconnut leur avoir conseillé elle-même l'exode vers la capitale ! (1)

La haine de leur ennemis les poursuivait du reste jusque dans cet asile. Les Amis de la Constitution arrêterent en effet, le 22 mars, d'écrire au maire de cette ville et à la Société des Jacobins « qu'un grand nombre de prêtres rebelles — plus de trois cents, au lieu de la centaine accusée par le Directoire — se rendaient dans la capitale sous divers déguisements et vraisemblablement avec de perfides desseins (2). Pétion remercia ses correspondants occasionnels de leur patriotique sollicitude ; il calma aussi leur émoi, en les assurant qu'il transmettrait copie de leur lettre au département de la police et au comité de surveillance de la Législative (3). Mais la précaution était à la fois insuffisante et superflue. Pour avoir sa pleine efficacité, la dénonciation venue du Mans aurait dû désigner nominativement les suspects, contre lesquels elle était dirigée ; d'autre part il n'était besoin que des mesures de police, prises par la Commune, après le 10 août, pour incarcérer quelques-uns de nos réfugiés, comme le vicaire d'Évaillé, et les livrer aux égorgeurs des Carmes.

Impuissante contre nos exilés de l'intérieur, la passion des clubistes manceaux allait pouvoir se dédommager sur les reclus de la Mission. Ce qui avait suggéré à l'adminis-

1. *Courrier patriote*, n° 7 (18 mars 1792), p. 56. — A. D., L 128 (IV, 6).

2. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006.

3. *Ibid.*, n° 1971.

tration le choix de cet établissement, c'est qu'il était celui où les réfractaires s'étaient spontanément abrités, l'été précédent, au moment de la fuite du roi. Le procureur général, Mortier, avait-il besoin d'ajouter une autre raison à celle-là ; de railler par avance ses victimes, en déclarant qu'elles ne pouvaient trouver de maison commune plus agréable ?

Comme s'ils eussent craint que leur internement ne fût pas assez lourd aux non conformistes, les Amis de la Constitution cherchèrent, dès le début, à l'aggraver. L'article 8 de l'arrêté du 8 mars avait remis en vigueur celui du 8 juin 1791, qui interdisait la chapelle du séminaire au public. Le 22 mars, la société, constatant que les dissidents recevaient dans leur église un grand nombre de laïcs, les dénonçait à l'accusateur public et au directoire du département ; le 29, elle arrêtait de faire une pétition à la même administration, « pour demander la réclusion de tous ces implacables ennemis de la paix, sans distinction d'âge, à l'exception seulement des infirmes bien reconnus pour tels » (1).

Cette dernière motion fut accueillie par un fin de non-recevoir, de la part de l'autorité départementale. C'est qu'une circulaire du 23 mars, sorte de testament du ministre de l'Intérieur, Cahier de Gerville, était venue rappeler à la modération les administrations au zèle outrancier. La Sarthe était un des quinze départements auxquels ce document était destiné, et le directoire en avait donné communication à ses bureaux, le 27 mars (2). Pour rejeter la plus récente des mises en demeure du club, le directoire s'abrita derrière cette lettre. Il avait obtenu que les communications des reclus de la Mission avec le dehors fussent

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006.

2. A. N., F¹⁹ 311, n°s 1 et 2 ; A. D., L 103, f° 127.

réduites au minimum ; mais il ne se croyait pas fondé à exiger davantage. « Ce n'est qu'en vertu d'une loi précise, répondit-il, que l'injonction générale demandée par les pétitionnaires pourrait être donnée aux prêtres non-sermentés. [Or], loin que le directoire soit autorisé par le pouvoir exécutif à donner pareille injonction, il a reçu au contraire du ministre de l'Intérieur, une circulaire du 23 mars, qui lui rappelle l'observation des lois sur la liberté des citoyens et des opinions religieuses et lui recommande expressément le maintien de ces lois » (1).

En fait, sauf sur l'unique point invoqué ici, les instructions ministérielles restèrent lettre morte. Le directoire du département de l'Orne, ayant dressé contre elles une réplique destinée à Roland, les administrateurs de la Sarthe s'empressèrent d'adhérer aux principes développés dans cette pièce. « La tolérance, écrivirent-ils à leurs collègues, serait dangereuse en ce moment, si elle n'était limitée par des mesures de prudence, que nécessitent les lieux et les circonstances » (2). Pouvaient-ils reprendre en termes plus atténués la doctrine de gens qui professaient que « céder à la crainte de franchir les bornes de leur autorité eût été, par un respect barbare pour la liberté d'un individu, compromettre le repos, la fortune et la vie d'un bon nombre de citoyens ? » (3) Le samedi 28 suivant, ils justifiaient eux-mêmes directement, auprès du nouveau ministre de l'Intérieur, leur arrêté du 8 mars. Les mesures générales qui y sont insérées n'avaient été prises, d'après eux, que « pour mettre les prêtres non-sermentés à l'abri du danger dont ils étaient menacés de toutes parts, et pour

1. A. D., L 72, f^o 163.

2. *Ibid.*, L 155, n^o 1190.

3. Copie de la lettre écrite à M. Roland par les administrateurs et le P. G. S. de l'Orne (*Courrier patriote*, n^o 11, p. 92).

éviter au peuple, fatigué des indignes manœuvres de plusieurs d'entre eux, les fautes qu'il aurait pu commettre à leur égard » (1).

En somme les expulsions par voie administrative n'avaient jamais été interrompues depuis la lettre de Cahier. Comme pour narguer après coup le ministre déchu, ou pour faire preuve de zèle auprès de ses successeurs girondins, l'autorité départementale redoubla d'activité persécutrice et multiplia les ordres de départ, sitôt qu'elle eut été rappelée à la modération. Elle faisait appliquer son arrêté, le 28 mars, au curé de Saint-Hilaire-le-Lierru ; le 30, à celui de Montreuil-en-Champagne ; le 31, à celui de Mulsanne et à son vicaire ; le 4 avril, à trois prêtres de Saint-Ouen-en-Belin ; le 5, à Lhermitte, ancien vicaire de Saint-Calais ; le 7, à l'abbé Lefebvre, à Montreuil-le-Henri, etc, etc... Dans le même temps et parallèlement à celle du département, les districts exerçaient leur action. Celui de Sillé-le-Guillaume n'avait guère moins à faire que les autres, quoiqu'il en ait prétendu dans son adresse à la Législative. Les troubles de Montreuil-en-Champagne, et en général du canton de Loué, témoignèrent qu'il se vantait, sans raison suffisante, dans ce document, d'avoir, depuis plus d'un an, fait chasser les prêtres de toute l'étendue de son territoire et de jouir, grâce à cet acte de vigueur, de la plus heureuse tranquillité (2).

Le résultat de ces interventions fut, on l'a vu plus haut, que, dès le 6 avril, cent trente prêtres étaient réunis au séminaire. Une assez grande liberté leur y fut laissée

1. A. D., L 155, n° 1216.

2. Cf. P. Mautouchet, *L'esprit public dans la Sarthe (La Révolution dans la Sarthe, n° 15, juillet 1910, p. 152, note).*

d'abord, même dans leurs rapports avec l'extérieur. C'est du moins ce qu'oblige à conjecturer les restrictions ordonnées sur ce dernier point, en août. D'autres détails s'accordent avec cette conclusion. Jean René Tessier, vicaire insermenté de Mézeray, signale en avril, un ondolement fait à domicile, « à cause de sa dure captivité, par M^e Pierre Delaroche, curé de cette paroisse. » En mai, les officiers municipaux de Lamnay dénoncent au district de la Ferté Bernard les agissements de leur ancien vicaire, l'abbé Létard, qui, « ayant domicile à La Mission, fait de temps en temps des voyages à Saint-Jean-des-Échelles, chargé de prétendus Brefs du Pape et d'autres brochures de toutes couleurs... pour porter partout la discorde » (1). Pierre Jacques Bodereau, l'ex-vicaire du Pré, qui sera exécuté le 9 mai 1793, entra au séminaire, en mars 1792, et y resta jusqu'au 6 juin. Il en sortit alors et se retira, rue Saint-Jacques, chez la veuve Bazin, qui le logea jusqu'en août (2).

Au reste l'administration pouvait-elle être plus exigeante pour cette sorte de prisonniers volontaires qu'elle ne l'aurait été pour des prévenus libres ? Il faudra que survienne l'arrêté du 30 juillet pour la voir prendre des dispositions rigoureuses : interdire aux femmes l'entrée de la maison de retraite ; n'y admettre les ouvriers et les fournisseurs qu'après constatation de leur qualité ; ordonner de murer toutes les issues extérieures, à l'exception de la porte principale ; placer devant celle-ci une garde soldée permanente ; ne permettre enfin les sorties des reclus que pour des raisons graves et après le consentement d'un commissaire du district, qui serait tenu encore de faire chaque jour l'appel nominal des ecclésiastiques (3).

1. A. D., L 374.

2. *Ibid.*, L 379.

3. *Ibid.*, L 29, f^{os} 19-22 ; L 527, f^{os} 2-6.

Les mesures prises à Paris, par la Commune et par la Législative, expliquent seules l'aggravation du sort des réfractaires. Les événements des 20 juin et 10 août, la proclamation du danger de la patrie, le 11 juillet, ne pouvaient manquer d'avoir leur répercussion en province. Ces commotions, réitérées à si peu d'intervalle, eurent presque immédiatement leur contre-coup dans la Sarthe. Le 3 juillet, le directoire rendit obligatoire, à peine d'interdiction conditionnelle, la prestation du serment civique par tous les membres de l'enseignement qui s'y étaient refusés jusque-là, en prétextant qu'ils n'étaient pas des fonctionnaires publics salariés par la nation. Le 13, de peur que les réfractaires « n'envoyassent leur superflu à Coblentz », il suspendit leur traitement, sous réserve de ratification ultérieure de cette mesure, par le Conseil général. Celui-ci confirma cette retenue temporaire, avec une légère modification dans les conditions, par un arrêté du 13 août, qui ne fut révoqué, malgré l'intervention du ministre, que le 20 octobre. Enfin, le 31 juillet, les mêmes administrateurs formulèrent les obligations auxquelles seraient soumis désormais « tous les ecclésiastiques non-assermentés, sans distinction » (1).

Préalablement à toute autre injonction, il leur fut ordonné de déclarer, dans les trois jours de la signification de l'arrêté pris à leur sujet, le lieu de leur naissance, leur âge et la durée de leur résidence dans le département. D'après les renseignements qu'ils fourniraient, leur sort était réglé de la façon suivante :

« Art. III. — Tous les ecclésiastiques non-assermentés et originaires de ce département qui, dans le délai de trois jours de la notification du présent arrêté, n'auraient pas prêté à l'administration de leurs districts respectifs le ser-

ment civique décrété par l'acte constitutionnel (titre II, art. 5), seront tenus, aussitôt après leur déclaration faite dans le délai prescrit, de se rendre à la maison de la Mission, qui demeure indiquée pour maison de retraite auxdits ecclésiastiques, si mieux ils n'aiment sortir du département.

IV. — Ceux qui, à raison de leurs infirmités ou pour cause de maladie, ne pourraient se transporter au directoire de leur district prêteront leur serment, en présence de la municipalité du lieu de leur résidence, entre les mains d'un administrateur du district, qui se transportera à cet effet...

V. — Les ecclésiastiques qui ne sont pas originaires de ce département et qui n'auront pas prêté le serment, dans ledit délai, seront tenus d'en sortir, dans huitaine de la notification.

Sont néanmoins exceptés les ecclésiastiques âgés de soixante-dix ans, ou qui habitent ce département depuis vingt ans. Ils pourront se rendre à la maison de retraite indiquée, s'ils ne préfèrent sortir du département.

VI. — Les municipalités, sous peine de responsabilité, tiendront la main à l'exécution des précédents articles. Elles seront tenues de faire arrêter tous les ecclésiastiques qui y contreviendraient... [et de les] faire conduire soit à la maison de la Mission, soit aux limites du département...

VIII. — Sont et demeurent exemptés des dispositions des articles 3 et 5 les ecclésiastiques non-assermentés qui seraient empêchés par cause d'infirmités ou de maladie... ; et ils pourront rester chez eux, en faisant constater les causes desdits empêchements par un médecin ou chirurgien, qui sera indiqué par l'administration du district ; et n'aura lieu ladite exception que pendant la durée seulement de la maladie ou infirmité...

Comment justifier les derniers articles de cet arrêté ?

Comment expliquer qu'après avoir rendu obligatoire un serment, que la première législature avait laissé facultatif, condamné les refusants à une détention légalement indéfendable, supprimé par voie de conséquence tout ministère catholique, l'administration chargeât les autorités sous ses ordres et « tous les bons citoyens de dénoncer, aux officiers de police et de sûreté, tous ecclésiastiques assermentés ou non qui, directement ou indirectement, s'opposeraient au libre exercice d'un culte quelconque » ? Par quelle inconséquence l'arrêté plaçait-il sous la sauvegarde de la loi les hommes qu'il frappait arbitrairement ?

On ne peut croire à une ironie plus lourde encore que déplacée, ni à une duplicité que rien ne motivait. La mesure du Conseil général apparaît donc comme un essai de conciliation, timide et quelque peu incohérent, entre la législation antérieure et le décret non sanctionné du 27 mai. De ce dernier il rejette par prétérition tout ce qui a trait à la déportation. Retenu peut-être par le respect du veto royal, moins osé en tout cas que le directoire ne l'avait été en mars, il s'arrête au milieu du chemin indiqué par la Législative. Néanmoins il suit cette Assemblée quand il impose la formule du serment civique, fixé par l'acte constitutionnel du 3/14 septembre 1791. Il lui doit encore la pensée d'abolir la distinction, faite par la Constituante, entre les diverses catégories d'ecclésiastiques, fonctionnaires et non fonctionnaires publics. Il s'inspire enfin du préambule de ce décret du 27 mai. Non qu'il en cite les termes, mais il semble prendre à tâche de justifier les accusations, qui y étaient formulées contre les réfractaires, de « chercher évidemment à dissoudre la société des hommes. » Qui compose en effet « la ligue factieuse » dénoncée par le rapporteur de l'arrêté du 31 juillet ? Sans doute l'aristocratie égoïste, mais aussi, et en premier lieu, « les ministres du culte, qui substituent des doutes aux vérités éternelles, et

divisent ainsi les époux qu'ils ont unis par les liens de la religion, les pères et les enfants qu'ils ont élevés dans les mêmes principes... » (1)

V

Dans l'ensemble, les termes de ce réquisitoire sont modérés ; mais depuis longtemps des administrations subalternes n'avaient point la même retenue. « Prêtres affamés de sang, destructeurs de l'harmonie sociale » (2) : voilà comment le district de Fresnay qualifiait les réfractaires de son ressort, en février 1792. Quelques mois plus tôt, et avant même le décret du 29 novembre 1791, le directoire de Sablé accusait les curés de Solesmes et de Juigné « d'avoir rompu les liens du pacte social. » Il priait en conséquence le département de « solliciter de l'Assemblée nationale un décret autorisant à chasser du royaume (en vertu de cette loi puisée dans la nature des hommes et des choses : le bien public, la loi suprême) tous les prêtres, moines et religieux, dont le zèle faux et criminel avait pour objet le renversement total de la Constitution ». Son invitation d'alors ne faisait que rééditer une première demande formulée à la moitié de juin. « Exiler un citoyen pour des opinions religieuses, disait celle-ci, c'est violer les droits de l'homme ; c'est anéantir la liberté individuelle. Mais, quand cette liberté a pour base des opinions religieuses essentiellement intolérantes, qui, en se propageant, peuvent allumer la guerre civile dans le royaume, est-ce un crime d'éviter ces maux ? Nous n'osons le penser. Il nous semble que vous pourriez solliciter un décret qui chassât du

1. A. D., L 129, f^o 8-10.

2. *Ibid.*, L 471, n^o 1208.

royaume, pour deux ans, tous les prêtres réfractaires qui ne se comporteraient pas avec douceur et tranquillité » (1).

A toutes ces impatiences l'autorité départementale avait répondu par le silence. Les « Amis de la Constitution », qui, en janvier 1792, désignaient les insermentés sous le nom de « prêtres ex-citoyens », adoptèrent, en mars, un vœu en faveur de la déportation ; leur manifestation resta également sans écho. Le 28 mai, ils la réitérèrent et nommèrent cinq délégués, qui furent chargés de correspondre avec les diverses parties du canton du Mans, afin de concerter les moyens d'exécuter le décret adopté le jour précédent (2). Le 3 juin seulement, la question fut abordée en directoire ; après discussion, les administrateurs du département l'écartèrent, parce qu'il n'y avait pas lieu à délibérer (3). Elle fut reprise soudainement et solutionnée d'urgence, avant réception de la loi du 26 août, à la suite d'un incident imprévu.

L'arrêté du 21 juillet avait été envoyé dans les communes, le 10 août. Le lendemain, la municipalité du Mans le faisait notifier à quarante prêtres, dont plusieurs prirent le parti de s'éloigner immédiatement. Les autres se rendirent à la Mission, où ils furent rejoints par leurs confrères des autres parties du diocèse ; environ cent cinquante réfractaires étaient ainsi réunis au séminaire, vers la fin de ce mois.

Le 27, pendant que se tenaient au Mans les assemblées primaires préparatoires à l'élection des députés de la Convention, le Conseil général du département fut prévenu tout à coup qu'un rassemblement populaire s'était formé dans la ville. Deux commissaires se rendirent immédiatement

1. A. D., L 579, f° 61 v° ; L 581, f° 52.

2. *Ibid.*, Fonds municipal, n° 1006

3. *Ibid.*, L 105, f° 141.

à la mairie; ils y trouvèrent rassemblés le « Conseil général de la commune, le président du directoire, le procureur syndic du district, le chef de légion, les commandants et principaux officiers de la garde nationale, enfin un grand concours de citoyens dont le bruit et les cris ne laissaient point à l'assemblée la faculté de délibérer. »

Une lettre anonyme de Courcelles avait été envoyée, la veille, au curé de cette paroisse, interné à la Mission, et remise par lui à la municipalité du Mans; elle était la cause de cette effervescence. Elle annonçait « des préparatifs pour commettre des crimes »; son auteur inconnu avouait être l'agent et l'exécuteur des conseils du curé Perdrigeon; il disait encore que « les femmes auxquelles le curé Perdrigeon avait conseillé d'empoisonner leurs maris l'avaient déclaré... »

Aussitôt que la foule eut été informée du contenu de cet écrit, « des cris multipliés se sont élevés, rapporte le récit officiel. Les citoyens et un grand nombre de femmes, rassemblés dans la salle des séances, ont demandé que la déportation des prêtres fût effectuée *sur le champ*... Un officier de la garde nationale a observé que l'on s'occupait d'une pétition au département, pour faire prononcer légalement la déportation et pour prendre les mesures qui conviennent pour la mettre à exécution. Le peuple a applaudi à la première proposition et a murmuré contre la seconde, en criant qu'il voulait que la déportation eût lieu sur le champ. Enfin, après bien des tentatives, les citoyens ont accédé aux propositions qui leur ont été faites, par un des commandants de la garde nationale, de se retirer dans les sections pour y signer la pétition, ou y déclarer leur adhésion et leur nom, s'ils ne savaient pas signer » (1).

Depuis le 26 août les quatre sections étaient en effet

réunies; celle d'Outre-Ponts, ayant achevé ses opérations, s'était même séparée. Celle de la Cigogne, que présidait le vicaire de Saint-Benoit, fut saisie de la question du renvoi des insermentés, au moment même où celle-ci s'agitait devant la municipalité. Une copie de la lettre destinée à l'abbé Perdrigeon avait été lue à l'assemblée qui, au milieu des applaudissements, adopta à l'unanimité deux motions. La première invitait le chef de légion à augmenter la garde de la Mission de vingt hommes, avec une pièce de canon chargée à mitraille, précaution qui fut immédiatement prise. La seconde nommait des commissaires qui devaient se transporter dans les autres sections, pour les inviter à prendre un arrêté vigoureux et à demander la déportation des prêtres réfractaires dans la journée. L'assemblée venait ensuite de se déclarer permanente et d'envoyer des commissaires aux trois autres sections, pour les engager à se déclarer également en permanence, quand se présenta la délégation de l'état-major de la garde nationale, porteuse de la pétition au département. Les citoyens actifs présents, invités à signer cette requête, s'y refusèrent; ils « ne voulaient pas se dépouiller du droit de souveraineté, ni se laisser influencer par une députation étrangère aux sections rassemblées. » (1)

Sur ces entrefaites, la section d'Outre-Ponts fit annoncer qu'elle s'était réunie; elle présenta en même temps un arrêté tendant à demander la déportation, dans le jour, de *tous les prêtres insermentés*.

Les autres sections ayant adhéré unanimement à ce vœu, quarante députés, pris parmi elles, se présentèrent, le soir même, au département. Le Conseil général sanctionna immédiatement ces résolutions, sous réserve du bon plaisir de l'Assemblée nationale, dont le décret n'était pas

1. A. D., L 198 ^{bis}/_b. — Cf. P. Mautouchet, *L'esprit public dans la Sarthe* (*La Révolution dans la Sarthe*, n° 15).

encore parvenu officiellement. Il prit en même temps les dispositions de détail nécessaires pour que son arrêté fut exécuté au plus tôt (1). Le 28, la mise en route des prêtres commençait.

Aucune des exceptions, décrétées par la loi du 26 août, n'était prévue par ces arrêtés improvisés. Telle était l'émotion populaire, telle aussi la hâte de quelques meneurs à l'exploiter que les illégalités incluses dans l'acte départemental furent explicitement imposées par les assemblées primaires. Le 28 août, la section de la Cigogne, saisie d'un vœu tendant à exempter du bannissement deux prêtres octogénaires et infirmes, passe à l'ordre du jour. Le lendemain, elle décida de « voter pour la déportation générale et sans exception quelconque de tous les insermentés » (2). La section de la Couture avait déjà résolu, le 27, de ne pas admettre à la prestation du serment ceux qui l'avaient refusé (3). Comme suite à cette injonction, le Conseil général du département avait conclu, le 28, qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur la requête du prieur-curé de Brains, Mauriceau, qui demandait de promettre la fidélité à la Constitution (4).

Quelque précipitation intimidée que l'administration ait

1. A. D., L 129, f^{os} 55-57.

2. *Ibid.*, L 198 ^{bis}/_b.

3. *Ibid.*, L 199.

4. *Ibid.*, L 29, f^o 59. — L'arrêté du 31 juillet avait déterminé la formule du serment qu'il imposait en l'empruntant à l'article 5 du titre II de la Constitution : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume, décrétée par l'Assemblée nationale constituante aux années 1789, 1790 et 1791. » Mais, le directoire du district du Mans, ayant transmis, le 18 août, une lettre d'après laquelle plusieurs ecclésiastiques demandaient à prêter soit le serment civique, soit tout autre qu'on voudrait exiger, le Conseil général modifia son arrêté précédent. Il décida, le jour même, qu'en raison de la suspension de

mise à se débarrasser des non conformistes, quelques irrégularités que la peur lui ait arrachées, peut-être serait-il imprudent de les regretter. L'expulsion des prêtres manceaux se fût faite à la nouvelle des massacres de septembre que leur vie eût pu être en danger dans la ville du Mans. Les récits de leur voyage à Angers et à Nantes s'accordent déjà à dire qu'ils ne furent point à l'abri des sévices. Les *Mémoires de Levasseur* constatent même que, dès leur arrivée à Pontlieue, un énergumène de leur escorte s'écria : « C'est ici qu'il faut se défaire de ces calotins » (1).

Malgré les brimades, malgré les menaces, nos cent cinquante prisonniers arrivèrent sains et saufs au chef-lieu du Maine-et-Loire, le 31 août. Accompagnés de détachements de gardes nationaux avec des canons, ils étaient partis du Mans en deux convois à peu près égaux, et à un jour d'intervalle. Le premier groupe, qui ne comprenait que des hommes valides, cheminait à pied ; pour l'autre, composé de vieillards et d'infirmes, des charrettes avaient été réquisitionnées.

Louis XVI, « les ecclésiastiques prêteraient le serment civique, auquel serait ajouté celui du 10 août », en substituant au mot roi l'expression Conseil exécutif national (L 29, ^o 49). Les termes adoptés furent en définitive ceux que donne une lettre du directoire au district de La Flèche : « Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au pouvoir exécutif national ; de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume décrétée par l'Assemblée nationale, ainsi que la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant » (L 459, n^o 672.)

Quant à savoir quels ecclésiastiques ont souscrit cet engagement, toute hypothèse à ce sujet serait hasardée. Les archives municipales sont muettes sur ce point. D'autre part une note de la municipalité du Mans déclare que le registre contenant l'état des prestataires du serment prescrit par la loi du 12 août 1792 a été brûlé par les brigands de la Vendée. Les certificats dressés en prairial an X, pour le suppléer, n'ont qu'une valeur toute relative (*Fonds municipal*, n^o 1972).

1. A. Roche, *Mémoires de R. Levasseur* (notice historique, p. 12).

Une trentaine de prêtres n'avaient point quitté la Mission, empêchés qu'ils étaient par leur état de santé de voyager. Environ vingt-cinq autres, que leur âge exemptait de l'exil et qui, pour cette raison, étaient restés à Angers ou à Nantes, après réception de la loi du 27 août, les rejoignirent, en décembre, au Séminaire, devenu maison de réclusion. Quelques-uns aussi avaient prolongé leur séjour au Mans, en attendant la remise des passeports, nécessaires à ceux qui voulaient se déplacer individuellement. Contre eux, et au mépris de la loi, la garde nationale avait manifesté le dessein de s'opposer à la délivrance de tout sauf-conduit. Bien que le corps municipal eût appuyé son audacieuse prétention, le Conseil général du département, qui s'était ressaisi après ce qu'il appelait l'émeute du 27 août, déclara que, pour obéir au décret, il passerait outre à cette injonction (1).

Le 14 vendémiaire an III, le directoire du district du Mans faisait savoir au Comité de Législation de la Convention que cent trente-deux prêtres s'étaient ainsi « déportés, en vertu des passeports à eux délivrés par leurs municipalités respectives ». Mais, ni pour cette catégorie, ni pour les cent onze qu'il déclarait « déportés à la Guyane Française, en exécution de la loi du 26 août 1792 » (2), il ne précise de quelle partie du département ils provenaient.

L'état qui fournissait ces détails ne renseigne donc que très vaguement sur le nombre réel des ecclésiastiques manceaux exilés. Les listes d'émigrés, déportés, reclus et condamnés, conservées aux archives départementales (3), permettent de se faire une idée un peu plus exacte à ce sujet. Néanmoins un travail spécial serait nécessaire pour

1. A. D., L 29, f° 75 et 78-79.

2. *Ibid.*, L 152, f° 255, n° 259.

3. Cf. *Ibid.*, Q $\frac{21 bis}{5-11}$.

en déterminer le chiffre précis. C'est que ces tableaux ont été dressés dans le but tout particulier de renseigner sur la situation des biens appartenant aux membres du clergé de ces diverses catégories. Les prêtres d'autres diocèses y sont donc inscrits, pendant que sont omis les noms de ceux qui ne possédaient aucune propriété dans la Sarthe. A côté de ces lacunes, il est facile de relever des doubles emplois. D'autres erreurs concernent des réfractaires réputés émigrés, et qui étaient restés secrètement dans les paroisses. Or le recours aux états du clergé concordataire ne les corrigerait point, sans de longues et minutieuses recherches, en raison des nombreuses inexactitudes qu'ils renferment.

Ces réserves faites, le total des prêtres manceaux, sortis de France, en 1792, n'apparaît pas inférieur à trois cents.

Le brusque éloignement des insermentés ne rétablit point la paix religieuse au Mans. Le 17 septembre, un détachement de volontaires du Maine-et-Loire faisait étape dans la ville. La populace des bas-quartiers profita du passage de cette troupe pour dévaliser les maisons et les magasins d'un certain nombre d'aristocrates. Au milieu des huées de la foule, elle « touza » les hommes et fouetta les femmes, devant la pyramide élevée, sur la place des Halles, aux mânes des Français morts le 10 août. Au dire d'une des victimes de cet odieux traitement, ces violences avaient pour objet d'apprendre aux partisans des non conformistes à se rendre à la messe (1).

1. A. D., L272.

CHAPITRE XI

Derniers jours du clergé constitutionnel

- I. — Regain de faveur du clergé constitutionnel, après la déportation : sa brièveté.
- II. — L'état civil en 1791 et 1792. — Répugnances des catholiques orthodoxes à faire constater les naissances et mariages par les intrus, au Mans et dans les paroisses rurales. — La loi du 20 septembre 1792. — Consultation du P. G. S. Mortier, sur la tenue des registres paroissiaux par le clergé ; circulaire de la Boussinière, sur le même objet ; attitude réservée des curés.
- III. — Les questions du casuel, du pain bénit, du costume ecclésiastique, de la participation du clergé aux fonctions administratives. — Sanctions contre les délinquants ; le curé de Melleray condamné à la peine capitale.
- IV. — Recherche des ecclésiastiques sujets à la déportation : visites domiciliaires ; arrestations. — Médiocrité des résultats obtenus. — Création des *Comités de Sûreté publique* et de *Sûreté générale* ; nombreuses arrestations de catholiques suspects ; condamnation à mort de l'abbé Bodereau ; déportation de quelques prêtres. — Humanité de l'administration de la Sarthe.
- V. — La « chasse meurtrière » aux prêtres sermentés. — Ses auteurs : tranquillité des catholiques romains ; pillages et violences par les volontaires nationaux ; leur responsabilité probable dans l'insécurité du clergé constitutionnel.
- VI. — Les mariages de prêtres ; résistance de l'opinion. — Mariages volontaires et mariages imposés. — Les déprêtrisations. — Protes-tations des abdicataires et pression exercée sur eux.

I

L'exil des prêtres réfractaires laissait le champ ouvert à l'apostolat des seuls constitutionnels. Logiquement ceux-ci devaient entrer de plain-pied, dans la place devenue libre par la retraite de leurs adversaires, recueillir la moisson que d'autres mains avaient préparée. Telle fut, au moins de prime abord, la conséquence visible de la déportation. *Le Courrier patriote* l'enregistrait, dès le 2 septembre, pour le chef-lieu, avec une satisfaction non dissimulée. « L'opinion publique a fait des progrès rapides, depuis quelques jours, dans notre ville. Nos églises étaient désertes et seulement fréquentées par ceux que les aristocrates nomment dédaigneusement *sans-culottes*. Eh bien ! *nos honnêtes gens* (pour me servir de cette expression à la mode et dont on fait une si étrange application) ne manquent pas de se rendre aux offices. Est-ce crainte ? est-ce un autre motif ? Telle est la question qu'on se fait : mais qu'importe, pourvu que cela opère la tranquillité ? » (1) En même temps un mouvement analogue en faveur du culte officiel s'observait dans beaucoup de paroisses rurales. Les demandes de desservants, adressées en grand nombre à l'administration depuis avril, se multiplièrent à partir de la mi-septembre ; les bureaux du directoire départemental en reçurent à eux seuls une dizaine, pour l'unique mois d'octobre, et un chiffre à peu près égal, en novembre (2).

Mais, par suite de l'évolution de la politique générale, chez les hommes préposés à la gestion des affaires locales

1. *Courrier patriote*, n° 31 (12 septembre), p. 263.

2. A.D., V $\frac{21}{4}$; L 100 et 108, *passim*.

puis dans la masse, une transformation s'était opérée, qui allait tourner au détriment des ecclésiastiques constitutionnels et de l'idée religieuse. Dans l'esprit des administrateurs, des buts nouveaux s'étaient substitués à ceux qu'ils avaient poursuivis d'abord ; à mesure que leurs premières fins avaient été réalisées, d'autres objectifs les sollicitèrent, qu'ils n'avaient point entrevus à l'origine.

Faire connaître et accepter la Constitution, tel avait été au début tout leur dessein explicite. Quand l'opposition des privilégiés se fut manifestée, — de simple inertie d'abord, déclarée ensuite et active — la pensée de contenir puis de refouler ces gêneurs s'ajouta au plan primordial. Les ennemis du régime naissant avaient bien été écartés, dans la seconde moitié de 1792, par l'émigration des uns et la déportation des autres ; mais déjà, par un glissement insensible, les épithètes anciennes d'aristocrates et de fanatiques désignaient des adversaires nouveaux à une politique plus avancée, niveleuse et égalitaire ; sous les mêmes qualificatifs, c'étaient d'autres hommes et d'autres institutions qui se présentaient à abattre. Pour s'en tenir au domaine religieux, l'hostilité officielle, limitée d'abord au parti des réfractaires, commençait, vers cet automne, d'englober tout le clergé, réputé caste intolérante, autoritaire, éprise de domination et « d'esprit toujours opposé au bien commun ». (1) Presque simultanément, la faveur dont les cérémonies constitutionnelles avaient joui, tant qu'il était resté un culte orthodoxe à empêcher, diminuait ; bientôt elle serait remplacée par l'indifférence des administrations, puis par des dispositions malveillantes de leur part.

Ces luttes du pouvoir local, pour arracher au corps du clergé les restes de son influence politique, pour ruiner son

1. *Défenseur de la Vérité*, n° 33 (13 septembre), p. 262. Cf., *ibid.*, n° 32, p. 251 et *Courrier patriote*, n° 31, p. 262.

autorité religieuse, pour étouffer graduellement les manifestations extérieures de la foi ; d'autre part les résistances opposées à la persécution administrative et la réaction qu'elle suscita : voilà ce qui fera l'objet du présent chapitre.

II

La séparation de l'Église et de l'État était en germe dans la Constitution civile. L'Assemblée nationale en avait posé le principe, quand elle avait brisé le lien hiérarchique entre les évêques et le Pape, puis repoussé plus tard toute entente avec Rome. Par son opposition au serment, le clergé avait rejeté le statut qui lui était offert, élargi par conséquent cette déchirure initiale et accentué le désaccord entre les deux pouvoirs religieux et civil. La consommation de la rupture ne fut pas sans être influencée par l'attitude d'un groupe notable de fidèles. C'est cette attitude et spécialement son action sur la sécularisation de l'état civil que nous voudrions fixer tout de suite. Sur ce sujet quelques détails ont déjà été fournis, mais isolés, dispersés à travers les chapitres qui traitent des troubles religieux ; il est indispensable de les rappeler d'abord succinctement.

L'Instruction de l'Évêque de Langres aux curés de son diocèse, adoptée par son collègue Monseigneur de Gonssans ; *l'Avertissement et ordonnance de M. l'Évêque du Mans*, du 28 mai 1791, avaient interdit aux catholiques toute communication *in divinis* avec les intrus.

Le dernier de ces actes épiscopaux spécifiait que l'assistance à la messe et aux offices divins, célébrés par le Boussinière ou par les curés de son choix, était prohibée ;

qu'il était également défendu aux fidèles de recevoir les sacrements de leurs mains schismatiques.

Il a été dit, dans les chapitres précédents, comment ces prescriptions furent suivies, en ce qui a trait à la participation au culte. L'on sait aussi que, pour avoir obéi à celles qui concernaient l'administration des sacrements, les époux Droisneau-Hulot, de Chassillé, furent inquiétés par le district de Sillé-le-Guillaume; que « le sieur Lefèvre, fut promené sur un âne, à travers les rues de Mamers, en présence du maire », impuissant à empêcher cette violence. En février 1792, un autre habitant de Chassillé était dénoncé à l'accusateur public, parce qu'il n'avait pas voulu présenter son enfant au baptême constitutionnel; à la majorité des voix, il fut d'ailleurs déclaré non coupable (1). Deux mois plus tard, le directoire du district de la Flèche appliquait l'arrêté départemental du 8 mars aux curés de Saint-Jean-de-la-Motte et de Mézeray et à leurs vicaires. Entre autres griefs, ces ecclésiastiques étaient accusés « d'égarer tellement les citoyens que plusieurs enfants nouveaux-nés n'avaient pas été portés à l'église, pour y recevoir le baptême, [et] que le mépris de la loi avait été porté, dans ces communes, au point que l'état civil de ces enfants n'avait pas même été constaté » (2).

Quoi qu'il en soit de ces incidents et des autres du même genre, arrivés dans les campagnes, si l'on veut se rendre un compte exact de la résistance opposée aux pasteurs sans mission légitime, obtenir une vue d'ensemble assez nette des moyens employés pour échapper à leur ministère, l'examen de la conduite des habitants au chef-lieu s'impose. Le chanoine La Manouillère a fixé leur attitude par quelques traits épars, mais faciles à réunir, et qu'il est possible de rassembler en une suggestive esquisse.

1. *Défenseur de la Vérité*, n° 5 (1^{er} mars), p. 45, note.

2. A. D., L458 (16 et 29 avril).

« Mademoiselle Le Royer, sœur du chanoine, est morte rue des Chapelains, note-t-il, le 11 février 1792. Elle a été enterrée par l'évêque constitutionnel, *sans pouvoir faire autrement* ; aussi il ne s'y est trouvé aucun chanoine. Elle a été enterrée l'après-dîner, bien simplement, car il n'y avait que quatre cierges d'un quarteron. » Nouveau décès, le lendemain, de mademoiselle Belin de Chantelou, qui « ne reçut point les sacrements de l'évêque intrus », et dont la sépulture se fit encore « avec un très petit luminaire ». Dix jours plus tard, les prêtres de Saint-Julien conduisent au cimetière le corps d'un chanoine de Saint-Pierre-la-Cour, « sans cérémonie et sans luminaire ». L'occasion est de choix pour écrire que « M^r de la Bousnière enrage du petit luminaire qu'il y a à tous les enterrements des aristocrates », et de ce que ses collaborateurs ni lui ne sont jamais appelés pour les administrer (1).

Inéluctable sujétion ! Parce que les funérailles sont des cérémonies du culte public, ceux qui, de leur vivant, se sont soustraits à la juridiction des intrus subiront nécessairement, après leur mort, le contact redouté de ces schismatiques. Si simples, si dépourvues d'éclat, si effacées qu'elles soient, leurs obsèques se feront par les soins de ces prêtres abhorrés ; par eux encore les noms des défunts seront consignés aux registres paroissiaux, seuls prévus par les édits royaux pour l'inscription des actes de la vie civile.

Pour le mariage, il est plus aisé d'échapper à l'emprise des faux pasteurs ; que l'on en croie notre minutieux annaliste ! Voici ce qu'il écrit : « M. Dugué, qui travaillait pour les fiefs du Chapitre et qui travaille dans les bureaux du département, vient d'épouser une demoiselle Girard... M. Paillé, grand vicaire de M. de Gonssans, a donné toutes

1. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 274, 276.

les dispenses... Il les a fait marier dans un appartement à cause de la circonstance de temps. Après avoir reçu le sacrement, ils ont été à la mairie, déclarer leur mariage. Pour éviter la communication avec les prêtres schismatiques, on est obligé d'agir ainsi ».

Des déclarations de ce genre ne se rencontrent, il est vrai, qu'en très petit nombre dans les communes rurales. Mais, comme le mariage ci-dessus relaté fut célébré à la fin de janvier 1792 et enregistré seulement le 27 octobre suivant, il est à peu près impossible de déterminer dans quelles proportions les fidèles ont accepté le ministère des intrus ou préféré celui des réfractaires, avec le complément d'une constatation postérieure de leur union par les officiers publics. Ce qui rend plus embarrassant le choix entre ces deux hypothèses, c'est que d'un côté l'écart des dates entre les deux cérémonies, religieuse et civile, est très variable ; que d'autre part, après la remise des registres aux municipalités, il n'y fut presque jamais fait mention du sacrement. Enfin, dans la période qui s'étend de mai 1791 à octobre 1792, il est des cas où les parties contractantes ont cherché, dans des paroisses étrangères, des ecclésiastiques restés en possession du double pouvoir de les conjoindre valablement et de les inscrire, sans irrégularité, sur les états officiels. C'est ainsi que M. de la Mustière, juge au tribunal de la Ferté-Bernard, épousa mademoiselle Courcelles, devant le curé de Cherré (1) ; ainsi encore que furent unis, dans l'église de Vimarcé, en juin 1791, deux couples originaires de Sillé-le-Guillaume (2).

Des subterfuges identiques furent adoptés pour le baptême, dès ce même mois de juin. « Madame de Moire, écrit la Manouillère, vient d'accoucher (d'un garçon)... Le

1. Abbé G. Esnault, *op. cit.*, p. 293.

2. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D II, p. 304-305.

père n'a pas voulu qu'il fût à l'église de Saint-Julien pour y être baptisé ; on dit qu'il a été baptisé par M. Belingand, qui était curé du Grand-Saint-Pierre... Il a sans doute déclaré à la municipalité que sa femme était accouchée, pour qu'on constate l'état de l'enfant » (3). En décembre, la famille Nepveu de Rouillon se fit un devoir de soustraire au clergé constitutionnel du Mans un enfant dont la naissance était attendue. « Pour éviter de communiquer avec le sieur Manguin, intrus dans la paroisse de la Coulture, il a fallu chercher un curé qui n'eût point juré. On avait arrangé la maison de campagne de M. et Madame Le Clerc, paroisse de Sainte-Croix ; mais le curé, le maire et une partie des habitants craignaient l'intrus d'évêque et de la Coulture ; ce dernier ayant dit hautement qu'il baptiserait l'enfant de Mme de Rouillon ou [qu]'il arriverait malheur, on ne voulut pas compromettre M. le Curé de Sainte-Croix et autres... On trouva une petite maison très commode, vis-à-vis les Messieurs de la Vannerie, qui appartient à M. l'abbé Lalande, chanoine de Sillé-le-Guillaume... Madame de Rouillon accoucha le dimanche matin, jour de Noël... On a porté l'enfant, sans bruit, au Petit-Saint-Georges, qui est la paroisse de M. l'abbé Lalande... » (2)

Au regard de la législation, curés élus ou prêtres réfractaires maintenus en fonctions jusqu'à leur remplacement étaient également habiles à inscrire les naissances aux registres officiels. Les autorités n'avaient donc pas plus souci des substitutions de ministres, ci-dessus relatées, que des déclarations qui auraient été faites devant les tribunaux, et dont les traces n'ont pu être relevées dans le département. Mais le pouvoir ne pouvait rester indifférent

1. Abbé G. Esnault, *op. cit.*, p. 261-262. Cf. aussi, p. 299.

2. *Ibid.*, p. 270.

au sort des nouveau-nés qui, faute d'être présentés aux curés ou devant les juges des lieux, se trouvaient pratiquement privés de leurs droits civils et politiques. Ces véritables « outlaws » purent-ils rentrer plus tard dans la société et comment ? M. Aulard l'a fortement établi, en exposant après quels tâtonnements fut votée la loi du 20 septembre 1792 (1).

Mais les difficultés étudiées jusqu'ici n'étaient point écartées du seul fait de l'adoption de ce décret. N'y avait-il pas à craindre pour la Sarthe, où la plus grande partie des jureurs furent élus officiers publics, que les scrupules religieux continuassent de tenir à l'écart des catholiques mal éclairés ? En réalité la déportation des insermentés aplanit les obstacles que leur présence avait élevés. Le tribunal du district du Mans n'eut à juger, de février à mai 1793, que trois délits de non inscription aux registres de l'état civil ; encore les prévenus furent-ils tous acquittés, en raison de leur bonne foi (2).

Un point était resté obscur dans la loi : les ministres du culte pourraient-ils continuer de constater les baptêmes et sous quelle forme ? Car il était « important que la société chrétienne connût quels étaient ses membres, afin que les autres sacrements ne fussent reçus que par des chrétiens »... L'article 8 du titre 6 du décret ne dissipait point tous les doutes à ce sujet. Mortier, l'ex-procureur général syndic de la Sarthe, interrogé par un curé du département, suggéra une solution qu'il publia dans les *Affiches du Mans*. Sans disconvenir que les ecclésiastiques eussent le droit de tenir un registre que le texte législatif ne prohibait pas, il conseillait l'emploi d'un système un peu différent.

1. A. Aulard, *Les origines de la séparation* (*Études et leçons sur la Révolution française*, 5^e série, p. 165-198)

2. A. D., L suppl. (Tribunal du district du Mans).

« Les sociétés populaires, dit sa consultation, celles des francs-maçons et toutes les sociétés en général tiennent des listes de leurs membres et en délivrent des extraits, qui, sans être regardés comme des actes publics ni faire foi en justice, sont réputés authentiques par les membres de ces sociétés. La nombreuse société des catholiques ne peut être privée de cette faculté » ; ses chefs étaient donc fondés à dresser des tableaux du même genre, à en donner des extraits ou même des copies entières « sur papier non timbré » (1).

Deux prêtres au moins dédaignèrent de s'imposer une pareille réserve : les abbés Chapdelaine, vicaire de René, et Glatier, vicaire de Précigné. Tous deux continuèrent de tenir registres sur timbre et d'en remettre des extraits également sur timbre. Mais l'un et l'autre exerçaient clandestinement leur ministère ; ils étaient insermentés ; ils se dispensaient par conséquent d'obéir en un point secondaire à une législation qu'ils regardaient tout entière comme injuste et persécutrice. Quant aux listes recommandées par Mortier, un seul exemplaire nous en est connu ; il est de la main de Gautier, curé intrus de Bonnétable (2).

D'autres furent-elles dressées, qui seraient disparues dans la suite, par négligence, ou auraient été détruites, au début de l'ère concordataire, après reconstitution d'une sorte d'état de catholicité pour les paroisses du diocèse ? On ne saurait le dire. L'extrême rareté des documents de cette nature peut d'ailleurs s'expliquer par deux autres causes : la circonspection des prêtres constitutionnels d'une part ; les conseils qu'ils reçurent de leur pontife de l'autre.

1. *Affiches du Mans*, n° 5 (4 février 1793), p. 23.

2. Arch. de M. l'abbé Lesassier.

Le Conseil exécutif avait interdit, le 22 janvier 1793, « à tous évêques de la République d'ordonner aux curés, vicaires et autres ecclésiastiques, et à ceux-ci de dresser, sous quelque prétexte que ce fût, des actes de baptême, de publier aucuns bans de mariage... » (1) Sans avoir l'autorité d'un acte législatif, la circulaire du pouvoir central était assez impérative pour intimider un clergé, moins zélé en général que soucieux de sauvegarder sa tranquillité. Peut-être même était-elle superflue, pour une minorité avancée, pour ceux qui, avec les fonctions d'officiers publics, acceptaient « d'opérer la dissolution des mariages par le divorce », ou qui la prononçaient effectivement (2). Quant aux prêtres restés plus attachés à leur devoir, ils furent jetés dans une grande perplexité. Une lettre, sans nom d'imprimeur ni date, commençait en effet de circuler à ce moment, sous le nom de Prudhomme ; elle « invitait les curés, desservants et vicaires, à tenir des registres particuliers de baptêmes, mariages et sépultures »... Dénoncée aussitôt au Conseil général du département, celui-ci la jugea « attentatoire aux Droits de l'homme et du citoyen, tendant à porter les habitants à la révolte contre les lois de la République et à avilir la première des autorités constituées ». Il ordonna donc des poursuites judiciaires et sollicita de la Convention les mesures les plus promptes pour prévenir la coalition et les projets des ennemis de l'ordre public (3).

Le pouvoir législatif ne semble pas avoir donné de suites à cette affaire ; devant le tribunal elle dut aboutir à un non-lieu. Mais l'action de l'autorité administrative avait été si

1. A. D., L 255 (Dossier Beaufay).

2. A. M. du Lude, D II, f° 32 ; A. M. de Crosnières, *État civil* (10 ventôse, an II).

3. *Courrier patriote*, n° 4 (27 janvier 1793), p. 31 ; A. D., L 29, f°s 73 et 86-87.

prompte, sa volonté répressive si marquée, que les esprits timorés s'abstinrent de heurter ses intentions manifestes. Un seul registre en l'ancienne forme, pour 1793, nous a été communiqué : il était rédigé par les abbés Fortin et Berrier, tous deux sermentés, l'un curé, l'autre vicaire de Sougé-le-Ganelon (1). Un autre fut apparemment tenu à Tuffé, puisque le maire et un officier municipal « prévenus de complicité d'un faux sorte de registre de baptêmes, mariages et sépultures », furent condamnés à la prison pour ce délit, en floréal an II (2).

Le maintien des usages anciens, dans ces deux paroisses, avait-il sa cause déterminante dans la lettre de Prudhomme ? On ne peut que le conjecturer. Rien ne prouve non plus que le document épiscopal ait provoqué quelque autre opposition aux directions du Conseil exécutif : refus de célébrer le mariage religieux en temps prohibé, à Lhomme, et surtout d'y procéder sans publications de bans, comme à la Chartre, à Beaufay, à Avezé, etc. (3)...

Au reste, d'où qu'il provint, ce respect de la législation ecclésiastique semblait légitimé par l'article 8 du titre VI de la loi du 20 septembre. De celui-ci quelques fonctionnaires municipaux donnèrent eux-mêmes une interprétation un peu inattendue. A la suite de chaque acte de naissance, mariage ou décès, ils ne craignirent pas d'insérer la mention que les sacrements furent administrés ou les cérémonies religieuses célébrées, après accomplissement des formalités légales (4).

1. Arch. de M. l'abbé Foucault.

2. A. M. de Tuffé, DI, f° 29.

3. A. M. de la Chartre-sur-Loir, DI, f° 93; A. D., L 255 (Doss. Beaufay); *Courrier patriote*, n° 8 (24 février), p. 75.

4. Cf. A. M. de Lhomme, Beauvoir, Courgenard, etc. (*État civil*).

III

L'on a déjà dit plus haut que, jusqu'à la suppression du culte, le ministère d'officier public fut rempli presque exclusivement par les curés. Temporairement la diminution de son prestige en fut atténuée d'autant pour le clergé ; toutefois son influence ne pouvait que s'amoindrir à la longue, par la sécularisation de l'état civil. M. Aulard observe judicieusement que depuis lors, aux grands jours de la vie privée, l'Église et l'État, s'ils sont encore unis dans la plupart des imaginations, se trouvent séparés dans la pratique des devoirs légaux. Parce que dans les événements les plus émouvants de la vie de famille l'Église cesse de jouer un rôle officiel obligatoire, son crédit ira s'affaiblissant. Ses pertes seront même d'autant plus sensibles que l'assemblée départementale poursuivra plus rapidement cette œuvre de séparation, sitôt qu'elle fut commencée. Avec une rare activité et une inlassable persévérance, les pouvoirs locaux vont s'appliquer sans répit à minimiser le rôle du clergé ; à confiner les ecclésiastiques dans leurs attributions strictement professionnelles ; à limiter leurs ressources et partant leurs moyens d'action ; à les dépouiller enfin des marques extérieures de leur caractère sacré.

Le 11 décembre 1792, le Conseil général de la Sarthe décide d'appliquer la loi du 7 septembre précédent, relative au casuel. Il défend en conséquence de faire dans les églises toute quête dont l'effet ne serait pas le soulagement des prisonniers, des pauvres ou des malades. Quatre jours plus tard, sur la proposition d'un de ses membres, il arrête de « prendre les moyens tendant à supprimer tous les noms de rues qui rappelleraient un souvenir supersti-

tieux ou de féodalité (1) ». Le 24 mai 1793, il entend un long discours du procureur général syndic, Chicault, qui réclame l'extension des mesures du 11 décembre précédent. Il interdit donc « aux sacristes ou autres serviteurs de l'église de faire aucune quête ni en œufs, ni en bleds, ni en autres denrées, sous peine d'être poursuivis comme exacteurs ». Sous prétexte d'économies, il prohibe également l'usage des pains bénits, pour lesquels 163.548 livres seraient dépensés annuellement, en pure perte, dans le département (2).

Chicault s'était défendu d'obéir à « l'esprit de secte persécutant »; en homme respectueux des croyances, il avait seulement dirigé son réquisitoire contre « une combinaison des prêtres, toujours habiles à perpétuer ce qui doit leur procurer puissance ou profit ». Bien auparavant s'était manifestée cette intention de supprimer « tout signe tendant à rappeler aux citoyens l'ancienne et abusive autorité des ministres de la religion ». C'est le directoire du département qui s'exprimait en ces termes, dans le préambule de son arrêté du 3 novembre 1792. Il le prit, en application de l'article 9 de la loi du 18 août précédent, qui supprimait le port de l'habit ecclésiastique, hormis pour l'exercice des fonctions cultuelles. Mais, par un zèle d'autant plus empressé qu'il était moins ancien, il affecta l'outrance du langage; il s'attacha à persifler « la bigarrure des costumes » et finit par les déclarer « intolérables dans un gouvernement républicain, où il n'existe plus ni corps ni corporations » (3). Philippeaux eût été satisfait, s'il eût été présent. Son vœu d'avril 1792 était, et au delà, réalisé.

1. A. D., L 29, f^{os} 27-30.

2. *Ibid.*, L 30, p. 168-171.

3. Cf. A. D. V ²¹/₄, p. 153; *Courrier patriote*, n^o 38 (21 oct. 1792), p. 323.

Il revenait, à cette époque, de porter aux Jacobins de Paris une adresse pour la déportation des réfractaires. Dès son retour, il avait raconté au club du Mans qu'il n'avait vu, dans la capitale, aucun ecclésiastique constitutionnel qui ne fût revêtu de l'habit civil ; il avait terminé sa narration, en demandant que les prêtres, membres des Amis de la Constitution, fussent invités à ne paraître désormais aux séances qu'avec le costume de citoyen. C'était aussi le temps où l'un de ses amis proposait, à la même association, de députer auprès de Prudhomme, afin d'en obtenir que le bonnet de la liberté fût mis en haut de la cathédrale, sur la tête de saint Aldric (1).

Les infractions à l'arrêté du 3 novembre furent évidemment rares ; du moins les plaintes arrivèrent en petit nombre aux administrations. Mais la mesure primitive était trop restreinte, car elle ne visait que les seuls ecclésiastiques. Le 9 janvier 1793, elle fut étendue aux congréganistes, notamment aux hospitalières. Cette fois les qualifications ironiques, méprisantes, furent moins épargnées qu'auparavant et le directoire railla copieusement « les bigarrures de costume ridicules, bizarres, grotesques, inventées par l'orgueil et entretenues par l'ignorance et la crédulité du peuple » (2). Son arrêté fut exécuté sur-le-champ dans les hospices. Le bureau de l'Hôpital de Sablé alloua 600 livres aux filles de la Charité, pour les frais de ce changement d'habits ; il aimait mieux s'imposer cette dépense que tenter de remplacer un personnel éprouvé ; il craignait surtout de ne pas rencontrer des « sujets égaux aux citoyennes ci-devant sœurs par le zèle, les soins, l'expérience jointe à l'économie » (3). Les administrateurs de

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006, (22 avril et 31 mai 1792).

2. *Ibid.*, L 73, f° 23.

3. Dr Legludic, *L'Hôtel-Dieu de Sablé* (26 p. in-8°. Germain et Grassin, Angers, 1902).

l'Hôpital du Mans, moins généreux, n'accordèrent d'abord que 20 francs à chacune des religieuses, pour « acheter une mante et ajouter de la mousseline à sa coëffe » ; mais ils augmentèrent cette première mise, en juin, afin de leur procurer un habillement d'été (1).

En résumé l'arrêté du 3 novembre et son complément du 9 janvier distinguaient explicitement deux fins à atteindre : détruire les signes de l'ancienne autorité des ministres de la religion ; anéantir jusqu'aux moindres vestiges d'un système contraire à celui de l'égalité. Sur le premier de ces points, la politique du directoire fut adoptée par le Conseil général. Il s'en inspira en termes exprès, quand il destitua, le 18 janvier 1793, les curés et vicaires des fonctions civiles qu'ils occupaient. Voici d'ailleurs la partie importante de cette décision.

« Le Conseil général, considérant que des curés et vicaires ne cessent de regretter leur puissance civile, au lieu de parcourir la vaste carrière de la morale, qui est le Code de la fraternité et le respect des lois ; que ces curés et vicaires, pour se ménager des influences politiques, se sont fait nommer à des places de maires, officiers municipaux, procureurs de communes, juges de paix, assesseurs et prudhommes de juges de paix... a arrêté ce qui suit :

Toutes les élections des curés et vicaires aux places de maires, etc..., sont déclarées nulles et de nul effet ; en conséquence fait défenses aux dits curés et vicaires d'exercer les fonctions de maires, etc... » (2)

A la suite de cette interdiction, la plupart des ecclésiastiques abandonnèrent, d'eux-mêmes et sans plus ample notification, leurs situations civiles ; cependant leurs démis-

1. Arch. de l'Hôpital du Mans, F 9/18, f^{os} 42 et 57.

2. A. D., L 29, f^o 71.

sions se suivirent à intervalles trop éloignés pour que, dans l'ensemble, l'exécution de l'acte départemental ait été vivement pressée. Dès le 5 février 1793, le curé de Vancé et son vicaire cessent leurs fonctions d'officiers municipaux (1); dix jours après, le vicaire de Luceau abandonne son poste de procureur de la commune (2). Mais l'intrus de Saint-Rémy-du-Plain ne renonce à son double titre de maire et d'assesseur du juge de paix que le 31 mai (3); celui de Sillé-le-Guillaume est remplacé comme officier municipal, le 2 nivôse an II seulement (4).

L'administration ne fit pas montre d'une semblable tolérance dans toutes les communes. Le 17 janvier, elle cassa l'élection du curé Pillon, officier municipal à Ballon (5); elle châtiât ainsi sa longue résistance aux vaines tentatives de réunir les deux paroisses de la dite ville, Saint-Mars et Saint-Georges. Malmouche, curé de Saint-Maixent, fut sacrifié, en décembre 1792, à son rival le notaire Mous-su (6). L'intrus de Marçon, Gibert, ayant accepté, en août 1793, de transmettre à la Convention le vote du canton de la Chartre en faveur de la Constitution de l'an I, le directoire de Château-du-Loir interdit de lui payer ses frais de voyage et le flétrit en termes violents. « Le clergé, dit son arrêté, cherche par tous les moyens possibles, tente et tentera toujours de se rendre nécessaire, en captivant astucieusement l'esprit des citoyens des campagnes. Il est urgent, plus que jamais, de détruire et anéantir l'influence dangereuse de cette secte, dont les fauteurs sont en général ennemis des droits de l'homme et de la vraie liberté ;

1. A. M., de Vancé D I, f° 171.

2. A. M., de Luceau, *Délib.*, f° 53.

3. A. M., de Saint-Rémy-du-Plain. *Délib.*, f° 20.

4. A. M., de Sillé-le-Guillaume, D III, f° 41.

5. A. M., de Ballon. D I, f° 65. — *Courrier patriote*, n° 2 (3 janvier 1793), p. 13.

6. A. M., de Saint-Maixent, *Délib.*, f°s 92-95; A. D., L 110, f° 25.

le seul moyen efficace est de les réduire aux simples fonctions de leur ministère » (1). L'intéressé fut l'objet d'une dénonciation officielle au directoire départemental. On le cassa de ses fonctions de porte-vote, mais il ne paya en définitive que de son indemnité une mission normalement reçue de son assemblée électorale.

Un sort plus tragique attendait le curé de Melleray ; une condamnation à mort devait seule clore ses démêlés avec Delahaye, membre du Conseil général du département. Maire de sa commune, en 1790 ; choisi comme électeur, en 1791, il avait, par 104 voix contre 101, été nommé juge de paix du canton de Montmirail, le 26 novembre 1792. Pendant le dépouillement du scrutin, un des citoyens présents déclara qu'un ecclésiastique ne pouvait être désigné pour ces fonctions ; que voter pour lui serait enfreindre l'article premier de la loi du 11 septembre 1790. Cette motion ne trouva aucun appui. Il y fut répondu au contraire que, par l'article 6 du décret du 19 octobre 1792, la Convention avait abolitoute distinction entre les citoyens ; qu'elle avait aussi établi l'égalité, en proclamant la République. Jean Antoine Meyrand fut donc proclamé élu (2). Le 19 décembre, le directoire le destitua, la loi du 19 octobre n'ayant pas dérogé à celle du 11 septembre. L'élection d'un de ses partisans, Michel Cirou, nommé à sa place, fut également annulée ; le 14 avril seulement, l'administration agréa un troisième candidat, Ursin Barbey (3). Delahaye avait pris depuis une semaine la présidence du Conseil général, en remplacement de Cornilleau passé au directoire. Sa vengeance commença de s'exercer aussitôt. Le 14 avril, il

1. A. D., L 423, f^o 117.

2. *Ibid*, L 198 $\frac{bis}{b}$.

3. *Ibid*, L 38. — A. M., de Montmirail, D I, f^o 23.

dénonce au comité de surveillance du département son ennemi politique. Celui-ci, mandé au Mans le 24, est mis le 27 en prison préventive, et l'instruction est confiée à son accusateur. En juin, la municipalité du Mans tente de le compromettre dans une affaire de propagande maratiste. En juillet, Ursin Barbey, chargé d'informer contre lui par l'accusateur public près le tribunal criminel du département, l'inculpa entre autres délits « d'avoir manifesté le désir du rétablissement de la royauté et tenté d'avilir les autorités constituées ». La contradiction n'était point de celles qui pouvaient embarrasser Fouquier-Tinville. Renvoyé devant le sinistre tribunal parisien, comme « prévenu de dix-huit chefs d'accusation tant civils que révolutionnaires », l'infortuné curé monta à l'échafaud, le 17 prairial an II (4 juin 1794) (1).

IV

Meyrand fut le dernier des rares ecclésiastiques sarthois qui subirent la peine capitale. Trois seulement de ses confrères avaient été livrés au bourreau, dans le département. L'un d'eux, René Daugré, principal du collège d'Auvers-le-Hamon, fut exécuté à Sablé, le 23 septembre 1793, comme ayant participé à l'insurrection, née au cours du même mois, dans la région de Brûlon (2). Les deux autres, Pierre Jacques Bodereau, vicaire du Pré, et Jean Guibaud, lazariste de la maison de Coëffort, furent condamnés, pour

1. A. D., L 155, n^{os} 1965, 2050; L 29; L 30; L 604; L 613 (*passim*); Q ^{21 bis} ₇₋₈. — A. N., F¹⁹, 1119, Sarthe. — Note de M. l'abbé Desvignes, d'après *Registre du greffe de la Justice de paix de Montmirail*. (Police de Sûreté), f^{os} 25-31).

2. A. D., L suppl. (Tribunal criminel de la Sarthe).

être restés en territoire français après avoir refusé le serment.

Car, après s'être un instant calmée au lendemain de la déportation, l'hostilité contre les réfractaires s'était manifestée de nouveau, plus ardente, furieuse, impatiente d'en finir avec les insoumis. La battue de mars à juillet 1792 avait rassemblé, puis jeté hors de France la plupart des non-jureurs ; un furetage actif acheva, dans les premiers mois de 1793, l'opération commencée l'année précédente. Il fut l'œuvre de commissaires nommés par le département, des comités de surveillance créés en grand nombre, de particuliers enfin, alléchés par l'appât des 100 livres promises aux dénonciateurs ou poussés par la passion anticléricale.

Un acte départemental du 19 décembre 1792 avait régulé, transformé en mesures légales, les visites domiciliaires, entreprises spontanément depuis trois mois, par des municipalités, des gardes nationales, ou même par des bandes armées, sans mandat d'aucune sorte. Un deuxième le compléta, le 20 janvier 1793 ; celui-ci spécifiait qu'il avait pour objet la recherche des insermentés qui s'étaient soustraits au bannissement,

Le premier de ces arrêtés était une simple mise en vigueur des décrets des 5/8 juillet, 10, 12 et 28/29 août 1792 ; il édictait les mesures commandées par le danger de la patrie : recherche des armes et enlèvement de celles que détenaient les suspects. Néanmoins son article VI aggravait les dispositions législatives, en chargeant les municipalités de dresser les listes nominatives motivées de ces personnes suspectes. Cependant il n'est pas certain que la rectitude des intentions de l'administration doive être mise en cause à ce sujet. Les considérants, invoqués par elle, précisent qu'elle se proposait d'assurer aux citoyens la plénitude de leurs droits ; de les mettre à l'abri d'un despotisme muni-

cipal subversif des vrais principes ; de juger, après enquêtes, s'il n'y avait pas lieu de leur restituer des armes enlevées sans motifs raisonnables, sans formes légales, quelquefois même arbitrairement arrachées par des gardes nationales, en dehors de leur territoire propre (1).

L'extension donnée à la loi du 26 août 1792, sinon sa violation, était plus manifeste, dans le second arrêté. Le Conseil général avait avoir été encouragé à le prendre par l'exemple de divers départements, notamment par celui du Finistère : c'était convenir qu'il devançait le pouvoir législatif, qu'il anticipait sur le décret du 25/27 février 1793. Mais les circonstances le stimulaient, disait-il : menaces d'une « guerre prochaine avec la plupart des puissances de l'Europe ; disette apparente et fictive de grains », dans le département. Dans un moment si difficile, la seule présence des prêtres insoumis lui semblait capable de rallumer les coupables espérances des malveillants. Il en concluait qu'il était de son droit, mieux encore de son devoir, d'assurer l'exécution des lois d'exil, « *par tous les moyens possibles* », par conséquent sans s'arrêter à de vains scrupules de légalité.

Il invita donc, « au nom de la République, de la loi et de ses ministres », tous les citoyens amis de la liberté, de l'égalité et de l'ordre public à dénoncer, à arrêter même les prêtres qui, obligés au serment, ne l'avaient pas prêté, et les émigrés rentrés clandestinement. Des peines furent édictées contre ceux qui les recélaient et une prime fixée pour les indicateurs. Les municipalités reçurent l'ordre de visiter les maisons suspectes, non plus pour s'emparer des armes réquisitionnées par la loi, mais pour y découvrir les ecclésiastiques à exiler. Les deux derniers articles enjoin-

gnirent aux directoires des districts de faire descendre les cloches des chapelles particulières ; d'en saisir l'argenterie, les vases sacrés, les matières de fer ou de cuivre ; de faire murer les portes ou démolir les édifices, s'ils le jugeaient nécessaire ; à tout le moins de mettre ceux-ci en vente, avec la condition expresse que les adjudicataires en changeraient la destination (1).

Qu'il y eût, à ce moment-là, des insermentés à exercer leur ministère en secret, c'est un fait indiscutable. Un habitant de Saint-Benoît-sur-Sarthe constatait « une grande affluence de monde », le jour de Pâques, dans la commune voisine d'Étival, au hameau de la Rivière ; il en concluait que l'ancien curé se cachait probablement chez le fermier Huneau (2). Deux semaines plus tard, Marin Petit déclarait que des réunions cultuelles devaient se faire dans la chapelle domestique du sieur de Beauclos, ci-devant noble, à Saint-Ouen-en-Belin. Il en jugeait ainsi d'après les signes suivants : « les bancs de cette chapelle étaient crottés ; au surplus elle était bien décorée et tenue comme une église dans laquelle on dit la messe » (3).

Tout cela n'était évidemment que déductions et conjectures. Mais l'inanité des fouilles, opérées après ces dénonciations, ne démontrerait pas de façon irréfutable que ces hypothèses étaient mal fondées. Bien plus, si habilement choisies et protégées que fussent leurs retraites, quelles qu'aient été les précautions prises pour effacer les traces de leur passage ou même de leur séjour, il reste, pour plusieurs ecclésiastiques sujets à déportation, des preuves positives de leur présence dans le diocèse. En ce mois d'avril, les « sœurs d'école » de Nouans sont accusées de

1. A. D., L 29, f^{os} 79-82.

2. *Ibid.*, L 604, n^o 58.

3. *Ibid.*, n^o 99.

« tenir des assemblées tous les fêtes et dimanches, pendant les vêpres » ; or cette paroisse est une de celle où l'apostolique vicaire de René, Julien Chapdelaine, administrera le plus volontiers les sacrements, en 1794. Cette année même 1793, au mois de décembre, il y baptisera et célébrera un mariage (1). Le 19 mai, jour de la Pentecôte, deux commissaires du département, Raguideau, conseiller général, et Guédon-Dubourg, juge au tribunal du district du Mans, rentraient au chef-lieu, après avoir perquisitionné au château de Pescheseul. En passant devant la chapelle de la Brosse, à la sortie de Mézeray, ils crurent reconnaître, parmi les personnes qui y priaient, Jean René Tessier, ancien vicaire de la paroisse, mal dissimulé sous sa veste, sa culotte de toile rousse et ses sabots. Les témoins interrogés déclarèrent ne l'avoir pas revu après son envoi au séminaire de la Mission ; un seul confessa avoir entendu sa messe, depuis moins de six mois. Pourtant il y avait à peine huit jours qu'il avait célébré un mariage dans la commune et qu'il en avait délivré aux intéressés un certificat en bonne forme (2). — Le chanoine La Manouillère inscrit les décès de Mme de Châteaufort et de Monnoyer père, au feuillet de janvier, dans ses éphémérides ; il ne néglige pas de mentionner que tous deux ont été « administrés par un bon prêtre » (3). Celui-ci ne serait-il point le subtil et intrépide abbé François Chevalier, qui mariera, au cours de février 1795, René Jarossay et Marie Buon, « dans un anterre [*sic*] pratiqué dans sa maison de la ville du Mans » ? (4) Si ce n'est lui, c'est un de ses pareils qui

1. Arch. de M. le vicaire général Lefebvre (Notes de feu M. l'abbé Besnard).

2. A. D., L Suppl. (Tribunal criminel de la Sarthe) ; Arch. de M. l'abbé Laloy.

3. Abbé G. Esnault, *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 296.

4. Arch. de M. l'abbé Mauboussin.

se cache également au chef-lieu et dont une lettre, « trouvée chez une dévote », provoqua les commentaires indignés du *Courrier patriote* : « On répand le bruit que je suis en Angleterre, disait ce billet ; il faut le laisser croire, on ne soupçonnera pas sitôt ma retraite... » (1).

Ceux-là et d'autres, aussi bien protégés par la sollicitude de populations dévouées, auraient dû se déporter, aux termes de la loi du 26 août 1792, car ils étaient presque tous anciens fonctionnaires publics. Un autre groupe avait pu s'abstenir de jurer sans crainte d'être inquiété puisque le serment ne l'obligeait pas. A cette classe appartenaient les membres de nos deux ci-devant Chapitres. Parmi eux, l'abbé Jupin, grand pénitencier, était resté au Mans jusqu'en février 1793. Sa tranquillité n'eût pas même été troublée très probablement, s'il n'avait eu la naïveté de solliciter, à cette époque, un certificat de résidence. Alors seulement l'autorité départementale remarqua « qu'il était fonctionnaire public, qu'il remplissait publiquement ses fonctions en vertu de pouvoirs généraux à lui accordés par l'évêque » : elle ordonna donc, après ce retard d'une demi-année, de le transporter à la Guyane (2).

Deux mois n'étaient pas écoulés, depuis que l'arrêté du 20 janvier avait été pris, et les recherches battaient leur plein dans toute la Sarthe. En ce qui concerne les réfractaires, elles n'obtinrent qu'un succès tout relatif. Un diacre du district de Domfront, Laillier, fut arrêté au Mans et renvoyé dans l'Orne, son département (3). Le 21 mars, la garde nationale de Vallon saisit, à Crannes, Jean Félix René Pasquier, chanoine de Saint-Pierre-la-Cour, réfugié à Versailles depuis novembre 1792 et qui venait de réinté-

1. *Courrier patriote*, n° 12 (24 mars 1793), p. 101.

2. A. D., V $\frac{21}{4}$, p. 294.

3. *Courrier patriote*, n° 14 (7 avril), p. 117.

grer le domicile de son père ; le 18 avril il était remis en liberté (1). Moins heureux, l'abbé Legeay, principal du collège d'Yvré-l'Évêque, découvert dans un tonneau au cours de perquisitions, fut déporté à la Guyane (2). Il y avait été précédé par les prêtres Guitton, Lamare et Dumur, vicaire de Sceaux (3). Quelques ecclésiastiques non fonctionnaires, rencontrés dans ces visites domiciliaires, furent mis en demeure de prêter le serment de liberté égalité. C'étaient entre autres : Chesneau de la Drourie, doyen de Saint-Pierre-la-Cour ; le chanoine Rottier de Moncé, du même Chapitre ; les ex-cordeliers Deniau et Fourniols ; l'ancien chartreux René-Pierre Louis Bobet, etc. (4). Leur soumission tardive les mit à l'abri des rigueurs de la loi du 24 avril, qui se discutait à ce moment-là.

La médiocrité de ces résultats poussa au renforcement des premières mesures. Le 19 février, le directoire du département avait établi, sous le nom de *Comité de Sûreté publique*, un organe spécial, destiné en fait à recevoir les dénonciations et à diriger la recherche des suspects (5) ; le 7 avril, il était fondu dans le *Comité de Sûreté générale*, que le Conseil général créait ce jour (6). Un essaim de commissaires se dispersa aussitôt à travers les campagnes, et scruta jusqu'aux moindres localités. Le 8, Potier-Morendière perquisitionne au Mans, chez Poisson-Dubreuil, pour y découvrir un inconnu qui s'y cachait sous le pseudonyme de Bienvenu. Le 9, le président du district du Mans et Rigomer Bazin se rendent à Marçon, afin d'y arrêter Jean René Barbot, grand carme, qui est relaxé le 14. Le 13, deux

1. A. D., L 39 et 379.

2. *Ibid.*, L 39.

3. *Ibid.*, L 527, f° 77.

4. *Courrier patriote*, n° 14, p. 117 ; A. D., L 537, f° 22.

5. *Ibid.*, L 35.

6. *Ibid.*, L 30, p. 4-10.

commandants de bataillon sont nommés pour « rechercher tous prêtres sujets à déportation et émigrés dans telles maisons de Coulaines et de Saint-Pavace qu'ils jugeront nécessaires ». Le 20, les citoyens Le Goué, Raguideau et Viget reçoivent l'ordre de pratiquer une visite domiciliaire, place des Halles, chez les nommés Gaignot et Lechat (1). Le 21, René Martin, commissaire du district de Sablé, s'assure qu'il n'existe aucun réfractaire dans la commune de Tassé (2).

Les comités de surveillance s'établissent un peu partout dans le département : à Sillé-le-Guillaume, le 12 avril ; à Saint-Calais, le 15 ; à Château-du-Loir, le 9 mai, malgré la résistance du Conseil général de la commune ; à la Bazoge, à Beaumont, etc.

Dénonciations, interrogatoires, arrestations se multiplient. Les motifs d'ordre religieux y sont souvent invoqués. Bailly de Saint-Mars est accusé d'avoir dit « qu'on avait eu tort d'avoir détruit les prêtres et les églises » [*sic*] ; les Bordier ont « tenu des mauvais propos contre les prêtres constitutionnels » ; François Trouvé, de Saint-Ouen-en-Belin, aurait déclaré que, « s'il tenait le dernier des patriotes et le dernier des prêtres sermentés, ils les couperait par morceaux avec grand plaisir ». Son oncle a le tort d'avoir un fils prêtre réfractaire et d'être « reconnu, dans toute la paroisse, pour aristocrate et fanatique ». Berque, coutelier, rue des Trois-Sonnettes, n'est détenu que pour « avoir paru porté pour les prêtres et voir avec peine le mal qu'ils éprouvaient ». Chevalier, procureur à La Flèche, est arrêté parce qu'il a distribué « des petits cœurs enflammés, ralliement des royalistes et contre-révo-

1. A. D., L 604, *passim*.

2. A. M. de Tassé, *Délib.*, p. 173.

lutionnaires »; Barreau, fils d'un ancien conseiller à l'élection du Mans, parce que des emblèmes identiques ont été saisis dans son armoire. Les griefs sont plus sérieux, sinon mieux fondés, contre Barillé, ci-devant musicien à la cathédrale, et Cointreau, notaire à Courdemanche. Le premier est inculpé d'avoir « tenu des rassemblements de prêtres et de ci-devant nobles, avant la réclusion des ecclésiastiques »; l'autre est soupçonné de receler un insertement. Seize particuliers du district de Saint-Calais sont incarcérés avec lui.

Malgré la hâte du Conseil général à interroger les prévenus, malgré les nombreux non-lieu qu'il prononce, les maisons d'arrêt ne suffisent pas à recevoir les contingents de suspects, qui affluent de tous les points du département. Après la Tour-Vineuse, les prisons du Palais en sont remplies; après les prisons, l'Évêché. L'entassement n'est pas moindre, aux chefs-lieux de district et de canton. Églises ou chapelles désaffectées, collèges vidés par le refus de serment des maîtres sont convertis en locaux de détention, où l'on jette pêle-mêle, en attendant information, les ennemis présumés du régime. La commune de Saint-Symphorien, dont la population est pourtant modeste, fournit à elle seule cent quatre-vingt-seize victimes, « tant hommes que femmes, à partir de seize ans ». Sur ce total soixante ont été appréhendés parce qu'ils se disaient « citoyens romains », ou « citoyens en Jésus-Christ », ou encore parce qu'« ils estimaient plus les anciens prêtres que les constitutionnels » (1). Une quinzaine ont été arrêtés à Saint-Rémy-du-Plain; vingt-cinq à Mézeray, la plupart comme partisans de l'ancien vicaire. Sur la longue liste dressée par la municipalité de Ségrie a été inscrit Pierre Pauloin, boulanger; ce sont « différents particuliers qui

l'ont déclaré suspect, sans en dire les motifs et raisons, sinon qu'il n'allait point à la messe » (1).

Tant de passion étonne dans une administration d'ordinaire moins empressée, et qui va se montrer plus d'une fois accessible à la pitié, capable d'indulgence. En d'autres temps, la loi du 23/25 mars, sur la surveillance des étrangers, et celle du 26/30 du même mois, sur le désarmement des suspects, n'auraient point inspiré à des hommes, en majorité modérés, les violences de langage dont s'accompagnent leurs arrêtés ; provoqué de leur part des mesures dont ils suspectent eux-mêmes la légalité ; exaspéré jusqu'à la fureur ce besoin de poursuivre, d'arrêter préventivement et en masse les ennemis supposés du régime. La peur d'être débordés les pousse à réagir hâtivement. Peut-être conçoivent-ils aussi le secret espoir de contenir les éléments séditieux en retournant, mais avec une sévérité accrue, contre l'opposition de droite, la répression dont le parti avancé avait été l'objet à la fin de 1792. Tous ces sentiments, le besoin de se dégager, expliquent la brutalité inaccoutumée des autorités départementales.

Pour des causes diverses, la Sarthe se débat dans une anarchie croissante, depuis la fin de l'automne précédent. La pénurie des subsistances, générale en France, avait été aggravée, chez nous, par les désastreux orages des 12, 13, 14 et 15 juillet 1792. En novembre, les ouvriers des régions de Montmirail et de Vibrayes s'étaient soulevés et avaient taxé les grains de vive force. A leur suite, comme un raz de marée dévastateur, des bandes armées s'étaient répandues sur le pays, avaient envahi les marchés et fixé par la violence le prix des céréales. Le chef-lieu n'avait pas été épar-

gné et, à la suite de ces mouvements séditieux, les commissaires de la convention Couppé, Mathieu, Le Hardy avaient exclu de la garde nationale le peuple des bas-quartiers. Les réactionnaires avaient aussitôt levé la tête. Dans une affiche manuscrite du 17 février 1793, ils menaçaient d'abattre l'arbre de la liberté, de brûler avec lui les « quarante sacrés gueux du club ». Le 25 du même mois, une autre affiche illustrée avait prédit que le départ des jeunes gens pour l'armée occasionnerait bien des maux (1).

De fait l'application de la loi du 24 février était venue mettre le comble aux désordres, en provoquant la résistance des campagnes. A côté de quelques communes enthousiastes, le plus grand nombre manifestait une froideur qui, par endroits, tournait à l'hostilité (2). *Le Courrier patriote* du 24 mars signalait qu'il y avait eu « un peu de bruit à Lhomme, Jupilles et Coulongé ». L'attroupement, pour entraver la conscription à Cogners, était monté à plus de cinq cents personnes (3). Des protestations, contre le tirage au sort, s'étaient élevées dans maintes localités. Enfin, à Brûlon, quarante citoyens armés de bâtons étaient tombés sur les gardes nationaux et en avaient blessé plusieurs (4). Aucun district ne fut exempt de manifestations contre la loi, mais nulle part l'opposition n'avait été aussi considérable qu'au Mans, où la sédition ne fut évitée que par le sang-froid et l'habileté des officiers municipaux. Un premier essai de recrutement de volontaires avait échoué, le 7 mars. Le 11, la majorité des jeunes gens forçait la municipalité à se rendre sur la place des Jacobins, pour y procé-

1. A. D., L272.

2. Cf. G. Fleury, *Les appels de volontaires... dans le district de Mamers (La Révolution dans la Sarthe, n° 10, avril-juin 1909)*.

3. A. M. de Cogners, D II, f^{os} 199, 203.

4. A. M. de Brûlon, D II, f^o 7.

der à l'enrôlement ; puis, au moment de délibérer sur les moyens de désigner les hommes à lever, des clameurs se firent entendre de toutes parts. Pendant ce temps-là, cinq à six cents habitants de la campagne armés arrivaient à la ville, par les routes de Pontlieue, de Laval et d'Alençon. Un fort détachement de la garde nationale se rendit au-devant d'eux. Un officier municipal présent tenta de les disperser, en lisant la loi sur les attroupements, ils répondirent en attaquant. Aussitôt une décharge de la troupe jeta douze blessés à terre et les autres se retirèrent (1).

Le concours « des piques des bas-quartiers » avait été décisif dans cette échauffourée. Mais en échange du service reçu, il avait fallu réintégrer dans la garde nationale les éléments de désordre, chassés par Couppé et Le Hardy. Le club avait vu sa puissance s'accroître d'autant ; l'administration, qu'il avait soutenue, était obligée de compter avec les meneurs qui le dirigeaient.

L'assemblée départementale reprit, le 6 avril, sa permanence, interrompue depuis deux mois. Sans qu'il menaçât encore la Sarthe, le péril vendéen, apparu le jour même où « les petits aristocrates » tentaient de faire échouer le recrutement au Mans, n'avait fait que se généraliser et grandir. Le Conseil général confirma, dès sa première réunion, les dispositions que le directoire avait prises, pour aider à réprimer l'insurrection de l'Ouest. Il adopta également d'urgence les mesures contre les suspects, citées il y a un instant. Immédiatement les « Amis de la République » lui en témoignèrent leur satisfaction (2). En réponse à leurs avances, ils furent invités à « venir déposer tout ce qu'ils pourraient connaître à la charge des détenus ». Le

1. Cf. H. Chardon, *les Vendéens dans la Sarthe*, t. I, p. 4.

2. A. D., L 604, I, f° 11.

lendemain même, ils invitaient l'administration à « mettre en sûreté les pères et mères d'émigrés, pour les faire servir d'otages » ; ils étaient conviés en retour à « dénoncer au Comité de Sûreté générale tous les faits et renseignements qui pourraient découvrir les traces des ennemis de la patrie » (1).

L'on a dit plus haut quelle proportion importante de catholiques romains était entrée dans les listes de suspects. Quelques ecclésiastiques furent aussi arrêtés. C'étaient, le 16 avril, Jacques Delaunay, vicaire du Bailleul ; le 21, Pierre Jacques Bodereau, vicaire au Pré.

Celui-ci avait été condamné déjà, par contumace, à quatre ans de fers, pour détournement d'argenterie inventoriée au Séminaire. La peine de mort fut prononcée contre lui, le 8 mai, en exécution de la loi des 18/28 mars précédent. Le lendemain il était guillotiné (2).

Pourquoi son confrère du Bailleul échappa-t-il au même châtiment ? L'administration, jugeant sans doute qu'il suffisait d'avoir fait un exemple, suivit cette fois son penchant pour la modération ; elle se contenta de déporter le prêtre insermenté. Elle en usa de même avec l'abbé Michel Rousseau, et dans des circonstances qui montrent sa répugnance pour la peine capitale. Inquiété, traqué, menacé dans sa retraite, cet ancien vicaire de Montbizot se présentait, le 6 mai, devant le directoire du district du Mans en séance. Il demanda quelle peine devaient subir les ecclésiastiques fonctionnaires publics qui s'étaient soustraits à la déportation. On lui répondit que la loi du 18 mars les condamnait à mort. Il justifia alors, en présentant un certificat de médecin, que l'état de sa santé l'avait

1. A. D., L 30, f° 49.

2. *Ibid.*, L 372 et 379.

empêché de se conformer plus tôt au décret du 26 août 1792 (1). Le Comité de surveillance générale, saisi de son cas, n'osa pas se prononcer. Ses membres dépêchèrent un de leurs collègues vers les ministres de la Justice et de la Guerre, avec mission de s'informer *si l'on devait s'attacher strictement à la lettre de la loi du 18 mars* (2). Soit négligence des ministres à trancher la difficulté assez rapidement, soit que leur réponse ait été favorable, le malheureux prêtre fut maintenu provisoirement en prison. Il y resta jusqu'au jour où le tribunal criminel put déclarer qu'il avait été dans l'impuissance d'obéir à la loi du 29/30 vendémiaire an II, et le frapper seulement de déportation (3).

Deux autres ecclésiastiques durent leur salut à la même tolérance. L'un était Nicolas Guyon, vicaire rétracté de Ruillé-sur-Loir ; l'autre le sous-diacre Arnaclet Jumeau, surpris par deux couvreurs dans une maison voisine de l'hôtel du Dauphin, « habillé en chasuble, devant un autel vis à-vis un livre ». Tous deux furent déportés (4).

V

Autant peut-être que l'humanité de l'administration envers les ecclésiastiques sujets à déportation, sa sévérité contre leurs partisans était une garantie de sécurité pour le clergé sermenté. L'indulgence à l'égard des uns était synonyme de ménagement pour les individus. La rigueur envers les autres signifiait que la protection officielle n'était point retirée au culte constitutionnel ; que les catholiques ne pouvaient pas déprécier ses ministres, sans s'exposer à la

1. A. D., L 527, f° 81.

2. *Ibid.*, L 155, n°s 2071, 2083.

3. A. N., BB¹², Sarthe.

4. A. D., L 30, p. 459.

prison ; qu'à ses cérémonies il était interdit d'en préférer d'autres,

Que le bon vouloir allât jusqu'à la sympathie, c'était une autre affaire. L'on verra au chapitre suivant que, depuis un an, l'autorité civile avait cessé de paraître en corps aux fêtes des jureurs.

Dans le second semestre de 1793, le directoire frappa « les fonctionnaires salariés de la République qui n'auront pas accepté l'acte constitutionnel » de l'an I ; mais jusque-là, le clergé conformiste dans son ensemble n'est pas inquiété. Un Bougon, curé de Saint-Rigomer, a bien été incarcéré ; mais il avait volé du bois dans la forêt de Perseigne. Le curé de Coulombiers a été inculpé de recel de l'abbé Pierre Jacques Bodereau ; le desservant de Cré-sur-Loir, de correspondance avec l'armée vendéenne. La municipalité de Mamers a fait retomber sur l'un des vicaires de la ville, Jean Claude Rollepot, la responsabilité des mouvements populaires occasionnés par la disette. Délits de droit commun ou griefs d'ordre politique ont seuls été retenus. Car les dénonciations contre Fréart, vicaire épiscopal et le curé de Savigné-l'Évêque, accusés d'avoir recommandé au prône le pape et les princes, ne semblent pas avoir été suivies d'effet.

Apparemment donc la tranquillité du plus grand nombre des constitutionnels n'a pas été troublée. Cependant, la preuve que cette paix est restée inaltérée est toute négative, et tirée seulement du silence des documents officiels. Or, elle est infirmée par le témoignage d'un auteur, dont l'impartialité ne peut guère être suspectée. Vers le mois de mai, le curé de Nouans vendait son cheval, congédiait le seul domestique mâle qu'il eut gardé, mettait en vente les trois quarts de son mobilier. « Je fis encaisser et transporter le reste à Beaumont-le-Vicomte, continue-t-il, après avoir pris la précaution de faire passer chez un ami, au

Mans, l'argenterie et environ 1.500 livres en numéraire, ainsi que celle de brûler ma correspondance. Le seul titre d'abbé ou de curé qu'on m'y donnait, à *une époque où on faisait indistinctement une sorte de chasse meurtrière à tous les membres du clergé*, pouvait me compromettre gravement » (1).

Faute d'avoir désigné assez clairement les malfaiteurs qu'il avait en vue, l'auteur de ces lignes nous contraint de chercher à les identifier.

L'administration, on vient de le voir, ne saurait être mise directement en cause. Faut-il donc croire que les catholiques exaspérés se seraient rendus coupables de violences contre les ecclésiastiques sermentés ? L'hypothèse n'expliquerait point que tous les membres du clergé eussent été indistinctement menacés ; d'autre part l'examen des circonstances où des représailles eussent été compréhensibles oblige de la rejeter.

La correction brutale, infligée aux « brigands » supposés qui les molestaient, attira sur les habitants de Mézeray des calamités imméritées. Aussitôt que le Conseil général du département apprit l'attentat dont ses *délégés*, Guédon-Dubourg et Raguideau, avaient été victimes, un enragé proposa « de rayer de la liste des communes du département » le nom de la paroisse délinquante ; de « diviser son territoire et de le réunir aux communes limitrophes ; d'en faire abattre l'église » (2). La majorité, de sens plus rassis, écarta cette motion furieuse. Mais la répression spontanée qui eut lieu sur-le-champ, par les gardes nationales voisines, prit le caractère d'un pillage effréné. Les commissaires enquêteurs, nommés par l'administration, consta-

1. Y. Besnard, *Souvenirs d'un nonagénaire*, t. I, p. 55.

2. A. D., L 30, f° 164.

tèrent, le 20 mai, que « tous les meubles contenus dans les maisons du bourg, à l'exception de ceux de l'aubergiste patriote, Bermont, avaient été brisés, ainsi que les portes et les croisées ; que les papiers de l'étude du notaire et maire Sesboué avaient été répandus çà et là ; que les cloches avaient été cassées » (1). Cette vengeance sauvage fit plus tard de la commune ainsi traitée un centre actif de chouannerie ; sur l'heure la réaction y fut nulle.

Des désordres similaires, quoique moins graves, amenèrent la retraite, au « fort du Houx », de quelques catholiques persécutés, près de Mamers. Malgré l'apparence redoutable que donne à cette affaire sa dénomination officielle, elle ne présentait rien que d'inoffensif. Deux cordonniers de Saint-Rémy-du-Plain, les frères Anfray, leur ouvrier et un nommé Joubert, laboureur dans la même paroisse, vexés par les volontaires parce qu'ils refusaient d'assister aux offices de l'intrus, avaient pris le parti de se cacher dans la forêt de Perseigne. Dans un fourré épineux, ils avaient construit quelques loges de bruyère, dont l'une, avec agenouilloirs, avait été réservée pour y faire leurs prières. Leur résistance s'était bornée là (2).

Au début du mois de mai, un journal signalait à la vigilance des patriotes de la Ferté-Bernard « trois ou quatre communes fanatiques » de la contrée, dans lesquelles il craignait de voir se produire des insurrections. Quelques arrestations le rassurèrent et, par une substitution singulière, les quatre individus incarcérés se trouvèrent soupçonnés d'être simplement des agents de l'aristocratie (3).

Des rassemblements se formaient aussi dans la forêt de Malpaire. Ils causaient quelque souci au district de Sablé, qui se tait sur leur origine et leur composition. Leur but

1. A. D., L suppl. (Tribunal criminel de la Sarthe).

2. *Ibid.*, L 155, f^o 79 et L 481, *passim*.

3. *Courrier patriote*, n^o 18 (5 mai), p. 154, et n^o 19 (12 mai), p. 163.

n'avait rien de commun avec les troubles religieux, car ils ne méditaient que « de porter ouvertement le meurtre et les pillages dans les villages et bourgs » (1). Simultanément le directoire de Sillé-le-Guillaume ordonnait, le 30 avril, de descendre et de briser les cloches de quelques églises « sans en excepter même les timbres des horloges ». Il voulait ainsi empêcher de sonner le tocsin, car il était convaincu, d'après des dénonciations concordantes, qu'il se formait un plan « contre-révolutionnaire dans plusieurs paroisses » de son ressort, notamment dans le canton d'Épineu-le-Chevreuil (2). S'il se fût agi de projets contre le clergé officiel, l'administration dont on connaît l'âpreté à rechercher les délits d'opinion anticonstitutionnelle, n'eût pas manqué de poursuivre les catholiques. Son silence à ce sujet est un aveu que la tranquillité des prêtres jureurs ne fut pas troublée par eux.

Il faut donc chercher autre part les auteurs de la chasse meurtrière, tant redoutée d'Yves Besnard.

Quoique aucune mention expresse des hommes de la première réquisition ne soit faite à ce sujet, il est vraisemblable que les désordres mentionnés par le curé de Nouans furent leur fait, à tout le moins qu'ils se produisirent à l'occasion de leur enrôlement. Les excès de toutes sortes commis par eux, par des bandes sinistres aussi qui rôdaient à leur suite et se prévalaient du titre de volontaires : vols, pillages, menaces, violences, fondent suffisamment cette hypothèse, que corroborent d'autres détails.

Autant pour se conformer aux usages anciens, observés au tirage de la milice, que pour se débarrasser des entraves opposées par les jeunes gens appelés par la levée de

1. A, D., L 579, f° 163.

2. *Ibid.*, L 585, f° 22.

300.000 hommes, les municipalités s'étaient préoccupées de constituer « des bourses » en faveur des engagés. Celle de Mansigné avait même autorisé les 24 volontaires de son ressort à se partager en quatre groupes, qui devaient faire la quête dans la commune, accompagnés chacun d'un officier municipal et d'un notable (1). Les officiers municipaux de Vernie avaient adopté une motion, tendant à ce qu'en plus d'une collecte semblable, « tous les citoyens de la commune fussent tenus de donner, chacun selon ses moyens et sa fortune, une somme suffisante à reverser entre les mains de sept jeunes gens qui s'étaient enrôlés pour le service de la patrie » (2).

Nulle part les commissaires du département ou des districts, qui présidaient les opérations du recrutement, ne s'opposèrent à ces pratiques.

Soit que, par endroits, la contribution ainsi imposée aux communes fut réellement insuffisante, soit que la tolérance officielle enhardit ses bénéficiaires, les jeunes gens de la réquisition se mirent de-ci de-là à extorquer d'autres fonds à d'autres particuliers. Le 31 mars, deux d'entre eux arrêtaient à Préval, René Vadé, bordager, et le contraignaient, « sous peine de le décoller, de leur donner à chacun un corset de cinq livres » (3). Dans le même temps, un autre groupe se rendait coupable de vol avec menaces, à Teloché (4). A Saint-Germain-de-la-Coudre ce sont des oies qu'ils déroberent, en mai, quatre jours après les perquisitions de la municipalité chez les suspects (5). Le sud du département n'était pas plus à l'abri de ces désordres que le nord et l'est. La constatation est d'un administrateur du

1. A. M. de Mansigné; D I, n° 48.

2. A. M. de Vernie, *Délib.* (13 mars 1793).

3. A. M. de Préval, *Délib.*, p. 412.

4. A. D., Suppl. (Tribunal du district du Mans).

5. A. M. de Saint-Germain-de-la-Coudre, D II, p. 1.

directoire de Château-du-Loir. Il exposait à ses collègues, le 27 mars, « que, dans plusieurs communes de ce district, quelques volontaires nationaux se portaient à des excès et des vexations contre la sûreté des personnes et des propriétés, en mettant les particuliers à contribution ; que, non contents d'avoir reçu des personnes des sommes assez considérables, dont elles avaient bien voulu les gratifier pour encourager leur patriotisme et leur ardeur à défendre la liberté et l'égalité, ils entraient dans leurs maisons et les forçaient à leur donner à boire et à manger et même des assignats ; que, dans plusieurs communes, ils pillaient les maisons, en cassant et brisant les meubles et buvant avec profusion le vin des citoyens, en défonçant les poinçons et menaçant de brûler les maisons des citoyens et celles des émigrés... » (1)

Le tribunal criminel avait tenté d'enrayer par un exemple les désordres grandissants. Le 16 janvier, il avait condamné à trois mois de prison un de ces « escrocs » qui déshonoraient l'uniforme, Bonaventure Delhommeau, charpentier à Fyé (2). *Le Courrier patriote* avouait que la punition manquait de sévérité. Il aurait pu regretter un peu plus tard, que le *Comité de Sûreté publique*, institué par le directoire contre ces délits, fut détourné, en avril, contre les suspects ; que les individus terrorisés par ces abus en vinssent à les considérer avec une indulgence résignée. De cet étrange état d'esprit, le curé intrus d'Yvré-l'Évêque est un curieux spécimen. Deux volontaires de sa paroisse ayant été incarcérés, pour vol commis dans ces circonstances, l'abbé Jahard intervint en leur faveur, auprès du juge chargé de l'instruction. L'anarchie était si générale qu'il la présentait comme une cause excusante,

1. A. D., L 423, f° 22.

2. *Ibid.*, L Suppl. (Tribunal criminel de la Sarthe).

pour des hommes « qui avaient cru pouvoir tout faire, sous prétexte qu'ils allaient ou venaient de se battre pour la patrie » (1).

Une tolérance si malencontreuse et la faiblesse des juges ne pouvaient qu'encourager les recrues ; les sévices s'aggravèrent donc et se multiplièrent plutôt qu'ils ne diminuèrent. C'était le temps où l'administration procédait à la liquidation des biens des émigrés. Les ventes mobilières s'accompagnaient un peu partout de pillages, auxquels les volontaires ne se firent pas faute de participer. Le 18 avril, « différents particuliers, revêtus de l'uniforme national, enfonçaient une porte de la maison de Sarcé, à la Pichonnière, et y commettaient divers brigandages ; le 19, ils y revenaient avec une charrette et en emmenaient une busse de vin » (2). A deux reprises, le 9 septembre et le 13 octobre 1792, les gardes nationaux de Tennie avaient pillé le château de la Goupillière, à Rouez-en-Champagne. Le 25 avril suivant, une autre bande de « quarante individus » venait enlever, pendant son absence, « le mobilier et les effets » du curé Lemaître, qu'elle accusait de receler des meubles de l'émigré Duprat (3). Le district de Fresnay, ému par des dévastations semblables qu'il se sentait impuissant à empêcher, avait pris le parti de faire vendre, le 23 avril, le château de Moire, appartenant à l'émigré Tragin (4). D'autre part, plusieurs communes de la même circonscription, désireuses de se protéger, se refusèrent, un mois plus tard, à procéder au désarmement ordonné par la loi du 26 mars ; elles redoutaient qu'il ne fût le signal d'une recrudescence de brigandages (5).

1. A. D., I. Suppl. (Tribunal criminel de la Sarthe).

2. A. M. de Dissé-sous-Courcillon, *Délib.*, f° 171.

3. A. M., de Rouez, *Délib.*, p. 308, 337, 346, 368.

4. A. D., L 463, f° 149.

5. *Ibid.*, L 471, n° 1962.

Que les biens des émigrés fussent l'objet de ces rapines, comment s'en étonner ? Les maîtres étaient loin, qui n'avaient pas toujours su se concilier la sympathie de leurs fermiers, locataires ou voisins ; dont les intendants s'étaient souvent montrés exigeants et durs ; dans les fortunes desquels étaient longtemps entrées ces redevances féodales qui avaient suscité tant de réclamations, provoqué tant de colères. Leurs maisons, abandonnées à la surveillance de domestiques plus ou moins fidèles, de « gardiataires » salariés par les administrations, n'étaient-elles pas considérées un peu, depuis leur départ, comme ces immeubles des religieux qui avaient subi, en 1790 et 1791, tant de déprédations impunies ?

Les excitations contre la noblesse achevaient de soulever les esprits, inclinés déjà vers la reprise individuelle. A la suite des lois votées contre eux, l'opinion ne désignait-elle pas les émigrés comme la cause immédiate des levées d'hommes, qui troublaient si profondément les campagnes ? Il fallait soutenir la guerre contre l'étranger ! Et qui donc avait allumé l'incendie européen sinon, au dire des commissaires du recrutement, les aristocrates qui étaient allés chercher, au delà des frontières, un appui contre la Révolution ?

Les faisait-on moins coupables, ces ecclésiastiques insoumis, qu'il avait fallu déporter par mesure de sûreté publique ; dont les biens, séquestrés comme ceux des nobles exilés volontairement, avaient dû être protégés contre le pillage, dès la moitié de septembre 1792 ?

Ceux-là étaient évidemment des fanatiques. Mais l'épithète, qui excitait contre eux l'irritation populaire, n'avait pas tardé à recevoir une extension redoutable pour les autres ; dans l'assemblée électorale de 1792, les prêtres électeurs s'étaient déjà sentis en butte à l'hostilité, du seul

fait de leur ordination. Les patriotes éclairés acceptaient de la leur pardonner, en raison des services qu'ils avaient rendus à la Révolution. Mais les intelligences plus frustes pouvaient-elles établir une démarcation entre les deux clergés ? Depuis l'installation des constitutionnels, administrations et journalistes avaient arrêté, crié, imprimé que le caractère sacerdotal était identique en tous ceux qui l'avaient reçu ; que par suite les insermentés calomniaient gratuitement leurs anciens collègues, lorsqu'ils déclaraient leurs absolutions nulles, les mariages contractés devant eux sans valeur. Les paysans mal instruits en avaient conclu qu'il n'y avait pas de différence entre orthodoxes et intrus. Pour leur entendement borné, la différence des traitements appliqués aux deux classes rivales restait inexplicable. La barrière artificielle, élevée entre elles par la législation, une fois ébranlée dans leur esprit, le passage aux actes de violence, autorisés contre les uns, devait se faire logiquement, spontanément, contre les autres.

A supposer l'absence de toute excitation directe de commissaires au recrutement, connus d'ailleurs pour leur anticléricalisme militant — un Bazin, un Potier-Morendière — toute une série de lois ne venaient-elles pas de dépouiller les conformistes de leur prestige officiel ? Décrets, arrêtés récents sur l'état civil, sur le costume ecclésiastique, sur la participation des prêtres au pouvoir politique, leur avaient fait subir, par avance, une sorte de dégradation civique. De là aux violences matérielles, il n'y avait qu'une courte distance. Malgré l'exception faite en faveur des ecclésiastiques en fonctions, la loi avait encore diminué cet intervalle en soumettant les prêtres au désarmement. Un forcené au moins n'hésita point à crier qu'il fallait franchir le dernier pas. Le 23 mai, la municipalité de Château-du-Loir, faisait appréhender un « semeur de divisions »

et d'anarchie, arrivé de la capitale. C'était un maratiste du nom de Remonta, qui parcourait les campagnes et y commentait les insurrections de l'Ouest en termes menaçants. « Si l'on avait planté, disait-il, six à sept cents potences, pour y attacher les prêtres assermentés et non assermentés, il n'y aurait pas eu de troubles dans la Vendée, et nous serions tranquilles » (1).

Cependant l'administration restait passive. Faisait-elle donc de l'impunité des pillards une surprime aux engagements ? Peut-être du moins ne déplaisait-il pas à son irrésolution ou à son impuissance que le malaise né de la disette, l'agitation causée par les réquisitions trouvassent un dérivatif, dans la faculté laissée aux mécontents de rapiner. Pendant qu'ils recherchaient les suspects et malmenaient le clergé, leurs maux s'oubliaient ; le pouvoir local profitait de ce répit pour durer.

VI

Municipalités et administrations supérieures avaient eu l'imprudence de confier la visite des maisons suspectes à des recrues, enrôlées souvent avec difficulté. Des pillages s'en étaient suivis, dans lesquels les presbytères n'avaient pas été respectés ; des violences avaient été commises et les prêtres sermentés n'en étaient pas sortis indemnes. La majorité des catholiques avait évité les intrus, aussitôt après leur entrée en fonctions ; dès la moitié de 1793, une fraction de leurs partisans s'était tournée contre eux. Les autorités civiles avaient cessé de prendre part en corps aux cérémonies religieuses ; une partie s'abstenait de paraître à l'église. Qu'allaient devenir des pasteurs sans fidèles, des

ministres aux fonctions d'une utilité apparemment discutable ?

Quelques-uns commencèrent à se libérer d'une obligation, jugée la plus insupportable de leur état, et par contracter mariage. L'affranchissement ainsi réalisé serait pour eux la première étape dans la voie de la déprêtrisation, où presque tous devaient les suivre.

La polémique, engagée dans les journaux locaux entre le vicaire épiscopal, Avenant, et le supérieur du séminaire, J.-J. Costin, a été racontée plus haut. Elle avait été amorcée au club, à la fin de mai 1792. Philippeaux était aussitôt entré en lice ; il avait rappelé que, dès octobre 1789, son *Projet de législation civile* avait manifesté en faveur du mariage des prêtres, et il avait esquissé le plan d'une démonstration à l'appui de sa thèse (1). Puis le silence s'était fait presque immédiatement sur cette question. Le public n'était pas mûr pour l'entendre traiter ; quand elle avait été abordée à la tribune des Amis de la Constitution, la désapprobation s'était manifestée avec une vivacité qui ne laissait pas de doute sur les sentiments populaires (2).

L'opinion n'était guère moins défavorable, six mois plus tard, lorsque se maria Pierre Laurent Roustel. Ancien bénédictin d'Évron, sorti du cloître en 1790, il avait été choisi par la Boussinière comme vicaire épiscopal, au mois d'avril suivant. Affilié presque aussitôt au club, il s'en était montré l'un des membres les plus agissants et les plus avancés. Sa conduite, avant sa sécularisation, n'avait pas été irréprochable. Il eut l'impudeur de s'en vanter, dans la « déclaration » qu'il envoya à la Convention, en brumaire an II. « J'ai été le premier de mon département, disait-il, à fouler aux pieds le préjugé encore enraciné du célibat

1. *Défenseur de la Vérité*, n° 18 (31 mai 1782), p. 141.

2. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006 (27 mai).

ecclésiastique, en m'unissant légalement à une jeune épouse, que j'aimais depuis quatre ans, et en reconnaissant un enfant mâle, alors âgé de deux ans, que j'avais eu d'elle » (1).

Malgré de tels antécédents qui la rendaient logique, l'union sacrilège de l'ex-bénédictin fit scandale au Mans. Pour expliquer cette réprobation, Philippeaux accusait l'« atmosphère » du chef-lieu, « corrompue, lors de la Révolution, par un essaim de trois ou quatre cents prêtres, qui versaient l'immoralité par torrents sur l'espèce humaine » (2). Les habitants de Fatines, avisés de « quelques disgrâces », éprouvées par l'ancien religieux, « dans une ville où fourmillaient les aristocrates et les idiots », le demandèrent comme desservant pour leur paroisse, car elle était sans curé depuis mars 1792. « Nous n'aurons pas moins de respect pour votre épouse que pour vous, écrivaient-ils. Vous êtes plus respectable à nos yeux, depuis que vous avez obéi aux lois du ciel pour devenir notre égal » (3).

En dépit des compliments adressés par le conventionnel à « la philosophie naturelle des campagnes », de pareilles alliances rencontrèrent plus de répulsion que de sympathie, près des populations rurales. L'abbé François Le Cellier, intrus à Rouessé-Fontaine, avouait, en vendémiaire an IV, qu'il n'avait guère retiré de son récent mariage que mépris, déboires et persécutions ; qu'il avait dû abandonner ses fonctions de secrétaire-greffier de la municipalité de sa commune, sous la menace d'être « mis par morceaux, s'il était trouvé à ce poste » (4). Le charivari orga-

1. A. D., L 284. *Déclaration à la Convention nationale*, 4 p. in-4°. Le Mans, Merruau, an II.

2. *Défenseur de la Vérité*, n° 42 (1^{re} décembre 1793), p. 419.

3. *Ibid.*, n° 44 (15 décembre), p. 459.

4. A. D., L 198 ^{bis}/_e

nisé contre Louis Marie Luc Rossignol, ex-curé de Dissé-sous-Courcillon ; les chansons injurieuses composées à son sujet ; les brocards de toute sorte, qui lui furent lancés, attestent que l'opinion n'avait pas cessé, en l'an VI, d'être hostile à ces fausses alliances.

Les exemples venus d'un certain nombre d'ecclésiastiques, pendant ces cinq années, n'avaient donc pas pu les faire entrer dans les mœurs. Les longues dissertations, hérissées de textes et bourrées de faits, écrites par André Pierre Ledru, contre le célibat ecclésiastique ; l'approbation donnée à sa thèse par le club et les représentants Couppé, Mathieu, Le Hardy, se révélaient inefficaces. Tout aussi vaine fut la réclame discrète organisée, dans le *Courrier patriote*, par la publication des mariages de prêtres célébrés dans les départements étrangers. La bénédiction nuptiale, donnée à l'intrus de La Milesse, Cocu-Fouchardièrè ; à Roustel, par son collègue Hamelin, vicaire épiscopal, ne réussirent pas davantage à ébranler la conviction des masses. Dans l'éclat de ces manifestations, ellés se refusèrent à voir autre chose que de spécieuses excuses, dont se couvraient des ecclésiastiques de moralité douteuse.

Peut-être furent-elles moins sévères pour les malheureux qui consentirent à prendre femme, comme à un expédient nécessaire pour conserver ou recouvrer leur liberté.

Que des hommes pusillanimes aient tenté de sauvegarder ainsi leur tranquillité, leurs demandes de réconciliation, à l'époque concordataire, en témoignent. Si la bonne foi de ces plaidoyers paraît suspecte, un registre officiel du district de Château-du-Loir corrobore leur contenu, pour quelques cas ; les détails qu'il contient ne laissent pas de doute sur la nature du marché passé entre les ecclésiastiques et les membres du comité de surveillance.

Le 11 floréal an II (30 avril 1794), les abbés Louis Marie Luc Rossignol et Gervais Sarcé le jeune présentaient au conseil général de la commune de Château-du-Loir « un billet de sortie de la maison d'arrêt de cette ville ». Le premier était élargi, après avoir promis d'aller « s'employer chez son père à Orléans, à la manufacture de rubans ; de réunir tous ses efforts à ceux de sa famille, pour se procurer un établissement qui le mît à portée d'être utile à la patrie, tant par ses travaux qu'en donnant des enfants à la patrie ». Son confrère fut relâché, le même jour, contre la promesse qu'il s'« occuperait d'agriculture et qu'il espérait s'unir sous peu à une épouse ». L'oncle de ce dernier ne fut dispensé de cet engagement que grâce à ses soixante-dix-neuf ans. Mais l'ancien curé de la Madeleine, à la Chartre, Louis Filleul, ayant argué de sa « faiblesse, de ses infirmités et de son âge de soixante-deux ans pour se dispenser du mariage », fut maintenu sous les verrous. Il y resta en compagnie de J.-B. Duport, ancien titulaire à Dissé-sous-Courcillon, que ses « cinquante ans » et ses charges de famille ne parvinrent pas à exempter du mariage (1).

Les promesses obtenues dans de telles conditions ne pouvaient créer que des liens ténus, lâches et souvent fictifs. Tout comme celles qui avaient été librement échangées, elles constituaient cependant une sorte d'apostasie indirecte : l'abjuration extérieure, la rupture apparente avec l'Église était identique dans les deux cas. Aux yeux des officiers publics, qui les recevaient, elles avaient aussi une égale valeur. Néanmoins un tableau des prêtres mariés devrait tenir compte des circonstances, séparer les ecclésiastiques en deux classes, distinguer entre ceux qui glisèrent, à contre-cœur, dans une situation que réprouvait

1. A. M., de Château-du-Loir, D III, f° 238 ; *Registre du Comité de surveillance*, f°s 33-35 ; A. D., L 420, f° 43.

leur conscience, et ceux qui s'y engagèrent volontairement.

Même en négligeant ces réserves, une statistique, qui donnerait au moins les résultats d'ensemble, ne saurait être dressée, fût-ce approximativement ; trop d'éléments font défaut, qu'il est à peu près impossible de réunir. Les « listes de pensionnés de l'an II, conservées aux archives départementales, ne concernent que quatre districts. Celles de Château-du-Loir et de Mamers contiennent les noms de dix-huit prêtres mariés sur cent dix-neuf. Mais celle du Mans est incomplète et celle de Sillé-le-Guillaume reste muette sur l'objet de cette étude (1). Des lacunes analogues se retrouvent, dans les « comptes ouverts aux ci-devant ecclésiastiques » de l'an IV à l'an VIII, et dans les états du clergé pour la période concordataire. Elles tiennent, pour une part, à ce que les intéressés ont quitté, parfois sans jamais y revenir, les départements où ils avaient soit exercé leur ministère, soit contracté leur union. Un examen même minutieux des documents de l'état civil ne comblerait qu'imparfaitement toutes ces insuffisances. Outre que es mariages, qui se répartissent de 1792 à l'an IX, n'ont pas toujours été inscrits au domicile de l'époux, sa qualité d'ex-prêtre n'est souvent pas mentionnée dans les registres officiels. Couasse du Rocher, curé intrus de Cogners, est désigné, en germinal an II, comme « marchand chandelier » ; Jean Pierre Lhermitte comme « tisserand » ; à la majorité il n'est pas donné d'autre titre que celui de « consommateur ». De là des difficultés considérables dans les identifications des personnes.

La déprêtrisation était une suite attendue des alliances mentionnées ci-dessus. Celles-ci servent de préface au

large mouvement d'abdications, qui englobe presque tous les ecclésiastiques de la Sarthe et qui remplit, avec la fin de 1793, les deux premiers trimestres de l'an II.

Quelques jours après son mariage, Roustel — Marat Roustel — annonça au Conseil général du département son dessein « d'envoyer à la Convention nationale ses lettres de prêtrise, pour être brûlées dans le temple de la raison et de la philosophie ». L'assemblée arrêta que « mention honorable » de cette démarche serait faite, au procès-verbal de sa séance du 27 brumaire (17 novembre 1793). La veille, elle avait « livré aux flammes » les « lettres testimoniales » d'un autre vicaire épiscopal, Célestin Joseph Boulenger. C'était le premier prêtre du département qui renonçait à ses fonctions. Il datait son envoi du 24 brumaire et du Palais ci-devant Bourbon ; il suivait donc de près l'exemple que venait de donner Gobel, l'évêque constitutionnel de Paris.

La commune de Paris avait ouvert un registre spécial, pour recevoir les déprêtrisations. Le Conseil général de la Sarthe commença par l'imiter ; il fit insérer au *Bulletin du département* les abdications qui lui parvenaient. Jusque vers la moitié de frimaire, la rupture des engagements sacerdotaux se fit ainsi avec éclat. Garnier de Saintes et Thirion, en mission dans la Sarthe, ne dédaignèrent pas d'encourager le mouvement, à ses débuts. Ils présidèrent, le 30 brumaire, la séance du club où le desservant d'Étival, Jacques Alexis Jourdain, dit Marat Cincinnatus, prononça un violent discours contre la prêtrise.

Ce haut patronage, s'il ne stimula pas le zèle civique des ecclésiastiques avancés, dissipa du moins leurs dernières hésitations. Treize abdications furent enregistrées dans la première décade de frimaire. C'étaient toutes celles

de prêtres du chef-lieu ou de ses environs immédiats. De ce fait, le « presbytère » de l'évêque constitutionnel se trouva presque dissous. Jusqu'au 29 germinal (18 avril 1794), où il renonça à ses fonctions, il ne resta vraisemblablement auprès de Prudhomme que les deux directeurs du séminaire, François-Parfait Jollivet et Augustin Mouronval (1). L'ancien bénédictin Pierre Fréart et son collègue Nicolas Hardouin-Pigalle, vicaire sacristain de Saint-Julien, avaient respectivement abdiqué le 26 nivôse et le 8 pluviôse (14 et 27 janvier). La démission des curés de Saint-Benoît et du Pré, le 1^{er} frimaire (21 novembre 1793); de la Couture, le 3 du même mois, laissait le Mans à peu près sans culte. Presque toutes les paroisses de la Sarthe allaient être réduites à la même condition, dans les trois mois qui suivraient.

Dans la seconde décade de frimaire, le mouvement de déprêtrisations se ralentit : les Vendéens menaçaient à ce moment le chef-lieu, où ils allaient entrer, le 20. Il reprit plus actif et plus empressé en ventôse, pour se terminer dans les premiers jours de floréal. On était alors en Carême et la poussée hébertiste devait précipiter la fermeture des églises, avant que Pâques fut arrivé.

Car, en dépit du mensonge des formules et sauf dans quelques cas, la déprêtrisation n'a rien eu de spontané dans la Sarthe. Peut-être les sorties du sanctuaire auraient-elles été accélérées par la mission laïque, que la Société populaire du Mans destinait, avec l'approbation du Conseil général, à « éclairer les campagnes sur la destruction du fanatisme » (2). Mais les « apôtres de la liberté » ont-ils jamais rempli leur ministère ? Il est probable que le plan

1. Cf., A. M. du Mans. *État civil*.

2. A. D., L 30, p. 741.

élaboré par le club est resté à l'état de projet, à la suite de la perturbation causée par l'insurrection vendéenne.

En tout cas les réponses dilatoires, les excuses de tout genre opposées aux demandes, aux instances des agents nationaux qui réclamaient les lettres de prêtrise, laissent deviner la contrainte que subit le clergé en fonctions, sa faiblesse aussi et la terreur qu'il éprouvait. Titres égarés ; restés à Rome, au moment des résignations, ou dans les bureaux des administrations civiles ; brûlés par inadvertance : tous les subterfuges furent employés, pour retenir les preuves matérielles de l'apostasie. Quelques-uns même de ceux qui se les laissèrent arracher se raidirent contre la violence qui leur était faite. Leurs protestations furent trop peu nombreuses pour couvrir les anathèmes bruyants, lancés contre leur ancien état par les évadés du sanctuaire. Néanmoins leurs professions de fidélité à leurs croyances, tout empreintes de dignité attristée sinon de fierté, relèvent d'une vive couleur l'uniformité plate et monotone des reniements consentis à regret.

Pierre Jacques Letourneur, frère du conventionnel, déclara, le 24 germinal (13 avril 1794), qu'il « était rentré dans la société, quand l'Assemblée nationale avait rompu les liens monastiques. Il se disposait à finir sa carrière dans la contemplation, lorsque ses concitoyens l'invitèrent à remplir les fonctions de ministre des autels. Il répondit à leurs vœux et fut successivement vicaire de Tuffé et de Saint-Vincent-des-Prés ». Il ajouta qu'« il n'avait jamais eu l'intention de les tromper et qu'il mentirait à sa propre conscience, s'il osait dire n'avoir aucune confiance dans sa religion ; qu'il renonçait cependant à en remplir les fonctions, dès qu'il s'apercevait qu'elles pouvaient donner de l'ombrage au peuple et nuire à sa liberté... » (1)

Le curé intrus d'Auvers-le-Hamon, René Le Saulnier, écrivait, le 30 ventôse (20 mars), à l'agent national provisoire du district de Sablé : «... Je te jure de laisser toutes fonctions quelconques ; tu dois y croire et te dispenser de toute surveillance. Je ne fanatiserai, ni *per domos*, ni chez moi... Je n'avouerai cependant pas, comme plusieurs, avoir été l'instrument de l'erreur et du mensonge. J'étais prêtre de bonne foi et mon cœur croyait ce que ma bouche enseignait. Que veux-tu ? C'est mon opinion. Tu as la tienne ; gardons-nous de nous blâmer l'un l'autre... » (1)

Le 5 germinal (25 mars), Pierre Letourneur, vicaire de Noyen, annonçait au même district que le citoyen Vincent, curé, ayant cessé ses fonctions, le 29 ventôse précédent, il avait interrompu les siennes, le même jour, « sans difficulté ». Il poursuivait : « Si tu crois devoir exiger de moi quelque chose de plus, je te préviens que je suis dans la ferme résolution de ne jamais trahir ma conscience, par une lâche abjuration. Je ne suis ni un intrigant ni un fanatique ; je suis un vrai patriote, un franc républicain. J'ai toujours été et serai toujours soumis aux lois ; mais je suis chrétien. Tu cites, dans ta lettre, la Déclaration des droits, la Constitution ; j'admire l'une et l'autre et, si tu les ignorais, je les citerais aussi. Je te rappellerais l'article 7 de ces droits imprescriptibles ; je te prierais d'y observer surtout cette expression : *ne peuvent être interdits* ; je te dirais que l'article 122 de la Constitution garantit à tous les Français le libre exercice des cultes. Mais tu les connais ; je n'ai plus rien à dire... » (2)

Partout ici la pression exercée sur les ecclésiastiques démissionnaires ne fait que se deviner ; ailleurs elle ne peut être niée. En floréal, Ménard Mouchetière, délégué

1. A. D., L 579, n° 531.

2. *Ibid.*, L 579, n° 533.

de Garnier de Saintes, faisait incarcérer à la Visitation quatre prêtres du district de Mamers; ils étaient coupables seulement de conserver leurs titres sacerdotaux et de provoquer les rassemblements du peuple, le dimanche. Le 13 germinal (2 avril), le représentant ordonnait lui-même d'arrêter les curés de Saint-Jean-d'Assé, de la Bazoge, de Chevaigné et de Notre-Dame-des-Champs; leur crime était de ne vouloir ni imiter les abdicataires ni cesser l'exercice du culte (1). La même sanction fut prise contre l'abbé Jean Dariot, vicaire à Montfort-le-Rotrou, qui refusa obstinément ses lettres d'ordres jusqu'au 3 messidor (21 juin) (2). En envoyant les siennes, le 8 prairial (27 mai), François Guillaume Besnard-Dubuisson, vicaire à Saint-Georges-du-Rosay, les accompagnait du commentaire suivant : « Je renonce à l'exercice de mes fonctions d'ecclésiastique, parce que le gouvernement l'exige. Je remets mes lettres de prêtrise au citoyen agent national, parce que le dit gouvernement, par son organe, me dit : Je ne te défends pas seulement d'exercer tes fonctions, mais je veux que tu remettes le titre en conséquence duquel tu les exerçais » (3).

Pour explicite que soit ce témoignage, en voici un plus précieux encore. Il concerne en effet presque tout le clergé d'une ville importante du diocèse, et il est le récit circonstancié de son abdication. La narration de cet épisode est empruntée à une lettre écrite, en juillet 1795, à la Boussonnière, à l'occasion de la restauration du culte à la Flèche. Son auteur, Pierre Guillaume Fayet, avait prêté serment en 1791, et il resta fidèle à la Constitution civile, quelques années après la signature du Concordat.

1. A. D., L 269; L 375; L 550, n° 51.

2. A. M. de Montfort-le-Rotrou, D I (30 ventôse, 10 germinal, 3 floréal, 3 et 30 messidor).

3. A. D., L 375. — Cf. *Mémoire justificatif de la conduite de F. G. Besnard*, p. 18.

« Le 20 janvier 1794 (1^{er} pluviôse an II), on nous a assemblés à la maison commune, pour nous avertir qu'il fallait partir sur le champ pour Saumur, accompagné du maire et du procureur de la commune, sans savoir le sujet, pour être ensuite traduit devant les représentants du peuple, Bourbotte et Thureau. Nous avons été traité à leur tribunal comme des scélérats, auxquels on ne pouvait reprocher que des sentiments républicains en toutes circonstances et du zèle à remplir les devoirs de ministre d'une religion qu'on voulait inutilement et absurde ment détruire. Les durs propos et les menaces d'être traduit de leur part à je ne sais quel infâme tribunal qui faisait cruellement répandre le sang (*sic*). Nous n'avons pu nous en garantir que par les promesses qu'ils nous ont forcé de faire, c'est-à-dire qu'à notre retour les portes de l'église seraient fermées, nos lettres de prêtrise remises entre leurs scélérates mains et nos fonctions publiquement interrompues. Ainsi contre la force on ne peut rien. Nos lettres ont donc été envoyées à ces représentants du peuple. Qu'en ont-ils fait ? Hélas, je les crois brûlées, comme c'était l'usage du temps. Il serait inutile de les réclamer à la municipalité, parce qu'il n'est que trop certain qu'elles ont été envoyées » (1).

1. Arch. de M. R. Triger, *Lettres adressées à Prudhomme de la Boussinière*.

CHAPITRE XII

Le Culte public

- I. — Le culte au début de la Révolution ; sentiments du peuple et des administrations au Mans, à Yvré-l'Évêque, à Saint-Calais. Refroidissement des sympathies officielles, en 1792 : le directoire du département refuse d'assister en corps au service funèbre pour le maire d'Étampes. — La Fête-Dieu, en 1793. — Laïcisation des fêtes civiques ; la fédération de 1792.
- II. — Premières abdications d'ecclésiastiques. — Pétition pour le maintien du culte, à Château-du-Loir, et arrêté de Garnier de Saintes. — Les pouvoirs locaux et la suppression du culte : à la Chartre, Beaumont-la-Chartre, Champfleury, Tennie, etc... ; opposition des municipalités à Montmirail, Saint-Georges-de-la-Couée, Marolles-les-Braults. — Résistance de plusieurs curés et leur incarcération. — Attentats contre les édifices cultuels à Fresnay, à Assé-le-Boisne, etc. etc. — La situation religieuse, en germinal an II.
- III. — Le culte décadaire. — La fête de la Raison au Mans ; mesures pour en propager le culte dans le département : obstacles temporaires et difficultés provenant des mœurs locales. — Le catholicisme aux premières fêtes décadaires, dans les campagnes. — La fête de l'Être Suprême et la suppression du culte catholique. — Indifférence générale des populations pour les cérémonies décadaires.
- IV. — Enlèvement des signes extérieurs du culte ; attachement du peuple aux derniers vestiges du catholicisme, à la fin de l'an II, dans le district de Saint-Calais. — Premiers symptômes de réaction religieuse, au début de l'an III ; statues replacées à Cogners, Vancé, Saint-Rémy-du-Plain ; manifestations importantes dans le district de Château-du-Loir ; fléchissement de la répression, dans le même district et dans ceux de la Ferté-Bernard et de Saint-Calais ; les incidents de Dollon et de Montaillé, pour la réouverture des églises. — Arrêté de Dubois-Dubais, sur la mise en vente des églises ; nou-

veaux incidents à Montfort, Pont-de-Gennes, Saint-Rémy-du-Plain.

— Le rétablissement du culte et la chouannerie.

V. — Le culte clandestin par les insermentés, en l'an III. — La loi du 11 prairial et la soumission ; divisions dans le clergé ; grande activité des anciens réfractaires. — Coexistence des cultes constitutionnel et romain, notamment à Saint-Vincent-du-Lorouer.

I

Les débuts de la Révolution avaient paru présager des jours glorieux pour le catholicisme en France. Sans doute les cérémonies religieuses qui avaient précédé ou accompagné la convocation des États généraux pouvaient passer pour manquer de spontanéité, en raison de leur caractère officiel ; mais les manifestations qui avaient suivi avaient attesté hautement la vivacité de la foi populaire. La révolution municipale de juillet 1789 avait été, jusque dans les plus petits villages, l'occasion de démonstrations, où l'attachement de toutes les classes pour le culte s'était affirmé avec éclat. Nobles, bourgeois, artisans et laboureurs, confondus dans les rangs des milices citoyennes, s'étaient pressés à l'envi dans les églises, sous les drapeaux qu'ils apportaient à bénir. Pas une fête civique n'avait été organisée qui n'eût sa partie religieuse, messe ou *Te Deum* ; pas une solennité catholique n'avait été célébrée où les autorités ne tinssent à honneur d'être présentes en corps. Puis un temps vint où les pouvoirs constitués jugèrent bon de s'abstenir, d'exclure des réjouissances publiques tout caractère religieux. Les esprits se trouvèrent dès lors préparés à la suppression du culte et à l'établissement de fêtes purement patriotiques. Mais la rigueur des mesures prises contre le catholicisme ne tarda pas à provoquer une réaction.

C'est l'évolution de cette crise qui va être exposée ci-dessous.

L'empressement des populations et de leurs chefs à participer aux cérémonies religieuses, à mêler la religion aux manifestations civiques, ne se démentit point, jusque vers la moitié de l'année 1792. L'un des exemples les plus significatifs des sentiments du peuple, en cette matière, fut donné, à deux reprises, par les habitants des bas-quartiers du Mans, à l'occasion de la Fête-Dieu. L'itinéraire de la procession générale avait été modifié, en 1783, de façon à éviter la rue des Pans-de-Gorron, d'accès trop difficile. Une requête, signée de plus de deux cents noms, fut présentée à la municipalité, le 2 juin 1790, afin d'obtenir le rétablissement de l'ancien parcours. En l'absence de l'évêque, la pétition fut déferée aux grands-vicaires, qui jugèrent sage de l'accueillir favorablement. « Comme le peuple devient le maître, écrit à ce sujet La Manouillère, et qu'il faut céder dans ces malheureuses circonstances..., MM. Paillé, du Mourier, Huet et du Chastelier ont décidé que, pour éviter peut-être des malheurs, il fallait accorder cette demande. » Sur une nouvelle intervention des intéressés, Prudhomme de la Boussinière crut devoir maintenir cette concession, en 1791 (1).

Le zèle des autorités locales n'était pas moindre que celui de la foule. Pendant deux ans et plus, les municipalités des campagnes et des villes, les administrations de district et de département assistent officiellement aux cérémonies de l'église, s'y disputent la préséance, aussi âprement que les fonctionnaires et les corps constitués de l'ancien régime, font une large part à la religion dans les fêtes patriotiques, s'essaient pour ainsi dire à légitimer, par cette sorte de

1. *Mémoires du chanoine La Manouillère*, t. II, p. 221. — Cf. A. D., *Fonds municipal*, n° 240, f^{os} 120-122 et n° 1536, f° 115.

consécration, les changements politiques opérés par la Révolution. Quelques témoignages de leur foi méritent de retenir l'attention.

Au moment où les Cisterciens allaient quitter l'Épau, les officiers municipaux d'Yvré-l'Évêque obtinrent du département l'autorisation de faire rapporter, de l'abbaye dans leur église paroissiale, « le chef de saint Sébastien et une autre relique sous la dénomination de bras de sainte Marguerite » (1). Le récit de cette translation ne nous est point parvenu. Mais il n'est guère douteux qu'elle ressembla, dans ses grandes lignes, à celle de la chasse de Saint-Calais, envoyée de Blois par Grégoire. « Conseil général de la petite ville, garde nationale en armes, curé, maire et officiers municipaux de Sainte-Cérotte, de Saint-Gervais-de-Vic et de Conflans », avec partie de la garde nationale de cette dernière paroisse, se rendirent « processionnellement » à Marolles-lès-Saint-Calais, le 1^{er} juillet 1792. Les commissaires de la municipalité reconnurent là les scellés, apposés sur la caisse renfermant les reliques du saint ; puis celles-ci furent ramenées en grande pompe dans l'église de la ville (2).

L'organisation de cette éclatante cérémonie était due au futur curé constitutionnel, Bossé. Mais, dans le mois précédent, le club avait pris l'initiative d'une manifestation qui n'avait été guère moins imposante. A l'occasion de la Fête-Dieu, il avait provoqué un arrêté municipal, décidant la plantation d'un arbre de la liberté ; des prières pour le succès des armes françaises ; une démarche auprès du curé afin de retarder jusqu'à 6 heures du soir la procession du sacre (3) ; l'assistance à celle-ci des corps constitués. En

1. A. D., Q $\frac{21}{43}$ f° 20.

2. A. M. de Saint-Calais, D II, f°s 168-170.

3. Sacre : Fête-Dieu. — Cf. *Vocabulaire du Haut-Maine*, p. 476.

un mot il avait fait adopter tout un programme, où le patriotisme et la religion étaient étroitement associés (1).

La translation des restes de Geoffroy de Loudun, ancien évêque du Mans, de la Chartreuse du Parc à l'église paroissiale de Saint-Denis-d'Orques, se fit de même avec le concours des autorités communales. Elle eut lieu le 7 juillet 1793 (2). Dans le même moment, le district du Mans félicitait les officiers municipaux de Teloché, qui venaient de défendre aux aubergistes de donner à boire et à manger pendant le service divin (3). Le règlement, fait à ce sujet, n'était pourtant pas le seul de ce genre et, jusqu'au temps de la suppression des cérémonies religieuses, de nombreux arrêtés furent pris, contre les hôtes et cabaretiers, par des municipalités soucieuses de protéger l'exercice du culte. Plusieurs même ne se contentèrent pas de ces marques de sympathie quelque peu négative ; elles ne craignirent point d'afficher une piété, à la délicatesse de laquelle il nous plaît de rendre hommage.

En chargeant ses commissaires de vendre les bancs de l'église Saint-Guingalois et d'enlever du cimetière la statue de saint Louis, avec la recommandation de procéder à ces opérations « de manière à ne pas choquer les fidèles » (4), le conseil général de Château-du-Loir obéissait peut-être surtout à des idées de prudence. De même la rivalité qui régna longtemps entre le district de Saint-Calais et la municipalité de cette ville explique pour une part la vivacité de l'une à l'égard de l'autre, l'acrimonie avec laquelle elle reprocha à l'administration ennemie de n'avoir point « apporté la décence nécessaire »

1. A. M. de Saint-Calais, D II, f° 166.

2. A. M. de Saint-Denis-d'Orques, *Délib.*, f° 96 v°.

3. A. D., L 534, f° 57.

4. A. M. de Château-du-Loir, D III, f° 197, v° (*Délib.*, du 6 frimaire an II).

à l'enlèvement des vases sacrés de l'abbaye, au mois de juillet 1791 (1). Mais il est impossible de méconnaître l'influence du scrupule religieux dans la précaution, que prirent les officiers municipaux de Noyen (2), de faire interdire l'église Notre-Dame de cette commune, « avant d'y porter des mains profanes... et de la consacrer à l'utilité publique. » L'autorisation, donnée au vicaire de Montfort, de célébrer une dernière messe avant l'interruption du culte, « pour consommer les hosties du ciboire », s'inspira évidemment des mêmes motifs (3).

A diverses reprises la municipalité du Mans s'était montrée animée des mêmes sentiments de respect et de zèle religieux. Le 22 juillet 1790, elle avait décidé qu'à la procession des reliques de saint Julien, le dais serait porté par six notables ou par quatre notables et deux officiers municipaux, au lieu de l'être, comme précédemment, par les avocats (4). Le 11 juin de l'année suivante elle prit en considération la pétition, que les membres de la confrérie de Jésus lui avaient remise, afin qu'il leur fût « permis d'assister tous les ans à la grande et à la petite procession du sacre, avec chacun un cierge timbré au nom de Jésus et avec le costume ordinaire. » Elle-même prit part à cette solennité. Mais elle avait refusé d'y laisser défiler « des filles des différentes paroisses de la ville, habillées en blanc, avec un ruban au trois couleurs attaché à leur bras », parce que « beaucoup de citoyens pensaient qu'il n'était pas décent que des filles assistassent en rang à une procession » (5).

1. A. M. de Saint-Calais, D II, n° 226.

2. A. M. de Noyen, D I, p. 121 et 123.

3. A. M. de Montfort-le-Retrou, *Délib.* (30 ventôse an II).

4. A. D., *Fonds municipal*, n° 240, f° 173 v°.

5. *Ibid.*, n° 1536, f° 89 v°, 99 v°, 105.

Il serait superflu d'insister, de s'étendre sur les démarches du département auprès de l'évêque, puis du Chapitre, afin d'en obtenir une messe d'inauguration des travaux administratifs ; sur la célébration de la messe du Saint-Esprit, à l'ouverture des réunions électorales ; d'entrer aussi dans le détail des fêtes civiques accompagnées de cérémonies religieuses, sur la demande de l'administration, jusqu'en 1792.

Par contre il n'est pas inutile de signaler quelques notes discordantes, dans ce concert de dispositions favorables au culte traditionnel. En octobre 1791, le directoire du district du Mans avait rejeté, avec une brutalité gouailleuse, une pétition des cordonniers du Mans. Les demandeurs se proposaient de transférer la statue de leur patron, de l'église des Jacobins, qui allait être rasée, dans celle de la Couture. Un des considérants de l'arrêté du district leur opposa que, « si saint Crépin avait des oreilles, il n'avait pas besoin d'être représenté par une statue de pierre pour entendre les prières » qui lui seraient adressées (1). Au mois de juin suivant, une altercation se produisit entre les gardes nationaux de Château-du-Loir et Gaussant, administrateur du district, qui avait refusé de se découvrir devant le Saint-Sacrement (2). La garde nationale de Montmirail s'était divisée, au même moment, sur la question de sa participation à la Fête-Dieu, plusieurs de ses membres s'opposant à ce qu'y fût porté « le drapeau de la liberté » (3).

Ces manifestations d'hostilité n'étaient guère que le fait de quelques individus isolés. Mais, lorsque les dernières se produisirent, les Amis de la Constitution du Mans et le

1. A. D., L 270.

2. A. M. de Château-du-Loir, D III, f° 23.

3. A. M. de Montmirail, D I, f° 1.

directoire du département venaient de prendre, coup sur coup, des décisions d'une tout autre portée.

Un des membres du club étant décédé en février, ses collègues s'étaient ralliés au projet de faire célébrer un service funèbre à son intention. L'exécution de ce dessein subit quelque retard. Quand un des associés proposa de le reprendre, à la fin d'avril, sa motion fut rejetée, sous prétexte que « la fabrique de la Cathédrale avait demandé que la Société se chargeât des frais de luminaire » (1). Peut-être cette dernière s'offrait-elle, en l'occurrence, le malin plaisir de donner un premier avertissement à la pingrerie de l'évêque ; il est impossible, en tout cas, de ne pas relever la coïncidence entre sa dérobade inattendue et l'abstentionnisme en matière religieuse, que le directoire venait de prendre pour règle de conduite.

Un service pour le maire d'Étampes, Simoneau, fournit à l'administration l'occasion d'afficher ses nouveaux principes. A l'invitation, qu'elle avait reçue du Maire du Mans, d'assister à cet office funèbre, elle répondit, le 1^{er} mai 1792, par un arrêté dont les considérants sont à reproduire.

« Le directoire, après ample discussion, a reconnu :

1^o Que les officiers municipaux, considérés comme magistrats chargés de la police, ont le droit d'assister en corps aux cérémonies religieuses, qui sont sujettes à leur surveillance à raison des rassemblements auxquels elles donnent lieu ; que le maintien du bon ordre, de la décence et de la tranquillité publique, dans ces cérémonies, exigent souvent la présence du corps chargé du maintien de la police ;

2^o Que les directoires, n'étant point chargés de la police immédiate ni de la surveillance directe sur les réunions

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1006 (19 avril 1792).

paisibles de citoyens, n'ont aucunes fonctions publiques à remplir dans les cérémonies religieuses ; que, dès que les directoires sont sans fonctions dans les cérémonies, il en résulte nécessairement qu'ils ne doivent point y assister *en corps* ni dans des places marquées, ce qui ne pourrait avoir lieu sans blesser la parfaite égalité qui doit régner entre les administrateurs, lorsqu'ils sont hors fonctions, et les autres citoyens ; qu'un administrateur, hors de ses fonctions, n'ayant aucun titre qui le distingue des autres Français, doit éviter tout ce qui pourrait rappeler l'abus des anciens privilèges et des distinctions honorifiques ; en un mot qu'en portant des atteintes à l'égalité des citoyens, ce serait préparer de loin la décadence de la liberté civile et politique, dont la base la plus solide est cette égalité de droit et d'avantage [s].

Le directoire a considéré en outre que rien n'empêche chacun de ses membres de satisfaire au désir de contribuer par sa présence à rendre les honneurs que mérite la mémoire du digne et courageux magistrat, qui a fait le sacrifice de sa vie à la loi... ; que l'assistance aux actes religieux est un acte essentiellement libre, qu'aucune loi ni arrêté ne peut prescrire à personne... » (1)

Le *Courrier patriote* publia ces attendus, avec l'arrêté qui les faisait passer dans la pratique. Il fallait prévoir que l'opinion ne resterait point insensible à ce manifeste. De fait, elle dut témoigner quelque émotion, car le procureur général syndic, Mortier, fit paraître, dans le même journal, une lettre explicative des intentions de ses collègues. Il n'avait point d'arguments nouveaux à présenter. Mais il développa les considérations citées plus haut ; se retrancha derrière l'autorité de la Législative, de l'administration et des tribunaux du département de Paris ; avança qu'« un administrateur ou un juge qui se mêle

modestement à l'assemblée des fidèles, pour prier comme eux, donne à ceux qui l'entourent un bon exemple, plus profitable peut-être que sa présence dans une stalle ou une autre place distinguée» (2). Le même périodique poursuivit, un mois durant, la défense indirecte du directoire. Dans son numéro 16, il inséra une « pétition au conseil général de la commune de Paris, sur la suppression des processions extérieures » ; dans le numéro 20, il fit paraître une lettre de Rœderer, justifiant l'arrêté du département de Paris, qui refusait d'obliger à orner les maisons pour la procession du sacre.

Sur ce point, l'exemple de la capitale ne fut imité, au Mans, qu'en 1793. Ce fut encore le journal officieux qui tenta de faire accepter l'innovation. « Depuis longtemps, écrivit-il, les processions de la Fête-Dieu présentaient un spectacle vraiment peu digne de l'austère simplicité de la religion chrétienne. Des soldats en armes, une musique bruyante qui jouait des airs profanes, des ornements de toute espèce offraient une pompe plus digne de l'orgueil des puissances de la terre que de la majesté du roi des cieux, et chacun se demandait : Un Dieu, qui voulut naître dans une crèche et trouver à peine, en naissant, quelques mauvais langes pour l'envelopper, peut-il se plaire au milieu des étoffes précieuses, de l'or, des pierres, des parfums et de ce pompeux cortège ? Cette année, les regards des chrétiens vraiment pieux n'ont point été blessés par un spectacle si contradictoire. La procession, qui n'était point ridiculement enveloppée de baïonnettes, était d'une simplicité frappante. On se disait, dans une sainte joie : Enfin le culte se régénère, la religion s'épure,

1. *Courrier patriote* n° 14, (16 mai 1792), supplément.

et il n'y a plus à douter que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais... » (1)

Mais, dès cette année 1792, la brèche, ouverte dans l'ancienne alliance entre l'Église et l'État, devait s'élargir encore ; le directoire étendit, sans retard, la politique de laïcisation du culte, qu'avait inaugurée son arrêt du 1^{er} mai.

Une circulaire aux districts, datée du 25 juin, réglait le cérémonial de la Fédération prochaine. Elle se terminait par les indications suivantes : « Dans le cas où les dispositions de notre arrêté n'auraient rien de contradictoire avec le décret que nous attendons, cet arrêté sera précédé de considérants qui feront sentir, à la partie la moins éclairée de nos concitoyens, la convenance de substituer à une messe quelque cérémonie plus analogue à une fête purement civique. Vous sentez aisément que l'on ne pourra donner un air trop imposant aux cérémonies qui devront remplacer la messe, surtout au transfert du Livre [de la Constitution] au champ fédératif, qui devra être fait avec toute la pompe imaginable ; *il faut encore des signes au peuple.* » (2)

Après réflexion, des doutes durent s'élever, dans l'esprit des administrateurs, sur l'aptitude des autorités subordonnées à bien rendre leurs vœux. Ils se chargèrent donc eux-mêmes de la tâche qu'ils avaient songé à leur abandonner. Ils rédigèrent à cet effet une longue adresse aux citoyens du département.

« Que la solennité fédérative, y était-il dit, offre partout le spectacle délicieux et imposant de frères, d'amis armés pour la Patrie... ; qu'elle soit l'unique objet de toutes nos

1. *Courrier patriote*, n° 22 (2 juin 1793), p. 195,

2. A. D., L155, n° 1393.

affections et de notre allégresse dans ce jour heureux qui lui est consacré !

C'est cette dernière considération qui a déterminé vos administrateurs à ne pas confondre une fête patriotique avec une fête religieuse. Dans les fêtes consacrées à Dieu, lui seul doit occuper nos esprits et nos cœurs ; dans les solennités civiques, l'amour de la Patrie doit dominer sur tout autre sentiment ; s'il ne régnait qu'en second, il serait beaucoup trop faible...

Nous sommes loin de vouloir vous détourner de rendre grâces à Dieu du succès de la Révolution et de lui offrir des prières pour nos armées ; mais on peut choisir, pour ces prières, tout autre jour que celui du 14 juillet, spécialement consacré par la loi à l'allégresse civique et à l'amour de la Patrie. Cette année, le 15 juillet est un dimanche, et nous invitons les pieux citoyens à réserver pour ce jour-là les actions de grâces et les vœux qu'ils désirent offrir à l'Être Suprême, pour la [Fédération et la Patrie... » (1)

La fin de la circulaire citée tout à l'heure indique, mieux que tout commentaire, ce qu'il faut penser de l'homélie officielle. Quant à la cérémonie, elle répondit à ce que s'en promettaient ses organisateurs. Rien n'y manqua : ni l'affluence des assistants, malgré l'abstention de beaucoup de gens retenus par les inondations des jours précédents ; ni le temps favorable ; ni l'éloquence du président du conseil général. Elle fut rehaussée par les noces d'or laïques de deux septuagénaires ; par un grand spectacle militaire, suivi de « danses civiques », qui servirent de « thermomètre non équivoque de l'allégresse pure et réelle de tous les bons citoyens. »

Quelques détails doivent retenir l'attention, parce qu'ils

1. *Courrier patriote*, n° 23 (8 juillet 1792), supplément,

fournissent un premier crayon de ce que furent plus tard les fêtes de la Raison. « Les corps administratifs et judiciaires ont accompagné le Livre de la Constitution française et la bannière du département. La marche s'est ouverte au son de la musique militaire. On y voyait, avec un vif enthousiasme, les bustes couronnés de chêne de Mirabeau, de Voltaire, de Gouvion et du vertueux maire d'Étampes. Des réchauds élégamment dessinés, dans lesquels on entretenait un feu continu, entouraient le Livre de la Loi. Le Tabernacle de la Loi, destiné à être placé sur un autel préparé à cet effet dans le Camp fédératif, s'élevait au milieu. Ce morceau mérite une attention spéciale... Le dessin en est une d'une élégante simplicité... ; les emblèmes ne pouvaient être plus heureux. Sur un côté, on voyait un soleil, symbole de l'égalité (*sol omnibus lucet*) ; l'œil de la vigilance était sur l'autre ; sur le troisième, l'union, la diligence, les précieux travaux du cultivateur étaient représentés par une ruche d'abeilles ; le dernier enfin représentait un faisceau surmonté du bonnet de la liberté. Un dais de feuillage, artistement arrangé, couronnait ce Tabernacle. Un vaste Tableau, sur lequel les droits de l'homme étaient gravés en gros caractères, figurait à merveille dans ce majestueux appareil... » (1)

Un léger nuage assombrit toutefois la joie de quelques patriotes, en cette occasion. Le journal de Philippeaux relate qu'à la Ferté-Bernard, la Fédération s'était faite « avec autant de pompe que de décence » ; mais qu'« un citoyen avait vu avec peine que le Livre de la Loi fût porté par un homme vêtu de la couleur du drapeau rouge. » (2)

En somme, la cérémonie du 14 juillet fut considérée comme un succès que l'administration ne demandait qu'à

1. *Courrier patriote*, n° 24 (15 juillet 1792), p. 203-204.

2. *Défenseur de la Vérité*, n° 26 (26 juillet), p. 207.

renouveler. En septembre, on célébra au Mans, « une fête funèbre, mais enfin purement civique, en l'honneur de tous les bons citoyens qui avaient succombé le 10 août, en défendant la Liberté et l'Égalité. » Décoration et disposition furent plutôt sobres. Le 4 novembre, la « Fête de la République » avait son tour ; « majesté et simplicité : voilà ce qu'elle devait offrir et ce qu'offrit, en effet », la partie officielle. L'attraction principale avait été réservée pour le théâtre. Le 3, les comédiens y avaient fait « l'inauguration du drapeau national ». Le 8, une nouvelle démonstration eut lieu, dont « l'ordonnateur était un homme de goût... La statue de la Liberté s'élevait au milieu de son temple, enluminé de transparents de feux de diverses couleurs ; on lisait, en plusieurs endroits, des devises analogues ; les plus beaux hommes de la garde nationale ont exécuté différentes évolutions militaires ; lorsqu'ils ont été placés sur deux rangs, on vit défiler, dans le plus bel ordre, le plus intéressant cortège ; c'était d'abord le buste de Brutus, accompagné de ses lieuteurs ; des trophées en l'honneur de nos héros défunts et vivants ; une pyramide funèbre aux mânes de nos guerriers ; puis les acteurs en écharpe tricolor(e), et les actrices parées du bonnet de la liberté » (1).

La campagne, menée par le club, pour faire supprimer les messes militaires de la garde nationale, acheva l'œuvre de l'administration et consumma la séparation entre les éléments civils et religieux dans les cérémonies officielles. État et Église allaient se trouver renfermés dans leurs attributions propres ; le temps était proche où les autorités croiraient l'opinion prête à accepter la suppression du culte.

1. *Courrier patriote*, n° 41 (11 novembre 1792), p. 354.

II

Le 21 octobre 1793 (30 vendémiaire an II), Thomas Bernard Cointereau, curé de Champagné, déclarait à sa municipalité qu'il cessait ses fonctions (1). Sa décision s'expliquerait par les exemples venus d'ailleurs, si d'autres abdications avaient précédé celle-là, dans la Sarthe. Il est plus probable que les difficultés de cet intrus avec le maire, Jeudon, étaient la cause de sa retraite, car le district du Mans le note, en l'an II, comme « prêtre dans la force du terme » (2).

Moins d'un mois après, Roustel envoyait ses lettres de prêtrise à la Convention. Quelques jours plus tard, le 30 brumaire (20 novembre), la fête de la Raison était célébrée en grande pompe, au Mans, sous la présidence des représentants du peuple, Thirion et Garnier de Saintes. A la même date, la municipalité de Saint-Calais procédait à l'inventaire de l'argenterie de son église, en exécution des instructions données, le 23, par Thirion, sur les dons patriotiques. Le 5 frimaire suivant, elle fixait au 10 la célébration du premier décadi. Elle autorisait en même temps les citoyens qui paieraient leurs places à l'église à faire enlever leurs bancs, au lieu de les laisser vendre au profit des pauvres (3). Ainsi s'amorçait la suppression du culte catholique, dans le département.

Les premières résistances à la poussée de déchristianisation, qui allait remplir l'an II, se manifestèrent dans la région où elles devaient être le moins attendues.

1. A. M. de Champagné, *Délib.*, p. 382.

2. A. D., L 375.

3. A. M. de Saint-Calais, D III, f° 119 et 122.

Le Conseil général de la commune de Château-du-Loir avait arrêté, le 2 frimaire, de fermer l'église Saint-Martin de cette ville, celle de Saint-Guingalois suffisant aux besoins de la population. Trois jours après, il faisait enlever l'argenterie de ce second sanctuaire, à l'exception d'un calice et d'un ciboire, réservés « provisoirement pour l'exercice du culte ». Le 6, sans craindre de passer pour se déjuger trop vite, il prétextait que les bancs de cette église occupaient trop de place, pour en ordonner la vente. La statue de saint Louis devait être simultanément enlevée du cimetière, « avec les monuments qui pourraient choquer l'égalité ». Mais injonction expresse était faite, aux commissaires désignés pour ces opérations, « d'y procéder de manière à ne pas choquer les fidèles ».

Le 9 frimaire, le procureur de la commune, jaloux des initiatives prises jusque-là par la société populaire, intervint à son tour. Dans un réquisitoire tendancieux, il exposa que « toutes les églises étaient fermées en ce moment ; que tous les cultes étaient permis et qu'il n'y avait point de culte prédominant, dans la République ». Le conseil général ordonna donc que « Saint-Guingalois serait provisoirement fermé sur le champ », ainsi que la chapelle de l'hôpital, et, « que les clés en seraient déposées au greffe de la municipalité ». Dans la suite, il justifia rétrospectivement sa décision, en alléguant « des désordres et des dégâts commis, ce jour-là même, dans l'église paroissiale, par un habitant de la commune ».

L'interdiction qu'il avait prononcée fut d'ailleurs bientôt levée, grâce à l'approche des Vendéens. Battus à Granville, le 14 novembre, ceux-ci dévalaient rapidement vers la Loire, afin de rentrer dans leur pays. Le 29 au matin (9 frimaire), ils entraient à Sablé et, le lendemain à la Flèche. Ils en redescendirent, le 2 décembre, sur Angers, d'où leur échec du 4 les rejeta sur la Sarthe.

Le jour même de leur arrivée à la Flèche, la municipalité de Château-du-Loir, prise de frayeur, faisait emballer ses archives, pour les diriger sur Vendôme. La précaution fut inutile et les alarmes de l'administration se trouvèrent injustifiées. Mais, le 24 frimaire, une pétition couverte de plus de trois cents signatures lui était remise ; elle demandait l'exécution d'une « loi, rendue sur le rapport de Robespierre et qui autorisait la liberté des cultes. » Ses auteurs ignoraient-ils donc le désastre que l'armée catholique venait d'éprouver au Mans ? Quoi qu'il en soit, le conseil général, après lecture des articles 7 et 122 de la Constitution de l'an I, ordonna la réouverture de Saint-Guingalois. Le 4 nivôse (24 décembre), il arrêta même, à la suite d'une démarche de la société populaire, que la garde serait renforcée pendant la nuit suivante, « pour veiller à la sûreté et tranquillité publiques, pendant que le culte se célébrerait suivant l'usage ». En supprimant le traitement de l'aumônier de l'hôpital, Louis Charles Vatinet, le 8 du même mois, l'assemblée municipale accentua encore ses protestations de respect pour la liberté religieuse. Elle déclara qu'elle n'entendait « rien préjuger sur le droit des malades à demander l'administration des sacrements de leur culte » ; puis elle maintint « ouverte la porte extérieure de la chapelle dudit hôpital, pour le passage des gens du dehors qui pourraient fréquenter les cérémonies du culte » (1).

Cinq jours plus tard, le curé, Antoine Joseph Rouxelin, cessait de nouveau ses fonctions, mais cette fois pour ne les reprendre qu'en juin 1795. Un arrêté de Garnier de Saintes, daté du 5 nivôse (25 décembre), avait ordonné l'incarcération des principaux pétitionnaires du mois précédent et déterminé ainsi l'abolition du culte dans la ville.

1. A. M. de Château-de-Loir, D III et D III supplém., *passim*.

Une longue proclamation servait de préambule à cet arrêté. Les « habitants du Château-du-Loir », auxquels elle s'adressait, étaient en droit d'attendre un exposé des intentions de l'Assemblée nationale en matière cultuelle. En réalité, l'objet principal de ce manifeste prolixe disparaissait derrière les digressions qui l'enveloppent. Les injures contre les prêtres s'y mêlent sans ordre à des considérations sur les vertus des citoyens, inspirées de Montesquieu, et surtout aux effusions sentimentales d'une théodicée, qui procède de l'*Émile*. De Jean-Jacques Rousseau, le représentant tient son concept de la « Divinité, être de perfection dont l'essence est la justice, la bienfaisance et la bonté. » Aux déistes et vraisemblablement à des études théologiques personnelles il avait emprunté le fonds de ce factum décousu, c'est-à-dire ses invectives contre les membres du clergé : faussaires, qui « ont altéré l'essence de l'Être Suprême, en décomposant son unité » ; criminels, qui ont enchaîné l'homme, par la peur d'un enfer épouvante de sa raison ; « fripons et méchants », dont la fourberie a « inventé un purgatoire qui, mettant un terme au supplice, laisse des espérances à la crainte. » Celui-là seul, concluait-il, « connaît la Divinité et lui rend un hommage digne d'elle qui, bienfaisant dans l'aisance, patient et courageux dans le malheur, ami de son semblable, défenseur intrépide de son pays, exerce toutes les vertus et repousse tous les crimes. »

Sa dissertation théologique achevée, Garnier défendait brièvement la Convention de toute pensée de persécution. « Elle respecte vos erreurs, déclarait-il, tant que leur résultat n'apportera aucun trouble à l'harmonie sociale... Tenez-vous en garde contre les hommes qui vous disent que la liberté de vos opinions religieuses ne vous reste plus, parce qu'on a fermé des églises... Ceux-là seuls sont moins entraînés par un sentiment de vénération pour la Divinité

que par le dessein criminel de vous séduire et de vous troubler qui promènent des pétitions, de maison en maison, pour vous arracher des signatures, dont le but est de demander encore des prêtres et des églises » (1).

Comparé à celui d'un Bè, d'un Frémanger et de quelques autres de ses collègues, ce langage est relativement modéré ; la rudesse des uns, la trivialité grossière des autres répugnent au goût délicat de ce « petit maître ». C'est de cette épithète que le qualifie un Manceau du temps, qui n'avait guère de sympathie pour la Révolution ni pour ses partisans. Il remarque d'ailleurs que Garnier « n'aimait pas le sang et que, tout jacobin qu'il fût, il ne fit aucune diatribe contre la religion » (2), lors de son passage à la Flèche. A défaut de cette observation, l'on eût pu croire à l'hypocrisie du représentant, à un calcul analogue à celui que Carrier exposait avec complaisance : « bien développer les crimes du fanatisme, sans attaquer la liberté des cultes ; le tuer, le détruire d'une manière indirecte, sans paraître lui porter le coup de massue » (3).

Pour modérées que fussent les expressions de Garnier de Saintes, pour mitigées que fussent les sanctions qu'il appliquait, elles découvraient suffisamment quel était l'idéal des conventionnels. Il n'en fallait pas davantage pour stimuler le zèle des administrations, dissiper les incertitudes des hésitants, réduire les scrupules des timorés. Aussi, de pluviôse à la fin de germinal, la déchristianisation bat son plein. A ne faire état que des registres de délibérations, dont un grand nombre manque, une cinquantaine d'églises furent fermées dans la Sarthe, durant ces trois mois ; mais le décompte des abdications, reçues pendant le même temps grossirait notablement ce chiffre.

1. A. N., F II, cart. 138.

2. A. M. de la Flèche, *Mémorial* du D^r Boucher, p. 261.

3. H. Wallon, *les Représentants du peuple en mission*, t. I, p. 69.

Ce furent tantôt les municipalités, tantôt les comités de surveillance ou les sociétés populaires qui prirent l'initiative de l'abolition du culte dans leurs communes. Quelquefois, des bandes, conduites par des individus sans mandat régulier, se chargèrent de vaincre les lenteurs d'administrations, peu empressées de suivre l'impulsion donnée autour d'elles.

La municipalité de la Chartre se fait remettre les clés des trois églises de la ville, le 1^{er} pluviôse an II (20 janvier 1794); elle interdit d'y célébrer désormais « nuls services du culte catholique ni d'autres religions superstitieuses, à peine par les contrevenants d'être punis comme suspects » (1). Le 13 du même mois, le conseil général de Beaumont-la-Chartre arrête qu'« à partir de ce jour l'église sera fermée »; qu'il n'y sera fait d'autres cérémonies que « la lecture des lois et toutes instructions politiques et morales, les jours de décades. » Il se couvre de l'exemple donné, prétend-il, par « la majeure partie des communes du département » et de la crainte que, « cette règle, si elle n'était pas généralement observée, pourrait occasionner un schisme, suivi de troubles et de divisions dangereuses à la république » (2). Le 3 ventôse (21 février), la municipalité de Dissé-sous-le-Lude constate que « Jean Julien Chicoisne, curé, est interdit de faire ses fonctions, suivant les ordres du représentant du peuple et du directoire du district »; elle lui demande donc de remettre ses lettres de prêtrise (3).

Un des membres du comité de surveillance de Champfleury « instruisait » les citoyens de sa commune, le 21 pluviôse (9 février). En présence de son collègue Berruet, il leur « démontrait combien ils avaient été induits en erreur par les prêtres et combien ils seraient heureux d'être débar-

1. A. M. de la Chartre-sur-Loir, D I, f° 99.

2. A. M. de Beaumont-la-Chartre, *Délib.* (13 pluviôse an II).

3. A. M. de Dissé-sous-Ludè, *Délib.*, p. 175.

rassés de ces êtres imposteurs », quand il fut interrompu par son collègue Claude Chérouvrier et par Jean Fontaine. Ceux-ci mirent tout en œuvre pour « le faire descendre » et menacèrent Berruet, qui l'appuyait, « de lui faire un mauvais parti. » Les prédicants, arrêtés dans leurs discours par l'agitation de l'assemblée, n'obtinrent la suppression du culte que le 20 ventôse (1).

Mais, le plus fréquemment, les agents de cette entreprise de destruction du catholicisme furent les sociétés populaires, qui durent se faire les porte-parole de la *mission laïque* mentionnée au chapitre précédent. Le 3 germinal (23 mars), celle de Tennie s'apercevait que « des messes n'étaient pas compatibles avec le gouvernement révolutionnaire » ; elle désirait en conséquence « tenir ses séances dans l'église dudit Tennie, son temple de la raison. » Elle pria donc le conseil général de la commune de « demander au citoyen Leproust, s'il était dans l'intention de cesser ses fonctions. Le curé et son vicaire interprétèrent la démarche, faite immédiatement auprès d'eux, comme une mise en demeure, et les fêtes décadaires, qui jusque-là avaient eu lieu « sous l'arbre de la liberté », furent transportées dans l'église (2).

En somme celle-ci ne fut désaffectée que tardivement. D'autre part les termes mêmes employés par la députation de la société populaire indiquent, chez celle-ci, une timidité, une réserve dont les autres n'étaient pas coutumières. Celle de Château-du-Loir prit, au commencement de pluviôse, un arrêté requérant la fermeture de tous les édifices religieux du district (3). Le 5 ventôse (23 février), celle de Montmirail s'empara de l'église ; elle « déclara qu'elle ne serait plus ouverte aux cérémonies du culte » et y fit faire

1. A. D., L 258. — A. M. de Champfleür, D II, f° 22.

2. A. M. de Tennie, *Délib.*, p. 363.

3. A. M. de Montabon, *Délib.* (4 pluviôse an II).

immédiatement les aménagements nécessaires pour y tenir ses séances. Le conseil général, indigné de ce sans-gêne et de cet abus de pouvoir, protesta le lendemain (1). La tyrannie du club de Bessé se heurta à une opposition plus nette. A sa demande d'argenterie de l'église, les officiers municipaux de Saint-Georges-de-la Couée répondirent par un refus catégorique, motivé par « le vœu unanime des citoyens de cette commune de continuer l'exercice du culte catholique » (2).

Moins cassante, par tempérament ou par suite de la différence des temps, la municipalité de Marolles-les-Braults se montra d'une égale fermeté, quand elle fut sollicitée de fermer son église. La motion en avait été faite, par un membre du conseil, dans les jours qui suivirent le vote des lois du 16 brumaire (6 novembre 1793) et du 2 frimaire (23 novembre). L'auteur de ce vœu, en invoquant l'accueil fait par la Convention aux pétitions des habitants de Ris-Orangis et de Mennecey (3), demanda qu'« à l'exemple des principales communes de France, on déclarât que le culte public catholique et tous autres de ce genre n'auraient plus lieu dans la commune. » Le conseil général prit un arrêté conforme à ces conclusions. Il ordonna en outre que « le principal corps de l'église, destiné au rassemblement [déca-daire], serait dégagé des ornements et décorations tels que Christ, figures de saints et revêtements des autels, lesquels objets seraient placés *avec précaution*, tant dans la chapelle latérale du sépulcre — qui devait être close — qu'à la sacristie. » Mais l'article 7 de son arrêté réservait les droits des catholiques. « La municipalité, y est-il dit, pourvoira,

1. A. M. de Montmirail, D I, f. 50.

2. A. M. de Saint-Georges-de-la Couée, *Délib.* (4 frimaire an II).

3. P. de la Gorce, *Histoire religieuse de la Révolution française*, t. III, p. 84-85. — A. Aulard, *Le culte de la Raison et le culte de l'Être Suprême*, p. 36.

s'il est possible, d'emplacement particulier les citoyens qui voudront faire célébrer paisiblement les cérémonies du culte religieux qu'ils voudront adopter. »

Ces décisions, prises le 11 frimaire (1^{er} décembre 1793), furent complétées par une proclamation du 25, destinée à recommander la tolérance. Le 3 nivôse (23 décembre), un nouvel arrêté constatait « que plusieurs citoyens se réunissaient pour le culte catholique, dont les noms étaient consignés sur une liste déposée au secrétariat » ; il précisa que « le citoyen Hubert, curé, continuerait le culte et que la municipalité donnerait des permis pour son exercice collectif, à cause des emplacements dans les édifices publics. » Le 22, une dernière mesure fut adoptée, qui visait la proclamation de Garnier de Saintes aux habitants de Château-du-Loir. Le conseil général se plaignait que « la pureté de ses intentions fût calomniée par un parti d'opposition, à la tête duquel se trouvaient des membres du comité de surveillance. » Cependant il maintint ses dispositions précédentes, en y ajoutant des sanctions pénales. « A ceux qui se permettraient de troubler l'exercice d'un culte religieux, d'accaparer ou de récidiver l'accaparement des opinions pour se former un parti », huit jours de détention pouvaient être infligés, « par forme de police municipale », sans préjudice des poursuites devant les tribunaux, dans les cas les plus graves.

Enfin toutes ces manifestations de libéralisme furent reniées, le 26 ventôse (16 mars). Ce jour-là, il fut ordonné que, « tous les jours de décade, les citoyens s'assembleraient dans l'église, à dix heures du matin, et se formeraient en société populaire des amis de la liberté et de l'égalité ». L'intrus René Louis Hubert jugea son ministère désormais impossible et, le lendemain, il abdiqua (1).

1. A. M. de Marolles-les-Braults, D I, *passim*. — Cf. H. Chardon, *Histoire religieuse de Marolles-les-Braux*, p. 148-152.

Somme toute, l'opposition des corps constitués aux manœuvres hébertistes est assez rare dans la Sarthe. Mais les tentatives d'abolition du culte se heurtèrent plus souvent à la résistance soit des ecclésiastiques, soit des populations.

La municipalité de Verneil-le-Chétif se montrait fort surprise, en nivôse, que le district de Château-du-Loir eût refusé de viser le certificat de civisme délivré par elle au curé, Jean Lebouc ; plus étonnée encore que l'administration prétendît que le prêtre jureur « avait promené le fanatisme dans la commune, le jour dit de *la fête des rois*. » L'ecclésiastique mis en cause démontra à l'administration qu'elle avait été induite en erreur. Pour achever son apologie, il manifestait le désir de « savoir quelles étaient les cérémonies du culte rejetées par la loi, ou même par les administrateurs du district. » Ce n'était là, à vrai dire, qu'une fausse manifestation d'indépendance, car il promettait de cesser ses fonctions, « sitôt que la Convention l'ordonnerait, par une loi parvenue à sa connaissance. » Son attente ne fut pas de longue durée. Un mois à peine après cet incident, l'agent national du district le mettait en demeure de renoncer à son ministère ; le jour même, il abdiquait (1).

Jean Georges Dariot fut moins docile. Le curé de Montfort-le-Rotrou avait abdicqué, le 30 ventôse (20 mars). A la même date, la municipalité autorisait le vicaire à « dire une messe basse, le lendemain, pour consommer les hosties du ciboire ». Le 10 germinal, il n'avait encore ni remis ses lettres de prêtrise ni interrompu ses fonctions. Son obstination finit par lui valoir d'être incarcéré (2).

Pareil sort était réservé aux curés constitutionnels de Volnay, Denis Bougon, et de Saint-Georges-de-la-Couée,

1. A. M. de Verneil-le-Chétif, *Délib.*, f^o 61 v^o, 63 v^o.

2. A. M. de Montfort-le-Rotrou, D I, *passim*.

Pierre Coutard. Le 29 ventôse (19 mars), le directoire du district de Saint-Calais les faisait arrêter comme suspects. Ils payaient de leur liberté la formation, dans leurs communes, de « rassemblements dangereux, alimentés par le fanatisme » (1). Le premier fut relâché, par ordre de Garnier de Saintes, puis renvoyé dans son pays natal, en vertu d'un nouvel arrêté du district, daté du 2 thermidor (20 juillet 1794). Moins heureux, le curé intrus de Bouloire fut emprisonné deux fois en six mois, parce qu'« il avait toujours tenu des propos tendant à se faire un parti » et qu'il était « soupçonné d'être l'auteur des écarts de quelques membres de la société populaire » (2).

Le Conseil général du district de Mamers obtint de même l'arrestation des curés de Saint-Pierre-des-Ormes et de Moncé-en-Sonnois, du desservant de Vezot et d'un ancien vicaire de Saint-Cosme-de-Vair, Guillaume Nicolas Dabin. Ses accusations contre eux sont moins vagues que les précédentes ; de plus elles fournissent la preuve d'un incontestable parti-pris, chez les autorités civiles, de détruire le culte catholique. Voici le témoignage que fournit à ce sujet le principal attendu de l'arrêté pris contre ces quatre prêtres. « L'abdication faite par quatorze ecclésiastiques donne lieu, aux habitants des communes où ils exerçaient leurs fonctions, à se plaindre de ce que l'administration souffre que l'on dise des messes dans les autres communes où les prêtres n'ont point abdicué... » Les membres du comité révolutionnaire du même district renchérirent sur ces considérants ; ils avancèrent que « les rassemblements du peuple, les ci-devant jours de dimanche, pour entendre la messe », occasionnés par les prêtres incriminés, « empêchaient le peuple de se porter, les jours de décade, dans

1. A. D., L 394, f^{os} 126 et 134.

2. *Ibid.*, L 395, f^{os} 93 v^o et 166.

les lieux désignés pour entendre la lecture des lois » (1). Comme conclusion à ces dénonciations, un chargé de pouvoirs de Garnier de Saintes, Ménard-Mouchetière, fit jeter les quatre ecclésiastiques en prison (2).

L'on s'imagine sans peine l'émotion causée par les mesures administratives, les désordres auxquels elles servirent de prétexte. Vers la fin de ventôse, une troupe de volontaires pénètre par effraction, sur les dix heures du matin, dans l'église de Dissay-sous-Courcillon ; elle y brise « tabernacle, tableaux et meubles de la sacristie » ; elle s'empare d'un surplis « qu'un d'eux se met sur le corps », puis s'en va abattre la porte de la chapelle Saint-Roch (3). Au début du même mois, les officiers municipaux de Saint-Jean-de-la-Motte avaient jugé prudent de faire déposer l'argenterie de l'église à la maison commune, pour éviter qu'elle ne fût volée, comme elle venait de l'être à Pringé (4). Une précaution analogue avait été prise, à Avesnes, quelques jours auparavant. Afin d'empêcher la soustraction des vases sacrés, que « des malveillants » avaient opérée dans des communes voisines, les habitants avaient requis le citoyen Bernardin, curé, de « les ramasser, attendu qu'ils n'étaient pas en sûreté dans la sacristie » (5).

Il s'agit, partout ici, d'attentats anonymes, dont les causes immédiates restent obscures. Mais, ailleurs et dans d'autres circonstances, l'ombre qui enveloppe ceux-ci se dissipe. Le curé intrus de Sillé-le-Guillaume dénonçait, le 6 pluviôse, le nommé Boivin comme l'ayant injurié, menacé de son sabre et de ses pistolets ; il avisait en même temps

1. A. D., L 269.

2. *Ibid.*, L 605, f° 222.

3. A. M. de Dissay-sous-Courcillon *Délib.* (25 ventôse an II).

4. A. M. de Saint-Jean-de-la-Motte, *Délib.* (2 ventôse an II).

5. A. M. d'Avesnes, *Délib.*, f° 244.

la municipalité qu'il désirait éviter le retour de pareilles scènes, qu'il prenait en conséquence le parti de renoncer à ses fonctions (1). La narration des conditions dans lesquelles le culte fut supprimé à Fresnay est plus significative. En voici de larges extraits, d'après le journal du curé Couppel.

« Le jeudi 30 janvier [1794], plusieurs habitants trompés par une harangue impie, blasphématoire, que prononça, le mercredi soir, à l'audience, Pottier Morandière du Mans, conçurent, le soir, le dessein de venir ravager, piller et profaner l'église. Dès le mercredi soir, on voulut exécuter le projet. Les officiers municipaux, dont M. Hatton la Couture était maire, s'y opposa (*sic*) de toutes ses forces... Sans s'effrayer des menaces d'une mort violente, il réussit à suspendre et retarder l'exécution au lendemain : il croyait que la nuit donnerait lieu à des réflexions sages ; mais non.

Le jeudi au matin, cette cohorte sacrilège se porta en furie à l'église et se permirent (*sic*) de mettre en pièces le tabernacle... le tableau du grand autel, qui représentait la Sainte Vierge... Ils brisèrent la statue de la Sainte Vierge, en terre cuite, qui était de grandeur humaine, placée au grand autel, du côté de l'épître... ; la statue de saint Joseph était de même hauteur, au côté de l'évangile, qui fut également foulée au[x] pied[s], ainsi qu'une autre Vierge superbe, placée au haut de la contre-table du grand autel. La croix, qui en faisait le couronnement, ne fut pas plus respectée.

Toutes les pierres consacrées des trois autels ont été mises en pièces, outre une, qu'une personne zélée a soustrait[e] et remis[e] à moi Couppel. Au-devant du grand autel était la figure d'un agneau, qu'on a également mutilé.

A chaque côté du grand autel, il y avait une crédence et au-dessus, du côté de l'épître, était le tableau qui représentait la Sainte Vierge et saint Joseph à genoux, et au milieu était l'enfant Jésus couché sur la paille. Du côté de l'évangile, au-dessus de la crédence, le tableau représentait la visite de la Sainte Vierge à sainte Élisabeth... Ces deux tableaux, de cinq pieds de hauteur, furent mis en lambeaux, à ne jamais servir, ainsi que les autres. Et, dans le tombeau de la petite crédence, étaient des croix de Malte, qui furent également coupées.

Les statues de saint Bonaventure... et de saint Crespin, en terre cuite et bois, furent renversées ; un reliquaire de bois, avec relique de sainte Avoye, a été profané de manière qu'on n'en a vu aucun vestige...

Les stalles et deux bancs d'œuvre, qui étaient au bout furent mis en pièces. Sur l'entrée du chœur, était suspendu, par une barre de fer, un crucifix, chef-d'œuvre de sculpture, qui était admiré des connaisseurs. Il fut jeté à terre, mis en morceaux et les blasphèmes, les opprobres, les insultes, les mépris vomis lors de la passion furent au moins renouvelés.

On a brisé également deux autels, dans le milieu de l'église... et la statue de saint Éloi...; morcelé la chaire de vérité et jeté le couronnement par terre. Les confessionnaux et les bancs ont été rompus aussi en partie. Les fonds baptismaux et les bénitiers de marbre résistèrent à la culbute ; il n'y a eu que deux piédestal (*sic*) cassés.

Le district s'est aussi emparé de l'argenterie et linge d'église...; il n'a pas resté un lavabo.

... Le jeudi matin, à trois heures, nous avons eu soin de purifier les vases et de conserver les huiles pour le besoin.

Je cesse cette description, qui me renouvelle ma douleur, dont cependant je n'ai pas été témoin, car je me suis absenté, quand j'ai entendu les menaces, et j'ai parti, le

jeudi matin, après avoir purifié tous les vases... Je tais les noms des malfaiteurs, pour ne pas en transmettre la honte à leurs enfants » (1).

Ces tristes exploits n'avaient point assouvi la fureur des iconoclastes sacrilèges. Les 9 et 10 mars (19 et 20 ventôse), ils s'en étaient allés au bourg voisin d'Assé-le-Boisne, en criant « qu'ils avaient renversé plusieurs croix ; qu'ils en feraient autant des statues de l'église de cette commune et en arracheraient les croix ». Le mercredi suivant, 22 ventôse, ils revinrent à la charge. Un gendarme national à cheval, Pasquier, marchait en tête de la sinistre bande. Une troupe d'habitants — « dont la plus grande partie étaient des enfants et des femmes », si l'on en croit une municipalité intéressée à atténuer les détails — les entoura, sans tarder. Au bruit que faisaient ces rassemblements hostiles, les officiers municipaux, réunis pour un recensement de grains, accoururent. Ils trouvèrent Pasquier, « le sabre nu et tendu, qui frappait un de leurs concitoyens, qui n'avait ni armes ni bâton ». D'après le procès-verbal officiel, ils séparèrent les deux groupes hostiles, puis reconduisirent les émeutiers de Fresnay, « un bout de chemin, pour la tranquillité ». Quatre heures plus tard, un grand nombre d'individus des hameaux voisins arrivaient à leur tour. « Ils venaient au secours des gens du bourg, et pour empêcher qu'on ne brise les ornements et statues de l'église ». Sur représentation que « les étrangers s'en étaient retournés et qu'il ne s'était rien passé de disgracieux », chacun regagna sa maison (2).

Les auteurs du désordre restèrent impunis. Mais, quelques jours plus tard, un détachement de cent cinquante hommes venait, sur l'ordre de Garnier de Saintes (3),

1. Archives de M. l'abbé Didion.

2. A. M. d'Assé-le-Boisne, *Délib.*, cah. II, f° 11.

3. A. D., L 123.

s'emparer de trois de leurs adversaires, les nommés Sailant, Planchais et Têtedoux. Jetés en prison, leur cas fut renvoyé devant le tribunal criminel du département. Ils ne furent libérés qu'en frimaire an III, par Génissieu (1).

Sans insister sur ces résistances à main armée, mille signes, qui seront examinés un peu plus tard, trahissent l'abattement résigné puis le frémissement des populations brimées, violentées dans leurs convictions : croix maintenues sur les clochers ; réouvertures d'églises par des groupes de fidèles, le dimanche ; et surtout chômage dominical ; remplacement subreptice des statues, etc. La situation, dans l'ensemble du département, au début de germinal, les sentiments qu'elle inspirait aux autorités locales sont assez exactement résumés, dans la lettre suivante, envoyée par l'agent national de Soulligné-sous-Ballon à son collègue du district du Mans. «... Plusieurs murmurent de ce que les prêtres ont cessé leurs fonctions et veulent continuer d'aller prier à l'église, que nous avons fait fermer et qui ne sera ouverte que les jours de décadi, pour la lecture des lois.

Mon intention était de faire ôter les statues de notre église, ainsi que celle d'un calvaire, qui est situé en notre commune. Le comité de surveillance a fait une délibération à ce sujet, qui porte que j'aie à prendre telle mesure que je jugerai plus salulaire pour la prospérité du bien public ; qu'il approuve toutes les mesures que je prendrai à cet effet. Je suis attaché à la chose publique et je suis au-dessus du préjugé de nos anciennes erreurs ; je n'ose cependant [prendre] sur moi le parti d'agir, craignant de rendre mauvais service à la chose publique.

Pourquoi je t'adresse les raisons qui me retiennent et je te prie de me prescrire la marche que je dois suivre relati-

vement aux lettres de prêtrise, à la descente des statues et à l'envoi du reste de l'argenterie et cuivres qui servaient au culte catholique, que nous n'osons pas envoyer rapport au peuple, qui croit toujours que la liberté d'exercice du culte reviendra et dit que nous le maltraitons plus que ne font les autres communes voisines qui ont encore, les unes leurs prêtres à leur dire la messe, les autres leur église ouverte, où ils vont prier, quoique leurs prêtres aient cessé leurs fonctions de prêtres ; les autres murmurent et disent que nous n'avons point de loi qui empêche le culte catholique, qu'au contraire la C[onvention] a décrété la liberté des cultes » (1).

III

Comme on l'a vu un peu plus haut, les fêtes purement patriotiques, sans aucun mélange de religion, n'étaient pas une nouveauté dans la Sarthe, quand le culte de la Raison y fut inauguré, à la fin de brumaire an II. Ce qui était inattendu, c'était la rentrée de tout l'appareil civique dans les églises. Il s'en était spontanément exclu, dix-huit mois plus tôt, et voilà qu'il y revenait en vainqueur, qu'il s'installait avec orgueil sur les débris de ce que les maîtres de l'heure appelaient la superstition. Ce qui était plus surprenant encore, c'était de voir la divinité nouvelle trôner dans les temples catholiques sous les traits d'une statue animée, le tableau vivant se substituer aux symboles abstraits, aux bustes rigides des héros révolutionnaires, qui avaient seuls figuré jusque-là dans les cérémonies laïcisées.

Le Mans ouvrit la série des démonstrations en faveur du culte épuré, instauré par Chaumette et les hébertistes.

1. A. M. de Soulligné-sous-Ballon, D I, p. 154-155 (8 germinal an II).

Le directoire du département, obstiné dans sa politique du mois de mai 1792, s'abstint d'assister en corps à la cérémonie inaugurale (1). Mais la présence de deux représentants du peuple, Garnier de Saintes et Thirion, rehaussa l'éclat de celle-ci. *L'Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution* en ayant donné une description, d'après les *Affiches du Mans*, une analyse sera suffisante ici.

Séance à la maison commune et allocution du maire, « en présence des autorités constituées, de la société républicaine et de députations circonvoisines » ; station du cortège officiel et de la garde nationale devant l'arbre de la liberté, avec chant de *la Marseillaise* : tels furent les premiers actes de la manifestation. La partie la plus importante était réservée à la « ci-devant église métropole » qui, pour la circonstance avait changé son titre en celui de *Temple de la Vérité*.

Quatre discours y furent prononcés : par Garnier de Saintes, en l'honneur de la religion naturelle ; par Thirion, qui offrit, « au nom des citoyens, ses hommages à la Liberté » ; contre le fanatisme, par le procureur général syndic, Roustel, qui renonça sur le coup à ses fonctions de prêtre ; enfin par le maire, Potier la Morendière.

L'attraction principale consistait en « une montagne élevée dans l'enfoncement du chœur, sur le sommet de laquelle était une jeune citoyenne représentant la Liberté : elle tenait d'une main une pique et de l'autre un bonnet rouge. A ses côtés étaient assis deux jeunes enfants ; l'un tenait ouvert le livre saint des Droits de l'homme ; l'autre portait, de la main droite, une massue et, de la gauche, le flambeau de la Raison... Au bas étaient assises deux jeunes citoyennes, représentant la Vérité et la Justice décorées de tous leurs attributs. »

Pour compléter le symbolisme de cet ensemble, « la tiare et la bulle du Pape, avec tous les titres chimériques et absurdes de l'ancienne féodalité, furent solennellement brûlées sur la place des Halles, à l'issue de la cérémonie » (1).

Tel fut le dispositif adopté, le 20 brumaire. Il fut reproduit, le 30, avec de légères variantes. Sur la montagne « étaient élevées les trois déesses de la Liberté, de la Justice et de la Vérité, représentées dans la personne de trois jeunes filles, vertueuses et patriotes ». Au lieu de titres féodaux, le bûcher de la place des Halles, consuma « un monceau de chapes, de petits bons dieux, de mis-sels et d'autres instruments magiques de cette espèce ». (2)

Une fois au moins encore Garnier de Saintes présida le décadi dans la cathédrale. L'appareil théâtral précédent fut encore modifié. L'épisode sensationnel consista à jeter bas ensemble les crucifix et statues de l'église, au moment où le représentant criait : « Tombez, vils hochets de la superstition » (3).

A partir de nivôse, les premiers enthousiasmes étant diminués, les fêtes décadaires furent transportées dans des locaux moins vastes ; elles émigrèrent ainsi d'abord à la Couture puis, en prairial an III, à l'église de la Visitation. La froideur des séances, la sécheresse monotone de la lecture des lois, des arrêtés et comptes rendus administratifs, avaient lassé bien vite l'assistance ordinaire des cérémonies officielles. Pour soutenir son attention, piquer sa curiosité, les autorités du chef-lieu ne tardèrent pas à se faire suppléer par une association nouvelle.

Le 30 pluviôse, « plus de soixante citoyennes et citoyens,

1. *Affiches du Mans* (12 frimaire, an II), p. 208-210.

2. *Lettres du citoyen Régulus Boyer*. Cf. Dom Piolin, *Histoire de l'Église du Mans durant la Révolution*, t. II. p. 427.

3. Dom Piolin, *op. cit.*, t. II. p. 433.

réunis en *Société fraternelle et dramatique*, commencèrent une série de représentations, fixées au décadi. A leur programme du premier jour, étaient inscrites « la tragédie de *Guillaume Tell* et une comédie nouvelle, intitulée le *Décadi*, composée par un citoyen du Mans. » Leur répertoire ne devait comprendre que « des pièces dignes d'être jouées devant un peuple régénéré et jaloux de ses droits... Plus de messes, plus de sermons, plus de confessions, plus de processions », disaient les *Affiches du Mans*, auxquelles sont empruntés ces détails. « Les spectacles républicains, dans lesquels on retrace au peuple ces saintes insurrections des 10 août, 31 mai, 2 juin..., voilà l'ordre du jour » (1). Un an plus tard, une société dramatique se constituait de même, à Mont-sur-Loir, ci-devant Château-du-Loir ; elle s'établissait dans l'ancienne église des Récollets, pour l'aménagement de laquelle Garnier de Saintes avait alloué 4.000 francs » (2).

Cependant, après brumaire an II, il restait à répandre le nouveau culte, du chef-lieu dans le département. Du Mans, Garnier de Saintes écrivit au Comité de Salut public qu'il s'en préoccupait. « Ici comme ailleurs, les prêtres sont démasqués. Le bandeau du fanatisme brisé ne laisse plus voir que les rayons purs de la vérité... l'on n'entend, de toutes parts, que les hymnes de la Liberté. Les campagnes ne sont pas encore à cette hauteur, et il me paraît bien intéressant que des missionnaires de la vérité, pris parmi les sociétés populaires, allassent publier et mettre au grand jour, dans les villages, les crimes et les turpitudes des prêtres ; car c'est par des faits qu'on frappe les sots et qu'on fixe la raison des hommes crédules, mais peu éclairés » (3).

1. *Affiches du Mans*, n° 7 (7 ventôse), p. 27.

2. A. M. de Château-du-Loir, DII, f° 275 ; DIII, f° 21.

3 Ministère de la Guerre, *Armée des Côtes de Brest*, d'après

L'on peut douter que les intentions du conventionnel aient été sérieusement exécutées. Car l'attention des autorités locales allait être longtemps absorbée par des soucis, autrement graves que celui de la diffusion de la doctrine récente. Le témoignage du Conseil général de Sillé-le-Guillaume est très explicite, à ce sujet. La Société populaire de la ville avait demandé, le 29 frimaire, que la fête de la Raison fût célébrée le lendemain. Elle s'entendit répondre sèchement que « les troubles actuels ne permettaient pas qu'on se livrât aux réjouissances publiques, surtout quand le peuple exprimait ses craintes sur le défaut des subsistances » (1).

Le péril, mis en avant ici, était celui que créait la proximité de l'armée vendéenne. Le 19 nivôse seulement, la municipalité le crut « assez éloigné » pour fixer au lendemain « la fête de la Raison et de la décade » (2). Mais tout l'ouest du département l'avait également redouté. L'agitation s'était propagée jusque dans l'est, quand les populations avaient vu les administrations quitter le Mans, en hâte, et expédier leurs archives vers l'Eure-et-Loir. La frayeur générale et le trouble qui s'en suivit expliquent donc la prudence des municipalités, les lenteurs qui firent rejeter par beaucoup d'elles, jusqu'à la fin de nivôse, la célébration de la première décade. Le district du Mans en convint, dans son rapport de l'époque au Comité de Salut public (3).

Le représentant en mission dans la Sarthe était alors tout absorbé par sa lutte contre la faction baziniste du club et n'avait guère le loisir de presser l'expansion d'un culte dont la Convention avait commencé de se désintéresser.

A. Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut public avec la correspondance officielle des représentants en mission*, t. VIII, p. 658.

1. A. M. de Sillé-le-Guillaume, DIII, f° 40 v°.

2. *Ibid.*, f° 42.

3. A. D., L 538, f° 3.

A ces obstacles temporaires s'en ajoutait un autre, que le procureur syndic de Fresnay avait signalé un peu plus tôt. Il écrivait le 18 frimaire à son collègue du département : « Le 20 de ce mois, nous célébrons la deuxième décade. Je ne peux te dire que cette fête sera entièrement consacrée à la Raison, car nous avons encore des prêtres et eux (ont) d'imbéciles partisans... » (1)

L'aveu est franc. Toutefois ce n'étaient guère les prêtres que le haut fonctionnaire redoutait de froisser, mais bien plutôt la masse catholique. Les populations étaient mal préparées à voir exhiber les déesses qu'honoraient les grands centres. L'on se souvient, entre autres exemples, que la municipalité du Mans refusait de laisser défiler les femmes à la procession de la Fête-Dieu, en 1791 ; à plus forte raison la bourgeoisie des petites villes était-elle restée trop saine pour se prêter volontiers à des manifestations qui blessaient la gravité de ses mœurs. Le monde modeste des artisans partageait ses répugnances. De là la nécessité, pour les organisateurs des attractions officielles, de se contenter d'adolescentes pour principaux personnages. A quelques exceptions près, toutes les figurantes de la ville du Mans étaient « dans la première jeunesse », au dire de Dom Piolin. « La jeune citoyenne vêtue de blanc », qui représenta la Raison, à Sillé-le-Guillaume, « sortait à peine de l'enfance » (2). A Mamers, lors de la fête de la prise de Toulon, trois des quatre rôles de déesses furent tenus par des hommes ; les citoyens Charles Regnoust, Bouly et Damoreau jouèrent les personnages de la Victoire, de la Raison et de la Renommée (3).

Peut-être est-ce à des scrupules analogues qu'il convient

1. A. D., L 471, f^o 260.

2. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D III., f^{os} 42-43.

3. G. Fleury, *La ville et le district de Mamers durant la Révolution*, t. III, p. 229.

d'attribuer le silence gardé, dans tant d'endroits, sur les premières cérémonies décadaires; la sobriété étrange des relations qui ont été faites ailleurs. Autant les récits des fêtes civiques antérieures avaient été nombreux, touffus, prolixes, autant ils deviennent rares et réservés, pour cette époque, même dans les localités importantes. Le mutisme est absolu sur ce sujet, à Ballon, à Château-du-Loir et à Fresnay. A la suite du Carnaval particulièrement tapageur de l'an II, la Chartre interdit les réjouissances, « les dimanches et autres fêtes superstitieuses »; la seule marque de faveur qu'elle donna alors au culte nouveau, fut de permettre la danse « les décadis et jours de fêtes républicaines » (1) Les municipalités de Bonnétable, de Brûlon, etc., promulguent des règlements sur le chômage du décade, sur le cérémonial à observer, ce jour-là, pour la lecture des lois, mais se taisent sur tout autre objet.

Une autre constatation s'impose, qui achève de caractériser les premières fêtes décadaires; c'est que les éléments religieux et civiques continuent de s'y mêler étroitement en plusieurs localités. Le culte nouveau ne s'installe point sur les ruines de celui qui précédait; il semble plutôt se l'incorporer, tout au moins rester étroitement uni avec lui. Les manifestations de cette tendance revêtent même parfois des dehors de naïveté qui provoquent le sourire.

Le choix du 30 nivôse, pour commémorer la prise de Toulon, à Saint-Germain-de-la-Coudre, laisse quelque doute sur l'intention des organisateurs de la cérémonie. L'incidence simultanée du dimanche et du décade permet de confondre la fête religieuse avec la fête civique, d'autant que la municipalité consigne, en son registre, que celle-ci suit immédiatement la messe (2). Pour Saint-Aubin-des-

1. A. M. de la Chartre-sur-Loir, D I, f° 101.

2. A. M. de Saint Germain-de-la-Coudre, *Délib.*, p. 22.

Coudrais, aucune hésitation n'est possible, car la solennité a été fixée au 20 nivôse (jeudi 9 janvier 1794). Mais « la commune, convaincue que les succès viennent de Dieu, qui s'est lui-même déclaré le Dieu des armées ; que la République ne peut prospérer sans sa protection toute-puissante », avait arrêté que, pour la circonstance, une première messe serait dite « à l'heure fixée pour les jours de dimanche » ; qu'à dix heures serait célébrée une grand-messe, à laquelle assisterait toute la paroisse, et qui serait suivie du *Te Deum* (1). La cérémonie eut lieu le même jour, mais le soir, à Mayet. Au retour du feu de joie, écrit la municipalité, « nous sommes entrés en l'église, sur le vœu unanime de douze cents à quinze cents personnes. Nous y avons reconnu, [aussi] sur le vœu unanime, la statue dit[e] ci-devant saint Martin pour le généreux imitateur du général Westermann, qui nous a débarrassés d'une horde de brigands dont nous avons été si longtemps opprimés, auquel sera donné le nom de..., ce qui a été vivement applaudi » (2). Le 5 pluviôse, la municipalité de Sillé-le-Guillaume adoptait les conclusions du rapport de ses commissaires sur l'aménagement de la chapelle des Minimes en temple de la Raison. Les changements à opérer « ne consistaient qu'à faire disparaître quelques signes du culte catholique ; à faire peindre la figure représentant *la Vierge*, pour en faire la Raison... » (3) Si l'on rapproche cette décision des précautions prises, en frimaire, pour faire descendre les statues de leurs niches, « afin d'éviter la profanation, en cas que la fête de la Raison fût célébrée en la ci-devant église », toute arrière-pensée irrégulieuse doit être exclue des intentions des autorités communales. Le respect des traditions catholiques est plus visible encore,

1. A. M. de Saint-Aubin-des-Coudrais, *Délib.* n° 27.

2. A. M. de Mayet, D I, n° 175.

3. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D III, n° 44.

dans l'arrêté relatif aux sépultures civiles, à Avesnes; le règlement pris à ce sujet est entièrement calqué sur les usages chrétiens. Le maire et l'officier municipal délégués à cette fonction, sont chargés de veiller « au maintien du respect et vénération de cette cérémonie, comme aussi de recommander [le défunt], au moment du dit enterrement, et de rappeler à l'assistance que l'esprit du décédé quitte ce monde pour entrer au sein du Père Éternel et Être Suprême de l'Univers. Pareille recommandation sera faite, le décadi suivant... » (1)

Il n'y a rien là qui doive étonner, puisque l'exercice du catholicisme se prolonge jusqu'en germinal, en beaucoup d'endroits. Il est vrai qu'en quelques rares communes, autant que le laisse deviner l'obscurité des registres municipaux, la décade s'établit sans aucune participation du catholicisme. « La sainte montagne » fut élevée dans l'église paroissiale de Saint-Calais, en frimaire an II, mais la dédicace du temple de la Raison n'eut lieu que le 30 ventôse (2). A Champagné, « la fête fut célébrée par des danses et des chansons, surtout une qui rendait justice à la secte des prêtres en général » (3). Elle s'accompagna, à Montmirail, du « mariage républicain » de deux couples (4). En plus de la déesse de la Liberté, Précigné produisit « vingt jeunes citoyennes à cheval, en habillements blancs parsemés de rubans tricolores » (5). Conlie et Saint Aignan virent leurs curés abdiquer, avec quelques autres ecclésiastiques. Il n'y a guère que Sillé-le-Guillaume qui ait conservé une relation détaillée du cérémonial adopté.

1. A. M. d'Avesnes, *Délib.*, p. 257.

2. A. M. de Saint-Calais, D III, f^{os} 122 et 148.

3. A. D., L 258.

4. A. M. de Montmirail, D I, f^{es} 51-52.

5. A. M. de Précigné D II (30 nivôse, an II).

La Raison, a-t-on déjà dit, y fut représentée par « une jeune citoyenne, vêtue de blanc, décorée de l'écharpe aux trois couleurs. Elle portait en tête une couronne de palme ; en une main, le faisceau signe d'union, et, en l'autre, les droits de l'homme... Majestueusement portée sous un superbe dais... elle était précédée d'un Montagnard, armé du glaive de la loi, orné d'une couronne de laurier, et du président de la Société populaire, portant en main le flambeau de la Raison... Sur la place de la Raison, la jeune citoyenne fut déposée et entourée des autorités constituées ; le Montagnard placé sur la cime d'une montagne... ; le président de la Société populaire, sur une estrade en face... » Ce dernier procéda à la lecture des Droits de l'homme. Puis des discours furent prononcés, contre « les préjugés qui étouffaient la raison et à l'honneur de la Montagne, dont le courage avait sauvé la République ». Ils furent suivis de chants patriotiques. Enfin le cortège se disloqua, après être revenu à la maison commune (1).

Presque partout la fête de la Raison avait servi à inaugurer le culte décadaire. Celle de l'Être Suprême ne fut considérée que comme un décadi plus solennel. Plus de pompe dans les décors ; plus de figurants et de figurantes dans les cortèges ; plus de tableaux, pour symboliser les aspects jusque-là négligés de la religion de la nature ; voilà les marques extérieures des progrès du nouveau culte, de nivôse à prairial. L'embellissement des rues et des maisons, par « des branches de feuillages et des guirlandes de fleurs » jette une note de gaieté, inconnue jusqu'alors dans les manifestations patriotiques. Les habitants de Parigné-l'Évêque regardent défiler « douze jeunes bergères, parées de rubans tricolores, avec des houlettes... et douze jeunes

1. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D III, f^{os} 42-43.

bergers, parés de même, ayant au milieu d'eux deux agneaux ornés de rubans et de fleurs » (1). Dans une proclamation spéciale, le Conseil général de Sillé-le-Guillaume invite ses administrés à supprimer la distinction entre acteurs et spectateurs, parce que « chaque citoyen doit se faire un devoir de tenir son rang à cette auguste cérémonie ». Il fera exhiber, dans le cortège, « un morceau de salpêtre », élevé « sur un brancard... dont les citoyens présidents des district, municipalité, tribunal et comité de surveillance porteront les rubans » (2).

Le Mans avait préféré un spectacle plus champêtre, dont voici le plan sommaire. A la suite d'une bannière, chargée d'inscriptions rappelant l'objet de la fête, le défilé devait comprendre ; « soixante vieillards, soixante mères de famille, soixante filles âgées de douze ans et au-dessus, vingt enfants, vingt petites filles au-dessous de douze ans ». Des détachements de troupes et les corps administratifs devaient précéder « une charrue, traînée par deux bœufs choisis, ornés de guirlandes de fleurs aux trois couleurs nationales et accompagnés de six ou huit cultivateurs, dont les deux anciens tiendraient la charrue et les autres porteraient en trophée des pelles, faucilles et faux... »

Des bergerettes et des bergers, avec leurs agneaux ; une montagne, avec une statue de la Liberté, complétaient cet ensemble. On eût dit une fête de l'agriculture, si les chants « analogues à la circonstance » n'eussent indiqué qu'il s'agissait de rendre hommage à l'Être Suprême (3).

A part ce déploiement d'une pompe plus considérable, à part aussi quelques changements dans les emblèmes déployés, le 20 prairial, dans la Sarthe, n'eut rien qui le

1. A. M. de Parigné-l'Évêque, *Délib.*, f° 39.

2. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D III, f° 77.

3. *Affiches du Mans*, n° 20 (15 prairial), p. 86.

distinguât des fêtes civiles qui suivirent : commémoration du 14 juillet ; anniversaire du 10 août, etc. Si les catholiques manceaux avaient tenu à différencier la cérémonie des précédentes, ils auraient noté l'exclusion absolue de tout ressouvenir chrétien. C'est là une constatation qui s'accorde avec les conclusions d'un des maîtres autorisés de l'histoire révolutionnaire. « La France, écrit-il, ne vit, en général, dans le culte de l'Être Suprême, que le développement et le perfectionnement du culte de la Raison, et on peut dire qu'en province surtout, le décret du 18 floréal fut accueilli comme la conséquence de la cérémonie du 30 brumaire » (1), Telle était bien, sur le moment, la pensée des administrateurs du district de Sillé-le-Guillaume. En envoyant le plan de la fête, arrêté par la Convention, ils terminaient leur lettre par les conseils suivants : « Nous croyons que la montagne du ci-devant Calvaire vous offre un local privilégié, propre à figurer l'autel de la Patrie, que la nature a formé, que l'art imitera dans toutes les communes qui n'ont pas l'avantage d'en avoir un semblable. A l'endroit où était l'arbre infâme qui rappelait la barbarie des ennemis de la divinité, serait planté l'arbre chéri de la Liberté, qui fixerait de tous côtés les regards des républicains » (2).

Quelles que fussent leurs recommandations, les personnages officiels étaient incapables de changer les mœurs des populations sarthoises, avec toute la célérité qu'ils désiraient. Les délibérations des assemblées communales témoignent des embarras éprouvés, pour faire oublier les dimanches et respecter les décadis ; celles des directoires précisent la nature de quelques-unes de ces difficultés et

1. A. Aulard, *Le culte de la Raison et le culte de l'Être Suprême* chap. XXX, p. 344.

2. A. D., L-589 (13 prairial an II).

montrent les autorités en désaccord sur l'interprétation des lois. Enfin les rapports des administrations, en l'an III, constatent la stérilité fréquente des tentatives faites pour implanter le nouveau culte.

De floréal à messidor an II, plusieurs municipalités se voient obligées d'ordonner la fermeture des cabarets, les jours de décadi, à l'heure de la lecture des lois; de ce nombre sont celles de Tassé, de Dissay-sous-Courcillon et de Beaumont-Pied-de-Bœuf. Celle de Marçon provoque l'envoi de commissaires du district, « pour examiner de quelle manière les décades se célèbrent » dans la circonscription de Château-du-Loir (1). Après avoir pris, en ventôse, un arrêté refusant de rendre le chômage obligatoire, les officiers municipaux de Sillé-le-Guillaume se ravisèrent. Ils remarquaient avec peine, en messidor, que même les ouvriers de la salpêtrerie nationale interrompaient leur travail, les dimanches seulement. Ils rappelèrent donc que « les fêtes décadaïres et autres fêtes nationales étaient les seuls jours de repos des républicains » (2). Le Conseil général du district de Mamers montra plus de zèle encore. Renchérissant sur un arrêté du comité révolutionnaire de la ville, il décida d'« organiser la surveillance des personnes, dans leurs actes et dans leur tenue, les dimanches et les décadis » (3). Vers le même temps, l'administration du district de Saint-Calais interdisait, aux municipalités de son ressort, de tolérer l'ouverture des églises, sauf, « les décadis et autres jours de fête décrétés » (4).

Adresses, proclamations, arrêtés, rien n'arriva à vaincre la résistance têtue de gens que, de guerre lasse, l'on déclarait « insouciantes par habitude et fanatiques par igno-

1. A. D., L 420, f° 48.

2. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D III, f°s 51, 77, 80-85.

3. G. Fleury, *op. cit.*, p. 237-238.

4. A. D., L 395, f° 103.

rance ». Les autorités de tous degrés eurent beau modifier les heures de réunion, varier les attractions, ajouter à la lecture des documents morceaux de musique et chants patriotiques, elles ne purent faire sortir les Manceaux de leur abstention systématique.

En thermidor an II, la municipalité de Sillé-le-Guillaume constate que « les fêtes décadaires ne sont rien, pour la majorité du peuple » (1). Celle de Brûlon publie un arrêté du district de Sablé qui prescrit aux citoyens de garder leurs habits de travail, le dimanche, « sous peine d'être considérés comme suspects et criminellement insouciants du nouvel ordre de choses ». Le 9 fructidor, elle « enjoint à tout père de famille d'envoyer, à toutes les décades, au moins une personne de sa famille, pour se trouver au temple de l'Être Suprême » (2). Le maire de Saint-Gervais-en-Belin réclame l'autorisation de condamner à l'amende « ceux qui ne se rendent pas aux décades » (3). A Saint-Rémy-des-Monts, les notables eux-mêmes négligent les cérémonies officielles; l'agent national requiert qu'ils s'y présentent, au moins deux par séance, « à faute d'être punis par la loi » (4).

Au Mans même, les sollicitations officielles n'obtiennent pas de meilleurs résultats. Une proclamation de Génissieu constate, en frimaire an III, « que les chefs de la garde nationale ne font rien pour dissiper les idées de superstition et de fanatisme; [qu'] ils ont soin de renvoyer les assemblées non pas à des jours de décadis, pendant lesquels ils laissent les citoyens à leurs ateliers, mais aux jours ci-devant dominicaux ou de fêtes catholiques ». En nivôse, le garde-magasin des subsistances s'excuse de

1. A. M. de Sillé-le-Guillaume, D III, f° 80.

2. A. M. de Brûlon, D II, f°s 65 v° et 72.

3. A. D., L 550, n° 196.

4. A. M. de Saint-Rémy-des-Monts, *Délib.*, p. 98

n'avoir pu faire les livraisons, qui lui étaient imposées, le 5 de ce mois, parce que ses employés « n'ont pas voulu travailler le jour ci-devant Noël » (1).

Le rapport de l'agent national du district, pour la dernière décade du même mois, était donc plutôt en deçà de la vérité. « Le fanatisme, écrivait-il au Comité de Salut public, a encore beaucoup de sectateurs et notamment dans les campagnes. Il est à désirer que les fêtes décadaires soient bientôt établies et que le peuple, attiré par le spectacle, vienne en plus grand nombre s'y éclairer » (2).

L'auteur de ce souhait manquait à tout le moins du sens de l'opportunité. Au moment où il formulait son vœu, les catholiques, romains et constitutionnels, commençaient de relever leurs autels abattus.

IV

Le curé de Fresnay terminait la narration du sac de son église par la douloureuse exclamation qui suit : « Nous voilà donc sans temple, sans autel et sans culte ! On nous ferait un crime capital d'exercer notre ministère ! »

Des prêtres apeurés, soucieux d'assurer une tranquillité trop habituée aux capitulations, pouvaient se contenter de gémir ainsi sur leur état ; ceux-là restèrent dans l'inaction. Pour peu qu'ils fussent plus zélés, les autres cherchèrent à suppléer, au moins partiellement, à l'apostolat qui leur était interdit. « Toute administration des sacrements sera faite en maison particulière, écrit encore Mathurin Coupel. Comme M^e Urbain Antoine Gallais était moins surveillé que moi, je l'ai prié et requis d'administrer au besoin tous les sacrements et d'avoir agréable de m'en donner

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1538, f^{ss} 200, 210, 214.

2. A. D., L 503, n° 250.

connaissance, ce qu'il a fait avec exactitude : et pour preuve, j'ai tenu registre de ses actes et des miens. » Un autre expédient lui permit d'accompagner au cimetière les morts, qui devaient être « ensépulturés sans cérémonie ». En sa qualité d'officier public, il continua, tout au moins jusqu'en germinal, de présider les inhumations. Beaucoup de ses collègues en firent autant, au même titre. D'autres, plus hardis, furent accusés de s'en aller « fanatiser » leurs paroissiens à domicile et, pour cette raison, tantôt incarcérés, tantôt éloignés de leurs communes, par arrêtés individuels.

Même ainsi minimisée, l'action sacerdotale paraissait trop considérable aux jacobins du Mans. L'un d'eux prit ombrage du peu d'influence qui restait au clergé et reprocha à l'agent national du district de pactiser avec l'ancienne superstition. Ils ne furent satisfaits que lorsqu'ils eurent remplacé ce fonctionnaire par l'incorruptible Jacques Rigomer Bazin et fait adopter, le 22 prairial, un arrêté général, reléguant tous les prêtres de la circonscription dans leurs communes d'origine. N'ayant plus alors à s'en prendre qu'aux signes extérieures de la religion, ils firent descendre les statues des églises, abattre les croix des clochers et celles des chemins.

A vrai dire les municipalités subissaient généralement mal ces ultimes vexations. Sauf pour les églises converties en ateliers salpêtriques, leur lenteur à exécuter les arrêtés des districts, l'ajournement des transformations prescrites dans les édifices cultuels, témoignent de leurs répugnances, tout au moins des ménagements qu'elles devaient garder, auprès des populations restées foncièrement catholiques.

Aussi bien les fidèles faisaient-ils montre d'un remarquable attachement à leur culte, d'une rare obstination à en défendre les débris. Il n'est rien de plus significatif à

ce sujet qu'un arrêté du district de Saint-Calais, en date du 12 thermidor an II (30 juillet 1794). D'autant qu'il s'applique à une situation qui n'était point exceptionnelle, dans le département. « Dans plusieurs communes de ce district, disait l'agent national, il se fait encore des rassemblements, les ci-devant dimanches et fêtes, dans les ci-devant églises, sous le prétexte d'y prier Dieu ». Sur son réquisitoire les administrateurs défendirent aux municipalités, d'ouvrir les temples de la Raison, sauf pour les décadis et autres jours de fêtes décrétées. Exception était faite pour les édifices qui servaient d'ateliers publics ou de salles de réunion pour les sociétés populaires. Les clés devaient être conservées à la maison commune. Sur la façade, l'inscription suivante était à apposer au plus tôt : « Le peuple français reconnaît l'Être Suprême et l'immortalité de l'âme ». Enfin toutes réunions autres que celles prévues par la loi devaient être dénoncées à l'administration, qui aviserait aux moyens de les faire cesser (1).

Vains efforts ! La Société populaire, révolutionnaire et montagnarde, régénérée de Saint-Calais » constatait, dans les dix jours suivants, que les ordres ci-dessus n'avaient point été exécutés à Vibraye (2). Le 11 fructidor (28 août) le comité de surveillance de la Chapelle-Gaugain était chargé d'enquêter sur une autre infraction à ces prescriptions (3). Le 22 nivôse an III (11 janvier 1795), la Société populaire du Mans adressait ses objurgations au comité révolutionnaire du district. Sa pétition tendait à « enjoindre aux municipalités de fermer les ci-devant églises, les jours où les lois ne doivent pas être lues et où le bien public n'a point commandé d'assemblées populaires, enfin de dissiper tout

1. A. D., L 395, f^o 103. — Cf. A. M. de Saint-Maixent, D II, f^{os} 15-16.

2. Arch. de M. l'abbé Geslin.

3. A. D., L 395, f^o 132.

rassemblement ayant pour but la célébration des fêtes et dimanches » (1).

Les rétrogrades, dans la circonstance, étaient en vérité les Bazin, les Hallopé, les Sallé et autres instigateurs de cette motion. Sans leur sectarisme étroit et violent, ils eussent soupçonné l'importance d'autres manifestations qui avaient commencé de se produire, dans le département; deviné la naissance d'un mouvement incoercible de restauration religieuse, qui allait s'élargir avec la loi du 3 ventôse an III et atteindre son épanouissement, après celle du 11 prairial.

Les premiers symptômes de ce renouveau apparurent, dans ce district de Saint-Calais, où l'on vient de voir les réunions dominicales persister malgré la persécution. Deux officiers municipaux de Cogners annonçaient, le 28 vendémiaire (19 octobre 1794), que plusieurs habitants avaient rétabli les statues de l'église dans leurs places anciennes. Quatre individus étaient nommément désignés comme les auteurs principaux de ce prétendu méfait; l'administration ordonna qu'ils seraient dénoncés au comité de surveillance et de sûreté générale (2). Le 11 brumaire, l'exemple parti de Cogners était imité dans la commune voisine de Vancé. La municipalité, craignant un blâme, se hâta d'écrire au district, déjà avisé, que « les faits dénoncés à son comité n'existaient pas » (3). Des faits de même nature sont signalés, près de Mamers, au début de pluviôse (4). Dans une autre paroisse du même district, une croix avait déjà été relevée, au lieu dit de Versé. La municipalité de Saint-Rémy-du-Plain s'y transporta, le 23 vendémiaire

1. A. D., *Fonds municipal*, n° 1971.

2. *Ibid.*, L 395, f° 193.

3. A. M. de Vancé, D II, f° 6.

4. A. D., L 254 (Les Aulneaux).

(14 octobre), avec la garde nationale et les habitants. A ceux-ci elle représenta que, si « pareils inconvénients (*sic*) se renouvelaient, ils couraient eux-mêmes le danger d'être accusés d'y participer ». Puis elle fit abattre à nouveau « la torche du fanatisme » et la rapporta à la maison commune, pour l'y tenir à la disposition de l'administration (1).

Le calme renaît ici ; il est aussitôt troublé ailleurs : aujourd'hui dans le district de Château-du-Loir, jusque-là tranquille ; demain dans celui de la Ferté-Bernard, apparemment incapable de s'émouvoir. Avec le début de ventôse (19 février), c'est dans un chef-lieu de canton que la mulinerie éclate. Pendant que le maire du Grand-Lucé était au Mans, « plusieurs personnes » se présentent chez lui. Elles réclament les clés du ci-devant temple de la Raison, devenu temple de la Morale, depuis fructidor. Écartées adroitement par la femme du magistrat, elles se rendent chez le citoyen Lebouc, s'emparent « contre son gré » des clés, dont il était dépositaire. L'attroupement s'est grossi, pendant tout ce temps. Un « grand nombre » de gens se portent vers le temple ; « y placent le Christ et les figures de saints ; forment un autel ; dans le dessein d'exhausser (*sic*) leurs prières à Dieu ». Le corps municipal, inquiet des suites possibles de l'affaire, décida sur le champ « qu'il garderait le silence sur la manière dont plusieurs citoyens avaient usé de la liberté qu'ils avaient d'exercer un culte quelconque ». Il résolut de ne point intervenir, jusqu'à ce que la tranquillité publique eût été atteinte ou que les administrations supérieures eussent pris des mesures. Puis il envoya, sans retard, son arrêté au district.

Les démonstrations populaires reprirent les 25, 26 et 27 ventôse, quinze jours après la promulgation dans la com-

mune de la loi sur l'exercice du culte. Elles étaient plus importantes par le nombre des individus qui y concoururent et par leur caractère, à la fois religieux et politique.

Le premier décadi du mois, la municipalité s'était réunie, pour la dernière fois, dans l'église. Le 25, écrivent les officiers municipaux, un groupe considérable d'hommes et de femmes s'y présentèrent et « détruisirent les établissements, que nous avions fait faire, pour nos séances et celles de la justice de paix. Ils ont ensuite renversé le drapeau tricolore, placé sur le temple, en y substituant un coq. La municipalité, se voyant dans l'impossibilité de s'opposer à cette destruction, fut forcée de se tenir en silence ». Mais, le surlendemain, elle réorganisa la garde nationale et lui donna mandat d'appréhender tous ceux qui chercheraient, à l'avenir, à fomenter des émeutes ou des séditions. Elle limita toutefois l'emploi de la force des armes à trois cas : « 1° si des violences ou des voies de fait étaient exercées contre les gardes ; 2° s'ils ne pouvaient défendre les postes dont ils étaient chargés ; 3° s'ils étaient expressément autorisés par un officier civil, conformément à la loi du 3 août 1791 ». A l'enquête, ordonnée par le district, l'autorité locale répondit que « la cause de ces scènes était relative à ce qui s'était passé dans les communes de Jupilles et de Saint-Vincent-du-Lorouer, dicté par *le vœu général pour rétablir la religion dans les églises*, en commençant par y placer les figures de saints... Les punitions sur ce qui s'est passé, concluait-elle, loin d'affermir la tranquillité publique, pourraient occasionner de plus grands maux, parce que le cri général est : du pain !... » (1)

De cette suggestion, l'administration du district fit son profit. Avisée, le 29 ventôse (19 mars), que le peuple de Vaas devait se porter sur la ci-devant église des Prémon-

1. A. M. du Grand-Lucé, D I, f^{rs} 98, 106, 112 v^o.

trés, pour la rendre au culte, elle arrêta d'envoyer, dans la commune menacée, une patrouille de vingt-cinq hommes de la 85^e demi-brigade. Les instructions suivantes furent remises au chef de détachement : « Il se pénétrera que la démarche qui a lieu n'est qu'une simple mesure de police ; il recommandera aux hommes la douceur, la fraternité, le maintien de l'ordre, le respect des propriétés et des personnes et celui de ne point les inquiéter (*sic*) pour leurs opinions religieuses... Si le peuple persistait à s'emparer de l'église, la troupe emploiera les moyens de persuasion plutôt que ceux de la force » (1).

Ce langage contrastait étrangement avec celui que tenait, le 17 frimaire an II, l'un des futurs membres du même district, alors administrateur du département : « Tous les jours, écrivait-il au maire du Grand-Lucé, nous recevons des dénonciations et faisons incarcérer. Les républicains n'oublient rien et ne savent point pardonner. Si tous les sans-culottes en faisaient autant, les maisons d'arrêt ne seraient pas assez grandes ; il nous en vient de tous les côtés ; je crois qu'il n'y a que votre commune qui en est exceptée... » (2)

Aussi bien, rien que dans cette circonscription de Château-du-Loir, les démonstrations en faveur de la religion se multipliaient, accompagnées çà et là de procédés imités des chouans. Le jour même où le drapeau national avait été enlevé du clocher du Grand-Lucé, des rassemblements pour la reprise du culte avaient eu lieu à Saint-Pierre-de-Chevillé et à Dissay-sous-Courcillon. Les arbres de la liberté des deux communes avaient été abattus, en plein jour ; dans la dernière, les officiers municipaux injuriés

1. A. D., L 421, f^o 19.

2. A. M. du Grand-Lucé, D I, f^o 123.

n'avaient échappé que « par une prompte fuite » aux mauvais traitements, dont ils étaient menacés (1).

Pendant que ces événements se succédaient dans cette région, les districts de la Ferté-Bernard et de Saint-Calais secouaient également le joug de la Terreur. Le 10 ventôse (28 février), un groupe de femmes avait tenté de s'opposer à l'entrée de la municipalité de Bonnétable, dans le temple de la Raison. La lecture des lois y avait été interrompue ensuite, par les cris « Nous voulons l'ouverture de l'église ; les paroisses voisines jouissent de cet avantage et Dieu nous punit ; nous manquons de pain ». La séance du 20 ventôse avait été plus orageuse encore. Un officier municipal étant monté en chaire, pour y lire les papiers officiels, « un murmure s'éleva, qui bientôt devint un bruit universel ». Des clameurs perçaient de tous côtés ce brouhaha : « C'est la religion de Jésus-Christ que nous voulons ». La municipalité dut se retirer sous les huées et fut assaillie de pierres à sa sortie. Le mercredi de la semaine suivante, une grande affluence de femmes réclama les clés de l'église, que le conseil général de la commune ne crut pas pouvoir refuser. Il justifia l'abandon qu'il en fit, par les recommandations reçues quelques jours plus tôt, de l'agent national du district. « Comme on ne commande point aux consciences, avait écrit celui-ci, et qu'il y aurait du danger de vouloir empêcher ce qui se fait dans beaucoup d'endroits, vous pourrez ouvrir l'église, si le peuple persiste à vous le demander. L'administration ayant été consultée si on devait laisser [faire] l'ouverture de l'église, elle a pris sur elle de dire oui, mais en recommandant de surveiller les rassemblements » (2).

La loi du 3 ventôse entr'ouvrit enfin à la liberté la porte,

1. A. D., L 421, f^{os} 11-12.

2. A. M. de Bonnétable, D III, f^o 234.

que les manifestations précédentes avaient commencé de forcer. Par l'issue ainsi ménagée les impatiences des catholiques s'engouffrèrent et la restauration religieuse fit des progrès inattendus. Depuis la moitié du mois, elle gagna les circonscriptions de Mamers, de la Flèche, du Mans, en même temps qu'elle affermissait, qu'elle étendait ses acquisitions, dans les districts entamés les premiers. De jour en jour la pression exercée sur les autorités s'accroissait ; mais nulle part elle ne donna lieu à des démonstrations aussi tumultueuses qu'à Dollon. Dans cette paroisse, la hâte d'une troupe considérable de femmes à conquérir la liberté recouvrée par les communes voisines, leurs exigences passionnées multiplièrent les incidents, dont le procès-verbal a laissé le plus dramatique récit.

Les protestataires obligent l'officier municipal Arnouilleau à descendre de chaire, avant d'avoir pu lire les lois. Elles contraignent le maire et un autre membre du conseil à restituer le Christ, qu'ils avaient dissimulé sur la voûte de l'église ; entreprennent de leur faire « baiser la terre », au pied du crucifix recouvert ; crient qu'elles veulent le rétablissement des saints et de la croix boissée du cimetière ; se précipitent chez le curé Coutelle et chez le citoyen Volet, pour faire replacer les autels qu'ils avaient achetés. Faute de pouvoir retrouver le maire, Ralle, elles s'en vont chercher son fils à l'auberge, le prennent par le col, l'entraînent à l'église et lui imposent de baiser la terre à trois reprises, en signe de réparation. « Elles ont dit, conclut le rapport officiel, qu'elles recommenceraient tous les jours les mêmes scènes, jusqu'à ce que leur église fut rétablie » (1).

Elles n'eurent pas la peine de les réitérer, car les admi-

1. A. M. de Dollon, *Délib.* (2 germinal, an III).

nistrateurs durent consentir, chaque jour, quelques concessions nouvelles. L'élan une fois donné, le mouvement de libération se révéla si impétueux qu'il ne cessa point de déborder les autorités civiles, à quelque degré de la hiérarchie qu'elles appartenissent.

Le 30 ventôse (20 mars), « un rassemblement de plus de soixante individus » s'était porté contre la municipalité de Montaillé, séante au temple de la raison, « en criant que l'église avait été dévastée ». Pour se justifier devant leurs concitoyens, les officiers municipaux avaient lu successivement la loi du 13 brumaire an II, qui déclarait propriété nationale tout l'actif des fabriques ; le procès-verbal de la vente du mobilier religieux, du 20 floréal ; la quittance du receveur du district. La foule protesta « que c'étaient là des lois de Robespierre ; que l'on ne devait pas les écouter et qu'il fallait faire rétablir l'église aux dépens de ceux qui avaient opéré la vente ». Aussitôt elle fit « inscrire les objets qui devaient être restitués, sur une liste que la municipalité fut contrainte de signer, avec la condition que ces objets seraient rétablis à Pâques » (1).

Le juge de paix du canton de Saint-Calais, qui avait tenté de s'opposer à ces exigences, fut maltraité. Un des meneurs fut arrêté, puis relâché, après deux jours de détention. En même temps, un attroupement considérable de femmes de Saint-Antoine-de-Rochefort était allé faire une démonstration analogue, devant le district de la Ferté-Bernard. Comme celui de Montaillé, il redemandait « vases d'église, ornements et livres, pour le rétablissement du culte » (2). Les femmes de Vibraye et des communes voisines menaçaient d'intervenir de même, auprès du district de Saint-Calais, qui prit quelques mesures préventives. Mais il sentait son incapacité à tenir tête ; dès le 2 germi-

1. A. D., L 396, f^o 125.

2. *Ibid.*, L 372. Cf. A. M. d'Avezé, *Délib.*, p. 88.

nal, il prit le parti de députer un de ses membres au Comité de sûreté générale du département et à Dubois-Dubais, pour leur exposer son impuissance (1).

La réponse du représentant ne se fit pas attendre. Le 12 germinal (1^{er} avril), il consentait à la mise en vente des ci-devant édifices cultuels. Son arrêté, plus large que la loi du 3 ventôse, n'était pourtant que l'essai de canalisation des réclamations populaires. Non seulement les « communes ou sections de communes en nom collectif » ne recevaient point le droit d'acquérir ou de louer des locaux pour le culte ; mais les édifices religieux employés à un service public demeuraient réservés. D'autre part, les acheteurs, soumis à un régime plus sévère que pour les autres biens nationaux, devaient acquitter le montant de la vente, « moitié en passant l'acte et moitié dans le délai de huitaine ». En cas de retard dans le paiement du solde, l'aliénation était frappée de nullité et, par une disposition monstrueusement vexatoire, les sommes versées restaient acquises à l'État (2).

Malgré ces restrictions, les catholiques mirent beaucoup d'empressement à profiter du peu de liberté légale qui leur était ainsi rendue. L'agent national du district du Mans écrivait, le 18 germinal, à la commission des revenus nationaux que des particuliers avaient déjà présenté leurs soumissions ; que, dans d'autres communes de sa circonscription, des attroupements avaient forcé les municipalités à se dessaisir des clés des églises (3). Le directoire du district de la Flèche remet les édifices cultuels aux citoyens de Saint-Germain-du-Val, de Malicorne et du Lude, en

1. A. D., L 396, f^o 126.

2. *Ib.*, L 124 [et L 592].

3. *Ib.*, L 550, f^o 116.

floréal (1). Enfin, dans le cours de l'an IV, une quarantaine d'églises sont vendues et des soumissions sont déposées pour dix autres (2). Le total est d'autant plus remarquable que le département est ruiné, en majeure partie, par la guerre civile, et en proie à une disette lamentable.

La réserve, faite par le représentant, des édifices affectés à des établissements publics se trouva caduque, en raison des démonstrations populaires qu'elle provoqua. A la fin de ventôse, des groupes de protestataires s'étaient déjà portés sur les églises de Montfort-le-Rotrou et de Pont-de-Gennes (3). Dans la dernière, convertie en atelier salpêtrique, ils renversèrent les tonneaux et brisèrent le matériel. Pour l'autre, qui avait été dépavée, la municipalité obtint de contraindre les salpêtriers à la remettre en état (4).

Si les autorités supérieures avaient été exposées à se méprendre sur la portée de ces interventions populaires, le conseil général de Saint-Rémy-du-Plain se fût chargé de lui en faire connaître le sens exact. Il avait commencé par se répandre en plaintes amères contre les salpêtriers, « profanateurs des cendres de nos pères, qu'on a arrachées de leurs tombeaux ». Puis, lorsqu'il procéda à l'inventaire descriptif de l'église, en germinal, il renouvela ses malédictions contre les mécréants, qui avaient rendu l'édifice « presque inhabitable ». A peine un mois auparavant, la même municipalité avait avisé le district de l'intention, qu'avaient les chouans, de détruire le matériel de la salpêtrerie. Des mesures de protection avaient-elles été prises ?

1. A. D., L. 458, f^{os} 15, 29.

2. Cf. L. Froger, *les Églises et les presbytères de l'arrondissement de Saint-Calais*, etc., dans *la Province du Maine*, t. XIII et XIV.

3. A. D., L. 552, f^o 17 v. — A. M. de Pont-de-Gennes, *Délib.*, f^o 121.

4. A. D., L. 548, n^o 44 et 50.

On l'ignore. En tout cas, le 1^{er} floréal, la menace était mise à exécution (1).

Aussi bien est-il indispensable de noter, sinon l'immixtion générale et directe des insurgés sarthois dans ces questions de restauration religieuse, du moins le parallélisme, la quasi-simultanéité entre les démonstrations en faveur des cultes et les apparitions de chouans. Les deux mouvements, probablement distincts à leur origine, dans le département, confluent dans la suite ; ils s'enveloppent l'un l'autre, se compénètrent, au point qu'ils semblent se confondre et que l'abbé Pauloin a cru à leur identité (2).

1. A. M. de Saint-Rémy-du-Plain, *Délib.*, f^{os} 127, 133, 135-137.

2. Cf. *La chouannerie du Maine et des pays adjacents* par l'abbé Pauloin (3 vol. in-12, Le Mans, Monnoyer, 1875). Quoique l'ouvrage cité ici soit à peu près exclusivement consacré aux chouans de la Sarthe, une histoire critique de la chouannerie dans le département reste à faire. En attendant qu'elle paraisse, nous croyons pouvoir avancer provisoirement, sur ce sujet, les conclusions suivantes :

I. — Comme celle de la Mayenne, la chouannerie de la Sarthe est foncièrement et principalement une révolte contre l'appel des hommes sous les drapeaux. Elle se manifesta : *a*) dans la tentative avortée, faite pour empêcher le recrutement au Mans, en mars 1793 ; *b*) par l'insurrection que la levée en masse provoqua, dans la région de Sablé, en septembre de la même année. — En dehors de ces deux mouvements nettement marqués, elle se maintint à l'état purement sporadique, jusqu'après le passage des Vendéens.

II. — Outre le caractère commun qui vient d'être signalé, chacun des deux soulèvements présente des traits spéciaux qui les distinguent l'un de l'autre. Le premier s'accompagne, dans toute l'étendue du département, de protestations contre les acheteurs de biens nationaux, que les hommes soumis à la réquisition voulaient contraindre à s'enrôler avant tous autres. Ces protestations étaient vraisemblablement inspirées par le secret désir de voir ceux qui avaient profité de la Révolution s'employer les premiers à la défense du régime. Peut-être ont-elles été suggérées aussi par les agents des émigrés. Pas plus que dans la Mayenne, le clergé n'a pu être l'instigateur d'un mouvement aussi général (Cf. Jean Morvan, *Les Chouans dans la Mayenne*, in-8°, Paris, Calmann-Lévy — et abbé Gaugain,

Parmi les contemporains de ces troubles, les officiers municipaux du Grand-Lucé ont soutenu cette identité, dans une apologie de leur conduite, remise au district de Château-du-Loir. Voici ce qu'ils en disaient : « La tranquillité publique ne cessait [alors] d'être menacée par les chouans, qui annonçaient que leur marche avait pour but le rétablissement de la religion; chaque commune, craintive, remettait les figures de saints en la ci-devant église » (1). Mais un seul document appuie cette affirmation; encore se rapporte-t-il à une époque postérieure. C'est un acte de décès, dressé par l'abbé Jean René Tessier. Le 4 novembre 1795 (13 brumaire an IV), ce prêtre réfractaire inhuma, dans le cimetière de Mézeray, « Jean François Bigot,

Histoire de la Révolution dans la Mayenne; 2 vol., in-8°, Laval, Chailland, 1915, t. I, p. 446, note 2). — Le second, jusqu'à plus ample informé, apparaît surtout comme une insurrection royaliste (Cf. A. D., L. 379 et L. suppl., Tribunal criminel de la Sarthe; Arch. nat., BB¹², pièces du procès de l'abbé Daugré).

III. — Quoique la révolte du district de Sablé ait pris naissance aux abords de la Petite-Charnie, dans une région limitrophe de celle où les rassemblements de mars et d'avril 1792 tentèrent d'empêcher l'éviction des prêtres réfractaires, aucun indice n'a été découvert qui établisse une connexion entre les deux soulèvements, séparés par dix-huit mois d'intervalle.

IV. — Les conseils généraux des districts de Sablé et de Sillé-le-Guillaume considèrent l'insurrection de septembre comme terminée, cinq à six semaines après qu'elle eut éclaté (A. D., L. 579, n° 424; L. 589, f°s 346 v°, 348). — Les mouvements de chouans ne recommencent qu'après la défaite de l'armée vendéenne. La première indication de leur activité est fournie par Bissy; mais elle concerne des groupes qui opèrent « sur les confins des départements d'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne » (Arch. Nat., A. FII, 289). Ce renseignement du 8 nivôse, est confirmé par une lettre de Garnier de Saintes, du 14 nivôse (Arch., nat., Armée des Côtes de Cherbourg). Le 22 germinal seulement, le même représentant annonce « un mouvement à Sablé » (Arch. nat., A. FII, 177). C'est par là que commence l'infiltration des insurgés dans la Sarthe (Cf. A. D., L. 579, n°s 554 et 576).

1. A. M. du Grand-Lucé, D I, f°s 123-127.

tailleur d'habits..., mort le jour précédent, sous les coups meurtriers des soldats républicains, ainsi que le nommé *Sans Peur*, commandant la division des soldats de cette paroisse, connue sous le nom de chouans ou de la confrairie de Saint-Michel, combattants pour la religion et le rétablissement de la monarchie » (1).

Voilà les seuls témoignages explicites du temps qui identifient chouans et catholiques et assignent nettement comme fin, à l'insurrection sarthoise, la défense de l'orthodoxie persécutée. Par contre l'administration du district de Saint-Calais distinguait, en termes exprès, les deux éléments constitutifs des troubles qui se produisirent dans l'est du département, au cours du deuxième trimestre de l'an III. Elle constatait à la fois que des rassemblements « ayant pour cause la religion » avaient eu lieu sur son territoire et sur celui de la Ferté-Bernard ; que, « dans plusieurs communes » aussi, l'arbre de la liberté avait été mutilé. Elle en concluait que, « parmi les citoyens qui n'avaient d'autre but que l'exercice de leur culte, il se glissait des traîtres à la patrie » (2). Génissieu lui faisait écho : une longue lettre de lui, datée du 24 frimaire an III (14 décembre 1794), rendait compte au Comité de Salut public de sa mission dans une partie de la Sarthe. « La tournée que je viens de faire, écrivait-il, me met à portée de vous dire ce que l'on peut attendre de cette contrée, tourmentée sous le prétexte de la religion par les scélérats qui l'infestent.

La crainte, on peut le dire, de devenir leur victime et peut-être aussi la mauvaise volonté sont cause que ces malheureux habitants n'ont voulu jusqu'ici se déterminer à enlever les signes extérieurs du fanatisme. Ils ne voient pas combien cette condescendance leur est préjudiciable,

1. Arch. de M. l'abbé Laloy.

2. A. D., L 396, f^o 126.

puisqu'elle sert à assurer aux brigands qu'ils ont encore des partisans parmi eux, ce qui, presque toujours, détermine leur marche » (1).

Cette dernière observation est généralement confirmée par les faits. Nous n'en retiendrons que quelques-uns. Les attroupements pour le rétablissement du culte se produisirent au Grand-Lucé les 25 et 26 ventôse (15 et 16 mars 1795); les chouans ne pénétrèrent en corps dans la ville que les 19 et 25 germinal (9 et 14 avril). L'église Notre-Dame de Mamers est rouverte à la fin de ventôse (2); les incursions de révoltés ne sont signalées, dans les environs, que quatre ou cinq jours après : dans la nuit du 2 au 3 germinal à Avesnes; le 9 du même mois à Beauvoir, et le 27, en face, à Aillières. Les 10, 20 et 28 ventôse, les catholiques s'agitaient à Bonnétable, pour recouvrer leur église; le 7 germinal, un groupe d'une soixantaine de femmes manifestait, dans la ville, autour d'un « calvaire replanté depuis environ huit jours »; les chouans s'emparent de la localité deux semaines plus tard seulement.

V

Il y a donc une relation entre la restauration du catholicisme et l'insurrection politique dans la Sarthe, en l'an III. Si la Convention n'avait pas commis la grave faute de supprimer le culte, les révoltés n'auraient vraisemblablement point pénétré dans l'est du département, resté jusque-là paisible. Ainsi pensait évidemment Génissieu, dont le témoignage a été signalé tout à l'heure. Garnier de Saintes avait eu d'avance l'intuition confuse de ce qui devait appa-

1. A. N., *Armée des côtes de Brest et de Cherbourg*, [d'après A. Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut public...*, t. XVIII, p. 716-720.

2. G. Fleury, *op. cit.*, t. III, p. 75.

naître si nettement plus tard à son collègue. Après avoir annoncé à Billaud-Varennès sa visite imminente à la Flèche et à Sablé, « deux districts où l'aristocratie et le fanatisme ont de chauds partisans », il ajoutait : « que le Comité de Salut public, mon ami, touche bien délicatement la question des opinions religieuses. » L'événement prouva qu'il voyait moins juste quand il conseillait de se défaire, sans en dire un mot, du reste des prêtres, pour cette raison que, « partout où il n'y a plus de prêtres, il n'y a plus idée de leur empire ni désir de les revoir » (1).

Car c'est seulement après la suppression des cérémonies publiques du culte que l'agitation tumultueuse commença sur la rive gauche de la Sarthe. Il est hors de doute que d'autres causes contribuèrent à faire naître l'effervescence. Lorsqu'elles réclamaient impérieusement du pain, ou qu'elles criaient aux officiers municipaux, assemblés pour les décades, que Dieu punissait l'impiété officielle par la disette, les manifestantes se rattachaient évidemment aux groupes des « ventres creux » qui devaient faire les insurrections des 12 germinal et 1 prairial. Mais il est indubitable que, si l'on eût laissé leurs prêtres et leurs autels à des régions à peine effleurées par les troubles religieux des trois années précédentes, elles n'eussent point vu éclore la chouannerie, en tout cas elles n'en eussent point favorisé l'extension.

Venus des confins de l'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne, les chouans commencèrent par s'établir dans les districts de l'ouest de la Sarthe. Leur action se borna à peu près, au début, à désarmer les patriotes, à brûler les papiers publics, à faire contribuer les acheteurs de biens nationaux; ils ne

1. A. Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut public...*, t. XII, p. 591.

commirent alors que d'assez rares assassinats. Leur hostilité très marquée contre les prêtres jureurs ne s'exerça guère qu'après cette période d'organisation, quand ils furent assez multipliés et aguerris pour se réunir en bandes importantes. Jusque-là, le clergé constitutionnel profita de leur passage, de la détente qui s'en suivit dans la persécution, pour se rendre au vœu des populations et rétablir le culte, dans les paroisses voisines de celles où ils opéraient. Mais dans les communes tenues solidement par ces rebelles, ce furent surtout les insermentés qui bénéficièrent de leur présence.

Le conseil général de la Flèche présumait, en germinal, qu'un certain nombre de prêtres réfractaires célébraient la messe, en maisons particulières (1). Un mariage contracté en floréal « devant Pierre Lemercier, ex-carme, dans son oratoire, rue du Collège » (2), atteste que ces soupçons étaient fondés. La municipalité du Grand-Lucé constatait également, en ventôse, que « des messes se disaient en lieux particuliers » (3). Le vicaire insermenté de Mézeray, qui n'avait point cessé d'exercer son ministère pendant la Terreur, s'emploie activement à conférer les sacrements, depuis le mois de janvier 1795 (4). Du 27 février au 28 mars de la même année, Robert Louis Mérille, ancien vicaire de la Suze et futur missionnaire de la Petite-Église, que l'administration croit déporté, revalide environ deux cents baptêmes et mariages à Nogent-le-Bernard (5). François Trouvé évangélise les paroisses de Chassillé, Longnes, Étival-en-Charnie, Joué-en-Charnie, Montreuil-en-Champagne, etc. (6). Pendant ce temps-là, Julien Chapdelaine,

1. A. M. de la Flèche, D III, f° 79.

2. Arch. de M. l'abbé Laloy.

3. A. M. du Grand-Lucé, D I, f° 105.

4. Arch. de M. l'abbé Laloy.

5. Arch. de M. l'abbé Provost.

6. Note de M. l'abbé L. Calendini.

vicaire de René et Épierres, étendait son action des abords de Beaumont-sur-Sarthe et de Ballon jusqu'aux portes de Mamers (1). Jean Joseph Glatier, qui sera fusillé à Tours en 1798, commence alors à « rassembler nuitamment tout le peuple, dans les églises paroissiales » des environs de Précigné (2). Déjà l'agent national du district de Fresnay avait signalé, en nivôse, à son collègue d'Alençon, que des prêtres insermentés fanatisaient les campagnes; qu'il se disait, dans les communes de Chérancé et de Grandchamps, des messes « où il y avait cinq à six cents assistants » (3). L'ecclésiastique, autour duquel se faisaient ces réunions pieuses, était François Letourneur, vicaire de Chérancé. Il faillit être surpris, le 29 ventôse, à la Renardière en Saosnes, par la garde nationale de Mamers, au moment où il allait célébrer l'office « en présence de beaucoup de personnes » (4).

Les administrations auraient eu une tâche singulièrement compliquée, si elles avaient entrepris de rechercher tous les non conformistes qui exercèrent leurs fonctions, plus ou moins clandestinement selon les possibilités, depuis le début de 1795 : prêtres échappés au désastre de la Vendée et restés dans le pays, un Simon Courgeon, curé de Sainte-Croix-de-Nanthiat ; ecclésiastiques réputés déportés ou émigrés comme Chapdelaine, Mérille, Trouvé, etc. ; reclus libérés par arrêté de Dubois-Dubais du 9 ventôse ; anciens constitutionnels, rétractés depuis la fin de 1794. Les décrets du 3 ventôse et du 11 prairial avaient d'ailleurs été votés à trop peu de distance l'un de l'autre. Avant d'avoir pu régler l'organisation du culte d'après la première de ces

1. Notes de feu M. l'abbé Besnard, doyen de Beaumont-sur-Sarthe.

2. A. D., L 382.

3. *Ibid.*, L 472, f° 61 v°.

4. A. M. de Saosnes, *Délib.* (29 ventôse an III).

lois, les autorités civiles allaient être aux prises avec les difficultés que provoquerait une des dispositions de la seconde.

Entre autres restrictions à la pleine liberté, son article V ordonnait que, pour remplir leur ministère dans les églises non aliénées, les ecclésiastiques devraient se faire décerner acte de leur soumission aux lois de la République.

Quelque jugement que l'on porte aujourd'hui sur le caractère purement civil de cet engagement, sur l'intérêt qu'il y avait pour la religion à ce que le clergé souscrivit la formule qui était exigée de lui, l'unanimité ne se fit pas plus, sur la question de la soumission, qu'elle ne s'était rencontrée sur celle des serments qui avaient précédé.

Chez les anciens non conformistes, prêtres cachés ou reclus libérés, une scission se produisit, entre soumissionnaires avec ou sans restriction et non-soumissionnaires ; entre « soumissionnaires de droit », qui obéirent à la loi pour profiter de ses avantages, et simples « soumissionnaires de fait », qui bénéficiaient de la tolérance des municipalités sans faire aucune démarche auprès d'elles. Une polémique très vive s'engagea entre ces différentes fractions. L'une persistant dans ses défiances, s'obstina à faire secrètement ses fonctions, comme aux temps les plus rigoureux de la Terreur ; l'autre célébra publiquement les offices, sans signer aucune soumission ; la troisième rendit son éclat aux cérémonies religieuses, après avoir satisfait aux obligations légales (1).

Parmi les constitutionnels, quelques-uns persévérèrent dans leur abdication de l'année précédente : pour ceux-là, qui avaient déserté le sanctuaire sans esprit de retour, la

1. A. D., L 382, dossier Glatier.

soumission était une formalité inutile. Chez les autres, les anciennes hésitations de 1791 reparurent. Une minorité importante corrigea ce que le décret avait de trop absolu ; elle précisa qu'elle ne promettait obéissance qu'aux lois civiles de la République, ou qu'elle acceptait seulement celles qui ne seraient pas contraires à la religion catholique, apostolique et romaine. De ces restrictions, les unes furent maintenues par leurs auteurs, les autres retirées dans la suite, comme cela avait eu lieu pour la promesse de maintenir la Constitution civile.

La majeure partie de ces soumissions conditionnelles était due aux anciens jureurs rentrés dans l'orthodoxie. Car beaucoup d'entre eux, éclairés par la persécution, avaient rétracté leur serment. Vingt-sept avaient donné l'exemple en 1794, et le seul vicaire général Paillé en avait reconcilié 36, du 24 mars au 15 juillet 1795. Soit inadvertance, soit indécision et parce qu'elle regardait la Constitution civile comme périmée, l'administration se désintéressa d'abord de tous ces « rempaillés ». Mais, quand elle se fut heurtée aux refus de soumission, quand elle se trouva en présence d'abstentionnistes qui préféraient la clandestinité à la publicité d'un culte imparfaitement libre, elle ordonna d'apposer les scellés chez le représentant de l'évêque légitime et le fit consigner lui-même dans sa maison. (1).

L'arrêté qu'elle prit à ce sujet est du 24 fructidor (10 septembre 1795). Elle avait préalablement expliqué la portée de l'article 5 de la loi du 11 prairial et déclaré que la soumission, exigée du clergé, ne touchait « ni aux dogmes ni à la discipline de la religion chrétienne ». Dans une proclamation aux habitants de la Sarthe, elle avait réitéré l'assurance que le libre exercice du culte leur était rendu ; que

la prétention des chouans à défendre la religion n'était qu'un faux prétexte, dont ils couvraient la continuation de leurs hostilités. Ses avances étaient restées vaines (1).

Elle le constatait, le 10 messidor. Ce jour-là, elle avait chargé le citoyen Couppel, un de ses membres, de faire observer aux comités de la Convention que « beaucoup de prêtres, pour se soustraire aux déclarations légales et ne point être soumis à l'autorité publique, allaient exercer leur culte dans des maisons, chapelles domestiques, où il se rassemblait beaucoup de monde, sans la permission des magistrats. » Elle avait conclu, de toutes ces irrégularités, qu'il convenait d'obliger les particuliers, qui prêtaient leurs locaux, à « déclarer le nom du prêtre et les jours où il exercerait, à peine d'être condamnés, ainsi que le ministre, à une amende de 1000 francs chacun et à un mois au moins de détention » (2). La loi du 20 fructidor lui donna satisfaction. Mais les résultats attendus ne répondirent point à ses désirs. Une lettre d'un des districts les moins récalcitrants est très significative à ce sujet. Voici ce qu'écrivait, le 24 fructidor, le procureur syndic de Château-du-Loir au Comité de Sûreté générale :

« ... La majeure partie des ci-devant constitutionnels a présenté et fait accepter par la municipalité une soumission portant, entre autres restrictions, celle de n'être point soumis aux lois qui seraient ou pourraient être dans la suite contraires à la morale, au dogme et à la discipline de leur église.

Sur le vœu bien établi de cette administration de ne point souffrir ces impertinentes restrictions et d'après un arrêté du département, les mêmes prêtres ont refait leur soumission, mais avec extension de ces deux mots : soumis aux

1. A. D., L 113, f^o 95-96.

2. *Ibid.*, f^o 72, v^o.

lois *civiles et politiques* de la République. Ce sont ceux qui se sont rétractés. Les autres, en petit nombre, ont eu la bonne foi de faire une soumission pure et simple.

Cette extension, de la part des rétractés, doit être regardée comme une restriction. Plusieurs prêtres se sont rétractés publiquement, mais ne l'ont point inséré dans leur soumission. La notoriété publique suffit-elle pour leur faire appliquer la peine de la loi et les traiter comme rebelles ?

Le Comité pèsera dans sa sagesse les mesures utiles dans ce pays, entouré bientôt de tous côtés de communes insurgées et qui lui-même en contient de prêtes à se déclarer en état d'insurrection pour le maintien de ses prêtres.

Nous sommes sans forces militaires... Les prêtres insermentés s'établissent par intervalles dans les communes ; l'incurie des autorités constituées, tout concourt à appeler sur ce pays les hordes royalistes, qui ravagent les districts de la Flèche, Sablé, Le Mans et Baugé... » (1)

En réalité les pouvoirs étaient débordés et impuissants. Le peuple, lassé d'être brimé pour ses convictions, n'avait point cessé de s'agiter depuis ventôse. Après avoir subi une contrainte atroce d'une année, il supportait impatiemment tous les obstacles, légaux ou non, mis en travers de sa religion. A la faveur de sa résistance active, grâce aussi à l'incontestable supériorité des chouans dans les campagnes, les rétractations se multipliaient. Un groupe d'ecclésiastiques, chargés de mission spéciale, avait, entre autres attributions, celle de les recevoir. Un Hayes de la Sorière, délégué du Saint-Siège, un Hersant, un de Herbelin, un Jacquet de la Haye, etc..., investis de pouvoirs spéciaux par les vicaires généraux Huet et Paillé, composaient cette association, dont les membres agissaient isolément. Véritables missionnaires ambulants, il conféraient le baptême

aux enfants qui ne l'avaient pas reçu, revalidaient les mariages, réhabilitaient les anciens sermentés, réconciliaient les églises et les rendaient au culte.

Il était à craindre qu'ils ne rencontrassent des difficultés sérieuses, là où ils se trouveraient en présence de constitutionnels obstinés. En général il ne s'en produisit point, parce que leur zèle savait se tempérer de prudence. Ni ces prêtres choisis par les autorités religieuses, ni les soumissionnaires restreints ne tenaient à entamer une lutte intempestive avec leurs adversaires ; ils préféraient, comme il a été dit plus haut, exercer le culte, soit dans les maisons particulières, soit même en secret.

Néanmoins un conflit aigu faillit surgir, à Saint-Vincent-du-Lorouer. Un groupe de citoyens avait demandé, au commencement de thermidor, l'autorisation de requérir le service d'un ministre du culte, l'ouverture de l'église, pour ses cérémonies, et la remise des clés à un gardien. Le directoire du district avait donné une réponse favorable à cette pétition ; sur l'usage des cloches seulement il s'était montré inflexible (1). L'ecclésiastique visé dans la requête était l'abbé Louis Jean-Baptiste Hersant. Il avait fait une soumission conditionnelle, le 5 du mois ; le 12, Pierre Noël Bignon, curé intrus de Courdemanche, en avait déposé une simple, à la maison commune. Deux jours après, sur l'initiative des « catholiques unis au Saint-Siège », la municipalité avait décidé de partager la ci-devant église par une cloison ; d'affecter aux pétitionnaires la partie située à l'est ; de laisser l'autre aux constitutionnels.

Cette distribution pouvait se défendre. Elle répondait au plan de l'édifice ; elle remettait celui-ci dans sa forme primitive, par le rétablissement de la séparation qui existait à

1. A. D., L 421, f^o 223.

l'origine entre la chapelle du prieuré et l'église paroissiale, construite dans son prolongement. Mais l'intention de favoriser les orthodoxes était visible. Elle se manifestait dans la disposition qui, sous couleur d'éviter des troubles, leur accordait l'usage de la portion qu'ils réclamaient, de huit heures du matin à midi et de deux à quatre heures du soir. Leurs concurrents désavantagés n'avaient droit à l'autre partie du vaisseau que de trois à sept heures du matin, et de midi à deux heures (1).

Ceux-ci s'empressèrent de déférer l'arrêté municipal au district, en faisant observer que « la démarcation adoptée pouvait occasionner des mouvements capables de troubler l'harmonie entre citoyens ». C'était peut-être là une menace voilée, car ils émettaient la prétention de prendre part, s'il leur convenait, à l'office de leurs adversaires.

L'administration départementale, saisie du différend, ordonna l'enlèvement de la cloison déjà élevée; puis elle autorisa l'assistance indistincte des tenants des deux partis « aux offices les uns des autres, sans qu'il pût être porté atteinte à la liberté individuelle ». Elle modifia très légèrement l'horaire établi par les officiers municipaux, mais décida qu'il s'appliquerait aux deux groupes, alternativement tous les trois mois. Le sort devait désigner celui qui bénéficierait le premier du temps le plus favorable (2). Les catholiques romains en jouirent d'abord (3). Pour peu de temps sans doute, car l'arrestation de l'abbé Hersant avait déjà été ordonnée, à la suite de troubles, survenus dans l'église de Courdemanche (4).

Leurs adversaires une fois sans prêtre, les constitution-

1. A. M. de Saint-Vincent-du-Lorouer, *Délib.* (5, 12, 24 thermidor an III).

2. A. D., L 82, f^o 5, 8.

3. A. M. de Saint-Vincent-du-Lorouer, *Délib.* (3 fructidor an III).

4. Cf., L 134 (15 fructidor).

nels cessèrent également de manifester. Le 12 vendémiaire an IV, Charles Mathieu Bignon, curé jureur et marié, exposait que « diverses raisons s'opposaient à ce qu'il reprit ses fonctions ecclésiastiques dans la commune » ; il demandait donc d'y tenir l'emploi d'instituteur, pour lequel il fut agréé (1). Son frère, l'auteur de la cabale contre J.-B. Hersant, avait regagné sa paroisse de Courdemanche. Ainsi s'apaisa le conflit. L'an III s'achevait ; une autre Assemblée était sur le point d'entrer en fonctions ; avec elle une nouvelle phase de l'histoire religieuse de la Sarthe allait commencer.

1. A. M. de Saint-Vincent-du-Loroner, *Délib.* (12 et 14 vendémiaire an IV) ; A. D., L 422, f^o 64.

CONCLUSION

Les curés de Tuffé, de Saint-Denis-des-Coudrais et leurs vicaires avaient juré, en décembre 1790, de maintenir la Constitution « lorsqu'elle serait librement acceptée par la nation ». Pour justifier cette restriction, l'un d'eux disait que « le pouvoir législatif était, selon Jean-Jacques Rousseau, inaliénable et indivisible » ; que la nation seule, et non ses représentants, avait donc le droit de légiférer (1). Indirectement et sans y prendre garde, la Constituante puis la Convention avaient ouvert, dans tout le pays, l'enquête, réclamée par ce petit groupe de réfractaires, sur l'état de la religion en France. Deux questions essentielles avaient été posées par la législation : celle des rapports de l'Église et de l'État, par la Constitution civile et ses développements ; celle de l'existence même du catholicisme, par la proclamation de la liberté des cultes et la pression exercée contre le culte dominant.

Sur ces deux points une consultation paisible, par voie de suffrages exprimés sans crainte, était peut-être impossible à faire. Au reste les assemblées révolutionnaires ne songèrent point à tenter ce referendum ; elles prétendirent imposer leurs solutions, par des pénalités variant de la simple destitution jusqu'à l'emprisonnement et à la mort.

Le présent essai fournit, pour la Sarthe, les conclusions d'une enquête ouverte dans ces conditions.

1. A. D., L 374 (Lettres de François de la Primaudière et de Julien Joubert ; 8 mai et 12 janvier 1791).

La réponse de la majorité du clergé est péremptoire. En matière de religion, la souveraineté de l'État n'est point absolue ; à moins d'avoir été l'objet d'une entente préalable avec une autre puissance également suprême, ses lois ne peuvent obtenir leur plein effet. Même la minorité ne rejeta pas entièrement cette solution. Voir dans le serment, comme elle le faisait, un acte de soumission politique, auquel nul citoyen ne pouvait se soustraire en conscience, c'était reconnaître l'autorité de l'État ; condamner en même temps l'intrusion, c'était réserver la souveraineté du Pape, professer que le droit des associations à l'existence ne dérive pas, indifféremment pour elles toutes, du seul agrément du pouvoir civil.

La réponse de la plus grande partie des Manceaux à la seconde question n'est pas moins claire. Elle dénie à l'État le droit de supprimer l'exercice du culte, Pour les institutions qu'elles ne jugeaient pas essentielles à l'existence de leur religion, les populations se sont montrées assez indifférentes. Les religieux ont été dispersés, sans qu'elles en eussent cure. Les biens d'Église ont été vendus, et elles ne s'en sont point émues ; aucune classe n'a même négligé cette occasion de s'enrichir, ou d'accéder à la propriété. L'intrusion est survenue, et beaucoup de nos paysans n'ont point refusé d'assister aux offices des pasteurs illégitimes. Une partie des prêtres a été éloignée, et ils n'ont guère récriminé, sauf dans les endroits où leur disparition mettait les paroisses en péril. Mais toute menace, même éloignée, contre le maintien de celles-ci, toute atteinte à leur intégrité a été promptement contrecarrée ; aux multiples pétitions, pour la conservation des anciens groupements paroissiaux, les votes ont ajouté leur signification impérative. Les cloches ont été obstinément défendues. Beaucoup des acquéreurs d'ornements d'églises ne les ont achetés qu'en

vue de les conserver, pour des jours meilleurs. Lorsque les campagnards, paisibles mais tenaces dans leur attachement, ont vu leur culte condamné, ils ont caché leurs prêtres, pour s'assurer leur ministère ; suppléé de leur mieux aux cérémonies qui leur étaient interdites ; élevé des protestations de tout genre, pour imposer le rétablissement des rites traditionnels. Par un phénomène fréquent dans ces sortes de réactions, ils ont même dépassé leurs premières exigences ; les spoliations qu'ils avaient d'abord tolérées, consenties, approuvées, ont fait l'objet de reprises imprévues. Car les sommes, arrachées par les chouans aux acheteurs de propriétés nationales, n'étaient-elle pas, autant qu'une contribution de guerre, la répétition des revenus des biens d'Église ?

C'étaient peut-être en définitive ces constatations qui causaient tant de joie, en 1795, à l'auteur des *Combats et triomphes de la religion pendant la Révolution*. Ouvrage d'un Manceau anonyme, ce petit écrit évoquait la splendeur inoubliée de l'Église de son diocèse ; indiquait les causes de sa ruine ; esquissait, à grands traits, les souffrances endurées et les marques de générosité des âmes fidèles ; saluait, avec transport, les symptômes de la résurrection commençante. L'on pouvait, l'on devait regretter avec lui la dispersion du clergé ; déplorer que les cérémonies eussent été suspendues, que les églises profanées eussent été converties en magasins, éventrées pour l'extraction du salpêtre, que les signes extérieurs de la religion fussent pour la plupart jetés à terre. C'étaient là toutefois des dommages réparables, puisque l'essentiel était sauf et que la foi n'avait pas péri, dans l'épouvantable tourmente.

De fait les ruines matérielles se pouvaient réparer, et l'effondrement n'avait pas été si entier que tout espoir fût interdit pour l'avenir. Bien plus, à nos yeux, éclairés par le

contrat signé entre Pie VIII et le premier consul, par cent ans de pratique concordataire, les éléments de reconstruction transparaissent, sous les débris de l'ancien ordre ecclésiastique. Constitution civile et doctrines ultramontaines se sont affrontées violemment, de 1791 à 1795 ; elles ont profondément réagi sur les esprits et les mœurs. De l'une et de l'autre l'empreinte restera visible, dans les institutions religieuses qui vont renaître et même dans la vie chrétienne de la nation.

La nouvelle circonscription des diocèses et des paroisses, l'unification du clergé et l'augmentation du pouvoir épiscopal qui en résultera, voilà la part principale de la Constitution civile.

Le diocèse du Mans, s'il englobe, pendant la majeure partie du XIX^e siècle, la Sarthe et la Mayenne, confondra du moins ses limites avec celles de ces deux départements. Les parties, annexées en 1790, des diocèses d'Angers et de Chartres, resteront soumises à la juridiction de Mgr de Pidoll et de ses successeurs ; celles qui ont été détachées à la même époque, pour former l'Orne et le Loir-et-Cher, ne reviendront plus à l'Église du Mans. La réduction des paroisses, prévue en 1791, sera sans doute loin d'être effectuée dans toute son ampleur. Du moins toutes les suppressions, exécutées jusqu'à la fin de l'Empire et au delà, seront autant de réalisations partielles du projet primitivement conçu. Il n'est pas jusqu'au groupement des communes en cantons qui ne passe à la répartition des paroisses en doyennés : la distribution civile des territoires finit par s'imposer au domaine ecclésiastique.

Le décret du 12 juillet 1790 n'avait touché qu'indirectement la question du recrutement du clergé séculier. Mais l'abolition des ordres religieux conduisait logiquement à la création d'un corps de pasteurs de provenance unique. Et

de fait, la disparition des congrégations qui fournissaient une partie de ses curés à l'église du Mans : Prémontrés, Génovéfains, Oratoriens, etc..., donne au séminaire diocésain une importance qu'il n'avait point eue jusque-là ; par la force des circonstances, il devient le réservoir exclusif, d'où l'évêque tirera les prêtres nécessaires au ministère. D'autre part, la collation des cures aux gradués de toute origine cessant d'être pratiquée, les étrangers se trouveront écartés désormais des cadres nouveaux de l'administration paroissiale. Les compétitions qui naissaient de l'inégalité des fortunes s'évanouissent en même temps, par la péréquation des traitements. Ainsi se parfait l'œuvre d'unification, que la seule identité d'origine eût laissé incomplète. L'apaisement des luttes d'intérêt atténue les rivalités entre personnes ; restreint le funeste individualisme, que nous avons signalé dans le clergé du xviii^e siècle ; prépare enfin un corps de pasteurs animés d'un esprit unique, préoccupés surtout de la diffusion de la vérité doctrinale.

A eux seuls des changements si radicaux plaçaient curés et vicaires dans une dépendance plus étroite de l'évêque. L'institution des succursales renforça encore l'autorité de ce dernier. A l'origine, Prudhomme de la Boussinière n'avait recouru à cet expédient que pour suppléer au manque de prêtres constitutionnels. La pénurie se prolongeant, s'aggravant même, de juin 1791 à la fin de 1792, ce qui avait été d'abord un simple moyen temporaire d'administrer les paroisses tendit à se généraliser et à devenir mode normal de gouvernement. L'incertitude de l'autorité civile, sur le sort final des paroisses qu'elle projetait de supprimer, contribua à perpétuer un système qui, dans l'intention de ses auteurs, ne devait être que provisoire. Ainsi donc, sous la pression des circonstances, s'éla-

bora un statut tout nouveau, qui mettait une grande partie du clergé à la complète disposition du chef du diocèse. Des curés inamovibles remplacés en grand nombre par des pasteurs dont l'affectation pouvait être changée sur la simple volonté de leur supérieur, voilà ce que n'avaient prévu ni le droit canonique, ni la jurisprudence de l'Église gallicane, ni même la Constitution civile. Le Concordat rendit définitive la création des « dessertes », improvisée par nécessité. Le contraste était inattendu entre cet aboutissement d'une situation de fait et les désirs d'indépendance, que les curés manceaux affichaient impérieusement, dans leur cahier de 1789.

Ce n'était pas la dernière surprise que leur ménageait une évolution, qu'ils n'avaient ni voulue, ni même pressentie. Quelle que fût l'intention de ceux qui avaient décrété la remise des biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, quelque caractère qu'ils reconnussent à la dette contractée par l'État, envers les prêtres qu'ils dépouillaient, la substitution du système des traitements au produit des domaines et des dîmes restreignait encore la liberté du clergé inférieur. Celui-ci put le constater, à plusieurs reprises, même sous le gouvernement relativement paisible, de la Constituante et de la Législative. Des raisons politiques firent supprimer, dans la Sarthe, l'indemnité des vicaires insermentés, surseoir au paiement de celle des curés réfractaires, en juin 1792. Mais l'administration départementale ne se fit pas faute d'intervenir en d'autres occasions et de suspendre, par mesure disciplinaire, le traitement de quelques ecclésiastiques insubordonnés. Les abbés Jean Hervé, vicaire de Marçon, et Jean François Hubert, vicaire de Lavernat, furent de ceux-là (1).

1. A. D. V $\frac{21}{4}$, p. 6 bis et 47 bis.

Le directoire ne fit, dans l'occurrence, qu'appuyer de sa sanction les décisions de l'évêque. Mais ne sortait-il point alors de ses attributions ? En jouant alors ce rôle d'auxiliaire du prélat, il préparait du moins les voies au régime concordataire, sous lequel le choix des curés de première et de deuxième classe devait être abandonné à l'autorité civile.

La destruction de l'Église de France a donc tourné en définitive au profit de l'État. L'on vient de dire comment les pouvoirs de l'évêque s'étaient accrus également, dans chaque diocèse, comment par suite une évolution s'était dessinée, dans l'administration religieuse, en faveur de la centralisation. Rome ne pouvait qu'en bénéficier. Toutefois ses gains sont moins visibles, parce qu'ils appartiennent plutôt au domaine des idées qu'à celui des institutions.

Pour les bien comprendre, les observer nettement, il est nécessaire de rappeler la mentalité du clergé — du clergé manœuvrier en particulier —, au moment où la Constitution civile et l'obligation du serment posèrent la question des rapports de l'Église et de l'État, devant le corps ecclésiastique.

Deux tendances ont été signalées à cette époque ; leur orientation se manifeste dans la manière dont furent articulées les restrictions jointes au serment. Formule ultramontaine et formule gallicane se partagèrent les préférences des prêtres sarthois. Ils ne jurèrent de maintenir la Constitution, les uns qu'autant qu'elle ne serait « point contraire à la religion catholique, apostolique et romaine », les autres que dans la mesure où elle serait agréée « par le Saint-Siège et le corps des évêques ». Un concile œcuménique eût seul été capable de satisfaire pleinement ces derniers ; mais comment le tenir dans la tourmente révolutionnaire ? L'idée d'un synode national avait été elle-même

abandonnée, aussitôt que conçue. Fatalement, dans les diocèses où l'autorité des prélats était discutée — et c'était le cas au Mans — les directives devaient être cherchées plus haut, près d'un pouvoir dont le jugement parût mieux éclairé et plus à l'abri d'influences intéressées que celui de Mgr de Gonssans.

De ce retour vers le Saint-Siège, il ne reste point de preuves pour les prêtres insermentés. Peut-être cependant en trouverait-on trace dans la qualification de « prêtres catholiques romains », opposée par beaucoup d'entre eux aux titres de « prêtres citoyens », de « prêtres nationaux », ou simplement de « prêtres catholiques », pris par les jureurs. Chez ces derniers, les marques d'une véritable conversion vers Rome sont nombreuses ; elles abondent surtout dans les rétractations de 1795. Celles-ci contiennent presque toutes la reconnaissance expresse de la « primauté d'honneur et de juridiction » du Souverain Pontife. Plus explicitement encore, une bonne partie d'entre elles affirment que cette juridiction s'étend « sur tous les évêques et sur l'Église universelle » ; qu'elle distingue le Pape « des autres évêques de la chrétienté et qu'elle lui donne le pouvoir de lancer les anathèmes qui ont atteint les sermentés ». Une étude spéciale des discussions entre partisans de la Petite-Église et concordataires, entre les abbés Fleury et Bouvier, le futur évêque du Mans, montrerait le lien logique qui existe entre cette doctrine du magistère suprême et celle de l'infailibilité pontificale.

Les transformations introduites dans les institutions ecclésiastiques, par la Constitution civile, d'une part ; d'un autre côté celles qui s'opérèrent dans la mentalité du clergé, par la nécessité de s'appuyer en fin de compte sur l'autorité de Rome ; enfin la persistance de l'ancienne foi dans la population : voilà en résumé les bases sur lesquelles reposera l'édifice concordataire.

La distance du contrat qui sera signé en 1801 à l'antique alliance entre la monarchie et l'Église est visible. Elle tient tout entière dans la différence des deux formules : catholicisme religion d'État et catholicisme religion de la majorité des Français. La Révolution a brisé les liens, autrefois considérés comme infrangibles, qui existaient entre la religion et le gouvernement ; le temps accoutumera les esprits à séparer l'une de l'autre, comme il leur apprendra à accepter la distinction des pouvoirs, dans l'ordre civil. La vie civile et la vie religieuse se juxtaposeront désormais sans se compénétrer. Le devoir de soumission à l'État étant, pour ainsi dire, laïcisé par l'autorité politique, il n'y aura plus à y obéir en conscience que les individus qui s'en feront une obligation spirituelle. Ceux-là seuls resteront « citoyens en Jésus-Christ », pour employer la suggestive expression des habitants de Saint-Symphorien.

L'union étroite qui régnait antérieurement entre les deux sociétés, Église et État, avait été pour l'une et l'autre une force, une cause de stabilité. La première regagnait en respect, en prestige, en influence, l'autorité qu'elle ajoutait à l'autre, quand elle imposait, au nom de Dieu, la soumission des sujets au prince. La désintégration des idées anciennes enlève désormais au pouvoir temporel tout moyen de s'imposer aux consciences ; elle diminue d'autant l'obéissance qu'il pouvait attendre de ses subordonnés. En retour l'Église perd le bénéfice de l'appui qu'elle recevait du trône, et voit s'amoinrir ses moyens d'action sur les fidèles.

Les gains, réalisés à ce changement par la liberté individuelle, équilibrent-ils ces pertes sociales ? Pour qui met au premier rang dans ses préoccupations le souci du salut des particuliers, une réponse négative semble s'imposer,

s'il n'est tenu compte que du chiffre des chrétiens pratiquants. Mais était-il interdit au clergé d'alors de supposer que la fidélité de ceux qui avaient résisté à la persécution compenserait le nombre disparu ; que, dans l'avenir, la qualité des croyants rétablirait la balance en faveur de la religion ? Il n'était pas impossible de prévoir, à tout le moins, ce que l'idée religieuse gagnerait à être dégagée des éléments étrangers qui l'enrobaient ; ce que les convictions pourraient acquérir de plus raisonné, la pratique de plus ferme et de plus désintéressé. Une fois relâchée la pression que, même malgré lui et à son insu, le pouvoir qui dispose de la force exerce sur les consciences, la vérité religieuse se soutient par elle-même : monument splendide de puissance et d'élévation, débarrassé soudain de contreforts et d'arcs-boutants superflus, ajoutés par les âges pour l'ornementation plus que pour la solidité. Les esprits s'y attachent pour elle-même, pour sa vérité intrinsèque et, sinon pour sa bienfaisance d'instrument politique, du moins pour sa haute valeur moralisatrice auprès des individus.

Il est indubitable que seules des intelligences très éclairées, des volontés très résolues sont capables de telles adhésions. Mais le corps ecclésiastique n'avait-il pas lieu d'espérer que la persévérance des uns servirait d'exemple aux autres ; que le rayonnement, projeté par cette élite autour d'elle, deviendrait, dans la suite, un efficace moyen d'action sur les masses ? Dans une société qui reposerait désormais sur la puissance de l'opinion, le prestige de ces groupes de catholiques convaincus, agissants, ne pouvait manquer de suppléer, s'il ne les remplaçait pas, aux moyens d'action enlevés à l'Église par la Révolution.

C'étaient là, il est vrai, des résultats lointains, mal assurés, difficiles à préjuger, même par les esprits les plus

perspicaces. Le passé c'était la paix, une paix relative mais réelle dans l'abondance. L'avenir prochain offrait bien des incertitudes. Le présent n'était qu'une aube radieuse. Sur quels jours se levait-elle ? Indécis et couverts de nuages ; chargés de tempêtes, semblables à celles de la veille ; ou chauds, féconds et pleins des splendeurs de la concorde rentrée dans les esprits, de l'union rétablie entre les cœurs apaisés ?

Vu le 23 juillet 1919
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

FERDINAND BRUNOT

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

L. POINCARÉ

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	Pages 7
-------------------	------------

CHAPITRE I. — RELIGIEUX ET RELIGIEUSES DANS LE DIOCÈSE

I. — Les maisons religieuses au Mans et dans le diocèse, à la fin du xviii ^e siècle ; la population de ces établissements. — Congrégations hospitalières et enseignantes. — Répartition générale par districts	37
II. — État moral des communautés de femmes ; attachement général à leurs maisons et à la vie religieuse. — Affaiblissement du sens religieux dans les congrégations d'hommes. — Symptômes de décadence au cours du siècle : fermeture de monastères et insuffisance du recrutement.	49
III. — Résultats de cette décadence ; perte d'influence dans les domaines religieux et économique ; l'opinion contre les bénéficiers simples et contre la fortune des réguliers. — Tableau du revenu des communautés sarthoises.	64

CHAPITRE II. — LE CLERGÉ SÉCULIER ET L'ÉTAT RELIGIEUX DU DIOCÈSE

I. — Le clergé. — L'Évêque ; son caractère ; ses réformes et les obstacles qu'il rencontra ; laisser aller de ses prédécesseurs ; indépendance juridique des curés. — Les Chapitres ; leurs revenus. — Le Chapitre cathédral ; ses rapports avec l'Évêque, avec les administrations civiles, avec le clergé	71
II. — État des paroisses de la Sarthe. — Le clergé paroissial : habitués, vicaires, curés. — Condition matérielle des curés ; revenus, habitation mode de vie.	82
III. — Valeur morale du clergé des paroisses ; son indépendance à l'égard de l'Évêque et des Chapitres. — Sa valeur intellectuelle ; individualisme dans le clergé. — Diver-	

gences en matière de discipline ; jansénisme et gallicanisme	95
IV. — Influence du clergé et ses causes : charité des curés ; leurs fondations scolaires et hospitalières ; leurs attributions politiques. — Attachement des populations au culte ; les pratiques religieuses : devoir pascal ; sanctification du dimanche ; observation du Carême. — Dépravation des mœurs : alcoolisme ; naissances illégitimes	105

CHAPITRE III. — PRÉLIMINAIRES DES ÉTATS GÉNÉRAUX

I. — La misère, au Maine, au début de 1789 ; les espérances nées de la convocation des États généraux. — Manifestations politiques en faveur des États provinciaux, du doublement du tiers ; libelles : <i>Dialogue entre un gentilhomme et un curé manceau</i> ; <i>Lettre à M. B...curé D. P. au Mans</i> , etc.	119
II. — Les assemblées des trois ordres au Mans. — L'assemblée du clergé et ses principaux membres. Difficultés pour la vérification des pouvoirs ; exclusion des religieux titulaires de bénéfices. — Élection des députés. — Discussion et adoption du cahier du clergé ; les protestations. — Demandes particulières aux curés du Mans ; le clergé et la proportionnalité de l'impôt	126
III. — La réforme religieuse, d'après les cahiers du clergé et du tiers état. — Demande de suppression partielle des ordres religieux par le tiers ; ses sympathies pour le clergé séculier. Vœux des deux ordres pour la modification de la condition des vicaires, et du clergé pour celle des curés. — Motions en matière de biens ecclésiastiques : propriétés foncières ; dîmes ; droits seigneuriaux	137
IV. — Vœux communs en faveur de la création d'écoles et d'œuvres d'assistance et de leur dotation.	155

CHAPITRE IV. — LE CLERGÉ ET LES PREMIÈRES LOIS RELIGIEUSES

I. — Opinion du clergé sur les premiers travaux de la Constituante ; enthousiasme des curés ; leur action. — Sympathies du peuple pour ses pasteurs ; choix des curés comme membres des municipalités ; la religion et les fêtes civiques	158
---	-----

II. — Préliminaires de la vente des biens nationaux : déclarations ; affirmation de baux ; inventaires ; soumissions. — Étendue de la propriété ecclésiastique dans la Sarthe. — Premières ventes et leur succès ; montant des ventes. — Résistance à la vente de l'argenterie des églises et à l'enlèvement des cloches.	175
III. — Dispersion des religieux ; leur retour dans le monde ; entrées dans le clergé constitutionnel. Incidents, lors de quelques départs. — Dispersion des religieuses enseignantes, en 1791 et 1792 ; maintien partiel de la vie commune. — Les incarcérations de religieuses. — Suppression des Chapitres ; résistances à Saint-Julien et à Saint-Pierre-la-Cour.	195

CHAPITRE V. — LE SERMENT REQUIS DES PRÊTRES FONCTIONNAIRES

I. — Importance objective de la promesse de maintenir la Constitution. — Hésitation à souscrire cet engagement chez des prêtres amis de la Révolution : les partis différents pris par eux sur cette question ; formule de conciliation du plus grand nombre.	210
II. — Les listes de sermentés pour la Sarthe : leur petit nombre ; leur valeur relative et nécessité de les dater. — Attitudes successives de nombreux prêtres en matière de serment : Croneau, Colombeau, Christophe, Bigot, le Maur, etc.	215
III. — Étendue de ces variations dans le département : mouvements de ralliement et d'opposition à la Constitution. — Causes des ralliements : contrainte morale, violence, sollicitations des paroissiens ; faiblesse de caractère de certains ecclésiastiques.	225
IV. — Rétractations et leurs causes : Bref du 13 avril 1791 ; arrestation du roi ; mesures préparatoires à la déportation ; Bref du 19 mars 1792.	239
V. — Supputation du chiffre des sermentés dans la Sarthe ; sa progression de mai 1791 à la fin d'août 1792. — Le premier accueil fait à la Constitution civile du Clergé. . .	244
VI. — Raisons des prestations ou des refus de serment, d'après les témoignages du clergé manceau : motifs intéressés ; besoin de réformes ecclésiastiques : respect des droits de l'Église ; influences locales. — L'attitude du clergé de la ville du Mans.	249

CHAPITRE VI. — ÉLECTION ET INTRONISATION
DE L'ÉVÊQUE CONSTITUTIONNEL

- I. — Le Mans depuis le refus de serment jusqu'à l'élection de l'Évêque: culte simultané par les jureurs et les réfractaires; la fête de Saint-Julien. — Le parti révolutionnaire contre les dragons de Chartres: incidents de février 1791; demande de renvoi du régiment.; dénonciation contre une association secrète de gardes nationaux de la ville. — Rôle du Club des Minimes. — Préparatifs de l'élection. 265
- II. — Les opérations électorales: préliminaires; annulation de bulletins; élection de Grégoire. — Nouveaux scrutins, en prévision du refus du premier élu, et désignation de Prudhomme de la Boussinière. — Raisons du choix de ce personnage: intervention de Philippeaux; titres personnels de Prudhomme; prépondérance de sélecteurs du district du Mans; action des clubistes — Installation du prélat 276
- III. — Les difficultés de la Boussinière pour se faire consacrer. — Sa condamnation par Gonssans. — L'opposition qu'il trouve dans le public manceau: échauffourée du mardi saint; *affaire des mais* 290

CHAPITRE VI. — ORGANISATION DE L'ÉGLISE CONSTITUTIONNELLE

- I. — Réduction des paroisses du Mans; élection et installation des curés dans les paroisses conservées. — Projet de suppression de paroisses rurales: opposition unanime des villages intéressés; les objections présentées; échec complet de la loi sur ce point 305
- II. — Élection des curés de campagne: le cérémonial, d'après le district de Fresnay. — Prestations tardives de serment, occasionnées par le remplacement des réfractaires. — Troubles dans le district de Mamers. — Nombre des curés élus; leur recrutement; leur installation; oppositions locales. — Attitude des anciens pasteurs. 321
- III. — Les retards successifs apportés au remplacement des curés, dans les paroisses destinées à être supprimées. — Création des dessertes provisoires et leur organisation. — Éviction des vicaires insermentés et ses résul-

tats ; le « binage ». — Le Séminaire constitutionnel ; son fonctionnement.	333
IV. — Le clergé constitutionnel. — Les vicaires épiscopaux. — Recrutement et valeur morale de ce clergé	345
V. — Le <i>semi-constitutionnalisme</i> . — Condamnation des intrus par Pie.VI; par Jouffroy-Gonssans. — Les relations des jureurs avec les intrus et notamment avec l'Évêque ; pouvoirs des vicaires ; non-acceptation des paroisses par des prêtres élus ; nombreux refus de « communication <i>in divinis</i> » avec la Boussinière : en matière de dispenses ; dans l'administration des sacrements, etc.	351

CHAPITRE VIII. — TROUBLES RELIGIEUX DE LA FIN DE 1790 AU MOIS DE JUIN 1791.

I. — Caractères généraux des troubles survenus depuis 1791 : immixtion du peuple dans les querelles religieuses et ses causes ; prédications pour ou contre la Constitution ; influence de la presse ; appel des deux partis à l'opinion. — Nature de cette immixtion : incapacité de la foule à juger des questions qui lui sont soumises ; son inaptitude à les saisir ; déformation spontanée des arguments proposés ; violences et voies de fait	364
II. — Causes générales des troubles : discussions sur la valeur des pouvoirs des intrus ; présence simultanée dans les paroisses des anciens et des nouveaux pasteurs.	374
III. — Premiers troubles dans les églises ; leurs causes : suppression des droits honorifiques, bancs réservés, carillon, etc. — Tentatives d'intimidation à l'occasion des premières prestations de serment.	382
IV. — Murmures du clergé contre les innovations religieuses et les exigences administratives. — Premières attaques contre la Constitution, à Évaillé, Préval, etc. — Publication de l' <i>Avertissement et ordonnance</i> de Gonssans. — Modération parallèle du clergé et des autorités civiles.	391
V. — Troubles résultant de la coexistence des cultes depuis mai 1791 ; contradictions entre les autorités locales, districts et municipalités. — Réglementation du 21 juin par le département ; fermeture de chapelles au Mans et dans le diocèse ; les réfractaires amenés à la clandestinité du culte	402
VI. — Répercussion des troubles à l'Hôpital du Mans ; tentatives de l'administration pour y faire reconnaître Pru-	

l'homme comme supérieur spirituel; refus presque
unanime des sœurs; leur expulsion. 415

CHAPITRE IX.— TROUBLES RELIGIEUX DE JUIN 1791 A FÉVRIER 1792

- I. — Influence de la fuite et de l'arrestation du roi sur les troubles religieux; agitation contre les réfractaires, au Mans et dans les campagnes; violences dans les districts de Château-du-Loir, de Saint-Calais; scission de paroisses en deux partis. — La retraite de nombreux insermentés. — Trêve à l'occasion de la Fédération. . 424
- II. — Caractères et causes des troubles de juin; dénonciation d'ecclésiastiques, accusés de parler contre la Constitution; poursuites, dans les divers districts, et condamnations dans celui du Mans 437
- III. — Arrêté du 10 septembre. — Résistance de quelques municipalités, qui réclament le maintien ou le retour de leurs anciens pasteurs; troubles de Solesmes. — Provocations d'intrus et de leurs tenants: troubles de Mézeray, de Saint-Calais; violences contre les partisans des insermentés. — Tentatives de restrictions de la liberté du culte; pétition du procureur général syndic au roi, sur la sanction du décret du 29 novembre. 449
- IV. — Derniers écrits pour ou contre la Constitution: *Mon petit mot à M. Prudhomme; Instruction pastorale de la Boussinière* 477

CHAPITRE X. — INTERNEMENT ET DÉPORTATION DU CLERGÉ RÉFRACTAIRE

- I. — La situation politique dans la Sarthe, au printemps de 1792: les journaux; les clubs; disette alimentaire et pénurie de numéraire; difficultés dans le recouvrement des impôts. — Les premières rétractations d'ecclésiastiques; protestations et mesures prises par le directoire du département et celui du district de Fresnay. — L'arrêté du 9 février 1792. 484
- II. — Intervention des gardes nationales. — Les accusations contre le clergé insoumis; prétendus abus de la confession; les curés de Dissé-sous-le-Lude, Courcelles, etc... — L'application des arrêtés du 10 septembre et du 9 février: l'opposition à la célébration de la messe des réfractaires à Brûlon, Champfleur, Écommoy, à la

- Cathédrale. — Perquisition à la Visitation et pillage des sociétés du Mans. — Fermeture des églises de Sainte-Croix, de Saint-Pavin-des-Champs. 494
- III. — Suppression du traitement des vicaires et de quelques « dessertes ». — Éviction des vicaires insermentés à Saint-Léonard-des-Bois, Mansigné, Connerré, Évaillé; du curé de Sainte-Cérotte. — Violences à Saint-Calais contre les ecclésiastiques, les religieuses et les catholiques. — Retraite de nombreux ecclésiastiques. — Mouvements anti-catholiques à René, Vallon, Noyen, etc... — Violences par les gardes nationales de Loué et de Vallon, pour forcer les prêtres à jurer ou à se retirer; résistance armée à Chevillé, à Montreuil-en-Champagne 506
- IV. — L'arrêté du 8 mars sur l'internement des réfractaires au chef-lieu; multiples notifications en mars et avril; soumission de plus de cent prêtres. — La condition des internés à la Mission; restrictions à leur liberté. — Contre-coup des journées du 20 juin et du 10 août: le serment imposé aux membres de l'enseignement; suspension du traitement des réfractaires. — Arrêté du 31 juillet pour l'internement de tous les insermentés . . 528
- V. — Préliminaires de la déportation: sollicitations des districts de Sablé et de Fresnay; silence du département. — Le billet anonyme au curé de Courcelles; la pétition des sections du Mans; arrêté du 26 août, déportant les insermentés même sexagénaires. — Statistique approximative des déportés 540

CHAPITRE XI. — DERNIERS JOURS DU CLERGÉ CONSTITUTIONNEL

- I. — Regain de faveur du clergé constitutionnel, après la déportation: sa brièveté. 549
- II. — L'état civil en 1791 et 1792. — Répugnance des catholiques orthodoxes à faire constater les naissances et mariages par les intrus, au Mans et dans les paroisses rurales. — La loi du 20 septembre 1792. — Consultation du P. G. S. Mortier, sur la tenue des registres paroissiaux par le clergé; circulaire de la Boussinière, sur le même objet; attitude réservée des curés 551
- III. — Les questions du casuel, du pain béni, du costume ecclésiastique, de la participation du clergé aux fonctions administratives. — Sanctions contre les délin-

	quants ; le curé de Melleray condamné à la peine capitale	560
IV. —	Recherche des ecclésiastiques sujets à la déportation : visites domiciliaires ; arrestations. — Médiocrité des résultats obtenus. — Création des <i>Comités de Sûreté publique</i> et de <i>Sûreté générale</i> ; nombreuses arrestations de catholiques suspects ; condamnation à mort de l'abbé Bodereau ; déportation de quelques prêtres. — Humanité de l'administration de la Sarthe	566
V. —	La « chasse meurtrière » aux prêtres sermentés. — Ses auteurs : tranquillité des catholiques romains ; pillages et violences par les volontaires nationaux ; leur responsabilité probable dans l'insécurité du clergé constitutionnel.	579
VI. —	Les mariages de prêtres ; résistance de l'opinion. — Mariages volontaires et mariages imposés. — Les déprétrisations. — Protestations des abdicataires et pression exercée sur eux.	589

CHAPITRE XII. — LE CULTE PUBLIC

I. —	Le culte au début de la Révolution ; sentiments du peuple et des administrations au Mans, à Yvré-l'Évêque, à Saint-Calais. — Refroidissement des sympathies officielles, en 1792 : le directoire du département refuse d'assister en corps au service funèbre pour le maire d'Étampes. — La Fête-Dieu en 1793. — Laïcisation des fêtes civiques ; la fédération de 1792.	601
II. —	Premières abdications d'ecclésiastiques. — Pétition pour le maintien du culte, à Château-du-Loir, et arrêté de Garnier de Saintes. — Les pouvoirs locaux et la suppression du culte : à la Chartre, Beaumont-la-Chartre, Champfleur, Tennie, etc... ; opposition des municipalités à Montmirail, Saint-Georges-de-la-Couée, Marolles-les-Braults. — Résistance de plusieurs curés et leur incarcération. — Attentats contre les édifices cultuels à Fresnay, à Assé-le-Boisne, etc... — La situation religieuse, en germinal an II	615
III. —	Le culte décadaire. — La fête de la Raison au Mans ; mesures pour en propager le culte dans le département : obstacles temporaires et difficultés provenant des mœurs locales. — Le catholicisme aux premières fêtes décadares, dans les campagnes. — La fête de l'Être Suprême et la suppression du culte catholique.	

— Indifférence générale des populations pour les cérémonies décadaires	631
IV. — Enlèvement des signes extérieurs du culte; attachement du peuple aux derniers vestiges du catholicisme, à la fin de l'an II, dans le district de Saint-Calais. — Premiers symptômes de réaction religieuse, au début de l'an III: statues replacées à Cogners, Vancé, Saint-Rémy-du-Plain; manifestations importantes dans le district de Château-du-Loir; fléchissement de la répression, dans le même district et dans ceux de la Ferté-Bernard et de Saint-Calais; les incidents de Dollon et de Montaillé, pour la réouverture des églises. — Arrêté de Dubois-Dubais, sur la mise en vente des églises; nouveaux incidents à Montfort, Pont-de-Gennes, Saint-Rémy-du-Plain. — Le rétablissement du culte et la chouannerie	645
V. — Le culte clandestin par les insermentés, en l'an III. — La loi du II prairial et la soumission; divisions dans le clergé; grande activité des anciens réfractaires. — Coexistence des cultes constitutionnel et romain, notamment à Saint-Vincent-du-Lorouer	660
CONCLUSION	671

